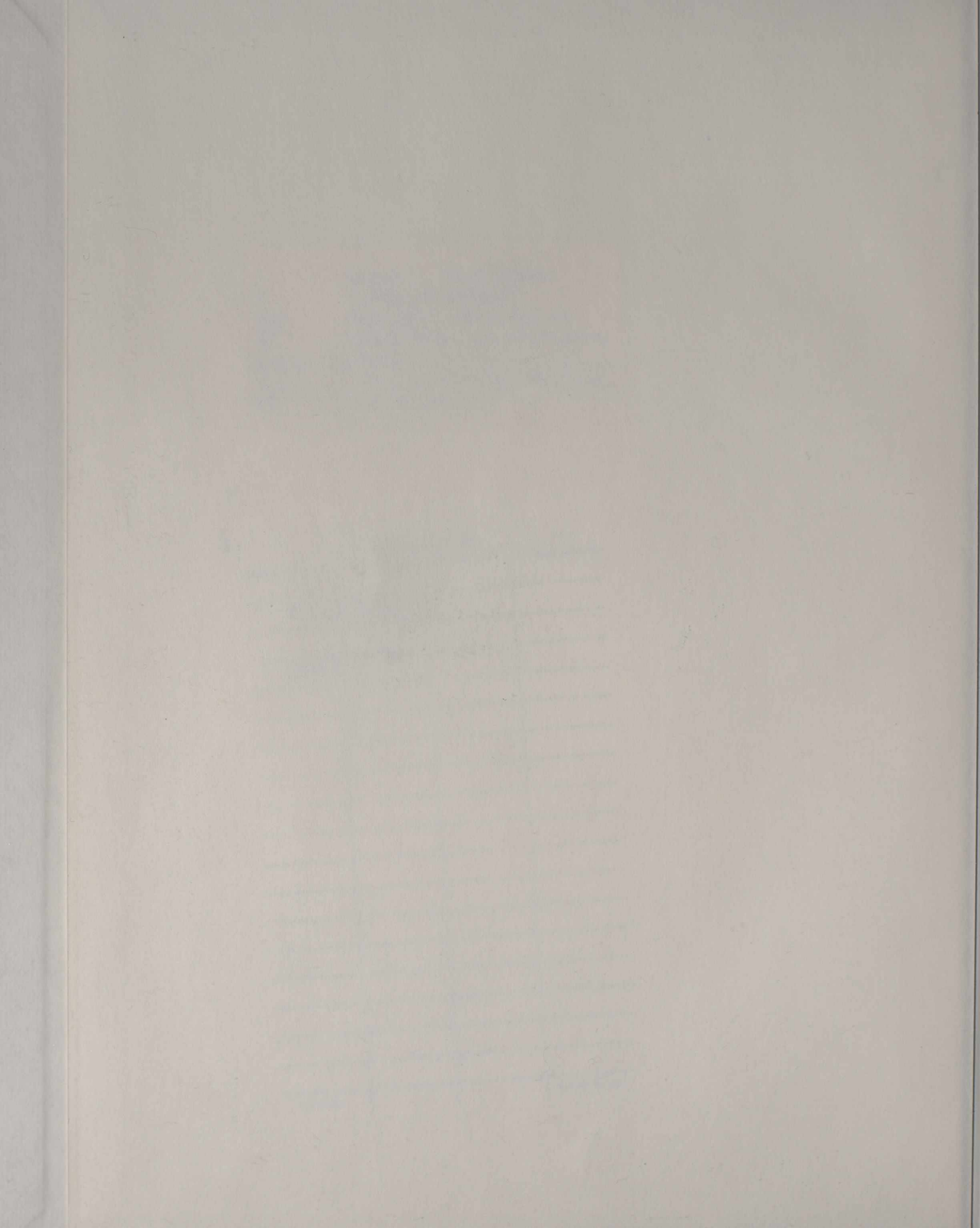
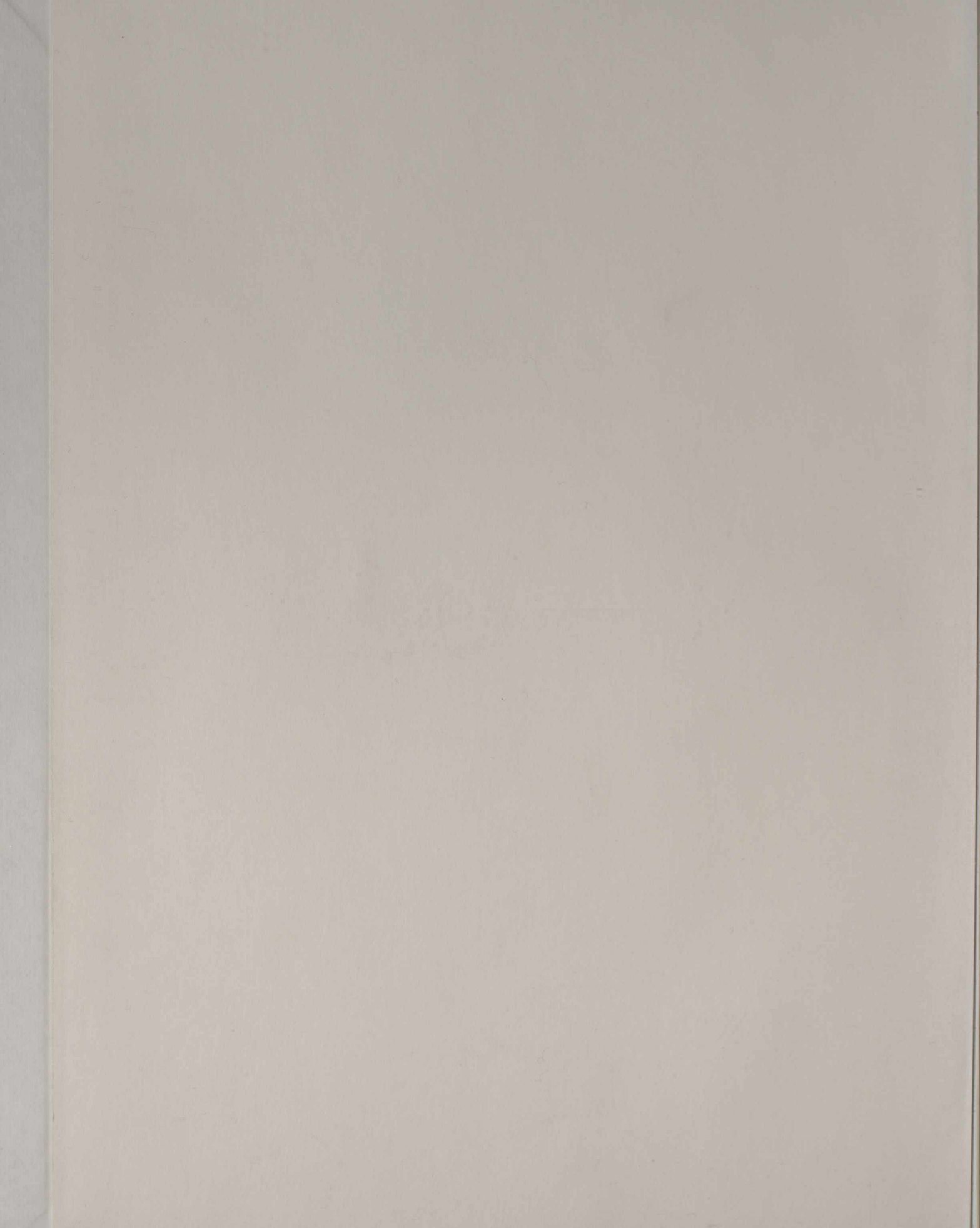


LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT





Issue No. 1

Tuesday, March 7, 1972

Tuesday, March 14, 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Privileges and Elections

Fascicule no 1

Le mardi 7 mars 1972

Le mardi 14 mars 1972

Président: M. Ovide Laflamme

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Privilèges et élections

RESPECTING:

Organization meeting and the Estimates for the
fiscal year ending March 31, 1973 relating to
the Chief Electoral Officer of Canada

INCLUDING:

The First Report

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

CONCERNANT:

Réunion d'organisation et le Budget des dépenses
pour l'année financière se terminant le 31
mars 1973 ayant trait au Directeur général des
élections du Canada

Y COMPRIS:

Le premier rapport

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Quatrième session

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman: Mr. Murray McBride

and Messrs.

Benjamin
Breau
Cobbe
Forrestall
Fortin
Howe

Jerome
LeBlanc (*Rimouski*)
Lessard (*LaSalle*)
Lessard
(*Lac-Saint-Jean*)
Macquarrie

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président: M. Murray McBride

et Messieurs

Paproski
Peddle
Peters
Portelance

Schumacher
Smith (*Saint-Jean*)
Thomas
(*Maisonneuve*)—20.

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)b)

On TUESDAY, March 7, 1972:

Mr. McBride replaced Mr. Orange;

Mr. Cobbe replaced Mr. Comtois;

Mr. Danforth replaced Mr. Alkenbrack;

Mr. Korchinski replaced Mr. Peddle;

Mr. McKinley replaced Mr. Paproski;

Mr. Whelan replaced Mr. Robinson;

On WEDNESDAY, March 8, 1972:

Mr. Alkenbrack replaced Mr. Danforth;

Mr. Peddle replaced Mr. Korchinski;

Mr. Paproski replaced Mr. McKinley;

On THURSDAY, March 9, 1972:

Mr. Robinson replaced Mr. Whelan;

On TUESDAY, March 14, 1972:

Mr. Schumacher replaced Mr. Alkenbrack;

Mr. Smith (*Saint-Jean*) replaced Mr. Badanai;

Mr. Portelance replaced Mr. Forget;

Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) replaced Mr. Marceau;

Mr. Breau replaced Mr. Robinson.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le MARDI 7 mars 1972:

M. McBride remplace M. Orange;

M. Cobbe remplace M. Comtois;

M. Danforth remplace M. Alkenbrack;

M. Korchinski remplace M. Peddle;

M. McKinley remplace M. Paproski;

M. Whelan remplace M. Robinson;

Le MERCREDI 8 mars 1972:

M. Alkenbrack remplace M. Danforth;

M. Peddle remplace M. Korchinski;

M. Paproski remplace M. McKinley;

Le JEUDI 9 mars 1972:

M. Robinson remplace M. Whelan;

Le MARDI 14 mars 1972:

M. Schumacher remplace M. Alkenbrack;

M. Smith (*Saint-Jean*) remplace M. Badanai;

M. Portelance remplace M. Forget;

M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) remplace M. Marceau;

M. Breau remplace M. Robinson.

ORDER OF REFERENCE

Monday, February 28, 1972.

ORDERED,—That Vote 10 relating to the Chief Electoral Officer, be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

ATTEST

Le greffier de la Chambre des communes
ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le lundi 28 février 1972

Il est ordonné,—Que le crédit 10 ayant trait au Directeur général des élections soit renvoyé au Comité permanent des privilèges et élections.

ATTESTÉ

Le greffier de la Chambre des communes
ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, March 15, 1972

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence is being referred to the relevant Committee for their consideration. Respectfully submitted,
Mr. Ovide Lafamme, Chairman

Sur proposition de M. Lefebvre

Le Comité a décidé de recommander au Comité permanent des privilèges et élections de renvoyer à l'étude le projet de loi C-10.

M. Lefebvre a remercié les membres du Comité pour leur confiance et a déclaré qu'il se fera un plaisir de recevoir les suggestions au poste de vice-président.

M. Forget, appuyé par M. Badami propose que M. McBride soit élu vice-président.

M. Korchiński propose que M. Badami soit élu vice-président.

M. Peters propose que M. Lefebvre soit élu vice-président.

Sur proposition de M. Lessard (LaSalle)

Le Comité a décidé que la période de mise en manufacture soit close.

La première motion, mise aux voix, est adoptée à main levée par 9 voix contre 3 et le président déclare M. McBride élu vice-président du Comité.

On décide ensuite

à l'unanimité que le Comité fasse imprimer 1000 exemplaires des procès-verbaux et témoignages et, à titre de publication supplémentaire, un répertoire des travaux sessionnels préparés par la bibliothèque du Parlement.

Ensuite, le Comité

décide que le président, le vice-président et cinq autres membres du Comité, nommés par le président après les consultations habituelles, forment le sous-comité du programme et de la procédure.

À 11h 30 du matin, sur proposition de M. Lessard (LaSalle), le Comité suspend ses travaux jusqu'à la prochaine convocation du président.

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, March 15, 1972.

The Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Monday, February 28, 1972, your Committee has considered Vote 10 relating to the Chief Electoral Officer of Canada and commends it to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 1*) is tabled.

Respectfully submitted,

Bourin
Bourin
Cobbie
Forrestall
Fortin
Howe

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mercredi 15 mars 1972

Le Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 28 février 1972, le Comité a étudié le crédit 10 ayant trait au Directeur général des élections du Canada et le recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 1*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président
OVIDE LAFLAMME
Chairman

Speaker of the House
Robert G. Mulroney
Chief of the Opposition

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, March 7, 1972

(1)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 11.10 a.m. for the purpose of organization.

Members present: Messrs. Badanai, Cobbe, Danforth, Forget, Forrestal, Howe, Jerome, Korchinski, Laflamme, Lessard, (LaSalle) McBride, McKinley, Peters, Thomas, Whelan—(15).

The Clerk of the Committee declared the meeting open and called for nominations for the election of a Chairman.

Mr. Lessard (LaSalle) seconded by Mr. Badanai moved that Mr. Ovide Laflamme be elected Chairman of the Committee.

On motion of Mr. Jerome,

Resolved—That nominations be closed.

Thereupon, the Clerk of the Committee declared Mr. Laflamme duly elected Chairman *nemine contradicente*, and invited him to take the Chair.

Mr. Laflamme thanked the members for the honour bestowed upon him and then called for nominations to elect a Vice-Chairman.

Mr. Forget seconded by Mr. Badanai, moved—that Mr. McBride be Vice-Chairman.

Then, Mr. Korchinski moved that Mr. Badanai be Vice-Chairman, and

Mr. Peters, moved that Mr. Lefebvre be elected Vice-Chairman.

On motion of Mr. Lessard (LaSalle)

Resolved:—that nominations be closed.

The question being put on the first motion, it was by a show of hands *resolved* in the affirmative: YEAS: 9; NAYS: 5, and the Chairman declared Mr. McBride duly elected Vice-Chairman of the Committee.

Then it was

Agreed unanimously—That the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence and as a supplementary issue, an Index prepared by the Library of Parliament.

The Committee further

Agreed—That the Chairman, Vice-Chairman and five other members appointed by the Chairman after the usual consultations do compose the Subcommittee on Agenda and Procedure.

On motion of Mr. Lessard (LaSalle) at 11.20 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 7 mars 1972

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et des élections se réunit aujourd'hui à 11h 10 du matin aux fins d'organisation.

Députés présents: MM. Badanai, Cobbe, Danforth, Forget, Forrestal, Howe, Jerome, Korchinski, Laflamme, Lessard, (LaSalle), McBride, McKinley, Peters, Thomas, Whelan—(15).

Le greffier du Comité déclare la séance ouverte et se dit prêt à recevoir les candidatures au poste de président.

M. Lessard (LaSalle), appuyé par M. Badanai, propose que M. Ovide Laflamme soit élu président du comité.

Sur proposition de M. Jerome, il est

décidé que la période de mise en candidature soit close.

Alors le greffier du Comité déclare M. Laflamme élu président *nemine contradicente* et l'invite à occuper le fauteuil.

M. Laflamme remercie les membres du Comité de l'honneur qu'ils lui font en l'élisant président et se dit prêt à recevoir les candidatures au poste de vice-président.

M. Forget, appuyé par M. Badanai propose—que M. McBride soit élu vice-président.

M. Korchinski propose que M. Badanai soit élu vice-président et

M. Peters propose que M. Lefebvre soit élu vice-président.

Sur proposition de M. Lessard (LaSalle), il est

décidé que la période de mise en candidature soit close.

La première motion, mise aux voix, *est adoptée* à main levée par 9 voix contre 5 et le président déclare M. McBride élu vice-président du Comité.

On décide ensuite

à l'unanimité que le Comité fasse imprimer 1000 exemplaires des procès-verbaux et témoignages et, à titre de publication supplémentaire, un répertoire des travaux sessionnels préparés par la bibliothèque du Parlement.

Ensuite, le Comité

décide que le président, le vice-président et cinq autres membres du Comité, nommés par le président après les consultations habituelles, forment le sous-comité du programme et de la procédure.

A 11h 20 du matin, sur proposition de M. Lessard (LaSalle), le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Tuesday, March 14, 1972
(2)

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 11.40 a.m. The Chairman, Mr. Ovide Laflamme, presided.

Members present: Messrs. Breau, Benjamin, Cobbe, Jerome, Laflamme, Lessard (*Lac Saint-Jean*), LeBlanc (*Rimouski*), Lessard (*LaSalle*), Portelance, Schumacher, Smith (*St-Jean*), Thomas (*Maisonneuve*).

Witnesses: From the Office of the Chief Electoral Officer of Canada: Mr. J.-M. Hamel, Chief Electoral Officer of Canada; Mr. R. M. Fauvelle, Chief, Finance and Personnel; *From the Bureau of Management Consulting:* Mr. Michel Rochon, Project Manager, Information Program, Management Consultant.

The Committee began consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31 1973. The Chairman called Item 10 Chief Electoral Officer—Program Expenditures—\$293,000.

The Chairman introduced Mr. Hamel, who made a brief opening statement before answering questions thereon. The questioning completed, Item 10—Chief Electoral Officer carried.

Then, the Committee agreed unanimously that the Chairman report the said Item to the House.

The Chairman thanked the witnesses and at 12.15 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du comité
Robert D. Marleau
Clerk of the Committee

Le mardi 14 mars 1971
(2)

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 11 h 40 du matin sous la présidence M. Ovide Laflamme.

Députés présents: MM. Breau, Benjamin, Cobbe, Jerome, Laflamme, Lessard (*Lac Saint-Jean*), LeBlanc (*Rimouski*), Lessard (*LaSalle*), Portelance, Schumacher, Smith (*St-Jean*), Thomas (*Maisonneuve*).

Témoins: Du Bureau du Directeur général des élections du Canada: M. J.-M. Hamel, Directeur général des élections du Canada; M. R. M. Fauvelle, Chef, Comptabilité et personnel; *Du Bureau des conseillers en gestion:* M. Michel Rochon, conseiller en gestion, directeur des projets, programme d'information.

Le Comité commence l'étude du Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973. Le président met en délibération le crédit 10—Directeur général des élections—Dépenses du programme . . . \$293,000.

Le président présente M. Hamel qui fait une brève déclaration avant de répondre aux questions. Après la période des questions, le crédit 10—Directeur général des élections est adopté.

Le Comité convient à l'unanimité que le président fasse rapport du crédit à la Chambre.

Le président remercie les témoins et à 12 h 15, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, March 14, 1972.

• 1138

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum.

Nous avons avec nous ce matin, M. Jean-Marc Hamel, le directeur général des élections, et deux de ses principaux adjoints, M. R.-M. Fauvel, qui est chef de la Division du personnel et des finances, à l'extrême droite, et immédiatement à la droite de M. Hamel, M. Michel Rochon qui a été employé par contrat par le directeur général des élections pour préparer certaines brochures publicitaires pour informer le mieux possible la population sur les changements majeurs qui ont été apportés à la Loi électorale du Canada. As we have had the estimates of the Chief Electoral Officer referred to us by the House, I would like to invite Mr. Jean-Marc Hamel to make some comments, if he has any, before we begin our questioning. Mr. Hamel.

Mr. Hamel: Thank you, Mr. Chairman. Perhaps one or two words of explanation on my budget for 1972-73 might be of interest to the Committee. As you know, the expenditures incurred by the Chief Electoral Officer in the discharge of his statutory functions are of two types. First of all, there are those expenditures for which moneys have to be approved by Parliament. These are shown under Vote 15, or Vote 10 rather. Sorry, it used to be Vote 15. It is Vote 10. These are the funds required for the administration of the office; that is, for salaries and wages of permanent staff as well as casual staff, for the purchase of equipment, furniture, et cetera.

Then there are those expenditures directly related to the conduct of an election, be it a general election or a by-election. These are the so-called statutory expenditures for which funds do not have to be provided by Parliament because they are provided for in the statute itself.

An amount is shown here of \$290,000, and this indicates only what we might spend under normal circumstances.

• 1140

That amount of \$290,000 has of course to be interpreted strictly as an estimate. Generally I may say that we have but limited control over these so-called statutory expenses, because they may vary considerably depending on decisions over which we have practically no control, namely the number of by-elections or the calling of a general election and so on. Of course it is necessary to add that the total budgetary expenditures shown do not take into consideration the possibility of a general election being called during the fiscal year 1972-73, because if a general election were to be called during that fiscal year, as you can imagine, those figures would be completely wrong and would bear no resemblance with the reality.

You will further note that there is a substantial reduction in the amounts budgeted for under the two types of expenditures. When I say "reduction" it is over last year. Substantial amounts of money were required last year for the purchase of election material as well as for additional staff to assemble and shift the material to the returning officers.

Furthermore, as you all know, last year I ordered a revision of the polling divisions arrangement in each electoral district in Canada. The revision alone cost close to \$400,000. All these expenditures will not recur in the next fiscal year.

Monsieur le président, avant de me soumettre à vos questions, il serait peut-être de quelque intérêt pour les

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 14 mars 1972.

[Interpretation]

Le président: Messieurs, je crois que nous avons le quorum.

This morning, we have with us Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer of Canada and two of his assistants, Mr. R. M. Fauvel, Chief of the Staff and Finance Division, and on the extreme right, next to Mr. Hamel, Mr. Michel Rochon who was asked by the Chief Electoral Officer to prepare some booklets to better inform the population of the changes made in the Electoral Act of Canada. Je voudrais inviter M. Jean-Marc Hamel à commenter les prévisions budgétaires du directeur général des élections du Canada, prévisions que la Chambre nous a chargés d'étudier. Nous passerons ensuite aux questions. La parole est à M. Hamel.

M. Hamel: Merci, monsieur le président. Peut-être devrais-je commencer par expliquer brièvement mon budget de 1972-1973. Comme vous le savez, les dépenses nécessaires pour le bon fonctionnement de la direction générale des élections sont de deux sortes. D'abord, il y a les dépenses qui doivent être approuvées par le Parlement. Il s'agit du crédit numéro 10. Il y a les dépenses de fonctionnement qui recouvrent les salaires et traitements du personnel permanent ou temporaire, l'achat d'équipement, l'approvisionnement etc.

Ensuite, il y a les dépenses qui découlent directement d'une élection, qu'elle soit générale ou partielle. Ce sont des dépenses statutaires qui ne nécessitent pas l'approbation du Parlement puisqu'elles sont prévues par les statuts eux-mêmes.

Vous voyez ici la somme de \$290,000 qui ne représente que ce que nous pouvons dépenser en temps normal.

Cette somme de \$290,000 ne représente évidemment, que des prévisions. Généralement, nous n'avons que peu de

contrôle sur les dépenses statutaires puisqu'elles dépendent en grande partie de décisions qui ne relèvent pas de nous, comme par exemple le nombre d'élections partielles ou la tenue d'une élection générale. Il ne faut pas oublier que le total des dépenses budgétaires ne tient pas compte de la possibilité d'une élection générale au cours de l'exercice 1972-1973 car, évidemment, ces chiffres passeraient complètement à côté de la réalité s'il y avait une élection générale pendant cette année budgétaire.

En outre, vous remarquez une réduction sensible dans les prévisions correspondant à ces deux genres de dépenses. Lorsque je parle de «réduction», c'est par rapport à l'année dernière. L'année dernière, de grosses sommes d'argent ont été nécessaires pour préparer les élections, acheter du matériel et embaucher le personnel supplémentaire qui devait assister les présidents de scrutin.

Vous savez, en outre, que j'ai demandé la révision des arrangements sur les divisions électorales pour chaque district électoral du Canada. Cette révision a déjà coûté près de \$400,000. Ce sont des dépenses qui ne se répèteront pas au cours du prochain exercice.

Mr. Chairman, before hearing your questions I should like to comment upon our new information program.

You might remember that in its report to the House of Commons, dated March, 1970, the Standing Committee on Privileges and Elections recommended that the Chief Electoral Officer of Canada be authorized to inform the popu-

[Texte]

membres du Comité que je dise un mot sur le programme d'information que nous sommes en train d'élaborer.

Vous vous rappellerez que lorsque le Comité permanent des privilèges et élections a présenté en mars 1970 son rapport à la Chambre des communes, une de ses recommandations était que le directeur général des élections soit habilité à informer le public sur les changements fondamentaux apportés à la loi électorale de même que sur la procédure générale du scrutin. La même recommandation a été faite en Chambre lors de l'étude en deuxième lecture du projet de loi qui s'ensuivit, soit plus précisément le 25 juin 1970 et enfin, l'an dernier, lors de l'étude de mes crédits, le même vœu a été exprimé.

L'item principal de notre programme d'information sera un dépliant, un feuillet si vous voulez, qui sera distribué à tous les foyers canadiens aussitôt que possible après l'émission des brefs. Des arrangements ont déjà été pris avec le ministère des Postes. Ce dépliant est présentement sous presse et ne sera disponible que dans quelques semaines. Cependant l'idée du programme d'information est venue du comité et je tenais à vous en donner la primeur. J'ai réussi à en obtenir quelques copies et si cela peut être de quelque intérêt, monsieur le président, j'en aurai je pense pour tout le monde. On pourrait donc en distribuer ce matin.

Le président: Je pense que c'est une très bonne idée.

Mr. Hamel: In addition to this leaflet, which, as I said, hopefully will go to every Canadian household during the week preceding the enumeration, we intend to use the mass media, electronic as well as the print media, particularly at the very beginning of the election period, because this is the time when people have to make sure they are on the lists so that they will not be disappointed on polling day.

Mr. Chairman, that concludes my remarks. I will be pleased to provide any additional information either on my budget or the information program.

The Chairman: Thank you, Mr. Hamel. You will find the estimates of the Chief Electoral Officer at page 20-14 of the Blue Book under Vote 10.

Privy Council
Chief Electoral Officer

Vote 10—Chief Electoral Officer—Program Expenditures—\$293,000

The Chairman: I will now take names of anyone wishing to ask questions of either Mr. Hamel or the other witnesses we have before us today.

Monsieur Thomas.

M. Thomas (Maisonneuve): Monsieur le président, M. Hamel a dit qu'évidemment dans une élection complémentaire et une élection générale, cela ne relève pas de sa compétence, mais compte tenu des nouveaux tarifs, pourrait-on avoir une idée de ce que coûterait une élection générale?

• 1145

M. Hamel: J'estime à peu près à 18 ou 19 millions de dollars le coût de la prochaine élection générale. La dernière élection nous a coûté 14 millions de dollars. Nous aurons environ 2 millions d'électeurs de plus cette fois-ci, et nous avons, comme vous le savez, révisé les tarifs qui avaient été fixés en 1963. On a donc dû prendre en considération l'augmentation du coût des services, etc.

Incidentement, si je peux me le permettre, à la suite de la révision faite par tous les présidents d'élection et dans le cadre de cette révision, nous avons estimé à 12,848,000 le

[Interprétation]

lation on the major changes to the Electoral Act as well as to the polling procedure. The same recommendation was suggested to the House during the second reading of the appropriate bill, that was on June 25, 1970 and eventually, we expressed the same wish last year when we examined my budget.

This information program will mainly consist of a pamphlet which will be distributed to all Canadian homes as soon as it is approved. We already made some arrangement with the Post Office Department. This leaflet has already been printed and will be distributed a few weeks from now. It was an idea of this Committee and you are the first to be informed about it. I brought some copies with me and if you are interested in it, Mr. Chairman, I could give one to every member right now.

The Chairman: I think that is a very good idea indeed.

M. Hamel: Outre ce dépliant qui sera distribué à chaque foyer canadien au cours de la semaine qui précèdera le recensement, nous avons l'intention d'avoir recours aux mass-media, que ce soit la télévision ou les journaux, et ceci surtout au début d'une période électorale, car c'est là que les gens peuvent vérifier que leurs noms sont inscrits sur les listes électorales pour ne pas être déçus le jour du scrutin.

Monsieur le président, voilà tout ce que j'avais à dire. Je suis prêt à vous donner toute information supplémentaire sur mon budget ou le programme d'information.

Le président: Merci, monsieur Hamel. Au crédit 10, à la page 20-14 du Livre bleu, vous trouverez les prévisions budgétaires pour le directeur général des élections.

Conseil privé

Directeur général des élections

Crédit 10—Directeur général des élections—Dépenses du programme—\$293,000

Le président: Je demanderais maintenant aux députés qui veulent poser des questions à M. Hamel ou à ses assistants de me faire signe.

Mr. Thomas.

Mr. Thomas (Maisonneuve-Rosemont): Mr. Chairman, according to Mr. Hamel the expenditures for a general or a by-election are out of his control, but could he indicate the cost of a general election, taking into account the increase in prices?

Mr. Hamel: I think the next general election will approximately cost \$18 or \$19 million. The cost of the last general election was \$14 million. This time, there will be about two million more voters. As you know, the tariffs which were fixed in 1963 have been revised. Thus we had to take into consideration the increase in the cost of services, etc.

By the way, I would like to add that the number of voters according to the returning officers will be 12,848,000 for the next election.

[Text]

nombre d'électeurs que nous aurions à la prochaine élection.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Une question complémentaire, monsieur le président.

Le président: Monsieur Lessard.

M. Lessard: De ces 2 millions d'électeurs que vous avez estimé avoir, combien seront dans la catégorie de 18 à 21 ans, monsieur le président?

M. Hamel: Je ne peux donner qu'une évaluation fondée sur les données statistiques de 1966, d'après les groupes d'âges à ce moment-là. J'estime à environ 1,050,000 le nombre d'électeurs dans les catégories de 18 à 21 ans.

Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais revenir à la question que M. Thomas a soulevée parce que je n'aime jamais mentionner un montant de 18, 19 millions de dollars comme coût d'une élection parce que cela peut paraître énorme, cela peut paraître un peu effrayant. Lorsqu'on considère la façon dont ce 18 ou 19 millions de dollars est réparti, cela donne une image complètement différente. Par exemple, nous aurons à la prochaine élection 35,500 sections urbaines, c'est-à-dire que nous aurons 71,000 énumérateurs urbains. Chaque énumérateur urbain reçoit en moyenne \$50. Nous aurons 21,000 énumérateurs ruraux, donc un total d'environ 92,000 énumérateurs qui reçoivent en moyenne entre \$50 et \$60. Tout de suite 5 millions de dollars sont consacrés à ces gens. Il n'y a pas un chèque de \$50 qui ne va pas dans aucun patelin du Canada, parce qu'il y a toujours au moins un énumérateur, que ce soit dans le coin le plus reculé des Territoires du Nord-Ouest ou dans le centre de Toronto ou de Montréal. Nous avons également, bien entendu, 56,680 bureaux de scrutin et pour chaque bureau de scrutin on paie un scrutateur, un greffier et la location du bureau ce qui fait environ \$80, à trois personnes différentes. Cela coûte \$4,500,000.00. Finalement, on aura un peu plus de 2,000 bureaux provisoires, ce qu'on appelait bureaux provisoires et qu'on appelle maintenant bureaux spéciaux où l'on paie un greffier, encore une fois, un scrutateur et la location, \$150 chacun. Quelques centaines de milliers de dollars y sont donc consacrés.

Quand vous regardez ce montant et surtout la répartition à l'échelle nationale, dans chaque patelin, chaque village, etc., cela donne une image assez différente.

The Chairman: Mr. Schumacher.

Mr. Schumacher: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Hamel mentioned the revision of the polling divisions last year, and that this could not be done again in this coming year. I am just wondering what the rules are for amending the boundaries of these polling divisions before the next general revision.

Mr. Hamel: We ordered this revision last year. Generally, we try to do this as close as possible to a general election, for very obvious reasons. The Chairman was telling me that, in his case, for instance—and I am sure that this applies to most of you—it is already outdated because of new streets, new high-rises, et cetera.

Therefore, in my instructions last year, I suggested that the returning officers try to assess the situation as it was going to be in the spring of 1972. In all frankness, I may say that the only reasonable assumption that we could make last year was that the election would be in the spring of 1972, because that would have been four years from the last election. We give each returning officer some general criteria based on the statutory requirements. The law says that there should be one polling division for approximate-

[Interpretation]

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): A supplementary question, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lessard.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): I would like to know, Mr. Chairman, how many voters out of those two million supplementary ones belong to the 18 to 21 age group?

Mr. Hamel: I can only give you a figure based on the 1966 statistics according to the age groups. To my mind, they will be approximately 1,050,000.

Mr. Chairman, I would like to come back to the question raised by Mr. Thomas because if I say that an election costs \$18 or \$19 million, this might seem an enormous and even excessive amount. The impression will be different if you know how those \$18 or \$19 million are distributed. For the next election, we will have 35,000 urban sections which means 71,000 urban enumerators. Every urban enumerator receives an average of \$50. Furthermore, there will be 21,000 rural enumerators bringing the figure to a total of 92,000 enumerators which will receive an average of \$50 or \$60 each. Those people get \$5 million. There is no village across Canada where we will not send a cheque of \$50 because everywhere there is at least one enumerator, whether it is in the most remote part of the Northwest Territories or in central Toronto or Montreal. Besides, we have 56,680 polls and we pay for each returning officer, the clerk, the rent of the office which amounts to \$80 for three different persons. This expenditure takes \$4,500,000 out of our budget. Then, there are more than two thousand special officers which were called temporary officers with the clerk, returning officer and the rent to pay, which makes \$150 for every office. Once again, this amounts to several thousand dollars.

If you see the expenditures not only on a national but also on a local basis, you will not find them excessive any more.

Le président: Monsieur Schumacher.

M. Schumacher: Merci, monsieur le président.

M. Hamel vient de parler de la révision des divisions électORALES l'année dernière, révision qui ne sera pas faite cette année. Je me demande quelles règles président au changement des limites des circonscriptions avant une nouvelle révision générale.

M. Hamel: Cette révision a eu lieu l'année dernière sur notre demande. Généralement, nous essayons de le faire immédiatement avant une élection générale et ceci pour des raisons très évidentes. Le président m'a dit que dans sa circonscription, par exemple, et la même chose sera probablement valable pour les vôtres, cette révision est déjà périmée en raison de la construction de nouvelles routes, de nouveaux immeubles, etc.

J'ai donc proposé l'année dernière que les directeurs du scrutin essaient de prévoir la situation qui existera au printemps de 1972. Je dois vous avouer que la seule chose que nous pouvions raisonnablement prévoir l'année dernière était que l'élection aura lieu au printemps 1972 parce que la dernière élection générale daterait d'il y a quatre ans. On donne à chaque scrutateur des directives généra-

[Texte]

ly 250 electors—plus or minus, of course, depending on the local conditions—and we rely on the returning officer to work on the basis of those criteria and hopefully in consultation with you or your organization.

• 1150

Mr. Schumacher: I am wondering about the case where things have become out of date. Can the returning officer make further revisions between now and the next election?

Mr. Hamel: I would hope, if the job was properly done last year, that we would not require a complete revision now, because it is quite a task and it is very expensive. However, as soon as the election is called all returning officers will be instructed to make whatever changes can be made in a relatively short period of time. Every one of those people who get in touch with me to bring some major changes to my attention that could not be foreseen last year, I ask them to take note of this and later on to make whatever changes are necessary or even to make the changes now if they do not expect any more changes between now and, let us say, June, for instance, and send each political organization, as well as my office, a copy of the amended descriptions. Practically every day I authorize returning officers to prepare amendments to their descriptions.

Mr. Schumacher: I am sorry to be ignorant of this situation, but I am wondering if returning officers are on a monthly salary or are they encouraged to look after the polling arrangements in their division?

Mr. Hamel: I am glad you brought this up because this is a question that we are looking into at the moment. At the present time a returning officer is paid a certain fee for his revisions and hopefully this includes any work that may have to be done in the wake of that revision. He is also paid on a per name basis or on a per polling division basis during an election, but between elections there is no pay whatsoever. I always feel a bit reluctant to ask a returning officer to submit a report on something that is not directly related to a revision or to an election. It is not very simple. I know that in some provinces returning officers are on a retainer fee basis. They get so much per month. As you can imagine, there are quite a few problems involved in this. The first thing that comes to mind is that I would be afraid that some returning officers would stick to the job to the last minute just to get the monthly allowance and then, as soon as an election is called, they would let us down and we would be in quite a tough situation. I do not know how can we solve this. We are looking into it. One of the solutions might be to ask returning officers to submit an annual report, for instance, on the submission of which they would be paid a certain fee to force them to keep on top of the situation. I may say, though, and I feel quite free to say this and I am quite pleased to say it, that most returning officers will go to all kinds of trouble to keep on top of the situation on their own.

Mr. Schumacher: I know that applies in my own case. I did not know how he was paid for what he did, but he seems to be taking a real interest and I was just inquiring along that line. Thank you.

[Interprétation]

les fondées sur les dispositions statutaires. La Loi prévoit qu'il doit y avoir un bureau de vote pour environ 250 électeurs, suivant les conditions locales; nous comptons que les scrutateurs suivront ces directives et après consultation avec votre organisation.

M. Schumacher: Qu'est-ce qui se passe lorsque votre système devient périmé? Les scrutateurs sont-ils autorisés à passer de nouvelles modifications d'ici aux prochaines élections?

M. Hamel: Si le travail a été bien accompli l'an dernier, j'espère qu'une révision complète ne sera pas indispensable; c'est un travail énorme et coûteux. Toutefois, dès que la date des élections sera connue, tous les scrutateurs auront le droit d'apporter des modifications qui nécessitent un temps relativement court. Tous peuvent me contacter pour me signaler des modifications majeures qu'il n'aurait pas été possible de prévoir l'an dernier; je leur demanderai alors d'en prendre note, de faire tous les changements indispensables, et même de faire les modifications immédiatement s'ils prévoient qu'aucune modification ne sera nécessaire d'ici au mois de juin, par exemple; après quoi ils enverront à toutes les organisations politiques ainsi qu'à mon bureau un exemplaire des changements. Ainsi, chaque jour j'autorise les scrutateurs, à modifier leurs descriptions.

M. Schumacher: Je m'excuse de mon ignorance mais pourriez-vous me dire si les scrutateurs sont payés au mois et si on les encourage à s'occuper des modalités des scrutins au sein de leur division.

M. Hamel: Je suis heureux que vous ayez soulevé la question, car elle est justement à l'étude. A l'heure actuelle, les scrutateurs sont payés pour leurs travaux de division, ce qui comprend, je l'espère, le travail préalable à la vérification proprement dite. Par ailleurs, durant l'élection, les scrutateurs sont payés suivant le nombre d'électeurs ainsi que suivant le nombre de divisions électorales, mais en dehors des élections ils ne touchent rien. J'hésite toujours à demander à un scrutateur de rédiger un rapport sur un sujet qui ne touche pas directement une révision ou une élection. Ce n'est pas si simple. Je sais que dans certaines provinces les scrutateurs touchent un traitement mensuel; cela pose des problèmes, comme bien vous pensez. Certains pourraient s'accrocher à leur poste jusqu'à la dernière minute rien que pour obtenir le traitement mensuel, après quoi ils nous laisseraient tomber en période d'élection, nous laissant ainsi dans de beaux draps. Je ne vois pas comment résoudre ce problème, mais nous sommes en train de l'étudier. Nous pourrions par exemple, demander aux scrutateurs de soumettre un rapport annuel pour lequel ils toucheraient un certain montant de façon à les obliger à se tenir au courant de la situation. Je suis cependant heureux de pouvoir vous dire que la plupart des scrutateurs se donnent beaucoup de mal pour se tenir au courant de la situation.

M. Schumacher: C'est certainement vrai dans ma circonscription. Je ne sais pas comment l'agent scrutateur est payé pour son travail, mais il semble s'y intéresser réellement. Je vous remercie.

[Text]

The Chairman: Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Mr. Hamel, in your breakdown of the costs of a general election you mentioned 2,000 special offices. I presume that is in relation . . .

Mr. Hamel: That is the advance poll.

Mr. Benjamin: Those are advance polls?

Mr. Hamel: That is correct.

Mr. Benjamin: And 56,000 polls. Would there also be revising officers? How many of them would there be?

Mr. Hamel: There would be 1,200 revisal districts. For each revisal district we have two revising agents plus a substituting revising officer when the judge does not want to act himself. That would be 2,432 revising agents.

• 1155

Mr. Benjamin: Right.

Mr. Hamel: As you know, each one gets \$80.

Mr. Benjamin: The total cost is estimated at what?

Mr. Hamel: One hundred and sixty thousand dollars.

Mr. Benjamin: And when you were mentioning the polls, you mentioned rental of the poll and the poll clerk. There is also the DRO, is there not?

Mr. Hamel: Yes.

Mr. Benjamin: So there are two people to be paid?

Mr. Hamel: Two people, plus the rental of the poll.

Mr. Benjamin: The figure given of \$4.5 million includes the cost of the two people and the rent?

Mr. Hamel: That is correct.

Mr. Benjamin: I wondered also, Mr. Chairman, what the situation is as of today with returning officers. Are they all functioning? There have been no deaths, no resignations, no vacancies?

Mr. Hamel: There might be one vacancy at the moment. I am not too sure.

Mr. Benjamin: I see. They have all come in from the schools?

Mr. Hamel: There is a group coming in next week.

Mr. Benjamin: That will be the last of them?

Mr. Hamel: That will be the last group, provided I do not get any resignations between now and the election.

Mr. Benjamin: And all ridings have completed their poll boundary revisions, have they?

Mr. Hamel: With three exceptions, which should be in before the end of the month. These are Skeena, Okanagan-Kootenay, and Madawaska-Victoria in New Brunswick.

Mr. Benjamin: Could you refresh my memory, Mr. Hamel, as to what procedures are to be followed to get a poll changed from rural to urban?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Dans cette ventilation des frais d'une élection générale, vous aviez mentionné 2,000 bureaux spéciaux. Je suppose qu'il s'agit . . .

M. Hamel: Il s'agit de scrutin anticipé.

M. Benjamin: De scrutins anticipés?

M. Hamel: C'est bien ça.

M. Benjamin: Et 56,000 bureaux de vote. Y a-t-il aussi des bureaux de révision: Pourriez-vous nous dire combien?

M. Hamel: Il y a 12,000 districts de révision. Pour chaque district de révision, nous avons deux agents réviseurs en plus d'un réviseur suppléant pour remplacer le juge lorsque celui-ci ne veut pas agir lui-même. Il y aurait donc, 2,432 agents réviseurs.

M. Benjamin: Très bien.

M. Hamel: Comme vous le savez, chacun reçoit \$80.

M. Benjamin: A quoi e-time-t-on le coût total?

M. Hamel: A cent soixante mille dollars.

M. Benjamin: Lorsque vous avez parlé des bureaux de scrutin, vous avez mentionné le loyer du bureau et le préposé aux écritures. Il y a également un scrutateur, n'est-ce pas?

M. Hamel: Oui.

M. Benjamin: Il y a donc deux personnes à payer?

M. Hamel: Oui, deux personnes, en plus du loyer du bureau de scrutin.

M. Benjamin: Le chiffre de 4.5 millions de dollars qui est indiqué comprend le traitement des deux personnes et le loyer?

M. Hamel: C'est exact.

M. Benjamin: Je me demandais également, monsieur le président, quelle était la situation actuelle en ce qui concerne les présidents d'élection. Est-ce qu'ils sont tous là? Il n'y a pas eu de décès, de démissions ou de postes vacants?

M. Hamel: Il y a peut-être un poste vacant présentement, mais je n'en suis pas certain.

M. Benjamin: Je vois. Et ils viennent tous des écoles?

M. Hamel: Il y aura un groupe la semaine prochaine.

M. Benjamin: Ce sera le dernier?

M. Hamel: Ce sera le dernier groupe, à condition qu'il n'y ait pas de démissions d'ici aux élections.

M. Benjamin: Et toutes les circonscriptions ont terminé la révision des limites des sections de vote, n'est-ce pas?

M. Hamel: Oui, à l'exception de trois qui devraient terminer d'ici la fin du mois. Il s'agit de Skeena, Okanagan-Kootenay et Madawaska-Victoria au Nouveau-Brunswick.

M. Benjamin: Pourriez-vous me rafraîchir la mémoire, monsieur Hamel, quant aux procédures à suivre pour faire changer une section rurale en une section urbaine?

[Texte]

Mr. Hamel: You mean a poll which normally should be rural?

Mr. Benjamin: Yes. One, say, that is rural now, following the revision of poll boundaries. What is the procedure to get it designated as an urban poll rather than rural?

Mr. Hamel: You consider that it should be urban?

Mr. Benjamin: Yes.

Mr. Hamel: Representations should be made to the Returning Officer who, in turn, will make a recommendation to me. However, that polling division must first of all meet these criteria. Its population should be, as the law says, of a floating or a changing character or must be in a part of a large metropolitan area and must have acquired the characteristics of an urban population and be more or less in the environment or the vicinity of an urban centre.

Mr. Benjamin: Would it be something like a postal walk? The postal walk has been inaugurated in an area that is now called a rural poll, but the Post Office Department has considered it urban enough to warrant a postman delivering mail door to door. Is that one of the criteria that would help?

Mr. Hamel: No, not under the law, not under the Canada Elections Act. In other words, if you have a town of less than 5,000 population, even if it is served by postal walks, if it is all by itself, isolated from larger metropolitan areas or urban areas, it cannot be declared urban.

Mr. Benjamin: I heard two of my colleagues and another colleague from another party say that they were very concerned about some areas that were still called rural polls and one, for example, was in a lower mainland area in British Columbia, the Fraser Valley area, which really is suburban, I suppose. Then they should ask the Returning Officer...

Mr. Hamel: That is correct.

Mr. Benjamin: ... and the Returning Officer then passes on their request to you.

Mr. Hamel: Or they could make their request to me. Then I will discuss it with the Returning Officer and he will probably discuss it with all the parties involved. At least he will give me some report as to the characteristics of the area.

Mr. Benjamin: But the postal walk, in your own or the Returning Officer's consideration, would not make any difference?

Mr. Hamel: No. I think my hands are tied by the intent of the law, which says that I have that discretionary power provided certain conditions are met. These conditions are in Section 11, sub-section (3):

(3) Whenever it has been represented to the Chief Electoral Officer that (a) the population of any place other than a place referred to in subsection (1)...

That means a place that has a population of 5,000 or more

• 1200

... is of a transient or floating character, or (b) any rural polling divisions situated near an incorporated city or town of 5,000 population or more have acquired

[Interprétation]

M. Hamel: Vous voulez parler d'une section qui devrait normalement être rurale?

M. Benjamin: Oui. Disons, par exemple, qu'il s'agit d'une section qui est rurale maintenant, après la révision des limites des sections de vote. Quelle est la procédure à suivre pour la faire désigner comme section urbaine plutôt que rurale?

M. Hamel: Vous pensez qu'elle devrait être urbaine?

M. Benjamin: Oui.

M. Hamel: Il faudrait présenter une demande au président d'élections qui me la transmettrait. Cependant, la section de vote devrait d'abord satisfaire à certains critères. Sa population devrait être, comme le dit la loi, flottante ou changeante, ou la section devrait faire partie d'une région métropolitaine importante et doit avoir acquis la caractéristique d'une population urbaine; en outre, elle doit être située plus ou moins dans le voisinage d'un centre urbain.

M. Benjamin: Est-ce que ce serait la même chose que dans le cas d'un itinéraire postal? L'itinéraire postal a été inauguré dans une région qui est maintenant désignée comme section rurale, mais le ministère des Postes l'a considérée assez urbaine pour justifier la livraison du courrier porte à porte par un facteur. Est-ce que c'est un critère qui aiderait?

M. Hamel: Non, pas en vertu de la loi, pas au terme de la loi électorale du Canada. Autrement dit, s'il s'agit d'une ville de moins de 5,000 habitants, même si elle est desservie par des itinéraires postaux, si elle est éloignée, isolée d'une région métropolitaine plus importante ou d'un centre urbain, elle ne peut pas être déclarée urbaine.

M. Benjamin: J'ai entendu deux de mes collègues, et un autre d'un parti différent, dire qu'ils se préoccupaient beaucoup de certaines régions toujours désignées comme sections rurales et dont l'une en particulier, est dans la région basse de la Colombie-Britannique, dans la Vallée du Fraser, ce qui est en réalité peu éloigné des îles, à mon avis. Alors, il faudrait demander au président d'élections...

M. Hamel: C'est exact.

M. Benjamin: ... et le président d'élections vous transmettrait ensuite la demande.

M. Hamel: On pourrait également me présenter directement la demande. J'en discuterais ensuite avec le président d'élections qui en parlerait probablement à son tour avec les parties intéressées. Il me donnerait du moins un certain rapport quant aux caractéristiques de la région.

M. Benjamin: Mais l'itinéraire postal, d'après vous ou d'après le président d'élections, ne ferait aucune différence?

M. Hamel: Non, j'ai les mains liées par la loi, selon laquelle j'ai le pouvoir de décider, pourvu que certaines conditions soient remplies. Ces conditions figurent à l'Article 11, au paragraphe (3):

(3) Dans tous les cas où il a été exposé au directeur général des élections a) que la population d'un lieu autre qu'un endroit mentionné au paragraphe (1)...

Cela signifie qu'il y a une population de 5,000 habitants ou plus

... est une population flottante ou passagère ou b) que des sections rurales, situées près d'une cité ou ville constituée en corporation et ayant une population de

[Text]

the urban characteristics of the polling divisions comprised in that city or town, he has power, when requested no later than the date of the issue of the writ

to declare, and he shall declare any of the polling divisions to be urban . . .

Mr. Benjamin: The returning officer can do that on his own, can he?

Mr. Hamel: No.

Mr. Benjamin: He has to make a recommendation to you?

Mr. Hamel: That is right. The law gives me that discretionary authority.

Mr. Benjamin: Yes. You are the one who makes the final decision.

Mr. Hamel: That is correct.

Mr. Benjamin: Thank you.

Mr. Hamel: But I am bound, as I say, by these two conditions. In other words, in making the recommendation it has to be demonstrated to me, and I must be satisfied, that one of these two conditions is met.

Mr. Benjamin: I have not had a chance to read all of this leaflet, Mr. Chairman, but I wonder, Mr. Hamel, if it is your intention to have this automatically go out within a day or two after the writs are issued. After you have been notified of a general election, it would go out immediately?

Mr. Hamel: That is correct. We are having 10 million copies printed, and we will need 6 to 7 million copies to provide each household with a copy. Then we will provide returning officers and your parties with enough copies, and we intend to use banks as depositories. They have all agreed to have these available for the electors. We intend in our information program, through the printed or electronic media, always to refer to this pamphlet and say, if you have lost it you can get another copy here or there.

Mr. Benjamin: That 6 to 7 million is the number of households it will go to?

Mr. Rochon: The number of householders in Canada, including business addresses and postal boxes; that is the full mailing list of the post office.

Mr. Benjamin: Are these all going to be printed and distributed from Ottawa or are you doing it regionally or in each province?

Mr. Hamel: These will be sent from my office to each post office which in turn will then make a distribution.

Mr. Benjamin: I see, but the whole 10 million copies will be distributed from here? You will not be doing it on a regional basis?

Mr. Rochon: It has to be centralized because of the time element dependency. We have to wait for the issuance of the writ. No one else knows. We cannot deposit anywhere else. We do not know what would happen. So it has to be centralized in that context.

[Interpretation]

5,000 âmes ou plus ont acquis le caractère urbain des sections de vote comprises dans cette cité ou ville, il peut déclarer sur demande faite au plus tard à la date de l'émission du bref . . .

Il peut déclarer, et il peut déclarer que l'une, plusieurs ou la totalité de ces sections rurales sont des sections urbaines . . .

M. Benjamin: Le président d'élection peut faire cela de lui-même, n'est-ce pas?

M. Hamel: Non.

M. Benjamin: Il doit vous en faire la recommandation?

M. Hamel: C'est exact. C'est à moi que la Loi accorde ce pouvoir discrétionnaire.

M. Benjamin: Bien. C'est vous qui prenez la décision finale.

M. Hamel: C'est exact.

M. Benjamin: Merci.

M. Hamel: Mais je suis lié, comme je l'ai dit, par ces deux conditions. En d'autres termes, lorsqu'il me fait cette recommandation, il doit me démontrer que l'une de ces deux conditions est remplie, et je dois en avoir la preuve.

M. Benjamin: Je n'ai pas eu l'occasion de lire toute cette brochure, mais je me demande, monsieur Hamel, si vous avez l'intention de la faire distribuer automatiquement dans les deux ou trois jours qui suivront l'émission des brefs. Dès que vous aurez été avisé d'élection générale, vous les distribuez?

M. Hamel: C'est exact. Nous en faisons imprimer six millions d'exemplaires, et il en faudra six à sept millions pour pouvoir en donner un à chaque foyer. Nous donnerons ensuite assez d'exemplaires au Président d'élection et à vos partis, et nous allons également en déposer dans les banques. Elles ont toutes consenti à rendre ce service aux électeurs. Dans notre programme d'information, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la presse et des moyens électroniques de diffusion, nous avons l'intention de toujours renvoyer les gens à cette brochure et de leur dire que s'ils l'ont perdue, ils peuvent en obtenir un exemplaire dans les banques.

M. Benjamin: Ce chiffre de 6 à 7 millions est le nombre de foyers où la brochure sera envoyée?

M. Rochon: Le nombre de foyers actuellement au Canada, y compris les maisons d'affaires et les casiers postaux. Il s'agit là de la liste complète d'adresses que détiennent les postes.

M. Benjamin: Allez-vous faire tout imprimer et distribuer par Ottawa, ou délèguerez-vous cette tâche à des régions ou à chaque province?

M. Hamel: Tout sera envoyé de mon bureau à chaque bureau de poste qui en fera ensuite la distribution.

M. Benjamin: Je vois, mais les dix millions d'exemplaires seront distribués à partir d'ici? Vous ne procéderez pas sur une base régionale?

M. Rochon: Il faut tout centraliser, à cause de l'élément temps. Nous devons attendre l'émission du bref. Personne d'autre ne sait. Nous ne pouvons pas déposer ces brochures ailleurs. Nous ignorons ce qui se produirait, alors il faut tout centraliser.

[Texte]

Mr. Benjamin: Yes. That is all I have for the moment.

The Chairman: Thank you, Mr. Benjamin. Mr. Portelance.

M. Portelance: Merci, monsieur le président. Seulement une question. Il y a certainement une amélioration par rapport au passé, dans le domaine de la liste électorale, d'abord il y en a une qui est affichée dans chaque section de vote et on en expédie une copie par la poste à chaque électeur dont le nom est sur la liste. C'est entendu que celui dont le nom est sur la liste va en recevoir une copie, mais n'y a-t-il aucun moyen de voir à ce que tout le monde en ait des copies, du moins que toutes les portes aient des copies? De cette manière-là, celui dont le nom ne serait pas sur la liste, le verrait bien, en recevant une copie quand même. Tandis que maintenant, on demande et on invite les gens à vérifier si leurs voisins sont inscrits sur la liste etc, mais beaucoup de personnes ne s'en occupent peut-être pas, et même, souvent, dans des centres urbains, on ne connaît pas le voisin. C'est une des frustrations du système. Je comprends qu'il arrive que le type, n'est pas inscrit sur la liste parce qu'il n'a pas le droit de vote, mais si au moins on pouvait trouver un moyen pour que toutes les portes de chaque bureau de scrutin reçoivent une copie de la liste qui a été faite par les énumérateurs, à ce moment-là, on verrait très bien que son nom n'est pas sur la liste et qu'il y a lieu d'aller à la revision.

M. Hamel: Vous soulignez un problème réel, il n'y a pas de doute. L'embêtement c'est que si on faisait une livraison à chaque porte, la liste variant de rue en rue, on ne pourrait plus compter sur le bureau de poste pour faire la livraison. Le bureau de poste va nous faire la livraison d'un dépliant comme ceci parce que c'est le même pamphlet qui va à tout le monde, alors que la liste, ça changerait à un moment donné à tel numéro ou de l'autre côté de la rue.

M. Portelance: Excusez-moi. Si cette tâche était laissée au président d'élection de chaque comté? Il est au courant qu'il y a tant de portes par secteur, et il pourrait, lui, faire distribuer d'une certaine façon la liste dans l'arrondissement tel que ça doit être et tout le monde aurait une liste. Ainsi, nécessairement, ceux qui ne sont pas sur la liste pourraient s'en apercevoir.

• 1205

M. Hamel: C'est une façon. Naturellement, vous comprenez que ce n'est pas possible dans le contexte de la loi actuelle qui nous oblige à envoyer une copie de la liste à chaque groupe d'électeurs dont le nom paraît sur la liste et cela par la poste, franc de port. Cela voudrait dire qu'il faudrait complètement changer la loi. C'est certainement quelque chose que l'on peut examiner et lorsque la loi sera portée à l'étude des membres du Comité, on pourra avoir...

M. Portelance: Je regrette de ne pas avoir assisté à toutes les réunions du comité lorsque vous avez modifié la loi parce que c'est un des points qui pourrait corriger beaucoup de situations en temps d'élection.

M. Thomas (Maisonnette): Monsieur le président, j'aurais une question complémentaire à poser.

[Interprétation]

M. Benjamin: Oui, c'est tout ce que je voulais savoir pour le moment.

Le président: Merci, monsieur Benjamin. M. Portelance a la parole.

Mr. Portelance: Thank you, Mr. Chairman. I only have one question. I am sure there has been an improvement concerning the list of electors, because a copy appears in each polling division and another copy is mailed to each elector whose name appears on the list. A person whose name appears on the list is sure to receive a copy but is there no way to see that everybody gets a copy, at least every household? In so doing, the person whose name does not appear on the list could see it when he receives a copy of the list. Whereas now, people are asked to check if their neighbours are registered on the list, and so on, but many people may not bother with that and very often in some urban areas, many people do not know their neighbours. Thus the system is kind of frustrating. I understand that one person may not be registered because he does not have the right to vote, but if we could find a way to ensure that every household in every poll receives a copy of the list prepared by the enumerators, then everyone could see if his name appears on the list and if need be, he could go and see the revising agent.

Mr. Hamel: You emphasize a real problem here, there is no doubt about that. But there is a difficulty in that if we delivered a copy to every door, since the list varies from street to street, we could no longer depend on the post office to make this delivery. The post office will deliver for us a pamphlet like this one because it is the same pamphlet for everyone, whereas the list would change at such and such number in one street or one side of the street.

Mr. Portelance: I am sorry, but if this task was left to the returning officer of each riding? He is aware of the number of households in each poll, and he could in some way have the list distributed in the polling division as it must be, and everyone would get a list. Therefore, those whose names do not appear on the list would necessarily know it.

Mr. Hamel: That would be a solution, but the existing law does not allow it since it obliges us to send a copy of the list to every group of voters appearing on the list. You would have to completely change the Act. Certainly, we could take this solution into consideration and when the Bill is referred to the Committee we could have...

Mr. Portelance: I regret not to have been able to come to all meetings of the Committee when it amended the Bill because it is one aspect which could substantially contribute to solve difficulties arising from elections.

Mr. Thomas (Maisonnette): Mr. Chairman, I would like to ask a supplementary question.

[Text]

Le président: Monsieur Thomas.

M. Thomas (Maisonneuve): C'est que je remarque une légère anomalie, monsieur Hamel. Vous dites que dans une section urbaine, seuls les électeurs inscrits sur la liste électorale officielle peuvent voter. Si votre nom ne figure pas sur cette liste au moment du scrutin, vous n'êtes pas admis à voter, mais il est arrivé, que l'imprimeur ait oublié le nom de la personne. Il faut alors inviter la personne à consulter le cahier qui lui donne une formule appropriée pour qu'il ait le droit de vote. Ce qui n'est pas tout à fait . . .

M. Hamel: Je vous remercie de soulever ce point. Essayer de résumer en quatre pages une loi de 200 pages, ce n'était pas facile. Alors, dès le départ nous nous sommes dit, il ne faut pas toucher aux exceptions. Si nous commençons à entrer dans les exceptions, d'abord, nous créons de la confusion. Nous nous sommes dit: «Tenons-nous en aux grandes lignes.» Je suis d'accord que le nom peut être omis par l'imprimeur lors de l'impression, il peut avoir été ajouté au cours de la révision, mais oublié par le réviseur, et à ce moment-là, le président d'élection peut émettre ce qu'on appelle la formule 21. Nous avons essayé de faire ressortir qu'en milieu urbain il est important que l'électeur soit inscrit sur la liste. S'il est omis ou ignoré pendant l'énumération, qu'il se serve de la révision pour faire inscrire son nom sur la liste.

Il y a beaucoup d'autres exceptions d'ailleurs qui ne sont pas là. La seule exception que nous avons mise, c'est celle qui a trait aux sujets britanniques qui conservent provisoirement leur droit de vote. Je pense que c'est la seule exception que nous y ayons inclus.

The Chairman: If I may, before putting to you Vote 10, I would like to ask some questions of the Chief Electoral Officer. In the estimates for 1972-73 we read, "Salary of the Chief Electoral Officer" \$40,000, and for 1971-72, \$30,000. Does this mean that you have received an increase in salary of \$10,000, Mr. Hamel?

Mr. Hamel: No, not quite. As you know, my salary is based on that of a judge of the federal court and there is one additional salary of \$2,000 which a judge receives, plus an additional allowance. At the time the estimates were prepared it was not too clear whether the additional allowance did apply to the Chief Electoral Officer. Therefore, it was decided to show the total amount as if the allowance did apply, but we found out later on that it did not apply, as I thought all along, so in fact the salary is \$38,000 and not \$40,000.

The Chairman: You may recall that last year when we amended the act, we withdrew the power of the Secretary of State to have any influence over the Chief Electoral Officer. This is why we decided in the Committee to relate the salary of the Chief Electoral Officer to one of the judges of the Exchequer Court, which means that the salary of the Chief Electoral Officer will never be influenced by anything and will be a freer man to act.

Shall Vote 10 carry?

Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, I wish to ask a few more questions, if I may.

Mr. Hamel, your staff of 27 man-years in the estimates.

That is permanent staff, is it not?

[Interpretation]

The Chairman: Mr. Thomas.

Mr. Thomas (Maisonneuve): There is something slightly abnormal, which strikes me, Mr. Hamel. You say that in the urban section only those voters whose names appear on the official electoral list are authorized to vote. If your name does not appear on this list at the time of the poll, you are not authorized to vote, but it might be that a printer forgot the name of this person. Everybody must check his name on the list to be sure not to have been forgotten. In my view, that is not very . . .

Mr. Hamel: Thank you for raising this point. It was not an easy task to summarize a bill of more than 200 pages in only four pages. This is the reason why we did not want to talk about the exceptions. If we try to deal with all the exceptions we would only create confusion. That is why we only wanted to deal with the main aspects. It might occur that a printer forgets a name. It might be that a name is forgotten during the revision, than the returning officer always has the possibility to make use of the 21 form. We tried to emphasize the importance, in urban sections, for the voter to be on the list. If his name is left out during the enumeration he should go to the revision in order to have his name put on the list.

There are many other exceptions which are left aside. The only exception we introduced concerns British subjects who, temporarily, still have the right to vote. I think that it is the only exception we deal with.

Le président: Avant de vous parler du crédit 10 j'aimerais poser quelques questions au directeur général des élections. A la rubrique du «Salaire du directeur général des élections» pour l'année 1972-1973 nous lisons le chiffre de \$40,000, pour l'année 1971-1972 \$30,000. Est-ce que cela signifie que votre salaire a été augmenté de \$10,000, monsieur Hamel.

M. Hamel: Non, pas tout à fait. Vous savez, mon salaire est calqué sur celui d'un juge d'une cour fédérale qui reçoit un supplément de \$2,000 outre certaines primes. Lors de la préparation des prévisions on ne savait pas encore si ces primes étaient également valables pour le directeur général des élections. On a donc décidé d'indiquer la somme totale, dans le cas où ces primes seraient valables, mais plus tard, nous avons vu qu'elles ne l'étaient pas, comme je l'ai toujours pensé, et le salaire est donc de \$38,000 et non pas de \$40,000.

Le président: Vous vous souvenez peut-être que nous avons enlevé au secrétaire d'État tout pouvoir d'influence sur le directeur général des élections lorsque nous avons modifié la loi. C'est la raison pour laquelle le Comité a décidé de calculer le salaire du directeur général des élections sur la base de celui de juge de la cour de l'échiquier ce qui signifie que le salaire du directeur général des élections ne dépend de personne et qu'il sera plus libre d'agir.

Est-ce que le crédit 10 est adopté?

Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Monsieur le président, permettez-moi de poser encore quelques questions.

Monsieur Hamel, vos prévisions comprennent des dépenses pour 27 années-hommes.

Il s'agit bien d'effectif permanent n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Hamel: That is correct.

Mr. Benjamin: What would you estimate you would need, in the event of a general election being called? You add temporary staff, do you not? If so, how many?

Mr. Hamel: Roughly how many? We hire them for different periods of time but let us say, all in all, about 100; some for a few weeks, some for a few months, but all in all, about 100.

Mr. Benjamin: You may or may not want to answer this but I hope that you will feel free to do so. Are you satisfied with the amount of staff you have and the facilities you have? Do you see anything of a reasonably urgent nature that you feel is still needed in terms of facilities or staff in your department?

Mr. Hamel: No, I must admit that I usually do not experience too many difficulties when it comes to that problem, although I think I mentioned to the Committee two years ago, when we first tackled the Canada Elections Act, that the situation is a bit abnormal in the sense that, as soon as an election is called, I have to ask the Treasury Board for additional money to pay my additional staff; I have to state whether I need extra space, etc.

I want to emphasize, though, that basically, I have never had any problems. I have my quarrels, as everybody else does, when it comes to classification; but in terms of funds, so far, I have never experienced any problems. But I just want to point out, as I did earlier, this not exactly unhealthy situation but one which I do not think is normal, where the Chief Electoral Officer, when an election is called, has to ask for additional money, even if it is always given as a matter of course.

Mr. Benjamin: You would rather that it was again left to your discretion—that you would have the freedom to proceed to put on staff without having to ask?

Mr. Hamel: That is correct. I think that since this is directly related to the election—I need this additional staff because the election is called—this should be part of the so-called statutory item.

Mr. Benjamin: I do not suppose there is anything anyone can do about that at this point, is there, Mr. Chairman?

Mr. Chairman: No.

Mr. Benjamin: I also wanted to ask about the \$4,000 capital expenditure. What is it for? For new equipment? It was forecast in 1971-72 and it is still in the estimates for 1972-73. Or is it an additional \$4,000?

Mr. Hamel: This is for replacement of office equipment—office furniture, tables, chairs and so on.

Mr. Benjamin: Is it just an automatic \$4,000 each year?

Mr. Hamel: That is right.

Mr. Benjamin: You may or may not use it up?

[Interprétation]

M. Hamel: C'est bien cela.

M. Benjamin: Quel seraient vos besoins en personnel au cas où des élections générales seraient déclenchées; vous auriez recours à du personnel temporaire, n'est ce pas? J'aimerais savoir à combien il s'élèverait?

M. Hamel: A combien, grosso modo? Nous les engageons pour différentes périodes de temps, mais disons dans l'ensemble, environ 100; certains seront engagés pour quelques semaines, d'autres pour plusieurs mois.

M. Benjamin: J'ignore si vous voudrez répondre à ma question suivante. Le personnel et les installations dont vous disposez sont-ils suffisants? Votre Bureau a-t-il d'autres besoins urgents en personnel ou en installation?

M. Hamel: Non, je dois dire que d'ordinaire je n'ai pas trop de difficultés dans ce domaine, bien que je crois me souvenir avoir dit au Comité il y a deux ans, lorsque nous avons abordé pour la première fois la Loi électorale du Canada, que la situation est quelque peu anormale en ce sens que dès qu'une date est fixée pour les élections, je suis obligé de demander au Conseil du trésor des montants supplémentaires pour payer le personnel supplémentaire; je dois également leur faire savoir qu'il me faut plus de locaux etc.

Je tiens à souligner néanmoins que essentiellement je n'ai jamais eu de difficulté. Comme tout le monde j'ai bien entendu des problèmes en ce qui concerne la classification, mais en ce qui concerne les fonds, je n'en ai pas eu jusqu'à présent. Je tiens néanmoins à souligner à nouveau qu'il n'est pas normal que le directeur général des élections soit obligé de demander des crédits supplémentaires lorsque la date d'élections a été fixée, même si cet argent lui est toujours accordé d'office.

M. Benjamin: Vous préféreriez être libre d'engager du personnel sans avoir à demander quoique ce soit à quiconque?

M. Hamel: C'est bien cela. Cela devrait faire partie des dispositions statutaires.

M. Benjamin: Je suppose que pour le moment il n'y a rien à y faire, monsieur le président.

Le président: Non.

M. Benjamin: Je voulais également poser une question au sujet du poste d'immobilisation de \$4,000. Ce montant est-il destiné à du nouvel équipement? Il figurait aux prévisions budgétaires de 1971-1972 et on le retourne à nouveau dans celles de 1972-1973. S'agit-il de \$4,000 supplémentaires?

M. Hamel: Ce montant est destiné au remplacement d'équipement et de meubles de bureau, tables, chaises etc.

M. Benjamin: Il s'agit donc de \$4,000 qui reviennent automatiquement chaque année.

M. Hamel: Exactement.

M. Benjamin: Vous êtes libres de les dépenser ou de ne pas les dépenser?

[Text]

Mr. Hamel: This is usually what we spend on either new furniture or replacement of old furniture. Then we need more modern equipment, let us say, to train our returning officers, or we have to replace some outmoded equipment such as the Gestetner machine, or that kind of thing.

Mr. Benjamin: What do you estimate the cost of the leaflet to be?

Mr. Rochon: Exactly \$85,000 plus taxes and transport, which is \$90,000, or nine-tenths of a cent per copy.

Mr. Benjamin: Taxes and mailing will only be \$5,000?

Mr. Rochon: No, not mailing. Taxes and transport to Ottawa from the printers, and everything, is about \$5,000.

Mr. Benjamin: About \$5,000, making a total of \$90,000?

Mr. Rochon: That is right.

Mr. Benjamin: And the mailing costs will come to about how much?

Mr. Rochon: Mailing cost is still a franchise for the Chief Electoral Officer, by law.

Mr. Benjamin: Oh, it is franked. I see.

Mr. Rochon: It is worth 3 cents a copy, for mailing.

Mr. Benjamin: If you were charged; but you use a frank.

Mr. Rochon: Right.

Mr. Benjamin: Who is the printer of this?

Mr. Rochon: Litho Print Company in Toronto, who were awarded the contract by DOSS Printing Commodity Bureau.

Mr. Benjamin: Litho Print Toronto?

Mr. Rochon: Yes.

Mr. Benjamin: Tenders were called, were they?

Mr. Rochon: I think tenders were called all across Canada, depending on DOSS policy on this. It is strictly DOSS policy. That was the low bid.

Mr. Benjamin: It was the low bid.

Mr. Rochon: Yes. Estimates were up to \$150,000 for the same job by different printers.

Mr. Benjamin: I see.

The Chairman: No more questions?
Vote 10 agreed to.

The Chairman: Shall I report Vote 10 to the House?

Some hon. Members: Agreed.
(Carried.)

[Interpretation]

M. Hamel: Il sert normalement à l'achat de nouveaux meubles pour remplacer des meubles devenus vieux. Ainsi nous pouvons avoir besoin d'équipement plus moderne pour la formation de nos scrutateurs; il nous arrive aussi de devoir remplacer la Gestetner, etc.

M. Benjamin: Combien la brochure coûtera-t-elle?

M. Rochon: Exactement \$85,000 plus les taxes et les frais d'expédition, ce qui porte la somme à \$90,000, soit 10 de cent par exemplaire.

M. Benjamin: Les taxes et les frais d'envoi ne dépasseront pas \$5,000?

M. Rochon: Non, cette somme ne comprend pas les frais d'envoi. Les \$5,000 couvrent les taxes et les frais de transport de l'imprimeur jusqu'à Ottawa.

M. Benjamin: Environ \$5,000 ce qui donne un total de \$90,000?

M. Rochon: C'est exact.

M. Benjamin: A combien s'élèveront les frais d'envoi?

M. Rochon: Le directeur général des élections bénéficie de la franchise postale aux termes de la loi.

M. Benjamin: Car ils sont envoyés en franchise.

M. Rochon: Les frais d'envoi s'élèvent à trois cents par exemplaire.

M. Benjamin: Si vous aviez à les payer, mais vous bénéficiez de la franchise postale.

M. Rochon: C'est exact.

M. Benjamin: Qui est l'imprimeur de cette brochure?

M. Rochon: La Litho Print Company of Toronto qui a reçu le contrat de la DOSS Printing Commodity Bureau.

M. Benjamin: La Litho Print de Toronto?

M. Rochon: C'est exact.

M. Benjamin: Il y a eu un appel d'offres?

M. Rochon: Des appels d'offres ont été lancés dans tout le pays suivant la politique de la DOSS dans ce domaine de qui cela relève strictement. Le contrat a été accordé à la soumission la plus basse.

M. Benjamin: La soumission la plus basse.

M. Rochon: Oui. D'autres imprimeurs avaient fait des soumissions atteignant jusqu'à \$150,000.

M. Benjamin: Je comprends.

Le président: Il n'y a plus de questions?
Le crédit 10 est adopté.

Le président: Vais-je faire rapport du crédit 10 à la Chambre?

Des voix: D'accord.
(Adopté.)

[Texte]

• 1215

Le président: Monsieur Hamel, monsieur Rochon, monsieur Fauvelle, merci beaucoup.

Une voix: Merci.

[Interprétation]

The Chairman: Thank you, Mr. Hamel, Mr. Rochon, Mr. Fauvelle.

An hon. Member: Thank you.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Thursday, April 20, 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 2

Le jeudi 20 avril 1972

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Privilèges et élections

RESPECTING:

The allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

CONCERNANT:

Les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman: Mr. Murray McBride

and Messrs.

Benjamin	Hogarth
Breau	Howe
Forest	Jerome
Forrestall	Leblanc (<i>Rimouski</i>)
Fortin	Marceau

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président: M. Murray McBride

et Messieurs

McGrath	Schumacher
Paproski	Smith (<i>Saint-Jean</i>)
Peddle	Thomas (<i>Maisonneuve</i>)
Peters	—(20)
Portelance	

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order (65(4)b)

On Tuesday, March 28, 1972:

Mr. Schumacher replaced Mr. Alkenbrack.

On Wednesday, March 29, 1972:

Mr. Forest replaced Mr. Cobbe.

On Monday, April 17, 1972:

Mr. McGrath replaced Mr. Macquarrie.

Mr. Hogarth replaced Mr. Lessard (*LaSalle*).

On Thursday, April 20, 1972:

Mr. Marceau replaced Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 28 mars 1972:

M. Schumacher remplace M. Alkenbrack.

Le mercredi 29 mars 1972:

M. Forest remplace M. Cobbe.

Le lundi 17 avril 1972:

M. McGrath remplace M. Macquarrie.

M. Hogarth remplace M. Lessard (*LaSalle*).

Le jeudi 20 avril 1972:

M. Marceau remplace M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*).

ORDER OF REFERENCE

Tuesday, March 14 1972

Ordered,—That the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

ATTEST

Le greffier de la Chambre des communes
Alistair Fraser
Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 14 mars 1972

Il est ordonné,—Que les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre, soient renvoyées au Comité permanent des privilèges et élections.

ATTESTÉ

Members present: Messrs. Benoit, Bédard, Fortin, Hogue, Hovav, Howe, Jérôme, Laflamme, LeBlanc, Leduc, Lefebvre, Marceau, McBride, McGee, Thomas, (Monsieur Rosemont)—(11).

Witnesses: From the Royal Canadian Mounted Police: Mr. W. I. Higitt, Commissioner.

From the Office of the Solicitor General: Mr. E. A. Goss, Deputy Solicitor General.

The Chairman read the Order of Reference of Tuesday, March 14, 1972, concerning wiretapping and opening of mail of members of this House.

The Chairman presented the First Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which reads as follows:

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to the Order of Reference of Tuesday, March 14, 1972, your Subcommittee met on Thursday, March 16, 1972, and Tuesday, March 28, 1972, to consider items of agenda and procedure relating to the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

Your Subcommittee recommends as follows:

1. That the Committee meet on Thursday, April 20, 1972 at 2:30 a.m.
2. That the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police and the Deputy Solicitor General be called to appear as witnesses.

Respectfully submitted,
Le président
Ovide Laflamme,
Chairman

Mr. McBride moved.

—That the First Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be adopted as read.

After debate thereon the said motion carried.

The witnesses were questioned.

The questioning completed, the Committee

Agreed unanimously—that the Subcommittee on Agenda and Procedure meet this afternoon to decide on the future order of business.

FIRST REPORT

Conformément à l'ordre de référence du mardi 14 mars 1972, votre sous-comité s'est réuni les jeudi 16 mars 1972 et mardi 28 mars 1972 pour étudier les questions du programme et de la procédure relatives aux allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre.

Votre sous-comité recommande ce qui suit:

1. Que le Comité se réunisse le jeudi 20 avril 1972 à 2 h 30 du matin.
2. Que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et le solliciteur général adjoint comparissent comme témoins.

Respectueusement soumis
Le président
Ovide Laflamme,
Chairman

M. McBride propose.

—Que le premier rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Après discussion la motion est adoptée.

Les témoins répondent aux questions.

A la fin de la période des questions, le Comité

Convient à l'unanimité—que le sous-comité du programme et de la procédure se réunisse dans l'après-midi pour établir le prochain ordre du jour.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, April 20, 1972

(3)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 10.14 a.m. The Chairman Mr. Laflamme presided.

Members present: Messrs. Benjamin, Forrestall, Hogarth, Howe, Jerome, Laflamme, Leblanc (*Rimouski*), Marceau, McBride, McGrath, Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*)—(11).

Witnesses: From the Royal Canadian Mounted Police: Mr. W. L. Higgitt, Commissioner.

From the Office of the Solicitor General: Mr. E. A. Côté, Deputy Solicitor General.

The Chairman read the Order of Reference of Tuesday, March 14, 1972, concerning wiretapping and opening of mail of members of this House.

The Chairman presented the First Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which reads as follows:

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to the Order of Reference of Tuesday, March 14, 1972, your Subcommittee met on Thursday, March 16, 1972, and Tuesday, March 28, 1972, to consider items of agenda and procedure relating to the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

Your Subcommittee recommends as follows:

1. That the Committee meet on Thursday, April 20, 1972 at 9:30 a.m.
2. That the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police and the Deputy Solicitor General be called to appear as witnesses.

Respectfully submitted,
Le président
Ovide Laflamme,
Chairman

Mr. McBride moved,

—That the First Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be adopted as read.

After debate thereon the said motion *carried*.

The witnesses were questioned.

The questioning completed, the Committee

Agreed unanimously—that the Subcommittee on Agenda and Procedure meet this afternoon to decide on the future order of business.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 20 avril 1972

(3)

[Traduction]

Le comité permanent des privilèges et élections se réunit ce matin à 10 h. 14, sous la présidence de M. Laflamme.

Députés présents: MM. Benjamin, Forrestall, Hogarth, Howe, Jerome, Laflamme, LeBlanc (*Rimouski*), Marceau, McBride, McGrath, Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*)—(11).

Témoins: M. W. L. Higgitt, commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

M. E. A. Côté, solliciteur général adjoint, du Bureau du solliciteur général.

Le président fait la lecture de l'ordre de renvoi du mardi 14 mars 1972 concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre.

Le président présente le premier rapport du sous-comité du programme et de la procédure qui se lit comme il suit:

Le sous-comité du programme et la procédure du Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément à l'ordre de référence du mardi 14 mars 1972, votre sous-comité s'est réuni les jeudi 16 mars 1972 et mardi 28 mars 1972 pour étudier les questions du programme et de la procédure relatives aux allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre.

Votre sous-comité recommande ce qui suit:

1. Que le Comité se réunisse le jeudi 20 avril 1972 à 9 h. 30 du matin.
2. Que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et le solliciteur général adjoint comparaisent comme témoins.

Respectueusement soumis,
Le président,
Ovide Laflamme,
Chairman

M. McBride propose,

—Que le premier rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Après discussion la motion est *adoptée*.

Les témoins répondent aux questions.

A la fin de la période des questions, le Comité

Convient à l'unanimité—que le sous-comité du programme et de la procédure se réunisse dans l'après-midi pour établir le prochain ordre du jour.

At 11.15 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 11 h. 15 le Comité suspend ses travaux jusqu'à la prochaine convocation du président.

Le greffier du Comité
Robert D. Marleau
Clerk of the Committee

Mr. [Name]... [The text in this section is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.]

The Chairman... [The text in this section is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.]

Le Président... [The text in this section is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.]

Your Subcommittee... [The text in this section is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.]

Le Président... [The text in this section is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.]

The Chairman... [The text in this section is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Equipment)

Thursday, April 20, 1972.

[Text]

The Chairman: Gentlemen, we have a quorum.

An Hon. Member: After three-quarters of an hour.

The Chairman: Yes, but I hope it will not take another half hour to discuss why we were late. I apologize to the witnesses for this delay.

I would like to read again our terms of reference. On Tuesday, March 14 it was ordered that the allegations concerning wire-tapping and opening of mail of Members of this House be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections. After this order had been referred to the Privileges and Elections Committee we had two steering committee meetings in my office to discuss the terms of reference and some way of proceeding. After two meetings we prepared a report, which reads as follows:

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its first report.

Pursuant to the Order of Reference of Tuesday, March 14, 1972, your Subcommittee met on Thursday, March 16, 1972, and Tuesday, March 28, 1972, to consider items of agenda and procedure relating to the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

Your Subcommittee recommends as follows:

1. That the Committee meet on Thursday, April 20, 1972 at 9:30 a.m.

I want to make a correction and say that we had decided to meet on Tuesday last but, because of the nonavailability of the proposed witnesses that the subcommittee had recommended appear before us, it was decided by our clerk to postpone the meeting until this morning.

2. That the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police and the Deputy Solicitor General be called to appear as witnesses.

These two gentlemen are here. The first duty I have now is, having read this report, to ask for the adoption. If it is agreed by a motion, then we could start hearing either of the two witnesses who are here today.

Mr. Hogarth: On that motion, Mr. Chairman, what witnesses have you decided to call? Is it simply decided to call any particular witnesses or what is the situation there?

The Chairman: I will read it again.

Mr. Hogarth: I must have missed that. I am sorry.

The Chairman: I will read again:

That the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police and the Deputy Solicitor General be called to appear as witnesses.

Mr. Hogarth: Are there any other witnesses that the subcommittee has in mind?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 20 avril 1972.

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous avons le quorum.

Une voix: Après trois quarts d'heure d'attente.

Le président: Oui, mais j'espère que nous ne prendrons pas une autre demi-heure pour discuter de la raison de notre retard. Je prie les témoins d'excuser ce retard.

Je voudrais lire à nouveau notre mandat. Le mardi 14 mars, il a été décrété que le Comité permanent des privilèges et élections serait saisi des allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier des députés de la Chambre. Après que ce sujet ait été référé au Comité des privilèges et élections nous avons tenu, dans mon bureau, deux séances du comité directeur pour discuter du mandat et de certaines procédures. Après deux réunions, nous avons rédigé un rapport, qui se lit de la façon suivante:

Le sous-comité du Programme et de la Procédure du Comité permanent des Privilèges et Elections a l'honneur de présenter son premier rapport.

Conformément aux instructions du mardi 14 mars 1972, votre sous-comité s'est réuni le jeudi 16 mars 1972 et le mardi 28 mars 1972 pour étudier les postes inscrits à l'ordre du jour et la procédure relative aux allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier des députés de la Chambre.

Votre Comité recommande:

- Que le Comité se réunisse le jeudi 20 avril 1972 à 9h. 30 du matin.

Je voudrais apporter une correction en disant que nous avons décidé de nous réunir mardi dernier mais, étant donné l'impossibilité pour les témoins proposés de comparaître devant le sous-comité, notre greffier a décidé de retarder la réunion jusqu'à ce matin.

2. Que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et le solliciteur général adjoint comparaissent comme témoins.

Ils sont tous deux présents. Mon premier devoir, après avoir lu ce rapport, est d'en demander l'adoption. S'il est adopté par motion, nous pourrions commencer à entendre l'un des deux témoins présents aujourd'hui.

M. Hogarth: A propos de cette motion, monsieur le président, quels témoins avez-vous décidé d'entendre? Décide-t-on simplement d'entendre un témoin en particulier? Comment fait-on?

Le président: Je relis.

M. Hogarth: J'ai dû en manquer la lecture. Je suis désolé.

Le président: Je relis:

Que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et le solliciteur général adjoint comparaissent comme témoins.

M. Hogarth: Le sous-comité pense-t-il à d'autres témoins?

[Texte]

The Chairman: Your subcommittee has recommended that we start with these two gentlemen first, and then we will be in the hands of the members to get any of the recommendations that they could put, and then after having listened to the members the steering committee will reconvene and decide on what way they will proceed.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, the only thing I want to comment on is that it is most unfortunate that Mr. Nielsen and Mr. Hales are not here. They are the two members of Parliament who raised this particular subject and made the allegations, or at least raised the question, I should say. It would appear to me that both of them should be contemplated as witnesses.

I am surprised that Mr. Nielsen is not here because he took the matter so seriously in the House of Commons, and it is extremely disappointing to see that he has not seen fit to attend today. But I certainly think those two gentlemen should definitely be called as witnesses.

The Chairman: Mr. Jerome.

Mr. Jerome: Mr. Chairman, I understood that in order to make sure that those two members that Mr. Hogarth has just mentioned, or in fact any members who had anything to contribute, which I think was a very proper approach—I understood that you, as Chairman, wrote to all of the members of the House of Commons to indicate to them the terms of reference that this Committee was acting upon, and inviting all members of the House of Commons who might have any information to contribute or any suggestions to make relative to the investigation of this matter, to come forward with any such information. I was wondering if you could confirm that that letter did go out to all members and if so, whether any members responded in any way to your request.

The Chairman: In fact, Mr. Jerome, the Subcommittee on Agenda and Procedure had decided at its first meeting to write to all the M.P.s of the House, sending them this kind of letter of which I want to read part:

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections agreed unanimously at its meeting of March 16th, that a note be forwarded to all Members of the House of Commons inviting them to send to the Clerk of the Committee all information or proofs backing the allegations relating to the interception of members' phone calls and the opening of their mail.

We would appreciate if all the information was forwarded before Wednesday, March 22nd to:

Robert D. Marleau,
Clerk of the Standing Committee on Privileges and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Mr. Jerome: Did you receive any response to that, Mr. Chairman?

The Chairman: In fact, the Clerk just informs me that we received 16 answers, of which 11 were negative, and 5 mentioned some suspicion about the—but no factual evidence.

Mr. Jerome: In particular did either of the men that Mr. Hogarth mentioned reply in a positive way, Mr. Hales or Mr. Nielsen?

[Interprétation]

Le président: Votre sous-comité a recommandé que nous commençons par entendre les deux témoins présents; nous serons ensuite à la disposition des députés pour entendre toutes les recommandations qu'il proposeront, puis, le Comité directeur se réunira à nouveau et décidera de la façon de procéder.

M. Hogarth: Monsieur le président, je voudrais simplement faire remarquer qu'il est très regrettable que M. Nielsen et M. Hales ne soient pas présents. Ce sont les deux députés qui ont soulevé la question et ont fait les allégations ou, devrais-je dire, ont abordé le problème. Il me semble que l'on devrait envisager qu'ils se présentent comme témoins.

Je suis surpris que M. Nielsen soit absent car, à la Chambre des communes, il a pris la question très à cœur et il est extrêmement décevant de voir qu'il n'a pas jugé utile d'assister à la réunion d'aujourd'hui. Je suis cependant convaincu qu'il devrait comparaître comme témoin.

Le président: Monsieur Jerome.

M. Jerome: Monsieur le président, je crois savoir qu'afin de vous assurer que les deux députés cités par M. Hogarth ou, en fait, tout député qui le jugerait utile, ce qui me paraît justifié, vous avez fait connaître par écrit à tous les députés le mandat du présent Comité, en invitant tous ceux qui pourraient apporter des renseignements ou des suggestions à ce sujet, de venir nous en faire part. Pouvez-vous nous assurer que cette lettre est parvenue à tous les députés et, si oui, nous dire si vous avez reçu des réponses à votre demande.

Le président: En fait, monsieur Jérôme, le sous-Comité du programme et de la procédure a décidé, lors de sa première réunion, d'écrire à tous les députés et de leur envoyer la lettre dont je vous lis une partie:

Le sous-Comité du programme et de la procédure du Comité permanent des privilèges et élections a décidé unanimement, lors de sa réunion du 16 mars, d'envoyer une note à tous les députés de la Chambre des communes, les invitant à envoyer au greffier du Comité tous les renseignements ou preuves à l'appui des allégations concernant l'interception des messages téléphoniques des députés et l'ouverture de leur courrier.

Nous vous serions reconnaissants d'envoyer tous les renseignements avant le mardi 22 mars à:

Robert D. Marleau,
Greffier du Comité permanent des privilèges et élections,
Chambre des communes,
Ottawa, (Ontario).

M. Jerome: Avez-vous reçu des réponses à cette lettre, monsieur le président?

Le président: En fait, le greffier me fait savoir que nous avons reçu 16 réponses, dont 11 négatives et 5 faisant mention de certains doutes mais ne donnant pas de preuves matérielles.

M. Jerome: Les personnes mentionnées par M. Hogarth, M. Hales ou M. Nielsen en particulier, ont-elles répondu de façon positive?

[Text]

The Chairman: Yes. To Mr. Nielsen, to Mr. Korchinski, and to Mr. Hales, I did, as Chairman, write to them personally, making reference to the terms of reference of March 14, and I was just explaining that in order to expedite this matter, the Subcommittee would appreciate receiving all the pertinent information you may have regarding wire-tapping of telephone conversations with members of Parliament and opening of mail addressed to them before Wednesday, March 22, 1972.

• 1025

May I, on behalf of the subcommittee, thank you for your co-operation.

Mr. Jerome: Has that resulted in any information as I think it is relative to whom we should call as witnesses, Mr. Chairman?

The Chairman: In fact I received a letter on this from Mr. Nielsen and if I am advised to I could put it in the hands of the members of the Committee and have it . . .

Mr. Forrestall: Is the letter marked personal and confidential?

The Chairman: No.

Mr. Hogarth: Could we have that letter read into the minutes? Mr. Chairman, if I may, Mr. Nielsen said on March 10, as reported on page 710 of *Hansard*:

Will the Acting Prime Minister consult with his colleagues, particularly with the Prime Minister, for the purpose of causing an investigation to be made of this matter in order to reassure government employees that they may communicate privately with their own Member of Parliament or any Member of Parliament in confidence and without fear, as is the right of every Canadian citizen?

It appears to me that he has had some complaint made to him that a government employee has been offended, or he has some basis upon which he could suggest that this whole machinery be put into operation. I think we should get to the basis of the complaint and respond with the appropriate evidence if necessary, rather than start with the Royal Canadian Mounted Police who according to the Prime Minister can really say nothing other than this is not a practice of their department. If we go in this bent we will have to go through communications in every department of government. Let us find out the basis of the complaint; let us find out who suggested that this was done.

The Chairman: To this, Mr. Hogarth, I would say that your steering committee has spent a lot of time, but we had . . .

Mr. McGrath: Who are the members of the steering committee, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. McBride, Mr. A. Fortin, Mr. Forrestall, Mr. Jerome, Mr. Schumacher and myself.

Mr. McGrath: Is there a motion before the Committee now to adopt the subcommittee's report?

The Chairman: Yes.

Mr. McGrath: Can we not proceed with that before we get into anything else?

[Interpretation]

Le président: Oui. A titre de président, j'ai écrit personnellement à M. Nielsen, M. Korchinski et M. Hales, en faisant mention du mandat du 14 mars et je donnais des explications afin d'en terminer avec le sujet; le sous-Comité vous serait reconnaissant d'envoyer avant le vendredi 22 mars 1972, tous les renseignements pertinents dont vous pouvez disposer sur l'interception des conversations téléphoniques des députés et l'ouverture du courrier qui leur est adressé.

J'aimerais vous remercier, au nom du sous-comité de votre collaboration.

M. Jérôme: Est-ce que l'on a recueilli des renseignements, étant donné que d'après moi, il y aurait un rapport avec les personnes qu'il faudrait appeler pour témoigner, monsieur le président?

Le président: De fait, j'ai reçu une lettre de M. Nielsen à ce sujet, et si vous voulez bien, je vais la montrer aux membres du Comité et la faire . . .

M. Forrestall: Est-ce indiqué «personnel» et «confidentiel» sur la lettre?

Le président: Non.

M. Hogarth: Pourrait-on lire cette lettre afin de la faire consigner dans les comptes rendus? Monsieur le président, si vous le permettez, le 10 mars, M. Nielsen a dit, et je lis ici à la page 710 du *Hansard*:

Le premier ministre suppléant voudrait-il consulter ses collègues, et surtout le premier ministre en vue de mener un enquête afin de rassurer les fonctionnaires en leur affirmant qu'ils peuvent communiquer individuellement avec leurs députés ou n'importe quel autre sans crainte, comme c'est le droit de tout citoyen canadien?

Il semble qu'on se soit plaint à lui du fait qu'un employé du gouvernement aurait subi un préjudice; ou alors, il pouvait justifier qu'un tel mécanisme soit déclenché. Je crois qu'il nous faudrait examiner le fond de cette affaire et y répondre avec preuves à l'appui si nécessaire, plutôt que de nous en remettre à la Gendarmerie royale du Canada, qui, selon le premier ministre, peut seulement affirmer qu'elle n'emploie pas ces méthodes. Pour en avoir le cœur net, nous devons examiner le système de communications de tous les ministères de l'État. Découvrons le fond de la plainte. Sachons de qui émane cette suggestion.

Le président: Monsieur Hogarth, votre comité directeur a passé beaucoup de temps, mais nous avons . . .

M. McGrath: Qui est membre du Comité directeur, monsieur le président?

Le président: M. McBride, M. A. Fortin, M. Forrestall, M. Jérôme, M. Schumacher et moi-même.

M. McGrath: Quelqu'un a-t-il proposé au Comité d'adopter le rapport du sous-comité?

Le président: Oui.

M. McGrath: Ne pouvons-nous pas en terminer avec la motion avant de passer à autre chose?

[Texte]

Mr. Jerome: We were speaking to that. We were discussing whether we should adopt that report or take some other method of calling evidence.

Mr. McGrath: It is your report.

Mr. Jerome: Of course, it is my report and I am discussing whether it is preferable to go that way or to call other witnesses. I think that is a very relevant discussion.

The Chairman: Without evading the question asked by Mr. Hogarth, I was about to read the letter from Mr. Nielsen. It is a long letter and I would like to know if . . .

Mr. Forrestall: I do not think the discussion was on the motion, but the reading of a letter at this stage, Mr. Chairman, would be somewhat out of order; maybe at some point later on after we have tidied up this business. Mr. Hogarth will appreciate that the question of calling other witnesses was widely discussed and I think the dilemma facing the steering committee was where to start; we did not want to embark on a witchhunt.

The question that concerns me is whether we can determine that it is being done or not; there is not much point in roaming through the House of Commons or through the public service of Canada trying to find some witness who is going to come forward and say that it is or is not being done. This was simply a starting platform at least in my own mind.

• 1030

Mr. Hogarth: I suppose that we should proceed, the witnesses being here today and having had to wait so long. It would appear to me that the next step is to get Mr. Nielsen before the Committee so that we can have his pertinent information before us, and then we can go ahead and zero in on that. That seems to be the only complaint, other than Mr. Forrestall's, which is separate and we will deal with that in another context.

Let us start with the tapping of telephones and zero in on whose phone is alleged to have been tapped, under what circumstances, what evidence there is of it, and then we will find out. I think that is the best thing to do. But let us go ahead, as the steering committee suggests, this morning.

The Chairman: Who will propose a motion to adopt the subcommittee's report?

Mr. McBride: I so move.
Motion agreed to.

The Chairman: Gentlemen, we have with us today the Commissioner of the RCMP, Mr. Higgitt, as well as the Deputy Solicitor General, Mr. E. Côté.

I am in the hands of the Committee on how to proceed. I think it would be appropriate that we ask questions of either Mr. Côté or Mr. Higgitt. I would like members to indicate if they have questions and then we can proceed in the proper order.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, may I ask Mr. Côté or Mr. Higgitt whether or not any check was made on telephone circuitry in the House of Commons, or if any was ordered? First, can they tell the Committee what I think to be the case, that there is a technology for checking telephone circuits to see if there is any interference on them, and whether or not this has been done—either a spot check of telephone circuits in the building or a check of all circuits.

[Interprétation]

M. Jerome: Nous étions en train d'en parler. Nous nous demandions si nous devions adopter le rapport ou prendre d'autres moyens pour recueillir les témoignages.

M. McGrath: C'est votre rapport.

M. Jerome: Bien sûr, c'est mon rapport et je demande s'il est préférable d'agir ainsi ou d'appeler d'autres témoins. Je crois que c'est une discussion très pertinente.

Le président: Sans vouloir éviter la question posée par M. Hogarth, j'allais lire la lettre de M. Nielsen. C'est une longue lettre et j'aimerais savoir si . . .

M. Forrestall: Je ne sais pas si nous étions en train de discuter de la motion, mais la lecture d'une lettre à ce moment-ci, monsieur le président, serait quelque peu en dehors du sujet; peut-être qu'un peu plus tard, lorsque nous aurons réglé cette question, ce sera possible. M. Hogarth sait que la question d'appeler d'autres témoins a été longuement discutée, et je crois que le dilemme du Comité directeur était de savoir par où commencer; nous ne voulions pas nous engager dans une chasse aux sorcières.

L'important est de savoir si nous pouvons déterminer que cela se fait ou non; il ne servirait à rien de nous promener à la Chambre des communes ou à la Fonction publique du Canada pour essayer de trouver des témoins qui viendraient nous dire si cela se fait ou non. Il s'agissait simplement d'un point de départ, du moins d'après moi.

M. Hogarth: J'imagine que nous devrions écouter les témoins ici présents vu que nous avons déjà attendu si longtemps. Le prochain pas à faire serait de convoquer M. Nielsen devant le Comité afin de recevoir l'information pertinente et pouvoir progresser sur cette tâche. C'est la seule plainte que nous ayons, excepté celle de M. Forrestall, qui est à part et qui sera traitée dans un autre contexte.

Commençons par l'interception des appels téléphoniques et déterminons quelle est la personne dont le téléphone a semblé être surveillé, en quelles circonstances, quelle en est la preuve, après quoi, nous pourrions vérifier. Je crois que c'est la meilleure façon de procéder. Avançons tel que le Comité de direction l'a suggéré ce matin.

Le président: Qui proposera une motion pour approuver le rapport du sous-comité?

M. McBride: Je le propose.
Adopté.

Le président: Messieurs, aujourd'hui nous avons parmi nous le Commissaire de la Gendarmerie royale M. Higgitt, et le solliciteur général adjoint, M. E. Côté.

Je m'en remets au bon vouloir du Comité pour savoir comment procéder. Nous pourrions poser des questions à M. Côté ou à M. Higgitt. J'aimerais que les membres m'indiquent s'ils ont des questions et nous pourrions procéder dans l'ordre.

M. Benjamin: Monsieur le président, je voudrais demander soit à M. Côté ou à M. Higgitt, s'il y a eu une vérification des circuits téléphoniques de la Chambre des communes ou s'il y a eu des ordres à cet effet? D'abord, pourraient-ils indiquer au Comité, ce que je crois être le cas, qu'il existe des techniques pour vérifier les circuits téléphoniques et voir s'il y a interférence, si ceci a eu lieu ou non, soit en faisant une vérification au hasard des circuits téléphoniques dans l'immeuble ou en vérifiant tous les circuits.

[Text]

Mr. E. A. Côté (Deputy Minister, Deputy Solicitor General's Office): Mr. Chairman, on questions of operations of this nature I think the person to answer is the Commissioner of the RCMP.

Commissioner W. L. Higgitt (Royal Canadian Mounted Police): Mr. Chairman, in so far as the Royal Canadian Mounted Police are concerned, no check has been made of telephone circuits in the House of Commons. It normally would be the responsibility of the person who owns the telephone to deal with the telephone company. We have not made any check of telephone circuits within the House of Commons.

Mr. Benjamin: But there is a technology of metering telephone circuitry?

Commissioner Higgitt: Certainly, as I understand it, the Bell Telephone Company, for example, have equipment or ways of examining a telephone line and saying that it is normal or abnormal within certain limits. I am not an electronics expert, but I understand this is so.

Mr. Benjamin: May I ask Mr. Côté if there is any legal bar to preventing this Committee, through the Chairman, requesting the checking of telephone circuitry in the building, with the knowledge of the people who have those telephones?

Mr. Côté: Mr. Chairman, I think the question of telephones in the House is under the control of the Speaker and it would be a matter for the Speaker to determine.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, I am wondering what the authority of this Committee is. If we are to make an investigation or enquiry, do we have the authority to call for such a check of the circuitry in the buildings? It just seems to me that this would have been a proper procedure, thereby avoiding something that Mr. Forrestall mentioned, the whole matter of a witch hunt. I would be quite happy if someone wants to come and check my circuit.

Mr. McGrath: I doubt if you will find any phones tapped at the present time.

Mr. Benjamin: If you were going to do it, it is not something you would broadcast and advertise. You would do it over a period of days, weeks or even months. I think this would avoid what Mr. Forrestall mentioned, the possibility of it becoming a witch hunt, or appearing to become one. It seems to me that it would be a logical kind of thing to do if for no other reason than to reassure those members who have these suspicions.

The Chairman: Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: I think it would be absurd to start checking every telephone line in the House of Commons without any basis upon which we could say that at one time one was possibly, probably or may have been tapped. This gets to be an absurd expenditure of public money, as far as I am concerned, but we might find something out from the witness if I may ask a supplementary.

Has any request ever been made by any member of Parliament or the Speaker, or anybody on this staff, to have the lines checked on the basis of any evidence that they have been tapped?

[Interpretation]

M. E. A. Côté (Ministre adjoint, bureau du Solliciteur général): Monsieur le président, je crois que le Commissaire de la Gendarmerie royale devrait répondre aux questions de cette nature.

Le Commissaire W. L. Higgitt (Gendarmerie royale): Monsieur le président, en ce qui concerne la Gendarmerie royale, aucune vérification des circuits téléphoniques n'a été faite à la Chambre des communes. Normalement, le propriétaire du téléphone devrait se mettre en rapport avec la compagnie téléphonique. Nous n'avons fait aucune vérification des circuits téléphoniques à l'intérieur de la Chambre des communes.

M. Benjamin: Mais est-ce qu'il y a des techniques pour vérifier les lignes téléphoniques?

Le Commissaire Higgitt: Certainement, si je comprends bien, la compagnie Bell, par exemple, a des appareils pour examiner une ligne téléphonique et peut dire si cette ligne est conforme à la normale. Je ne suis pas un expert en électronique, mais je comprends qu'il en soit ainsi.

M. Benjamin: Puis-je demander à M. Côté, par l'entremise du président, si ce Comité peut légalement demander une vérification des circuits téléphoniques dans l'édifice pourvu que les personnes qui possèdent ces téléphones soient mises au courant?

M. Côté: Monsieur le président, je crois que la question des téléphones à la Chambre est sous le contrôle de l'Orateur et c'est à lui qu'appartiendrait la décision.

M. Benjamin: Monsieur le président, je me demande quelle autorité a ce Comité. Si nous devons faire une enquête, pouvons-nous demander la vérification des lignes des députés, afin d'éviter ce que M. Forrestall appelait tout à l'heure, la chasse aux sorcières. J'aimerais bien que quelqu'un vienne vérifier ma ligne.

M. McGrath: Je doute que nos communications soient interceptées en ce moment.

M. Benjamin: Si on en a le désir, ce n'est pas une chose qui sera publiée ouvertement. Cela se ferait pendant un certain nombre de jours, de semaines ou même de mois. Cela éviterait ce que M. Forrestall a mentionné, la possibilité de faire la chasse aux sorcières ou d'en donner l'impression. Il me semble que ce serait une façon logique de procéder, au moins pour rassurer les membres qui ont des craintes.

Le président: Monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Je pense qu'il serait absurde de vérifier chaque ligne téléphonique de la Chambre des communes sans aucune justification qui nous permette de dire qu'à un moment donné, il est possible qu'une ligne ait été interceptée. A mon avis, ce serait un gaspillage des fonds publics, mais nous pourrions en savoir davantage si je pose une question supplémentaire au témoin.

Est-ce qu'une demande a déjà été faite par un député ou l'Orateur, ou un membre de son personnel, pour faire vérifier les lignes téléphoniques en se basant sur une preuve que les communications avaient été interceptées.

[Texte]

Commissioner Higgitt: Certainly not in the context of the inquiry this morning. There have been occasions over the years when a member of Parliament has said that something peculiar has happened on his telephone and the advice that has always been given is to get in touch with Bell Canada.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I would like to ask the Commissioner the procedure that is used in tapping telephones. I presume the RCMP in the course of its responsibilities as the national police force have to tap telephones from time to time?

The Chairman: I do not want to interject, Mr. McGrath, but I think you should relate your questions to the members if you want to stick within the terms of reference.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, that is a very relevant question. It is relevant because the answer to it will be the basis for my next question.

Mr. Hogarth: That does not necessarily make it relevant!

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I am going to repeat the question because it is certainly more relevant than some of the absurdities we got from Mr. Hogarth this morning.

I would like to ask the Commissioner if in the conduct of its work the RCMP taps telephones from time to time and what kind of technology can be used for this purpose?

The Chairman: Mr. McGrath, as the Chairman I want to refer you to the terms of reference. This kind of question has been raised in our discussions within our subcommittee meetings, but I think we should stick within the terms of reference respecting the allegations concerning wiretapping and the opening of the mail of members.

Mr. McGrath: That is precisely what I am doing.

The Chairman: Are we proceeding with an inquiry regarding the manner in which the RCMP conducts its inquiries at large? I do not have any personal objection to this, but as Chairman I must repeat that we must frame our questions within the terms of reference.

Mr. McGrath: All right. Let me ask another question, Mr. Chairman. I do not want to waste time. It is possible to tap a telephone without it being detected by any kind of monitoring equipment? In other words, are not certain techniques now available whereby a telephone can be tapped or taped or bugged remotely, if you like, without any physical connection?

Commissioner Higgitt: I am not an electronics engineer, of course, but the electronics of a telephone are about as simple as they can be. I suppose there are literally dozens of ways this can be done from buying a simple induction coil in an electrical shop and merely putting it on or putting it close to the instrument without any physical connection in the sense of joining wires at all. This can be done; there is no question about it. Of course, telephone conversations are carried over electronic circuits and if anybody can intercept those electronic circuits the conversation can be intercepted. Whether or not it is detectable—and again I am not an electronics engineer—would, I suppose, depend upon the delicacy of the instrument detecting it. I suppose if you upset certain electronic balances, or whatever it is in telephone circuits, I suppose people with sufficiently delicate instruments could detect it. I really cannot give you a better answer than that. I suppose it is

[Interprétation]

M. Higgitt: Certainement pas dans le sens de l'enquête envisagée ce matin. Au cours des années, il y a eu des cas où un député a déclaré qu'il y avait quelque chose d'anormal sur sa ligne téléphonique et on lui a toujours conseillé de se mettre en rapport avec la compagnie Bell Canada.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, je voudrais demander au commissaire d'indiquer comment les communications téléphoniques sont interceptées. J'imagine que dans l'exercice de ses fonctions, la Gendarmerie royale, police nationale, doit être obligée de capter les appels téléphoniques de temps en temps?

Le président: Je ne veux pas vous interrompre, monsieur McGrath, mais je pense que vous devriez vous en tenir au même domaine afin de vous conformer à notre mandat.

M. McGrath: Monsieur le président, c'est une question très pertinente. Elle est pertinente parce que sa réponse servira de fondement pour ma prochaine question.

M. Hogarth: Elle ne sera pas plus pertinente à cause de cela,

M. McGrath: Monsieur le président, je vais répéter ma question parce que elle est beaucoup plus pertinente que certaines absurdités exprimées par M. Hogarth ce matin.

Je voudrais que le commissaire me dise si le travail de la Gendarmerie royale nécessite qu'on intercepte des appels téléphoniques de temps à autre et quel genre de techniques utilise-t-on à cette fin?

Le président: Monsieur McGrath, en tant que président, je vous rappelle notre mandat. Ce genre de question a été soulevé au cours des discussions du sous-comité, mais je pense que nous devons nous en tenir au mandat qui nous renvoie à l'interception des messages téléphoniques et à l'ouverture de la correspondance des députés.

M. McGrath: C'est exactement ce que je vais.

Le président: Cherchons-nous à connaître les modalités qu'utilisent la Gendarmerie royale pour ses enquêtes? Personnellement, je m'y oppose pas, mais en tant que président je répète que nous devons poser nos questions selon notre mandat.

M. McGrath: C'est bien. Puis-je poser une autre question, monsieur le président? Je ne veux pas perdre de temps. Est-il possible de capter des messages téléphoniques à l'insu de certains appareils de vérification? Autrement dit, est-ce que d'autres techniques permettent de capter, d'intercepter ou d'enregistrer des messages téléphoniques à distance, si vous le désirez, sans aucune connexion.

M. Higgitt: Je ne suis pas ingénieur en électronique, mais le système électronique d'un téléphone est aussi simple que possible. Je suppose qu'il existe des douzaines de façon de le faire, en achetant une simple bobine d'induction au magasin et en la branchant tout près, ou sur l'appareil, sans aucune connexion qui exige de joindre les fils. C'est possible; il n'y a pas de doute. Il va de soi que les conversations téléphoniques voyagent par les circuits électroniques et si quelqu'un peut intercepter les circuits électroniques, les conversations aussi peuvent être interceptées. Que ceci soit décelable, je le suppose, mais encore une fois, je ne suis pas ingénieur en électronique, cela dépendrait de la sensibilité de l'instrument qui capte. Si on produit un certain déséquilibre électronique dans le circuit téléphonique, il est possible que des personnes pourraient le détecter au moyen d'instruments suffisamment sensibles. Je ne peux vraiment donner une réponse plus com-

[Text]

possible, with the advances in electronics technique, that what you are suggesting could in fact be done.

Mr. McGrath: There is somebody within your department who would obviously be an expert in this field?

• 1040

Commissioner Higgitt: Well, the best experts of course would be the telephone engineers themselves. But I suppose any electrical technologist would be able to make some sort of judgment on it.

Mr. McGrath: Does the RCMP conduct wire-tapping? Do you tap phones in the course of your responsibilities?

Commissioner Higgitt: No, as a matter of fact, in so far as our law-enforcement operations are concerned, we do not. I want to be very clear in this. We do not tap telephones.

Mr. McGrath: I would like to ask the Deputy Solicitor General if he could perhaps tell us what responsibilities Mr. Goyer's gumshoes, I think they are called, have with respect to the type of questions I have directed towards the RCMP Commissioner. I am talking of this new security group that is now within the Solicitor General's department. Do they, in fact, conduct investigations similar to what would heretofore be carried out by the RCMP?

Mr. Côté: The answer to that question, Mr. Chairman, is no.

Mr. McGrath: What do they do?

Mr. Côté: As was stated by the Minister in the House of Commons on September 21, 1971, the security planning and research group, Mr. Chairman, works closely with the RCMP security services and other services, and the terms of reference as stated by the Minister are as follows:

1. To study the nature, origin and causes of subversive and revolutionary action, its objectives and techniques as well as the measures necessary to protect Canadians from internal threats;
2. To compile and analyze information collected on subversive and revolutionary groups and their activities, to estimate the nature and scope of internal threats to Canadians and to plan for measures to counter these threats;
3. To advise me on these matters.

Mr. McGrath: Who was carrying out the investigation of the Cabinet leaks, the RCMP or this group?

Mr. Hogarth: What has that got to do with this Committee?

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I think that is a relevant question because I think the two somehow might be related. There is a possibility that there may be a correlation between them.

The Chairman: Mr. McGrath, I have no objection whatsoever to allowing your question provided that it is related to the members of the House, because this matter has been referred to the Privileges and Elections . . .

Mr. McGrath: Cabinet leaks are certainly related to the members of the House.

[Interpretation]

plète à cette question. Je suppose que c'est possible, avec les progrès de la technique électronique.

M. McGrath: Au ministère, avez-vous un expert en ce domaine?

Le commissaire R. Higgitt: Bien entendu, les meilleurs experts seraient les ingénieurs du téléphone eux-mêmes. Mais j'imagine que tout électricien devrait pouvoir donner un avis à ce sujet.

M. McGrath: Est-ce que la Gendarmerie royale du Canada a des tables d'écoute? Est-ce que vous surveillez des téléphones dans le cadre de vos responsabilités?

Le commissaire Higgitt: Non, dans le cadre de nos opérations du maintien de l'ordre, nous ne surveillons pas les téléphones, ce que je tiens à souligner ici.

M. McGrath: Le solliciteur général adjoint pourrait-il nous dire quelles sont les responsabilités des détectives de M. Goyer en ce qui concerne les questions que j'ai posées au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada. Je parle notamment du nouveau groupe chargé de la sécurité qui a été créé par le département du solliciteur général. Est-ce que ces personnes mènent le type d'enquête qui jusqu'à présent avait été faite par la Gendarmerie?

M. Côté: Non, ils ne le font pas.

M. McGrath: Que font-ils alors?

M. Cote: Ainsi que le ministre l'a dit à la Chambre des communes le 21 septembre 1971, le groupe chargé de la planification de la sécurité et de la recherche travaille en collaboration étroite avec les services de la sécurité de la Gendarmerie royale ainsi qu'avec d'autres services, leur mandat étant le suivant:

1. Étudier la nature, l'origine et les causes des actes subversifs et révolutionnaires, leurs objectifs et techniques ainsi que les mesures indispensables en vue de protéger les Canadiens de menaces intérieures;
2. Réunir et analyser les renseignements obtenus sur les groupes subversifs et révolutionnaires ainsi que sur leurs activités, en vue de déterminer la nature et l'importance de menaces intérieures et prendre les mesures pour contrecarrer ces menaces;
3. Me conseiller sur ces questions.

M. McGrath: Qui était chargé d'enquêter sur les fuites du cabinet? La Gendarmerie ou bien ce groupe?

M. Hogarth: Qu'est-ce que cette question a à voir avec le Comité?

M. McGrath: J'estime, monsieur le président, que c'est une question fort pertinente, ces deux questions pouvant être rattachées. Il se pourrait en effet qu'il existe un rapport entre elles.

Le président: Monsieur McGrath, je n'ai aucune objection à ce que vous poursuiviez votre question à condition qu'elle se rapporte aux députés, ce problème ayant été renvoyé au comité des Privilèges et Élections . . .

M. McGrath: Les fuites du cabinet se rapportent très certainement aux députés.

[Texte]

The Chairman: This matter has been referred to the Privileges and Elections Committee just because there was an allegation in the House, a breach of privilege of members of the House, and I would personally recommend and request to the members that they stick to this. Otherwise, we will go nowhere.

Mr. Côté: With the Chair's permission I could say this, Mr. Chairman, that in so far as the security, planning and research group is concerned, it does not conduct individual enquiries or enquiries into any matters of this nature. Enquiries which the government may direct may be carried out on this question of alleged leaks either by the departments concerned or by the RCMP as the government may direct.

Mr. McGrath: Is the RCMP conducting such an investigation, Mr. Commissioner?

Commissioner Higgitt: Mr. Chairman, while I have not briefed myself as of this morning, I think the answer I can honestly give you is no. This is if you are referring to so-called Cabinet leaks.

Mr. McGrath: Was the RCMP requested by the government to investigate the allegations of wire-tapping in the House of Commons?

Commissioner Higgitt: In respect to this recent matter?

Mr. McGrath: Yes.

Commissioner Higgitt: We were, and I can only refer to the Prime Minister's statement in the House of Commons of March 13 . . .

Mr. McGrath: You did conduct an investigation?

Commissioner Higgitt: . . . and in his statement he mentions that he has had enquiries made of the RCMP. We did in fact make the enquiries and we so advised the Prime Minister through our Minister.

Mr. McGrath: Well, in the course of your enquiries, presumably you had an investigation and you used electronic equipment and you must have had consultations with the Bell Telephone Company to see if, in fact, there was any electronic surveillance of telephone lines.

Commissioner Higgitt: I think you are making an improper assumption. In that particular instance we were not asked to investigate whether or not telephones of members were tapped. We were asked to advise whether or not the RCMP had any knowledge of it and were in fact involved in it. The answer to that was an internal enquiry which was very simple for us to conduct, and the answer was no, that we were not involved and we had no knowledge of it and it was not being done so far as we are concerned.

• 1045

Mr. McGrath: So the RCMP did not conduct an inquiry as to this allegation of wiretapping, only so far as your own jurisdiction is concerned. So in fact there has been no investigation into these charges.

Commissioner Higgitt: In so far as I am concerned, there has been no general investigation as to whether M.P.s telephones are in fact tapped or not tapped. The only inquiry we have made is to establish that we, the RCMP, are not doing anything of this nature and never have.

[Interprétation]

Le président: Cette question a été renvoyée au comité des Privilèges et Élections justement du fait qu'une allégation avait été faite à la Chambre, une atteinte aux privilèges des députés, et pour ma part je demanderais aux députés que nous nous y tenions, sans croire qu'on arrivera à rien.

M. Côté: Le groupe chargé de la sécurité de la planification et de la recherche ne mène pas d'enquête individuelle ou d'enquêtes quelles qu'elles soient dans des cas de ce genre. Les enquêtes ordonnées par le gouvernement sur des questions de prétendues fuites sont conduites soit par les ministères intéressés, soit par la Gendarmerie royale, selon que le gouvernement en décide.

M. McGrath: Est-ce que la Gendarmerie mène actuellement une enquête de ce genre?

Le commissaire Higgitt: Bien que je ne sois pas au courant des derniers développements, je crois pouvoir dire que la réponse est négative. C'est-à-dire si vous parlez des fuites du cabinet.

M. McGrath: Le gouvernement a-t-il invité la Gendarmerie à mener une enquête sur la surveillance téléphonique dont la Chambre des communes aurait fait l'objet?

Le commissaire Higgitt: Au sujet du cas soulevé dernièrement?

M. McGrath: Oui.

Le Commissaire Higgitt: Si je me réfère à la déclaration que le premier ministre a faite à la Chambre des communes le 13 mars . . .

M. McGrath: Vous avez donc mené une enquête.

Le commissaire Higgitt: Il a dit dans sa déclaration qu'il a demandé à la Gendarmerie de mener des enquêtes. C'est ce que nous avons fait et le premier ministre en a été informé par le ministre.

M. McGrath: Je suppose que durant votre enquête vous avez utilisé de l'équipement électronique et que vous avez consulté la société Bell Telephone afin de déterminer si les lignes de téléphone étaient surveillées par des dispositifs électroniques.

Le commissaire Higgitt: Vos suppositions sont non fondées. On ne nous a pas demandé de déterminer si les téléphones des députés étaient surveillés. On nous a simplement demandé si la Gendarmerie royale était au courant de ce cas et si nous nous en occupions. A la suite de cette demande, nous avons mené une enquête intérieure ce qui a été pour nous une chose fort simple, et nous avons répondu que nous ne nous occupons pas de cette affaire, que nous n'en avons pas entendu parler et qu'à notre connaissance, il n'y avait pas de surveillance de téléphone.

M. McGrath: Donc, la gendarmerie n'a pas mené une enquête sur cette allégation selon laquelle le téléphone aurait été surveillé, mais simplement une enquête intérieure. Donc en fait, ces accusations n'ont fait l'objet d'aucune enquête.

Le commissaire Higgitt: En ce qui me concerne, il n'y a pas eu d'enquête générale en vue de déterminer si oui ou non les téléphones des députés ont été surveillés. Notre enquête a eu uniquement pour but d'établir que la Gendarmerie royale n'a jamais fait de surveillance téléphonique.

[Text]

Mr. McGrath: To the Deputy Solicitor General, did the security group in your department carry out any such investigation into the allegations made in the House of wiretapping? If not, why not? Surely this would be within your terms of reference.

Mr. Côté: The actual inquiries are not to be conducted by the security planning and research group. I think that has been made abundantly clear, if I may say so, Mr. Chairman, by the Solicitor General.

The Minister would ask the Commissioner about these matters. Operations are within the RCMP, and it is not the duty of the security planning and research group to conduct inquiries and investigations.

Mr. McGrath: I see you are looking at me impatiently. I have one final question.

The Chairman: No, not at all.

Mr. McGrath: Let me ask you this. As Deputy Solicitor General, has there been an investigation carried out into the allegations made in the House of Commons of wiretapping?

Mr. Côté: I would find it difficult to answer that question apart from the terms that have been laid down by the Prime Minister and set forth by the Commissioner here. It seems to me, if I read the record right, that the full investigation as to letters of M.P.s or alleged wiretapping is being carried out by this Committee.

Mr. McGrath: But the Prime Minister indicated that an investigation—certainly he left the inference that an investigation was being made on these allegations.

An hon. Member: Where is that?

Mr. McGrath: In the Prime Minister's statement.

Commissioner Higgitt: I think, Mr. Chairman, if I may be permitted to interject...

The Chairman: Yes, Commissioner Higgitt.

Commissioner Higgitt: I think, and I am looking at the Prime Minister's words, sir, and the Prime Minister said that:

Inquiries have been made of the RCMP on my behalf and I have been given positive assurance that nothing of the kind is done by the RCMP or on its behalf... That is exactly the assurance we gave and that is absolutely correct.

Mr. McGrath: That is fine, but I want to know who else might be involved. There might be another group; there might be another agency involved. I repeat my question to the Deputy Solicitor General. Was there a request to the Commons Legal Counsel, the Solicitor General, for an investigation into these very serious allegations?

Mr. Côté: Mr. Chairman, the answer I think to that is that the Solicitor General, I suggest, would not ask the security planning and research group to do an investigation because that is not its job. The Solicitor General would ask the Commissioner to inquire whether, within the force or within the means at their disposal, as set out here, in connection with security work or criminal investigation, there was any wiretapping or tampering with mails of M.P.s. So far as the Department of the Solicitor General is concerned, that is the only area in which inquiries could be addressed.

[Interpretation]

M. McGrath: Le solliciteur général adjoint pourrait-il nous dire si le groupe chargé de la sécurité au sein de votre ministère a mené une enquête en vue de déterminer la véracité des allégations concernant la surveillance des téléphones à la Chambre? Sinon, pourquoi? Cela relève certainement de votre compétence.

M. Côté: Les enquêtes à proprement parler ne doivent pas être menées par le groupe chargé de la planification de la sécurité et de la recherche. Cela a été clairement expliqué par le solliciteur général lui-même.

Des questions de ce genre seraient adressées par le Ministre au Commissaire. C'est la Gendarmerie royale qui est chargée de ces questions tandis que le groupe chargé de la planification de la sécurité et de la recherche n'a pas à mener de telles enquêtes.

M. McGrath: Je crois que vous me regardez avec impatience. J'ai une dernière question.

Le président: Pas du tout.

M. McGrath: Le solliciteur général adjoint pourrait-il me dire si une enquête a été menée sur les allégations faites à la Chambre concernant la surveillance des téléphones?

M. Côté: Il m'est difficile de répondre à votre question autrement qu'en reprenant les paroles mêmes du premier ministre citées par le Commissaire ici même. J'ai cru comprendre que l'enquête concernant la surveillance de la correspondance ou du téléphone des députés est menée par votre Comité.

M. McGrath: Mais le Premier ministre avait pourtant laissé entendre qu'une enquête serait menée.

Un député: Où ça?

M. McGrath: Dans la déclaration du Premier ministre.

Le commissaire Higgitt: Je crois, monsieur le président, si je puis interrompre ici...

Le président: Certainement, commissaire Higgitt.

Le commissaire Higgitt: J'ai devant moi le texte du Premier ministre où il est dit notamment:

Des enquêtes ont été menées auprès de la Gendarmerie royale du Canada à ma demande et on m'a affirmé que rien de ce genre n'est fait directement ou indirectement par la Gendarmerie royale...

C'est ce que nous avons dit et cela correspond à la réalité.

M. McGrath: C'est bien, mais je voudrais savoir si d'autres pourraient être impliqués. En effet, un autre organisme pourrait être impliqué. Donc, je répète ma question adressée au solliciteur général adjoint. Une demande a-t-elle été adressée au Conseil juridique de la Chambre des communes, le solliciteur général, en vue de mener une enquête sur ces allégations extrêmement graves?

M. Côté: Le solliciteur général ne peut demander au groupe chargé de la planification de la sécurité et de la recherche de mener une telle enquête car là n'est pas son rôle. Dans un cas de ce genre, le solliciteur général inviterait le Commissaire à déterminer si au sein de la Gendarmerie ou de groupe connexe travaillant pour elle, dans le cadre de travaux portant sur la sécurité ou d'enquêtes pénales, les lignes de téléphone ou la correspondance des députés auraient fait l'objet d'une surveillance. C'est la seule personne à laquelle le solliciteur général puisse demander de faire de telles enquêtes.

[Texte]

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I would like to raise a point of order.

The Chairman: Mr. Hogarth on a point of order.

Mr. Hogarth: The member has suggested by inference that on page 745 of Hansard, the Prime Minister suggested that an investigation would be made. I would like to read what he said:

I want to tell hon. members categorically that there is no such government policy. Inquiries have been made of the RCMP on my behalf and I have been given positive assurance that nothing of the kind is done by the RCMP or on its behalf either in security work or in connection with criminal investigation. I am not aware of any such practice in any government department or agency and certainly there is no policy or direction in that regard. I should be astonished to learn that anything of the kind is going on anywhere. Frankly, I do not believe it is. If the hon. member has any evidence that it is in fact occurring, I think he has a clear responsibility, especially since he has raised this matter and given rise to widespread speculation. It is his responsibility to give such evidence to me or to the Solicitor General.

• 1050

Mr. Forrestall: What can you provide?

Mr. Trudeau: What are you babbling about?

Mr. Forrestall: I am not blabbling. You are waffling.

Mr. Trudeau: If he can provide such evidence, I can assure him and this House that an immediate and thorough investigation will be made.

Now it is quite clear no such evidence has been provided and it is quite clear that the Prime Minister, either by inference or otherwise, suggested there was going to be an inquiry. And this motion, the motion which brought about this reference, was made by a private member, the honourable member for Fraser Valley East, Mr. Pringle.

Mr. McGrath: Who is not here, by the way.

Mr. Hogarth: That does not matter.

The Chairman: Order, order. I think so far the questions asked were within our terms of reference and the information secured is quite valid. I think it has been made clear by Mr. Forrestall during the discussions of the steering committee that after we have dealt with these two important witnesses on this issue, it will be up to the members to decide where we go. I think we have to clear the way to start because we have in hand no precise evidence but we have terms of reference by the House to investigate allegations. Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, it is a very difficult thing to proceed with, because in a sense you have to be hypothetical. I accept the Commissioner's and the Deputy Solicitor General's word and indeed the Prime Minister's word as given to us in the House, that as far as the Force is concerned, as far as the Solicitor General's Department is concerned, they have not as a result of direction or policy or otherwise pursued any practice of interference with the privileged right of privacy of the members of the House of Commons. I accept that without any equivocation whatsoever.

If I attempt to be hypothetical, I must apologize but I really discern no other way to approach it, except maybe

[Interprétation]

M. Hogarth: Je fais un appel au règlement.

Le président: M. Hogarth fait un appel au règlement.

M. Hogarth: D'après le député, le Premier ministre aurait laissé entendre qu'une telle enquête serait menée, et je donnerai donc lecture de sa déclaration qui figure à la page 745 du Hansard:

Je veux affirmer catégoriquement aux députés qu'il n'y a aucune politique gouvernementale de ce genre. Des demandes de renseignements ont été adressées à la Gendarmerie royale en mon nom et j'ai obtenu l'assurance positive que la Gendarmerie royale ne fait et ne fait faire rien de la sorte, que ce soit au cours de son travail dans le domaine de la sécurité ou des enquêtes criminelles. A ma connaissance, aucun ministre ou organisme de l'État ne se livre à de telles manœuvres et certes, aucune politique et directive n'a été formulée en ce sens. Je serais étonné d'apprendre qu'on ait recours à de telles méthodes. Franchement, je ne le crois pas. Si le député peut prouver que la chose se produit de fait, j'estime qu'il lui incombe nettement, puisqu'il a soulevé la question qui a donné lieu à des conjectures générales, de m'en fournir les preuves ou de les transmettre au solliciteur général.

M. Forrestall: Que pouvez-vous faire?

M. Trudeau: Que racontez-vous?

M. Forrestall: Je ne raconte rien. Vous baratinez.

M. Trudeau: S'il peut fournir de telles preuves, je lui donne ainsi qu'à la Chambre l'assurance qu'une enquête approfondie sera immédiatement mise en œuvre.

Il est clair maintenant que de telles preuves n'ont pas été produites et il est également très clair que le Premier Ministre, soit de façon implicite ou explicite, a suggéré qu'une enquête soit tenue. Et la motion a été proposée à titre privé par le député de Fraser Valley East, M. Pringle.

M. McGrath: Qui, soit dit en passant, n'est pas ici.

M. Hogarth: Cela ne fait pas de différence.

Le président: A l'ordre, à l'ordre. Je pense que jusqu'à présent, les questions qui ont été posées étaient conformes à notre mandat et les renseignements obtenus sont valables. Il me semble qu'il a été également expliqué de façon très claire par M. Forrestall au cours des débats du comité directeur que, après que nous aurons traité de la question avec ces deux témoins importants, il appartiendra aux membres de décider comment procéder ensuite. Je dois d'abord tirer les choses au clair, car nous n'avons aucune preuve absolue en main mais nous avons des attributions en vertu desquelles la Chambre nous autorise à faire enquête au sujet de ces allégations. Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Monsieur le président, il est très difficile de poursuivre car le problème est hypothétique. J'accepte la parole du commissaire et du solliciteur général adjoint et bien entendu la parole du Premier Ministre donnée en Chambre, à savoir qu'en ce qui concerne la Gendarmerie, pour ce qui est du ressort du ministre du Solliciteur général, il n'est pas dans ses habitudes par suite de directives ou pour se conformer à une politique, d'enfreindre les privilèges de la vie privée des députés. Je l'accepte sans réserve.

Je me fonde sur une hypothèse et je dois m'en excuser, mais je ne vois aucun autre moyen d'aborder le sujet, sauf peut-être en posant directement des questions. Est-ce que

[Text]

with direct questions. Is the responsibility for security of other departments left with the departments themselves? In other words, have you from time to time had requests from departments, perhaps through the Solicitor General to the Force, to the Commissioner or otherwise, for the services of special investigative teams for any purpose whatsoever with respect to departmental security?

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, is that within our terms of reference?

An hon. Member: Certainly.

Mr. Forrestall: I suggest it is. I would like simply, Mr. Chairman, on the point of order raised by Mr. Hogarth, to

The Chairman: No. The question has been posed and I think it can be related to members of the House but there are some members who are parliamentary assistants to ministers and ministers are members of the House. I think it is not a question . . .

Mr. Forrestall: If he is so concerned about protecting his Minister he will have a chance to ask questions and clarify it.

Mr. Hogarth: I am not concerned about protecting him. There is nothing to protect him from.

Mr. Forrestall: All right. Why do you not let us proceed for a few minutes to see if we can get to the bottom of this?

Mr. Hogarth: Just to keep the thing within the terms of reference. That is all.

Mr. Forrestall: I wonder, Mr. Chairman, if the Deputy Solicitor General or the Commissioner would respond to my question.

Mr. Côté: Mr. Chairman, I think the answer to the question is that while the government lays down certain generic standards about the maintenance of security of personnel or documents or otherwise, the maintenance of security primarily is the responsibility of each department. If a department needs assistance beyond that, it usually goes to the RCMP if it needs particular help in any regard. This is as regards departments and I assume that the same thing applies as regards the House. If the Speaker had problems presumably he would approach, the Solicitor General or the RCMP, besides his own security force.

Mr. Forrestall: With respect to the question of secure information, I wonder, Mr. Chairman, if either of the two witnesses, perhaps the Deputy Solicitor General, could describe for us what he would understand to be our level of competence to receive, as individual members of Parliament or as a Committee the type of information from anyone in a responsible position with respect to these allegations. In other words, I have no security clearance. Perhaps all the other members have some security clearance, I have none.

Mr. McGrath: How do you know?

Mr. Forrestall: I am curious as to whether or not we would be allowed this type of information. Whether or not witnesses that we might call—I am sorry to be hypothetical—would be able to give us the answers to very specific questions because they would deal with the internal security of various departments.

[Interpretation]

la responsabilité de la sécurité des autres ministères relève des ministères mêmes? Autrement dit, vous est-il arrivé de temps à autre de recevoir des demandes de service d'autres ministères, peut-être par le truchement du solliciteur général, soit qu'elles aient été adressées au commissaire ou autrement, ou qu'on ait sollicité le secours d'enquêteurs spéciaux pour des questions de sécurité interne?

M. Hogarth: Monsieur le président, est-ce que cela relève de nos attributions?

Une voix: Certainement.

M. Forrestall: Je le présume. J'aimerais simplement, monsieur le président, invoquer le règlement au sujet d'une question soulevée par M. Hogarth, soit . . .

Le président: Non. La question a été posée et je pense qu'on peut la rapporter aux députés de la Chambre mais il y a des membres qui sont secrétaires parlementaires et des ministres qui sont députés. Je ne crois pas que la question . . .

M. Forrestall: S'il est si soucieux de protéger son ministre, il pourra poser des questions et éclairer sa lanterne.

M. Hogarth: Je ne suis pas soucieux de le protéger. Rien ne le menace.

M. Forrestall: Très bien. Pourquoi ne nous laissez-nous pas poursuivre quelques minutes afin de voir si nous pouvons aller au fond des choses?

M. Hogarth: Je m'en tiens simplement à nos attributions. C'est tout.

M. Forrestall: Je me demande, monsieur le président, si le solliciteur général adjoint ou le commissaire voudraient répondre à ma question.

M. Côté: Monsieur le président, je pense que la réponse est la suivante: tandis que le gouvernement établit des normes concernant la sécurité du personnel ou des documents entre autres, ce sont les ministères qui en ont d'abord la responsabilité. Si le ministère a besoin d'aide, il s'adresse ordinairement à la Gendarmerie royale pour toute éventualité. Ceci à l'égard d'un ministère et, je suppose que ceci s'applique également à la Chambre. Si l'Orateur a des difficultés, il s'adressera au Solliciteur général ou à la Gendarmerie royale après avoir eu recours à ses propres moyens de sécurité.

M. Forrestall: Pour ce qui est des renseignements, je me demande, monsieur le président, si l'un ou l'autre des deux témoins, peut-être le solliciteur général adjoint, pourrait nous dire ce que d'après lui nous pouvons recevoir, en tant que député ou en tant que comité, comme renseignements émanant d'un responsable en ce qui concerne ces allégations. Il est possible que les autres députés puissent avoir accès à certains secrets, mais tel n'est pas mon cas.

M. McGrath: Qu'en savez-vous?

M. Forrestall: Je me demande seulement si nous aurions accès à ce genre de renseignements. Je me demande si les témoins que nous pourrions convoquer, je m'excuse de parler au conditionnel, pourraient nous donner des réponses à des questions précises, alors qu'il s'agirait de la sécurité interne de différents ministères.

[Texte]

Mr. Côté: Mr. Chairman, I would hesitate to answer frontally to that question on two basis. Part of it is hypothetical. Secondly, as far as the competence of this Committee or a House committee goes, I do not think that it is up to me to give evidence on that subject. It is much more in the purview of a parliamentary council. The House itself has given terms of reference to this Committee and it is up to the witnesses to respond to the specific questions asked by the members of the House to the best of their ability and within their terms of reference.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, could I ask the Deputy Solicitor General, if he is in possession of information that he would not feel free to give to me in response to questions.

Mr. McGrath: That is a very relevant question. It has to do with how we proceed, Mr. Chairman.

The Chairman: I think with respect, Mr. McGrath, the relevancy of questions has to be dealt with by the chairman.

An hon. Member: Yes.

The Chairman: And I would say that the question asked by Mr. Forrestall is quite valid within the terms of reference we have before us.

Mr. McGrath: Thank you Mr. Chairman.

Mr. Côté: Would you repeat the question please Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: I wonder Mr. Chairman if the Deputy Solicitor General could tell me whether or not he is in possession of information, not necessarily wiretapping or any interference with the privileges I mentioned earlier, but of any information that you would not feel privileged or free to give me because of my level of security clearance within the structure of security in your own department or in other departments.

Mr. Côté: I suggest Mr. Chairman that that is a broader question than the question asked a moment ago, related to security or otherwise.

Mr. Forrestall: Do you have any information which you would not fail to give me in response to questions?

Mr. Côté: On this particular subject?

Mr. Forrestall: On this subject.

Mr. Côté: I do not think that there is on this particular subject.

Mr. Forrestall: But there are on other subjects.

Mr. Côté: Mr. Chairman, I would say straightaway that the advice which a deputy minister gives to his minister is privileged. If I gave advice to my minister, this is privileged. I do not think, I would be compellable. As regards to the specific questions in here, I would welcome any questions. I have nothing to hide here.

Mr. Forrestall: I was not suggesting that, sir.

Mr. Côté: As far as I am concerned, so far as it is within my ken, there has been no direction, no information that I have that there should be any wire tapping or any interference with the mail or any interference with communications of members of Parliament.

[Interprétation]

M. Côté: Monsieur le président, j'hésiterais à répondre directement à cette question pour deux raisons. Premièrement elle est hypothétique. Deuxièmement, je ne crois pas que ce soit à moi de témoigner sur les attributions du comité ou de tout comité de la Chambre. Cela relève beaucoup plus de la compétence d'un conseil parlementaire. La Chambre a donné un mandat au comité et c'est aux témoins de répondre aux questions précises qui sont posées par les députés au meilleur de leur connaissance et dans les limites de leur mandat.

M. Forrestall: Monsieur le président, pourrais-je demander au Solliciteur général adjoint s'il détient des renseignements qu'il ne croirait pas devoir me donner en réponse à mes questions.

M. McGrath: C'est une question pertinente. Nous parlions de notre façon de procéder, monsieur le président.

Le président: Je crois que c'est au président, monsieur McGrath, de décider de la pertinence des questions.

Une voix: Oui.

Le président: Et je dirais que la question posée par M. Forrestall est tout à fait recevable étant donné le mandat qui nous a été donné.

M. McGrath: Merci, monsieur le président.

M. Côté: Voudriez-vous répéter la question, monsieur Forrestall?

M. Forrestall: Je me demande, monsieur le président, si le Solliciteur général adjoint pourrait me dire s'il détient des renseignements, pas nécessairement en ce qui concerne les tables d'écoute ou toute interférence avec les privilèges que j'ai mentionnés plus tôt, mais des renseignements qu'il ne croirait pas devoir me donner parce que je ne suis pas habilité au secret aux yeux des préposés à la sécurité dans votre propre ministère ou dans tout autre ministère.

M. Côté: Je crois, monsieur le président, qu'il s'agit là d'une question plus générale, que celle qui a été posée il y a un instant, au sujet de la sécurité ou autre sujet connexe.

M. Forrestall: Est-ce que vous avez des renseignements que vous ne me donneriez pas en réponse à mes questions?

M. Côté: Sur ce sujet particulier?

M. Forrestall: Oui.

M. Côté: Je ne crois pas qu'il y ait de tels renseignements à ce sujet.

M. Forrestall: Mais il y en a sur d'autres questions.

M. Côté: Monsieur le président, j'aimerais dire de prime abord que les conseils donnés par un sous-ministre à son ministre sont confidentiels. Si j'ai donné des conseils à mon ministre, ils sont confidentiels. Je ne crois pas que je pourrais être forcé de les divulguer. En ce qui concerne des questions précises qui me seraient posées ici, je les accepterais volontiers. Je n'ai rien à cacher ici.

M. Forrestall: Je ne dis pas cela, monsieur.

M. Côté: En ce qui me concerne, pour autant que cela relève de moi, je n'ai pas entendu dire qu'il y aurait des tables d'écoute ou toute autre ingérence dans le courrier ou les communications des députés.

[Text]

Mr. Forrestall: You are speaking on your own behalf and I accept that. I told you that a bit earlier and I made no inference with respect to your conduct in front of this committee.

Mr. Côté: As Deputy Minister but I am going further, Mr. Chairman. I am giving within my ken and knowledge. I am answering globally within the terms of reference of this Committee.

Mr. Forrestall: That was really the point that I was concerned about—to what degree would we be able in fact to determine certain pieces of information. I am sure that there is information that you cannot give me and this concerns me in consideration of witnesses that I might wish to have in front of us in connection with the reference that we have.

• 1100

The Chairman: Mr. McBride.

Mr. McBride: Mr. Chairman, I have a couple of questions for either witness that I hope are helpful within our terms of reference.

Is it correct, then, to understand that you have no authority to investigate the tapping of M.P.'s telephones and that this authority is entirely and solely within the jurisdiction of the Speaker of the House? Is this accurate?

Mr. Côté: Mr. Chairman, I looked at this question when it was raised because it is a constitutional question of some importance. I believe the wiretapping or interference of communications of members of Parliament in the generic sense is a matter that the Speaker of the House would have to deal with. It is not a matter, generically speaking, within the responsibility of the department of the Solicitor General.

Mr. Commissioner, do you have anything to add to that?

Commissioner Higgitt: In so far as I am concerned, Mr. Chairman, the Royal Canadian Mounted Police would consider any question such as this to be strictly within the authority of the Speaker. If the Speaker had some reason to believe there was something occurring that he did not like, he could obviously come to us for advice. But, the authority is clearly, in our view, his.

Mr. McBride: And you would, therefore, Mr. Commissioner, only act if and when the Speaker requested you to act.

Commissioner Higgitt: Yes, that is what we do.

Mr. McBride: I also understand, then, from you gentlemen that grievances from members of Parliament in the past concerning this very subject have normally been referred directly to the Bell Canada telephone company.

Commissioner Higgitt: It is generally not referred to the Bell Canada telephone company by the Royal Canadian Mounted Police but the member has suggested that that is the way he might proceed.

Mr. McBride: Assuming this to be so and assuming a member took your suggestion and went to the telephone company, is the telephone company required to investigate if the member brings to them a grievance? Can you comment on this or do you know?

[Interpretation]

M. Forrestall: Vous parlez pour vous-même, et je l'admets. Je vous l'ai dit un peu plus tôt, et je ne faisais pas allusion à votre attitude devant le comité.

M. Côté: Voilà ce que j'ai répondu en tant que sous-ministre, monsieur le président, mais j'irai plus loin. Je réponds selon toutes mes connaissances et mes capacités. Je réponds de façon globale selon le mandat qu'a reçu le comité.

M. Forrestall: C'était vraiment la question que je soulevais, je voulais savoir jusqu'à quel point nous pourrions trouver certains renseignements. Je suis certain qu'il y a des renseignements que vous ne pouvez pas me donner, et cela me préoccupe, étant donné les témoins que j'aimerais questionner dans l'exercice de notre mandat.

Le président: Monsieur McBride.

M. McBride: Monsieur le président, j'ai quelques questions à poser pour l'un ou l'autre des témoins qui je l'espère seront utiles dans le cadre de notre mandat.

Est-ce exact que vous n'avez aucune autorité pour enquêter au sujet des tables d'écoute branchées sur les appareils téléphoniques des députés et que ce pouvoir est confié entièrement et exclusivement à l'Orateur de la Chambre? Est-ce bien exact?

M. Côté: Monsieur le président, j'ai étudié cette question quand elle a été soulevée, car elle est de caractère constitutionnel et d'importance. Je crois que la table d'écoute ou le fait d'intercepter les communications des membres du Parlement au sens général du terme est de la compétence de l'Orateur de la Chambre. Ce n'est pas de façon générale la responsabilité du ministre du solliciteur général.

Monsieur le commissaire, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Higgitt: En ce qui me concerne, monsieur le président, la Gendarmerie royale du Canada considérerait cette question comme relevant strictement de l'Orateur de la Chambre. Si l'Orateur de la Chambre a des raisons de croire qu'il se passe quelque chose de louche, il peut toujours solliciter notre avis. Mais, à mon sens, cela est strictement de son ressort.

M. McBride: Et par conséquent, monsieur le commissaire, vous ne prendriez des dispositions que si l'Orateur de la Chambre vous demandait de le faire.

M. Higgitt: Oui, nous agirions ainsi.

M. McBride: Je crois comprendre également, d'après votre témoignage messieurs, que dans le passé les griefs des députés à cet égard ont été référés d'habitude directement à la compagnie de téléphone Bell Canada.

M. Higgitt: Le cas n'est pas d'habitude référé à la compagnie Bell Canada par la Gendarmerie royale du Canada mais un député l'a suggéré.

H. McBride: Supposons que cela soit et qu'un député accepte la suggestion et s'adresse à la compagnie de téléphone, est-ce que la compagnie de téléphone est tenue de faire enquête si le député lui expose son grief? Pourriez-vous nous communiquer vos observations ou êtes-vous au courant?

[Texte]

Commissioner Higgitt: I certainly do not know. I only suppose they would react in keeping with good customer relations. That is all I can say.

Mr. McBride: Would the telephone company be required to report back to the member any conclusion that they did arrive at?

Commissioner Higgitt: We are getting a little beyond my area of competence but I would suggest they would not be required to do anything. In keeping with their public relations policy, I, as a subscriber, presume that they would probably try to give them whatever satisfaction they could.

Mr. McBride: Mr. Chairman, the line of questioning I am trying to pursue is to determine whether or not an individual member of Parliament has any power or influence at his disposal to in fact have carried through an investigation into whether or not his telephone should be, at any certain time, tapped. That is what I was trying to get at.

Following that further, I wonder, Mr. Chairman, if either of these witnesses could help us out along this line. Would a member of Parliament require some kind of substantive evidence presumably given to him by the telephone company before he could go to the Speaker. The Speaker would have to decide if the member had a case. Then, the Speaker would have to turn it over to you. So it would seem to me, if all of this is accurate, Mr. Chairman, that we are almost wasting our time with these witnesses because it is really the Speaker who has to make all the decisions and not the Solicitor General nor the RCMP.

Commissioner Higgitt: Basically, that is true. We would respond in a co-operative way, any way we could, with the Speaker as we always have; but, I cannot recall from memory any instance of this particular nature, except for a very informal one where somebody is being abused.

Mr. McBride: But a member of Parliament could not unilaterally go directly to the RCMP, to request and get an investigation of his telephone lines.

• 1105

Commissioner Higgitt: The answer to that is, no. If a member of Parliament came to me, and this again is hypothetical, and said "I know that my telephone is being tampered with or tapped" and he was able to convince us that it probably was, our response would probably be "We will be in touch. We suggest you get in touch with the Speaker". Indeed, we would also get in touch with the Speaker to seek his wishes. That would be the way.

Mr. McBride: I would conclude, Mr. Chairman, by suggesting that if we are going to pursue this further, we should have the Speaker before us rather than these gentlemen. More particularly, we need to have the members who are concerned before us, particularly Mr. Korchinski and Mr. Nielsen.

The Chairman: This suggestion will be noted. Do you have a supplementary, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: I was going to ask a supplementary question, Mr. Chairman. I was intrigued by the Commissioner's answer. Wiretapping is illegal or it is a pseudo-criminal offence, I presume. Is it illegal to infringe on a person's privacy by tapping their telephone?

[Interprétation]

M. Higgitt: Je n'en sais rien. Je suppose simplement qu'on s'efforcera de maintenir de bons rapports avec le client. C'est tout ce que je puis dire.

M. McBride: Est-ce que la compagnie de téléphone serait tenue de faire rapport au député des résultats de son enquête?

M. Higgitt: Nous nous écartons du champ de ma compétence mais je présume qu'il n'y aurait aucune obligation de sa part. Vu sa politique de relations publiques, moi, comme abonné, je suppose qu'elle essaierait de lui donner satisfaction.

M. McBride: Monsieur le président, ce que je cherche à déterminer c'est si oui ou non un député joit de quelque pouvoir ou influence pour faire mener une enquête afin de découvrir si oui ou non son téléphone est à un moment donné branché sur une table d'écoute. C'est ce que j'essaie de savoir.

Poursuivant encore plus loin, je me demande, monsieur le président, si l'un ou l'autre de ces témoins pourrait nous éclairer à ce sujet. Est-ce qu'un député a besoin de preuves concrètes qui lui seraient fournies par la compagnie de téléphone avant de soumettre le cas à l'Orateur de la Chambre? Il appartiendrait à l'Orateur, je suppose, de déterminer si le député présente une cause valable. L'Orateur de la Chambre devrait alors vous confier l'affaire. Il me semble donc, si tout ceci est exact, monsieur le président, que nous perdons presque notre temps à interroger ces témoins puisque c'est en réalité l'Orateur qui doit prendre toutes les décisions et non pas le solliciteur général ou la Gendarmerie royale.

M. Higgitt: Ceci est vrai en principe. Le président de la Chambre pourrait compter sur toutes formes de collaboration de notre part, comme d'habitude; mais je ne me souviens pas d'un seul cas de cette nature, sauf le cas tout particulier où une personne est injuriée.

M. McBride: Mais un député de la Chambre ne peut de lui-même s'adresser directement à la Gendarmerie royale et demander une enquête afin de savoir si la ligne de téléphone est surveillée.

M. Higgitt: La réponse est non. Si un député venait me voir, et c'est là une pure hypothèse, et me disait «Je sais que mon téléphone est branché sur une table d'écoute» et qu'il puisse nous en persuader, je lui suggérerais probablement de se mettre en rapport avec l'Orateur et je me mettrais moi-même en rapport avec lui pour qu'il me donne ses instructions. C'est ainsi que les choses se passeraient.

M. McBride: Je conclurais, monsieur le président, en disant que si nous continuons d'examiner cette question, nous devrions entendre l'Orateur plutôt que ces messieurs. Plus précisément, nous devrions entendre les députés concernés, et particulièrement MM. Korchinski et Nielsen.

Le président: Je prends bonne note de la suggestion. Avez-vous une question supplémentaire, monsieur McGrath?

M. McGrath: J'allais poser une question supplémentaire, monsieur le président. J'ai été intrigué par la réponse du commissaire. L'écoute téléphonique est illégale ou constituée, je pense, un délit soi-disant criminel. Est-il illégal d'empiéter sur la vie privée d'un individu en écoutant ses conversations téléphoniques?

[Text]

Commissioner Higgitt: In so far as my understanding of law goes, there is nothing in the Criminal Code that even deals with the subject.

Mr. McGrath: Then it is not illegal. In other words, I can put anything I want on Hogarth's phone to listen to his conversations.

Mr. Hogarth: Any time you want.

Mr. McGrath: It would be a waste of time.

An hon. Member: It is no use trying to teach you anything.

The Chairman: Order, please.

Commissioner Higgitt: As far as I am aware, there is nothing in the Criminal Code which even deals with the subject. Your hypothetical question might involve some other type of illegality. You might for example have to break into Mr. Hogarth's house or office to do this which might well be a criminal offence, I could not say. But the Criminal Code does not, in so far as I am aware, have anything in it that deals with wiretapping. As a matter of fact I am positive there is not.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Yes.

Mr. Benjamin: You have already said before the Committee that we have had no evidence submitted to you or the Clerk or anyone else to support these allegations. I believe the witnesses have no evidence in support of these allegations. We have been running around all over the place this morning. Unless this Committee is going to take the initiative and call witnesses and call upon Bell Canada through the Speaker to check circuitry, unless we are going to start doing something like that, I suggest that we just quit all this nonsense because there is nothing to support the allegations that I have heard. Let us forget the whole damn thing.

Mr. Jerome: On that point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Jerome.

Mr. Jerome: I feel exactly the same way. I think I began to express that point of view at the beginning of the meeting and I have not in any way tried to interfere with the questioning of these witnesses this morning. I think, with all respect, that although all the questions were genuine and sincere they have shown us that this kind of process could be a very conversational and interesting kind of thing to do but we could go on forever and ever and ever. We could call people from every department. We could say "Will you tell us about the security in your department and will you tell us what you know about electronic eavesdropping and tell us what is possible and what is not possible and what can be detected and what cannot be detected?" We could go on like that forever and chase our tail for three or four sessions.

The fact of the matter is that unless we are prepared to start with somebody who will say "Yes, there is evidence that this was done on such and such an occasion and here is the evidence to work from" we cannot begin what I would consider to be a sensible investigation. Short of that, we could go on in this vein forever without ever getting anywhere.

Mr. Benjamin is absolutely right. We should call the people who have put forward the allegations and say "Now look if you have any information that can get us started on something, give it to us and then we can see whether there is something to it or not."

[Interpretation]

M. Higgitt: Pour autant que je le sache, il n'y a rien dans le Code criminel à ce sujet.

M. McGrath: Cela n'est donc pas illégal. En d'autres termes, rien ne m'empêche de me brancher sur le téléphone de M. Hogarth et d'écouter ses conversations.

M. Hogarth: Quand vous voudrez.

M. McGrath: Ce serait une perte de temps.

Une voix: Il ne sert à rien de vouloir vous faire la leçon.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Higgitt: Pour autant que je sache, il n'y a rien dans le Code criminel qui vise cette question. Dans l'hypothèse que vous évoquez, il pourrait exister d'autres délits. Par exemple, vous pourriez avoir à pénétrer par effraction dans la maison ou le bureau de M. Hogarth pour brancher la table d'écoute, ce qui constituerait probablement un délit criminel. Mais le Code criminel ne contient rien, pour autant que je sache, qui vise l'écoute téléphonique. En fait, j'en suis certain.

M. Benjamin: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Oui.

M. Benjamin: Vous avez déjà déclaré au comité qu'aucune preuve n'avait été présentée à vous, au greffier ou à quiconque à l'appui de ces allégations et je crois que les témoins n'en possèdent pas non plus. Nous ne faisons que tourner en rond ce matin. A moins que le comité prenne l'initiative de convoquer des témoins et demande à Bell Canada, par l'intermédiaire de l'Orateur, de vérifier les circuits, à moins que nous fassions quelque chose de ce genre, j'estime que nous pouvons tout aussi bien en rester là, car je n'ai rien entendu qui prouve la véracité de ces allégations. Laissons tomber toute cette fichue affaire.

M. Jerome: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Jerome.

M. Jerome: Je pense exactement la même chose. J'ai commencé à exprimer ce point de vue au début de la réunion et je n'ai en aucune façon essayé d'interrompre le déroulement de l'interrogatoire ce matin. Sans vouloir offenser personne, je pense que, bien que toutes les questions posées aient été sincères, elles ont montré que ces discussions sont très intéressantes et tout mais qu'elles n'aboutiront jamais à rien. Nous pourrions convoquer des témoins de tous les ministères. Nous pourrions leur demander de nous parler des mesures de sécurité dans leur ministère, de nous dire ce qu'ils savent de l'écoute électronique, ce qui est possible et ce qui ne l'est pas et ce qui peut être détecté et ce qui ne peut pas l'être. Nous pourrions continuer comme cela pendant longtemps et tourner en rond pendant trois ou quatre séances.

La clé de toute l'affaire c'est que tant que nous n'aurons personne qui vienne nous dire «Oui, il y a des preuves que la chose s'est produite en telle ou telle occasion et en voici la preuve» nous ne pouvons pas lancer une enquête qui ait des chances d'aboutir. Sinon, nous pourrions continuer éternellement sans jamais aboutir à rien.

M. Benjamin a tout à fait raison. Nous devrions convoquer les auteurs de ces allégations et leur dire «Si vous possédez des renseignements qui nous permettent d'ouvrir une enquête, communiquez-les nous et nous verrons s'ils sont fondés.»

[Texte]

The Chairman: Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I would draw the Committee's attention to Mr. Nielsen's remarks on March 13, page 746 in response to the Prime Minister's statement. He says:

• 1110

It is all very well for the Prime Minister to stand in his place and say to an hon. member who raises such a question that it is the member's clear responsibility to advance evidence, either to himself or to other members of the government, for the purpose of investigation or remedial action. But, Sir, what would happen if that were done?

Then I said:

Better fish or cut bait.

Mr. Nielsen: I did not hear the interjection by the hon. member for New Westminster.

Mr. Hogarth: Fish or cut bait.

Mr. Nielsen: It is all very well for members opposite and for the Prime Minister to say that it is the clear responsibility of a member to adduce evidence. However, were that to be done . . .

Mr. Stafford: Four years ago you said that a hundred times.

Mr. Nielsen: . . . were that to be done the source of information, if it were a government source, would be fired, and fired immediately, and the Prime Minister knows that. He would dearly love to know the source of the leakage of the Gray report and the source of the leakage of documents concerning the Department of Indian Affairs and Northern Development, but if that source were to be disclosed it would mean the immediate dismissal of that civil servant.

The most important thing, Mr. Chairman, is the remark that follows:

I do not accept the Prime Minister's assurance that these practices are not being followed because my source is much too highly placed to be wrong.

We should have Mr. Nielsen here and we should find out what that source is and we should examine that source and determine exactly what is taking place. It is quite obvious that there is nothing in the Department of the Solicitor General.

Mr. Forrestall: Would you be prepared to accept the responsibility for protecting that source of information?

Mr. Hogarth: I do not think that problem is before the Committee until we hear the source of information and we give him what protection we can if the Committee so desires.

Mr. Forrestall: I think, Mr. Hogarth, it is a very, very real problem and we do have some responsibility in connection with the reference that is in front of us. I do not think, Mr. Chairman, it should be dealt with quite as lightly as one or two of the members would seem to think we can this morning. I wonder if perhaps the best procedure would be to let the Agriculture Committee take over and perhaps have a steering committee meeting.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Monsieur le président, j'aimerais attirer l'attention du comité sur les remarques faites par M. Nielsen le 13 mars et qui se trouvent à la page 746 dans la réponse à la déclaration du premier ministre. Il a dit:

Le Premier ministre peut très bien déclarer au député qui soulève ces questions que c'est à lui seul qu'il incombe d'avancer des preuves aux fins d'une enquête ou afin que les mesures qui s'imposent soient prises, mais, monsieur l'Orateur, qu'arriverait-il alors? Ensuite, j'ai dit:

Vous feriez mieux d'agir ou de vous retirer.

M. Nielsen: Je n'ai pas entendu l'intervention du député de New Westminster.

M. Hogarth: Agissez ou retirez-vous.

M. Nielsen: Il est facile aux députés et au Premier ministre de soutenir qu'un député a vraiment la responsabilité de produire des preuves. Toutefois, s'il le faisait . . .

M. Stafford: Vous l'avez répété une centaine de fois il y a quatre ans.

M. Nielsen: . . . s'il le faisait, l'informateur—s'il faisait partie du gouvernement—serait congédié immédiatement, ce que le Premier ministre sait. Rien ne lui plairait autant que de connaître l'auteur de la fuite du rapport Gray ainsi que des documents concernant le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, mais si on le lui faisait connaître, ce fonctionnaire de l'État serait renvoyé immédiatement.

La chose la plus importante, monsieur le président, est la remarque qui suit:

Je ne crois pas le Premier ministre lorsqu'il nous assure que de telles pratiques n'existent pas, car mes renseignements sont pris à trop bonne source pour que je fasse erreur.

Il serait bon de demander à M. Nielsen quelle est cette source pour savoir exactement ce qui se passe. Évidemment, il n'y a rien dans le ministère de Solliciteur Général.

M. Forrestall: Est-ce que vous êtes prêt à assumer la responsabilité pour produire cette source d'information?

M. Hogarth: Je pense que ce problème se posera seulement lorsque le Comité entendra la personne en question et si le Comité décide de la protéger.

M. Forrestall: À mon avis, monsieur Hogarth, c'est un problème très réel et nous y avons une certaine responsabilité. Je ne pense pas, monsieur le président, que nous puissions agir à la légère comme un ou deux députés parmi nous voudraient le faire ce matin. Il serait peut-être bon de libérer la salle pour le Comité de l'Agriculture et avoir une réunion de notre Comité directeur.

[Text]

Mr. Hogarth: I have not finished my remarks. I only say that the protection of the public servant is something that this Committee should give consideration to at the time the witness appears if he is a public servant. The point is that this matter and these allegations are far too serious to be concerned with that subject at this time. We must get to Mr. Nielsen and get to the sources of his information because this cannot be left dangling before the public as though it exists.

The Chairman: I think the request was very well put by Mr. Jerome. I think it would be appropriate if you left the matter to the steering committee. We could meet this afternoon to decide on the way to proceed. Would it be agreed that we adjourn and you give authorization to the steering committee to decide what the next step should be?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I would like to thank the two witnesses, Mr. Côté and Commissioner Higgitt.

Commissioner Higgitt: We were very pleased to be here.

[Interpretation]

M. Hogarth: Je n'ai pas encore terminé. Je dis seulement que le Comité devrait penser à la possibilité de protéger le fonctionnaire en question lorsqu'il viendra témoigner devant nous, s'il s'agit réellement d'un fonctionnaire. Il s'agit d'une question beaucoup trop sérieuse pour agir à la légère. Nous devons demander à M. Nielsen quelle est sa source d'information car nous ne pouvons pas en rester là.

Le président: Je crois que M. Jérôme a très bien exprimé la chose. Je crois qu'il serait bon que vous laissiez cette question au Comité directeur. Nous pourrions nous réunir cet après-midi pour décider de la procédure à suivre. Est-ce que vous êtes d'accord pour ajourner cette séance et donner mandat au Comité directeur de décider de mesures à prendre?

Des voix: D'accord.

Le président: Je remercie les deux témoins, monsieur Côté et monsieur Higgitt.

M. Higgitt: C'était un plaisir pour nous.

Tuesday, April 25, 1972

Le mardi 25 avril 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Président: M. Ovide Laflamme

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Privileges and Elections

Privilèges et élections

RESPECTING:

The allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House

CONCERNANT:

Les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Quatrième session de la

Twenty-eighth Parliament, 1972

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme
Vice-Chairman: Mr. Murray McBride

Messrs.

Benjamin	Hogarth
Cyr	Howe
Forest	Jerome
Forrestall	Loiselle
Fortin	Marceau

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme
Vice-président: M. Murray McBride

Messieurs

McGrath	Schumacher
Paproski	Thomas (<i>Maisonneuve</i>)
Peddle	Yanakis—(20).
Peters	
Portelance	

Quorum (11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)
On Tuesday, April 25, 1972:

Mr. Cyr replaced Mr. Breau;
Mr. Loiselle replaced Mr. LeBlanc (*Rimouski*);
Mr. Yanakis replaced Mr. Breau.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement
Le mardi 25 avril 1972:

M. Cyr remplace M. Breau;
M. Loiselle remplace M. LeBlanc (*Rimouski*);
M. Yanakis remplace M. Breau.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, April 25, 1972.

(4)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 11.31 a.m. The Chairman, Mr. Ovide Laflamme, presided.

Members present: Messrs. Benjamin, Cyr, Forest, Hogarth, Laflamme, Loiselle, McBride, McGrath, Paproski, Portelance, Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis.—(12)

In attendance: Messrs. Hales and Korchinski, M.P.'s.

The Chairman presented the Second Report of the *Subcommittee on Agenda and Procedure* which reads as follows:

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

SECOND REPORT

Pursuant to the order given by the Committee on Thursday, April 20, 1972, your Subcommittee met that same afternoon to decide the future order of business and recommends as follows:

1. That the Committee meet on Tuesday, May 25, 1972, at 11.00 a.m.

2. That Messrs. Hales, Korchinski, Nielsen and Pringle, M.P.'s, be invited to appear before the Committee to substantiate the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

Respectfully submitted,

OVIDE LAFLAMME

Chairman

On motion of Mr. McBride,

Resolved:—that the Second Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be adopted as read.

Then the Chairman invited Mr. Hales to make a brief opening statement before answering questions thereon.

The questioning completed Mr. Hales withdrew and Mr. Korchinski made a brief opening statement and answered questions.

The questioning continuing, at 12.36 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité
Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 25 avril 1972

(4)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 11 h 31 sous la présidence de M. Ovide Laflamme.

Députés présents: MM. Benjamin, Cyr, Forest, Hogarth, Laflamme, Loiselle, McBride, McGrath, Paproski, Portelance, Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis.—(12)

Autres députés présents: MM. Hales et Korchinski.

Le président présente le deuxième rapport du *sous-comité du programme et de la procédure* qui se lit comme suit:

Le sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à l'Ordre de renvoi qu'a reçu le jeudi 20 avril 1972, votre sous-comité s'est réuni l'après-midi même pour établir l'ordre du jour et fait les recommandations suivantes:

1. Que le Comité se réunisse le mardi 25 mai 1972, à 11 h du matin.

2. Que les députés Hales, Korchinski, Nielsen et Pringle soient invités à venir témoigner devant le Comité pour prouver le bien-fondé des allégations concernant les tables d'écoute et l'ouverture du courrier des députés de cette Chambre.

Respectueusement soumis,

Le président

OVIDE LAFLAMME

Sur proposition de M. McBride, il est

décidé que le deuxième rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté tel que lu.

Le président invite ensuite M. Hales à faire une brève déclaration préliminaire avant de répondre aux questions.

A la fin de la période de questions, M. Hales se retire et M. Korchinski fait une brève déclaration préliminaire et répond ensuite aux questions.

Au cours de la période de questions, à 12 h 36 de l'après-midi, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(Recorded by Electronics Apparatus)

Tuesday, April 25, 1972.

• 1132

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see that we have a quorum now. At the adjournment of the last meeting last Thursday, your Committee recommended that the steering committee meet to decide the next steps to take. On Thursday afternoon, in my office, we did have a meeting of the steering committee. I present to you the second report of your steering committee to be approved.

(See *Minutes of Proceedings*)

If I receive a motion that this second report is approved, I will read the letters that have been sent.

Mr. McBride: I move that this second report be approved. Motion agreed to.

The Chairman: Following these recommendations of your subcommittee through our Clerk, we did send precisely the same letter, one copy of which I want to read, to the four named M.P.'s; Mr. Hales, Mr. Korchinski, Mr. Nielsen and Mr. Pringle. They are dated April 21, 1972. This one is written to Mr. Nielsen, M.P.:

Dear Mr. Nielsen:

Mr. Ovide Laflamme, the Chairman of the Standing Committee on Privileges and Elections, has asked me to invite you to appear before the Committee to substantiate the allegations concerning wiretapping and opening of mail of members of this House and to furnish to members of the said Committee all information and proof in support of the said allegations.

This meeting will be held on Tuesday, April 25, 1972 at 11.00 a.m. in Room 269 West Block.

The Subcommittee on Agenda and Procedure is prepared to recommend to the Committee that the meeting be held *In Camera* for the protection of your source or sources, should you request it.

If the above mentioned date or time is not suitable, would you please indicate the nearest possible date on which you will be able to appear.

An answer by Monday April 24, 1972 would be appreciated in this regard.

• 1135

The same letters have been sent to the other three M.P.s. In answer to this invitation we received phone calls from Mr. Hales and Mr. Korchinski saying that they would attend the meeting. In fact, I see that Mr. Hales and Mr. Korchinski are here.

I did, in fact, receive another letter from Mr. Pringle, the original of which I want to read. It is addressed to Mr. Marleau in answer to the previous letter already read.

Dear Mr. Marleau,

I wish to acknowledge your letter of April 21, but am somewhat confused by the request. I made no allegations regarding wiretapping and opening of mail as, in fact, I have grave doubts that there is a basis for the allegations made by Mr. Erik Nielsen in the House of Commons. His allegations are duly recorded in Hansard.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le 25 avril 1972.

[Interpretation]

Le président: Messieurs, je crois que nous avons maintenant le quorum. A la fin de notre dernière réunion mardi, le comité a recommandé que le Comité directeur se réunisse et décide de la procédure à suivre. Le Comité directeur s'est réuni jeudi dans mon bureau. Je soumetts à votre approbation le deuxième rapport du Comité directeur.

(Voir procès-verbal)

Si une motion est déposée approuvant ce deuxième rapport, je lirais les lettres que nous avons envoyées.

M. McBride: Je propose que ce deuxième rapport soit approuvé. Motion adoptée.

Le président: A la suite de recommandations du sous-comité, le greffier a fait parvenir des lettres identiques, dont je vais vous lire une copie, aux quatre députés suivants: MM. Hales, Korchinski, Nielsen et Pringle. Elles sont datées du 21 avril 1972. Celle dont je vais vous lire la copie est adressée à M. Nielsen, député:

Cher monsieur Nielsen,

M. Ovide Laflamme, président du comité permanent des privilèges et élections, m'a demandé de vous inviter à comparaître devant le comité pour établir le bien-fondé des allégations au sujet des tables d'écoute et de l'ouverture du courrier des députés de la Chambre et pour fournir aux membres dudit comité, tous les renseignements et toutes les preuves à l'appui de ces allégations.

Cette séance aura lieu le mardi 25 avril 1972 à 11 heures, dans la pièce 269 de l'Édifice de l'Ouest.

Le sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure accepterait de recommander le huis clos pour cette séance, afin de protéger l'anonymat de votre ou de vos informateurs si vous le désirez.

Si la date ou l'heure ci-dessus mentionnées ne vous conviennent pas, veuillez nous faire savoir la date la plus rapprochée à laquelle vous pourriez comparaître.

Nous vous serions reconnaissants de nous donner votre réponse d'ici le lundi 24 avril 1972.

Des lettres identiques ont été envoyées aux trois autres députés.

En réponse à ces invitations, nous avons reçu des coups de téléphone de M. Hales et de M. Korchinski disant qu'ils assisteraient à la réunion. En fait, je vois que MM. Hales et Korchinski sont présents.

J'ai reçu, en fait, une autre lettre de M. Pringle, dont je veux vous lire l'original. Elle est adressée à M. Marleau, en réponse à la lettre précédente que j'ai lue.

Cher monsieur Marleau,

J'accuse réception de votre lettre du 21 avril, mais cette demande me dérouté quelque peu. Je n'ai fait aucune allégation concernant les tables d'écoute et l'ouverture de courrier et je doute beaucoup, en fait, que les allégations faites par M. Erik Nielsen à la Chambre des communes soient fondées. Ses allégations figurent dûment dans le Hansard.

[Texte]

It is for this reason that I requested unanimous consent of the House to move that Mr. Nielsen be required to appear before the Standing Committee on Privileges and Elections to give him the opportunity to prove the allegations he made and which I consider to be exceptionally serious.

I see no reason why the meeting should be held In Camera, as the allegations were made in the House of Commons in front of the press gallery and should be defended in public.

Unfortunately, I will be in my riding April 25 but I am sure the members of the committee are completely informed with regard to the seriousness of the situation and it is my hope that they will demand that the mystery civil servant who allegedly gave information to Mr. Nielsen will be produced by him. It is my understanding that the Prime Minister has already given his assurance that the public servant's job will not be in jeopardy as a result of his appearance.

Yours very truly,

M. E. (Jerry) Pringle, M.P.
Fraser Valley East

I received this letter through the Clerk on April 21, 1972:

Dear Mr. Marleau,

This will acknowledge and thank you for your letter of April 21.

Mr. Nielsen is not expected back in Ottawa until Wednesday, April 26 at which time, you may be sure, I will draw your letter to his attention.

Yours truly,

(Miss) D. M. Kelly
Secretary to Erik Nielsen, M.P.

We are in the hands of the members of the Committee.

Usually when the proposed witnesses appear to be members of the House of Commons the only way to proceed is by way of invitation. We did send a letter inviting the concerned M.P.s to present themselves and to appear before the Committee if they wish to do so.

We have here Mr. Hales and Mr. Korchinski. I suspect that maybe it will be up to the members of the Committee to decide whether they want to ask questions or if these two gentlemen, our colleagues, want to make a statement or to give evidence before the members of the Committee. It is for them to decide. However, while they are here I think it should be appropriate to invite Mr. Hales and Mr. Korchinski, if they want to, to take their places beside me at the table.

On behalf of the members of the Committee, I want to thank you, Mr. Korchinski and Mr. Hales. I just would like to know if, in answer to our request or invitation, if you have anything to add to the statement you made in the House and if you want to make yourself available to the questions of the M.P.s regarding the serious matter you have already raised in the House. Mr. Hales first.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman. I will be ready and willing to answer any questions that the Committee might wish to ask.

• 1140

In order to bring the Committee up to date, I might say that on March 14, at about 1.45 p.m., Mr. Dunbar, Assistant

[Interprétation]

C'est pour cette raison que j'ai proposé que la Chambre demande à l'unanimité à M. Nielsen de comparaître devant le Comité permanent des privilèges et élections afin qu'il ait la possibilité de prouver la véracité de ses allégations que je considère comme étant exceptionnellement graves.

Je ne vois aucune raison pour que cette séance ait lieu à huis clos, étant donné que ces allégations ont été faites à la Chambre des communes devant la Galerie de la Presse et devraient par conséquent être justifiées en public.

Malheureusement, je me trouverai dans ma circonscription le 25 avril. Cependant je suis sûr que les membres du Comité ont été totalement informés de la gravité de la situation et j'espère qu'ils demanderont que M. Nielsen révèle l'identité du mystérieux fonctionnaire qui l'a soi-disant informé. Je crois savoir que le premier ministre a déjà donné l'assurance que ce fonctionnaire ne perdrait pas son emploi à la suite de sa comparution.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués,

M. E. Pringle, député
Fraser Valley East

Le 21 avril 1972, j'ai reçu, par l'intermédiaire du greffier, la lettre suivante:

Cher monsieur Marleau,

J'accuse réception et vous remercie de votre lettre du 21 avril.

M. Nielsen n'est pas attendu à Ottawa avant le mercredi 26 avril et vous pouvez compter que je lui communiquerai votre lettre à son retour.

Veillez agréer, cher monsieur Marleau, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

M^{lle} D. M. Kelly
Secrétaire de M. Erik Nielsen, député.

Je m'en remets aux membres du Comité.

Généralement, lorsque le témoin proposé est un membre de la Chambre des communes, la seule procédure acceptable est de lui adresser une invitation. Nous avons envoyé une lettre invitant les députés concernés à se présenter et à comparaître devant le Comité s'ils le souhaitent.

Nous avons ici MM. Hales et Korchinski. Il appartient aux membres du Comité de décider s'ils veulent poser des questions, ou si ces deux messieurs, qui sont nos collègues, veulent faire une déclaration ou témoigner devant les membres du Comité. La décision leur appartient. Toutefois, puisqu'ils sont ici, je pense qu'il convient d'inviter MM. Hales et Korchinski, s'ils le souhaitent, à prendre place à la table à côté de moi.

Au nom des membres du Comité, je tiens à vous remercier, monsieur Korchinski et monsieur Hales. Je veux simplement vous demander, en réponse à notre demande ou invitation, si vous avez quelque chose à ajouter à la déclaration que vous avez faite à la Chambre et si vous êtes prêts à répondre aux questions des députés concernant cette affaire très grave que vous avez soulevée à la Chambre. Monsieur Hales, vous avez la parole.

M. Hales: Je vous remercie, monsieur le président. Je suis disposé à répondre à toutes les questions que les membres du Comité voudront me poser.

Pour remettre le comité aux faits, je pourrais dire que le 4 mars, vers 1h45 de l'après-midi, M. Dunbar, maître de

[Text]

Postmaster of the West Block Post Office, delivered to me by hand the letter that I have with me. He advised me that the name A. D. Hales, M.P., was written on there by himself. The letter was addressed to the Chairman of the Public Accounts Committee, Parliament Buildings, Ottawa, Ontario. It has the sender's return address in the top lefthand corner: Mr. Busgang, 588 Smart Avenue, Côte St. Luc, Montreal, 267. It has OHMS on there which appears to be a rubber stamp. I do not know who put that on. Down in the lower right-hand corner someone has written on it, 105-S West Block. The letter was delivered to me opened. Apparently it was opened by a letter opener and then sealed with a piece of scotch tape about one and one half inches in length. It was in this form that it was delivered to me.

That is the situation, Mr. Chairman. I do not think what was in the letter is of any great significance. It might be something very confidential; on the other hand, it might be something of a routine nature. The fact is that the letter was opened and I think it is up to this Committee to find out whether it was opened deliberately or whether it was opened in error. If it was opened in error, then that person should have put a note in there stating the circumstances under which it was opened, perhaps apologizing and then should have delivered it to me. There was no explanation in the letter leaving it open to suspicion as to why it was opened. I leave it with you, Mr. Chairman, and members of the Committee to investigate who opened the letter, why it was opened, and who wrote on the letter 105-S West Block.

I do not think there is any such address as 105-S West Block. There is 105-S Centre Block which is Mr. Drury's office. Perhaps the Committee could inquire from that source who opened the letter.

The Chairman: Thank you, Mr. Hales.

Mr. Loiseau: Mr. Chairman, could I ask a question?

The Chairman: Yes, Mr. Loiseau.

Mr. Loiseau: Mr. Hales has just told us that he received a letter and the letter was opened. You did not mention nor I did not hear if you said that the letter was in the envelope when you received the envelope.

Mr. Hales: Yes. The complete contents were in the letter.

Mr. Loiseau: Could you tell the Committee or inform us if the letter was private or if it contained general comments since you are a member of a committee of the House.

Mr. Hales: The letter contained a covering letter from the sender, whose name and address I just gave, and also a couple of articles concerning the Auditor General's Office and the Public Service Commission. This was the content of the letter. I might say that this material had been sent to other people on Parliament Hill—at least four or five other people.

My point is not what the letter contains. It might have been very confidential—That is the point the Committee should deal with and not the contents of the letter.

Mr. Loiseau: I agree, Mr. Chairman, that the contents of that letter could have been very personal and private but in my many years in Parliament it has happened to me very often that some other offices have opened letters by mistake which were put in the wrong box. They were brought back and most of the time, with a note of explanation. I think the only thing lacking there is that the person or the secretary who opened that letter should have taken

[Interpretation]

poste adjoint de l'Édifice de l'Ouest m'a remis en main propre la lettre que j'ai ici. Il m'a informé que le nom «A. D. Hales, M. P.», avait été inscrit par lui. La lettre était adressé au président des comptes publics, Édifice du Parlement, Ottawa Ontario, l'adresse de l'envoyeur est inscrite en haut à gauche de l'enveloppe: «M. Busgang, 588 Smart Avenue, Côte St-Luc, Montréal 267.» Et il y a l'estampille OHMS qui semble avoir été imprimée avec un tampon en caoutchouc. Je ne sais qui l'a imprimée. En bas à droite, de l'enveloppe, quelqu'un a écrit: «105-S West Block». La lettre était ouverte quand elle m'a été remise. Il semble qu'elle ait été ouverte avec un coupe-papier puis refermée avec un morceau de ruban adhésif d'environ 1 pouce et demi de long. C'est ainsi qu'elle m'a été livrée.

Telle est la situation, monsieur le président. Je n'estime pas le contenu de l'enveloppe d'une grande importance. Cela pouvait être de nature très confidentielle ou simplement de caractère routinier. Le fait est que la lettre était ouverte et j'estime qu'il appartient au Comité de découvrir si elle a été ouverte délibérément ou par inadvertance. Si elle a été ouverte par erreur, la personne responsable devait l'indiquer par une note et en donner les circonstances, s'excuser au besoin, puis me la remettre. Il n'y a pas un mot d'explication sur la lettre, soulevant ainsi des doutes au sujet de la raison pour laquelle elle a été ouverte. Je m'en remets à vous, monsieur le président, et messieurs du comité pour découvrir qui a ouvert la lettre, pourquoi elle a été ouverte et qui a inscrit sur l'enveloppe «105-S West Block».

Je ne crois pas qu'une telle adresse existe. Il y a un 105-F au bloc du centre c'est le bureau de M. Drury. Peut-être le comité pourrait se renseigner et savoir qui a ouvert la lettre

Le président: Merci, monsieur Hales.

M. Loiseau: Monsieur le président, puis-je poser une question?

Le président: Oui, monsieur Loiseau.

M. Loiseau: Monsieur Hales vient de nous dire qu'il a reçu une lettre et que la lettre était ouverte, vous n'avez pas mentionnée, ou ne l'ai-je pas entendu, si la lettre était dans l'enveloppe quand vous avez reçu celle-ci.

M. Hales: Oui, tout était dans la lettre

M. Loiseau: Pourriez-vous dire au comité ou nous informer si la lettre était personnelle ou si elle renfermait des observations générales, puisque vous être membre d'un comité de la Chambre.

M. Hales: La lettre contenait une lettre de couverture de l'envoyeur dont le nom et l'adresse viennent de vous être mentionnés et quelques articles concernant le bureau de l'auditeur général et la Commission de la Fonction publique. C'était le contenu de la lettre. Je pourrais ajouter que ces documents avaient aussi été envoyés à d'autres personnes au Parlement, au moins quatre ou cinq personnes.

Il n'est pas question du contenu de la lettre. Cela aurait pu être de nature très confidentielle. C'est le fait qui doit retenir l'attention du comité et non le contenu de la lettre.

M. Loiseau: Je suis d'accord, monsieur le président, que le contenu de cette lettre pouvait être et personnel et privé mais au cours de mes nombreuses années au Parlement, il m'est souvent arrivé d'autres bureaux des lettres ouvertes par erreur et déposées dans une autre boîte. Elles me parvenaient la plupart du temps avec un mot d'explication. Je crois que la faute vient du fait que la personne ou secrétaire qui a ouvert la lettre aurait dû l'apporter à votre

[Texte]

it back to your office saying, "Well, it has been opened by error by our office. It was not our mail, we did not check the name". I do not think it was really for the purpose of seeing what was in your mail and things like that. It must be a mistake and the only problem is that the person who opened that letter should have taken the time to identify himself with a note of explanation.

• 1145

The Chairman: Before going to Mr. McBride, I just would like to add to what Mr. Hales has said. He was good enough to send me a photostat copy of this letter that was inside the envelope. Copies of the said letter have been sent to the Prime Minister; to Mr. Stanfield; to Mr. David Lewis; to Mr. G. W. Baldwin; and, to Mr. Charles Drury, Chairman, Treasury Board, Chairman of the Public Accounts Committee.

Mr. McBride:

Mr. McBride: Thank you, Mr. Chairman. Through you, Mr. Chairman, to Mr. Hales, have you had this happen frequently before, Mr. Hales?

Mr. Hales: No.

Mr. McBride: Ever before?

Mr. Hales: Yes.

Mr. McBride: Should the Committee conclude that you feel that there is some connection between this incident and the position you hold as Chairman of the rather well-publicized Public Accounts Committee.

Mr. Hales: Mr. McBride, may I answer your question this way. In view of the fact that it was addressed to me as Chairman of that Committee; in view of the particular work that the Committee was doing at that particular time; and, in view of the fact that there was no enclosure stating that the letter was opened in error, one has only one alternative left really. That is to suspect that it was opened purposely. If there had been some enclosure with it saying that it was a mistake, then that would have taken care of the whole problem.

Mr. McBride: Mr. Chairman, if I understood you rightly, you just read out that the letter was in fact addressed to Charles Drury, the Chairman of the Public Accounts Committee.

Mr. Hales: No.

The Chairman: The letter is addressed, and it is written by hand, 'The Chairman of the Public Accounts Committee, Ottawa, Ontario,' without mentioning any name. But at the end of the letter it is marked: enclosures, c.c.s. to: the honourable P. E. Trudeau, Prime Minister of Canada; Hon. R. Stanfield, Leader of the Opposition; Hon. David Lewis, Leader of the NDP; Mr. G.E.D. Baldwin, Conservative House Leader, Mr. Charles Drury, Chairman, Treasury Board, Chairman of the Public Accounts Committee.

Mr. McBride: But the envelope does not carry on it the same words that you just read out now concerning Mr. Drury.

The Chairman: On the front of the envelope just placed on the table by Mr. Hales, it is marked: Chairman of the Public Accounts Committee, Parliament Buildings, Ottawa, Ontario. To the left, there is the hand writing of the sender but I cannot read it.

[Interprétation]

bureau en déclarant l'avoir ouverte par erreur; ne faisant pas partie de leur courrier, ils n'ont pas vérifié le nom. Je ne crois pas qu'on ait voulu vérifier le contenu de votre courrier. Il doit s'agir d'une erreur et le seul problème, c'est que la personne qui a ouvert cette lettre aurait dû prendre le temps de se faire connaître en y inscrivant un mot d'explication.

Le président: Avant de passer à M. McBride, j'aimerais simplement ajouter quelques mots à ce que M. Hales a dit. Il a eu l'obligeance de m'adresser une photocopie de la lettre qui se trouvait dans l'enveloppe. Des exemplaires de la dite lettre ont été adressés au premier ministre, à M. Stanfield, à M. David Lewis, à M. G. W. Baldwin et à M. Charles Drury, président du Conseil du trésor et président du comité des Comptes publics.

Monsieur McBride.

M. McBride: Merci, monsieur le président. J'aimerais, monsieur le président, par votre entremise, demander à M. Hales, si cela lui est déjà arrivé souvent?

M. Hales: Non.

M. McBride: Est-ce que cela ne vous est jamais arrivé?

M. Hales: Oui.

M. McBride: Est-ce que le Comité doit conclure que vous avez l'impression qu'il y a quelque rapport entre cet incident et votre poste de président du comité des Comptes publics dont la renommée est plutôt étendue.

M. Hales: Monsieur McBride, puis-je répondre ainsi à votre question. Étant donné que la lettre m'était adressée comme président de ce Comité, étant donné le travail particulier que le Comité effectuait à cette époque et, étant donné le fait qu'il n'y avait aucune déclaration indiquant que la lettre avait été ouverte par erreur il n'y a plus qu'une chose à penser, l'enveloppe a été ouverte délibérément. S'il y avait eu un mot d'explication indiquant que c'était une erreur, cela aurait réglé tout le problème.

M. McBride: Monsieur le président, si j'ai bien compris, vous venez de dire que la lettre était en réalité adressée à Charles Drury, président du Comité des comptes publics.

M. Hales: Non.

Le président: La lettre est ainsi adressée à la main: «The Chairman of the Public Accounts Committee, Ottawa, Ontario», sans mention d'aucun nom. Mais à la fin de la lettre il y a cette inscription: «enclosures, c.c.s. to: the honourable P. E. Trudeau, Prime Minister of Canada; Hon. R. Stanfield, Leader of the Opposition; Hon. David Lewis, Leader of the NDP; M. G. E. D. Baldwin, Conservative House Leader, Mr. Charles Drury, Chairman, Treasury Board, Chairman of the Public Accounts Committee».

M. McBride: Mais l'enveloppe ne comporte pas les mêmes mots que ceux que vous venez de lire concernant M. Drury.

Le président: Sur l'enveloppe que M. Hales vient de déposer sur la table devant moi, est inscrit: "Chairman of Public Accounts Committee, Parliament Buildings, Ottawa, Ontario". A gauche se trouve l'écriture de l'envoyeur mais je ne peux la déchiffrer.

[Text]

Mr. McBride: Mr. Chairman, Mr. Hales has already stated that the room number on the envelope is in fact the office number of the President of the Treasury Board. Is that accurate?

Mr. Hales: Well, it is not exactly correct. It says 105-S, West Block, and that has been put on by someone unknown at the moment.

Mr. McBride: Mr. Drury's office is 105-South which is in the Centre Block.

Mr. Hales: Yes.

• 1150

Mr. McBride: I take out of all of this that you have your suspicions that there is some connection, not only between your position as Chairman of this Committee but also with the office of the President of the Treasury Board, in the opening of this letter.

Mr. Hales: No. Rather it signifies that somebody must have meant to send this letter to Mr. Drury's office when they wrote 105S West Block instead of saying Centre Block. I think it is up to the Committee to find out.

Mr. McBride: Have you made any enquiries at all about this?

Mr. Hales: No.

Mr. McBride: You raised it directly in the House and since then have had no further efforts.

Mr. Hales: I have made no further effort to track it down. I thought that was the work of the Committee when they had the facts.

Mr. McBride: So no one has gone to the office of the President of the Treasury Board to discuss this letter with any staff there.

Mr. Hales: Not to my knowledge.

Mr. McBride: Mr. Chairman, I assume that we are treating these subjects separately and Mr. Korchinski will be questioned separately at a later point. Is this so?

The Chairman: I believe so.

Mr. McBride: Yes, could you put my name down for Mr. Korchinski.

The Chairman: Thank you, Mr. McBride. Monsieur Cyr.

M. Cyr: Monsieur le président, j'aimerais poursuivre dans le même ordre d'idées. M. Hales nous a dit que cette lettre était datée du 14 mars et adressée au président du Comité des comptes publics, édifice du Parlement, sans que le nom de celui-ci n'y apparaisse. Il semble bien s'agir d'une lettre circulaire. Je puis dire, avant de poser mes questions, que comme député en 1964, j'ai reçu des lettres adressées à J. A. Cyr, édifice du Parlement, Ottawa qui étaient destinées au chef du cabinet de M. Teillet. J'ai aussi reçu quelquefois des lettres adressées à M. Alexander, member of Parliament et je les lui a retournées. M. Alexander a également reçu de mes lettres adressées à Alexander Cyr. Les lettres avaient été ouvertes par erreur par la secrétaire et on est venu me les porter. C'est une courtoisie des employés du bureau de poste que d'agir ainsi lorsqu'une erreur de la sorte se produit, surtout quand on songe aux milliers de lettres qui passent chaque semaine entre leurs mains. Personne n'est infallible et aucun employé ne soutiendra le contraire; je trouve délicat, et je tiens à le souligner de la part des employés du ministère des Postes, après avoir constaté qu'une lettre avait été ouverte, d'être allé la porter au destinataire en lui demandant: «Est-ce à vous?» Je suis certain que si un employé du ministère des Postes à la Chambre des communes avait

[Interpretation]

M. McBride: Monsieur le président, M. Hales a déjà déclaré que le numéro de la pièce inscrit sur l'enveloppe est en réalité le numéro du bureau du président du Conseil du trésor. Est-ce exact?

M. Hales: Ce n'est pas absolument exact. Il y est inscrit 105-S, Édifice de l'Ouest, et nous ne savons pas qui l'a inscrit.

M. McBride: Le bureau de M. Drury se trouve à la pièce 105-S de l'Édifice du centre?

M. Hales: Oui.

M. McBride: Ainsi, vous soupçonnez qu'il existe un rapport, non seulement entre votre poste de président du Comité, mais également comme président du Conseil du Trésor et cet incident de la lettre décachetée.

M. Hales: Cela signifie plutôt que quelqu'un a voulu envoyer cette lettre au bureau de M. Drury en y inscrivant 105-S édifice de l'Ouest au lieu d'édifice du Centre. Le Comité de se renseigner à ce sujet.

M. McBride: Avez-vous fait des enquêtes à ce sujet?

M. Hales: Non.

M. McBride: Vous l'avez soumise directement à la Chambre des communes et n'avez rien fait de plus?

M. Hales: Je n'ai rien fait de plus pour en dépister la source, j'estimais que c'était du ressort du Comité une fois mis au courant des faits.

M. McBride: Alors personne n'a pris la peine d'aller au bureau du président du Conseil du Trésor pour vous renseigner auprès de son personnel?

M. Hales: Pas que je sache.

M. McBride: Monsieur le président, je suppose que nous traiterons de ces questions séparément et que M. Korchinski sera interrogé séparément un peu plus tard, n'est-ce pas?

Le président: Je le pense.

M. McBride: Oui, pourriez-vous inscrire mon nom pour les questions à adresser à M. Korchinski?

Le président: Merci, monsieur McBride. Mr. Cyr.

Mr. Cyr: Mr. Chairman, I would like to follow on this line. Mr. Hales told us that this letter was dated March 14 and addressed to the Chairman of the Public Accounts Committee, Parliament Buildings, without his name being shown. It seems to me that it was a circular letter. I may add here, before asking my questions, that as a member of Parliament since 1964, I received letters addressed to J. A. Cyr, Parliament Buildings, Ottawa meant for Mr. Teillet, executive secretary. I also sometimes received letters addressed to Mr. Alexander, member of Parliament, and I referred them. Mr. Alexander also received letters addressed to me as Alexander Cyr. The secretary had opened the letters by mistake and they were delivered to me. The Post Office staff does this as a matter of courtesy when an error is made and one thinks of the thousands of letters that go through their hands each week. No one is infallible and no employee will pretend otherwise; I find it commendable, and I want to underline the fact, that employees from the Post Office, having realized that a letter was opened by mistake, delivers it to the addressee asking: "Is this yours?" I feel quite certain that if an employee from the Post Office in the House of Commons had simply returned this letter to the box without a word, the secretary would have opened the letter and no one

[Texte]

pris cette lettre et l'avait simplement retournée dans le casier sans en souffler mot, la secrétaire aurait ouvert la lettre et personne ne s'en serait aperçu. Comme je vous l'ai dit, il m'est arrivé plusieurs fois de recevoir des lettres adressées à M. Alexander ou que certaines de mes lettres aillent à un autre député. J'ai été chef de cabinet du ministre des Postes et nous avons souvent eu de ces plaintes au ministère au sujet de lettres mal adressées. Et la Loi sur les postes dit qu'elles peuvent retenir des lettres et, au lieu de retarder la livraison du courrier s'il y a un doute quelconque et qu'on veuille livrer la lettre, au lieu de l'envoyer au rebut ou dans un bureau de Montréal où elle sera scrutée à la loupe pendant un mois ou deux mois, consciencieusement, les employés du ministère des Postes peuvent me dire: «Nous irons chez M. Untel pour voir si cette lettre lui appartient ou non». Et puis, même si elle ne lui appartient pas, ils ont droit de l'ouvrir devant lui. «Si ce n'est pas à vous nous allons l'envoyer à un autre». Et, sans en lire le contenu, parce que le maître de poste est témoin, et qu'il est responsable de son travail. Et, dans un tel cas comme il le veut livrer la lettre le plus tôt possible pour donner un meilleur service.

• 1155

C'est pourquoi que je crois que nous devons louer la courtoisie de M. Dunbar d'être allé lui-même porter cette lettre à M. Hales parce que s'il l'avait mise dans la case postale du député ou du président du Comité permanent des comptes publics, cet incident aurait passé inaperçu. Même la secrétaire, n'aurait pas remarqué que cette lettre-là avait été ouverte.

Monsieur le président, vous avez mentionné que le nom de M. Hales n'était pas sur cette lettre, qu'elle était adressée au président; or les présidents, cela change assez régulièrement, comme les membres de n'importe quel comité; moi on vient de me nommer membre de ce comité-ci, le Comité permanent des privilèges et élections, mais, les employés du ministère des Postes ne peuvent pas être conscients de tous les changements qu'il peut y avoir, de tous les présidents ou vice-présidents des...

Le président: Je pense, monsieur Cyr, qu'à ce point-ci, c'est peut-être un peu prématuré parce qu'on entre dans la période des conclusions. Je voudrais savoir si vous avez des questions précises à poser à M. Hales.

M. Cyr: Non, là dessus, les questions que j'avais à poser il y a répondu.

Le président: Très bien.

M. Cyr: C'est plutôt une conclusion.

Le président: Monsieur Hogarth.

Mr. Hogarth: Mr. Hales, have you any reason to believe that as a member of Parliament or as Chairman of the Public Accounts Committee, which you serve so well, that there is a systematic tampering with your mail to obtain information coming through to you?

Mr. Hales: No, I have not.

Mr. Hogarth: I take it this was apart from the fact that all of us pretty well have had mail coming in that has been opened. This was an isolated incident that you felt you should draw to the attention of the House. Is that correct?

Mr. Hales: Yes. Also, I felt that it would be the responsibility of the Committee to find out if this letter was opened accidentally or on purpose. If it was opened accidentally or in error, then the public servant who did that should be taught a lesson in business etiquette and told that letters opened in error should have an explanation inserted. If it

[Interprétation]

would have noticed. As I said before, it happened many times to me to receive letters addressed to Mr. Alexander and, often, letters addressed to me often went to another member of Parliament. I was executive secretary to the Postmaster General and it often happened that we received some complaints about letters that were improperly addressed. The Post Office Act states that letters may be put aside and, instead of delaying delivery of mail, in case of doubt and if the letter is to be delivered, instead of being thrown away or sent to an office in Montreal where it will be thoroughly examined during a month or two, conscientious employees of the Post Office can argue that they will ask Mr. X whether this letter belongs to him or not. And even if it does not belong to him, they have the right to open it in his presence. "If it does not belong to you, we will send it to somebody else" and without reading it because the Postmaster is a witness and he is responsible for his work. And, in a case like that, he wants to deliver the letter as fast as possible in order to provide a better service.

This is why I believe that we should commend Mr. Dunbar's courtesy when he himself carried this letter to Mr.

Hales because if he had just deposited it in the mail box of the member or in that of the Chairman of the Public Accounts Committee, this incident would not have been noticed. Even the secretary would not have noticed that this letter had been opened.

Mr. Chairman, you mentioned that Mr. Hales' name was not on this letter, that it was only addressed to the Chairman. However, chairmen change fairly regularly as do the members of any Committee. I have just been appointed member of this Committee, the Standing Committee on Privileges and Elections, but employees of the Post Office Department cannot be aware of all the changes that are taking place, cannot know all the chairmen or vice-chairmen of the...

The Chairman: I think, Mr. Cyr, that at this stage this is a little bit premature because you are entering the conclusion period. I would like to know if you have specific questions to ask of Mr. Hales.

Mr. Cyr: No, on this point all my questions have been answered.

The Chairman: Very well.

Mr. Cyr: This is rather a conclusion.

The Chairman: Mr. Hogarth.

M. Hogarth: Monsieur Hales, avez-vous une raison de croire qu'en tant que membre du Parlement ou président du Comité des comptes publics, dont vous remplissez si bien les fonctions, qu'on surveille systématiquement votre courrier en vue d'obtenir des renseignements?

M. Hales: Non.

M. Hogarth: Je présume qu'en dehors du fait que nous recevons presque tous du courrier ouvert par inadvertance, vous vouliez attirer l'attention de la Chambre sur cet incident en particulier, n'est-ce pas?

M. Hales: Oui. J'estimais également que le Comité devait déterminer si cette lettre avait été ouverte accidentellement ou délibérément. Si elle a été ouverte accidentellement ou par erreur, le fonctionnaire responsable devra recevoir une leçon d'étiquette professionnelle et on devrait lui dire que les lettres ouvertes par erreur doivent être

[Text]

was opened deliberately then the Committee could take such steps as they saw fit.

Mr. Hogarth: Mr. Hales, with respect, I think the explanation is quite obvious. Certainly to have public servants come before the recipient of letters every time that they have been opened to try to find who the Chairman of the Public Accounts Committee was, does not seem to me to be necessary.

I would suggest, sir, that the reason why that letter was opened was it was not addressed to you. It was addressed to the Chairman of the Public Accounts Committee and somebody wanted to know exactly who he was. They opened the letter to find out if inside there was a more appropriate address. Now I, for instance, sent a letter to a constituent of mine with whom I have been corresponding on a much more serious matter I might suggest than that, and certainly it is quasi-confidential. I sent a letter to him and the envelope came back to me marked on the outside "moved" I believe the word is—so that the postman when he tried to present it to the recipient found out he was not there. He wrote "moved" on it and they sent it back to the sender. So when it came back it was obviously coming back to the Parliamentary Secretary of the Solicitor General. It would be very difficult for people sorting thousands of pieces of mail a day to start to run around looking at a list to see who the current Parliamentary Secretary to the Solicitor General was. The letter was opened to find out who had signed it and it appropriately came back to me from the Postmaster General. Certainly that is clearly the explanation. Now I would never think of bringing such an isolated incident to the whole House of Commons for complete investigation of police forces, et cetera. It seems to me to be somewhat absurd with the greatest respect to you, sir, who serve so well as a member of Parliament.

Mr. McGrath: May I ask a supplementary question?

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Do the chairmen of the committees of the House have a separate box?

Mr. Hales: Not that I know of. I have not.

Mr. McGrath: Would the mail addressed to the Chairman go to the Committees Branch or would it go to your office automatically?

• 1200

Mr. Hales: It goes to my box automatically. The odd one will go to the Clerk of the committee.

The point, nevertheless, is that the letter was opened and we do not know whether it was done deliberately or in error. In my opinion, that should be found out.

Mr. McBride: Mr. Chairman, may I ask one supplementary?

The Chairman: Yes, Mr. McBride.

Mr. McBride: Is it possible that the letter was opened, and I assume you have investigated this and therefore I raise it, Mr. Hales, by one of your own staff members, and upon examining the letter, came to the conclusion that it should in fact have gone to Bud Drury, President of the Treasury Board.

[Interpretation]

accompagnées d'un mot d'explication. Si la lettre a été ouverte de propos délibéré, le comité doit alors prendre les mesures qui s'imposent.

M. Hogarth: Monsieur Hales, je crois en toute déférence que l'explication est très simple. Il ne semble pas nécessaire de réprimander un fonctionnaire chaque fois qu'une lettre adressée à un destinataire a été ouverte pour savoir qui était président du Comité.

A mon avis, la lettre a été ouverte, parcequ'elle ne vous était pas adressée. Elle était adressée au président du Comité des comptes publics et quelqu'un a voulu savoir qui c'était. La lettre a été ouverte afin de s'assurer s'il n'y avait pas à l'intérieur une adresse précise. Ainsi, moi-même par exemple, j'ai envoyé une lettre à un de mes électeurs avec lequel j'échange une correspondance sur une question très grave et je dirais même quasi confidentielle. Je lui ai adressé une lettre qui m'a été retournée avec l'indication «déménagé»—c'est le mot employé il me semble—si bien que lorsque le facteur a voulu la livrer il a constaté que le destinataire n'était pas à cette adresse. Il a inscrit «déménagé» sur l'enveloppe et l'a retournée à l'envoyeur. Il était bien évident qu'elle était retournée au secrétaire parlementaire du Solliciteur général. Il serait très difficile pour ceux qui trient des milliers de lettres chaque jour d'entreprendre des recherches sur une liste afin de voir qui est l'actuel secrétaire parlementaire du Solliciteur général. La lettre a été ouverte afin de voir la signature de l'envoyeur et elle a été renvoyée au bureau du Maître de poste. Cette explication semble indéniable. Je ne songerais jamais à soumettre un cas isolé comme celui-ci à la Chambre des communes et à exiger une enquête de police, etc. Ce serait plutôt absurde, excusez-moi, monsieur, car vous êtes un député particulièrement consciencieux.

M. McGrath: Pourrais-je poser une question supplémentaire?

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Les présidents des comités de la Chambre ont-ils une boîte postale à ce titre?

M. Hales: Pas que je sache. Je n'en ai pas moi-même.

M. McGrath: Est-ce que le courrier adressé au président du Comité serait automatiquement envoyé à votre bureau?

M. Hales: Cela va automatiquement à ma boîte ou au greffier du Comité, ce qui est rare.

Il n'en reste pas moins que la lettre a été ouverte et que nous ne savons pas si cela a été fait délibérément ou par erreur. A mon avis, nous devons le savoir.

M. McBride: Monsieur le président, me permettez-vous une question supplémentaire?

Le président: Oui, monsieur McBride.

M. McBride: Est-il possible que la lettre ait été ouverte, et je présume que vous vous êtes renseigné à ce sujet, monsieur Hales, et c'est pourquoi j'en parle, par un membre de votre propre personnel et, l'ayant examinée, cette personne en aurait conclu qu'en réalité, cette lettre était adressée à M. Drury, président du Conseil du Trésor?

[Texte]

Mr. Hales: No, there is no such evidence whatsoever. The fact that it was posted in this condition in the West Block Post Office. It never was in my box at any time. It was delivered in person by the Postmaster in the West Block.

The Chairman: Mr. Forest.

Mr. Forest: Mr. Hales, you have already mentioned that you made no inquiries but when the Postmaster gave you the letter, did you not even ask him who had brought the letter back to the Post Office?

Mr. Hales: Oh, yes. I asked him for any information. He said he could not tell me anything other than that it was posted like this with scotch tape on it and all the other writing on it was just as it was posted, excepting that the Postmaster wrote my name on the bottom, and then brought it to me.

Mr. Forest: You do not know who had written 105-S. Was it somebody from the Postmaster's staff who had thought to send it to that address.

Mr. Hales: No, I do not know.

Mr. Forest: Perhaps it was an employee with the other chairmen or from Mr. Drury's office?

Mr. Hales: No. Once I raised the question and it was coming before the Committee, I took no further steps to investigate anything. I thought that it was the responsibility of the Committee.

Mr. Forest: I often have received letters addressed to Mr. Forrestall or Mr. Forget and I brought it back to them. That has happened some time.

Do you think that every time this happens that the Committee should hold an inquiry to find out who made such an error especially when a non-controversial letter is addressed to a chairman of a committee?

Mr. Paproski: That would all depend on which side of the House you were on.

Mr. Forest: I am asking a question of the witness.

Mr. Hales: I think, Mr. Chairman, it would depend on whether or not the letter was opened first. If it has been opened in error then it is only business courtesy to put a note in and say "opened in error" and send it back to the proper person. No such note was in this letter.

Mr. McGrath: May I ask a supplementary question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: What time did you receive the letter, Mr. Hales, and what was taking place in the Public Accounts Committee at the time?

Mr. Hales: I received it on March 14, approximately 1.45 p.m., delivered in person by the Postmaster of the West Block. The proceedings of the committee at the time were dealing with the controversial subject matter of the Auditor General.

[Interprétation]

M. Hales: Non, rien ne le prouve. Le fait qu'elle ait été mise à la poste en cet état au bureau de l'édifice de l'Ouest indique qu'elle n'est jamais passée par ma boîte postale. Elle a été livrée par le maître de poste du bureau de l'édifice de l'Ouest.

Le président: Monsieur Forest.

M. Forest: Monsieur Hales, vous avez déjà mentionné que vous n'avez fait aucune enquête mais, quand le maître de poste vous a remis la lettre, ne lui avez-vous-même pas demandé qui avait retourné la lettre au bureau de poste?

M. Hales: Si, je le lui ai demandé. Il a seulement pu me dire que la lettre avait été postée telle qu'elle, fermée par du ruban adhésif. Tout y était au moment où elle a été déposée, sauf mon nom que le maître de poste avait inscrit au bas de l'enveloppe avant de me l'apporter.

M. Forest: Vous ne savez pas qui a écrit 105-S? Est-ce que c'était un employé de la poste qui avait pensé l'envoyer à cette adresse?

M. Hales: Non, je n'en sais rien.

M. Forest: C'était peut-être un employé ayant servi un autre des présidents ou un membre du bureau de M. Drury?

M. Hales: Non. Après avoir soulevé la question et sachant que le Comité en serait saisi, je n'ai pas poursuivi plus avant mon enquête. J'estimais que c'était la responsabilité du Comité.

M. Forest: J'ai souvent reçu des lettres adressées à M. Forrestall ou à M. Forget et je les leur ai rendues. Cela s'est produit quelquefois.

Pensez-vous que chaque fois que cela se produit, le Comité doit lancer une enquête pour découvrir qui a commis l'erreur, surtout lorsqu'il s'agit d'une lettre ne soulevant aucune controverse et adressée au président d'un comité?

M. Paproski: Tout cela dépend de quel côté de la Chambre vous vous trouvez.

M. Forest: Je pose une question au témoin.

M. Hales: Monsieur le président, tout dépend si la lettre a d'abord été ouverte ou pas. Si elle a été ouverte par erreur, c'est une simple courtoisie que d'y ajouter une note pour expliquer qu'elle a été ouverte par erreur et la renvoyer à son destinataire. Aucune note de ce genre n'accompagnait cette lettre.

M. McGrath: Me permettez-vous une question supplémentaire, monsieur le président?

Le président: Oui, monsieur McGrath.

M. McGrath: A quelle heure avez-vous reçu la lettre, monsieur Hales, et qu'est-ce qui se passait au Comité des Comptes publics à ce moment-là?

M. Hales: Je l'ai reçue le 14 mars, vers 1h45 de l'après-midi, elle m'a été remise par le maître de poste du bureau de l'édifice de l'Ouest. Les délibérations du comité à ce moment-là portaient sur un sujet très controversé concernant l'auditeur général.

[Text]

Le président: Monsieur Portelance.

M. Portelance: Monsieur le président, la plupart des questions ont été posées. There was one which I was going to ask again. Mr. Hales, is this the first time this has happened to you, that you received a letter opened like this, addressed to the chairman of the committee?

Mr. Hales: To the best of my knowledge, that is the first time that that has happened.

Mr. Portelance: That is all because Mr. Forest asked the other questions I had in mind.

The Chairman: Thank you, Mr. Hales. In summary, Mr. Hales had made a request of the members of the Committee. This will be taken into consideration when we prepare our report, Mr. Hales, and we thank you very much.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Korchinski, would you like to make any statement or would you like to add anything to the request or to the invitation of the members?

• 1205

Mr. Korchinski: Mr. Chairman and gentlemen, I think that the first comment would have to be that I raise the question as a supplement to a question that was originally raised by Mr. Nielsen. As an isolated case, I did not raise this originally in the House. But after it had been raised by Mr. Nielsen I thought I should in order to substantiate some suspicions that I had personally, and in order to leave the impression perhaps, that there were others who felt that there was perhaps some tampering with communication, although not necessarily in my case. Although I have had mail opened up previously, as indicated by Mr. Hales earlier, the person did indicate that it was opened in error and therefore I did not feel it was of such a nature that an issue should be raised at that particular time. However, in this particular instance because of the fact that Mr. Nielsen did raise the question of letters I felt that the question of telephones was essential also. I have had on several occasions some suspicions aroused, not only by me but my secretary in the office, to the point where we have discussed this wondering whether there was any substance to the fact that there was somebody on the other end of the line or someone in between monitoring. Now, if this were a long distance call, my attention might not have been focused on what was happening because I can understand where a long distance telephone operator may be monitoring temporarily to see whether you are on the line. To that extent if it did happen, it did not come to my attention. However, when there is a direct call placed by dialing a number—our telephones are not a party line, we have private telephones—one would think that one should not have someone monitoring or listening in on the conversation. Those are my suspicions. In order to make the Committee aware of what I did say at that particular time in the House, you may wish to read the question and answers as they followed later on. I have the particular answer before me. I can read this if there is time and we will proceed from there. I think if I read my particular question in the House, it will give the proper perspective.

I have a supplementary question, Mr. Speaker. You will notice it was supplementary not the initial question.

[Interpretation]

The Chairman: Mr. Portelance.

Mr. Portelance: Mr. Chairman, most questions have been asked here yet . . . Cependant il y en a une que je voudrais poser de nouveau. Monsieur Hales, est-ce la première fois que cela vous arrive de recevoir une lettre ouverte ainsi, adressée au président du comité?

M. Hales: A ma connaissance, c'est la première fois que cela se produit.

M. Portelance: C'est tout, car M. Forest a déjà posé toutes les questions auxquelles je songeais.

Le président: Merci, monsieur Hales. En bref, M. Hales a adressé une demande aux membres du comité. Nous en tiendrons compte quand nous préparerons notre rapport, monsieur Hales, et je vous remercie beaucoup.

M. Hales: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Korchinski, aimeriez-vous faire une déclaration ou ajouter quelque chose à la demande ou à l'invitation des membres du comité?

M. Korchinski: Monsieur le président, messieurs, je ferai d'abord remarquer que ma question complète celle soulevée par M. Nielsen. Pensant être un cas isolé, je n'ai pas d'abord posé la question en Chambre, mais après qu'elle a été soulevée par M. Nielsen, j'ai pensé devoir le faire pour étayer mes soupçons et pour montrer peut-être que d'autres pensent qu'il y a peut-être interception de communication, même si ce n'est pas nécessairement mon cas. Bien que mon courrier ait parfois été ouvert précédemment, comme l'a indiqué monsieur Hales tantôt, la personne a avoué l'avoir ouvert par erreur et je n'ai donc pas cru à propos d'en faire état à l'époque. Toutefois, dans ce cas particulier, vu que M. Nielsen a soulevé la question des lettres, j'ai pensé que le problème des téléphones devenait lui-aussi essentiel. Il m'est arrivé à plusieurs reprises d'avoir des doutes, et pas seulement moi mais ma secrétaire également, au point que nous avons discuté en nous demandant si nous avions raison de croire que quelqu'un écoutait à l'autre bout de la ligne ou que l'appel était intercepté. S'il s'agissait d'un appel interurbain, je n'y porterais peut-être pas attention car je comprends que l'opératrice veuille parfois s'assurer que la communication est bien établie. Si cela s'est produit, je ne l'ai pas remarqué. Cependant, lorsque l'appel est signalé directement, et que nos téléphones sont privés, nous ne devons pas nous attendre à ce que notre appel soit intercepté ou qu'on écoute la conversation. Tels sont mes soupçons. Afin d'attirer l'attention du Comité sur ce que j'ai dit en Chambre à ce moment-là, vous tiendrez peut-être à lire la question et les réponses qui ont suivi. J'ai la réponse sous les yeux. Je puis la lire si nous en avons le temps et poursuivre ensuite. Je pense que si je lis ma question posée en Chambre, cela nous mettra dans une juste perspective.

J'ai une question supplémentaire. Vous avez bien observé qu'il s'agit d'une question supplémentaire et non pas de la question originale.

[Texte]

Has any attempt been made to check out what is happening to our telephones? Apparently they are clicking on and off and there appears to be suspicion that something unusual is going on. I hope it is not wiretapping. Would the minister assure the House that no effort is being made at this time to wiretap telephones in the House of Commons?

And the Hon. Allan MacEachen replied:

Mr. Speaker, I am absolutely certain that there is no effort on the part of any officer of the House or any other member of the House to have the telephone of hon. members tapped in any way. I am sure the hon. friend can be satisfied that this is the case.

I followed it up with:

Mr. Speaker, I am quite satisfied that the Minister's assurance is a valid one however I want him to check this out and ascertain whether there are any activities going on which might suggest to various members in the House or others outside the House that something is going on. I say this because there have been several strange noises on the line, strange clicks. The suspicion of some hon. members and members of their staff have been aroused and they doubt whether everything is in order.

Now, I have in the past lived in an area where we have had party lines and I know what it is like to have somebody rubbernecking, if you wish. You can hear the click on and off and you know that someone else is listening in. I have also had some people ask me whether we were on a party line and who refused to carry on a conversation knowing we were on a party line. I have had people come a hundred miles to speak to me privately because what they wanted to discuss was of such a nature that they did not want the whole world to know about it. They have made a special effort and because of that I feel that our telephones should be treated in private because you do not know what the conversation may lead to or what comment may be made at the other end of the line. I know that in the case of wire-tapping there is a lot of sophisticated equipment that is used in such a way that you are not even aware of the fact that it is being used. I readily concede that point. However, my suspicion is not that someone in the House of Commons may be listening in on conversations, it is that it may be someone else using very crude equipment. It may be someone who may be just connecting into a line. This may be simply somebody operating or repairing a line. Now, this may be the case but if it happens several times you begin to wonder what really is going on. As I previously mentioned I did not raise this initially because I did not know who was involved. I could not at this particular time provide the Committee with any names but I do know that our suspicion in our office was aroused to the point where we felt that if we had any communication which was of such a nature that one would not want someone else to listen in, that we would use a line other than our own. This may be an unnecessary suspicion but, I have been around here a few years and I have often seen quotes in the press, direct from the caucus, not always correct, but in some cases very, very direct quotes. Perhaps the press may be far more aware as to what the sources are. When you have this knowledge one has to take certain precautions and in order to substantiate Mr. Nielsen's suspicion—I cannot speak for him—I felt at that particular time that I should raise the question. I felt that perhaps other members who may have had similar experiences might come forward

[Interprétation]

Monsieur l'Orateur, est-ce que le fonctionnement de nos téléphones a été vérifié? Il semble qu'un dé clic intermittent se produise et on soupçonne quelque chose de pas catholique. J'espère qu'il ne s'agit pas d'une table d'écoute. Est-ce que le ministre peut assurer à la Chambre que rien n'a été fait pour intercepter les appels téléphoniques à la Chambre des communes. et l'honorable Allan MacEachen a répondu:

Monsieur l'Orateur, je suis absolument certain que rien n'a été fait de la part d'aucun fonctionnaire de la Chambre ou autres préposés à la Chambre en vue d'intercepter les appels téléphoniques des députés. Je suis persuadé que mon honorable ami en sera convaincu.

et j'ai poursuivi:

Monsieur l'Orateur, je ne doute guère de la parole du ministre; toutefois, je lui demanderais de vérifier et de s'assurer s'il y a des activités quelconques qui soient de nature à faire croire aux députés de la Chambre des communes ou à d'autres personnes de l'extérieur qu'il y a anguille sous roche. Je le dis parce que des bruits étranges se font entendre au téléphone, des dé clics inquiétants. Des soupçons s'élèvent dans l'esprit de certains députés et membres de leur personnel et ils doutent que tout soit en bon ordre.

J'ai vécu autrefois dans une région où il y avait des lignes collectives doubles et je connais cette forme de curiosité. On entend le dé clic et on sait que quelqu'un écoute. Des personnes m'ont aussi parfois demandé si j'avais une ligne collective et elles refusaient alors de poursuivre la conversation sachant que nous pouvions être entendus. D'autres ont parcouru une centaine de milles pour s'entretenir avec moi en privé, car les questions qu'ils avaient à discuter étaient d'une telle nature qu'ils ne désiraient pas mettre tout le monde au courant. Ils ont fait un effort spécial et, à cause de cela, j'estime que nos appels téléphoniques devraient être considérés comme de nature privée, car on ne sait pas où la conversation peut nous conduire ou quelle observation peut être faite à l'autre bout de la ligne. Je sais que les tables d'écoute sont très perfectionnées et qu'on ne se rend même pas compte qu'il en est fait usage. Je l'admets. Toutefois, je ne pense pas que quelqu'un à la Chambre des communes surveille les conversations, mais plutôt que quelqu'un d'autre le fasse avec un équipement très rudimentaire. Ce pourrait être quelqu'un qui s'est simplement branché sur la ligne. Quelqu'un utilisant ou réparant une ligne. Cela se peut, mais si cela se répète, on commence à se demander ce qui se passe. Comme je l'ai déjà mentionné, ce n'est pas moi qui en ai parlé le premier car je ne savais pas qui était concerné. Je ne pouvais pas à ce moment-là fournir au Comité des noms mais je sais que nos soupçons dans notre bureau ont été éveillés au point de penser qu'au cas où la communication serait de telle nature qu'on ne voudrait pas qu'elle soit entendue par une autre personne, nous serions obligés de nous servir d'un autre téléphone que le nôtre. C'est peut-être un soupçon mal fondé mais je suis ici depuis quelques années et j'ai souvent vu des paroles prononcées en caucus directement citées dans la presse, et pas toujours exactement; mais, dans certains cas, elle étaient très fidèles. La presse ignore peut-être elle-même quelles en sont les sources. Quand on sait cela, des précautions s'imposent, et, en vue de confirmer les soupçons de M. Nielsen,—je ne puis me prononcer en son nom—j'ai cru devoir maintenant soulever la question. J'ai pensé que peut-être d'autres députés ayant eu des expériences semblables se présenteraient pour déclarer

[Text]

and indicate that they were not entirely satisfied that all communication was private.

• 1210

The Chairman: Thank you, Mr. Korchinski.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I have another very important meeting to attend. I was wondering if I could prey upon my colleagues to ask just a couple of questions of Mr. Korchinski first.

The Chairman: Thank you very much Mr. Korchinski for your comments but since the terms of reference of the House have been referred to our Committee, I did, after a request by your steering committee, write a letter to the Speaker of the House of Commons requesting that be of assistance to us regarding our enquiry about any system of wiretapping telephones of the members of Parliament. In answer to my request on behalf of the Privileges and Elections Committee, the Speaker did answer my request on March 17, last, saying in French:

Monsieur le président,

Je reçois votre lettre du 16 mars au sujet de l'ordre de renvoi ayant trait à l'interception de messages destinés aux députés.

A la suite d'une question posée en Chambre, la Société Bell Canada a entrepris une enquête dont le rapport m'a été soumis en temps et lieu; je l'ai communiqué à tous les députés par lettre circulaire dont je vous inclus copie. Si d'autres renseignements sont nécessaires, auriez-vous l'obligeance de communiquer avec moi par téléphone.

• 1215

This circular letter had been sent to all MPs concerned. I think it is appropriate at this time that we read it again. It is dated May 28, 1971.

"Chers collègues", this letter has been signed and sent to all MPs of this present Parliament.

Il y a quelques semaines, certains députés ont voulu obtenir l'assurance que les téléphones des députés dans les édifices du Parlement n'étaient pas reliés à une table d'écoute. Bien que le président de la Chambre ne puisse donner quelque assurance que ce soit au nom du gouvernement, je me suis engagé à faire enquête dans les limites de ma compétence. Après consultation des dirigeants de la compagnie Bell Canada on a entrepris une inspection sur place des postes et de l'équipement téléphonique situés dans les édifices du Centre et de l'Ouest. Cette inspection avait expressément pour but d'établir si les installations téléphoniques comportaient des accessoires clandestins.

Le directeur du district m'a maintenant fait savoir que l'inspection est terminée et qu'aucun accessoire clandestin n'a été découvert. Une enquête plus approfondie exigerait un examen des installations à l'intérieur même des bureaux des députés. Comme une telle inspection interromprait nécessairement le travail dans ces bureaux il a été jugé préférable de ne pas l'autoriser de façon générale sans consulter au préalable chaque député.

[Interpretation]

qu'ils ne sont pas entièrement convaincus que leurs appels soient vraiment privés.

Le président: Merci, monsieur Korchinski.

M. Hogarth: Monsieur le président, je dois assister à une autre réunion très importante. Je me demandais si je pourrais demander à mes collègues de m'autoriser à poser tout de suite quelques questions à M. Korchinski.

Le président: Je vous remercie beaucoup monsieur Korchinski de vos commentaires, mais puisque le mandat de la Chambre a été renvoyé à notre Comité, j'ai écrit, à la demande de votre comité directeur, une lettre à l'Orateur de la Chambre des communes, lui demandant de nous aider dans notre enquête sur les interceptions d'appels téléphoniques de membres du Parlement. En réponse à ma demande faite au nom du Comité des privilèges et élections, le président m'a adressé en français le 17 mars la réponse suivante:

Mr. Chairman,

I acknowledge receipt of your letter dated March 16 concerning the terms of reference relating to wire tapping telephones of the members of Parliament.

Following a question raised in the House of Commons, Bell Canada undertook an inquiry and reported to me in due time; this was transmitted to all members of Parliament by circular letter of which a copy is included. If other information is necessary, would you be so kind as to telephone me?

Cette lettre circulaire a été envoyée à tous les députés intéressés. Il me semble à propos de la relire. Elle est datée du 28 mai 1971.

«Dear colleagues» cette lettre a été signée ou envoyée à tous les députés actuels.

A few weeks back, some members of Parliament tried to find out if the telephones of members were tapped. Though the Speaker of the House could not give this assurance in the name of the government, I took upon myself to conduct an inquiry within the limits of my responsibilities. After consulting the manager of Bell Canada, lines were inspected as well as telephone equipment in Centre and West Blocks. This inspection was made in order to determine whether telephones were tapped.

The district manager has now informed me that the inspection is complete and that no monitoring device was discovered. A more complete inquiry would call for an inspection of equipment within members' offices. Since such an inspection would necessarily interrupt the activity in these offices, it has been felt it would be better to decide against it generally without first consulting with each member.

[Texte]

Je suggère donc que l'inspection particulière de chaque bureau ne se fasse qu'à la demande expresse de chaque député concerné. Il faut préciser que la compagnie Bell Canada veillera à limiter le dérangement occasionné par l'inspection des appareils et des fils téléphoniques dans les bureaux. Si vous voulez qu'on procède à la vérification de vos propres installations, veuillez m'en aviser ou communiquer avec le Sergent d'armes le Colonel D.V. Currie.

Croyez, cher collègue, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

This was the only answer I received from the Speaker.

M. Portelance: A quelle date cette lettre fut-elle envoyée.

Le président: Le 28 mai 1971.

The Chairman: The letter said that at the request of any concerned member a full investigation of his private telephone installation in his office could be made by Bell Canada. Yes, Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: Did you ever complain to the Speaker about this problem with your telephone.

Mr. Korchinski: No, Mr. Chairman, I did not complain to the Speaker because I did not feel at that particular time that I had sufficient evidence, outside of simple suspicion on my part and suspicion which perhaps arose from conversations where you stop in the middle of a sentence and both parties at either end of the line wonder what was that. These are, in fact, incidents that did happen. However, I did not feel that I had sufficient proof at the time outside of what did happen. I did not think that the conversation was of such a nature that it warranted immediate investigation I did not complain to the Speaker.

Mr. Hogarth: So you have never really had any reasonable or probable grounds to believe that somebody is deliberately listening on your telephone conversations.

Mr. Korchinski: I do not know whether it is deliberate or not.

Mr. Hogarth: Excuse me, sir. I just asked you, you have never had any reasonable or probable grounds to believe that somebody has been listening in on your conversations deliberately, other than the clicks.

Mr. Korchinski: I do not know why anybody would want to listen in on somebody else's conversation unless he is a real gossip or something of that nature.

Mr. Hogarth: Sir, would you be kind enough just to listen carefully and answer my question. You have never had any reason to believe, other than the clicks, that somebody is deliberately tapping your telephone line.

Mr. Korchinski: No, no, not other than the clicks, if that is what you are referring to. I am referring to the fact that there was in the course of a conversation a break at either end—it was not a click. You could feel that there was someone at the other end, breathing, if you wish, some movement of some papers at the other end. This is the type of thing to which I am referring. In other words, in the middle of a sentence you stop and you wonder whether—and the other person stops and listens and he says what was that, and you realize that you have not done anything unusual. You begin to wonder who is in between.

[Interprétation]

I therefore suggest that individual inspection of each office be made only at the explicit request of each member concerned. I may add that Bell Canada will see to it that as little inconvenience as possible is caused by the inspection of equipment and telephones in offices. If you wish your home line to be inspected, please advise me or the Sergeant at Arms, Col. D. V. Currie.

With best regards.

C'est la seule réponse que j'ai reçue du président de la Chambre.

Mr. Portelance: When was the letter sent to you?

The Chairman: May 28, 1971.

Le président: La lettre dit qu'à la demande des députés intéressés, une enquête complète et une inspection de la ligne privée de son bureau serait faite par Bell Canada? Oui, monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Vous êtes-vous déjà plaint au président de la Chambre que votre ligne téléphonique marchait mal?

M. Korchinski: Non, monsieur le président, je n'ai faite aucune plainte au président de la Chambre, car je ne jugeais pas à l'époque que la preuve était suffisante en dehors d'un simple soupçon de ma part, soupçon peut-être éveillé par des conversations soudain interrompues au milieu d'une phrase alors que les interlocuteurs au deux bouts de la ligne se demandent spontanément ce que c'est. En fait, des incidents se sont produits. Toutefois, je ne jugeais pas avoir de preuves suffisantes à l'époque en dehors de ce que j'avais observé. Je n'ai pas pensé que la conversation était de nature à exiger une enquête immédiate et je n'ai fait entendre aucune plainte au président de la Chambre.

M. Hogarth: Vous n'avez donc jamais vraiment eu de motifs valables laissant croire que quelqu'un écoutait intentionnellement vos conversations téléphoniques?

M. Korchinski: Je ne sais pas si c'est délibéré ou non.

M. Hogarth: Excusez-moi, monsieur. Je vous ai simplement demandé: vous n'avez jamais eu de justes raisons ou des raisons probables de croire que quelqu'un écoutait délibérément vos conversations, si on ce dé clic.

M. Korchinski: Je ne sais pas ce qui pousse quelqu'un à écouter les conversations d'autrui si ce n'est la simple curiosité.

M. Hogarth: Auriez-vous l'obligeance monsieur d'écouter attentivement ma question et d'y répondre. Vous n'avez jamais eu aucune raison de croire, sinon pour avoir entendu des déclics, que quelqu'un interceptait délibérément vos appels téléphoniques?

M. Korchinski: Non, non, pas en dehors des déclics, si c'est ce dont vous parlez. Je signale simplement qu'au cours d'une conversation, des interruptions se produisent à l'un ou l'autre bout de la ligne, je ne parle pas de dé clic. On a l'impression d'entendre un souffle à l'autre bout de la ligne, si vous voulez, et le brassement de papier ou quelque chose du genre. Voilà le genre de choses dont je parle. En d'autres termes, vous vous arrêtez au milieu d'une phrase et vous vous demandez si ... et l'interlocuteur s'arrête, écoute et dit qu'est-ce que c'est que cela, et vous vous rendez compte que vous n'avez rien fait de particulier.

Vous commencer à vous demander qui se trouve entre vous et votre interlocuteur.

[Text]

Mr. Hogarth: You have never had any reason to believe that the only conclusion to come to is that that was somebody else listening on the phone. You have never had any reason other than what you have described to us.

Mr. Korchinski: I am describing what aroused my suspicions.

Mr. Hogarth: Yes. But as I say, sir, you have never had any reason to believe, other than what you have described to us, that somebody has been listening on your line.

Mr. Korchinski: If you are thinking here of some investigation of some sort, I do not know of any investigation which would lead one to believe that. But I do know that I do want my conversations private.

Mr. Hogarth: Of course. You mentioned in the House of Commons that the suspicions of some other members have been aroused by virtue of these noises, evidently. What other members have complained to you that they have heard clicks?

Mr. Korchinski: I have had conversations in the corridors where people have felt that they are not entirely satisfied at all times. For example, I think at one time it was Mr. Nielsen who did have a check made on his telephone to see whether it was tapped. That happened several years ago. I am referring to incidents like that.

Mr. Hogarth: Have you members other than Mr. Nielsen who did not originally complain about their phone facilities? He complained about mail. Your supplementary question . . .

Mr. Korchinski: No. In this particular instance, he is complaining about mail. But if my memory serves me correct, on one occasion several years ago, I think he did ask for a check to see whether his phone was attached.

Mr. Hogarth: I see. But Mr. Nielsen on March 10 in his original complaint raised a question of internal mailing facilities with respect to departments of government. You followed that with a supplementary question complaining about clicks on the phone.

Mr. Korchinski: Right.

Mr. Hogarth: Then you said that some other members—their suspicions had been aroused.

Mr. Korchinski: That is right.

Mr. Hogarth: Obviously Mr. Nielsen's had not, because he did not complain at that time. Who were the other members?

Mr. Korchinski: I am suggesting at this particular time that Mr. Nielsen did bring this matter to the attention of the Speaker, and he did have a check made on his, and I am referring to that particular instance.

Mr. Hogarth: It was some years back.

Mr. Korchinski: Yes.

Mr. Hogarth: I have no further questions.

[Interpretation]

M. Hogarth: Vous n'avez jamais eu aucune raison de penser que la seule conclusion était que quelqu'un d'autre était à l'écoute. Vous n'avez jamais eu aucune raison de le croire, si ce n'est ce que vous venez de dire.

M. Korchinski: Je vous décris ce qui a fait naître mes soupçons.

M. Hogarth: Oui. Mais comme je le dis, monsieur, vous n'avez jamais eu aucune raison de croire, si ce n'est ce que vous nous avez décrit, que quelqu'un espionnait votre ligne.

M. Korchinski: Si vous pensez à une sorte d'enquête, je n'en connais aucune qui pourrait m'amener à croire cela. Mais je sais que je tiens à ce que mes conversations soient privées.

M. Hogarth: Bien sûr. Vous avez mentionné à la Chambre des communes que c'était évidemment ces mêmes bruits qui avaient donné jour aux soupçons de certains autres députés. Quels sont les autres députés qui se sont plaints auprès de vous d'avoir entendu des dé clics?

M. Korchinski: J'ai eu plusieurs fois dans les couloirs des entretiens avec certaines personnes qui pensaient qu'elles n'étaient pas toujours tout à fait satisfaites. Par exemple, je crois qu'une fois M. Nielsen avait fait vérifier son téléphone pour voir s'il était espionné. Ceci se passait il y a plusieurs années de cela. Je parle d'incidents comme celui-là.

M. Hogarth: A part M. Nielsen, y a-t-il d'autres députés, qui, à l'origine, ne s'étaient pas plaints de leur installation téléphonique? Ils se plaignaient du courrier. Votre question supplémentaire . . .

M. Korchinski: Non, dans ce cas précis, il se plaignait du courrier. Mais si ma mémoire ne me trompe pas, je pense qu'il m'avait demandé il y a quelques années de cela de vérifier si son téléphone n'était pas surveillé.

M. Hogarth: Je vois. Mais, dans sa plainte initiale du 10 mars, monsieur Nielsen avait posé la question des services postaux dans les ministères du Gouvernement. Vous avez poursuivi par une question supplémentaire concernant les dé clics entendus au téléphone.

M. Korchinski: C'est exact.

M. Hogarth: Vous avez dit alors que cela a éveillé les soupçons de certains autres députés.

M. Korchinski: C'est exact.

M. Hogarth: Il est évident que ce n'était pas le cas de M. Nielsen car il ne s'était pas plaint à cette époque. Quels étaient les autres députés?

M. Korchinski: A ce moment-là, monsieur Nielsen avait porté cette question à l'attention de l'Orateur et il avait fait procéder à une vérification, et c'est de ce cas-ci que je parle.

M. Hogarth: Cela nous ramène quelques années en arrière.

M. Korchinski: Oui.

M. Hogarth: Je n'ai pas d'autres questions.

[Texte]

The Chairman: Mr. McBride.

Mr. McBride: Thank you, Mr. Chairman. My questions were also along the other member's questions. I assume that Mr. Korchinski is reluctant to put forward the names of the other M.P.s with whom he discussed this.

Mr. Korchinski: I have already indicated Mr. Nielsen, for one.

Mr. McBride: So there is one other only that you would feel . . .

Mr. Korchinski: That is right.

Mr. Paproski: I do not think it is fair for you to even ask that question.

Mr. McBride: The second question I would raise, Mr. Chairman, is that I was particularly interested in Mr. Korchinski's reference to hearing the breathing of third parties on the telephone line, to which he referred recently in answering Mr. Hogarth's question.

In addition, Mr. Korchinski, to hearing the breathing of people, have you heard any voices? Have people been saying things?

Mr. Korchinski: No. Not in actual words. This is true. I could not say that I did hear actual words or voices in that sense.

Mr. McBride: I assume, Mr. Korchinski, that you are aware that there is some feeling that members, not yourself perhaps as much as Mr. Nielsen—I think what this committee has to concern itself with is that we attempt to avoid the impression that people raise such questions just to get headlines in the paper. That is why I am anxious to try to pursue this.

Perhaps you could—have you any suggestions to the committee? Perhaps that would be a better way of phrasing my question, as to how we could investigate this further.

Mr. Korchinski: For one thing, I did mention in the course of my introductory remarks, that perhaps there may have been some mechanical work that was being done at that particular time. If and when Bell Canada does any of this type of work, I think the Speaker should be made aware that this will be going on, whether at this end or at the other end, so that perhaps if an incident is reported they could relate it to the correction or fault in the system.

Mr. McBride: Finally, Mr. Chairman, you refer to your secretary or the personnel in your office. The sounds they hear are also limited to clicks and breathing. Is this accurate?

Mr. Korchinski: I did not listen in on the conversation at that particular time. My secretary felt that there was someone listening in on the conversation but I could not describe what she heard. However, her suspicions were aroused to the point where, immediately after the conversation, she suggested to me that perhaps there was something not perfectly correct in communications.

The Chairman: Mr. Cyr has requested to ask one question. Mr. Cyr.

[Interprétation]

Le président: Monsieur McBride.

M. McBride: Merci monsieur le président. Mes questions font suite à celles des autres membres. Je suppose que M. Korchinski hésite à citer les noms des autres députés avec lesquels il a discuté de cette question.

M. Korchinski: J'ai déjà indiqué le nom de M. Nielsen.

M. McBride: Il y en a donc un autre . . .

M. Korchinski: C'est exact.

M. Paproski: Je ne crois pas, en toute justice, que vous puissiez même songer à poser cette question.

M. McBride: La seconde question que j'aimerais poser, monsieur le président, concerne la remarque de M. Korchinski, qui m'a d'ailleurs particulièrement intéressée, à propos de ces bruits de respiration qu'on entendait au téléphone et dont il a parlé dans sa réponse à la question de M. Hogarth.

Monsieur Korchinski, outre ces bruits de respiration, avez-vous entendu des voix? Avez-vous entendu quelqu'un dire quelque chose?

M. Korchinski: Non. Je n'ai pas entendu de mots proprement dit. C'est exact. Je ne peux pas dire que j'ai entendu des voix, ni des mots au sens propre du terme.

M. McBride: Je suppose, monsieur Korchinski, que vous êtes au courant du fait que certains députés et ce n'est probablement pas autant le cas pour vous que pour M. Nielsen, pensent . . . Je crois que notre Comité doit veiller à éviter de créer l'impression que les gens abordent ces questions pour faire des gros titres dans les journaux. Voilà pourquoi j'insiste afin d'avancer.

Vous pourriez peut-être . . . avez-vous des propositions à formuler au Comité? Je pourrais peut-être mieux formuler ma question et demander de quelle manière nous pourrions continuer à enquêter à ce propos.

M. Korchinski: Une chose encore, j'ai mentionné au cours de mon introduction le fait que peut-être certains travaux étaient effectués à ce moment précis sur les lignes téléphoniques. Si la Société Bell Canada mène ce genre d'enquête, l'Orateur devrait, selon moi, en être informé ainsi que du lieu de l'enquête afin que, si l'on rapporte un incident, on puisse le rattacher à une rectification ou à un défaut du système.

M. McBride: En dernier lieu, monsieur le président, vous avez parlé de votre secrétaire ou du personnel de votre bureau. Les sons qu'ils entendent sont limités au dé clic et à la respiration d'une tierce personne, n'est-ce pas?

M. Korchinski: Personnellement, je n'ai pas écouté cette conversation. Ma secrétaire pensait que quelqu'un écoutait la conversation mais je ne peux pas vous décrire ce qu'elle a entendu. Toutefois, ses doutes étaient tels qu'immédiatement après la conversation, elle m'a fait remarquer qu'il y avait peut-être quelque chose de bizarre dans la communication faisait peut-être défaut.

Le président: M. Cyr a demandé la parole. Monsieur Cyr.

[Text]

M. Cyr: Monsieur le président, M. Korchinski dit qu'il entend du bruit, des «clic, clic» et que la ligne ne semble pas très claire à la Chambre des communes, qu'il semble y avoir un peu d'interférence. M. Korchinski pourrait-il nous dire si, depuis qu'il est député, lorsqu'il téléphone à la gare d'Ottawa ou à l'aérogare de Toronto ou dans les boîtes publiques, les lignes sont toujours nettes, claires ou si parfois il entend un certain bruit sur ces lignes, en-dehors des édifices du Parlement?

Mr. Korchinski: It all depends, I suppose. True there are days when your lines are not clear, but I am not referring to long distance calls at all; I am referring to local calls. As I originally indicated, if this had happened during a long distance call, I perhaps would not have thought anything of it because I would have expected someone to be on the line to make sure that you got through to your party. In the absence of that, with no operator in between, where you dial direct, this is the area that I am concerned with.

Mr. Cyr: You never heard that noise on your own telephone in your own town?

Mr. Korchinski: You can hear noises at times and you know that maybe it is a fault in the system when you pick up the receiver. Then you know it is on all the time. It is not that the system does not have any faults. The point I am trying to make here is that in the midst of a conversation your suspicions are aroused that all of a sudden there is some other interception or it would appear as though there is an interception. This is the point I am trying to raise.

The Chairman: Mr. Forest.

Mr. Forest: Mr. Korchinski, did you complain to the Bell Telephone and ask them to check your line to see if there was any trouble with it?

Mr. Korchinski: No, I did not complain to the Bell Telephone nor to the Speaker at that particular time.

Mr. Forest: Did that happen on both your lines?

Mr. Korchinski: Yes. It had happened on my line and, on this particular occasion, the secretary was using the phone on her desk.

Mr. Forest: You never complained either to the Speaker or to the Bell Telephone before your complaint in the House?

Mr. Korchinski: In all fairness, I did not think very much of the incident. I did not feel that it warranted an investigation at that particular time. The only time I felt it necessary to bring this to attention was when someone else, in this case Mr. Nielsen, suggested that there was a question of tampering with the mail. I felt at that particular time that I had my suspicions and that I would simply indicate to the House that I was not entirely satisfied with the communications.

• 1230

The Chairman: Thank you very much, Mr. Korchinski for the opportunity you gave members of the Committee to

[Interpretation]

Mr. Cyr: Mr. Chairman, Mr. Korchinski maintains that he hears noises such as clicks and that the line does not seem very clear in the House of Commons. There seems to be obstruction on the line. Could Mr. Korchinski tell us whether, since he has been a member of Parliament, the line has always been perfectly clear when he phoned from Ottawa station, Toronto airport or any public booth? Does he never hear certain noises on these lines outside the Parliament Buildings?

M. Korchinski: Tout dépend, je suppose. Parfois les lignes ne sont pas exemptes de bruits mais je ne parle pas du tout des appels interurbains, je parle des appels locaux. Comme je l'ai précisé plus tôt, s'il y avait eu interférence au cours d'un appel interurbain, je ne m'y serais pas arrêté parce que je me serais attendu à la présence d'une tierce personne s'assurant que la communication avait bien été établie. Je parle des appels directs qui ne font pas intervenir d'opératrice sur les lignes.

M. Cyr: Vous n'avez jamais entendu de bruit sur votre propre ligne téléphonique dans votre propre ville?

M. Korchinski: Bien sûr, on entend des bruits mais vous savez qu'il s'agit peut-être d'une défectuosité quand vous levez l'appareil. Mais ce bruit se fait entendre tout le temps. Je ne dis pas que le système est infaillible. Ce que j'essaie de faire valoir ici c'est qu'au beau milieu d'une conversation vos doutes naissent soudainement par suite d'une interception ou de ce qui semblerait être une interception. Voilà ce à quoi je veux en venir.

Le président: Monsieur Forest.

M. Forest: Monsieur Korchinski, avez-vous présenté une plainte à la Société Bell Telephone en leur demandant de vérifier l'état de votre ligne?

M. Korchinski: Non, je n'ai pas présenté de plainte à la compagnie Bell Telephone ou à l'Orateur.

M. Forest: Est-ce que cela s'est produit sur vos deux lignes?

M. Korchinski: Oui. Cela s'est produit sur ma ligne et, pour le cas dont je vous parle, ma secrétaire utilisait le récepteur qui est sur son bureau.

M. Forest: Vous n'avez jamais présenté de plainte à l'Orateur ou à la compagnie Bell Telephone avant d'en saisir la Chambre?

M. Korchinski: En toute justice, cet événement ne m'a pas vivement inquiété. Je ne croyais pas qu'une investigation était justifiée. La seule fois où j'ai jugé qu'il était nécessaire d'attirer l'attention du public à cet égard fut lorsque quelqu'un d'autre, il se trouve que c'était M. Nielsen, a parlé d'interception du courrier. Au moment où j'ai eu des doutes, j'ai jugé qu'il fallait avertir la Chambre que je n'étais pas entièrement satisfait du système de communication.

Le président: Je vous remercie, monsieur Korchinski pour l'occasion que vous avez donné aux membres du

Issue No. 4

Pack No. 4

[Texte] Jeudi 27 avril 1972

ask you a few questions and we appreciate the fact that you have accepted the invitation of the members of the Committee.

This Committee is now adjourned.

[Interprétation] le 27, 1972

comité de poser des questions et nous vous sommes très reconnaissants d'avoir accepté notre invitation.

Le comité est ajourné.

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Privileges and Elections

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des

Privilèges et élections

RESPECTING:

The allegations concerning wiretapping
and opening of mail of members
of this House

CONCERNANT:

Les allégations concernant l'interception
de messages et l'ouverture du courrier
de députés de cette Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

...and the fact that the patient is not in a position to pay for the services rendered by the physician.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Le jeudi 27 avril 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 4

Thursday, April 27, 1972

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Privilèges et élections

RESPECTING:

The allegations concerning wiretapping
and opening of mail of members
of this House

CONCERNANT:

Les allégations concernant l'interception
de messages et l'ouverture du courrier
de députés de cette Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman:

and Messrs.

Benjamin	Howe
Cyr	La Salle
Forrestall	Lessard
Fortin	(Lac-Saint-Jean)
Hogarth	Marceau

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président:

et Messieurs

McGrath	Schumacher
Paproski	Smith (<i>Saint-Jean</i>)
Peddle	Stafford
Peters	Sullivan
Roy (<i>Timmins</i>)	Whicher—(20).

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)
On Thursday April 27, 1972:

Mr. Roy (*Timmins*) replaced Mr. Thomas
(*Maisonneuve*).

Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) replaced Mr. Forest.

Mr. Whicher replaced Mr. Portelance.

Mr. Stafford replaced Mr. Jerome.

Mr. Smith (*Saint-Jean*) replaced Mr. Loiselle.

Mr. Sullivan replaced Mr. Yanakis.

Mr. La Salle replaced Mr. McBride.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement
Le jeudi 27 avril 1972:

M. Roy (*Timmins*) remplace M. Thomas
(*Maisonneuve*).

M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) remplace M. Forest.

M. Whicher remplace M. Portelance.

M. Stafford remplace M. Jerome.

M. Smith (*Saint-Jean*) remplace M. Loiselle.

M. Sullivan remplace M. Yanakis.

M. La Salle remplace M. McBride.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, April 27, 1972
(5)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 10.00 a.m., the Chairman, Mr. Ovide Laflamme presiding.

Members present: Messrs. Cyr, Forrestall, Hogarth, La Salle, Laflamme, Lessard (Lac-Saint-Jean), Marceau, Roy (Timmins), Smith (Saint-Jean), Stafford, Sullivan, Whicher—(12).

Other Member Present: Mr. Aiken.

The Committee resumed consideration of the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

And debate arising,

Mr. Hogarth moved:—

That the Honourable Member for the Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience within the next three weeks, in order to present evidence of the allegations made in the House with respect to tampering of mail and of telephones.

After debate thereon, the said motion carried.

At 10.54 a.m. the Committee adjourned to the call of the chair.

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 27 avril 1972
(5)

[Text]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 10 h sous la présidence de M. Ovide Laflamme, président du Comité.

Députés présents: MM. Cyr, Forrestall, Hogarth, La-Salle, Laflamme, Lessard (Lac-Saint-Jean), Marceau, Roy (Timmins), Smith (Saint-Jean), Stafford, Sullivan, Whicher—(12).

Autre député présent: M. Aiken.

Le Comité reprend l'étude des allégations concernant l'écoute électronique et l'ouverture du courrier de certains membres de la Chambre.

Le débat s'engage.

M. Hogarth propose:

Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones.

Après débat, la dite motion est adoptée.

A 10 h 54, le Comité s'ajourne jusqu'à convocation du président.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 27 avril 1972
(5)

[Traduction]

The Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 10 h sous la présidence de M. Ovide Laflamme, président du Comité.

Députés présents: MM. Cyr, Forrestall, Hogarth, La-Salle, Laflamme, Lessard (Lac-Saint-Jean), Marceau, Roy (Timmins), Smith (Saint-Jean), Stafford, Sullivan, Whicher—(12).

Autre député présent: M. Aiken.

Le Comité reprend l'étude des allégations concernant l'écoute électronique et l'ouverture du courrier de certains membres de la Chambre.

Le débat s'engage.

M. Hogarth propose:

Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones.

Après débat, la dite motion est adoptée.

A 10 h 54, le Comité s'ajourne jusqu'à convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Le jeudi 27 avril 1972
(5)

[Traduction]

The Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 10 h sous la présidence de M. Ovide Laflamme, président du Comité.

Députés présents: MM. Cyr, Forrestall, Hogarth, La-Salle, Laflamme, Lessard (Lac-Saint-Jean), Marceau, Roy (Timmins), Smith (Saint-Jean), Stafford, Sullivan, Whicher—(12).

Autre député présent: M. Aiken.

Le Comité reprend l'étude des allégations concernant l'écoute électronique et l'ouverture du courrier de certains membres de la Chambre.

Le débat s'engage.

M. Hogarth propose:

Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones.

Après débat, la dite motion est adoptée.

A 10 h 54, le Comité s'ajourne jusqu'à convocation du président.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, April 27, 1972

[Text]

• 1004

The Chairman: Order, please. I see that we have a quorum.

As you recall, at the last meeting we had the opportunity and pleasure of having two of the four M.P.s invited to appear to substantiate some of the allegations that were put forward in the House of Commons based on our terms of reference.

Since Tuesday, neither the Clerk nor myself have received any information whatsoever about the availability of the disposal of Mr. Eric Nielsen to accept the invitation that was sent to him in writing last week.

• 1005

On the recommendation that was made by one of our witnesses, our colleague, Mr. Hales, regarding the letter of which the original had been tabled before you last Tuesday, we did inquire and are satisfied that this letter had not been opened by any of the officers of the Post Office Department. As to the possibility of getting any further information, which I believe would not be too relevant except as a matter of principle, the officers of the House of Commons come under the responsibility of the Speaker. To call as a witness one of the employees of the House of Commons we would have to make a request to the Speaker himself and we have not had this opportunity to do so.

I put these facts in the hands of the members to see if they would require me or the steering committee to proceed any farther with this. If I interpret Mr. Hales' words correctly, he would have liked us to ascertain that no employee of the Post Office Department had deliberately opened that letter. I am satisfied that this letter had not been opened neither by error or deliberately by any of the officers of the House of Commons of the Post Office Department. I would like to report to you that we have no further witnesses unless the members of the Committee call for more information. I am in your hands at this point. Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: As I said earlier this morning, it was somewhat regrettable and I hope that before we attempt to write any report we could have someone from Bell Canada to appear before us. Is that possible?

The Chairman: The Clerk of the Committee got in touch with the Bell Canada engineers and officers yesterday to ask them if they could come and explain the 'clicks' referred to by Mr. Korchinski in his testimony before us. Some employees of Bell Canada agreed to do it but when they came in this morning realizing that they had to appear before a full Committee of the House they turned back saying they would have to request authority from their superiors. I am in the hands of the members of the Committee if you want to call

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 27 avril 1972

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Je constate que nous avons le quorum.

Comme vous vous en souviendrez, lors de notre dernière séance nous avons eu l'occasion et le plaisir d'entendre deux des quatre députés invités à comparaître pour défendre certaines des allégations faites à la Chambre des communes, et ce, dans le cadre de notre mandat.

Depuis mardi, ni le greffier ni moi-même n'avons pu savoir si M. Eric Nielsen était disposé à accepter l'invitation qui lui a été envoyée par écrit la semaine dernière.

Suivant la recommandation de l'un de nos témoins, notre collègue, M. Hales, au sujet de la lettre dont l'original vous a été présenté mardi dernier, nous avons fait une enquête et sommes convaincus que cette lettre n'avait été ouverte par aucun des fonctionnaires du service postal. Pour ce qui est de la possibilité de se procurer d'autres renseignements, ce qui, je pense, ne serait pas très utile, sinon pour le principe, les fonctionnaires attachés à la Chambre des communes dépendent de l'Orateur. Pour demander à un des employés de la Chambre des communes de comparaître comme témoin, il nous faudrait en demander la permission à l'Orateur lui-même et nous n'en avons pas encore eu l'occasion.

Je me contente d'énoncer les faits pour que les députés décident s'ils désirent que le comité directeur ou moi-même allions plus avant dans cette voie. Si j'ai bien compris les paroles de M. Hales, il aurait aimé que nous nous assurions qu'aucun employé du service postal n'a ouvert cette lettre délibérément. Je suis convaincu que cette lettre n'a été ouverte ni par erreur, ni délibérément, par aucun des fonctionnaires de la Chambre des communes attachés au service postal. Je vous informe que nous n'avons plus de témoins prévus à moins que les membres du Comité ne demandent un supplément de renseignements. Je suis donc à votre disposition. Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Comme je l'ai dit ce matin, tout cela est regrettable et j'espère qu'avant d'essayer de rédiger un rapport nous pourrions demander à des représentants de la compagnie Bell Canada de comparaître. Est-ce possible?

Le président: Le greffier du Comité a pris contact avec des ingénieurs et des représentants de la compagnie Bell Canada hier pour leur demander s'il leur serait possible de venir nous expliquer les «déclics» dont M. Korchinski a parlé dans son témoignage. Certains employés de la compagnie Bell Canada ont accepté mais lorsqu'ils sont venus ce matin, se rendant compte qu'ils allaient comparaître devant un Comité de la Chambre ils sont repartis en disant qu'il leur fallait avoir l'accord de leurs supérieurs. Si vous désirez toujours que des représentants

[Texte]

some officers of Bell Canada to obtain more information. Yes, Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I think the Committee is in a rather difficult position. This is the third meeting we have had on this reference. We have heard from the Commission of the Royal Canadian Mounted Police, the Deputy Solicitor General, we have heard from Mr. Hales and Mr. Korchinski. It appears to me that the evidence one might hope to have to continue to inquire on allegations of mail and telephone tampering is just non-existent. We could certainly call someone from Bell Canada but without anticipating their evidence it would be very difficult to ask them broad questions as to whether or not it has ever been done. But it appears to me that it is most regrettable that the one person who stated in the House that there is some activity of this nature going on that has more substance than hearing clicks is the honourable member for the Yukon, and it is extremely regrettable that he has been unable to attend the Committee in the last three meetings. Indeed, it is further regrettable that in the correspondence he has had with you, sir, he has not detailed exactly what he had in mind when he raised the question in the House.

• 1010

I would think that perhaps he could at least have extended his compliments to you and explained his absence this morning, because this meeting was expressly convened to hear what he had to say, and certainly allegations of this nature shake the confidence of the public and particularly the public servants in communicating with members of Parliament.

Certainly, Mr. Nielsen took the matter extremely seriously in the House. On the first occasion, on March 10, when he raised the question, he was concerned principally with the interruption of mailing facilities, and had asked the House Leader at that time a question as to government policy and the appropriate denial was made.

Then, again, on March 13, which is the most important aspect of the matter, after the Prime Minister made a statement to the House, which we have read, in part, before this Committee, the honourable member went so far as to say that he did not accept the Prime Minister's assurance that these practices are not being followed, because his source of information was too highly placed to be wrong.

Certainly, he had somebody that he knows who can give us evidence here with respect to it, and certainly he himself should be called and should be before this Committee to help us with our work.

Again, on March 14, having expressed concern on March 13, that the public servant would not be protected in that he would lose his job, the Prime Minister assured the House that such was not the case at all.

With respect, Mr. Chairman, we all have other committees to serve on; we all have other things to do. But I, personally, want to make sure that there is no government practice to tamper with my phone or to interfere with my mail, and if there is anybody who can be brought before this Committee to say so, we should certainly pursue the matter to the fullest extent.

[Interprétation]

de la compagnie Bell Canada vous donnent d'autres renseignements nous les convoquerons. Oui, monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Monsieur le président, je crois que nous sommes dans l'impasse. C'est la troisième séance que nous consacrons à ce sujet. Nous avons déjà entendu la commission de la police montée canadienne, le Soliciter général adjoint; nous avons entendu M. Hales et M. Korchinski. Il me semble que jusqu'à présent aucune preuve concernant ces soi-disant tables d'écoute et cette ouverture du courrier nous permettant de continuer à faire des recherches, n'a pu être établie. Nous pouvons, bien sûr, convoquer un représentant de la Bell Canada, mais sans vouloir faire de conjectures, il me semble qu'il ne sera pas facile de leur demander de but en blanc si oui ou non cela a jamais été fait. Mais je trouve extrêmement regrettable que la personne qui a dénoncé à la Chambre de tels procédés et affirmé qu'il en existait des preuves plus substantielles que des «déclics», le député du Yukon, se soit trouvé dans l'impossibilité d'assister aux trois dernières séances du Comité. Il est de plus regrettable que dans la correspondance qu'il a échangée avec vous, monsieur, il n'ait pas expliqué en détail ce à quoi il pensait lorsqu'il a soulevé la question à la Chambre.

Je crois qu'il aurait au moins pu vous présenter ses respects et vous expliquer les raisons de son absence ce matin, car cette séance devait justement nous permettre d'entendre ce qu'il avait à dire. De plus, des allégations de cette nature ébranlent la confiance que le public et surtout les fonctionnaires ont dans le système de communication avec les députés.

Je ne nie pas que M. Nielsen ait traité très sérieusement de cette question à la Chambre. La première fois, le 10 mars, lorsqu'il a soulevé la question, il a surtout parlé de l'interruption des services postaux, et a posé une question au Leader de la Chambre au sujet de la politique gouvernementale, et on l'a rassuré comme il se devait.

Ensuite, le 13 mars, et c'est l'aspect le plus important de la question, après que le premier ministre ait fait une déclaration à la Chambre dont nous avons lu des extraits à ce Comité, le député a été jusqu'à dire qu'il ne pouvait croire le premier ministre sur parole car ses sources étaient trop haut placées pour se tromper.

Par conséquent, il connaît certainement quelqu'un qui peut nous donner des preuves ici à ce sujet, et sans aucun doute lui-même devrait être invité à comparaître devant ce Comité pour nous aider à éclaircir la situation.

De nouveau, le 14 mars, après avoir exprimé la crainte, le 13 mars, que le fonctionnaire en question ne serait pas protégé et perdrait son emploi, le premier ministre a donné l'assurance à la Chambre qu'il ne lui arriverait rien.

Monsieur le président, nous avons tous des obligations envers d'autres Comités; nous avons tous d'autres choses à faire. Personnellement, je veux m'assurer que le gouvernement n'a pas l'habitude d'écouter mes conversations téléphoniques ou d'ouvrir mon courrier, et si quelqu'un peut comparaître devant ce Comité et en apporter la preuve, il nous faudra aller au fond de la question.

[Text]

I think we should take the matter extremely seriously, because it does, as I say, shake the confidence of the public and the public service in the work of their members of Parliament. So I urge, Mr. Chairman, with the greatest respect, that this Committee should meet at any time at Mr. Nielsen's convenience to pursue this matter, because he is the only one who has even indicated in any way, shape or form that there is some information that exists. I think Mr. Nielsen should be urged, at his convenience, to come before this Committee and give us this information, so that we can pursue this matter and file an appropriate report.

I do not like to prejudge a case. If this Committee were to file a report now, it would just indicate that there has been absolutely no evidence brought forward. But for this Committee to do that, knowing the allegations that Mr. Nielsen has made, and leave them still up in the air, would appear to me to be a betrayal of our obligation to the House. It involves the integrity of the Speaker, in a sense, because he is responsible for such security, and it involves the integrity of the government, because it has absolutely denied, and it appears to me that it might well involve some public servant who has a real grievance in this regard. And I think that we should pursue this matter right down until we get it absolutely clear, one way or the other.

I do not want to prejudge a case. If he has information, let us go into it. I do not want to say that there is not any, because the member for the Yukon has quite properly brought the attention of the House to it, and we are here to investigate those complaints, and I think we should do so.

The Chairman: Mr. Whicher.

Mr. Whicher: Mr. Chairman, I certainly agree with what Mr. Hogarth has said. These allegations made in the House of Commons were of a very serious nature. They are very serious accusations, and it is a problem that can only be listed in that way too, a problem to all members of the House of Commons, a problem particularly to the Speaker, and also to the public servants who do such a great job of looking after us around here.

Mr. Chairman, I want to tell you that when Mr. Nielsen, the honourable member from the Yukon, made his accusations in the House, the House listened most attentively, and indeed the whole country listened attentively. There was frontpage newspaper coverage involved. It was on television, and it was on radio. And the hon. member for Yukon—I know from the fact that he is an experienced member of the House of Commons he has every wish and every desire to be here—would not have said these things if he did not intend to back up these serious charges. For this reason I suggest to you, Mr. Chairman, that you give him every possible opportunity to be here and, indeed, insist that he be here, not just for the benefit of the Committee, but for the benefit of the people of Canada. I suggest that we will sit at any hour of any day to hear these accusations that he made publicly in the House of Commons. I would even suggest, sir, if he feels that some civil servant, as he described it, is

[Interpretation]

Je crois que nous devons prendre cette question très au sérieux, car, comme je l'ai dit, cela ébranle la confiance que le public et les fonctionnaires portent à leurs députés et à leur travail. Monsieur le président, je vous demande donc instamment de faire en sorte que ce comité se réunisse à un moment qui conviendra à M. Nielsen pour poursuivre cette affaire, car il est le seul qui ait parlé, d'une façon ou d'une autre, de l'existence de certains renseignements. Je crois qu'il faut prier instamment M. Nielsen de venir devant ce comité et de nous donner ces renseignements au moment qui lui conviendra, pour que nous puissions terminer l'étude de cette question et produire un rapport en conséquence.

Je ne voudrais pas préjuger de cette affaire. Si ce comité devait rédiger maintenant un rapport, il ne pourrait que conclure qu'aucune preuve n'a été produite. Mais, connaissant les allégations de M. Nielsen, ce comité faillirait à ses obligations envers la Chambre s'il abandonnait à ce stade. L'intégrité de l'Orateur est mise en cause d'une certaine façon car il est responsable de la sécurité, l'intégrité du gouvernement est mise en cause parce qu'il a catégoriquement nié ces allégations, et il me semble que l'intégrité d'un fonctionnaire est également mise en cause, car il a des plaintes réelles à exprimer à cet égard. Il faut que nous allions jusqu'au bout et que nous tirions cette affaire au clair, d'une façon ou d'une autre.

Je ne veux pas préjuger de cette affaire. Si ce député a des renseignements, qu'il nous les montre. Je ne dis pas que ces renseignements n'existent pas car le député du Yukon a fait une excellente démonstration à la Chambre sur cette question. Nous sommes réunis pour essayer d'établir le bien-fondé de ces plaintes et je crois que nous devons le faire.

Le président: M. Whicher.

M. Whicher: Monsieur le président, je suis tout à fait d'accord avec M. Hogarth. Ces allégations faites à la Chambre des communes étaient très graves. Ce sont des accusations très graves, et elles posent un problème très grave à tous les députés de la Chambre des communes, et en particulier à l'Orateur et aux fonctionnaires qui nous aident d'une façon si dévouée.

Monsieur le président, lorsque M. Nielsen, le député de Yukon, a formulé ces accusations à la Chambre, celle-ci a écouté très attentivement et le pays entier a écouté très attentivement. Les journaux en ont parlé en première page, la télévision et la radio en ont parlé. Et le député de Yukon n'aurait pas dit cela s'il n'avait pas l'intention d'étayer ses graves accusations par des preuves; et je sais qu'il est très désireux de venir au Comité car il a une longue expérience de la Chambre des communes. Pour cette raison, monsieur le président, je pense que vous devriez lui donner l'occasion de venir, insister pour qu'il vienne, pas seulement dans l'intérêt du Comité, mais dans l'intérêt de la population canadienne. Nous pourrions, je pense, nous réunir à n'importe quelle heure, n'importe quel jour pour entendre les accusations qu'il a portées publiquement à la Chambre des communes. Je pense même, monsieur, que s'il croit qu'un fonctionnaire dont il a parlé est trop haut placé pour se tromper, s'il a vraiment peur qu'il perde son emploi, nous pourrions nous réunir à huis clos bien que le premier ministre ait assuré qu'en aucun

[Texte]

too highly placed to be wrong, if he is indeed afraid that he would lose his job, that perhaps we might sit in camera even though the Prime Minister has said that under no possible set of circumstances would that man lose his job. I am sure the Prime Minister together with every member of the House of Commons is worried as much as Mr. Nielsen is about this particular matter, but the fact is, Mr. Chairman, that it was Mr. Nielsen and Mr. Nielsen alone who made these allegations. We have a responsibility to listen to him, but he has the responsibility to give us the proof here.

• 1015

Surely no one would suggest that an hon. member like Mr. Nielsen with the vast experience that he has had would be crying "wolf" in order to get newspaper attention or attention for his party across Canada, but I suggest to you that he must present the proof and, indeed, it is such a serious matter that if he does not present that proof I feel that he should be prepared to put his seat on the line. We cannot have people stand up in the House of Commons and make such serious charges and then not even appear before the Committee.

In conclusion, Mr. Chairman, I suggest that we offer to Mr. Nielsen to sit at any time to listen to the allegations and give them the serious attention that they deserve.

The Chairman: Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, I agree with much that Mr. Hogarth has said in respect of the seriousness of the matter in front of us. I do hesitate to agree with all that both he and Mr. Whicher have had to say because it seems to me that the onus is not only on the shoulders of Mr. Nielsen, the member for the Yukon, but it is also the burden of this Committee. I think perhaps the suggestion made by Mr. Hogarth is one that we should pursue.

In light of the comments that have just been made, can I suggest perhaps to the Committee for its consideration, Mr. Chairman, that we do start now a full-scale investigation on a department by department basis, including a recall of the technical people within our national police force and let us satisfy ourselves, as Mr. Hogarth says, about the possibility or capability, not of accusations, but rather of allegations that were made in the House of Commons by Mr. Nielsen and in a lesser way by Mr. Korchinski.

I think one of the ways we might best pursue it is to see whether we can persuade Bell Telephone to let their witnesses come back and start from there. We could proceed, department by department, to look at and to hear what the various departments have to say; let us see what the various security agencies within government and attached to our various departments have to say about it. I would just reiterate that I think the onus of the difficulty is as much on our shoulders, the burden of it is as much on our shoulders, as it is on the shoulders of any individual member. Certainly Mr. Nielsen should be given every opportunity to appear. He has been invited and has not wished to appear. We can only accept that he has his own reasons. I do not think that changes our responsibility one little bit, which I think

[Interprétation]

cas il ne perdrait son emploi. Je suis certain que le premier ministre et tous les députés sont aussi préoccupés que M. Nielsen par cette question. Il n'en demeure pas moins, monsieur le président, que M. Nielsen et M. Nielsen seul a fait ces allégations. Nous devons l'écouter, mais il lui incombe de nous fournir des preuves.

Personne ne prétendra qu'un député possédant la longue expérience de M. Nielsen se permettrait de crier «au loup!» pour se faire de la publicité ou faire de la publicité pour son parti dans les journaux du Canada, mais je pense qu'il doit nous donner des preuves et même, étant donné la gravité de la question, il devrait être prêt à risquer son siège s'il ne le faisait pas. Nous ne pouvons admettre que des gens se lèvent à la Chambre des communes et portent des accusations aussi graves pour ensuite ne pas paraître devant le comité.

En conclusion, monsieur le président, je propose que nous invitions M. Nielsen à se présenter à n'importe quel moment; nous écouterons ses allégations et nous leur accorderons toute l'attention qu'elles méritent.

Le président: Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Monsieur le président, je suis en grande partie d'accord avec M. Hogarth au sujet de la gravité de la question. Néanmoins, je ne suis pas entièrement d'accord avec ce que lui et M. Whicher ont dit car il me semble que la responsabilité ne repose pas uniquement sur les épaules de M. Nielsen, député du Yukon, ce fardeau repose également sur celles du comité. Peut-être devrions-nous adopter la proposition faite par M. Hogarth.

En tenant compte de tout ce qui vient d'être dit, monsieur le président, permettez-moi de proposer au Comité de commencer dès maintenant une grande enquête dans chaque ministère, et auprès du personnel technique de la police nationale; déterminons nous-mêmes, comme M. Hogarth le dit, la possibilité ou le bien-fondé non pas des accusations, mais plutôt des allégations faites à la Chambre des communes par M. Nielsen et, dans une moindre mesure, par M. Korchinski.

Nous pourrions, pour commencer, demander à la compagnie Bell, de permettre à ses employés de revenir témoigner, cela nous fournira un point de départ. Nous procéderons ensuite ministère par ministère, nous écouterons ce que chacun d'entre eux a à dire; nous écouterons également les différents organismes de sécurité du gouvernement et des différents ministères. Je le répète, je pense que ce fardeau retombe autant sur nos épaules que sur celles d'un député en particulier. Il faudra bien sûr permettre à M. Nielsen de comparaître. Il a été invité et n'a pas jugé bon de venir. Nous ne pouvons que penser qu'il a de bonnes raisons. Je ne pense pas que cela diminue nos responsabilités, c'est, je crois, ce que M. Hogarth voulait dire. Les allégations sont réellement trop graves pour que nous en restions là.

[Text]

was the point Mr. Hogarth was trying to make, the allegations indeed are too serious to bring the hearings to a conclusion at this particular stage, so I throw that out as a suggestion.

• 1020

The Chairman: Yes. Of course, we do have the authority to call any witnesses we want from Bell Telephone. We have that authority. However, to answer Mr. Hogarth's request or Mr. Whicher's request regarding the rights a Committee has to call colleagues or members of the House of Commons, we do not have that authority. This is why we did invite members and they are free to come. To have a compulsory mandate to call a member of the House to appear before a committee of that House, we do have to make a report to the House and have the full order of the whole House.

Mr. Hogarth: May I suggest, Mr. Chairman, it seems absolutely incongruous to me, with respect to Mr. Forrestall, that with the information Mr. Nielsen has put before the House of Commons where we can pinpoint what he alleges is the source of this problem, to go on a fishing expedition among 29 departments of government or approximately that, one after the other, and call everybody that would have to be called. This is an absurdity beyond comprehension in the light of the evidence we have heard to date. Certainly the security forces were before us in the personage of the Deputy Solicitor General. They were before the Justice Committee the day before yesterday, when they could have been asked any questions that we wanted. To bring back the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police or any of those gentlemen would be an absurdity.

The fact of the matter is that although Mr. Nielsen may not be compelled to appear before the Committee, it appears to me that if a member makes allegations of this nature knowing that he is not compellable before the Committee and then does not appear to substantiate them when he has had ample opportunity to do so—I do believe we should give him every opportunity to appear—then the remarks of the Prime Minister on March 14 as reported in *Hansard* on page 800 are extremely apropos. He said at that time:

Yes, Mr. Speaker, I am perfectly prepared to renew those statements and assurances.

They were the statements and assurances with respect to the protection of the civil servant. He then went on to say:

I would only hope that if the hearings before the committee show that the allegations of the hon. member are pure fabrication his seat will be at stake as a result.

That is why we are not compellable to come here; that if we made allegations of this nature we have an appropriate course in honour to follow. Mr. Nielsen should be pressed to come. I am surprised. I understand he is on the Northern Affairs Committee this morning, which is an extremely important committee for him, that we acknowledge, but he should be pressed to come at his convenience. Certainly the Prime Minister himself in

[Interpretation]

Le président: Oui, bien sûr, nous avons le pouvoir de convoquer tout témoin que nous désirons entendre de Bell Canada. Nous avons l'autorité nécessaire pour le faire. Toutefois, pour répondre à la demande de M. Hogarth ou de M. Whicher, concernant les droits du comité de convoquer des collègues ou membres de la Chambre des communes, nous n'avons pas cette autorité. C'est pourquoi nous avons invité ces députés, et ils sont libres de ne pas se présenter. Pour avoir un mandat qui nous permettrait de convoquer un député devant un Comité de la Chambre, nous devons présenter un rapport à la Chambre et recevoir ce mandat de la Chambre plénière.

M. Hogarth: Monsieur le président, et sans vouloir vous offenser M. Forrestall, les renseignements communiqués à la Chambre par M. Nielsen sont la seule source de ces accusations, et il me semble absurde de vouloir passer à tour de rôle au peigne fin 29 ministères fédéraux, et de vouloir convoquer tous les témoins voulus. C'est encore plus absurde quand on songe aux témoignages que nous avons entendus jusqu'à présent. Les services de la sécurité ont apporté leur témoignage en la personne du Solliciteur général adjoint. Ils étaient avant-hier au Comité de la Justice, et il aurait été facile de leur poser toutes les questions que nous voulions. Rappeler le commissaire de la Gendarmerie royale ou tout autre de ces témoins serait absurde.

Bien qu'on ne puisse contraindre M. Nielsen à paraître devant le Comité, il me semble que si un député porte des accusations de cette nature, sachant qu'il ne peut être obligé de les justifier en présence du Comité et qu'il ne comparait pas pour appuyer ses dires alors qu'il a eu toute occasion de le faire—et je pense que nous devrions tout faire pour qu'il puisse comparaître—les observations du Premier ministre telles qu'elles ont été rapportées dans le *Hansard* du 14 mars à la page 800 sont fort à propos. Il a dit:

En effet, monsieur l'Orateur, et je suis tout à fait disposé à renouveler ses déclarations et assurances...

Ces déclarations et ces assurances concernaient la protection du fonctionnaire. Et il a ajouté:

J'espère seulement que si les délibérations du Comité prouvent que les allégations de l'honorable député ne sont que des affectations, son siège sera en jeu.

C'est pourquoi nous ne sommes pas tenus de nous présenter ici; c'est pourquoi si nous formulons de telles allégations, il nous faut suivre un certain code de l'honneur. M. Nielsen devrait s'empresse de venir. Son attitude me surprend. Il assiste ce matin aux travaux du Comité des Affaires du Nord canadien, comité extrêmement important pour lui, nous le reconnaissons, mais il devrait comprendre qu'il lui faudrait venir ici dès qu'il le pourra. Il est incontestable que le Premier ministre lui-même a fait entendre à la Chambre des communes que ceci serait la conduite à suivre si, malencontreusement, M. Nielsen—et je ne juge pas sa conduite—a dit

[Texte]

the House of Commons has led the public to believe that is the appropriate course of action if unfortunately, Mr. Nielsen—and I do not prejudge his position at all—has said something that perhaps, well as we all do at times, overstates the case.

The Chairman: Mr. Cyr.

M. Cyr: Monsieur le président, j'abonde un peu dans le même sens que MM. Hogarth et Whicher: M. Nielsen devrait être présent au comité, étant donné qu'il est le témoin principal. C'est celui qui a fait le plus de déclarations à la Chambre concernant cette possibilité de surveillance des lignes téléphoniques et de l'ouverture du courrier. M. Forrestall demande qu'on convoque encore certains agents des ministères, de Bell Canada et de la Chambre. Je ne crois pas que le Comité puisse convoquer d'autres agents du gouvernement, de la Chambre des communes ou de Bell Canada avant d'avoir entendu au préalable M. Nielsen. Nous avons tenu trois séances à ce sujet, et ce matin, nous avons dû attendre les membres de l'Opposition parce que nous n'avions pas quorum. La semaine dernière, au début de la deuxième séance, la même chose s'est produite. Personnellement, j'aimerais assister à des comités aussi importants, que celui de l'expansion économique régionale où l'honorable Jean Marchand fait des déclarations importantes ce matin. Monsieur le président, comme l'honorable député ne répond pas aux lettres et ne semble pas intéressé à venir au Comité, n'y aurait-il pas possibilité de demander au whip du Parti conservateur d'essayer de dire au député du Yukon qu'il est de son devoir d'être au Comité pour qu'on puisse, une fois pour toutes, vider cette question. J'ai fait rapport à la Chambre parce que ces comités coûtent cher et nous perdons assez de temps à l'heure actuelle. A mon avis, ce sont des niaiseries, mais il va falloir qu'on prouve à la population, si ce sont des niaiseries, que les députés qui sont payés à des...

• 1025

Une voix: Celui qui a fait cela est encore plus «niaiseux».

M. Cyr: Oui. Je suis d'accord avec mon collègue pour dire que cet espionnage, c'est une pure invention. Je crois que sur les trois séances du Comité, on pourrait écrire un petit livre de poche qui pourrait devenir un *best-seller*.

The Chairman: Mr. Stafford.

M. Stafford: I just want to point out that I do not think we should file the report without investigating the serious allegations of the honourable member from the Yukon. The Committee would be failing in its duty if we did not call on him, at least before the standing committee, to ask for witnesses and have him give their names. I know I am getting sick and tired of him. He shouts in the House for the government to name names. He often commands the government to name names and under the Pearson government he yelled at the then Minister of Justice, Mr. Cardin, for several days—if you want to look up *Hansard*—to name names, but little is done to see that he does this himself. I say the onus is on Mr. Nielsen to set the Committee on the right track to investigate his allegations and it is ridiculous to search for witnesses when Mr. Nielsen knows who they are. This

[Interprétation]

comme cela nous arrive parfois, quelque chose qui dépassait sa pensée.

Le président: Monsieur Cyr.

Mr. Cyr: Mr. Chairman, I am fully in agreement with Mr. Hogarth and Mr. Whicher. Mr. Nielsen should be here with the Committee for he is the chief witness. He is the one who made most of the statements in the House of Commons concerning the possibility of wiretapping and opening of mail. Mr. Forrestall would like us to call again officers of the departments, of Bell Canada and of the House of Commons. I do not feel that the Committee can call more government officials or officers of the House of Commons or Bell Canada employees before hearing Mr. Nielsen. We have had three hearings so far on the subject, and this morning we had to wait for the members of the opposition because we did not have a quorum. Last week, at the beginning of the second hearing, the same thing happened. I would like to attend important committees, such as Regional Economic Expansion where the Hon. Jean Marchand is making important statements this morning. Mr. Chairman, since the hon. Member does not answer letters and does not seem interested in appearing before the Committee, would it not be possible to have the Whip of the Conservative party to try and convince the Member for Yukon that it is his duty to be present at the Committee so that we can once and for all settle this question. I have made a report to the House because these committees cost a great deal and we lose enough time. According to me, this is trivial. But even so, we will have show to the public that members that are being paid for...

An hon. Member: Who ever started this is even more trivial.

Mr. Cyr: I am wholly in agreement with my colleague who says that this spying business is pure fabrication. I feel that out of the three hearings of the Committee we could write a novel that would turn out a bestseller.

Le président: Monsieur Stafford.

M. Stafford: Je désire simplement souligner que je ne pense pas que nous devrions soumettre un rapport sans avoir enquêté sérieusement au sujet des allégations faites par l'honorable député du Yukon. Le Comité manquera à sa tâche s'il ne le convoquait pas, au moins devant le comité permanent, et qu'il nous cite des noms afin de pouvoir convoquer des témoins. Je sais que pour ma part il commence à m'exaspérer. Il réclame à grands cris en Chambre que le gouvernement cite des noms. Il ordonne souvent au pouvoir de donner des noms et, sous le régime Pearson, il a harcelé le ministre de la Justice, M. Cardin, pendant plusieurs jours—c'est consigné dans le *hansard*—afin de l'obliger à mentionner des noms, mais on ne fait pas grand-chose pour qu'il en fasse autant. Il revient à M. Nielsen d'orienter le Comité dans son enquête au sujet de ces allégations et il est ridicule de

[Text]

Committee could find his allegations are completely frivolous.

I think the steering committee should go and talk to him, have him name these names and come back with the report of exactly what he said. He received headlines all over the country and the whole of Parliament was put, I say, in a very difficult position by his allegations. I think the steering committee, at least, should have a talk with him and should come back and report to this Committee. I am sure the steering committee will say that he cannot name a single witness which I do not think he can.

If anyone goes back to the Pearson government and looks at his day-after-day allegations against the Minister of Justice at the time will see he did exactly the same thing. He shouted in the House time after time, "name names", "name names" and a fury of words that were almost all very similar, day after day went by and it still continued. I say this is just another instance where he has done the same thing and it looks as if there is not the slightest possibility of coming up with a single witness who knows anything about this.

We are just playing games to sit here and wait for him while he is attending, as one member says here, a very important committee. I should think this would be the most important committee for Mr. Nielsen to be at and the steering committee should go to no end to make certain he is here. I know this is the first meeting I have been at. I was asked to come down here this morning because of a few vacancies in the seats here, but I will say that I would not want to sit here too long and hear this bantered about. When Mr. Nielsen knows the names he should be called right here and at least put on the seat. Even if he cannot be called as a witness, he could be asked by the steering committee, in fact the whole Committee, to do something about this and I think the steering committee should do something as quickly as possible. The whole thing appears to be completely frivolous and, if it is, we should not be sitting here wasting our time.

The Chairman: Yes, but I would like to answer Mr. Stafford by referring to the work already done by the steering committee. Your steering committee, in fact, did make a decision and submitted a report which was accepted by the Committee to the effect that we do ask any of the proposed witnesses to substantiate some of the allegations, but your steering committee did hesitate to go and inquire in any of the departments without having any base or foundation for any inquiry.

Mr. Stafford: I did not mean that. I said we should inquire from Mr. Nielsen directly. Why go fishing for witnesses when Mr. Nielsen knows exactly who they are. He says he knows who they are.

• 1030

The Chairman: In answer to another request that you made, I think Mr. Nielsen has been invited, like the other members. I do not know if he personally got the invitation, I suspect he did, but it is up to him to decide, whether he wants to appear.

Mr. Stafford: Is it not up to the steering committee to go and interview him outside this room?

The Chairman: We have no authority to do so.

[Interpretation]

chercher des témoins alors que M. Nielsen les connaît. Ce Comité pourrait fort bien découvrir que ces allégations sont frivoles.

J'estime que le comité directeur devrait aller le trouver et l'obliger à donner ces noms et rapporter exactement de ce qu'il a dit. Il a fait la une des journaux et ses allégations ont mis tout le Parlement dans l'embarras. Il me semble que le comité directeur, au moins, devrait lui parler et faire rapport au Comité. Je suis persuadé que le comité directeur dira qu'il ne peut nommer un seul témoin et je pense que c'est bien vrai.

Si quelqu'un se reporte au régime Pearson et repasse la série de ses allégations journalières contre le ministre de la Justice à l'époque, il constatera exactement la même situation. Il réclamait régulièrement à grands cris à la Chambre «donnez les noms» «donnez les noms» accompagnés d'un débit furieux se répétant de jour en jour et que rien ne pouvait arrêter. Il utilise la même tactique et il semble bien qu'on ne pourra pas trouver un seul témoin qui sache quoi que ce soit.

C'est nous amuser à perdre notre temps que de siéger ici en attendant qu'il se présente, alors qu'il participe, comme l'a signalé un député, à un comité très important. J'estime que ce comité est le plus important pour M. Nielsen et le comité directeur ne devrait rien épargner pour s'assurer de sa présence ici. C'est la première séance à laquelle j'assiste. On m'a demandé de venir ce matin, car il y a des sièges de vide, mais je n'ai pas envie de voir ce jeu se prolonger trop longtemps. Puisque M. Nielsen connaît les noms, il devrait être convoqué ici et au moins mis sur la sellette. Même s'il ne peut pas être convoqué comme témoin, le comité directeur pourrait lui demander, en fait le comité plénier, de faire quelque chose à ce sujet et je pense que le comité directeur devrait agir au plus tôt. Toute l'affaire semble ridicule et, si c'est le cas, nous ne devrions pas être ici à perdre notre temps.

Le président: Oui, mais j'aimerais répondre à M. Stafford en lui indiquant les mesures déjà prises par le comité directeur. Votre comité directeur a en réalité pris une décision et soumis un rapport qui a été accepté par le comité. Nous demandons, dans ce rapport, aux témoins invités de justifier certaines allégations; cependant, le comité directeur a hésité à entreprendre une enquête au sein des ministères sans pouvoir la justifier.

M. Stafford: Ce n'est pas ce que je voulais dire. J'ai dit que nous devrions nous adresser à M. Nielsen directement. Pourquoi chercher des témoins, quand M. Nielsen sait exactement qui ils sont. Il dit qu'il sait qui ils sont.

Le président: En réponse à une autre demande que vous avez formulée, je pense que M. Nielsen a été invité comme les autres députés. Je ne sais pas s'il a reçu l'invitation personnellement, je suppose que oui, mais il lui appartient de décider si oui ou non il comparaitra.

M. Stafford: N'appartient-il pas au comité directeur de l'approcher en dehors de la salle des délibérations?

Le président: Ce n'est pas de notre ressort.

[Texte]

Mr. Stafford: You mean you cannot walk up to Mr. Nielsen and ask him?

The Chairman: No.

Mr. Stafford: Well, I can, Ross Whicher can, Mr. Hogarth can and everyone else here can. In fact when the day comes that I cannot meet Mr. Nielsen and ask him who the witnesses are, there is not much sense in being around here.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, are we going to sit here all morning and talk about Mr. Nielsen?

Mr. Stafford: He is the one who put us here. Why are we here?

The Chairman: Order, please.

Mr. Forrestall: Come on now; settle down a little bit.

Mr. Stafford: We are here because Nielsen forced us here.

Mr. Forrestall: Mr. Stafford, you are here because members of your party would not come this morning.

Mr. Stafford: I notice a lot of Conservatives here.

Mr. Forrestall: You do all the time. Now let us put this thing on the line.

Mr. Stafford: The Committee is an hour late and finally two Conservatives enter. I want to put that on the record too. There were seven or eight of us sitting here and absolutely no opposition members whatsoever—and you were the latest one of all.

An hon. Member: He was here earlier.

Mr. Forrestall: Will you bring this idiotic nonsense to an end, Mr. Chairman, and let us do something that is progressive and constructive.

Mr. Stafford: Well then call in Mr. Nielsen.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, I wanted to make a comment on some of the things that have been said.

I have not been here previously either, I am equivalent to Mr. Stafford. I want to point out that if you want to go back to the previous days when Mr. Nielsen made his allegations in the Pearson days, Mr. Nielsen backed up his allegations at that time in his own way, and with positive results. There are ways of bringing out information which public servants do not want to bring out. And there are ways of going about handling situations of this kind, which are difficult. Mr. Nielsen did not choose this forum to handle the allegations he made. This forum was chosen presumably by members of the government party, certainly a member of the government party brought it in an effort to smoke him out. I think he had not finished the course of investigation he was undertaking. I do not think at this time it should be stated that Mr. Nielsen was making empty or false allegations. I think perhaps what he was trying to do has been blocked by the way the matter proceeded. I am only saying that in fairness.

[Interprétation]

M. Stafford: Voulez-vous dire que vous ne pouvez pas aborder M. Nielsen et lui demander?

Le président: Non.

M. Stafford: Et bien, moi je peux, Ross Whicher peut, M. Hogarth aussi et n'importe qui d'autre ici. En fait, s'il arrivait un jour que je ne puisse pas aborder M. Nielsen et lui demander qui sont les témoins, je ne verrais plus d'intérêt à être ici.

M. Forrestall: Monsieur le président, est-ce que nous allons siéger tout l'avant-midi pour parler de M. Nielsen?

M. Stafford: C'est lui qui nous a réunis. Pourquoi sommes-nous ici?

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Forrestall: Voyons, un peu de calme.

M. Stafford: Nous sommes ici contraints par M. Nielsen.

M. Forrestall: Monsieur Stafford, vous êtes ici parce que les membres de votre parti n'ont pas voulu se présenter ce matin.

M. Stafford: Je vois un bon nombre de conservateurs.

M. Forrestall: Oui, toujours. A présent mettons cartes sur table.

M. Stafford: Le Comité a déjà retardé sa séance d'une heure et voici enfin deux conservateurs. Je veux que cela soit consigné. Il y avait déjà sept ou huit d'entre nous quand aucun membre de l'opposition n'était encore là et vous êtes le dernier arrivé.

Une voix: Il était ici plus tôt.

M. Forrestall: Voulez-vous mettre fin à ces idioties, monsieur le président, afin que nous puissions progresser dans une tâche constructive.

M. Stafford: Et bien, faites venir M. Nielsen.

M. Aiken: Monsieur le président, je voulais faire une observation sur certaines choses qui ont été dites.

Je n'étais pas ici non plus précédemment; je fais le pendant de M. Stafford. J'aimerais souligner que, si vous vous reportez aux jours antérieurs, lorsque M. Nielsen a fait ses allégations au temps du régime Pearson, M. Nielsen les a appuyées à sa manière et les résultats ont été positifs. Il y a des façons de faire sortir les informations que les fonctionnaires n'aiment pas à publier. Il y a des façons de venir à bout de ce genre de situations délicates. M. Nielsen n'a pas choisi ce forum pour disposer des allégations qu'il a faites. Ce forum a été choisi probablement par des membres du parti au pouvoir afin de le dénoncer. Je crois qu'il n'a pas terminé son enquête.

Je ne crois pas qu'on puisse dire pour le moment que M. Nielsen a fait de vaines ou fausses allégations. L'évolution des choses l'a peut-être empêché de faire ce qu'il voulait. Je le dis en toute justice.

[Text]

An hon. Member: We will proceed any way he wants to.

The Chairman: Gentlemen, please let us have order. Mr. Hogarth, do you wish to say something?

Mr. Hogarth: With the greatest respect to the hon. member, Mr. Nielsen made it very abundantly clear in the House of Commons that he was not concerned with pursuing his investigation. He stated: I do not accept the Prime Minister's assurance that these practices are not being followed, because my source is much too highly placed to be wrong.

Now surely common sense dictates that the man to give us the information is Mr. Nielsen and that his investigation at that time was complete and he knew exactly what he was talking about. He was crying to the government to look into this matter and the government did look into it. Then Mr. Pringle brought his motion and it was referred to this Committee. So that is precisely the suggestion that this Committee should be pursuing, not going on the fishing expedition suggested, that of waiting for further investigation by Mr. Nielsen, which has never been requested.

Mr. Aiken: I agree. I am merely saying that the procedure was adopted to bring the matter before this Committee, not on Mr. Nielsen's motion, but on someone else's, and I do not think we should be crying about the situation.

The Chairman: Yes, Mr. La Salle.

M. La Salle: Monsieur le président, je trouve que c'est une question qui est sérieuse. Maintenant, je pense que les gens qui font partie de ce Comité sont aussi sérieux. Et pour être sérieux, je crois que les accusations qui ont été portées, comme les tables d'écoute qui étaient installées et tous les problèmes qui ont été soulevés en Chambre, méritent d'être défendues, surtout par celui qui a fait ces allégations. A partir de là, je crois bien que le Comité perd absolument son temps à siéger comme il le fait ce matin, en essayant de deviner ce que pensait M. Nielsen.

• 1035

Personnellement, je pense que si nous sommes sérieux, nous ne pouvons sûrement pas continuer à discuter de ces points-là sans que M. Nielsen lui-même vienne nous donner les renseignements qu'il a, parce qu'il semble être le seul à en avoir de véritables. S'il était sérieux lorsqu'il a dit ces choses-là, qu'il soit aussi sérieux et qu'il vienne nous le dire ici; à partir de là, je pense que le comité directeur devrait simplement attendre que M. Nielsen fasse savoir qu'il est intéressé à venir témoigner devant le Comité; je ne crois pas que le Comité devrait aller plus loin en attendant M. Nielsen. Alors, s'il veut que cette situation soit clarifiée, qu'il nous prouve sa bonne foi en venant témoigner. Après, nous pourrions peut-être aller travailler ailleurs dans des comités qui sont aussi importants que celui-ci. Dans les circonstances, je proposerais que nous demandions au comité directeur d'attendre la réponse de M. Nielsen. Le Comité siégera quand M. Nielsen sera décidé à venir

[Interpretation]

Une voix: Nous procéderons comme il le voudra.

Le président: Messieurs, à l'ordre. Monsieur Hogarth, avez-vous quelque chose à nous dire?

M. Hogarth: En toute déférence à l'égard de M. Nielsen, il a dit très clairement en Chambre qu'il ne tenait pas à poursuivre son enquête. Il a déclaré: «Je n'accepte pas l'affirmation du premier ministre selon laquelle ces pratiques n'ont pas cours, car ma source d'information est trop haut placée pour pouvoir se tromper.»

Nous devons reconnaître en toute logique que l'homme qui doit nous fournir les renseignements est M. Nielsen, que son enquête était à ce moment-là complète et qu'il savait exactement de quoi il parlait. Il a harcelé le gouvernement pour qu'il enquête en cette affaire et le gouvernement l'a fait. Puis M. Pringle a proposé une motion qui a été renvoyée devant notre comité. Le Comité doit donc donner suite à cette motion et ne pas s'égarer dans des voies sans issue et attendre que M. Nielsen poursuive son enquête ce qui n'a jamais été exigé.

M. Aiken: Je suis du même avis. Je dis simplement que cette procédure a été adoptée afin de soumettre la question au Comité et non sur une motion de M. Nielsen mais sur une motion présentée par un autre député et je ne crois pas que nous devons nous lamenter sur la situation.

Le président: Oui, monsieur La Salle.

Mr. La Salle: Mr. Chairman, I feel this is a very serious question. Now, I feel that members of this Committee are also quite serious. And to be serious, I feel that allegations made concerning wiretapping and all other related questions raised in the House of Commons must be substantiated, especially by the member who made the allegations. From that moment on, I feel that the Committee is wasting its time by having a hearing this morning and trying to guess what went on in Mr. Nielsen's mind.

Personally, I think that if we are serious about this, we cannot go on discussing the matter without Mr. Nielsen himself giving us his informations for he seems to be the only one who knows the truth. If he was in earnest about the things he said, he must be sensible and come and state the facts to us; from then on, the steering committee should simply wait until Mr. Nielsen makes it known that he is interested in appearing before the Committee; I feel the Committee has nothing else to do until Mr. Nielsen shows up. Then, if he wishes to clarify the situation, let him prove his good faith by appearing before the Committee. We could then attend other important committee hearings. In these circumstances, I suggest that we ask the steering committee to wait until Mr. Nielsen has given his answer. The Committee could call a hearing when Mr. Nielsen is ready to substantiate his allegations. In the meantime, I do not see how we can pursue it any further.

[Texte]

prouver ses allégations. En attendant, je ne pense pas que nous puissions aller plus loin.

The Chairman: Mr. Sullivan.

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I presume the two members of the Progressive Conservative Party who are here feel that Mr. Nielsen should appear. Perhaps they could request the members of their caucus or maybe Mr. Stanfield to ask him to come if he will not come. We all think it very, very serious and I am sure Mr. Stanfield must too. If they cannot get him here, I suggest that they ask Mr. Stanfield to ask him to come.

Mr. Stafford: Mr. Chairman, I would add one thing to what Mr. Sullivan said: that the Committee unanimously give Mr. Nielsen a formal invitation to appear before this Committee and make it well known. I move that we do just that.

The Chairman: This has already been done, Mr. Stafford.

Mr. Stafford: What was his reply?

The Chairman: This was discussed at the last meeting.

Mr. Stafford: No, no. I want to know what his reply was. That should not take long.

The Chairman: The reply we received on April 21 addressed to our Clerk, Mr. Marleau, reads as follows:

This will acknowledge and thank you for your letter of April 21.

Mr. Nielsen is not expected back in Ottawa until Wednesday, April 26, at which time, you may be sure, I will draw your letter to his attention.

Mr. Stafford: What has been done since then?

The Chairman: Since Tuesday we have been in touch with Mr. Nielsen's office and have told his secretary that we would have another meeting on Thursday, at which time we would listen to him if he was available. But he is not here.

Mr. Stafford: I cannot understand why Mr. Nielsen is such an untouchable. He was to be back on Wednesday, April 26, according to the report you just read out. Has he himself not been contacted in any way, Mr. Chairman?

The Chairman: No.

Mr. Stafford: Would the steering committee or you, Mr. Chairman, have someone phone him personally and make sure you get an answer from him personally before we waste any more time sitting here?

The Chairman: Our Clerk contacted his office yesterday. Yesterday afternoon and last evening I was not in Ottawa.

Mr. Stafford: Mr. Chairman, would you consider that we appoint one of the more timid members, say Mr.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Sullivan.

M. Sullivan: Monsieur le président, je suppose que les deux membres du parti progressiste conservateur ici présents estiment que M. Nielsen devrait témoigner. Peut-être pourraient-ils demander aux membres de leur caucus ou peut-être à M. Stanfield de lui demander de se présenter s'il ne le fait pas de lui-même. Nous pensons tous que la situation est vraiment grave et je suis persuadé que M. Stanfield pense de même. S'ils ne peuvent le persuader de comparaître, je suggère qu'ils demandent à M. Stanfield de le lui proposer.

M. Stafford: Monsieur le président, j'ajouterai un mot à ce que vient de dire M. Sullivan: le Comité devrait adresser une invitation officielle et unanime à M. Nielsen, le prier de comparaître devant le Comité et donner à cette invitation toute la publicité nécessaire. Je propose que nous nous contentions de faire cela.

Le président: C'est déjà fait, monsieur Stafford.

M. Stafford: Qu'a-t-il répondu?

Le président: Nous en avons parlé lors de la dernière séance.

M. Stafford: Non, non. Je veux savoir ce qu'il a répondu. Cela ne devrait pas être très long à dire.

Le président: Nous avons reçu une réponse le 21 avril, adressée à notre greffier, M. Marleau. En voici le texte:

Nous accusons réception et vous remercions de votre lettre du 21 avril.

M. Nielsen ne doit pas être de retour à Ottawa avant mercredi le 26 avril mais vous pouvez compter que je ne manquerai pas de lui transmettre votre communication.

M. Stafford: Et qu'est-ce qui a été fait depuis?

Le président: Depuis mardi, nous avons communiqué avec le bureau de M. Nielsen et avons dit à sa secrétaire que nous aurions une autre réunion le jeudi pour l'entendre s'il était présent. Mais il n'est pas ici.

M. Stafford: Je ne puis comprendre que M. Nielsen soit à ce point intouchable. Il devait être de retour le mercredi 26 avril, d'après le rapport que vous venez de nous lire. Est-ce qu'on ne s'est adressé d'aucune façon directement à lui, monsieur le président?

Le président: Non.

M. Stafford: Est-ce que le comité directeur ou vous-même, monsieur le président, pourriez charger quelqu'un de lui téléphoner et de s'assurer d'avoir une réponse de sa propre bouche, avant de perdre plus de temps ici?

Le président: Notre greffier a téléphoné à son bureau hier. Hier après-midi et hier soir je n'étais pas à Ottawa.

M. Stafford: Monsieur le président, ne pourrions-nous pas désigner quelqu'un parmi les membres les plus timi-

[Text]

Hogarth, to knock on Mr. Nielsen's door and ask him if he will come before this Committee and stop this silliness. I cannot see much sense in talking to his secretary in a very timid and mild little fashion when one can approach Mr. Nielsen. I do not mind approaching him and I do not think anyone else here does either. I say he should be approached. The whole thing looks rather ridiculous. I would say at the very least that if we continue this way, the Committee can only come to one conclusion: that all his allegations are completely frivolous and have no backing in fact whatsoever.

Mr. Forrestall: Oh, Harold, that is not true.

Mr. Stafford: Then have him come here.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, we have been here for three quarters of an hour now. The difficulty is that Mr. Nielsen has made it abundantly clear that the did not accept the assurance of the Prime Minister that the individual's or individuals' jobs concerned could be protected. I do not think there is a reasonable man in this Committee who would accept that assurance under those circumstances.

• 1040

Mr. Stafford: He thought he would get more headlines.

Mr. Forrestall: ... would be protected. If Mr. Nielsen chooses to protect his source of information then we come to the question of what I think is in front of us: What do we do then?

The Chairman: I would like to refer the members of the Committee to Beauchesne, Fourth Edition, Paragraph 313, page 247 which reads as follows:

In case the evidence of a member of the Commons is required before a Committee of the House, it is customary for the Chairman to request him to come, and not to address or summon him in the ordinary form.

This has been done.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Forrestall, if I may, through you, if he has had discussions with Mr. Nielsen about this and is it his concern about the protection of the civil servant that is keeping him from giving evidence before this Committee. I understood he was on Northern Affairs this morning. Is that the official position of Mr. Nielsen with respect to this matter?

Mr. Forrestall: I think, Mr. Chairman, Mr. Nielsen has made it abundantly clear that the did not wish in any way to jeopardize the career of the individual or individuals who have given him certain advice.

An hon. Member: That was not the question.

Mr. Hogarth: I asked you if that is his position? Did you converse with him?

Mr. Forrestall: I think I can indicate to you that he has conveyed that to me and he has satisfied me with the sincerity of that position. Whether that is the reason

[Interpretation]

des, par exemple, M. Hogarth, pour frapper à la porte de M. Nielsen et lui demander s'il veut bien comparaître devant le Comité et cesser ces sottises. Je ne vois pas l'avantage qu'il y a à s'adresser à sa secrétaire de façon timide et peureuse alors qu'on peut aborder M. Nielsen personnellement. Je n'ai pas peur de l'aborder et je ne crois pas que personne ici non plus le redoute. Je dis qu'il faudrait s'adresser à lui directement. Toute cette affaire tourne au ridicule. Je dirai que si nous continuons ainsi, le Comité ne pourrait conclure que d'une façon: que toutes ses accusations sont dénuées de tout fondement.

M. Forrestall: Oh, Harold, ce n'est pas vrai.

M. Stafford: Alors faites-le venir.

M. Forrestall: Monsieur le président, nous sommes ici depuis trois quarts d'heure déjà. Le fait est que M. Nielsen a manifesté clairement qu'il n'acceptait pas l'affirmation du premier ministre, selon laquelle le poste de la personne ou des personnes concernées pouvait être protégé. Je ne crois pas qu'il y ait un homme de bon sens dans ce Comité qui soit prêt à accepter une telle affirmation.

M. Stafford: Il pensait qu'il ferait les manchettes des journaux.

M. Forrestall: ... serait protégé. Si M. Nielsen choisit de protéger ses sources de renseignements, nous en arrivons alors à la question à laquelle nous devons répondre, d'après moi: Que faisons-nous alors?

Le président: J'aimerais référer les membres du Comité à la quatrième édition du Beauchesne, au paragraphe 313, page 253 de la version française, qui se lit comme il suit:

S'il s'agit pour un Comité des Communes d'entendre le témoignage d'un député, la coutume veut que le président l'invite à se présenter, sans recourir à la forme ordinaire d'une adresse ou d'une assignation.

C'est ce que nous avons fait.

M. Hogarth: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Forrestall, si vous le permettez, s'il a discuté de cette question avec M. Nielsen, et si c'est pour protéger le fonctionnaire en question qu'il ne veut pas venir témoigner devant le Comité. J'ai cru comprendre qu'il siégeait au Comité des Affaires indiennes et du Nord canadien ce matin. Est-ce là la position prise officiellement par M. Nielsen à ce sujet?

M. Forrestall: Je crois, monsieur le président, que M. Nielsen a clairement déclaré qu'il ne voulait pas risquer de quelque façon que ce soit la carrière de la personne ou des personnes qui l'ont renseigné.

Une voix: Là n'était pas la question.

M. Hogarth: Je vous ai demandé quelle était sa position? Avez-vous parlé avec lui?

M. Forrestall: Je crois pouvoir vous dire que c'est ce qu'il m'a dit et que je crois qu'il est sincère dans l'attitude qu'il a adoptée. J'ignore si c'est la raison qu'il don-

[Texte]

he would choose to give the Committee, I do not know. I cannot speak for Mr. Nielsen and I do not attempt to.

What I am again suggesting, Mr. Chairman, if it is of any value to the Committee, is that I suspect that that will be Mr. Nielsen's position, if he has been approached and invited to attend. Mr. Hogarth, he is attending another committee meeting this morning. To my certain knowledge he was addressing a meeting in Montreal last Tuesday and could not be here. He has a committee meeting this morning. That may very well be the cause for his absence. The point you make is not irrelevant but it still does not deal with the question. If we approach Mr. Nielsen and he says, "Unless I can be absolutely satisfied about the confidentiality and protection of my sources of information then, I am not going to reveal them", then what does this Committee do? What position are we in? I would take it that somebody this morning was screaming for his seat. I suggest to you, Mr. Chairman, that the onus is not on Mr. Nielsen but on us.

Some hon. Members: Oh, oh.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, on a point of order, please.

Mr. Stafford: The Prime Minister made it abundantly clear that the job of a civil servant would be protected, and if we take the Prime Minister's word how can we possibly take Mr. Nielsen's word that he even has any evidence.

Some hon. Members: Hear! Hear!

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I would like to point out, if I may, that that was not the position that Mr. Nielsen took in the House.

MR. TRUDEAU: Yes, Mr. Speaker, I am perfectly prepared to renew those statements and assurances...

Now, of course, if anything happened to the civil servant after giving evidence here, it would be Mr. Trudeau, it would appear to me, that would be answerable to the public, not the civil servant.

I would only hope that if the hearings before the committee show that the allegations of the hon. member are pure fabrication his seat will be at stake as a result.

SOME HON. MEMBERS: Oh, oh!

MR. NIELSEN: Mr. Speaker...

MR. SPEAKER: Is the hon. member rising on a point of order? Otherwise we should go on to the next question as we are running short of time.

Now here is the important thing, because Mr. Nielsen did not say he did not accept the Prime Minister's assurances.

MR. NIELSEN: Yes, Mr. Speaker, a point of order. I simply want to set the Prime Minister's mind at ease immediately by telling him that the Liberals have been after my seat since 1963, but I will not not give them any assurance that they will regain it.

Now certainly if he was at all concerned about the integrity of the Prime Minister on that occasion that would have been the time to make it. And it is a great surprise

[Interprétation]

nerait au Comité. Je ne peux pas parler au nom de M. Nielsen et je n'essaie pas de le faire.

Tout ce que je peux dire, monsieur le président, si cela peut aider le Comité, c'est qu'à mon avis c'est là l'attitude que prendra M. Nielsen, si on l'invite à se présenter. Monsieur Hogarth, il assiste ce matin à une autre séance de Comité. Pour autant que je sache, mardi dernier il adressait la parole à une réunion à Montréal et il ne pouvait pas être ici. Ce matin, il a une autre séance de Comité. C'est peut-être là la raison de son absence. Ce que vous dites se rapporte peut-être à la question, mais cela ne la règle pas. Si nous abordons M. Nielsen et qu'il dit: «à moins d'être absolument certain que mes sources de renseignements seront gardées confidentielles et seront protégées, je ne vais pas les révéler»; alors que fera le Comité? Dans quelle position nous trouverons-nous? Je dirai que ce matin quelqu'un voulait prendre son siège. Monsieur le président, je crois que ce n'est pas à M. Nielsen d'apporter des preuves, mais à nous.

Des voix: Oh, oh.

M. Hogarth: Monsieur le président, j'invoque le Règlement, s'il vous plaît.

M. Stafford: Le premier ministre a clairement déclaré que l'emploi d'un fonctionnaire serait sauvegardé et si nous faisons confiance au premier ministre, comment pouvons-nous croire M. Nielsen lorsqu'il dit qu'il a des preuves.

Des voix: Bravo.

M. Hogarth: Monsieur le président, si vous le permettez, j'aimerais spécifier que ce n'est pas l'attitude adoptée par M. Nielsen à la Chambre,

M. TRUDEAU: En effet, monsieur l'Orateur, et je suis tout à fait disposé à renouveler ces déclarations et assurances...

Bien sûr, si quelque chose arrivait au fonctionnaire une fois qu'il nous aurait fourni des preuves, ce serait M. Trudeau, d'après moi, qui devrait en répondre au public, et non pas le fonctionnaire.

J'espère seulement que si les délibérations du Comité prouvent que les allégations du député ne sont que des affabulations, son siège sera en jeu.

DES VOIX: Oh, oh!

M. NIELSEN: Monsieur l'Orateur...

M. L'ORATEUR: Le député invoque-t-il le Règlement? Autrement, nous devrions passer à la question suivante, car il nous reste que peu de temps.

Voilà donc l'important, car M. Nielsen n'a pas dit qu'il n'acceptait pas les assurances formulées par le premier ministre. Il a dit:

M. NIELSEN: Oui, monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement, je veux tout simplement rassurer immédiatement le premier ministre en lui disant que les libéraux ont voulu prendre mon siège depuis 1963, mais je ne leur donnerai pas l'assurance qu'ils vont le reprendre.

S'il n'était pas sûr de la sincérité du Premier ministre à cette occasion, c'était le moment de le faire savoir. Je

[Text]

to me that you would put forward the suggestion that the reason he is not here is that he does not wish to disclose his information because he does not accept the Prime Minister's word. In addition to that, it does not appear to me that it is Mr. Nielsen who should be concerned; it is the civil servant that has to be concerned that the Prime Minister's assurances can be accepted. And certainly we should hear from the civil servant and have him say: "I do not accept any assurance given by the Prime Minister with respect to what I might have to say on this subject." That is the person that wants the assurance. And for Mr. Nielsen to hide behind the cloak of that allegation is absolutely stupid, not having raised it in the House on March 14. I am surprised that in any case he is not here to say it himself.

• 1045

Mr. Whicher: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Gentlemen, I do not think it would be useful for the Committee as a whole to pursue that discussion further, in the sense that we have to follow two courses of action. You complained that one witness is not here. He is free to appear or not. If he wishes not to appear we have no authority to summon him, except in the terms that I have referred to—that is to say, we make a report to the House and, if the House wishes to do so, it can issue an order of the whole House. The other course is that, in the absence of this witness, you may want the Committee to proceed with its enquiry, in all departments, without having any substantiating facts.

Mr. Hogarth: On a point of order, Mr. Chairman, I believe at one time, if I am not wrong, with the greatest respect to Beauchesne, the Prime Minister of Canada was summonsed to appear before a committee. Now it is the practice, as Beauchesne says, to invite...

The Chairman: He was invited.

Mr. Hogarth: Was that the occasion the Prime Minister sent the doctor's certificate? In short, what I want explored—I do not want anyone to anticipate; I would suggest a motion with respect to it—is whether or not a member can be compelled to appear before a committee.

The Chairman: He can be compelled by an order of the whole House, but in 1932 when R. B. Bennett appeared before a committee he was invited to appear.

Mr. Hogarth: But Sir John A. Macdonald at one time refused to appear, they sent out a warrant for his arrest, and he came back with a doctor's certificate of some kind. It appears to me, Mr. Chairman, with respect, that this should be explored and the steering committee report to the Committee.

Mr. Forrestall: I am sure Mr. Nielsen will come. Mr. Chairman, the point that I am trying to get at is that I am equally certain that Mr. Nielsen is not going to jeopardize his sources of information. If so, then what do we do?

[Interpretation]

suis grandement surpris de vous entendre supposer que la raison pour laquelle il n'est pas ici est qu'il ne veut pas divulguer ses renseignements, parce qu'il n'accepte pas la parole du premier ministre. En outre, il me semble que ce n'est pas M. Nielsen qui devrait avoir des craintes, mais plutôt au fonctionnaire de voir s'il peut accepter les assurances du premier ministre. Nous devrions certainement entendre le fonctionnaire dire: «Je n'accepte aucune assurance donnée par le premier ministre en ce qui concerne ce que je pourrais dire à ce sujet.» C'est lui qui a besoin d'une telle assurance. Ce serait absolument stupide de la part de M. Nielsen de s'abriter derrière cette allégation, étant donné qu'il ne l'a pas soulevée à la Chambre le 14 mars. Quoi qu'il en soit, je suis surpris qu'il ne soit pas ici pour le dire lui-même.

M. Whicher: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Messieurs, je ne crois pas qu'il soit utile pour le comité plénier de poursuivre la discussion plus avant en ce sens car nous avons deux choses à faire. Vous vous êtes plaints de l'absence d'un témoin. Il est libre de paraître ou de ne pas paraître. S'il désire ne pas se présenter ici, nous n'avons aucune autorité pour le sommer de le faire, sinon de la façon que j'ai mentionnée, c'est-à-dire en faisant rapport à la Chambre qui, si elle le désire, peut l'ordonner en session plénière. L'autre possibilité, en l'absence de ce témoin, c'est que vous pouvez demander au Comité de poursuivre une enquête dans tous les ministères, sans avoir la moindre preuve.

M. Hogarth: J'invoque le règlement, monsieur le président. Il me semble qu'il est arrivé, si je ne me trompe, et avec tout le respect que je dois à Beauchesne, que le Premier ministre du Canada doit comparaître devant un comité. La pratique veut, d'après Beauchesne, que l'on procède par invitation...

Le président: Il est invité.

M. Hogarth: Est-ce à cette occasion que le Premier ministre a envoyé un certificat médical? Bref, je ne veux pas que quiconque me coupe l'herbe sous le pied; je proposerai une motion à ce sujet. Un député peut-il être, oui ou non, obligé de comparaître devant un comité.

Le président: Il peut y être obligé par ordre de la Chambre en session plénière; mais, en 1932, quand R. B. Bennett a comparu devant un comité, il avait été invité.

M. Hogarth: Mais Sir John A. Macdonald a déjà refusé de comparaître; ils ont émis un mandat d'arrêt et il est revenu avec un certificat médical quelconque. Il me semble, monsieur le président, qu'il importerait d'approfondir la question et que le comité directeur en fasse part au Comité.

M. Forrestall: Je suis persuadé que M. Nielsen se présentera. Monsieur le président, ce que j'essaie de faire comprendre, c'est que je suis également persuadé que M. Nielsen ne compromettra pas les personnes qui lui ont fourni les renseignements. Et, dans ce cas, que ferons-nous?

[Texte]

Mr. Hogarth: Let us deal with that when he comes.

Mr. Forrestall: All right.

Mr. Whicher: Mr. Chairman, could I present a motion for your consideration?

The Chairman: I do not want to stop interventions of members but I think we should proceed to some action.

Mr. Whicher: That is what I am suggesting.

The Chairman: We as a Committee are trying to get through the terms of reference of the House regarding allegations of wire tapping and opening of mail, and we have to have some evidence. But if someone has a motion to put let us discuss it.

Mr. Hogarth: I have a motion. I would move that the Honourable Member for the Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience within the next three weeks upon a sitting day of the House in order to present evidence of the allegations made in the House of Commons with respect to the tampering of mails and the tapping of telephones.

The Chairman: This motion is in order.

Le président: Monsieur Cyr.

M. Cyr: Monsieur le président, n'y aurait-il pas possibilité de réduire le délai de trois semaines à deux semaines? Pourquoi trois semaines? Parce qu'il ne vient pas souvent à la Chambre? Ne vient-il que toutes les trois semaines?

M. Hogarth: Moi, je...

M. Cyr: Moins que ça?

An hon. Member: You are right.

M. Hogarth: J'ai proposé trois semaines parce que je voulais être bien sûr que M. Nielsen pourrait venir. Pour moi, c'est très important, et en trois semaines, il a amplement le temps de le faire.

There are too many complaints about Bell Telephone to get them booked for this evening.

• 1050

The Chairman: Order, please. I will read again the motion put by Mr. Hogarth—that the honourable member of the Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience within the next three weeks in order to present evidence of the allegations made in the House with respect to tampering of mails and telephones.

Some hon. Members: Carried.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, would there be any advantage—and I will not make an amendment to it—in indicating to Mr. Nielsen that if he felt freer, or preferred, we could meet in camera.

The Chairman: Sure.

[Interprétation]

M. Hogarth: Nous verrons quand il viendra.

M. Forrestall: Très bien.

M. Whicher: Monsieur le président, pourrais-je présenter une motion que j'aimerais vous soumettre?

Le président: Je ne veux pas interrompre les interventions des membres du Comité, mais je crois que nous devons agir.

M. Whicher: C'est ce que je propose.

Le président: Notre Comité cherche à exécuter le mandat de la Chambre portant sur les allégations concernant les interceptions de messages et l'ouverture du courrier et nous avons besoin de preuves. Mais, si quelqu'un a une motion à proposer, nous allons en discuter.

M. Hogarth: J'ai une motion à proposer. Je propose que l'honorable député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité au moment qui lui conviendra le mieux au cours des trois prochaines semaines, un jour de session, afin de produire la preuve des allégations qu'il a faites à la Chambre des communes concernant la violation du courrier et l'interception d'appels téléphoniques.

Le président: Cette motion est recevable.

The Chairman: Mr. Cyr.

Mr. Cyr: Mr. Chairman, would it not be possible to make it two weeks instead of three? Why three weeks? Because he does not often appear in the House? Does he come only once every three weeks?

Mr. Hogarth: I, for one,...

Mr. Cyr: Less than that?

Une voix: Vous avez raison.

Mr. Hogarth: I suggested three weeks to make quite sure that Mr. Nielsen would appear. It is quite important to me, and, in three weeks, he must be able to find an opportunity to do so.

Les plaintes sont trop nombreuses au sujet de Bell Canada pour que nous puissions retenir leurs services ce soir.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je vais lire de nouveau la motion proposée par M. Hogarth à l'effet que l'honorable député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité au moment qui lui conviendra le mieux au cours des trois prochaines semaines afin de présenter la preuve des allégations qu'il a faites en Chambre concernant l'ouverture du courrier et l'interception d'appels téléphoniques.

Des voix: Adopté.

M. Forrestall: Monsieur le président, ne serait-il pas mieux, et je ne proposerai pas d'amendement, d'indiquer à M. Nielsen que s'il se sentait ainsi plus libre ou s'il le préférerait, nous pourrions nous réunir à huis clos.

Le président: Certainement.

[Text]

Mr. Forrestall: If that could be understood.

The Chairman: I think this is an appropriate suggestion. This already has been mentioned in the third paragraph of the letter that was sent, when we said:

The Subcommittee on Agenda and Procedure is prepared to recommend to the Committee that the meeting be held In Camera for the protection of your source or sources, should you request it.

I think the suggestion made by Mr. Forrestall falls within the recommendation made by your steering committee and approved by this committee.

So is this the motion as amended . . .

Mr. Cyr: No, not amended.

M. Marceau: Monsieur le président, pourrais-je savoir ce qui va se produire à l'expiration du délai de trois semaines si M. Nielsen ne vient pas au Comité? A mon sens, s'il ne s'est pas présenté, nous devrions rédiger un rapport à l'effet que comme les allégations n'ont pas été prouvées, nous considérons que ces accusations sont frivoles et inexactes. Il faudrait prendre une position à l'expiration du délai de trois semaines.

Le président: Je pense que cette question est quelque peu prématurée et le Comité est libre de décider de ses activités. Si la motion est acceptée et que M. Nielsen indique, soit au président ou au greffier du Comité, qu'il a l'intention de comparaître ou qu'il accepte l'invitation, à ce moment-là, le Comité siègera et, à la lumière des informations ou de ce que M. Nielsen fera, le Comité décidera de la marche à suivre après.

M. Marceau: Est-ce que nous pouvons au moins avoir l'assurance que si M. Nielsen ne donne pas suite à cette invitation qu'après un délai de trois semaines, nous allons nous réunir à nouveau pour prendre une position et que cette chose ne sera pas poursuivie inutilement s'il appert que M. Nielsen n'est pas intéressé à venir devant le Comité.

Le président: Je crois que c'est une hypothèse valable, mais ce n'est qu'une hypothèse pour le moment. Is the motion carried?

Motion agreed to.

The Chairman: This meeting is adjourned.

[Interpretation]

M. Forrestall: Si cela peut être entendu.

Le président: Je crois que la proposition est pertinente. Cela avait déjà été mentionné dans le troisième paragraphe de la lettre que nous lui avons envoyée:

Le sous-comité de l'Ordre du jour et de la Procédure est prêt à recommander au Comité que la séance ait lieu à huis clos pour la protection de votre source ou de vos sources d'informations, si vous en faites la demande.

La proposition de M. Forrestall est conforme à la recommandation émanant de notre comité directeur et approuvée par le comité.

Voici donc la motion telle que modifiée . . .

M. Cyr: Non, sans amendement.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, may I ask what is going to happen after the three-weeks delay, if Mr. Nielsen does not appear before the Committee? According to me, if he does not appear, we should make a report to the effect that the allegations have not been proven and that we consider them as being frivolous and false. We will have to take action after the three-weeks period.

The Chairman: I feel that this question is rather premature and the Committee is free to decide its own activities. If the motion is adopted and if Mr. Nielsen indicates, whether to the Chairman or the Clerk of the Committee, that he intends to appear or accept the invitation, the Committee will then have a hearing and, based on what Mr. Nielsen may state or do, the Committee will decide on further action.

Mr. Marceau: Could we at least be assured that, if Mr. Nielsen does not answer the invitation, we will again meet after three weeks in order to make a decision and that the matter will not be pursued uselessly if it appears that Mr. Nielsen is not interested in coming before the Committee?

The Chairman: I think that this is a basically sound presumption, but it is but a presumption for the moment.

Est-ce que la motion est adoptée?

La motion est adoptée.

Le président: La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 5

Thursday, May 18, 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 5

Le jeudi 18 mai 1972

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Privilèges et élections

RESPECTING:

The allegations concerning wiretapping
and opening of mail of members
of this House

CONCERNANT:

Les allégations concernant l'interception
de messages et l'ouverture du courrier
de députés de cette Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman:

Messrs.

Benjamin
Chappell
Deakon
Forest
Forrestall

Fortin
Hogarth
Howe
Jerome
Marceau

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président:

Messieurs

McBride
McGrath
Paproski
Peddle
Peters

Pringle
Schumacher
Smith (*Saint-Jean*)
Whicher—(20).

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4) (b)

On Thursday, May 18, 1972:

Mr. Forest replaced Mr. Sullivan;
Mr. Deakon replaced Mr. Cyr;
Mr. Chappell replaced Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*);
Mr. McBride replaced Mr. Roy (*Timmins*);
Mr. Pringle replaced Mr. LaSalle;
Mr. Jerome replaced Mr. Stafford.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 18 mai 1972:

M. Forest remplace M. Sullivan;
M. Deakon remplace M. Cyr;
M. Chappell remplace M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*);
M. McBride remplace M. Roy (*Timmins*);
M. Pringle remplace M. LaSalle;
M. Jerome remplace M. Stafford.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, May 18, 1972
(6)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 11:15 a.m.—The Chairman, Mr. Ovide Laflamme, presided.

Members present: Messrs. Benjamin, Chappell, Deakon, Forest, Hogarth, Jerome, Laflamme, Marceau, McBride, Peters, Pringle, Smith (*Saint-Jean*), Whicher—(13).

Witness: From Bell Canada: Mr. J. D. Fahey, Director of Engineering Design.

The Committee resumed consideration of the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

The Chairman read to the Committee a letter, dated April 28, 1972, from Mr. Erik Neilsen, M.P., in relation to the said allegations.

The Chairman introduced Mr. Fahey who made an opening statement on the technical capabilities of wiretapping and the known methods of detection of wiretapping devices, before being questioned thereon.

The questioning completed, the witness withdrew.

Mr. Hogarth moved
That the Committee sit *In Camera* for the consideration of its report.

After debate thereon, by unanimous consent, Mr. Hogarth withdrew his motion.

Then, it was
Agreed—That the Committee prepare a draft report for presentation to the Committee at the next meeting.

At 12.20 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité
Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 18 mai 1972
(6)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 11 h 15, sous la présidence de M. Ovide Laflamme.

Députés présents: MM. Benjamin, Chappell, Deakon, Forest, Hogarth, Jerome, Laflamme, Marceau, McBride, Peters, Pringle, Smith (*Saint-Jean*), Whicher—(13).

Témoin: De Bell Canada: M. J. D. Fahey, directeur du service d'esthétique industrielle.

Le Comité reprend l'étude des allégations concernant l'interception des messages et l'ouverture du courrier de députés de la Chambre.

Le président lit aux membres du Comité une lettre de M. Erik Neilsen, député, datée du 28 avril 1972 et concernant ces allégations.

Le président présente M. Fahey qui fait une déclaration portant sur les moyens techniques employés pour l'interception des messages et les méthodes connues de détection des dispositifs utilisés à cet effet avant de répondre aux questions.

A la fin de la période de questions, le témoin se retire.

M. Hogarth propose
Que le Comité siège à huis clos pour étudier son rapport.

A la suite de discussions à ce sujet, et par consentement unanime, M. Hogarth retire sa motion.

Puis, il est
Convenu—Que le Comité rédige un projet de rapport afin de le présenter à ces membres à la prochaine réunion.

A 12 h 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(Recorded by Electronics Apparatus)

Thursday, May 18, 1972

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see that we have a quorum now. Before hearing our witness I would like to refer to the motion passed by the Committee at its last meeting which appears in Issue No. 4, which has already been printed and distributed to the members. The motion reads as follows:

That the Honourable Member for the Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience within the next three weeks, in order to present evidence of the allegations made in the House with respect to tampering of mail and of telephones.

A copy of this resolution was sent by our Clerk, Mr. Marleau, to Mr. Nielsen's office here in Ottawa on April 27, with a covering letter reading as follows:

Mr. Ovide Laflamme, the Chairman of the Standing Committee on Privileges and Elections has asked me to forward to you an attested copy of the resolution adopted by the Committee on Tuesday, April 27, 1972 relating to allegations concerning wiretapping and opening of mail of members of this House.

The Subcommittee on Agenda and Procedure is prepared, as was indicated in my letter of April 21, to recommend to the Committee that the meeting be held in camera, should you request it.

Therefore, please find herewith a copy of the said resolution.

Sincerely yours,

Robert D. Marleau,
Clerk.

As a result of that letter and motion, I received on the following day, April 28, a letter which had been delivered to my office by hand at 7.45 p.m. on April 27, addressed to me as Chairman of the Committee which I believe it is my duty to read.

Dear Mr. Laflamme:

Your letter of April 27 was received by me at 9.30 a.m. this date. This is the first I have heard from you since I wrote to you on March 28 and on the morning of April 27.

In your letter you again refer to my "allegations" made in the House on March 14. That description of the recorded exchange between the Prime Minister and myself as set forth in *Hansard* for March 14 is not true and having regard to your professional experience at the Bar of your Province I can draw no other conclusion than that you are quite aware that no words used by me and as recorded in *Hansard* of March 14 can by the greatest stretch of imagination be construed as "allegations." It is true that Mr. Pringle used that term in his motion and, similarly, the Prime Minister. But for you to suggest that I used that term is a deliberate distortion of the record the motivation for which I can only assume is political partisanship. With respect to the 3rd paragraph of your letter of April 27th, you say that the Steering Committee "unanimously found it unnecessary and premature" to implement any of the suggestions made to you in my letter of March 28th. Yet in the same paragraph of your

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 18 mai 1972

[Interpretation]

Le président: Messieurs, je vois que nous avons quorum. Avant d'entendre les témoins, j'aimerais vous lire la motion qui a été adoptée par le Comité lors de sa dernière réunion et qui est publiée dans le fascicule n° 4 dont vous avez reçu copie. La motion se lit comme il suit:

Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones.

Une copie de cette résolution a été envoyée au bureau de M. Nielsen à Ottawa par le greffier, M. Marleau, le 27 avril. La lettre d'accompagnement se lisait comme il suit:

M. Ovide Laflamme, président du Comité permanent des privilèges et élections m'a demandé de vous envoyer une copie certifiée de la résolution adoptée par le Comité le mardi 27 avril 1972, au sujet des allégations concernant l'interception des messages téléphoniques et l'ouverture du courrier des députés de cette Chambre.

Le sous-comité du programme et de la procédure est prêt, tel qu'indiqué dans la lettre du 21 avril, à recommander au Comité que la réunion soit tenue à huis clos, si vous le désirez.

Par conséquent, veuillez trouver ci-joint une copie de la dite résolution.

Sincèrement vôtre,

Le greffier du Comité,

Robert D. Marleau

A la suite de cette lettre et de cette motion, j'ai reçu le jour suivant, soit le 28 avril, une lettre livrée par messenger. Elle était manuscrite et datée du 27 avril, 7 h 45 du soir, et elle était adressée au président du Comité. Il est de mon devoir de vous lire cette lettre.

M. Laflamme,

J'ai reçu votre lettre du 27 avril à 9h30 du matin aujourd'hui. C'est la première fois que j'entends parler de vous depuis que je vous ai écrit le 27 mars et de nouveau le matin du 27 avril.

Dans votre lettre, vous mentionnez de nouveau les «allégations» que j'ai faites à la Chambre le 14 mars. Cette description des mots que j'ai échangés avec le premier ministre et qui ont été enregistrés et publiés ensuite dans le *Hansard* du 14 mars, n'est pas conforme à la vérité. En raison de votre expérience professionnelle au Barreau de votre province, je ne puis que conclure que vous savez pertinemment que les mots dont je me suis servi et qui ont été enregistrés dans le *Hansard* du 14 mars ne peuvent, même par un grand effort d'imagination, être considérés comme des «allégations». Il est vrai que M. Pringle s'est servi de ce terme dans sa motion et que le premier ministre l'a fait également. Mais que vous supposiez vous-même que j'ai utilisé ce terme est une déformation délibérée du compte rendu, dont le seul motif me semble être la partisanerie politique. En ce qui concerne le troisième paragraphe de votre lettre du 27 avril dernier, vous dites que le comité directeur «a jugé à l'unanimité qu'il

• 1112

[Texte]

letter you state that the course of action to be followed by the Committee is up to its members. This being so, I find it strange indeed that the suggestions in my letter of March 28 were not disclosed to the members of the Committee for their consideration rather than making the decision in the Steering Committee dominated by Liberal members.

• 1115

Then too, I am informed by our representative on the Steering Committee that your statement as to the unanimity of this decision is not true. On the contrary, I am informed that you and other members of the Steering Committee were strongly urged to adopt the suggestion set forth in my letter of March 28th.

The fact that 1. You refused me the courtesy of a reply to my letter of March 28th until yesterday, 2. you and your Liberal colleagues on the Steering Committee refused to disclose the suggestions in my letter of March 28th for the consideration of members of the Committee, and 3. you falsely state in your letter of April 27th that the decision of the Steering Committee was unanimous, have, in part, justified me in concluding political bias on your part as Chairman of the Committee. This is not an "insinuation" or an "allegation" as you put it in your letter to me but rather a blunt statement of my opinion.

You really should not have been surprised at my action in providing to the press copies of my letters to you. Notwithstanding the fact that I had written to you over a month ago the Committee held several meetings where you had ample opportunity to disclose my suggestions of March 28th but elected not to do so. Your lack of action in this regard, naturally, resulted in a press treatment which was, to say the least, imbalanced in favour of the political purpose of the Liberals.

Your refusal to reply to my letter and your refusal to allow its contents to be exposed left me with no alternative than to do so myself. Now, at least, both points of view are exposed to the media.

In summary, I suggest to you that I am fully justified in my conclusion that the motion of Mr. Pringle and the statements and actions of Liberal members of the Committee (and the Steering Committee) both in Committee and to the media, have but one objective—a witch hunt or, at the very least, to cause personal political embarrassment to me. I will have no part of subverting the use of Standing Committees to such purposes.

The committee has a useful and legitimate task to perform and it can do so by following the suggestions I put to you in my letter of March 28th. Accordingly, until such time as you and your Liberal colleagues abandon political partisanship in favour of a meaningful enquiry by the Committee, I have no intention of contributing in any way to its activities.

Sincerely,

[Interprétation]

était inutile et prématuré» d'adopter les propositions que je vous ai soumises dans ma lettre du 28 mars. Pourtant, au même paragraphe, vous dites qu'il appartient aux membres de tracer la ligne de conduite du Comité. Il est étonnant que vous n'ayez pas divulgué à ses membres le contenu de ma lettre du 28 mars, pour qu'ils en fassent l'examen. Vous avez préféré plutôt

vous en remettre au comité directeur dominé par les libéraux.

En outre, notre représentant au comité directeur a précisé que la décision n'était pas unanime. Au contraire, on me dit qu'on a insisté pour que soit adoptée la proposition figurant dans ma lettre du 28 mars.

Étant donné que, premièrement, vous n'avez pas eu la courtoisie de répondre à ma lettre du 28 mars avant-hier et que, deuxièmement, vous et vos collègues libéraux du comité directeur avez refusé de divulguer les propositions contenues dans ma lettre du 28 mars pour que les membres du Comité en fassent l'examen et que, troisièmement, votre lettre du 27 avril contient une affirmation mensongère portant que la décision du comité de direction était unanime, j'estime avoir le droit de vous accuser de partisanerie. Il ne s'agit pas d'insinuations ou d'hypothèses, comme vous le laissez entendre dans votre lettre. Voilà simplement ce que je pense de vous.

J'ai fourni à la presse des exemplaires de lettres que je vous avais envoyées, ce qui n'aurait pas dû vous étonner. J'ai mis la dernière à la poste il y a plus d'un mois et le Comité a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de divulguer mes propositions du 28 mars, mais il a refusé de le faire. Votre inertie a donné lieu aux conclusions biaisées favorisant le but politique des libéraux.

Votre silence m'a forcé à exposer ces deux faits aux divers moyens de communication.

Bref, j'ai tiré la conclusion logique suivante: la motion de m. Pringle, les déclarations en Comité et devant la presse des membres libéraux de ce Comité et du comité directeur, n'ont qu'un seul but, qui est de nuire à ma carrière publique. Je ne contribuerai pas à me servir des comités directeurs à cette fin.

La tâche que le Comité doit exécuter est utile et légitime. Il peut mieux remplir ce rôle en adoptant les propositions émises dans ma lettre du 28 mars. En outre, je ne participerai à aucune des activités de ce Comité tant que vous et vos collègues libéraux feront preuve de partisanerie au lieu de mener des enquêtes judicieuses.

Bien vôtre,

[Text]

(sgd.) Erik Nielsen

Mr. Hogarth: There are so many points of privilege in that you would go out of your mind.

Mr. Jerome: Mr. Chairman, if that is the best we are going to get out of Mr. Nielsen—I do not know about the feelings of other members of the Committee—but I do not see much point in carrying on with this football game back and forth between the Committee and Mr. Nielsen. He has not changed in his position or his attitude since his first letter to the Committee which was really a suggestion that we investigate every department in government, one by one, to see if anybody's phone has been tapped in the department, which is a physical impossibility and a ridiculous procedure for this Committee to try to follow.

We are obviously not getting anywhere with this question. Mr. Nielsen does not want to come to the Committee, does not want to disclose the basis for his suggestions in the first place, so I think there is really no point in carrying on.

Mr. McBride: Mr. Chairman, I do not understand this and it leaves me quite unable to comprehend what Mr. Nielsen's purposes were in raising this whole matter in the House of Commons and giving it the publicity he did give it, if he was not genuinely concerned about following it through. How can he expect the Committee to begin to investigate everybody else and not even give us the courtesy of providing us with the information he does have?

• 1120

Obviously, I suppose it could be that he regrets he ever raised it in the House. Maybe he raised it in the House for some other purpose, I do not know, for drama or something, he may have thought it was a dull day that day or something. This is a dreadful waste of time of a committee of the House to pursue this sort of thing and it should be called off forthwith.

Mr. Hogarth: . . . before we close it off.

The Chairman: At the adjournment before we go back to any of the action. Yes, Mr. Deakon.

Mr. Deakon: Mr. Chairman, I would like to bring it to the attention of all members that we do not have a member of the Conservative party here at all.

The Chairman: We have a quorum.

Mr. Deakon: I know, but it is a different thing. They must be boycotting it or something.

The Chairman: Yes, Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: It certainly appears to me that we should report to the House that we cannot carry out our terms of reference without the information that is evidently in the hands of Mr. Nielsen. We should ask the House to order that he attend the Committee. That is the only thing to do. We have terms of reference to investigate wiretapping of telephones. He is the only man we know who has any information about it, but it appears to me that . . .

The Chairman: I would suggest to the members of the Committee that since some complaints have been brought to our attention and to follow up on the very valid suggestion by Mr. Benjamin at the end of our last meeting that we have some learned and competent people from Bell Canada to give us a summary of technical information as to how wiretapping can proceed, what these systems look like, and so on, I took the opportunity of asking our Clerk to call Mr. Fahey who is here at the present time. I think he

[Interpretation]

Erik Nielsen.

M. Hogarth: Il faudrait invoquer si souvent le Règlement qu'on en perd le souffle!

M. Jérôme: Monsieur le président, c'est tout ce que M. Nielsen a à nous dire? Je vois mal pourquoi on poursuivrait cette joute entre le Comité et M. Nielsen. Il n'a pas changé d'attitude depuis la première lettre. En réalité, M. Nielsen avait proposé de mener une enquête dans tous les ministères du gouvernement en vue de déceler la surveillance électronique. Comme chacun le sait, cette proposition n'est pratiquement pas acceptable. Le Comité ne peut pas suivre une procédure aussi ridicule.

Puisque nous n'avons rien et que M. Nielsen refuse de divulguer les raisons qui l'ont conduit à faire ces propositions, je ne vois pas pourquoi on poursuivrait le débat.

M. McBride: Monsieur le président, je comprends mal pourquoi M. Nielsen a soulevé cette question à la Chambre et lui a donné une telle publicité. A vrai dire, cette question lui tient certainement à coeur et il veut qu'on y donne suite. Comment peut-il s'attendre à ce que le Comité fasse une enquête générale s'il n'a même pas la gentillesse de lui fournir les renseignements dont il dispose?

D'ailleurs, il regrette sûrement d'avoir soulevé cette question à la Chambre. Peut-être l'a-t-il fait pour une

raison que nous ne connaissons pas, parce qu'il s'ennuyait ce jour-là? Si le Comité de la Chambre des communes donne suite à de telles pérégrinations, il perd son temps. Il faut terminer cette histoire.

M. Hogarth: Avant d'ajourner le comité.

Le président: Quand nous ajournerons. Ensuite, nous prendrons des mesures positives. Monsieur Deakon?

M. Deakon: Monsieur le président, j'aimerais signaler à l'attention de tous les membres qu'aucun membre du parti conservateur n'est présent ce matin.

Le président: Nous sommes en nombre suffisant.

M. Deakon: C'est là une autre histoire. Les conservateurs font du boycottage.

Le président: Oui, monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Il faudra avertir la Chambre que nous ne pouvons pas exécuter notre mandat sans que M. Nielsen nous fasse part de ses renseignements. Nous demanderons à la Chambre de lui donner l'ordre de se présenter au comité. C'est bien la seule chose que nous pouvons faire. Notre mandat nous autorise à mener une enquête sur la surveillance électronique des téléphones. Seul M. Nielsen peut nous donner ce renseignement. Or, il me semble que

Le président: Étant donné qu'on a présenté des plaintes et que nous avons parmi nous des experts de la société Bell Canada, j'ai profité de l'occasion pour demander au greffier d'inviter M. Fahey à nous faire un bref exposé technique sur la surveillance électronique, sur son fonctionnement. M. Fahey pourrait sans doute nous expliquer le pourquoi de ces plaintes. Monsieur Pringle.

[Texte]

would be able to give us some technical explanations on some of the complaints that have been made. Mr. Pringle.

Mr. Pringle: Mr. Chairman, if I may, I concur and agree with your suggestion at the moment. This is fine, but I cannot understand why we have to bypass the very terms of reference we were given. The witness who was requested to come here is the man who stood up in the House of Commons. Whether you want to call it allegations or accusations or suggestions . . .

An hon. Member: Or lies.

Mr. Pringle: . . . or anything else you might want to put to them, it was stated in the House of Commons and reported across the nation, which led a lot of people to believe it. I have had statements made to me in my constituency relating to this which left an impression that not only was there wiretapping, interference with members' phone calls, but that it was being condoned by the Prime Minister. I do not know how you could read it any other way. If you do, then I am sorry. If this man is not required to come here, then what do we tell the Canadian people?

The Chairman: Mr. Jerome.

Mr. Jerome: Mr. Chairman, on that same subject, I disagree with the idea that we should compel, or seek an order to compel Mr. Nielsen to come here. If he is not interested enough to come on the strength of two invitations then I feel strongly that he should not be invited. Personally, I am damned if we should compel him, require him to come. He is the one that started it; he is the one that is supposed to have the information. He may have it, I do not know, and he may refuse to divulge it. That is his privilege if he does not want to, but he started it, and he claims to have the information.

If he is not interested enough to come to this Committee on the strength of your invitations to all members who have any information to come forward, then I do not think that we should compel him. We have given him several chances and explicit invitations to come here; if he is not interested enough to come forward and participate in this then I do not think he is very concerned about it. I think we should just close off the investigation and pack up our work and report to the House that without the assistance of Mr. Nielsen the Committee was otherwise unable to find any basis for the suggestions that any of this is going on anywhere and has closed off its work.

The Chairman: Mr. Hogarth.

• 1125

Mr. Hogarth: The only suggestion I have to make is that the reasons for his not appearing, with the greatest respect, appear to me to be scandalous. He says he is not appearing because the Liberal Party and the Committee is all rigged against him, etc. It seems to me that our job is to find out whether the allegations he has made have any substance to them, and that is all. I cannot see allegations like that raised in the House of Commons, referred to a Committee—and we have now sat here four or five times—and we do nothing to get at the information he has. We have given him every courtesy. He says that we are using the Committee for political purposes. To my mind, that is a scandalous allegation to make, and certainly unfounded.

Mr. Forest: Mr. Chairman, I think Mr. Nielsen has had ample time and opportunity to appear before this Committee. We have invited him, not once but several times, and it seems clear to me that he does not want to appear before the Committee. Along the same theme that Mr. Jerome

[Interprétation]

M. Pringle: J'accepte votre proposition. Cependant, je vois mal pourquoi nous devons outrepasser le mandat qui nous a été accordé. Le témoin que nous avons invité est la personne qui a fait cette déclaration à la Chambre des communes. Qu'on appelle cela des allégations, des accusations ou des propositions . . .

Une voix: Ou des mensonges.

M. Pringle: La Chambre des communes et le Canada tout entier l'ont cru. Dans ma circonscription, on a la nette impression que la surveillance électronique des téléphones des députés reçoit l'appui du premier ministre. Il est impossible d'interpréter les sentiments de la population d'une autre façon. Si ce personnage n'est pas tenu de comparaître devant nous, qu'allons-nous dire à la population canadienne?

Le président: Monsieur Jerome.

M. Jerome: Je ne peux pas accepter votre proposition de forcer M. Nielsen à comparaître devant nous. Il a déjà reçu deux invitations et si cela ne lui suffit pas que le diable l'emporte. Inutile de le forcer à venir au comité. Il a les renseignements dont il nous refusera peut-être l'accès. C'est lui qui a commencé cette enquête et il prétend avoir tous les renseignements nécessaires.

Je répète qu'il est inutile de l'inviter puisqu'il a déjà refusé deux invitations. On lui a donné l'occasion d'exprimer son point de vue. A mon avis, ce sujet ne lui tient pas à cœur. Nous devrions mettre fin à cette enquête et à nos activités. Nous devrions avertir la Chambre que sans l'aide de M. Nielsen le comité n'est pas en mesure de prouver l'existence de la surveillance électronique.

Le président: Monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Il est honteux que M. Nielsen refuse de comparaître. Il dit qu'il ne peut pas supporter l'opposition massive des libéraux. Quant à moi, je pense que nous devons voir si ses suppositions sont fondées; c'est tout. Il a formulé des accusations à la Chambre, les a renvoyées au Comité et je vois mal comment nous pourrions nous abstenir d'obtenir ces renseignements. Pourtant, nous avons fait preuve de courtoisie à son égard. D'après lui, nous nous servons du Comité à des fins politiques. A mon avis, cette accusation est scandaleuse et sans fondement.

M. Forest: Monsieur le président, on a donné à M. Nielsen tout le temps voulu pour comparaître devant le comité. Nous l'avons invité à plusieurs reprises et il est évident qu'il ne veut pas venir. Je me range du côté de M. Jerome pour dire que nous ne devons pas l'obliger à comparaître.

[Text]

followed, I do not think we should compel him to come. If he has nothing to support his allegations in the House, does not want to present them or has none to present, I think we should wind this up, not continue with this exercise, and make a report to the House on what we have heard already—that there is absolutely no evidence to support any such charges.

Mr. Chappell: I would suggest a very short report of this nature: Mr. Nielsen's refusal to attend or to disclose any facts to support his allegations leads the Committee to infer that the allegations are in fact groundless.

The Chairman: Mr. Marceau.
Monsieur Marceau.

M. Marceau: Monsieur Le président, je serais moi aussi en faveur de la présentation d'un rapport, mais peut-être un peu plus complet, dans lequel nous pourrions répondre aux allégations de la lettre de M. Nielsen qui m'apparaissent fausses. Je pense que notre rapport devrait faire un résumé de nos délibérations dire que nous rejetons ces affirmations comme étant inexactes et mensongères et que, vu le manque de collaboration de M. Nielsen, nous ne pouvons malheureusement aller plus loin. Mais j'insisterais pour que ce rapport contienne des commentaires à l'effet que nous ne partageons en aucune façon les idées exprimées par M. Nielsen pour ne pas laisser l'impression que nous avons quelque chose à nous reprocher alors que nous n'avons absolument rien à nous reprocher dans ce cas-ci.

The Chairman: While you are thinking about what the actions of the Committee should be, I would draw your attention to the fact that some complaints were made in testimony by Mr. Korchinski—that he heard some click-clicks on his telephone. This might be serious, but we have some engineers here who are experts and within 15 minutes they can show you precisely how these things could happen. Perhaps that would give you background information on some of the evidence that has already been put before the Committee.

Is it agreeable that we listen to our main witness, Mr. Fahey, of the Bell Telephone of Canada?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. J. D. Fahey (Director of Engineering Design, Bell Canada): As your Chairman indicated, I was asked to come here today to try to give you some appreciation of the technical aspects associated with wiretapping. I think it might sound somewhat repetitious to a couple of the members of the Committee who have listened to a previous exposé on this matter; certainly Mr. Deakon and Mr. Chappell, who were at an earlier committee that I attended and talked to.

What I will try to do in the next 15 minutes is show you a little bit of background information on what wiretapping is about and then, subsequently, you can ask me whatever questions you like on the technical aspects of wiretapping.

First of all, electronic eavesdropping, which is using an electronic device to listen secretly to the private conversation of others, can be divided into two types. First there are the non-wiretapping type, which are special devices that do not involve the use of the telecommunications network or facilities. In the second place there are those types of devices which are connected or used in conjunction with the telecommunications network.

[Interpretation]

S'il ne peut pas on ne veut pas prouver ses accusations, nous devrions mettre un point final à cette enquête. Nous avertirons la Chambre qu'aucune preuve ne peut corroborer de telles accusations.

M. Chappell: Je vous propose le rapport suivant: M. Nielsen a refusé de divulguer les faits pouvant justifier ses accusations. Pour le Comité, ces accusations ne sont pas fondées.

Le président: Monsieur Marceau.
Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, I would suggest a more complete report, in which we could reply to the allegations made by Mr. Nielsen. I believe that our report should summarize our deliberations and state that we reject these statements as false and misleading. In view of the fact that Mr. Nielsen refuses to cooperate, the Committee cannot pursue the matter further. However, the report should clearly state that we do not have the ideas expressed by Mr. Nielsen, so that no one will get the impression that we have something to blame ourselves for. Our conscience is clear.

Le président: Tandis que vous vous apprêtez à formuler la ligne de conduite du Comité, je signale en passant que M. Korchinski a entendu certains dé clics au cours d'une conversation téléphonique. S'agit-il de surveillance électronique? Les ingénieurs spécialistes trancheront la question en quinze minutes. Vous aurez alors l'historique des témoignages dont le comité a été saisi.

Convendez-vous d'entendre M. Fahey, de la société Bell Téléphone du Canada?

Des voix: D'accord.

M. J. D. Fahey (Directeur du service de génie, Bell Canada): Au risque de me répéter devant M. Deakon et M. Chappell, qui m'ont entendu à un autre comité, j'ai l'intention de vous entretenir des aspects techniques de la surveillance électronique.

Essayons, pendant quinze minutes, de faire l'historique de la surveillance électronique, après quoi vous pourrez m'interroger sur les aspects techniques de la question.

En premier lieu, l'espionnage électronique utilise un dispositif électronique qui peut capter secrètement les conversations privés. Il en existe deux sortes. En premier lieu, on se sert de dispositifs spéciaux qui ne mettent pas en cause de réseaux de télécommunications. Dans le deuxième cas, ces dispositifs sont reliés au réseau de télécommunications.

Reportons-nous donc au deuxième groupe de dispositifs dont on se sert pour la surveillance électronique. Je vous dirai quelques mots sur leur principe.

Les dispositifs de surveillance électronique se composent de trois parties essentielles. D'abord, le microphone qui détecte la conversation, et le fil qui fait communiquer

[Texte]

• 1130

For the purpose of this evidence, we will refer to this second group of devices as wiretaps, and I will say a word or two now about some of the principles of the devices.

The electronic eavesdropping devices consist of three principal parts. There is a microphone to pick up the conversation, and a link to connect the microphone to the receiver. That is shown at the top of the sketch there. If wires are not being used as the link, radio will usually be employed, and a small transmitter will be associated with the microphone.

When transmitters are used between the microphone and the radio receiver, they most often operate in the standard FM broadcast band, and signals can be received with commercially available FM receivers. Most of the FM radios you have can pick these up.

Regardless of whether the link is direct wire or radio, the conversation can be heard on headphones, or by using an amplifier, and can be heard over a loudspeaker. That is shown there on the right-hand side.

In all cases the conversation can be recorded with tape recorders. The better recorders are actuated only when a voice signal is present, thus conserving tape and reducing playback time.

In light of the fact that my expertise relates to the telecommunications industry, I will confine my remarks to the technical aspects of those devices which we have called wiretaps, although in my opinion non-wiretapping devices are far more dangerous.

First of all, we will take a look at the outside plant distribution before I discuss the various types of wiretaps. I feel it will improve your comprehension if I take a few minutes to show you how our customer cable distribution plant is arranged.

Most of the wiretap devices we have found have been connected to this portion of our plant. In the sketch in front of you there is shown one of many main cables leaving our central office. That is the central office at the top of the screen, and the main line going down represents one of the main cables leaving our central office. That cable could contain as many as 3,000 individual cable pairs.

Bridged off this main cable could be several smaller distribution cables to service residential, commercial or industrial customers, and that is what you see to the left and right of that main line, with the commercial building supposedly right below the central office, and residential on either side below that again.

These cables can be run aerially or placed underground. In the one on the right there we try to show a couple of poles, and those are the aerial cables.

To provide access from these distribution cables to customers' telephones, we install cable terminals, and those are those little blobs you see on the right hand behind the houses, and in the commercial building there behind the central office it is a main terminal right within the building, and there could be several others beyond that again. The one on your left is supposed to represent a buried cable to those residents, and those are terminals that you see there where the houses are connected to them.

If the terminal is installed on an aerial distribution plant, as we have on the right there, they are called aerial terminals, and I think you have all seen this in residential areas. There is one of those aerial terminals where the wire feeds your house from that point. There is another sketch of that

[Interprétation]

le microphone au récepteur tel qu'indiqué sur le graphique. C'est parfois la radio ou un petit transmetteur qui relie le microphone au récepteur.

Toutefois quand les transmetteurs relient le microphone au récepteur, ils opèrent sur fréquences modulées et les récepteurs FM ordinaires peuvent en recevoir les signaux.

Quel que soit le lien, qu'il s'agisse de fil ou de radio, les écouteurs peuvent capter la conversation en se servant d'un amplificateur ou d'un microphone. Vous le voyez ici à la droite du graphique.

On peut toujours enregistrer la conversation sur ruban magnétique. La présence de la voix déclenche ces enregistreurs qui enregistrent la conversation, conservent le ruban magnétique et évitent les pertes de temps.

Puisque je me spécialise en télécommunications, je me confinerai aux aspects techniques de ces dispositifs de captation par fils bien que les dispositifs de captation par ondes sont beaucoup plus dangereux.

En premier lieu, examinons la façon dont sont réparties les installations extérieures mises au service de nos clients.

La plupart de nos dispositifs de captation sont branchés à cette partie de notre installation. Vous voyez plusieurs câbles principaux quitter notre bureau central qui figurent au haut de l'écran. La ligne principale que vous voyez descendre représente un des câbles principaux quittant notre bureau central. Ce câble contient 3,000 paires de câbles particuliers.

De nombreux petits câbles mis à la disposition de nos clients industriels, commerciaux ou résidentiels bifurquent à partir de ce câble principal et c'est ce que vous voyez à la gauche et à la droite de cette ligne principale. L'édifice commercial s'inscrit au-dessous du bureau central et l'édifice résidentiel s'inscrit à droite et à gauche de l'édifice commercial mais au-dessous de lui.

Ces câbles peuvent fonctionner par air ou par terre. Vous voyez deux pôles qui contiennent des câbles aériens.

Ces câbles communiquent avec les téléphones des clients grâce à des terminus installés à l'arrière des maisons. Dans le cas des édifices commerciaux, le terminus principal est situé à l'arrière du bureau central. On pourrait en installer plusieurs autres. A votre gauche, vous voyez un câble enterré auquel sont attachés les terminus qui communiquent avec les maisons.

Si le terminus est installé à des installations de répartition aérienne, on les appelle les terminus aériens qui déservent les ondes résidentielles. Un de ces terminus aériens alimente votre maison à partir d'un fil. Voici un autre graphique de terminus apposé le long du pôle.

Si le terminus est installé dans les installations enterrées, il devient un terminus enterré, même si le terminus lui-même est situé sur le sol. Vous voyez un de ces câbles

[Text]

same terminal you saw alongside the pole with the cover removed.

If the terminal is installed in a buried distribution plant, as shown on the left there at the lower part—those are the buried terminals on the left at the lower—they are called buried terminals, even though the terminal itself is above ground. There is one of those where you have a buried cable coming along the back of your lot. It comes up into that pedestal arrangement there, and if you take the cover off that pedestal we just looked at, you would see something like that inside the pedestal.

If the terminals are installed in commercial, industrial or apartment buildings, they are called inside terminals. I am referring to the terminal there in the building right below the central office. This is the type of terminal that you would find in the Parliament complex or in large buildings. This first terminal here, that is just a smaller industrial complex, and that is an inside terminal from which all the cable from the outside would come, and then the cables to your individual house phones would leave from there.

• 1135

Here is a picture of a larger one and the type that you would see in larger complexes, more like the terminals you would have in the complex here on the Hill. It is within these terminals that I have just shown you that we most often find the wire-tapping devices which I will be discussing.

I have, for the purposes of this talk, divided the types of wire taps into three groups. They are as follows: (1) direct connections to telephone facilities to overhear telephone conversations; (2) inductive connections to telephone facilities to overhear telephone conversations; (3) room listening devices connected to telephone facilities.

This third group do not monitor the conversation on the telephone but they utilize the telephone to monitor a room conversation.

I will deal with these three types in order. First of all, we will talk about direct connections to telephone facilities to overhear telephone conversations.

Direct connections can be established in one of two ways: by use of a radio transmitter, which I discussed, or by direct connection of a pair of wires to the telephone line being tapped.

Let us talk about the radio transmitter. The radio transmitter is a device which will detect and transmit telephone conversations to a distant radio receiver. The transmitter may be attached within the telephone instrument, and here you see about half way down from the top a little black device, and that is a radio transmitter. This is a telephone set from which we removed the external housing. The transmitter also may be found on the customer's cable pair external to the set. In this picture it is one of those aerial terminals which I showed you earlier with the cover removed, and that radio transmitter, that little device on the right of the terminal, has a black wire associated with it which is basically an aerial associated with the radio terminal, and just to the right of the little white device on the right is the radio transmitter. To the right of that again is a black wire which is the aerial connected to it, and out of the left of it and going up into the cable are a couple of pairs of wires which are tapping into the actual cable pair being monitored.

Here we have one of the devices in one of the large terminals which you would find in an industrial or apart-

[Interpretation]

installé à l'arrière de la maison et qui s'avance comme un piédestal. Si vous découvrez ce piédestal, voici ce que vous verrez à l'intérieur.

Si les terminus sont installés dans des édifices commerciaux industriels ou des immeubles d'appartements, on les appelle terminus intérieurs. Je me reporte au terminus intérieur que l'on voit sous le bureau central. Voilà le genre de terminus installé dans les édifices du Parlement ou dans les grandes bâtisses. Ce premier terminal n'est qu'un plus petit complexe vers lequel convergent tous les fils de l'extérieur; tous les fils allant vers les téléphones privés, partiraient de là.

Voici le dessin d'un plus grand, et probablement le genre qu'il y aurait dans les complexes plus étendus, à peu près comme les terminaux qui se trouveraient ici sur la Colline. C'est à l'intérieur de ces terminaux que je viens de vous montrer que se trouvent les appareils servant à surveiller les lignes téléphoniques.

J'ai donc divisé ces appareils en trois groupes. Il y a ceux qui ont: (1) des liens directs avec les appareils téléphoniques permettant de surveiller les conversations; (2)

des connections inductrices servant aux mêmes fins; (3) des tables d'écoute reliées aux appareils téléphoniques.

Ce dernier groupe ne contrôle pas les conversations au téléphone, mais il se sert de ce dernier pour écouter ce qui se dit dans la pièce.

Je parlerai de ces trois catégories dans leur ordre respectif. Tout d'abord, il y a les liens directs avec les appareils téléphoniques.

On peut établir ces connections de deux façons: à l'aide d'un transmetteur radio, dont j'ai déjà parlé, ou à l'aide de fils reliés à l'appareil en question.

Le transmetteur radio permet de déceler et de transmettre les conversations téléphoniques à un récepteur. On peut installer cet appareil à l'intérieur du téléphone; voyez d'ailleurs ce petit appareil noir, il s'agit d'un transmetteur. Voici un appareil de téléphone privé de sa couverture. On trouve aussi le transmetteur fixé au fil extérieur. Cette image montre un terminal d'antenne, et un transmetteur, ce petit appareil à la droite du terminal qui comprend un fil noir qui est en quelque sorte une antenne reliée au terminal; à droite du petit appareil blanc, il y a le transmetteur. Encore à droite, vous voyez un fil noir qui lui sert d'antenne, et à gauche se trouvent deux fils reliés au fil que l'on a sous contrôle.

Ici vous avez un appareil se trouvant dans un plus grand terminal, du genre de ce qu'il y aurait dans un complexe industriel ou un immeuble. Au bout du crayon vous voyez un petit appareil; c'est le transmetteur dont on se sert pour surveiller les lignes.

L'énergie qui alimente ces appareils provient habituellement des fils de l'abonné, ce qui permet d'avoir de plus petits appareils; c'est d'ailleurs ce qu'il faut.

[Texte]

ment complex. At the end of the pencil there, you see a small device, and that is a radio transmitter which is being utilized to tap the line.

The power supply for the operation of the device is usually obtained from the subscriber's pair of wires from the telephone central office, and this enables them to keep these devices smaller, which is the main idea.

The device will vary in size and the present trend is generally towards miniaturization. These are a number of devices which we have actually picked up in the company, and the type we are seeing today are the smaller ones more than the larger ones. These have been found over the last number of years. The ones that you saw in the picture, the previous terminals, I think the one at the top to the right—we quite often see those in the middle at the top as well.

Rarely are they larger than a package of playing cards and in most instances are about the size of a one-inch cube. The transmission range of the device we have encountered is approximately 300 to 1,200 feet.

Commercial type FM or AM receivers may be used, depending on the type of transmitter, with this type of receiver. In other words, a person with a normal radio receiver could pick up the tapped line.

With this type of receiver, the eavesdropping party can be mobile and thus reduce the chances of his detection. It could be a radio in a car.

These devices are not readily detected by tests from our central office. Visual inspection and special radio type detection equipment are the detection methods available to us. Approximately 60 per cent of all the devices we have found have been of this type.

We have been keeping close records on this since about 1964.

• 1140

Other types of direct physical wiretaps are generally accomplished by bridging a pair of wires from the victim's telephone line and extending this bridge to a remote location where the line may be overheard. The eavesdropper may use a loudspeaker, telephone set, headset, tape recorder, etc., to overhear his victim's telephone conversation. The eavesdropper's mobility is restricted with this method of operation.

These types of wiretaps can sometimes be detected by our central office testing but normally they are found by visual inspection.

Here you see the inside of a terminal that you would find at the back of your house, of one of those very pedestals I referred to earlier, with the cover removed. That is looking at the terminal. In there, if you can see, at the left side of the terminal, you have two black wires attached to the same lug of the telephone set. One pair of wires goes down to a telephone set and the other is a direct bridge on there, and is a wiretapping-type of connection that would be made for a direct tap.

Approximately 35 per cent of all the taps we have found to date have been of this type, so you can see that the FM-T or radio type of equipment and this between them make up the largest percentage we have found, by far.

Another type of device is called "the old lady". This device will permit the victim's line to be overheard on both calls originated and received by the victim without his or her knowledge. It is physically connected to the victim's line and also to the infrequently used line, such as that of an old lady, or it could be the wiretapper himself just taking a second phone. I would think that that is more apt

[Interprétation]

Les appareils sont de diverses tailles, mais ils sont en général très petits. Voici quelques appareils que l'on a pris dans la compagnie, et nous voyons surtout les plus petits. On les a trouvés au cours des dernières années. Ceux que vous avez vu sur l'illustration, plus particulièrement celui du haut et celui du milieu, en haut, sont ceux qu'on rencontre le plus souvent.

Ils sont rarement plus volumineux qu'un paquet de cartes à jouer, et dans la plupart des cas, ils ont la taille d'un pouce cube. Leur portée varie entre 300 et 1,200 pieds.

Les récepteurs de type commercial Am ou FM peuvent servir dans ces cas selon le genre du transmetteur. En d'autres mots, quiconque possède un récepteur radio ordinaire peut écouter les conversations téléphoniques de cette ligne.

Grâce à ce genre de récepteur, il est facile de se déplacer et de réduire les risques d'être pris. La radio d'une auto pourrait servir à cette fin.

Notre bureau central ne peut toujours repérer ces appareils. Nous nous servons de l'inspection visuelle et d'un type spécial de détecteur de radio. A peu près 60 pour cent des appareils trouvés correspondaient à ce type.

On surveille étroitement cette affaire depuis 1964.

D'autres genres de tables d'écoute directes se font généralement en raccordant une paire de fils de la ligne téléphonique de la victime pour qu'elle atteigne un lieu éloigné et que l'on puisse entendre ce qui se dit sur cette ligne. Celui qui écoute clandestinement peut utiliser un haut-parleur, un appareil téléphonique, un magnétophone etc. pour entendre la conversation de sa victime par téléphone. La mobilité de l'écouteur clandestin est restreinte avec ce genre d'opération.

Ce genre de table d'écoute peut parfois être décelé par le bureau central téléphonique mais habituellement on les découvre lors d'une inspection sur les lieux.

Vous voyez en ce moment au tableau l'intérieur d'une ligne terminale qui se trouve à l'arrière de votre maison, c'est-à-dire l'un de ces pedestals dont j'ai parlé plus tôt et dont le couvercle est enlevé. A l'intérieur vous pouvez constater au côté gauche de ce terminal deux fils noirs qui sont rattachés à la même ligne téléphonique. Une paire de ces fils est branchée sur l'appareil téléphonique et une autre forme une espèce de pont direct pour permettre l'écoute directe.

Environ 35 p. 100 de toutes les tables d'écoute que nous avons découvertes jusqu'à date sont de ce genre et vous pouvez alors constater que les équipements de type AM ou FM forment la majeure partie des tables d'écoute que nous avons découvertes jusqu'à maintenant.

Un autre genre de dispositif s'appelle «The old lady». Cet appareil permet d'entendre ce qui se dit sur l'appareil de la victime, tant pour les appels à l'extérieur que pour les appels reçus, sans que la victime ne le sache. Cet appareil est relié à la ligne téléphonique de la victime ou

[Text]

to be the case than the old-lady type of situation; but the device has been referred to as "the old lady".

To activate the device, the eavesdropper places a call to the old lady's line and then allows her to hang up. The eavesdropper does not hang up and thereby keeps the line open for listening purposes. If the old lady should attempt to originate a call, the device will be deactivated by the eavesdropper hanging up. If an attempt is made to call her, a busy signal will be returned.

This device will only work with the older type of central office switching equipment and both the old lady and the victim's telephone cable pairs must be accessible for interconnection. Both the old lady and the victim must also be served at the same switching centre.

Detection of these so-called "old lady" devices is possible only by visible inspection. Here you see a picture of one of them inside one of those house terminals or building terminals that I referred to earlier. Just on the surface it does not look too much different from a radio-type device, but that one there is an "old lady" device. We have found and disconnected several of these devices over the past few years.

Mr. Peters: How does it work? Who are they listening to? They are not listening to the old lady's conversations?

Mr. Fahey: No, no.

Mr. Peters: They are listening to somebody else, but how do they get that telephone tapped into the old lady's line?

Mr. Fahey: Maybe if I go back to the first slide, you will see. There, you see the "old lady" in that slide connected to the victim's line as well as to the old lady's line. All right? Does that answer your question?

Mr. Peters: It must be in the same building, then?

Mr. Fahey: The device itself is connected to two lines. Do you see the two binding posts? I do not know whether it is clear enough or not.

Mr. Peters: Yes, I see.

Mr. Fahey: There are wires going back.

Mr. Peters: But they *are* in the same block?

Mr. Fahey: That is right. It could be in an apartment complex; it could be a large building complex, or anything of that nature.

Mr. Peters: But it has to be in the same block?

[Interpretation]

c'est peut-être l'écouteur clandestin lui-même qui est branché sur un deuxième téléphone. Je dirais que c'est ce genre d'écouteur qui existe davantage, plus que le type appelé «old lady».

Pour mettre en marche ces appareils, l'écouteur clandestin fait un appel sur la ligne «old lady» et permet ensuite qu'on accroche le receveur. Par contre l'écouteur clandestin ne raccroche pas et par conséquent, la ligne est ouverte pour qu'il puisse entendre. Si l'on essaie de faire un appel de l'appareil où se trouve le dispositif «old lady» cet appareil ne fonctionnera plus si l'écouteur clandestin raccroche. Si on essaie de communiquer avec l'autre appareil, on entendra un signal comme quoi la ligne est occupée.

Cet appareil ne fonctionnera qu'avec le genre ancien d'équipement de connection du bureau central et les deux téléphones, soit celui où il y a l'appareil «old lady» et le téléphone de la victime, doivent pouvoir être reliés entre eux. L'appareil qui comporte un dispositif «old lady» ainsi que l'appareil de la victime doivent aussi être desservis par le même centre de connection.

On ne peut déceler ces appareils appelés «old lady» que par une inspection des lieux. Vous voyez ici sur l'écran une image d'un de ces dispositifs à l'intérieur de ces câbles terminaux d'une maison ou d'un édifice dont je parlais plus tôt. A première vue cet appareil ne semble pas tellement différent d'un appareil de radio, mais c'est pourtant un appareil qu'on appelle «old lady». Nous avons découvert et disconnecté plusieurs de ces appareils au cours des quelques dernières années.

M. Peters: Comment cela fonctionne-t-il? Qu'est-ce qu'on y écoute? Ils n'écoutent certainement pas les conversations sur l'appareil qui comporte un dispositif «old lady», n'est-ce pas?

M. Fahey: Non.

M. Peters: Ils écoutent la conversation de quelqu'un d'autre, mais comment peuvent-ils surveiller la ligne qui renferme un appareil «old lady»?

M. Fahey: Vous comprendrez mieux si j'en reviens à la première diapositive. Vous voyez dans cette image l'appareil «old lady» qui est relié à la ligne de la victime ainsi qu'à la ligne qui renferme l'appareil «old lady». Cela répond-il à votre question?

M. Peters: Ces deux lignes doivent être dans le même édifice, n'est-ce pas?

M. Fahey: L'appareil lui-même est relié à deux lignes. Voyez-vous sur l'écran les lignes qui sont reliées entre elles? Je ne sais pas si c'est assez clair?

M. Peters: Oui, je vois.

M. Fahey: Il y a des fils téléphoniques qui reviennent au point de départ.

M. Peters: Mais ils sont installés dans le même pâté de maisons, n'est-ce pas?

M. Fahey: C'est exact. Il se pourrait que ce soit un immeuble à appartements ou un édifice très grand ou quelque chose de ce genre.

M. Peters: Mais ces appareils doivent être fixés dans le même pâté de maisons?

[Texte]

Mr. Fahey: Yes.**Mr. Peters:** I see.

Mr. Fahey: That covers the direct type of taps that I referred to as being one group.

The next group is referred to as inductive connections to telephone facilities to overhear telephone conversations. These devices are not physically connected to our telephone plant; rather they utilize the magnetic field that is created by the variable flow of current through the telephone wires. These devices can be placed alongside the telephone set or pair of wires to monitor the telephone conversation. There is a picture of one right over the top of a pair of wires and you can see the other lead coming out which would go to some pickup device. You will notice that that one was made in Japan. That does not mean that they are all made in Japan. Amplification is required with an induction coil and therefore amplifiers and sometimes radio transmitters are associated with the device. These devices are susceptible to interference from sounds other than the cable pair being monitored. They may be found by visual inspection or by using special detection equipment. We have not, however, found any of these devices to date. There are a lot of limitations in placing these devices and trying to get a good pickup, and I think that is the reason why people are not using them. But they can be used to wiretap.

• 1145

The third type of device I refer to as the "room listening devices" connected to telephone facilities. These devices are not designed to overhear telephone conversations, but rather they utilize the telephone facilities to overhear conversations in an area in which a telephone is located. I will discuss two such devices. Just before I mention these, to make sure you understand that, this is a situation where a person is not monitoring directly the telephone conversation but the room conversation in which a telephone device or facility has been tapped.

The first type of device we refer to as the "hook-switch by-pass." This method of eavesdropping utilizes the transmitter in the telephone as a microphone. That is what those startling signs on the left are supposed to indicate, that that transmitter is modified. To do this, minor wiring rearrangements have to be made inside the telephone instrument in order to make the telephone transmitter "live" when the telephone handset is in the cradle. This rewiring does not normally interfere with the operation of the telephone set.

Amplification is normally necessary with this type of eavesdropping, so an amplifier and loudspeaker or earphones would have to be connected to the victim's telephone line at a remote location. This technique does have limitations due to the lack of range of the telephone transmitter. It is necessary for the parties being monitored to be in close proximity to the telephone set.

This modification to the telephone set cannot be detected by routine tests from our central office, but we do have special equipment which will detect these modifications if an investigation is carried out. We have not found this type of wiretapping in any of our investigations.

Another type of room listening device is referred to as the "harmonica microphone" or "infinity transmitter", and I have heard numerous other names, but these are the most commonly used names. This device is attached across the telephone line or within the telephone set and is located in the area to be eavesdropped. To activate the device, the listening party calls the victim and immediately

[Interprétation]

M. Fahey: Oui.**M. Peters:** Je vois.

M. Fahey: Mais cela couvre le mode direct de table d'écoute qui forme le premier groupe.

L'autre groupe parle de connections d'induction aux appareils téléphoniques pour entendre les conversations téléphoniques. Ces appareils ne sont pas directement reliés à nos bureaux. Ils utilisent plutôt le champ magnétique qui est créé par le débit variable du courant à travers les lignes téléphoniques. Le dispositif peut être installé à côté des deux fils téléphoniques. L'illustration en montre un juste au-dessus des deux fils, et l'autre ligne est reliée à un haut-parleur. Vous remarquerez que celui-ci a été fabriqué au Japon; mais ils ne le sont pas tous. A l'aide d'une bobine d'induction, on obtient l'amplification; par la suite les haut-parleurs et parfois les transmetteurs de radio sont branchés au dispositif. Il arrive que les dispositifs captent des bruits qui proviennent d'une autre ligne. En général, on peut les détecter à l'œil ou à l'aide d'un équipement spécial. Jusqu'à présent, nous n'en n'avons pas encore trouvé. Je pense que les gens ne s'en servent pas, parce qu'il est difficile d'installer ces dispositifs et d'obtenir une bonne reproduction du son. Toutefois, on peut les employer pour capter les messages téléphoniques.

Le troisième type de dispositif, que je pourrais nommer «dispositif d'écoute pour une pièce», est branché au télé-

phone. Sa fonction initiale n'est pas de capter des conversations téléphoniques, mais de capter une conversation au moyen du téléphone, s'il y en a un dans la pièce. Je parlerai de deux dispositifs de ce genre. De nouveau, je veux qu'on comprenne bien que ce dispositif ne sert pas à écouter directement une conversation téléphonique, mais à capter une conversation dans une pièce où il y a un téléphone.

On désigne l'un de ces dispositifs par l'expression: «crochet de dérivation». Dans ce cas, le transmetteur du téléphone fait fonction de microphone. Ces signes, à gauche de l'illustration, représentent un transmetteur ainsi modifié. Pour obtenir un tel arrangement, il faut changer la disposition de certains fils à l'intérieur de l'appareil téléphonique afin de rendre le transmetteur sensible, même si le récepteur est accroché. Généralement, ces modifications ne changent en rien les fonctions normales d'un appareil.

Cette méthode d'écoute requiert un système d'amplification. Quand la ligne téléphonique est éloignée, on doit y brancher un amplificateur et un haut-parleur ou des écouteurs. Cependant, il faut que les personnes qu'on écoute soient près du téléphone parce que la portée du transmetteur est limitée.

Il est impossible de détecter ces dispositifs par les inspections de routine qu'effectuent nos centrales; mais, nous possédons un équipement spécial capable de les découvrir. Quant à nous, nous n'en avons pas trouvé au cours de nos enquêtes.

L'autre type de dispositif est appelé généralement, microphone harmonique ou transmetteur à l'infini. Il est branché à un endroit quelconque de la ligne téléphonique ou à l'intérieur de l'appareil et il est posé à portée de voix de la personne qu'on écoute. Pour entrer en écoute, il faut composer le numéro de cette personne et juste après le dernier chiffre, siffler dans le récepteur. Le signal déclenché par le sifflement empêche l'autre téléphone de sonner. Ainsi, la ligne du demandé sera occupée et la personne qui écoute pourra suivre la conversation qui a lieu dans cette pièce. Quand le demandé lèvera le récepteur de son appa-

[Text]

after dialing the last digit, whistles into his transmitter. This tone from the whistle will prevent the victim's phone from ringing. When activated, the eavesdropper can hear the conversation in the area being monitored, and a busy condition will exist on the called party's line. If the victim lifts his receiver to originate a call, the device will be deactivated automatically and the telephone line will revert to normal.

The only method to detect this type of unit is physical inspection. There is a picture of one that we have. It gives you an idea of the size. Here you see one—it is not too clear but at the front of the telephone set, inside, that long, black device. That is how one could be placed inside a telephone set. We have not found any of these devices.

Gentlemen, that covers a sort of basic introduction to what wiretapping is about, and if I can clarify anything or help you out, I will be only too pleased to do so.

• 1150

The Chairman: Thank you very much, Mr. Fahey. Mr. Peters.

Mr. Peters: It seems to me that we are not really talking about interference or wire tapping in the sense of industrial eavesdropping, which I presume most of this is, or the simple divorce proceedings type of equipment. What is the relationship in the structure that we have in the House of Commons in terms of the government telephone operators? We operate in an odd way here. For long distance calls we operate through a government exchange and an operator is involved. There is certain machinery in the middle of that call. What is that structure? I presume that when we use nine digits we are really in the Ottawa telephone exchange rather than in the government exchange. What are the mechanics of the government section of our exchange?

Mr. Fahey: As I understand it, and I am not completely clear on the complex of government telephone arrangements, you have the ability to dial directly into your extensions, or if the person does not know the telephone number that is being called he can go through a switchboard. By the same token, you can dial out directly, going through the long distance network but, as I understand it, in some cases you place some of the calls through your own switchboard and the call is either dialed directly or it goes through a toll operating position. If I understand your question that is basically the type of operation that you have.

Most of the switching equipment associated with your complex is located in the telephone company's central office. There is some in the outlying places where they have their own switching equipment in the buildings, but certainly the major complex of switching equipment is located in the central office.

Where you have buttons on your telephone sets, the key arrangements and the equipment associated with those are located on the premises of the government complex. Am I helping you out, sir?

Mr. Peters: Yes, I am trying to clarify it in my mind. There are a couple of things I have never understood. When we use government lines we operate in two ways on the government lines and one of them is direct dialing to Montreal, Toronto, and a number of other places. Obviously the government must have some system of recording this for their own information or they would not be able to arrive at any kind of an estimate of the advantages of using a paid toll line rather than installing their own

[Interpretation]

reil, le circuit de la table d'écoute se coupera automatiquement et il entendra le signal normal.

La seule façon de détecter ce dispositif est d'inspecter toute l'installation. L'illustration vous donnera une idée de la taille de cet appareil; regardez, c'est ce long dispositif noir, posé sur la face intérieure du téléphone.

Messieurs, vous savez maintenant l'essentiel sur les tables d'écoute. Il me fera plaisir de répondre à toutes vos questions.

Le président: Merci monsieur Fahey. Monsieur Peters.

M. Peters: Quand on parle d'ingérence, on pense surtout aux tables d'écoute, à l'espionnage industriel ou même à l'équipement dont on se sert dans les cas de divorce. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. J'aimerais plutôt savoir comment fonctionne le circuit téléphonique de la Chambre des communes, car il semble plutôt compliqué. Les appels interurbains sont acheminés par une téléphoniste au central de l'État, ce qui suppose tout de même un certain équipement. Les numéros de neuf chiffres passeraient plutôt par le central d'Ottawa, c'est bien cela?

M. Fahey: D'après ce que je sais, et je ne suis pas expert en la matière, lorsqu'il s'agit d'un appel acheminé à l'intérieur des services de l'État, vous pouvez composer directement ou, si vous ne connaissez pas le numéro en question, vous pouvez faire passer votre appel par un central. Les appels interurbains sont composés directement ou passent par un central de péage. C'est là un bref résumé de la situation et j'espère que j'ai bien répondu à votre question.

L'essentiel de cet équipement se trouve au bureau central de la société du téléphone, même s'il s'en trouve un peu dans quelques-uns des édifices de l'État.

Quand vous avez un téléphone à plusieurs lignes, l'équipement connexe se trouve dans les édifices de l'État. Ces renseignements vous sont utiles, monsieur?

M. Peters: Oui, il y a donc deux façons de procéder dont l'une est de téléphoner directement à Toronto, Montréal ou ailleurs. L'État doit certainement pouvoir relever ces appels sinon il ne pourrait décider lequel des suivants est le plus avantageux: installer son propre système à micro-ondes, continuer à se servir du système actuel ou payer en fonction du volume d'appels pour une période donnée. Il doit tout de même y avoir quelque part un système d'enregistrement de tout cela, mais il y a autre chose qui m'intri-

[Texte]

microlines or using the volume of traffic on that line at a given time. There must be a recording device somewhere in that structure and I am curious—not particularly for the same reason—to know how this works. It is a fact that we get all kinds of noises and different sounds. Every member has this if he is making any telephone calls. Let us not kid ourselves, there are these things. When you are making long distance calls you get all kinds of voices, and the girl may be ringing three digits and between each of them you get the same voice. I am curious to know what the difference is between these four different systems that we use. We dial direct, we dial through an operator, we dial through Bell; and we are dialing with the 9 digit which gets you, I presume, the Ottawa telephone exchange. The government must operate some monitoring device on these calls. Even the Liberals would agree that it would be rather idiotic if they did not know what their volume was on each of the systems, to at least be able to make a decision on what system they were going to use. In one they ask us our name and number. In the long distance direct dial they do not ask, there is no intervention. But there must be some recording.

• 1155

Mr. Fahey: If there is a long distance call dialed by the government people that goes over our facilities, rather than ones that are leased full-time to you, there is a recording made of the telephone number, the time, the length of the call, destination, just as there is for any other customer that makes any outside call.

Now with the call made in the government that goes over your full-time leased facilities you do not have an arrangement where you can identify where all these calls originated from, that same type of information that we have over our long distance network. First of all, there is not the need to keep all this information for billing purposes, etc. from our point of view because it is leased full-time to you. Now there are studies being made, as I understand it, by your own telecommunications people who administer your services to try and determine who is using these facilities, etc. from a traffic pattern point of view, and they have been looking to us to see if there was some way that they could not associate these calls that are made over your private facilities directly with the telephone number. Now there are ways of doing this. You can have what is called "Fullcentrex" system which did not meet your needs in other ways completely. So they have been searching jointly with us to find a way of allocating that right back to telephone numbers. To the best of my knowledge, we have tried out a couple of systems, I do not think they have fully met their requirements, and they are still experimenting in that particular area.

Mr. Peters: How do you do this? Do you intrude?

Mr. Fahey: No. Automatic equipment would record the digits. First of all, it would associate with the line when you pick up your receiver and would indicate what that line was. Then it would record the destination, the digits of where you are going to, so you have the destination. There would be an entry time when you pick up and there would be an entry time, again, when you hang up.

Mr. Benjamin: But the conversation is not recorded?

[Interprétation]

que. C'est fou ce qu'il peut y avoir de bruits et de parasites sur ces lignes. Chaque fois qu'on fait un appel interurbain, on entend des bruits de voix, et quand la téléphoniste compose un numéro, on entend souvent quelqu'un parler. J'aimerais bien savoir quelle différence il y a entre tous ces systèmes. On compose en direct, on passe par une téléphoniste, on passe par Bell, et on se sert du 9 qui, j'imagine, nous fait passer par le central d'Ottawa. Le gouvernement doit avoir un dispositif quelconque pour contrôler ces appels. Même les Libéraux admettront que ce serait illogique de ne pas connaître le nombre d'appels effectués sur chaque système: comment pourraient-ils prendre une décision quant au choix d'un système? Dans le premier cas, on vous demande votre nom et votre numéro, dans le cas des appels interurbains on vous demande rien, l'appel se fait sans intermédiaire.

M. Fahey: Les appels faits à l'intérieur du système gouvernemental passent par notre propre équipement alors que dans le cas des appels personnels, le numéro de téléphone, l'heure, la durée et la destination de l'appel sont enregistrés, tout comme dans le cas d'un client quelconque qui fait un appel à l'extérieur.

Dans le cas des appels passant par l'équipement loué au Gouvernement, il n'existe aucun dispositif qui puisse retracer l'appel, comme ceux que nous possédons dans les réseaux d'appels interurbains. Comme cet équipement vous est loué pour l'année et qu'il n'existe aucun besoin de facturer les clients, il est inutile de posséder un système de contrôle des appels. J'ai su que les employés affectés aux télécommunications, ceux qui administrent votre système de téléphone, menaient une étude dans le but d'identifier les usagers et d'évaluer le nombre d'appels. Il nous ont contactés pour mettre sur pied un tel système de contrôle. Cela peut se faire; vous pouvez adopter le système «Fullcentrix» mais jusqu'ici, il ne s'est pas révélé très satisfaisant. Nous avons cherché, de concert avec vos employés, un moyen d'enregistrer directement le numéro de téléphone. A ma connaissance, et nous avons essayé plusieurs systèmes, aucun ne s'est révélé satisfaisant. De toute façon, ils en sont encore au stade expérimental.

M. Peters: Comment vous y prenez-vous? Écoutez-vous les conversations?

M. Fahey: Non. L'équipement automatique enregistre directement le numéro composé. Dès que vous décrochez le récepteur, il identifie la ligne puis enregistre la destination au moyen des numéros que vous composez. Il enregistre également l'heure à laquelle l'appel commence et l'heure à laquelle il se termine.

M. Benjamin: La conversation n'est pas enregistrée?

[Text]

Mr. Fahey: No, the conversation is not recorded.

Mr. Peters: I am not suggesting the conversation is recorded; I am trying to find out how you monitor them to make a legitimate evaluation of systems.

What happens in the other case?

Mr. Fahey: If it is long distance call the operator in most cases makes a ticket up. So you have all the information at that time.

If it is over our network the operator will have who is calling the telephone number, where it is being called and so on. You have been asked these questions, I gather.

Mr. Peters: Oh, yes.

Mr. Fahey: So you have all that. On your own board I am not too sure just what information she does take down, but the facility is there for her to take it down the same way as we do.

Mr. Peters: What about the direct dial long distance? Are those straight leased lines?

Mr. Fahey: You have, as I understand it, two types. If you do not have direct distance dialing down to, say, Texas, you make the call the same as anybody else and that information is recorded from what we call "Cama equipment" in our toll centre. That would give you, as I indicated, the telephone calling number, the destination and the length of the call. That is over our facilities.

Over your facilities, where you have it between two locations, you do not have the same facility to do that.

Mr. Peters: What happens when I dial an intergovernmental remote number?

Mr. Fahey: When you dial that number it is going over your own switched leased lines, leased full-time by your people, and there is no recording made. I was trying to explain that your own telecommunications people are searching for ways to see if they can get a better handle, for administration purposes, on those calls themselves. I think it is mostly between the departments within the government; they want to have a better administration.

• 1200

Mr. Benjamin: If I sat in my office and dialled Winnipeg—put a call through to Winnipeg—I would dial 161 and the Winnipeg city number. That would be on a government-leased circuit, would it?

Mr. Fahey: Yes.

Mr. Benjamin: And there is no necessity to keep track of the number you called, and so forth, on that because whether there is one call made on that circuit or ten thousand calls made, the charge is the same for the circuit?

Mr. Fahey: That is right. It is a fixed type of charge. I am not too sure about Winnipeg-Ottawa and just which ones are leased and which ones are not, but I presume that is what the situation is.

Mr. Benjamin: The ones where we can dial ourselves, where we do not have to go through the government switchboard operator? That is, 161 for Winnipeg, 186 for Toronto and 189 for Montreal?

[Interpretation]

M. Fahey: Non.

M. Peters: Loin de moi l'idée de vouloir suggérer que vous enregistrez les appels, mais comment en assurez-vous le contrôle?

Qu'arrive-t-il dans les cas où on passe par la téléphoniste?

M. Fahey: Dans le cas des interurbains, la téléphoniste prend en note l'appel en question; elle possède donc tous les renseignements.

Dans notre propre réseau, lorsqu'on requiert les services de la téléphoniste pour faire des appels interurbains, elle relève le nom et le numéro du client et du destinataire etc. On vous a déjà posé de telles questions, j'imagine?

M. Peters: Oui.

M. Fahey: Voilà. Dans le cas des services gouvernementaux, j'ignore si la téléphoniste prend en note tous ces renseignements mais elle peut facilement le faire.

M. Peters: Dans le cas des appels interurbains, est-ce qu'il y a des lignes directement louées et réservées au gouvernement.

M. Fahey: Il existe, si je comprends bien, deux sortes de lignes. Par exemple, si vous appelez au Texas, vous appelez comme n'importe quel client et l'appel est enregistré par nos centrales téléphoniques au moyen du «Gamma equipment», pour le paiement. Un tel système vous donne tous les renseignements nécessaires: durée de l'appel, destinataire, etc. C'est cet équipement que nous possédons.

Avec votre équipement, cela n'est pas aussi facile.

M. Peters: Qu'arrive-t-il si je compose un numéro du gouvernement d'une région éloignée?

M. Fahey: Lorsque vous composez un tel numéro, il passe par vos circuits, qui sont loués par le gouvernement pour toute l'année. Il n'y a aucun système pour enregistrer l'appel. J'étais en train de vous expliquer que vos employés tentaient actuellement de mettre sur pied un tel système. Je crois que leur but était de contrôler les appels interministériels pour fins d'administration.

M. Benjamin: Si je suis dans mon bureau et que je désire inscrire un appel à Winnipeg, je n'ai qu'à composer 161 et le numéro du poste que je désire atteindre à Winnipeg. Je me servirais alors d'un des circuits loués par l'État, n'est-ce pas?

M. Fahey: Oui.

M. Benjamin: Et il n'est pas nécessaire de noter le numéro puisque les frais de location du circuit sont les mêmes, peu importe qu'il serve à un ou à dix mille appels.

M. Fahey: C'est exact. C'est un genre de forfait. Je ne suis pas certain du genre de circuit qu'il y a entre Ottawa et Winnipeg, c'est-à-dire quels circuits sont loués et quels autres circuits ne le sont pas, mais je crois qu'ils le sont.

M. Benjamin: Les circuits qui nous permettent de composer directement le numéro, sans passer par la standardiste du Parlement? C'est-à-dire 161 pour Winnipeg, 186 pour Toronto et 189 pour Montréal?

[Texte]

Mr. Fahey: Yes.

Mr. Benjamin: Those would be government circuits?

Mr. Fahey: That is right.

Mr. Benjamin: Are these circuits all cable circuits or are there some microwave circuits?

Mr. Fahey: They could be either. There is both. The primary route between here and Toronto and Montreal is microwave.

Mr. Benjamin: From the little bit I know about it, I sometimes think I am on a microwave circuit rather than a cable circuit because I have heard that microwave circuits are noisier than line circuits, or can be. Is that true or not?

Mr. Fahey: You could argue it either way, to be quite honest with you.

Mr. Benjamin: Among the noises I hear is a rushing noise. It will start with a low volume and build up to a high volume, then die out again.

Mr. Fahey: Yes, but that could be a repeater on either a microwave or a cable circuit.

Mr. Benjamin: What is the maximum number of circuits you can carry on one pair with a repeater? Is there a limited number?

Mr. Fahey: We have, right now, different types of systems. There is the T. carrier which is a digital system: it takes 24 channels but is mostly used for short haul within cities.

The one we are planning right now to go in is a cable system, about 4,000 circuits on a pair of tubes; and there would be up to 5 pairs of tubes which would give you 20,000 circuits. That is one that is being experimented on.

Mr. Benjamin: How big would the tubes be?

Mr. Fahey: They are .375 inches in diameter.

Mr. Benjamin: Fantastic.

The Chairman: Mr. Deakon.

Mr. Deakon: I just have a couple of questions. First of all, just to clarify part of the statement made by my friend, Mr. Peters, in the preamble to one of the questions he was about to ask, he implied that these devices were used for commercial and private detective use, for divorce cases and stuff. Is it your opinion that that is the main purpose for which they are used or are they mainly used for purposes designed to detect crime by police.

Mr. Fahey: As you are aware, Mr. Deakon, I gave testimony here about three years ago, and subsequent to my giving the testimony at that time, police commissions themselves indicated that they were using these, and they have actually mentioned the number of times. Certainly that would have to be one of the major uses.

Mr. Deakon: Another question is about these direct phones that members of Parliament dial. For example, I dial directly to Toronto by using the 9 digit, 169, and then 6 other digits. Sometimes during the conversation, I can hear another person's conversation. What would be the cause of this and how could it be avoided?

[Interprétation]

M. Fahey: Oui.

M. Benjamin: Ce sont des circuits de l'État?

M. Fahey: Oui.

M. Benjamin: Ces circuits se servent-ils tous de câbles ou y a-t-il également des circuits à micro-ondes?

M. Fahey: Nous employons les deux genres de circuits. Les principaux circuits entre Ottawa et Montréal ou Toronto sont à micro-ondes.

M. Benjamin: Même si je sais très peu de choses à ce sujet, je crois reconnaître parfois qu'il s'agit d'un circuit à micro-ondes, et non d'un circuit par câble, car j'ai entendu dire qu'il y a plus de parasites sur les circuits à micro-ondes que sur les circuits par câble. Est-ce vrai?

M. Fahey: Oui et non, en toute franchise.

M. Benjamin: Parmi tous les bruits que j'entends, il y a un ronflement très faible au début, qui devient très fort, et qui disparaît par la suite.

M. Fahey: Il peut s'agir d'un répéteur installé soit sur un circuit à micro-ondes, soit sur un circuit par câble.

M. Benjamin: Combien de circuits une paire de câbles munie d'un répéteur peut-elle contenir? Ce nombre est-il limité?

M. Fahey: Nous avons à l'heure actuelle divers systèmes. Il y a le système porteur dit T, qui est en fait un système digital qui peut supporter 24 canaux mais qui sert principalement à l'acheminement des appels sur de courtes distances, dans les villes.

Celui que nous étudions à l'heure actuelle est un système par câble comprenant environ 4,000 circuits disposés dans deux tubes. Et on pourrait poser jusqu'à 5 paires de tubes, ce qui ferait 20,000 circuits. Nous le mettons présentement à l'essai.

M. Benjamin: Quelle est la dimension de ces tubes?

M. Fahey: Ils ont .375 pouce de diamètre.

M. Benjamin: Incroyable.

Le président: Monsieur Deakon.

M. Deakon: Tout d'abord, afin d'apporter une précision à l'une des parties de l'exposé fait par monsieur Peters en guise de préambule à l'une de ses questions, et dans lequel il affirmait que les détectives privés et commerciaux se servaient de ces appareils afin de recueillir des preuves servant à des causes de divorce. A votre avis, est-ce la principale utilisation de ces appareils, ou sont-ils surtout employés par la police pour prévenir les délits?

M. Fahey: J'ai comparu devant ce Comité il y a trois ans. A la suite de mon témoignage, les commissions de police ont elles-mêmes fait savoir qu'elles se servaient de ces appareils et elles ont même révélé le nombre de fois où on y avait eu recours. C'est sûrement l'un de leurs principaux emplois.

M. Deakon: J'ai une autre question au sujet des lignes directes dont les députés se servent. Par exemple, je peux téléphoner directement à Toronto en composant 169, puis les 6 autres chiffres. Parfois, durant l'appel, j'entends la conversation d'une autre personne. Quelle est la cause de ce phénomène et comment peut-on l'éviter?

[Text]

Mr. Fahey: It certainly can happen: we have all had it occur. There are any number of conditions that would lead a person to be concerned, if they had wiretapping in the back of their mind.

The one you refer to is one which we refer to as a cross-talk condition, and there are any number or reasons that can actually bring it about. There can be physical cable arrangements that you hit under certain switching circumstances and so on that could bring this about. We can certainly, if you have a particular case or if you can get a pattern at all to it, correct this type of condition.

Getting it on an individual line makes it most difficult, at times, to correct because it is difficult to duplicate that same path that you took the last time it occurred and the conditions that were surrounding it at that time. So we try to put these down to where we can get them into a pattern and then trace them from that.

The same thing applies to the clicks on the line that you referred to earlier, Mr. Chairman. Specifically, in Mr. Korchinski's case, just to clear that one up because I think this was of concern to you, I did check with their department here in Ottawa after I heard that this problem had been identified. They did not get any report of the condition certainly at the repair department and so it is difficult to duplicate what were the conditions actually at the time when he did get this condition.

• 1205

There are any number of things that could bring this about. For instance, in the complex here right on the hill we would have anywhere from two to five, six people working in the complex at any time making additions, rearrangement—rearrangements are a big thing going on here all the time—testing, identifying cable pairs, this type of thing. You could get clicks due to that; you can get clicks due to maladjusted relays. There are any number of circumstances, and I guess in this particular case I do not know whether the condition has cleared or not, but I would be only too glad to follow it up if he deemed it advisable.

Mr. Hogarth: I am prepared to settle for a maladjusted relay.

The Chairman: Mr. Jerome.

Mr. Jerome: I have just one question, Mr. Chairman. I have been told that rather than noise on the line indicating the likelihood of some deliberate interference for the purpose of eavesdropping or wiretapping probably exactly the reverse is true; the presence of noise on the line can be taken as an indication that the line is probably not being interfered with for the purpose of eavesdropping. The corollary of course is that a person who is taking the trouble to electronically eavesdrop on a telephone line generally is able to do it without too much difficulty in such a way as to avoid tipping his hand. Can you comment on that?

Mr. Fahey: I would not like to say that noise on or off the line was an indication of whether it was being tapped. There are so many conditions that can actually exist. Certainly there are expert wiretappers and they can put these things on and put them on relatively quickly once they have identified the cable pair and they are most difficult to detect, locate, by a central office measurement of that nature. It takes . . .

[Interpretation]

M. Fahey: Cela est fort possible et arrive à presque tous les gens. Plusieurs personnes s'en inquiètent, surtout si elles craignent qu'on écoute leurs conversations téléphoniques à leur insu.

Vous faites allusion à ce que nous appelons l'interférence, qui peut dépendre de plusieurs facteurs. La disposition matérielle des câbles peut entraîner l'interférence lorsque les contacts s'établissent d'une certaine manière. S'il s'agit d'un cas bien précis, ou s'il est possible de remonter à la source d'interférence, nous pouvons corriger la situation.

Mais il est beaucoup plus difficile d'y arriver si l'interférence se produit sur une ligne personnelle, parce qu'il n'est pas facile de retrouver le même circuit utilisé la première fois et de recréer les mêmes conditions d'appel. Nous tentons alors de déterminer le parcours et de rétablir les mêmes contacts à partir de ces données.

Il en va de même pour les déclics dont vous avez parlé, monsieur le président. Et puisque le cas de monsieur Korchinski semble vous préoccuper, je peux vous donner plus de précision à ce sujet. Lorsque j'ai su qu'on avait reconnu le problème, j'ai vérifié avec le service ici à Ottawa. Le service des réparations n'avait reçu aucun rapport sur la situation, il est donc difficile de reproduire les conditions qui prévalaient au moment où cet état de choses s'est produit.

Il y a plusieurs raisons à cela. Ainsi, de deux à six personnes travaillent dans l'immeuble sur la colline. Elles passent leur temps à faire des additions, des réarrangements, on est toujours en train de faire des réarrangements, des tests, et d'identifier les paires de câbles, etc. Les déclics pourraient être dus à cela, ou encore à des relais mal ajustés. Il y a certain nombre de raisons, mais je ne sais pas si dans le cas qui nous intéresse, on a oui ou non réparé la déféctuosité. S'il le désire, je pourrai me renseigner.

M. Hogarth: Je suis prêt à accepter la raison du relais mal ajusté.

Le président: Monsieur Jerome.

M. Jerome: Je n'ai qu'une question, monsieur le président. On m'a dit que du bruit sur une ligne n'indique pas la possibilité de la présence de tables d'écoute, mais au contraire, cela indiquerait qu'il y a pas d'interception. La raison bien sûr c'est qu'une personne qui se donne la peine d'installer une table d'écoute sur une ligne téléphonique peut habituellement le faire sans elle-même vendre la mèche. Avez-vous des commentaires à faire?

M. Fahey: Je n'aime pas dire que du bruit sur une ligne indique que celle-ci est interceptée. Cela peut en fait dépendre de tellement de choses. Bien sûr, il y a des gens qui sont expert en la matière et qui peuvent en installer assez rapidement une fois qu'ils ont trouvé la paire du câble; et une personne ne peut facilement s'en rendre compte ou même localiser l'appareil. Il faut . . .

[Texte]

Mr. Dicken: A visual inspection?

Mr. Fahey: A real visual inspection plus the equipment that I referred to and we do have special equipment for identifying. I do not think it would necessarily cause noise on the line as you indicated, or no noise.

Mr. Jerome: Would you say that noise on the line is simply not indicative one way or the other?

Mr. Fahey: It could be an indication that is on there, I would say that a number of the taps that we have actually identified in our own company have been due to trouble reports by the person being eavesdropped saying, I have trouble on my line, which would almost go in the opposite direction to what you are saying, but I would not want to

Mr. Jerome: Okay, thank you.

The Chairman: Mr. Benjamin, do you have a question?

Mr. Benjamin: I supposed the easiest ones to detect are when there are direct taps on the wire or in the telephone. Do you use a metering device from your central office or you go to a terminal and put a meter on all of the pairs of wires or how do you detect it?

Mr. Fahey: I guess the first step we would take when it is reported is to try to determine the nature of the request. In other words, what sort of circumstances surrounded it. Did you get noise on your line, the very things we have been talking about, cross-talk that type of thing and if it boiled down to one of these things and we checked the line out and we did in fact find a problem, that could end the investigation right there to the satisfaction of the person making the request. However, if we had gone through those steps and had still not satisfied the person or ourselves that there was no device on that line—the person might have indicated there had been a leak of confidential information, that it could only have occurred over the telephone etc.—then we would carry out our further investigation.

This further investigation would go right from the persons house and all the places where his cable pair appears and where the tap could most likely be put on, including our special detection equipment to which I referred to pick up such things as the hidden transmitter or hood switches. We would then proceed all the way back to the central office wherever these cable pairs appear, because that is where you likely find them, where someone has access to that particular persons cable pair. That would go, as I say, right back into the CO and we would in fact check the frame and the persons cable pair right within the office, etc. So basically it agrees, and yes, we do have devices, meters which give us indications that you referred to.

• 1210

Mr. Benjamin: It is quite an involved process then. It takes a lot of time.

Mr. Fahey: It is.

Mr. Benjamin: Do you get a lot of complaints or requests specifically from people who suspect that their lines are being tapped?

Mr. Fahey: I do not have actual statistics. The last time we looked at this, and this is only our best estimate of asking the chaps on the different boards how many requests they were getting, it would appear to be somewhere in the order of about 1,000 requests a year and this is over our total territory. Among some few million telephones, the number of requests is not all that great. Then

[Interprétation]

M. Dicken: Une inspection visuelle?

M. Fahey: Une inspection visuelle plus un équipement spécial propre à reconnaître la présence de tables d'écoute. Je crois que le bruit n'a rien à voir là-dedans.

M. Jerome: Vous voulez dire que d'une façon ou d'une autre, le bruit ne peut pas être un indice?

M. Fahey: Cela pourrait en être un. Un certain nombre de tables d'écoute que nous avons trouvées à notre société, l'ont été car les personnes dont les conversations étaient interceptées s'étaient plaintes de difficultés. Cela va presque à l'encontre de ce que vous dites, mais je ne voudrais pas...

M. Jerome: D'accord, merci.

Le président: M. Benjamin, avez-vous une question?

M. Benjamin: Je suppose que les tables d'écoute les plus faciles à repérer sont celles placées directement sur le fil ou sur le téléphone. Comment procédez-vous pour le repérage? Vous servez-vous d'un enregistreur d'appel au bureau central, ou installez-vous un appareil de mesure sur les paires de fils?

M. Fahey: Tout d'abord, lorsque nous recevons une plainte à ce sujet, nous essayons de déterminer la nature de la demande, c'est-à-dire, les circonstances qui l'entourent. Nous demandons s'il y a des bruits sur la ligne, s'il y a de l'interférence, ainsi de suite. Si c'est le cas, nous vérifions la ligne et si nous trouvons la cause, nous arrêtons là l'enquête, à la satisfaction de la personne qui a fait la demande. Toutefois, si après ces démarches, la personne ou nous-mêmes ne sommes pas tout à fait certains qu'il n'y a aucun appareil sur la ligne (la personne peut avoir mentionné une fuite de renseignements confidentiels qui n'a pu se produire que par une conversation téléphonique) nous poussons encore plus loin l'investigation.

Nous examinons alors la maison du plaignant, et tous les endroits où paraissent les paires de son câble et où l'on aurait le plus de chances de trouver une table d'écoute, y compris notre équipement propre à la détection, dont on se sert pour repérer des appareils comme un émetteur dissimulé ou des crochets commutateurs. Nous suivons ainsi son câble jusqu'au bureau central. Nous allons même jusqu'à vérifier le répartiteur et les paires de câble de la ligne concernée à l'intérieur du bureau, etc. Donc, c'est exact, nous avons des appareils, des compteurs pour nous indiquer ce dont vous avez parlé.

M. Benjamin: C'est un processus compliqué et assez long.

M. Fahey: En effet.

M. Benjamin: Est-ce que vous recevez beaucoup de plaintes ou de demandes précisément des gens qui soupçonnent que leur ligne téléphonique est espionnée?

M. Fahey: Je n'ai pas les statistiques réelles. La dernière fois que nous les avons consultées, et encore là c'est un chiffre que j'avance d'après les renseignements fournis par les différentes commissions, il y aurait environ 1,000 plaintes par année dans tout notre territoire. Comparativement au nombre de téléphones, le nombre de plaintes n'est pas si considérable. De plus, le nombre réel d'enquêtes

[Text]

the actual detailed investigation would be fewer again because you can satisfy a lot of these requests once you get into a dialogue with the person and carry out some of the preliminary tests.

Mr. Peters: When you find a tap do you always remove it?

Mr. Fahey: Yes.

Mr. Peters: Always?

Mr. Fahey: Yes.

Mr. Peters: Police or otherwise?

Mr. Fahey: Yes.

The Chairman: Mr. Fahey we were told that you were requested to make an investigation here on the installations of your telephone system servicing members of Parliament. Have you during the course of these investigations found any of these wiretapping devices?

Mr. Fahey: We have not found any wiretapping devices in the Parliament complex or on the government telephones, put it that way.

Mr. Benjamin: You mean you checked all the circuits?

Mr. Fahey: We have not checked all the services. We have had three requests by your own security people to make investigations over the past few years. Maybe if I just get them out here I can indicate a little more accurately what the situation is.

In 1964, there was a minor investigation involving one telephone number and a few telephones in several rooms and nothing was found. In 1966, we had another request and we checked. All terminals and cables were checked in the Center and West Blocks. Nothing was found. In 1971, the Center and West Block equipment rooms and cables were checked and six members' telephones were checked. These were specific requests to go over their particular lines right from the telephone back. Nothing was found. Now I would like to emphasize that those investigations are only good at the time they are carried out.

Mr. Benjamin: There could be one the next day.

Mr. Fahey: That is right.

Mr. Peters: There was a tap made once. We had our own telephone people at that time. We indicated to one of them how easy it was to tape record any conversations and I showed him how it was done and so I know. That kind of situation has been corrected by moving the distribution blocks, but it was a very simple proposition under the old system because the sixth floor block was in my office.

The Chairman: No more questions. Well, thank you very much Mr. Fahey, and your assistant. I think the information you have given us is very interesting and on behalf of all members here I thank you so much for having brought it to our attention.

Mr. Fahey: It has been my pleasure.

The Chairman: Well, gentlemen, we have no further business unless you require to report to the House to make any other suggestions. We have exhausted our inquiry and I am in your hands to decide what, if any further action, you would like the Committee to take. Mr. McBride.

[Interpretation]

détaillées serait encore plus petit parce que vous pouvez résoudre bien des cas tout simplement en prenant contact avec la personne et en effectuant les tests préliminaires.

M. Peters: Si vous découvrez une table d'écoute, est-ce que vous l'enlevez sur-le-champ?

M. Fahey: Oui.

M. Peters: Toujours?

M. Fahey: Oui.

M. Peters: Est-ce la police qui l'enlève?

M. Fahey: Oui.

Le président: Monsieur Fahey, on nous a dit que vous avez dû faire une enquête et examiner le réseau téléphonique gouvernemental qui dessert les députés. Au cours de vos recherches, avez-vous découvert des tables d'écoute?

M. Fahey: Nous n'en avons trouvée aucune ni dans les édifices parlementaires ni sur le réseau téléphonique du gouvernement.

M. Benjamin: Avez-vous vérifié tous les circuits?

M. Fahey: Nous ne les avons pas tous vérifiés. Nous avons reçu trois demandes de notre personnel de sécurité, et ce depuis quelques années. Peut-être qu'en les décrivant, la situation vous sera plus précise.

En 1964, il y a eu une petite enquête impliquant un numéro de téléphone et quelques appareils téléphoniques placés dans plusieurs locaux: on a rien découvert. En 1966, nous avons reçu une autre demande d'enquête à laquelle nous avons répondu. Nous avons vérifié toutes les têtes de lignes et tous les câbles des édifices de l'Ouest et du Centre. On n'a rien découvert. En 1971, les salles de matériel et les câbles des édifices de l'Ouest et de Centre ainsi que les téléphones de six députés ont été vérifiés. Ces demandes de vérification de leur ligne privée, depuis la centrale jusqu'à leur appareil, étaient particulières. Mais on n'a rien découvert. Je voudrais insister sur le fait que ces enquêtes ne sont valables qu'à l'époque où elles sont menées.

M. Benjamin: Il pourrait aussi bien y en avoir une demain.

M. Fahey: C'est exact.

M. Peters: Il y a déjà eu un enregistrement de conversation téléphonique. Nous avons nos propres préposés au téléphone à cette époque. Nous avons montré à l'un d'entre eux comme il était facile de faire un tel enregistrement. On a alors pu remédier à cette situation en déplaçant la centrale, car avec l'ancien système cela était facile parce que la centrale du 6^e étage était dans mon bureau.

Le président: Il n'y a plus de questions? Bien. Je remercie monsieur Fahey et son adjoint. Je crois que les renseignements que vous nous avez donnés sont très intéressants; et au nom des députés ici présents je vous remercie de nous les avoir communiqués.

M. Fahey: Ce fut un plaisir.

Le président: Nous n'avons pas d'autres questions à moins que vous ne souhaitiez faire rapport à la chambre afin de faire d'autres propositions. Nous avons terminé notre enquête et je m'en remets à vous pour décider si le Comité doit prendre toute mesure ultérieure. Monsieur McBride.

[Texte]

Mr. McBride: Mr. Chairman, it is my feeling that we should report to the House and I sense that the Committee is unanimous on that. Now, I am sure there will be a variety of opinions on just what should be in that report but I think we should turn our attention entirely to putting together what we are going to send back to the House and I assume we have now exhausted the calling of witnesses. I would recommend that to the Committee. I do not put it in the form of a motion, but I recommend it.

• 1215

The Chairman: Mr. McBride, I would like to draw to your attention that if we are going to discuss the kind of report that we should table in the House I would like to know if you would prefer to sit in camera or otherwise?

Mr. Hogarth: Yes, I think we should discuss it in camera because anything we say will be construed to be politically motivated, etc., etc., etc. by Mr. Nielsen. I want to say what I will have to say without being accused of matters of that nature, which disturbs me because of what has already been said.

Mr. Peters: Mr. Chairman, I really do not see any point in doing it in camera. The report will be public. The deliberations are not recorded. I would suggest to Mr. Hogarth that it is an exercise in futility.

Mr. Hogarth: It is just that I think we would be freer to speak. I am not going to say anything in camera that I would not say otherwise, but what I do say will be construed to be politically motivated, and it is just not so.

The Chairman: We usually sit in camera when discussing the proposed report. The proposed report is not supposed to be made public before it is tabled in the House. Personally I do not mind, I do not insist, but I need a motion to sit in camera. It is up to you gentlemen to discuss.

Mr. Hogarth: I feebly move that we sit in camera to discuss the report.

Mr. Benjamin: I wonder if Mr. Hogarth would not like to give some second thought to that.

Mr. Hogarth: All right. I will second thought it and withdraw the motion.

Mr. Benjamin: With respect to any allegations of political motivation, and so forth, maybe going into camera would cause some people to feel that that confirms their view.

Mr. Hogarth: All right. I will withdraw the motion.

Mr. Benjamin: I am not hung up on it one way or the other but I suspect, Mr. Chairman, that the discussion about what should go in the report will be 50 times longer than the report. Do we have time to get into it today? I doubt if we can finish it.

The Chairman: Some suggestions have already been made about the kind of report. We should make. I do not think it would take long to make a report to the House. I am not implying any suggestions to the members of the Committee, but we were requested by Order of the House to investigate, and if we find nothing I do not think it will take long to state that in a report.

[Interprétation]

M. McBride: Monsieur le président, je crois que nous devons faire rapport à la Chambre et je pense que les autres députés sont du même avis. Je crois aussi qu'il y aura des divergences d'opinion quant au contenu de ce rapport. Mais j'estime que nous devrions concentrer notre attention pour rassembler les idées et les propositions que nous enverrons à la Chambre et je pense enfin que nous en avons terminé avec l'audition des témoins. Je le recommande au Comité. Je n'en fais pas une proposition, mais je le recommande.

Le président: Monsieur McBride, pour étudier le rapport que nous déposerons à la Chambre, préféreriez-vous siéger à huis clos ou autrement?

M. Hogarth: Oui, nous devrions siéger à huis clos pour ne pas être accusés de faire de la politique, etc., par M. Nielsen. Je veux pouvoir parler librement sans encourir de reproches. Cela m'incommoderait en raison de ce qui a déjà été dit.

M. Peters: Monsieur le président, à mon avis, il n'y a pas lieu de siéger à huis clos. Le rapport sera publié. Les délibérations ne sont pas enregistrées et, monsieur Hogarth, il serait inutile de le faire.

M. Hogarth: Nous pourrions parler plus librement. Je ne dirai rien de plus à huis clos. Mais ce que je dis maintenant passera pour de la politique et ce n'est pas le cas.

Le président: Nous avons l'habitude de siéger à huis clos pour discuter le rapport proposé, qui ne doit pas être rendu public avant d'avoir été déposé à la Chambre. Quant à moi, cela m'est égal, mais il me faut une proposition si vous voulez siéger à huis clos. C'est à vous de décider.

M. Hogarth: Je propose timidement qu'on siége à huis clos.

M. Benjamin: Monsieur Hogarth, pourriez-vous y réfléchir encore un peu?

M. Hogarth: C'est tout réfléchi, je retire ma proposition.

M. Benjamin: Le fait de siéger à huis clos confirmerait dans l'esprit des gens les accusations voulant qu'on discute politique.

M. Hogarth: D'accord, je retire ma proposition.

M. Benjamin: Je ne veux pas en faire une histoire, mais j'ai l'impression, monsieur le président, que les débats concernant le rapport seront 50 fois plus longs que le rapport lui-même. Avons-nous le temps d'en parler aujourd'hui? Je doute que nous puissions l'achever.

Le président: Nous avons déjà reçu des propositions sur le genre de rapport que nous devons préparer. Il ne faudrait pas beaucoup de temps pour rédiger le rapport à l'intention de la Chambre. Je ne propose rien au Comité, mais un ordre de la Chambre nous a demandé d'enquêter et si nous ne trouvons rien, il ne faudra pas beaucoup de temps pour le dire dans le rapport.

[Text]

Mr. Forest: Mr. Chairman, I think that is it. All we have to do is to make a very short and simple report to the House saying that we heard so many witnesses and we have not found a shred of evidence in support of the allegations made, and that is it.

The Chairman: Mr. Jerome.

Mr. Jerome: Mr. Chairman, I believe you would be able to draft a report that we might be able to consider at a future meeting. I revert to my earlier suggestion and to the suggestions of Mr. Marceau that your report indicate to the House a history of the deliberations that we have had, how we approached the subject, who we called as witnesses and what they told us, including the very informative testimony we heard today of three past checks on the situation with respect to the phone lines in the House, which produced no indication of anything. I think your report should also indicate the steps that you took to invite members to come forward, and that at the conclusion of the examination of what resulted from that that we have no indication of any interference with members' telephone lines. I think the report will be obvious by the omission of any positive contributions by Mr. Nielsen or other members present and that it does not need special treatment in the report. It is going to be blatantly clear from the report that although you invited members to come forward, none came forward with anything that gave us any indication of anything that we should be worrying about. I think that is about as strong a way as you can put it. In any case I would propose that if you want to make it stronger than that and single out members who did not come, I do not think I would but that is up to you, you could perfectly well draft that kind of report which we might consider at a future meeting.

• 1220

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I would like to speak to that. The thing that concerns me and I guess I get overly concerned about these things, but I just want to know damn well that my phone is not tapped, and I do not want to have to run to the telephone company every day to have it checked out. The allegation was made in the House of Commons that this practice existed and the Prime Minister gave an assurance that it did not exist and the reply was, by Mr. Nielsen:

I do not accept the Prime Minister's assurance that these practices are not being followed because my source is much too highly placed to be wrong.

It is my view, gentlemen, that you cannot leave an allegation of that nature before the House of Commons of Canada. It has to be chased right down and we have to find out exactly what he was saying. The reasons he has given for not coming before this Committee, with the greatest respect, are completely spurious, almost scandalous. But he has never said that what he said in the House was not true. I do not care what political party you belong to; I do not care what your persuasions are or what you think his motivation was, the fact of the matter is that he took it upon himself to say that this practice was being followed and he had a high source of information.

As a member of the Canadian public, if there is any responsibility in the House of Commons at all, I think that should be pursued right down to the end. I think this report, with the greatest respect to Mr. Nielsen's correspondence, which is not hitting the point at all, should ask that the House of Commons compel him to appear before this Committee. That has nothing to do with whether he

[Interpretation]

M. Forest: Monsieur le président, vous avez la solution. Nous n'avons qu'à préparer un rapport bref et peu détaillé pour la Chambre, expliquant que nous avons entendu un nombre de témoins et que nous n'avons pas trouvé la moindre preuve à l'appui des allégations qui ont été faites.

Le président: Monsieur Jerome.

M. Jerome: Monsieur le président, je crois que vous pourriez rédiger un rapport que nous étudierions à une prochaine séance. J'en reviens à ma proposition et à celles de M. Marceau voulant que votre rapport donne à la Chambre un compte-rendu des délibérations, l'angle sous lequel nous avons envisagé la question, le nom des témoins et ce qu'ils nous ont dit, y compris le témoignage instructif que nous avons entendu aujourd'hui à propos de trois vérifications faites sur les lignes téléphoniques de la Chambre, lesquelles n'ont rien donné. Le rapport devrait aussi faire état des mesures que vous avez prises pour l'inviter les députés à venir nous rencontrer; il soulignerait que ses témoignages ne confirment en rien l'interception des conversations téléphoniques des députés. Le rapport sera caractérisé par le manque de témoignages positifs de M. Nielsen ou d'autres députés présents à l'appui d'une inquiétude justifiée quant à l'interception des conversations téléphoniques des députés. Nous ne pouvons pas expliciter davantage, à mon avis. De toute manière, si vous voulez insister encore plus et prendre à partie des députés absents, moi en tout cas je ne le ferais pas mais cela vous regarde, vous pourriez très bien rédiger ce genre de rapport, que nous pourrions étudier lors d'une prochaine réunion.

M. Hogarth: Monsieur le président, j'aimerais répondre à cela. Ce qui m'inquiète, et je crois que je m'inquiète beaucoup trop à propos de tout ceci, mais je veux simplement être tout à fait sûr que ma ligne téléphonique n'est pas écoutée, et je ne veux pas devoir aller à la compagnie de téléphone tous les jours pour m'en assurer. On a soutenu à la Chambre des communes que cela se faisait et le premier ministre a assuré la Chambre qu'il n'en était rien, mais M. Nielsen a répondu:

«Je ne crois pas le premier ministre lorsqu'il nous assure que de telles pratiques n'existent pas, car mes renseignements sont pris à trop bonne source pour que je fasse erreur.»

Selon moi, messieurs, on ne peut laisser passer une telle allégation devant la Chambre des communes du Canada sans la tirer au clair, et c'est pourquoi nous devons savoir ce que M. Nielsen voulait dire exactement. Les raisons qu'il a données pour ne pas témoigner devant ce Comité, sauf tout le respect que je lui dois, sont tout à fait fausses, presque scandaleuses. Mais il n'a jamais retiré ce qu'il avait dit à la Chambre. Peu importe le parti politique auquel vous appartenez, peu importe quelles sont vos convictions et quelle raison l'a poussé selon vous à faire une telle affirmation, le fait est qu'il a pris la liberté d'affirmer que cette pratique existait et qu'il avait une source d'information en haut lieu.

En qualité de citoyen canadien, s'il existe une responsabilité à la Chambre des communes, je crois que cette affaire devrait être éclaircie jusqu'au bout. Je crois que le rapport du Comité, en dépit du grand respect que je porte à la lettre de M. Nielsen, qui passe complètement à côté du

[Texte]

wants to run for office or not run for office, whether he wants a seat in the House of Commons or does not, because within a short time I will not even be here, of my own choice. It appears to me that we should pursue that, because to have this exist, if the government is doing this and he knows it and we have not had the truth here, the people of Canada should know that.

Mr. Pringle: Right.

Mr. Hogarth: And I do not trust anybody in any business when it comes to wiretapping. If the government is doing this, we want Mr. Nielsen to tell us who knows, and he is the only one who can tell us. We cannot go on that wild goose chase he suggested, going through every department, and we should know as members of Parliament. I would not treat it too lightly if I were you, gentlemen, but I just leave it at that.

The Chairman: To this point, we have already expressed the procedure. We cannot request in compulsory terms any of the members of Parliament to appear before us. The House can but the Committee cannot. But to have this requires a recommendation by our Committee to the House to issue an order if the House wishes to do so.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, even if we were to request the House to instruct Mr. Nielsen to appear before the Committee on the assumption that Mr. Nielsen has legitimate and concrete evidence and a source, and on the assumption that he is going to insist on protecting that source, he would then appear before the Committee and refuse to answer, refuse to divulge it. Then it would be an exercise in futility.

Mr. Hogarth: You can take such steps as are necessary on that occasion. I do not think in this instance we should presume what is going to happen. We should just take our own work, step by step, as to what we are to carry out. And it certainly appears to me that that should be the next step. And I am sure Mr. Nielsen would not be that uncooperative with respect to the information if he has it.

Mr. Deakon: He is being that way now. What makes you think he is going to change his mind?

Mr. Hogarth: Not for the reasons that he gave.

Mr. Deakon: Mr. Chairman, if nothing else, this will indicate the responsibility of this gentleman. If this were let go and not followed up as Mr. Hogarth initially mentioned, all it would do is encourage all kinds of wild statements to be made without any substantial evidence to back them up. He will be put on the carpet here and he will be able to prove what he is saying if he feels that it is right. Let the public be the judge.

The Chairman: Mr. Jerome.

• 1225

Mr. Jerome: I am in the hands of the majority, Mr. Chairman. I have expressed my viewpoint already that Mr. Nielsen initiated this thing by his remarks in the House, whether he calls them allegations or evidence or whatever. He started the thing evidently out of concern for the kind of things that Mr. Hogarth is concerned about and I can understand all of that, but we have expressed our view in the steering committee to a representative of his party who was at the steering committee meeting and communicated to us some of the background of this kind of thing. There

[Interprétation]

sujet, devrait demander à la Chambre de l'obliger à témoigner devant ce Comité. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'il se présente à la députation ou non, qu'il veuille obtenir un siège à la Chambre des communes ou non, parce que dans peu de temps je ne serai même plus ici, de mon plein gré. Il me semble que nous devrions éclaircir cette affaire, parce que si le gouvernement a recours à de telles pratiques et que M. Nielsen le sait et qu'on ne nous a pas dit la vérité, les citoyens canadiens devraient le savoir.

M. Pringle: Vous avez raison.

M. Hogarth: Je ne me fie à personne quand il s'agit de captage de messages téléphoniques. Si vraiment le gouvernement a recours à de tels moyens, M. Nielsen doit nous dire qui le sait, car il est le seul à pouvoir le faire. Nous ne pouvons nous mettre à courir après la lune dans tous les ministères comme il l'a suggéré, et nous avons le droit de savoir, en tant que représentants du peuple. Si j'étais à votre place, messieurs, je ne traiterais pas cette question à la légère, mais je n'insisterai pas davantage.

Le président: A l'heure actuelle, nous avons déjà fait connaître notre façon de procéder. Nous ne pouvons obliger aucun député à témoigner devant nous. Seule la Chambre a ce pouvoir, si le Comité lui demande d'en donner l'ordre, si elle le désire.

M. Benjamin: Monsieur le président, même si nous demandions à la Chambre d'ordonner à M. Nielsen de témoigner devant le Comité dans l'idée qu'il possède des preuves concrètes et véridiques et qu'il insistera pour en garder la source secrète, il refuserait de nous répondre et de nous faire connaître cette source. Ce serait complètement inutile.

M. Hogarth: On peut prendre les mesures qui s'imposent dans un tel cas. Je ne crois pas que nous devrions essayer de prévoir ce qui va arriver, mais plutôt faire notre travail, étape par étape. Et il me semble bien que ce devrait être la prochaine. Je suis sûr, aussi, que M. Nielsen ne se montrerait pas si avare de renseignements, s'il en possède vraiment.

M. Deakon: Il l'est maintenant, pourquoi pensez-vous qu'il changera d'avis?

M. Hogarth: Pas pour les raisons qu'il a données.

M. Deakon: Monsieur le président, à défaut d'autre chose, cela obligera au moins ce monsieur à expliciter ce qu'il a avancé. Si nous passions outre, comme M. Hogarth l'a dit au début, cela ne ferait qu'encourager les députés à lancer des affirmations sans fondement. Mis sur la sellette, il pourra prouver ce qu'il a affirmé s'il croit avoir raison. A la population de juger.

Le président: M. Jerome.

M. Jerome: C'est la majorité qui décidera, monsieur le président. J'ai déjà souligné que c'est M. Nielsen qui a soulevé en Chambre la question relative aux allégations, aux preuves, enfin, peu importe comment on les qualifie. Il a amorcé une discussion qui, évidemment, n'avait aucun rapport avec les problèmes qui préoccupent M. Hogarth. Je comprends tout cela, mais nous avons transmis notre opinion à un représentant de son parti, qui était présent à une séance de notre comité directeur et qui nous a fourni quelques renseignements de base à ce sujet. Il y a eu

[Text]

has been very full communication to Mr. Nielsen through his representative on the steering committee.

In addition to that, as Chairman, you have invited him twice. I maintain that if Mr. Nielsen is concerned about this, which is why he raised it in the first place, he would assist the Committee, and if he refuses to assist the Committee I am damned if I am going to compel him to do it if he is not interested enough to do it himself. So I would vote against an order compelling him to come here if he is not interested enough to come here. He knows that this investigation has to close if he does not come forward with some information. He does not have to reveal his sources. He can come to the Committee and he can say, "Gentlemen, I have this information, this is what has occurred." He does not have to identify anybody, he can do it in such a way that we are not able even to compute who the sources might be, or even what department or anything that is involved, but he can at least come forward and give us something to go on. If he refuses to do that with full protection to his sources, and he can give the information and ensure protection, he can give us as much or as little information as he wants, but when he gives us no information whatsoever he must be aware that we have no choice but to close the investigation. I think the report of the Committee saying that should make it graphically clear to Mr. Nielsen exactly what the situation is.

The Chairman: Would it be then what I would call a consensus of the members of the Committee that we could preface the report by saying that without the assistance of the one who made the allegations in the House, who refused and chose not to tell about the source of his information, we went as far as we could with the evidence we received and we found nothing.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, this matter could be far more serious than that. With the greatest respect, although I am not suggesting for a moment that this is true, but if we have not been told here the truth by the highest police authorities in this land, then we must question that. We must question that. We have open on the record of the House of Commons a suggestion, an inference, not a direct one, but an inference that that is so.

The people of Canada have to have confidence in the people who came here and gave evidence. There might be many reasons why Mr. Nielsen would not come that have not been expressed. There might be many and I think this Committee is duty bound to chase that down and find out one way or the other what it is. It is an open allegation and if this Committee closes without chasing it down it is not doing its duty to the Canadian people.

The Chairman: Mr. Pringle.

Mr. Pringle: Mr. Chairman, very briefly, it seems to me that we would be establishing a rather dangerous precedent. In other words we would be establishing the fact that a member of the House of Commons could stand up and make accusations and knowing by this precedent that he would never have ultimately to answer to these allegations and to prove his point. I believe this would be very serious and very dangerous, because we could run into a whole rash of problems of this kind. If it is allowed to drop now on the basis or on the premise as stated by Mr. Jerome I would be concerned about the precedent we are establishing. I believe that we could be abdicating our responsibility in regard to this matter which we feel is very important.

[Interpretation]

nombre d'échanges entre M. Nielsen et le comité directeur, par l'intermédiaire de ce représentant.

De plus, à titre de président, vous l'avez invité deux fois. Je soutiens que si M. Nielsen se soucie de cette question, ce qui l'a sans doute incité à la soulever, il devrait aider le comité, et s'il refuse de prêter son concours, c'est qu'il n'est pas assez intéressé; que je sois damné si je l'y oblige! Je voterais donc une ordonnance qui l'obligerait à venir ici. Il sait qu'il faudra clore cette enquête s'il n'apporte pas quelques renseignements complémentaires. Il n'est pas tenu de dévoiler ses sources. Il peut venir au comité et dire: «Messieurs, j'ai ce renseignement, voici ce qui s'est passé.» Il n'est pas obligé de nommer qui que ce soit. Il peut procéder de telle façon que nous ne puissions même pas avoir la moindre idée des personnes, du ministère ou des autres sources en cause. Il pourrait tout au moins venir nous donner quelques outils de travail pour que nous soyons en mesure de poursuivre. Nous lui offrons la protection complète de ses sources. S'il refuse, il peut nous fournir les renseignements qu'il jugera appropriés tout en assurant lui-même la protection de ses sources. Il doit savoir, cependant, que le manque de renseignements, de quelque nature que ce soit, nous forcera à clore l'enquête. Je crois que cette observation devrait figurer noir sur blanc dans le rapport du Comité pour que la situation soit bien claire aux yeux de M. Nielsen.

Le président: S'agit-il alors de ce que j'appellerais un consensus des députés du comité? Il me semble que vous soyez unanimes à vouloir préfacier le rapport en écrivant que sans le concours de celui qui a émis ces allégations en Chambre et qui a refusé de dévoiler la source de ses renseignements, il nous est impossible d'aller plus loin au sujet du témoignage que nous avons entendu et que nous n'avons rien trouvé.

M. Hogarth: Monsieur le président, cette affaire pourrait prendre des proportions beaucoup plus sérieuses. Je vous ferai respectueusement remarquer que si les plus hautes autorités policières du pays ne nous ont pas dit la vérité, il faut se poser des questions. Notez que je me garde bien d'insinuer un seul instant que cela soit vrai. Une allégation a été émise en Chambre et nous en avons déduit, pas directement, mais nous en avons conclu que c'était bien ce qui s'était produit.

Les Canadiens doivent faire confiance aux témoins qui ont comparu. L'absence de M. Nielsen s'explique peut-être par de nombreuses autres raisons qu'on ignore. Il peut y en avoir beaucoup, et je crois qu'il est du devoir du comité de retracer cela et de découvrir d'une façon ou d'une autre ce qu'il en est. Il s'agit d'une allégation ouverte, et si le Comité laisse cette question en suspens et ferme le dossier, il aura failli à la tâche que lui a confiée le peuple canadien.

Le président: Monsieur Pringle.

M. Pringle: Je serai bref, monsieur le président. Il me semble que nous établirions un précédent plutôt dangereux. En d'autres termes, nous ferions admettre le fait qu'un député de la Chambre des communes a la possibilité de se lever pour porter des accusations qu'il ne sera pas tenu de prouver par la suite, en se fondant sur ce précédent. Je crois que cela serait très grave et très dangereux, car il nous faudrait faire face à une multitude de problèmes de cette nature. S'il nous est permis de laisser tomber l'affaire en vertu des observations de M. Jerome, j'aurais grand souci du précédent que cela créera. Je crois que cela signifierait que nous abandonnons nos responsabilités face à cette affaire dont nous sentons toute l'importance.

[Texte]

We know they can be tapped. There has never been any doubt in anybody's mind that telephones can be tapped. There is no doubt in any mind that it is possible. The doubt is, in our minds, that it is being done. And the allegation which I stand by, as an allegation, was that they were being done and that it was being condoned. The answer of the Prime Minister was refused by Mr. Nielsen, it was unaccepted by Mr. Nielsen. So I think it is a very serious problem and I feel he should be requested to at least appear here, if the law is such that he does not have to provide proof, that is all right, but at least anybody in the future would know that they would be required to sit in front of their peers, make their statement, and prove their statement in their own way, not just be dismissed.

• 1230

Mr. Forest: Mr. Chairman, as far as the public goes, I think the public will judge very easily on the futility of the inferences or the allegations when we present a report saying that he was invited to come, and he never came, and the evidence was presented that there was no wiretapping. I do not think we will gain anything by, forcing him to come here; he certainly will not reveal the source of his information. Personally, I think I would go along with our report right now saying that we have not found any evidence supporting the allegation.

Mr. Hogarth: My concern is that there might be an awful lot more to this than we are thinking. Everybody is under the assumption that Mr. Nielsen had no evidence whatsoever . . .

Mr. Jerome: No, no.

Mr. Hogarth: . . . all right. The point is that a witness does not come to a court room for many reasons. And he has raised here the most ridiculous reasons for not coming here, which have no bearing at all on the illusion he made in *Hansard*. Listen to what he said:

. . . With respect to the practice I alluded to last Friday the Prime Minister said that the RCMP have assured him that no such practice or policy exists. But he says nothing about the security policy that exists within departments and which I believe to be part of the new security arrangement of the Solicitor General (Mr. Goyer) that were implemented a short while ago.

He is suggesting there that when the Solicitor General here has told us that there is nothing of this kind going on, when the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police tells us there is nothing going on, he suggested there that he knows a person in high places that can ensure that there is something going on. He said:

I do not accept . . ., the assurance that these practices are not being followed because my source is much too highly placed to be wrong.

If I were that source and I were doing something contrary to what the government had dictated as policy, I would have long conversations with Mr. Nielsen. Believe you me, if the source is highly placed I am concerned about what has happened and why he is not here.

It has nothing to do with politics at all. I think we should pursue it. I cannot conceive of that man making that statement in the House of Commons unless he had some evidence.

[Interprétation]

Nous savons de plus que les conversations téléphoniques peuvent être enregistrées. Il ne fait nul doute dans l'esprit de quiconque que cela soit possible. Nous doutons fortement que cela se fasse. Je soutiens qu'on agissait ainsi et que l'on cherchait à trouver des excuses. M. Nielsen a refusé la réponse du Premier Ministre. Selon moi, il s'agit donc d'un problème assez grave, et l'on devrait lui demander de paraître devant nous. Si, selon la loi, il n'a pas à apporter de preuves, très bien, mais à l'avenir, chacun saurait qu'il doit paraître devant ses pairs, faire sa déclaration et prouver cette dernière, et non pas passer outre.

M. Forest: Monsieur le président, en ce qui concerne le public, je crois qu'il saura se rendre compte de la futilité de ces insinuations lorsque nous présenterons un rapport soulignant le fait qu'il était invité à venir mais qu'il ne l'a pas fait, et que l'on a fourni des preuves qui démontrent qu'il n'y a pas eu de captage de messages téléphoniques. Je crois que sa présence ici ne nous apporterait rien; il ne révélera certes pas les sources d'information. Nous devrions adhérer à notre compte rendu qui déclare que nous n'avons trouvé aucune preuve pouvant soutenir cette assertion.

M. Hogarth: J'ai bien peur que cette question ne comporte beaucoup plus que nous le croyons. Tout le monde suppose que M. Nielsen n'avait aucune preuve . . .

M. Jerome: Non, non.

M. Hogarth: . . . très bien. Ce à quoi je veux en venir, c'est qu'un témoin ne paraît pas en cour pour bien des raisons. Quant à lui, il a invoqué les pires raisons pour ne pas venir ici, raisons qui n'ont d'ailleurs aucune portée sur l'allusion qu'il a faite dans le *Hansard*. Voici ce qu'il dit:

«Quant à la pratique que j'ai mentionnée vendredi dernier, le premier ministre a déclaré que la GRC l'avait assuré qu'une telle pratique ou politique n'existait pas. Il n'a toutefois rien dit de la politique de sécurité qui prévaut au sein des ministères et qui, je crois, fait partie des arrangements de sécurité que le nouveau solliciteur général (M. Goyer) a mis en œuvre ici il y a quelque temps.»

Il suggère par là que même si le solliciteur général et le Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada nous disent qu'il ne se passe rien, il connaît quelqu'un de haut placé qui peut lui dire le contraire. Il dit:

«Je ne crois pas le premier ministre lorsqu'il nous assure que de telles pratiques n'existent pas, car mes renseignements sont pris à trop bonne source pour que je fasse erreur.»

Si j'étais cette source d'information, et que j'agissais contrairement à la politique gouvernementale, j'aurais eu depuis longtemps une petite conversation avec M. Nielsen. Croyez-moi, si cette source est haut placée, je me demande ce qui a bien pu arriver et pourquoi il n'est pas ici.

Cela n'a absolument rien à voir avec la politique. Nous devrions donner suite à cette enquête. Je ne peux concevoir qu'un homme fasse une telle déclaration à la Chambre des communes sans avoir de preuves à l'appui.

[Text]

Mr. Jerome: Neither can I.

Mr. Hogarth: Then he should be ordered to come here.

Mr. Jerome: My only difference with you is that it is a question of whether he should be ordered here or invited. He has been invited in several ways and if he is not co-operative enough and not concerned enough to come, then I do not think we should compel him to come.

I do not differ with you in the impression that a man of his experience would not stand in the House of Commons and say that he has information to the effect that some telephones have been tapped, unless he has got something to back him up. Because Erik Nielsen has been down this street before. He has been through this investigation business like everyone else and I do not think he would say that without something to back it up. If he does not care enough to come here and tell us about it, then I do not think we should compel him.

Mr. Hogarth: I do not think you can base his reason for not coming here as not caring. I am concerned that he might have been persuaded not to come. That is what concerns me.

Mr. Jerome: If that is so, he could certainly have taken a much different attitude in his correspondence.

Mr. Hogarth: We cannot tell him what attitude to take in his correspondence because that correspondence is so ridiculous it is hardly worth reading before the Committee.

Mr. Whicher: I will be very brief, Mr. Chairman. I feel he should be forced to appear before this Committee. Many of the members are being very kind to Mr. Nielsen and suggested it was not an irresponsible action. I do not share that feeling. I think it was completely irresponsible. I think he has shouted wolf in the House of Commons before and I think it should be brought to task right here and have him put up or shut up.

An hon. Member: Put the question, Mr. Chairman.

The Chairman: I need a motion.

Mr. Hogarth: I move that the report contain a request that Mr. Nielsen be ordered to . . .

Mr. Jerome: A request that a House Order be sought?

• 1235

Mr. Hogarth: Yes. I think, Mr. Chairman, with respect to the other members, that the report should be drafted and we should vote on it at the time it has been drafted, so that we have it before us.

Mr. Jerome: All right. That is a sensible arrangement.

Mr. Hogarth: You can put whatever else you want in the report.

[Interpretation]

M. Jerome: Moi non plus.

M. Hogarth: Nous devrions donc lui ordonner de se présenter ici.

M. Jerome: La seule différence est que je me demande si l'on devrait lui ordonner de venir, ou l'inviter. Il a eu des invitations de tout genre, et s'il ne désire pas co-opérer, et s'il n'est pas intéressé, je ne crois pas être une bonne idée de le forcer à venir.

Je suis d'accord avec vous qu'un homme possédant son expérience ne déclarerait pas à la Chambre qu'il a des preuves démontrant qu'il y a eu du captage de messages téléphoniques, s'il n'en était pas certain. S'il ne s'en soucie pas suffisamment pour venir nous en parler, libre à lui.

M. Hogarth: Je ne crois pas que son désintéressement soit la cause de son absence. J'ai l'impression qu'on l'a persuadé de ne pas venir. Voilà ce qui m'inquiète.

M. Jerome: Si cela est exact, il aurait pu adopter une attitude différente dans sa correspondance.

M. Hogarth: On ne peut lui dicter sa conduite car de toute façon, la correspondance ne vaut vraiment pas la peine d'être lue en Comité.

M. Whicher: Je serai bref, monsieur le président. Selon moi on devrait l'obliger à venir ici. Plusieurs des membres ont montré une certaine bonté à l'égard de monsieur Nielsen et ont stipulé qu'il ne s'agissait pas d'un acte irresponsable. Je ne partage pas ce point de vue. Il devrait venir expliquer son attitude, ou alors être tenu de se taire.

Une voix: Mettez la question aux voix, monsieur le président.

Le président: Il me faut une motion.

M. Hogarth: Je propose que le compte rendu contienne une requête ordonnant à monsieur Nielsen de . . .

M. Jerome: Une requête ayant trait à un mandat de la Chambre?

M. Hogarth: Oui. Je crois, monsieur le président, qu'il faudrait rédiger un rapport pour ensuite voter sur son adoption une fois sa rédaction terminée.

M. Jerome: Très bien. Votre argument est sensé.

M. Hogarth: Vous pouvez ajouter ce que vous voulez à ce rapport.

[Texte]

Mr. Jerome: Why not draft the report? At the time the draft report is considered, members can decide whether they want to vote in favour of that paragraph or against it.

The Chairman: Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

[Interprétation]

M. Jerome: Pourquoi ne pas rédiger le rapport? Lorsqu'il sera temps de le prendre en considération, les membres pourront décider s'ils veulent voter en faveur de cette clause ou non.

Le président: Est-ce d'accord?

Des voix: C'est d'accord.

Privileges and Elections

Privilèges et élections

RESPECTING

The allegations concerning wiretapping and opening of mail of members of this House

CONCERNANT

Les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre

INCLUDING

The Second Report

Y COMPRIS

Le deuxième rapport

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

17/05/2012

Mr. Jones: Why not draft the report? ...

The Chairman: Is it agreed?

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

17/05/2012

Mr. Jones: Why not draft the report? ...

The Chairman: Is it agreed?

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

... the Chairman: Is it agreed? ...

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 6

Tuesday, May 23, 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 6

Le mardi 23 mai 1972

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Privilèges et élections

RESPECTING:

The allegations concerning wiretapping
and opening of mail of members
of this House

CONCERNANT:

Les allégations concernant l'interception
de messages et l'ouverture du courrier
de députés de cette Chambre

INCLUDING:

The Second Report

Y COMPRIS:

Le deuxième rapport

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman:

Messrs.

Benjamin	Hogarth
Cyr	Howe
Forest	Lessard
Forrestall	(Lac-Saint-Jean)
Fortin	Marceau

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président:

Messieurs

McBride	Schumacher
McGrath	Smith (Saint-Jean)
Paproski	Thomas
Peddle	(Maisonneuve-
Peters	Rosemont)
Roy (Laval)	Yanakis—(20).

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, May 23, 1972:

Mr. Roy (Laval) replaced Mr. Deakon
Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean) replaced Mr. Jerome
Mr. Thomas (Maisonneuve-Rosemont) replaced
Mr. Whicher
Mr. Yanakis replaced Mr. Chappell.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 23 mai 1972:

M. Roy (Laval) remplace M. Deakon
M. Lessard (Lac-Saint-Jean) remplace M. Jerome
M. Thomas (Maisonneuve-Rosemont) remplace M.
Whicher
M. Yanakis remplace M. Chappell.

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, May 23, 1972.

The Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

SECOND REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Tuesday, March 14, 1972, which reads as follows:

“Ordered,—That the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.”

Your Committee has held four sittings and heard the following witnesses:

From the Royal Canadian Mounted Police:
Mr. W. L. Higgitt, Commissioner

From the Office of the Solicitor General:
Mr. E. A. Côté, Deputy Solicitor General

From Bell Canada:
Mr. F. D. Fahey, Director of Engineering Design.

Your Committee also heard evidence from the Honourable Member for Wellington, Mr. A. D. Hales and from the Honourable Member for Mackenzie, Mr. S. J. Korchinski.

Your Committee, through the Chairman, invited Mr. E. Nielsen, the Honourable Member for Yukon, to appear on April 25 and 27, 1972, as it appeared to your Committee that the Honourable Member for Yukon was the only other person who claimed to have any knowledge of the matters and things coming within the purview of the terms of reference mentioned above, by virtue of his remarks in the House, giving rise to the motion of the Honourable Member for Fraser Valley East. Mr. Nielsen corresponded with your Committee and copies of this correspondence are herewith appended.

When the Honourable Member for Yukon did not appear on the said dates, your Committee adopted the following resolution on April 27, 1972:

“That the Honourable Member for Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience, within the next three weeks, in order to present evidence of the allegations made in the House with regards to tampering of mail and of telephone.”

At the direction of the Chairman, a letter and an attested copy of the said resolution were sent to the Honourable Member for Yukon on April 27 by the Clerk of the Committee.

In a letter addressed to the Chairman dated Friday, April 28, 1972, the Honourable Member for Yukon declined to appear, and did not appear in the three week period set in the Committee's resolution.

Therefore your Committee reports as follows:

The Honourable Member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence and has declined to do so, for reasons stated in the said correspondence. Your Committee consider it their duty to lay this matter before the House for direction, as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the Honourable Member for Yukon.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mercredi 24 mai 1972

Le Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 14 mars 1972:

«Il est ordonné—Que les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre soient renvoyées au Comité permanent des privilèges et élections», le Comité s'est réuni quatre fois et il a entendu les témoins suivants:

De la Gendarmerie Royale du Canada:
M. W. L. Higgitt, commissaire

Du Bureau du solliciteur général:
M. E. A. Côté, solliciteur général adjoint

De Bell Canada:
M. F. D. Fahey, directeur de l'esthétique industrielle.

Le Comité a aussi entendu les témoignages de l'honorable député de Wellington, M. A. D. Hales et de l'honorable député de Mackenzie, M. S. J. Korchinski.

Le Comité, par l'intermédiaire de son président, a invité l'honorable député du Yukon, M. E. Nielsen, à comparaître les 25 et 27 avril, 1972. Il apparaissait, en effet, au Comité que l'honorable député du Yukon était la seule autre personne semblant avoir connaissance de la question et des faits invoqués dans l'Ordre de renvoi ci-dessus, étant donné ses remarques à la Chambre, remarques qui ont entraîné la motion de l'honorable député de Fraser Valley-Est. M. Nielsen et le Comité ont échangé de la correspondance dont des copies sont annexées à ce rapport.

L'honorable député du Yukon ne s'étant pas présenté aux dates fixées, le Comité a adopté le 27 avril 1972 la résolution suivante:

«Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones.»

Le 27 avril, conformément aux directives du président, le greffier du Comité a envoyé une lettre et une copie certifiée de ladite résolution à l'honorable député du Yukon.

Dans sa lettre du 28 avril 1972 au président, l'honorable député du Yukon a décliné l'invitation à comparaître et ne s'est pas présenté au cours de la période de trois semaines établie dans la résolution du Comité.

Par conséquent, le Comité fait le rapport suivant:

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le Comité pour donner son témoignage et a décliné cette invitation pour les raisons données dans la correspondance en question. Le Comité croit de son devoir d'en informer la Chambre, parce qu'il lui semble futile de continuer son étude du problème sans le témoignage de l'honorable député du Yukon.

APPENDIX

Ottawa, March 16, 1972

Mr. Eric Nielsen, M.P.,
Room 322 W.B.,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Sir:

The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections, at its meeting of Thursday, March 16, 1972, has authorized me, as Chairman, to invite you to substantiate any of the allegations you have raised in the House of Commons relating to the Committee's Order of Reference which reads as follows:

"That the allegations concerning wiretapping and opening of mail of members of this House be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections."

In order to expedite this matter, the Subcommittee would appreciate receiving all the pertinent information you may have regarding wiretapping of telephone conversations with M.P.'s and opening of mail addressed to them, before Wednesday March 22, 1972.

May I, on behalf of the Subcommittee, thank you for your cooperation.

Sincerely yours,
Ovide Laflamme,
Chairman.

Ottawa, Ontario
March 20, 1972.

Mr. Ovide Laflamme, Chairman,
Standing Committee on Privileges
and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Laflamme:

This will acknowledge and thank you for your letter of March 16th.

Mr. Nielsen is not expected back in Ottawa before Wednesday or Thursday of this week at which time your letter will be drawn to his attention immediately.

Yours truly,
(Miss) D. M. Kelly,
Secretary to Erik Nielsen, M.P.

OTTAWA, Ontario
March 28, 1972.

Mr. Ovide Laflamme, Chairman,
Standing Committee on Privileges
and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

APPENDICE

Ottawa, le 16 mars 1972

Monsieur Erik Nielsen, député,
Pièce 322 E.O.,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Monsieur,

Le sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des privilèges et élections, au cours de sa réunion du jeudi 16 mars 1972, m'a autorisé, en ma qualité de président, à vous inviter à venir faire état de vos allégations devant la Chambre des communes au sujet de l'Ordre de renvoi du Comité:

«Que les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre soient renvoyées au Comité permanent des privilèges et élections.»

Afin de régler ce problème, le sous-comité aimerait que vous lui fassiez part de tous les renseignements pertinents que vous pourriez avoir quant à l'interception des conversations téléphoniques des députés et à l'ouverture de leur courrier, et ce avant le mercredi 22 mars 1972.

Au nom du sous-comité, je vous remercie à l'avance de votre collaboration.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.
Le président,
Ovide Laflamme.

Ottawa, Ontario
Le 20 mars 1972.

Monsieur Ovide Laflamme, président,
Comité permanent des privilèges
et élections,
Chambre des communes,
Ottawa, Ontario.

Monsieur Laflamme,

J'accuse réception et vous remercie de votre lettre du 16 mars 1972.

Monsieur Nielsen est actuellement absent d'Ottawa et ne sera pas de retour avant mercredi ou jeudi de cette semaine, date à laquelle vous pouvez être sûr que je porterai votre lettre à son attention.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.
M^{lle} D. M. Kelly,
Secrétaire de M. Erik Nielsen, député.

Ottawa, Ontario
Le 28 mars 1972.

Monsieur Ovide Laflamme, président,
Comité permanent des privilèges
et élections,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Dear Mr. Laflamme:

I have received your letter of March 16, 1972. The lack of my immediate response was due to my absence from Ottawa until last Sunday.

In your letter you invite me "to substantiate any of the allegations you have raised in the House of Commons". As Chairman of the Committee I would have expected a more accurate and impartial description of the terminology used by me in the House. Permit me to reproduce it for you. On Friday, March 10, 1972 at page 710 of Hansard (English) appears the following:

"POSSIBILITY OF INTERCEPTION WITHIN DEPARTMENTS OF PUBLIC SERVANTS' PERSONAL MAIL DIRECTED TO MEMBERS OF PARLIAMENT"

"MR. ERIK NIELSEN (*Yukon*): Mr. Speaker, my question is directed to the Acting Prime Minister. Is the government aware of any practice or policy in government departments whereby personal and private mail directed to Members of Parliament from government employees, using the internal mailing facilities of the department, is intercepted and examined by departmental or any other security personnel to the extent of opening envelopes, examining the contents and, in the case of unsigned correspondence, subjecting the envelopes and contents to fingerprint and other identification tests?"

"HON. ALLAN J. MACEACHEN (*Acting Prime Minister*): No, Mr. Speaker, I am not aware of any such practice. I will be happy to take my hon. friend's question as notice and have it checked out to see whether there is any substance or basis to the serious matter he is raising."

"MR. NIELSEN: Will the Acting Prime Minister consult with his colleagues, particularly with the Prime Minister, for the purpose of causing an investigation to be made of this matter in order to reassure government employees that they may communicate privately with their own Member of Parliament or any Member of Parliament in confidence and without fear, as is the right of every Canadian citizen?"

"MR. MACEACHEN: Yes, Mr. Speaker. I will be happy to raise the matter with the Prime Minister and to attempt to bring an answer back for the hon. member at a later date."

"POSSIBLE WIRETAPPING OF MEMBERS' TELEPHONE"

"MR. NIELSEN: A supplementary question, Mr. Speaker. It seems that some hon. members find the matter humorous but I consider it to be quite serious. When the minister determines whether or not inquiries are necessary, will he specifically direct those inquiries to the possibility of longdistance calls to and from members' constituents being recorded through the long-distance facilities?"

"MR. MACEACHEN: Mr. Speaker, I take it that the hon. member is quite serious. If there is any possible suggestion that members' phones are being in any way interfered with, from whatever source, the matter would be quite serious indeed, and I would take whatever steps are open to us to ensure that Members of Parliament continue to have free and uninspected access to their telephones by which they are in contact

Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 16 mars 1972 et si je n'y ai pas répondu immédiatement, c'est que j'ai été absent d'Ottawa jusqu'à dimanche dernier.

Dans votre lettre, vous m'invitez à «étayer les allégations que j'ai faites à la Chambre des communes». J'aurais attendu du président du Comité une description plus précise et plus impartiale des termes que j'ai employés à la Chambre. Permettez-moi de les retranscrire pour vous. Dans le Hansard du vendredi 10 mars 1972, à la page 710 de l'édition française, on peut lire ce qui suit:

«L'INTERCEPTION DU COURRIER PERSONNEL ÉCHANGÉ ENTRE FONCTIONNAIRES ET DÉPUTÉS

M. ERIK NIELSEN (*Yukon*): Monsieur l'Orateur ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le gouvernement est-il au courant de quelque pratique ou politique, à l'honneur dans les ministères de l'État, selon laquelle le courrier personnel de certains fonctionnaires qui utilisent les services postaux internes de leur ministère pour correspondre avec des députés est intercepté et examiné par le personnel de sécurité du ministère ou autre, qui va jusqu'à décacheter les enveloppes pour en examiner le contenu et dans le cas de courrier non signé à soumettre les enveloppes et leur contenu à la dactyloscopie et autres procédés d'identification.

L'HON. ALLAN J. MACEACHEN (*premier ministre suppléant*): Non, monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant d'un tel usage. J'accepte volontiers la question de mon honorable ami comme préavis, et je la ferai contrôler pour déterminer si le sujet grave qu'il souève est fondé.

M. NIELSEN: Le premier ministre suppléant voudrait-il consulter ses collègues, et surtout le premier ministre en vue de mener une enquête afin de rassurer les fonctionnaires en leur affirmant qu'ils peuvent communiquer individuellement avec leur député ou n'importe quel autre en toute confiance et sans crainte, comme c'est le droit de tout citoyen canadien.

L'HON. M. MACEACHEN: Sûrement, monsieur l'Orateur. Je m'empresserai de signaler la question au premier ministre et je m'efforcerai de donner plus tard une réponse au député.

«L'ESPIONNAGE DES ENTRETIENS TÉLÉPHONIQUES DES DÉPUTÉS»

M. NIELSEN: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Apparemment, les députés trouvent la chose amusante; moi je la trouve grave. Lorsque le ministre décidera s'il y a lieu de faire enquêter à ce sujet, fera-t-il examiner plus précisément la possibilité que les appels interurbains entre les députés et leurs électeurs soient enregistrés sur les circuits interurbains?

L'HON. M. MACEACHEN: Monsieur l'Orateur, je prends la question du député très au sérieux. S'il existait un soupçon que les appels téléphoniques des députés étaient captés d'une façon ou d'une autre, quelle que soit la personne en cause, l'affaire serait des plus grave et je prendrais les dispositions voulues pour m'assurer que les députés continuent à avoir libre accès à leur téléphone grâce auquel ils peuvent demeurer

with all parts of the population. I am sure that is what we all want and will ensure that this takes place."

A careful reading of the above exchange, I am sure you will agree, does not justify your description of these matters as "allegations" raised by me, etc. The Acting Prime Minister of the day, Mr. MacEachen, more accurately described my questions as "the serious matter" being raised.

You have correctly set forth in your letter the terms of reference of the Committee. There have been allegations made, ostensibly to reassure members of the House, when the Prime Minister, on Monday, March 13, 1972 at page 745-6 of Hansard (English) made a statement on this matter. You will note that the Prime Minister in his statement refrained from describing the question asked by myself and the member for Mackenzie as "allegations".

In the Prime Minister's statement however, he makes at least four statements which may be quite properly described as allegations.

At page 745 he says "there is no such government policy" and, on the same page,—"nothing of the kind is done by the R.C.M.P. or on its behalf either in security work or in connection with criminal investigation", and, on the same page,—"there is no policy or direction in that regard", and, finally, on page 746,—"There is no recording of any kind of which I am aware, and certainly there is no policy of the kind the hon. member has suggested". These are statements that clearly fall within the committee's terms of reference and it seems to me that the committee's first duty would be to make full enquiry into these assertions and, more important, the whole matter of the "Possibility of Interception within Departments of Public Servants Personal Mail Directed To Members of Parliament" as the matter is referred to at page 710 of Hansard.

To accomplish this desirable objective it is my view, and my suggestion to you as Chairman of the Committee, that witnesses should be called before the committee to acquaint members with the policies and practices prevailing in each of the departments of the government. The Committee should hear a witness or witnesses from the R.C.M.P. and from the recently established security organization in the department of the Solicitor General. The Committee should also hear evidence from witnesses knowledgeable in these fields who are members of the armed forces. Finally, the committee should hear the evidence of witnesses not in the employ of the government but who are knowledgeable in the matters referred to.

After the foregoing course of action has been taken by the Committee, then I would suggest that all Members of the House be invited to present further suggestions as to the manner in which the Committee might best complete its difficult and serious task of a full and complete enquiry and report to the House.

I personally will have further suggestions to make when the Committee has reached that stage of its proceedings.

Sincerely,
Erik Nielsen

rer en contact avec tous les secteurs de la population. Je suis certain que c'est ce que nous voulons tous et je veillerai à ce qu'il en soit ainsi.»

Une lecture attentive du dialogue ci-dessus, je suis sûr que vous en conviendrez, ne justifie pas que vous qualifiez ces propos «d'allégations», etc. Le premier ministre suppléant du jour, M. MacEachen, a décrit avec plus de justesse mon intervention en parlant du «sujet grave» soulevé.

Vous avez correctement énoncé, dans votre lettre, l'Ordre de renvoi du Comité. Il y a eu allégations, apparemment pour rassurer les députés, lorsque le premier ministre a fait une déclaration sur ce sujet le lundi 13 mars 1972, déclaration qu'on peut lire aux pages 745-746 du Hansard (version française). Vous remarquerez que, dans sa déclaration, le premier ministre s'est gardé d'appeler «allégations» les questions posées par le député de Mackenzie et moi-même.

Cependant, dans sa déclaration, le premier ministre a fait au moins quatre affirmations qu'on peut fort légitimement appeler des allégations.

A la page 745, il dit: «Il n'y a aucune politique gouvernementale de ce genre», et à la même page: «La Gendarmerie royale ne fait et ne fait faire rien de la sorte, que ce soit au cours de son travail dans le domaine de la sécurité ou des enquêtes criminelles», et à la même page: «Aucune politique ou directive n'a été formulée en ce sens», et enfin, à la page 746: «Il n'existe, que je sache, aucun enregistrement de quelque sorte que ce soit et sûrement aucune politique du genre dont a parlé le député.» Ce sont là des déclarations qui relèvent nettement de l'Ordre de renvoi du Comité, et il me semble que le premier devoir du Comité serait de faire une enquête complète sur ces assertions et, ce qui est plus important, sur toute la question de «l'interception du courrier personnel échangé entre fonctionnaires et députés», ainsi qu'il est mentionné à la page 710 du Hansard.

Pour atteindre cet objectif souhaitable, je pense, et vous le suggère en votre qualité de président du Comité, que le Comité devrait convoquer des témoins pour informer les députés des lignes de conduite et des pratiques de chaque ministère du gouvernement. Le Comité devrait entendre un, ou des témoins de la G.R.C., et de l'organisme de sécurité récemment institué au ministère du Solliciteur général. Le Comité devrait aussi entendre le témoignage de membres des Forces armées compétents dans ces domaines. Enfin, le Comité devrait entendre le témoignage de personnes qui ne sont pas au service de l'État mais qui sont compétents dans les questions mentionnées.

Je suggère que, quand le Comité aura pris les mesures précitées, tous les députés soient invités à présenter d'autres suggestions sur la façon dont le Comité pourrait le mieux s'acquitter de la tâche difficile et importante qu'on lui a confiée: faire une enquête complète et approfondie et en faire rapport à la Chambre.

Pour ma part, j'aurai d'autres suggestions à faire lorsque le Comité aura atteint ce stade de ses délibérations.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.
Erik Nielsen

Ottawa, April 21, 1972.

Mr. Erik Nielsen, M.P.,
Room 322 West Block,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Nielsen:

Mr. Ovide Laflamme, the Chairman of the Standing Committee on Privileges and Elections, has asked me to invite you to appear before the Committee to substantiate the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House and to furnish to Members of the said Committee all information and proof in support of the said allegations.

This meeting will be held on Tuesday, April 25, 1972 at 11:00 a.m. in Room 269 West Block.

The Subcommittee on Agenda and Procedure is prepared to recommend to the Committee that the meeting be held *In Camera* for the protection of your source or sources, should you request it.

If the above mentioned date or time is not suitable, would you please indicate the nearest possible date on which you would be able to appear.

An answer by Monday, April 24, 1972 would be appreciated in this regard.

Sincerely yours,

ROBERT D. MARLEAU

Clerk of the Standing Committee
on Privileges and Elections

OTTAWA, Ontario,
April 21, 1972.

Mr. Robert D. Marleau,
Clerk of the Standing Committee
on Privileges and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Marleau:

This will acknowledge and thank you for your letter of April 21.

Mr. Nielsen is not expected back in Ottawa until Wednesday, April 26 at which time, you may be sure, I will draw your letter to his attention.

Yours truly,

(Miss) D. M. Kelly,

Secretary to Erik Nielsen, M.P.

April 27, 1972.

Mr. Robert D. Marleau,
Clerk of the Standing Committee
on Privileges and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Ottawa, le 21 avril 1972.

Monsieur Erik Nielsen, député,
Pièce 322 É.O.,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Monsieur,

M. Ovide Laflamme, président du Comité permanent des privilèges et élections, me prie de vous inviter à comparaître devant le Comité pour faire état de vos allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre et à donner aux membres du Comité toutes les informations et preuves à l'appui desdites allégations.

La réunion aura lieu le mardi 25 avril 1972 à 11 heures du matin dans la salle 269 de l'Édifice de l'Ouest.

Le sous-comité de la procédure et de l'organisation est prêt à recommander que cette réunion ait lieu à *huis clos* afin d'assurer la protection de votre ou de vos sources de renseignement si tel est votre désir.

Si la date ou l'heure ci-dessus ne vous conviennent pas veuillez nous faire savoir à quelle date, la plus rapprochée possible, vous pourriez comparaître devant le Comité.

Nous vous serions très obligé de bien vouloir nous donner une réponse d'ici le lundi 24 avril 1972.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Greffier du Comité permanent
des privilèges et élections,
ROBERT D. MARLEAU.

Ottawa, Ontario,
Le 21 avril 1972.

Monsieur Robert D. Marleau,
Greffier du Comité permanent des
privilèges et élections,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Monsieur,

J'accuse réception et vous remercie de votre lettre du 21 avril 1972.

Monsieur Nielsen est actuellement absent d'Ottawa et ne sera probablement pas de retour avant le mercredi 26 avril 1972, date à laquelle vous pouvez être sûr que je porterai votre lettre à son attention.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

M^{lle} D. M. Kelly,
Secrétaire de M. Erik Nielsen, député.

Ottawa, Ontario,
le 27 avril 1972.

Monsieur Robert D. Marleau,
Greffier du Comité permanent
des privilèges et élections,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Dear Mr. Marleau:

Mr. Nielsen has asked me to reply to your letter of April 21 with respect to the work of the Standing Committee on Privileges and Elections.

Mr. Nielsen has asked me to inform you that he wrote to Mr. Ovide Laflamme, the Chairman of the Committee, on March 28 last, 31 days ago. Mr. Nielsen is still awaiting a reply from Mr. Laflamme to his letter of March 28.

Yours truly,
(Miss) D. M. Kelly,
Secretary to Erik Nielsen, M.P.

Ottawa, April 27, 1972.

Mr. Erik Nielsen, M.P.,
Room 322 West Block,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Nielsen:

Mr. Ovide Laflamme, the Chairman of the Standing Committee on Privileges and Elections has asked me to forward to you an attested copy of the resolution adopted by the Committee on Tuesday, April 27, 1972, relating to allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

The Subcommittee on Agenda and Procedure is prepared, as was indicated in my letter of April 21, to recommend to the Committee that the meeting be held In Camera, should you request it.

Therefore, please find herewith a copy of the said resolution.

Sincerely yours,
Robert D. Marleau,
Clerk of the Standing Committee on Privileges and Elections

c.c. Mr. Ovide Laflamme
Thursday, April 27, 1972

Resolved—That the Honourable Member for the Yukon be invited to appear before the Committee at any time, at his convenience, within the next three weeks, in order to present evidence of the allegations made in the House with respect to tampering of mails and tampering of telephones.

ATTEST
ROBERT D. MARLEAU,
The Clerk of the Standing Committee on Privileges and Elections.

OTTAWA, Ontario
April 28, 1972.

Mr. Robert D. Marleau,
Clerk of the Standing Committee
on Privileges and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Monsieur,

M. Nielsen me prie de répondre à votre lettre du 21 avril 1972 au sujet des travaux du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Nielsen me prie de vous informer qu'il a écrit à M. Ovide Laflamme, président du Comité, le 28 mars 1972, soit il y a 31 jours, et qu'il attend toujours une réponse de M. Laflamme à cette lettre du 28 mars.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.
M^{lle} D. M. Kelly,
Secrétaire de M. Erik Nielsen, député.

Ottawa, le 27 avril 1972.

Monsieur Erik Nielsen, député,
Pièce 322 É.O.,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Monsieur,

Monsieur Ovide Laflamme, président du Comité permanent des privilèges et élections, me prie de vous faire parvenir une copie certifiée de la résolution adoptée par le Comité le mardi 27 avril 1972 au sujet des allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre.

Le sous-comité du programme et de la procédure est prêt ainsi que je l'indiquais dans ma lettre du 21 avril, à recommander que cette réunion ait lieu à *huis clos*, si tel est votre désir.

Veillez trouver ci-joint copie de ladite résolution.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.
Greffier du Comité permanent des privilèges et élections
Robert D. Marleau.

c.c. M. Ovide Laflamme
Le jeudi 27 avril 1972

Il est résolu: Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones.

Attesté:
Greffier du Comité permanent des privilèges et élections,
ROBERT D. MARLEAU.

Ottawa, Ontario,
Le 28 avril 1972.

Monsieur Robert D. Marleau,
Greffier du Comité permanent
des privilèges et élections,
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario).

Dear Mr. Marleau:

Your letter of April 27th addressed to Mr. Nielsen was received at 5:45 p.m. the same day. Mr. Nielsen at the time of receipt of your letter had not yet heard from Mr. Laflamme and is awaiting a reply to his letters of March 28th and April 26th.

Yours truly,
(Miss) D. M. Kelly,
Secretary to Erik Nielsen, M.P.

Ottawa, April 27, 1972.

Miss D. M. Kelly,
Secretary to Mr. Erik Nielsen, M.P.,
Room 322 West Block,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Miss Kelly:

I acknowledge receipt of your letter of April 27, 1972, and have drawn it to the attention of Mr. Ovide Laflamme, Chairman of the Committee.

Yours truly,
Robert D. Marleau,
*Clerk of the Standing Committee
on Privileges and Elections*

Ottawa, Ontario,
April 27, 1972.

Mr. Ovide Laflamme, Chairman,
Standing Committee on Privileges and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Laflamme:

On April 21 a letter was written to me by your Clerk with respect to the work of the Standing Committee on Privileges and Elections of which you are the Chairman.

At the time of its receipt I was away from Ottawa not having returned to my office until today. I have asked my secretary to reply to the letter from your Clerk.

On March 16 you wrote to me in connection with these matters and I replied to you on March 28—some 31 days ago. It may well be that you have overlooked the courtesy of a reply which I had expected to receive from you long before this late date.

In my letter of March 28 I drew your attention to the inaccuracy of the terminology used by you in your letter of March 16—an error which appears to be deliberately perpetuated by your Clerk in his letter to me of April 21 and by references by Liberal Committee Members no doubt for the benefit of the press. Let me once again say that I would have expected you as Chairman to be more accurate and impartial in your references (and those of your Clerk) to the terminology used by me in the House. These are set out verbatim in my letter to you of March 28. I also set out in my letter of March 28 to yourself a suggested course to be followed by the Committee in order to reassure Members with respect to the assertions of the Prime Minister as set forth at page 745-6 of Hansard (English) March 13, 1972. It is my understanding that the Committee has not yet seen fit to pursue the areas of enquiry suggested by me and unless such course is followed, in my view, there can be no meaningful results from the work of the Committee.

Monsieur,

Nous avons reçu à 17 h. 45 le 27 avril votre lettre à M. Nielsen, datée de ce même jour. A la réception de cette lettre, M. Nielsen n'avait pas encore reçu de lettre de M. Ovide Laflamme et attend une réponse à ses lettres du 28 mars et du 26 avril 1972.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

M^{lle} D. M. Kelly,
Secrétaire de M. Erik Nielsen, député.

Ottawa, le 27 avril 1972

Mademoiselle D. M. Kelly,
Secrétaire de M. Erik Nielsen, député,
Pièce 322 É.O.,
Chambre des communes,
Ottawa, Ontario.

Mademoiselle,

J'accuse réception de votre lettre du 27 avril 1972, que j'ai portée à l'attention de M. Ovide Laflamme, président du Comité.

Veillez agréer, mademoiselle, l'expression de mes sentiments distingués.

*Le greffier du Comité permanent
des privilèges et élections,*
Robert D. Marleau.

Ottawa, Ontario
le 27 avril 1972

M. Ovide Laflamme, président,
Comité permanent des privilèges et élections,
Chambre des communes,
Ottawa, Ontario.

Monsieur,

Le 21 avril dernier, j'ai reçu une lettre de votre greffier au sujet des travaux du Comité permanent des privilèges et élections dont vous êtes le président.

Au moment de la réception de la lettre, j'étais à l'extérieur de la ville et je ne suis revenu à mon bureau qu'aujourd'hui. J'ai demandé à ma secrétaire de répondre à la lettre de votre greffier.

Le 16 mars dernier, vous m'avez écrit au sujet de ces questions et je vous ai répondu le 28 mars; cela fait 31 jours. Il se peut que vous ayez oublié la courtoisie de me faire une réponse, que j'attendais bien avant cette date tardive.

Dans ma lettre du 28 mars, j'ai attiré votre attention sur l'inexactitude de la terminologie que vous avez employée dans votre lettre du 16 mars dernier, erreur que semble délibérément maintenir votre greffier dans la lettre qu'il m'a envoyée le 21 avril dernier et les mentions de certains membres libéraux du Comité, sans doute dans l'intérêt de la presse. Permettez-moi de vous dire encore une fois que j'aurais cru, en votre qualité de président, que vous auriez été plus exact et plus impartial dans vos mentions, (et celles de votre greffier) de la terminologie que j'ai utilisée à la Chambre. Ces observations sont reproduites textuellement dans la lettre que je vous ai fait parvenir le 28 mars dernier. Dans cette même lettre, je propose une marche à suivre pour le Comité en vue de rassurer les députés au sujet des déclarations du premier ministre qui figurent aux pages 745-746 de l'édition française du Hansard du 13 mars 1972. Je crois savoir que le Comité n'a pas cru bon de poursuivre l'enquête dans le sens que j'avais proposé et sans lequel, à mon avis, les travaux du Comité ne peuvent produire de résultats tangibles.

It is not my intention to submit to a strategy devised by the Liberal majority of the Committee (and the same majority on the Sub-Committee on agenda and procedure) in order to permit the Standing Committee on Privileges and Elections to be used for the purpose of 'witch hunting' or to pillory Government employees who desire anonymity and who have not been reassured by the so called assurance of "protection" offered to them by the Prime Minister referred to in the third paragraph of the letter of your Clerk dated April 21.

Once again may I urge the Committee to pursue the constructive course of enquiry suggested in my letter of March 28.

Sincerely,
Erik Nielsen

Ottawa, April 27th, 1972.

Mr. Erik Nielsen, M.P.,
House of Commons,
Room 322, West Block,
Ottawa.

Dear Mr. Nielsen:

At 11:30 a.m. today I received by hand your letter dated April 27th.

You indicate that you had asked your secretary to reply to the letter sent to you on April 21 by the Clerk of the Committee, which clearly indicates that the substance of that letter of April 21 had been known to you at the latest on Monday, 24th, the last.

The Committee met on April 25 and today, to your personal knowledge, without you indicating your intention to accept the invitation made to you on April 21 to appear.

The Clerk has been ordered to send you true copy of the resolution passed unanimously by the Committee at its today's meeting, inviting you again at your convenience to appear within the next three weeks, to substantiate your allegations made in the House on March 14.

We would appreciate having a precise answer from you indicating if you will or not appear before the Committee.

As to the course of action of the Committee, it's up to its members to decide. Your suggestions made in your letter of March 28 to that regard were taken into consideration by the Steering Committee and unanimously found unnecessary and premature, unless we had some elements of evidence.

Your insinuation of partiality of me as chairman should require at least to be substantiated.

Do you permit me to qualify it as an allegation?

I was rather surprised to be told by a member of the Press that he had a copy of your letter I had just received fifteen minutes earlier.

I apologize for not having personally answered your letter of March 28.

Your allegation of partiality of my part contained in it did indicate to me that any reply I would have sent, could not have been taken seriously by his recipient.

Je n'ai pas l'intention de me soumettre à la stratégie conçue par la majorité libérale du Comité (et par la même majorité au sous-comité du programme et de la procédure) en vue d'utiliser le Comité permanent des privilèges et élections pour une «chasse aux sorcières» ou pour mettre au pilori les fonctionnaires de l'État qui désirent conserver l'anonymat et qui n'ont pas été rassurés par la supposée assurance de «protection» que leur a donnée le premier ministre et dont il est fait mention au troisième paragraphe de la lettre de votre greffier en date du 21 avril.

Encore une fois, je prie instamment le Comité d'enquêter dans le sens constructif que j'ai proposé dans ma lettre du 28 mars.

Veuillez agréer mes salutations distinguées,
Erik Nielsen

Ottawa, le 27 avril 1972

M. Erik Nielsen, député,
Chambre des Communes,
Édifice de l'Ouest, pièce 322,
Ottawa.

Monsieur,

J'ai reçu par porteur, à 11 h 30 aujourd'hui, votre lettre du 27 avril.

Vous déclarez avoir demandé à votre secrétaire de répondre à la lettre que vous a envoyée, le 21 avril, le greffier du Comité, ce qui indique nettement que vous aviez pris connaissance de la teneur de cette lettre au plus tard le lundi 24 avril dernier.

Le Comité s'est réuni le 25 avril et aujourd'hui, et vous le saviez personnellement; vous n'avez cependant pas manifesté votre intention d'accepter l'invitation à comparaître qui vous a été faite le 21 avril.

Le greffier a reçu instruction de vous envoyer une copie certifiée de la résolution que le Comité a adoptée à l'unanimité à sa séance d'aujourd'hui, et qui vous invite de nouveau à comparaître quand il vous conviendra, d'ici trois semaines, pour étayer les allégations que vous avez faites à la Chambre le 14 mars.

Nous aimerions que vous nous disiez nettement si vous comparaitrez ou non devant le Comité.

Quant aux mesures que doit prendre le Comité, c'est à ses membres d'en décider. Le Comité directeur a étudié les suggestions que vous faites à cet égard dans votre lettre du 28 mars et les a, à l'unanimité, jugées inutiles et prématurées, à moins que nous n'ayons quelques éléments de preuve.

Votre insinuation de partialité à mon endroit, en tant que président, exige à tout le moins d'être étayée.

Me permettez-vous de la qualifier d'allégation?

J'ai été plutôt surpris qu'un représentant de la presse me dise avoir une copie de votre lettre, que j'avais reçue quinze minutes plus tôt seulement.

Je m'excuse de ne pas avoir personnellement répondu à votre lettre du 28 mars.

Votre allégation de partialité à mon endroit, que contenait cette lettre, m'a laissé entendre que toute réponse que j'aurais envoyée n'aurait pas pu être prise au sérieux par son destinataire.

Yours truly,
Ovide Laflamme
Chairman

Ottawa, Ontario
April 28, 1972.

Ovide Laflamme, M.P.,
Chairman, Standing Committee on Privileges
and Elections,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Laflamme:

Your letter of April 27th was received by me at 9:30 a.m. this date. This is the first I have heard from you since I wrote to you on March 28th and on the morning of April 27th.

In your letter you again refer to my "allegations" made in the House on March 14th. That description of the recorded exchange between the Prime Minister and myself as set forth in Hansard for March 14th is not true and having regard to your professional experience at the Bar of your Province I can draw no other conclusion than that you are quite aware that no words used by me and as recorded in Hansard of March 14th can by the greatest stretch of the imagination be construed as "allegations". It is true that Mr. Pringle used that term in his motion and, similarly, the Prime Minister. But for you to suggest that I used that term is a deliberate distortion of the record the motivation for which I can only assume is political partisanship.

With respect to the 3rd paragraph of your letter of April 27th, you say that the Steering Committee "unanimously found it unnecessary and premature" to implement any of the suggestions made to you in my letter of March 28th. Yet in the same paragraph of your letter you state that the course of action to be followed by the Committee is up to its members.

This being so I find it strange indeed that the suggestions in my letter of March 28th were not disclosed to the members of the Committee for their consideration rather than making the decision in the Steering Committee dominated by Liberal members. Then too, I am informed by our representative on the Steering Committee that your statement as to the unanimity of this decision is not true. On the contrary, I am informed that you and other members of the Steering Committee were strongly urged to adopt the suggestions set forth in my letter of March 28th.

The fact that

1. You refused me the courtesy of a reply to my letter of March 28th until yesterday, and
2. you and your Liberal colleagues on the Steering Committee refused to disclose the suggestions in my letter of March 28th for the consideration of members of the Committee, and
3. you falsely state in your letter of April 27th that the decision of the Steering Committee was unanimous.

have, in part, justified me in concluding political bias on your part as Chairman of the Committee. This is not an "insinuation" or an "allegation" as you put it in your letter to me but rather a blunt statement of my opinion.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,
Ovide Laflamme

Ottawa, Ontario,
Le 28 avril 1972

M. Ovide Laflamme, député,
président du comité permanent des privilèges
et élections,
Chambre des communes,
Ottawa, Ontario.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 27 avril à 9 h et demie aujourd'hui. C'est la première fois que vous communiquez avec moi depuis que je vous ai écrit le 28 mars et le matin du 27 avril.

Dans votre lettre, vous parlez encore de mes «allégations» devant la Chambre le 14 mars dernier. Les propos que j'ai échangés alors avec le premier ministre figurent au Hansard du 14 mars et vous les interprétez mal. Étant donné votre expérience du barreau de votre province, j'en conclus que vous vous rendez parfaitement compte que mes paroles, qui figurent au Hansard du 14 mars ne peuvent être considérées comme des «allégations». Il est vrai que M. Pringle s'est servi de ce mot lorsqu'il a présenté sa motion et que le premier ministre l'a ensuite repris. Cependant, vous dénaturez mes paroles de propos délibéré en prétendant que j'ai utilisé ce mot, attitude que je ne peux taxer que de partisanerie politique.

Dans le troisième paragraphe de votre lettre du 27 avril, vous dites que le Comité directeur «s'est déclaré unanime à juger inutile et prématurée» l'application des suggestions que je vous ai faites dans ma lettre du 28 mars. Pourtant, dans ce même paragraphe, vous écrivez que les mesures prises par le Comité sont du ressort de ses membres. Il est étrange, à mon avis, que l'on n'ait pas révélé aux membres du Comité les suggestions de ma lettre du 28 mars au lieu de prendre cette décision au Comité directeur, où les libéraux sont majoritaires.

De plus, notre représentant au Comité directeur m'affirme que votre déclaration quant à l'unanimité de cette décision n'est pas exacte. Au contraire, on m'a dit que vous et d'autres membres du Comité directeur étiez fortement en faveur des propositions énoncées dans ma lettre du 28 mars.

Le fait

1. Que ce n'est qu'hier que vous avez eu la courtoisie de répondre à ma lettre du 28 mars,
2. que vous et vos collègues libéraux du Comité directeur avez refusé de dévoiler les propositions énoncées dans ma lettre du 28 mars aux membres du Comité, et
3. que vous ayez déclaré dans votre lettre du 27 avril que la décision du Comité directeur était unanime me pousse à croire que vous faites preuve de partialité politique en tant que président du Comité. Il ne s'agit pas d'une «insinuation» ou d'une «allégation» ainsi que vous l'écrivez dans la lettre que vous m'avez adressée, c'est tout simplement mon opinion.

You really should not have been surprised at my action in providing to the press copies of my letters to you. Notwithstanding the fact that I had written to you over a month ago the Committee held several meetings where you had ample opportunity to disclose my suggestions of March 28th but elected not to do so. Your lack of action in this regard, naturally, resulted in a press treatment which was, to say the least, imbalanced in favour of the political purpose of the Liberals.

Your refusal to reply to my letter and your refusal to allow its contents to be exposed left me with no alternative than to do so myself. Now, at least, both points of view are exposed to the media.

In summary, I suggest to you that I am fully justified in my conclusion that the motion of Mr. Pringle and the statements and actions of Liberal members of the Committee (and the Steering Committee) both in Committee and to the media, have but one objective—a witch hunt or, at the very least, to cause personal political embarrassment to me. I will have no part of subverting the use of Standing Committees to such purposes.

The Committee has a useful and legitimate task to perform and it can do so by following the suggestions I put to you in my letter of March 28th. Accordingly, until such time as you and your Liberal colleagues abandon political partisanship in favour of a meaningful enquiry by the Committee, I have no intention of contributing in any way to its activities.

Sincerely,
Erik Nielsen

Respectfully submitted,
OVIDE LAFLAMME,
Chairman.

En vérité, vous ne devriez pas être surpris de voir que j'ai fourni à la presse des exemplaires des lettres, que je vous ai fait parvenir. Bien que je vous ai écrit il y a plus d'un mois, le Comité a tenu plusieurs réunions au cours desquelles vous auriez certainement pu dévoiler mes propositions du 28 mars; vous avez décidé de n'en rien faire. C'est votre manque de collaboration à cet égard qui a pu amener les journalistes à juger sévèrement l'objectif politique des libéraux.

Vous avez refusé de répondre à ma lettre et de dévoiler son contenu, m'obligeant ainsi à le faire moi-même. Maintenant, au moins, le public est au courant des deux points de vue en cause.

En résumé, j'aimerais souligner qu'à mon avis, tout porte à croire que la motion de M. Pringle, les déclarations et actes des députés libéraux du Comité (et du Comité directeur) au sein de ce dernier et face au public n'ont qu'un seul but: faire la chasse aux sorcières ou tout au moins—me causer des difficultés politiques. Je n'ai aucunement l'intention de laisser manœuvrer le Comité permanent à de telles fins.

Le Comité a une mission utile et légitime; il peut la remplir en se conformant aux propositions de ma lettre du 28 mars. En conséquence, tant que vous et vos collègues libéraux du Comité n'abandonnez pas votre attitude partisane pour faire une enquête sérieuse, je n'ai aucunement l'intention de contribuer de quelque façon que ce soit aux travaux du Comité.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Erik Nielsen, député.

Respectueusement soumis,
Le président,
OVIDE LAFLAMME.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, May 23, 1972.

(7)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this evening at 8:37 p.m. The Chairman, Mr. Laflamme, presided.

Members present: Messrs. Cyr, Forest, Forrestall, Hogarth, Laflamme, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), McBride, Peters, Roy (*Laval*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis—(11).

Also present: Mr. Aiken, M.P.

The Committee resumed consideration of the allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House.

Pursuant to the resolution adopted on Thursday, May 18, 1972 the Chairman presented the draft report for consideration by the Committee which reads as follows:

DRAFT REPORT

Paragraph I

Pursuant to its Order of Reference of Tuesday March 14, 1972, which reads as follows:

"*Ordered*—That the allegations concerning wire-tapping and opening of mail of Members of this House be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections", your Committee has held four sittings and heard the following witnesses:

From the Royal Canadian Mounted Police:
Mr. W. L. Higgitt, Commissioner

From the Office of the Solicitor General:
Mr. E. A. Côté, Deputy Solicitor General

From Bell Canada:
Mr. F. D. Fahey, Director of Engineering design.

Paragraph II

Your Committee also heard evidence from the Honourable Member for Wellington, Mr. A. D. Hales and from the Honourable Member for Mackenzie, Mr. S. J. Korchinski.

Paragraph III

Your Committee, through the Chairman, invited Mr. Nielsen, the Honourable Member for Yukon, to appear on April 25 and 27, 1972. When the Honourable Member for Yukon did not appear on the said dates, your Committee adopted the following resolution on April 27, 1972:

"That the Honourable Member for Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience, within the next three weeks, in order to present evidence of the allegations made in the House with regards to tampering of mail and of telephones."

Paragraph IV

At the direction of the Chairman, a letter and an attested copy of the said resolution were sent to the Honourable Member for Yukon on April 27 by the Clerk of the Committee.

Paragraph V

In a letter addressed to the Chairman dated Friday April 28, 1972, the Honourable Member for Yukon

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 23 mai 1972

(7)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 20 h 37, sous la présidence de M. Laflamme.

Députés présents: MM. Cyr, Forest, Forrestall, Hogarth, Laflamme, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), McBride, Peters, Roy (*Laval*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis—(11).

Autre député présent: M. Aiken.

Le Comité reprend l'étude des allégations concernant l'écoute électronique et l'ouverture du courrier de certains députés de la Chambre.

Conformément à la résolution adoptée le jeudi 18 mai 1972, le président soumet au Comité pour étude le projet de rapport qui se lit comme suit:

PROJET DE RAPPORT

Paragraphe I

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 14 mars 1972:

"*Il est ordonné*—Que les allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre soient renvoyées au Comité permanent des privilèges et élections", le Comité s'est réuni quatre fois et il a entendu les témoins suivants:

De la Gendarmerie Royale du Canada:
M. W. L. Higgitt, commissaire

Du Bureau du solliciteur général:
M. E. A. Côté, solliciteur général adjoint

De Bell Canada:
M. F. D. Fahey, directeur de l'esthétique industrielle.

Paragraphe II

Le Comité a aussi entendu les témoignages de l'honorable député de Wellington, M. A. D. Hales et de l'honorable député de Mackenzie, M. S. J. Korchinski.

Paragraphe III

Le Comité, par l'intermédiaire de son président, a invité l'honorable député du Yukon, M. E. Nielsen, à comparaître les 25 et 27 avril, 1972. L'honorable député du Yukon ne s'étant pas présenté aux dates fixées, le Comité a adopté le 27 avril 1972 la résolution suivante:

"Que le député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité quand il lui conviendra, d'ici trois semaines, pour présenter la preuve des allégations faites à la Chambre en ce qui concerne le viol du courrier et l'écoute des téléphones."

Paragraphe IV

Le 27 avril, conformément aux directives du président, le greffier du Comité a envoyé une lettre et une copie certifiée de ladite résolution à l'honorable député du Yukon.

Paragraphe V

Dans sa lettre du 28 avril 1972 au président, l'honorable député du Yukon a décliné l'invitation à comparaître

declined to appear, and did not appear in the three week period set in the Committee's resolution.

Paragraph VI

Therefore the Committee reports as follows:

The Honourable Member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence and has refused to do so. Your Committee consider it their duty to lay this matter before the House for direction.

Then, paragraphs I and II were *adopted*.

On paragraph III, Mr. Hogarth moved,

—That the following be added in paragraph III of the draft report immediately before "... on April 25 and 27, 1972,":

as it appears to your Committee that the Honourable Member for Yukon was the only other person who claimed to have any knowledge of the matters and things coming within the purview of the terms of reference mentioned above, by virtue of his remarks in the House, giving rise to the motion of the Honourable Member for Fraser Valley East. Mr. Nielsen corresponded with your Committee and copies of his correspondence are herewith appended".

After debate thereon, the question being put on the said proposed amendment, it was by a show of hands, *Resolved*,—in the affirmative: YEAS: 9; NAYS: 0.

Paragraph III, as amended, was *adopted*.

Paragraphs IV and V were *adopted*.

On paragraph VI, Mr. Forrestall moved in amendment thereto:

—That the word "refused" in paragraph VI be deleted and the word "declined" be substituted therefor.

The amendment was *adopted*.

On motion of Mr. Hogarth, it was

Agreed,—That paragraph VI be amended by adding the following immediately after "refused to do so,": "for reasons stated in the said correspondence".

Mr. Hogarth moved,

—That last line in paragraph VI be deleted and the following substituted therefor:

"this matter before the House for direction, as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the Honourable Member for Yukon".

After debate thereon, the question being put on the said proposed amendment, it was

Resolved,—in the affirmative on the following recorded division: YEAS: Messrs. Cyr, Forest, Hogarth, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), McBride, Peters, Roy (*Laval*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis—(9); NAYS: Mr. Forrestall—(1).

Paragraph VI was *adopted* as amended.

The report as amended, was adopted on the following recorded division: YEAS: Messrs. Cyr, Forest, Hogarth, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), McBride, Peters, Roy (*Laval*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis—(9); NAYS: Mr. Forrestall—(1).

et ne s'est pas présenté au cours de la période de trois semaines établie dans la résolution du Comité.

Paragraphe VI

Par conséquent, le Comité fait le rapport suivant:

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le Comité pour donner son témoignage et il a refusé cette invitation. Le Comité croit de son devoir de soumettre cette question à la Chambre.

Les paragraphes I et II sont *adoptés*.

Au paragraphe III, M. Hogarth propose

—l'adjonction de ce qui suit à la ligne 3 du paragraphe III du projet de rapport, immédiatement après les mots «... les 25 et 27 avril 1972,»:

«Il apparaissait, en effet, au Comité que l'honorable député du Yukon était la seule autre personne semblant avoir connaissance de la question et des faits invoqués dans l'Ordre de renvoi ci-dessus, étant donné ses remarques à la Chambre, remarques qui ont entraîné la motion de l'honorable député de Fraser Valley-Est. M. Nielsen et le Comité ont échangé de la correspondance dont des copies sont annexées à ce rapport.»

Après discussion, la modification étant mise aux voix, elle est, par un vote à main levée, *adoptée*. Pour: 9; Contre: 0.

Le paragraphe III tel que modifié est *adopté*.

Les paragraphes IV et V sont *adoptés*.

Au paragraphe VI, M. Forrestall propose et il est *convenu* que le mot «refusé» à la ligne 2 du paragraphe VI soit supprimé et remplacé par le mot «décliné».

La proposition est *adoptée*.

M. Hogarth propose et il est

convenu que le paragraphe VI soit modifié par l'adjonction de ce qui suit immédiatement après la ligne 2: «pour les raisons données dans la correspondance en question».

M. Hogarth propose

—Que la dernière ligne du paragraphe VI soit supprimée et remplacée par ce qui suit:

«croit de son devoir d'en informer la Chambre, parce qu'il lui semble futile de continuer son étude du problème sans le témoignage de l'honorable député du Yukon.»

Après discussion, la modification proposée est mise aux voix et elle est

adoptée sur division: POUR: MM. Cyr, Forest, Hogarth, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), McBride, Peters, Roy (*Laval*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis—(9); CONTRE: M. Forrestall—(1).

Le paragraphe VI tel que modifié est *adopté*.

Le rapport tel que modifié est adopté sur division: POUR: MM. Cyr, Forest, Hogarth, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), McBride, Peters, Roy (*Laval*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*), Yanakis—(9); CONTRE: M. Forrestall—(1).

Agreed,—That the Chairman present the second report to the House.

At 10:10 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Il est donc convenu, que le président fasse rapport à la Chambre.

A 22 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité
Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronics Apparatus)

Tuesday, May 23, 1972.

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see that we have a quorum. As you recall, at the last meeting after discussions regarding the way in which we could put a report to the House, I requested our Clerk to prepare a draft report. Unfortunately, we have only draft copies of the French version, but I think copies of the proposed report have been distributed. I am in the hands of the Committee, you may look at it and make any corrections you see fit to make.

Do you think it would be advisable to sit in camera to discuss the kind of report we should . . .

Some hon. Members: No.

The Chairman: I have no authority to decide that we sit or not in quorum. It is up to you to decide.

Mr. McBride: Continue.

• 2035

The Chairman: Do you want me to read it, or have you read it already? It reads as follows:

The Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its Second Report. Pursuant to its Order of Reference of Tuesday, March, 14, 1972 which reads as follows: . . .

I think we could easily dispense with the reading of the order of the House.

Your Committee has held four sittings and heard the following witnesses: Mr. W. L. Higgett, Commissioner of the RCMP; Mr. E. A. Côté, Deputy Solicitor General and Mr. F. D. Fahey, Director of Engineering Design

for Bell Canada. Are there any objections so far?

Some hon. Members: No.

Your Committee also heard evidence from the Honourable Member for Wellington, Mr. A. D. Hales, and from the Honourable Member for Mackenzie, Mr. S. J. Korchinski.

The Chairman: Is this agreed?

Some hon. Members: Agreed.

Your Committee, through the Chairman, invited Mr. Nielsen, the Honourable Member for Yukon, to appear on April 25 and 27, 1972. When the Honourable Member for the Yukon did not appear on the said dates, your Committee adopted the following resolution on April 27, 1972:

That the Honourable Member for Yukon be invited to appear before the Committee at any time at his convenience, within the next three weeks, in order to present evidence of the allegations made in the House with regard to tampering of mail and telephones.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 23 mai 1972

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous avons le quorum. Si je me souviens bien, lors de la dernière séance, après avoir décidé de la manière de soumettre un rapport à la Chambre, j'ai demandé à notre greffier de préparer une ébauche du rapport. Malheureusement, nous n'en avons que des exemplaires en français, mais je crois que des exemplaires du rapport que nous nous proposons de déposer ont été distribués. Je m'en remets au Comité; vous pouvez l'examiner et proposer les corrections que vous jugez à propos.

Croyez-vous qu'il serait opportun de siéger à huis clos afin de discuter de la nature du rapport que nous devrions . . .

Des voix: Non.

Le président: Je n'ai aucune autorité pour en décider; il vous appartient de déterminer si nous devons siéger avec ou sans quorum.

M. McBride: Continuez.

Le président: Voulez-vous que je le lise ou est-ce que vous l'avez déjà lu? En voici le texte:

Le Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son second rapport. Conformément à son ordre de renvoi en date du mardi 14 mars 1972 dont voici l'énoncé:

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire que je lise l'énoncé de cet ordre.

Votre Comité a tenu quatre séances et entendu les témoins suivants: M. W. L. Higgett, commissaire de la Gendarmerie royale du Canada; M. E. A. Côté, solliciteur général adjoint et M. F. D. Fahey, directeur du service d'esthétique industrielle . . .

de Bell Canada. Avez-vous des objections jusqu'à présent?

Des voix: Non.

Votre Comité a aussi entendu le témoignage de l'honorable député de Wellington, M. A. D. Hales, et celui de l'honorable député de Mackenzie, M. S. J. Korchinski.

Le président: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Votre Comité, par l'entremise du président, a invité M. Nielsen, l'honorable député du Yukon, à comparaître le 25 et le 27 avril 1972. L'honorable député du Yukon n'ayant pas comparu à ces dates, votre Comité a adopté la résolution suivante le 27 avril 1972:

Que l'honorable député du Yukon soit invité à comparaître devant le Comité au moment qu'il lui conviendra le mieux, d'ici les trois prochaines semaines, afin de présenter la preuve à l'appui des allégations faites en Chambre concernant l'ouverture du courrier et l'utilisation de tables d'écoute.

[Texte]

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, in regard to the previous paragraph, where it says:

Your Committee, through the Chairman, invited Mr. Nielsen, the Honourable Member for the Yukon to appear on April 25 and 27, 1972 . . .
it is my respectful suggestion that we add there the words:

. . . as it appeared to your Committee that the honourable member was the only other person who claimed to have any knowledge of the matters and things coming within the purview of the terms of reference above mentioned by virtue of his allegations in the House of Commons giving rise to the motion of the honourable member from Fraser Valley East.

In short, it would state explicitly why the honourable member for the Yukon was invited to appear.

The Chairman: Yes, Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, Mr. Hogarth, in all fairness we would have to get into this in some detail, and at the risk of driving you all up the wall over the next hour, I will insist that the entire story be put in the report.

Mr. Hogarth: I have no objection to that.

Mr. Forrestall: Then let us put it in. There is a good reason why Mr. Nielsen was not here on April 25, but the very clear impression is left in this paragraph that he chose not to come on April 25. I think the Clerk of the Committee is aware that Mr. Nielsen was not in town. He received your communication of that date, as I understand it, on the date subsequent to that, and you two had subsequent exchanges of correspondence on April 27. And I think we have some correspondence dated April 28.

My point is that we can do a couple of things here tonight. I can violently object to this report on the grounds that it is witch hunting and that it is a deliberate attempt, in the last paragraph, to indicate by innuendo or whatever it is that perhaps the House of Commons should order Mr. Nielsen to appear before this Committee, and I object very strongly to that. So we can do it one way or the other.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, without commenting at all on the comments of the honourable member about so-called witch hunts, I think that if he is anxious to get the facts before the Committee we could add a sentence advising that the Committee exchanged correspondence with Mr. Nielsen, copies of which are attached and form part of this report. That certainly would put everything before the House if the honourable member thinks that is necessary. There is nothing wrong with that. Mr. Chairman, that is a little fairer. I want it to be entirely fair. So far as I am personally concerned, Mr. Chairman, I regret very much the allegations of the hon. member that this is some kind of witch hunt. I explained my . . .

• 2040

Mr. Forrestall: It is . . .

Mr. Hogarth: Just a minute. Would you explain what you mean by that so far as I am personally concerned? I want to know what you mean by that so far as I am personally concerned. I want the allegation put right on the floor of this Committee and I want it on the record as to what you mean when you say witch hunt so far as I am personally concerned because I am the one who is raising this point.

[Interprétation]

M. Hogarth: Monsieur le président, au sujet du paragraphe précédent, où il est dit:

Votre Comité, par l'entremise du président, a invité M. Nielsen, l'honorable député du Yukon à comparaître le 25 et 27 avril 1972 . . .

Je soumets respectueusement que nous ajoutions ces mots:

. . . car il lui est apparu que l'honorable député était la seule autre personne prétendant avoir connaissance de faits et choses relevant du mandat ci-dessus mentionné, par suite des allégations qu'il a faites à la Chambre des communes entraînant le dépôt de la motion de l'honorable député de *Fraser Valley East*.

Bref, ce serait énoncer de façon explicite pourquoi l'honorable député du Yukon a été invité à comparaître.

Le président: Oui, monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Monsieur le président, monsieur Hogarth, en toute justice, il faudrait en ce cas donner tous en fouiller les détails et, au risque de vous voir vous arracher les cheveux durant l'heure qui va suivre, j'insiste pour que toute l'affaire soit consignée au rapport.

M. Hogarth: Je ne m'y oppose pas.

M. Forrestall: Alors consignons-la. Si M. Nielsen n'a pas comparu le 25 avril, il y a une bonne raison mais ce paragraphe laisse nettement l'impression qu'il n'a pas voulu se présenter. Le greffier du Comité doit très bien savoir que M. Nielsen n'était pas en ville. Il a reçu votre invitation à comparaître le lendemain de la date fixée d'après ce que j'ai compris, et à la suite de ce malentendu vous avez eu un échange de correspondance le 27 avril. Il me semble qu'il y a aussi des lettres datées du 28 avril.

Nous pourrions régler une ou deux questions ce soir. Je pourrais m'opposer violemment à ce rapport parce qu'il s'agit d'une chasse aux sorcières pure et simple et que ce dernier paragraphe essaie délibérément d'insinuer que peut-être la Chambre des communes devrait ordonner à M. Nielsen de comparaître devant ce comité, et cela je m'y oppose fermement. Nous pouvons donc procéder de cette façon ou de l'autre.

M. Hogarth: Monsieur le président, sans relever les remarques de l'honorable député sur une soit-disant chasse aux sorcières, j'estime que s'il tient vraiment à ce que tous les faits soient connus nous pourrions ajouter une phrase indiquant qu'il y a eu échanges de correspondance entre le Comité et M. Nielsen, et que des exemplaires sont annexés au rapport. Toute l'affaire serait ainsi exposée à la Chambre si l'honorable député estime que cela est nécessaire. Il n'y a rien à redire à cela. Monsieur le président, c'est un peu plus juste et je veux que ce soit absolument juste. Quant à moi, monsieur le président, et je déplore les allégations de l'honorable député suggérant l'idée d'une chasse aux sorcières. J'ai expliqué ma . . .

M. Forrestall: C'est . . .

M. Hogarth: Un instant. Pourriez-vous nous expliquer ce que vous entendez par «quant à moi»? Je veux savoir ce que vous voulez dire par cela quand vous me visez. Je veux que cette allégation soit formulée devant le Comité et consignée quant au sens que vous attachez à l'expression «chasse aux sorcières» en ce qui me concerne, car c'est moi qui soulève la question.

[Text]

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Who is the witch?

The Chairman: Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, if I might, I think perhaps I should say: yes, you are right, Mr. Hogarth. I do not mean you, personally, I mean the way in which the Committee has approached this rather than follow the suggestions, I think, reasonably set up by Mr. Nielsen who in not only his own opinion but in the opinion of many other people, made no allegations on the floor of the House of Commons, but rather asked that the matter be looked into.

We are here because of a resolution that I am sure did not pop out of thin air. We are here because, as you said at the last meeting I attended, and I apologize for not being present for the last one, Mr. Chairman, that the matter is serious. I think this is the phrase used by the President of the Privy Council: the matter is a serious one and should be investigated.

I am suggesting, Mr. Chairman, that we have not investigated it. We have come up constantly against the member for the Yukon. Simply because he is not here, we have brought to an end any investigation into what, indeed, are very serious matters, very serious for all of us.

For example, the suggestions that I think I made at the meeting before the last that, in fact, we do call those people responsible for security in the various departments. It may have been dealt with in camera at the last meeting; if it was and was rejected for good reason, then I am quite prepared to accept that. But to the best of my knowledge it has not been dealt with by the Committee. In fairness, as I said once before, in the absence of specific charges by Mr. Nielsen and in response to an order which had the unanimous consent of the House, we have more responsibility than just merely to seek direction from the House of Commons because Mr. Nielsen does not appear.

It is that, in general, Mr. Hogarth, and I apologize for singling you out personally; I do not mean that. I mean all of you, collectively.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, if I might just make an observation here. My idea of a witch-hunt is to go about in government departments, select certain individuals and cross examine them here before this Committee whether they have had anything to do with wiretapping and mail opening or not and ask them what, in essence, could be some embarrassing questions, such as: have you ever listened into the telephone conversation of another person? Perhaps they have and perhaps they have not. But it appears to me that that is the essence of a witch-hunt.

Exactly what Mr. Nielsen is suggesting is the type of witch-hunt that I think this Committee should considerably avoid.

Mr. Nielsen definitely made allegations in the House, if not expressly by *innuendo*, because he mentioned to the Prime Minister that the sources of his information were too highly placed to be wrong. He was referring to the sources of his information with respect to the interference in the mails or the telephone; I forget which exactly it was at the time.

With respect, Mr. Chairman, Mr. Forrestall surely can see the position of this Committee. Mr. Nielsen did not choose to come to this Committee and put before the Committee the suggestions that he has put in his corre-

[Interpretation]

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Qui est le sorcier?

Le président: Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Monsieur le président, si vous le voulez bien, je pourrais peut-être dire: oui, vous avez raison, monsieur Hogarth. Je ne vous vise pas personnellement, je songe à la manière dont le Comité a abordé cette question plutôt que de se plier aux suggestions qui m'apparaissent raisonnables de M. Nielsen qui, selon son opinion et celle de nombre d'autres personnes, n'a fait aucune allégation à la Chambre des communes mais à plutôt demandé qu'on examine la question.

Nous sommes ici par suite d'une résolution qui n'est pas venue avec l'air du temps. Nous sommes ici, parce que, comme vous l'avez dit lors de la dernière séance à laquelle j'ai assisté, et je m'excuse de ne pas avoir assisté à la dernière, monsieur le président, que la question est grave. Il me semble que c'est l'expression employée par le président du Conseil privé: la question est grave et il faut faire enquête.

J'ose déclarer, monsieur le président, que nous n'avons pas fait enquête. Nous nous sommes sans cesse attaqués au député du Yukon. Simplement parce qu'il n'est pas présent, nous avons mis fin à l'enquête concernant des questions de la plus haute gravité pour chacun d'entre nous.

Ainsi, des suggestions lors de l'avant-dernière séance pour que l'on entende les personnes responsables de la sécurité dans les divers ministères. Peut-être en a-t-il été question à huis clos lors de la dernière séance; dans ce cas, et si ces propositions ont été rejetées pour une bonne raison, j'accepte ce fait. Mais, en autant que je sache, le Comité n'a pas abordé cette question. En toute équité, comme je l'ai déjà dit, en l'absence d'accusation précise de la part de M. Nielsen et en réponse à une ordonnance ayant obtenu l'unanimité en Chambre, nous avons plus de responsabilités que de simplement chercher des directives de la part de la Chambre des communes parce que M. Nielsen n'a pas comparu.

Voici l'idée générale, monsieur Hogarth, et je m'excuse d'avoir semblé vous viser; telle n'était pas mon intention. Je ne visais personne du Comité.

M. Hogarth: Monsieur le président, si vous me permettez une observation, ma conception de la chasse aux sorciers consiste à passer de ministère en ministère, à choisir certaines personnes et à les contre-interroger au Comité qu'elles soient responsables ou non de l'interception des appels ou de la spoliation du courrier et de leur demander ce qui pourrait constituer des questions très embarrassantes comme celle-ci: avez-vous déjà intercepté une conversation au téléphone? Peut-être que ces personnes l'ont déjà fait, peut-être que non. Mais il me semble que cela constitue essentiellement la chasse aux sorciers.

Ce que M. Nielsen propose exactement, c'est ce genre de chasse aux sorciers que le Comité doit éviter à tout prix.

M. Nielsen a fait des allégations en Chambre, sinon de manière explicite du moins pas sous-entendus, car il a mentionné au premier ministre que ses sources d'information étaient à un niveau trop supérieur pour n'être pas véridiques. Il parlait de sources d'informations concernant la spoliation du courrier ou l'interception d'appels téléphoniques; je ne me souviens pas précisément de quoi il s'agissait à l'époque.

En toute déférence, monsieur le président, M. Forrestall peut sûrement apprécier la position du Comité. M. Nielsen n'a pas choisi de se présenter devant le Comité et d'expo-

[Texte]

spondence. He is not obliged to do so, but it appears to me in looking at the matter in retrospect that if he was serious about these allegations he would have been the first person to lay what he knew before this Committee. He would be the first person to be here.

One of two things enters my mind. Either he raised the matter for some motive that we have not had explained to us, or secondly, somebody has persuaded him not to be here. If there is somebody who has some knowledge of this matter, a person in a highly placed position as he suggests, who has persuaded him not to be here, I am not in the least hesitant in suggesting that we relieve him of that persuasion by suggesting that a House Order go out that he be compelled to appear.

• 2045

I refuse to proceed as a member of Parliament with the allegations made by Mr. Nielsen—you can call them allegations or assertions, call them what you wish—left unanswered. We cannot answer them in the method that he has suggested. That would be a witch hunt *par excellence*. We can answer them only by having him come here and tell us what he knows.

That is not a witch hunt, with the greatest respect, nor, with the greatest respect, so far as I am concerned, am I motivated in saying that by anything other than by my own observation. I think members of Parliament should be free of any such suggestions as those that have been raised by Mr. Nielsen, and if we have been misled by the witnesses who have come here, or if there is a practice going on that we do not know about and they do not know about, I think we should pursue that right down to the bottom and stop it.

It has nothing to do with Mr. Nielsen personally in any way, shape or form. It has something to do with the fact that he appears to have knowledge and the only person that appears to have knowledge of what is going on. I do not think, with respect, that that is a witch hunt, and I would like to make my position abundantly clear.

Mr. Forrestall was not here last day. I said the same thing. I would like to make it abundantly clear because I think this Committee should do everything it can to get to the bottom of what appears to be a nefarious process of which he has some knowledge. Without him we cannot pursue it.

Mr. Forrestall: I think, Mr. Chairman, it becomes simply a matter of opinion. I happen to believe that we can pursue it with or without Mr. Nielsen. The witch hunt—and I regret the use of that word because I think the Committee is perfectly aware that I am not interested in pursuing a witch hunt either—the witch hunt—again to use a word that I do not particularly like—has to do with Mr. Nielsen's disclosure or otherwise of his so-called highly placed sources of information.

I cannot for one moment accept, Mr. Chairman, the word of anybody who is unconcerned about the future of anybody's job who comes in front of this Committee or any committee to disclose the type of information that we are attempting here to deal with. So it is in that sense of a witch hunt, not in the sense of a witch hunt as meandering through the various government departments. I do not see that. I am quite prepared, as you are, to accept the word of various people that indeed this has not happened or in fact it has happened, whatever the case was. It does not particularly matter to me.

[Interprétation]

ser au Comité ce qu'il proposait dans sa correspondance. Il n'est pas tenu de le faire, mais il me semble en rétrospective que, s'il reconnaissait la portée de ses allégations, il serait le premier à vouloir révéler au Comité ce qu'il sait. Il serait le premier à se présenter.

J'envisage deux possibilités: ou il a soulevé la question pour un motif qu'il ne nous a pas expliqué, ou quelqu'un l'a persuadé de ne pas témoigner. Si quelqu'un est renseigné en cette matière, une personne occupant un poste supérieur comme il l'a laissé entendre, et qu'il l'aurait persuadé de ne pas se présenter, je n'hésite pas à proposer que nous le dissuadions en demandant qu'un ordre de la Chambre l'oblige à comparaître.

En tant que député, je m'oppose à ce que les allégations faites par M. Nielsen,—appelez-les allégations ou asser-

tions comme vous voudrez—demeurent sans réponses. Nous ne pouvons y répondre selon la méthode qu'il a proposée. Cela constituerait une chasse aux sorciers *par excellence*. Nous ne pouvons y répondre qu'en le faisant comparaître et l'obligeant à nous dire ce qu'il sait.

Cela n'est pas une chasse aux sorciers, je le dis avec le plus grand respect, non plus, et c'est avec le plus grand respect que je l'affirme, suis-je inspiré de le dire autrement que par mes propres observations. J'estime que tous les députés doivent être affranchis de suggestions de la nature de celles qu'a soulevées M. Nielsen et, si nous avons été la dupe des témoins qui se sont présentés ici, ou si quelques pratiques existent dont nous n'avons pas connaissance ou dont ils n'ont pas connaissance, je crois que nous devrions poursuivre l'enquête à fond et mettre fin à ces rumeurs.

Cela n'a absolument rien à voir avec M. Nielsen. Mais il semble renseigné et être la seule personne à savoir ce qui se passe. Je n'y vois pas de chasse aux sorciers et j'aimerais que ma position soit bien claire.

M. Forrestall n'était pas ici le dernier jour. J'ai dit la même chose. J'aimerais que cela soit clairement entendu, car j'estime que le comité doit tout faire en son pouvoir pour vider la question et mettre fin à un procédé néfaste dont il a connaissance. Nous ne pouvons poursuivre sans lui.

M. Forrestall: Il me semble, monsieur le président, que c'est une simple question d'opinion. Je suis personnellement d'avis que nous pouvons vider la question avec ou sans M. Nielsen. La chasse aux sorciers—et je regrette que cette expression soit employée, car le comité est parfaitement conscient que je n'ai pas l'intention d'entreprendre une chasse aux sorciers—la chasse aux sorciers—pour employer encore une fois une expression à laquelle je ne tiens pas—a trait à la divulgation par M. Nielsen ou autrement de source d'information émanant des couches supérieures.

Je ne puis accepter qu'on se désintéresse du sort d'une personne qui témoignerait devant le comité et révélerait le genre d'information que nous cherchons à analyser. La chasse aux sorciers a donc ce sens plutôt que celui d'un vagabondage à travers les ministères gouvernementaux. Je ne puis l'envisager. Je suis bien disposé, autant que vous, à accepter le témoignage de personnes disant que ceci ne se pratique pas ou que ceci s'est pratiqué, quelque soit le cas. Cela me laisse indifférent.

[Text]

The Chairman: Mr. McBride.

Mr. McBride: Mr. Chairman, on page 746 of March 13 *Hansard*, after the Prime Minister's statement concerning mail and telephones, Mr. Nielsen responded and used these words. He said:

I do not accept the Prime Minister's assurance that these practices are not being followed because my source is much too highly placed to be wrong.

Reflecting on that, Mr. Chairman, to pursue what Mr. Forrestall has said, the real concern I have in this Committee is that someone or somebody, or Mr. Nielsen himself, has decided to back off, giving Mr. Nielsen every benefit of the doubt, and that he had on March 13 highly placed evidence. For his own reasons which are unknown to me—perhaps to you they are known, Mr. Forrestall, but certainly to the rest of the Committee they are unknown—he has decided not to make them known.

This in itself leaves all of us under a cloud that can be dispelled only by Mr. Nielsen or by you—obviously you are privy to his thoughts—giving some evidence to the Committee *in camera* or in some other way to say that Mr. Nielsen has evidence, but now he does not want to bring it forth, or else he has no evidence and raised it purely as an act of public mischief, which is something the Committee could not condone either. So, assuming that he has evidence and was not raising it for publicity, or simply to demonstrate that he could call the Prime Minister a liar, or that the Prime Minister did not know what he was talking about, as he says on page 746, then I cannot, as a member of this Committee, see why we should go on week after week without getting the evidence from the man who has it. We have invited him to come and he has refused to come. He has accused us of witch hunting because the House of Commons has directed us to find out what was behind the allegations that he made. He has chosen not to inform us what was behind the allegations that he made. I would say, Mr. Chairman, that in my opinion the obligation then falls to Mr. Forrestall to either produce some indication of what it is that we are trying to grapple with, or else to go along with the Committee that we wind this up. Otherwise the idea of running off on some kind of a merry trip through all departments of government to attack, criticize or cross-examine public servants seems rather nonsensical. If this Committee of the Parliament of Canada feels that it can force public servants to come before it and answer questions accurately and correctly and give information that they may or may not have and yet has no power or no willingness to even follow through to the extent of having a member of the House of Commons, one of our own, who says publicly in the House of Commons that he has such evidence, come before it, this whole Committee's activities become a complete mockery and I, for one, would suggest that we put a report such as this in as quickly as possible.

• 2050

Mr. Forrestall: On no occasion have I given anybody on this Committee any reason to believe that I was privy to Mr. Nielsen's thoughts. Mr. McBride wants me to reiterate what I attempted to communicate to this Committee through the Steering Committee. I am quite prepared to do that and to do it publicly. But I said that he was able to demonstrate to me that he was not being facetious, that he was not attempting to lead this Committee on some nefari-

[Interpretation]

Le président: Monsieur McBride.

M. McBride: Monsieur le président, à la page 746 du *hansard* du 13 mars, après la déclaration du premier ministre concernant l'ouverture du courrier et l'interception d'appels téléphoniques M. Nielsen a répondu en ces termes:

Je ne crois pas le premier ministre lorsqu'il nous assure que de telles pratiques n'existent pas, car mes renseignements sont pris à trop bonne source pour que je fasse erreur.

En y réfléchissant, monsieur le président, et faisant suite à la déclaration de M. Forrestall, la véritable préoccupation du comité c'est que quelqu'un ou M. Nielsen lui-même veuille se défilier, donnant à M. Nielsen tout le bénéfice du doute, alors qu'il disposait le 13 mars de preuves obtenues en haut lieu. Pour des raisons connues de lui seul et peut-être de vous, monsieur Forrestall, mais certainement pas du reste du comité, il a décidé de ne pas présenter ces preuves.

M. Nielsen jette ainsi le soupçon sur chacun d'entre nous ou par votre intermédiaire—car vous semblez connaître ses pensées secrètes, soupçon qui ne peut être dissipé par le témoignage devant ce comité soit à huis clos ou autrement, indiquant que M. Nielsen possède enfin cette preuve mais ne veut pas la divulguer. Ou, alors, il n'a pas de preuve et n'a eu que l'intention de troubler la paix publique, ce à quoi le comité ne saurait non plus se prêter. Supposons qu'il a ses preuves et qu'il n'a pas soulevé de questions pour se gagner le public ou tout simplement pour montrer qu'il n'avait pas peur de qualifier le premier ministre de menteur ou encore que le premier ministre ne savait pas de quoi il parlait, comme il le dit à la page 746. Alors, comme membre de ce comité, je ne comprends pas pourquoi nous devrions continuer ainsi de semaine en semaine sans obtenir les preuves de celui qui les détient. Nous l'avons invité à comparaître et il a refusé. Il nous a accusé de faire la chasse aux sorciers parce que la Chambre des communes nous a chargés de découvrir ce qui était à la base de ces allégations. Il a décidé de ne pas nous donner ses renseignements. Je dirais, monsieur le président, qu'il incombe à M. Forrestall, soit de nous donner des précisions additionnelles sur le problème auquel nous faisons face soit de se joindre aux autres membres du comité pour terminer nos débats sur ce sujet. Il serait absurde de faire des recherches dans tous les ministères du gouvernement en critiquant ou en mettant sur la *sellette* les fonctionnaires. Si notre Comité parlementaire juge qu'il peut obliger des fonctionnaires à comparaître et à fournir des réponses précises et exactes et à donner des renseignements qu'ils peuvent avoir, mais n'a pas le pouvoir ni l'intention de faire comparaître un membre de la Chambre des communes, un des nôtres, qui a déclaré publiquement à la Chambre avoir des preuves, alors ce que nous faisons est une pure moquerie et je propose que nous soumettions un rapport tel que celui-ci le plus tôt possible.

M. Forrestall: Je n'ai laissé croire à personne que je connaissais les pensées de M. Nielsen. M. McBride veut que je répète ce que j'essayais de communiquer à ce comité par l'intermédiaire du comité directeur. Je suis tout à fait prêt à le faire et à le faire publiquement. Mais je dit qu'il a réussi à me convaincre qu'il ne s'agissait pas d'observations facétieuses et qu'il n'essayait pas de lancer ce comité dans une poursuite vaine. C'est à cause de ceci que

[Texte]

ous wild goose chase at all. It is on the basis of that demonstration, to my satisfaction, that I wish the Committee to do certain things, which I mentioned publicly at the meeting before last.

The comments made by Mr. McBride about this whole thing, Mr. Chairman, disturb me very much. I do not think Mr. Nielsen at any point called our Prime Minister a liar, yet the inference was left a moment ago by Mr. McBride that he had, It is this type of approach, which is in fact a very serious matter, that disturbs me very much and to simply return a report of this nature does an enormous disservice to what the present Privy Council describes as a very serious matter, and I agree with that type of statement.

Mr. McBride: They are not my words, Mr. Forrestall; they are simply these, and I quote again: "I do not accept the Prime Minister's assurance". Are you saying that what he said is not factual?

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, do I have to explain this to him again? That is a far cry from accusing Mr. Nielsen of calling the Prime Minister a liar.

Mr. McBride: What he says is an untruth, not true.

Mr. Forrestall: How do you know it is not the truth?

Mr. McBride: We do not know, because Mr. Nielsen . . .

Mr. Forrestall: All right then; call off your witch hunters.

Mr. McBride: What Nielsen said is in *Hansard*. Read it.

Mr. Forrestall: I have read *Hansard*.

The Chairman: Order, please. I think we are far removed from the terms of reference . . .

Mr. Forrestall: I think so too.

The Chairman: . . . of this Committee. We have heard some evidence; we have listened to some witnesses who appeared before us. We have chosen a way of action that was followed by the Committee and at the last meeting there was an order given to the Clerk and to me to prepare a draft report and this report is before us at this moment. I am going to recognize Mr. Peters and then Mr. Forest, but first, are we making a report to the House, or second, do we have any more evidence to put before the Committee? If not, what do we do? If not, what do we do? I think it is as simple as this. Mr. Lessard.

• 2055

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): May I ask just one question? Vous réferez ici à une lettre autre du 23 avril que vous avez reçue de M. Nielsen. Est-ce qu'une copie de cette lettre a été déposée, fait-elle partie de vos rapports?

Le président: Elle apparaît dans le dernier fascicule, le numéro 5.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Merci, monsieur le président.

[Interprétation]

je veux que le Comité prenne les mesures dont j'ai parlé publiquement à l'avant dernière réunion.

Les remarques de M. McBride sur toute cette question m'inquiètent beaucoup, monsieur le président. Je ne crois pas que M. Nielsen ait jamais qualifié notre premier ministre de menteur, mais M. McBride vient d'insinuer qu'il l'a fait. Cette attitude est très grave et me trouble beaucoup. Nous rendrions un mauvais service en soumettant un rapport de cette nature, étant donné que le Conseil privé actuel décrit cette situation comme étant très grave.

M. McBride: Ce ne sont pas mes paroles monsieur Forrestall; c'est M. Nielsen qui a dit qu'il n'acceptait pas l'assurance du premier ministre. Voulez-vous dire que ce qu'il a dit est inexact?

M. Forrestall: Monsieur le président, est-ce qu'il me faut le lui expliquer encore une fois? Ce n'est pas du tout la même chose que d'accuser M. Nielsen d'avoir dit que le premier ministre a menti.

M. McBride: Ce qu'il dit n'est pas vrai.

M. Forrestall: Comment savez-vous que ce n'est pas vrai?

M. McBride: Nous ne le savons pas parce que M. Nielsen . . .

M. Forrestall: Alors, mettez fin à votre chasse aux sorciers.

M. McBride: Ce que M. Nielsen a dit se trouve dans le *hansard*. Lisez-le.

M. Forrestall: J'ai lu le *hansard*.

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Nous nous éloignons de beaucoup de votre mandat . t.

M. Forrestall: Je suis de votre avis.

Le président: . . . du Comité. Nous avons entendu des témoignages. Nous avons écouté les témoins qui ont comparu devant nous. Nous avons adopté une ligne de conduite et nous l'avons suivie. Lors de la dernière séance, le greffier et moi avons été chargés de préparer un projet de rapport qui est devant nous actuellement. Je vais donner la parole à M. Peters et ensuite à M. Forest, mais d'abord il faut décider si nous allons soumettre un rapport à la Chambre ou si il y a d'autres preuves à présenter au comité? Si non, qu'est-ce que nous allons faire? C'est aussi simple que cela. Monsieur Lessard.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Puis-je poser une seule question?

You refer here to a letter dated April 28th, which you received from Mr. Nielsen. Has a copy of this letter been tabled, is it to be found in the minutes of proceedings?

The Chairman: It appears in issue number five, which is the last one.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

The Chairman: Mr. Peters.

Mr. Peters: Mr. Chairman, I believe we have to put more in the report than we have. To go back to the original allegations that were made I agree with what was said the other day that Mr. Nielsen has some very good sources. I happen to know what some of those sources were in a previous investigation. I also know that he has a great deal of experience in legal understanding of what a problem is and I am sure that when he made the remarks in the House that he did, he obviously had some information. Now, since I have been here, and that goes back a few years now, there has continuously been this fear by members of Parliament—and I think this stretches into the government departments as well—that there has been monitoring of telephone conversations and bugging of offices. This allegation has been made and I am of the personal opinion that Mr. Nielsen was given some information that would be very useful in seeing that that practice, which may or may not exist, could be discontinued.

Now I think if Mr. Nielsen is not coming here, and I do not know all the niceties about whether or not he can be called, I am of the opinion that he has had a change of heart about protecting whoever gave that information, and I think it is almost impossible for this Committee to protect whoever gave the information. I think that is a fact and therefore I am sympathetic to his position.

The letter he wrote to the Committee indicating that we should start on our own to do an investigation of all the departments to find this person I presume meant that if we did it on that kind of scale we probably would find his source of information indirectly. I am certainly not prepared to do that nor to recommend doing that, but I am of the opinion that Mr. Nielsen did have this information, that it was *bona fide* information. His training and my knowledge of his relationship with both the RCMP and other organizations would indicate to me that he probably had some legitimate information when he made the complaint in the first place and I believe he has an obligation to tell us.

I am sure this is going to affect some senior civil servant and it is probably going to cost him his job but it seems to me that there is also a responsibility to stop this if it takes place. Also if this Committee makes this kind of report it seems to me that we really will have indicated only one thing and that is our inability to undertake that kind of investigation. I therefore think that Mr. Nielsen has an obligation, not only to this Committee, but to Parliament itself to have that investigation take place and I think that his suggestion of us doing the search in the departments is impractical. He has, I am sure, knowledge that will limit that search to a very specific field and I think he has an obligation to give that information. I do not think we can make him give it but it seems to me that just writing that letter is not enough of an answer. I, personally, would like to see him appear and to complete this investigation with some direction, because I agree with those members who say we should not do a witch-hunt. That is what it would be because we would be looking where we have no idea that there is any difficulty, and I think that that would be wrong.

• 2100

I think that Mr. Nielsen, in making this allegation, did so from some knowledge and therefore has some responsibility to both the Committee and the House; and that the House, at least, should make the attempt to have him say

[Interpretation]

Le président: Monsieur Peters.

M. Peters: Monsieur le président, je crois qu'il faut ajouter un peu plus au rapport. Pour en revenir à ces premières allégations, je suis d'accord avec ce que l'on a dit l'autre jour à l'effet que M. Nielsen avait des sources très valables. Je sais quelles sources il avait dans une enquête ultérieure. Je sais aussi qu'il comprend très bien les aspects juridiques des problèmes et je suis convaincu qu'il avait en effet des renseignements quand il a fait cette déclaration à la Chambre. Depuis que je suis ici, et j'y suis depuis plusieurs années, les députés—et je crois que cela vaut également pour les ministères—ont toujours craint qu'on intercepte leurs communications téléphoniques ou qu'on enregistre ce qui se passe dans leurs bureaux. On a déjà fait pareille allégation et je suis d'avis qu'on a donné à M. Nielsen des renseignements qui seraient très utiles à empêcher cette pratique si en effet elle existe.

Il me semble que si M. Nielsen a décidé de ne pas se présenter, et je ne sais pas si on peut l'obliger à venir, c'est probablement parce qu'il a changé d'avis en ce qui concerne la protection de ses sources, et je crois qu'il serait à peu près impossible pour ce comité de protéger celui qui a fourni les renseignements. Alors je peux bien comprendre sa position.

Dans sa lettre au comité, il nous proposait de faire enquête dans tous les ministères pour retrouver cette personne. Il voulait sans doute dire que si nous faisons une enquête de cette envergure, nous trouverions probablement sa source d'information de façon indirecte. Je n'ai l'intention ni de le faire ni de le proposer, mais je suis d'avis que M. Nielsen avait effectivement ces renseignements et que ceux-ci étaient valables. Ma connaissance de sa formation et de ses relations avec la Gendarmerie royale et avec d'autres organisations me porte à croire qu'il avait de véritables renseignements au moment où il a formulé sa plainte. Je crois que c'est son devoir de nous révéler ses sources.

Évidemment cela va très probablement coûter son poste au haut fonctionnaire impliqué, mais il me semble qu'il faut absolument arrêter cette pratique si elle existe. D'ailleurs, si le comité soumet ce rapport, cela ne servira qu'à indiquer notre incapacité d'entreprendre une telle enquête. Je crois donc que M. Nielsen a non seulement envers ce comité mais envers le Parlement, la responsabilité de voir à ce que cette enquête ait lieu. Je crois que sa proposition de faire des recherches dans les ministères est peu pratique. Je suis convaincu qu'il a des connaissances qui limiteraient cette enquête à un domaine très particulier et je crois qu'il lui incombe de fournir ces renseignements. On ne peut pas l'obliger à le faire, mais je ne crois pas que cette lettre soit une réponse adéquate. Personnellement, j'aimerais qu'il compare pour nous permettre de terminer cette enquête de façon intelligente, car je suis d'accord avec ces députés qui s'opposent à une chasse aux sorcières. Et c'est ce qui arriverait autrement parce que nous chercherions là où il n'y a pas lieu de le faire, et je crois que ce serait une erreur.

Je crois que M. Nielsen, en faisant cette allégation, parlait en connaissance de cause, et il a ainsi une obligation envers le Comité et envers la Chambre; et la Chambre

devrait au moins tenter de lui faire préciser sa position. On devrait poursuivre cette question jusqu'à cette étape, et c'est pour cette raison que je suis prêt à appuyer la motion ou la modification qui a été présentée. De plus, je suis

[Texte]

he either takes the fifth amendment or whatever it may be. We should at least pursue it to that stage and I, therefore, am not opposed to seconding the motion or the change that has been put in here. I would also agree with Mr. Forrestall that we should probably put his answer in the report or as an appendage to the report, as well.

The Chairman: What do you mean by "his answer"? Mr. Nielsen's answer?

Mr. Peters: Yes; he did answer the Committee.

The Chairman: I read the letters. They are already in the record, and printed. I read them all.

Mr. Peters: Mr. Forrestall said that to be fair in making the report to the House, we should include that as well in the report, and I have no objection to that; although I think that there are some extraneous matters introduced there that Mr. Nielsen might not want in the report either.

Mr. McBride: Why not just put it in the appendix and not in the body of the report, as Mr. Forrestall, I think, suggested.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, might I just comment on what Mr. Peters has said, if there is nobody else ahead of me?

The Chairman: There is Mr. Forest, Mr. Hogarth.

M. Forest: Monsieur le président, avant de faire des observations sur le rapport, je voudrais vous demander quelle serait la procédure à suivre si nous présentions le rapport à la Chambre tel quel. Y aurait-il un débat sur le rapport? La Chambre pourrait-elle ordonner à M. Nielsen de comparaître? Avez-vous des renseignements à ce sujet?

The Chairman: The information I could get from the research done by our Clerk regarding this matter is that this Committee has no authority whatsoever to call on Mr. Nielsen and compel him to appear as a witness before us. The only thing we can do is to report our findings to the House, and then it is a matter for the House to decide, not for us.

Mr. Forest: How does the House decide? On a motion?

The Chairman: A request for Mr. Nielsen to appear, because he is a member of the House, is a matter for the House to decide. It needs a motion from a member of the House, which motion will have to be accepted by the House. This is the only way. The Committee, as such, has no authority whatsoever to call upon him; this is why he has been invited.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, if I may just . . .

Mr. Forest: I am sorry, Mr. Hogarth. Just a minute.

On the report itself, this is an interim report where we just state what has taken place up to now, and we report to the House what is happening. But if we do report this way, and I am not saying I am in favour of this report, as I said before, to force him to come, but if we do, I certainly think it would be logical to mention why we are inviting Mr. Nielsen. That does not appear in the terms of reference.

I would support Mr. Hogarth's addition to that, saying why he is being called; otherwise the reason why he is being called before the Committee would not be very understandable to anybody looking at the report. That is, if we decide in favour of this report, which I am not ready to do at the present time.

[Interprétation]

d'accord avec M. Forrestall que nous devrions inclure sa réponse dans le rapport ou en appendice au rapport.

Le président: Que voulez-vous dire par «sa réponse»? La réponse de M. Nielsen?

M. Peters: Oui, il a répondu au Comité.

Le président: J'ai lu les lettres. Elles figurent déjà au procès-verbal. Je les ai toutes lues.

M. Peters: M. Forrestall a dit que si nous voulions être équitables, nous devrions inclure ces réponses dans notre rapport à la Chambre, ce à quoi je ne m'oppose pas. Je crois, cependant, qu'il peut s'y trouver des considérations en dehors de la question que M. Nielsen ne voudrait pas dans le rapport.

M. McBride: Pourquoi ne pas les annexer au rapport, comme M. Forrestall l'a proposé?

M. Hogarth: Monsieur le président, est-ce que je puis faire quelques observations sur ce que M. Peters vient de dire, si personne ne me précède?

Le président: La parole est à M. Forest, monsieur Hogarth.

Mr. Forest: Mr. Chairman, before making any comments on the report, I would like to know what procedure would be followed if we presented the report to the House as it is. Would there be a debate on the report? Could the House require Mr. Nielsen to appear? Can you give me any information on this matter?

Le président: D'après les recherches conduites par notre greffier à cet égard, le Comité n'a pas le pouvoir d'obliger M. Nielsen à comparaître comme témoin devant nous. Nous ne pouvons que présenter nos conclusions à la Chambre. C'est la Chambre qui fait la décision et non pas notre Comité.

M. Forest: Comment le fait-elle? Par une motion?

Le président: La Chambre doit décider si on va demander à M. Nielsen de comparaître, parce qu'il est député. Il faudra une motion proposée par un membre de la Chambre, laquelle doit être acceptée par la Chambre. C'est la seule façon de procéder. Le Comité, comme tel, n'a aucunement l'autorité de l'obliger à comparaître; c'est pour cela que nous l'avons invité.

M. Hogarth: Monsieur le président, si je puis t. . .

M. Forest: Je m'excuse, monsieur Hogarth. Encore un instant.

Il s'agit ici d'un rapport provisoire dans lequel nous exposons ce qui est arrivé jusqu'ici pour en informer la Chambre. Mais si, pour l'obliger à témoigner, nous soumettons ce rapport, et je ne dis pas encore que je l'appuie, il serait logique d'expliquer pourquoi nous invitons M. Nielsen. Cela ne se trouve pas dans le mandat.

Je serais en faveur d'ajouter les raisons pour lesquelles on l'appelle, comme l'a proposé M. Hogarth. Autrement, ceux qui lisent le rapport ne comprendraient pas très bien pourquoi on l'appelle devant le Comité. C'est-à-dire, si nous décidons de soumettre ce rapport, et je ne suis pas prêt à le faire en ce moment.

[Text]

The Chairman: To answer the statement made by Mr. Peters, I think he has a point. He has put the point straight before us.

This matter is a serious one. The steering committee has decided not to witch-hunt in the departments and call upon anyone without his knowing what he was going to say, if he had any evidence. So we did hear these witnesses: the Commissioner of the RCMP, the Deputy Solicitor General and one of the directors of engineering of Bell Canada, but now we need some relevant facts. Instead of reporting to the House that we have made an inquiry we report that we decided nothing. This report suggests that the House dispose of the motion. We accepted the terms of reference to do our own inquiry but can we go any further with this? It is up to you to decide. It is not a report saying we have found nothing, it is a report to say that without the appearance of Mr. Nielsen we are stuck.

• 2105

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, might I just comment and I hope Mr. Forrestall will see the position I am taking. Mr. Nielsen in *Hansard* has been quoted by my friend, Mr. McBride—I was going to call you by your first name. At page 746 Mr. Nielsen made what I think is a serious allegation because of what we have heard. He is referring to the Prime Minister's remarks when he says:

but he says nothing about the security policy that exists within the departments and which I believe to be part of the new security arrangement of the Solicitor General Mr. Goyer that were implemented a short while ago.

Then he goes on to say:

I do not accept the Prime Minister's assurances that these practices are not being followed because my source is much too highly placed to be wrong.

The position so far as I am personally concerned coupling those two remarks together and after having heard from Mr. Côté the Deputy Solicitor General is this: Mr. Côté told us and Mr. Goyer has told the House and I have told the House and the House has been told I think by the Prime Minister himself that the security arrangements in the Department of the Solicitor General, to which he is referring, have nothing whatsoever to do with the particular investigation of offences, subversion, etc. It is a research and analysis branch. Now he has put into doubt the word of the Solicitor General, the word of the witness that came before us, Mr. Côté, the word of the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police—all the things that have been said about this group.

Indeed, it has been raised time and time again in the House of Commons that this group is supposed to be performing a function which the government says it is not performing. He says it is going so far as to tap telephones with respect to the communication between civil servants and himself and other members of Parliament. In so far as that is concerned, I think you cannot help agreeing that we have to get to the source of what he says. That is to say what does he mean when he says my source is much too highly placed to be wrong?

Mr. Chairman, with the greatest respect to Mr. Forrestall, we cannot possibly go through every department. We have already been through the one department he has

[Interpretation]

Le président: Pour en revenir à M. Peters, je crois qu'il a soulevé un point valable.

Cette question est très grave. Le comité directeur a décidé de ne pas faire la chasse aux sorcières dans les ministères ni d'obliger des fonctionnaires à témoigner sans savoir s'ils avaient des renseignements à donner. Nous avons entendu les témoins suivants: le commissaire de la Gendarmerie royale, le solliciteur général adjoint et un directeur de la section génie de la Société Bell Canada. Mais ils nous faut toujours quelques détails pertinents. Au lieu de signaler à la Chambre que nous avons fait une enquête, nous leur signalons que nous n'avons rien décidé. Ce rapport laisse entendre que la Chambre met la motion aux voix. Nous avons accepté le mandat nous permettant de faire notre propre enquête, mais pouvons-nous aller plus loin? C'est à vous de décider. Il ne s'agit pas d'un rapport déclarant que nous n'avons rien trouvé, mais d'un

rapport stipulant que sans la comparution de M. Nielsen, nous ne pouvons rien faire.

M. Hogarth: Monsieur le président, j'aimerais faire une remarque et j'espère que M. Forrestall verra quelle est ma position. Dans le *Hansard*, M. Nielsen a été cité par mon ami, M. McBride—j'allais vous appeler par votre prénom. À la page 746 du *Hansard*, M. Nielsen a fait ce que je crois être des allégations sérieuses, à cause de ce que nous avons entendu. Se rapportant aux remarques du premier ministre, il dit:

il n'a toutefois rien dit de la politique de sécurité qui prévaut au sein des ministères et qui, je crois, fait partie des arrangements de sécurité que le nouveau solliciteur général (M. Goyer) a mis en œuvre ici il y a quelque temps.

Il ajoute:

Je ne crois pas le premier ministre lorsqu'il nous assure que de telles pratiques n'existent pas, car mes renseignements sont pris à trop bonne source pour que je fasse erreur.

Après ces deux remarques, et après avoir entendu le Solliciteur général adjoint, M. Côté, voici ma question: M. Côté nous a dit, M. Goyer a dit à la Chambre, j'ai moi-même dit à la Chambre et la Chambre l'a entendu de la bouche du Premier ministre lui-même, que les arrangements de sécurité dans le ministère du Solliciteur général, auquel il faisait mention, n'ont rien à voir avec cette enquête spéciale sur les infractions, la subversion, etc. C'est un travail entrepris par la direction de l'analyse et de la recherche. Il a mis en doute la parole du Solliciteur général, du témoin qui a comparu devant nous, M. Côté, celle du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, il a mis en doute tout ce qui a été dit concernant ce groupe.

En effet, on a dit à maintes reprises à la Chambre des communes que la GRC exerce certaines fonctions, ce que nie le gouvernement. D'après lui, ce groupe intercepte ses conversations téléphoniques avec des fonctionnaires et d'autres députés du Parlement. Je pense que vous serez d'accord pour dire qu'il nous faut aller à la source de cette déclaration. Que veut-il dire lorsqu'il déclare qu'il s'agit d'une trop bonne source pour qu'il fasse erreur?

Monsieur le président, je m'excuse envers M. Forrestall, mais nous ne pouvons enquêter dans chaque ministère. Nous avons déjà fait enquête dans le ministère qu'il avait mentionné et on nous a dit que les choses ne se passent pas

[Texte]

referred to and they say no, this is not so. So we have to get to him to chase this matter down.

So far as protection is concerned, I can see Mr. Nielsen's concern about protecting civil servants. However, Mr. Chairman, you must note it is not his protection he is concerned with, it is the protection of the civil servant that might be involved or what he calls a highly placed source whether that is civil service or not we do not know. It appears to me that if he were to be brought before this Committee and if he were to say, yes, Mr. So and So told me this that would nonetheless be hearsay and not proof of what Mr. So and So might know. It is up to the subsequent witness, the civil servant himself, or the highly placed source, to come before this Committee and say, I do not accept the Prime Minister's assurance. Mr. Nielsen has nothing to be concerned about with regard to the Prime Minister's assurance because he clearly did not tap telephones nor is he in a position for the Prime Minister to affect him one way or the other. But if the person that he says gave him this information takes that position, then we have to examine just what validity the Prime Minister's assurance has and look into the matter at that time. As I see it, preclude the basic suggestion that if we are going to pursue this matter—and I, Mr. Chairman, with respect insist that it be pursued for my protection and for the protection of every member of Parliament—I insist that these things be explored and finalized one way or the other, and finally we will put an end to these suggestions.

• 2110

Therefore, Mr. Chairman, pursuant to what I have originally suggested, I move that after the words, "your Committee through the Chairman invited Mr. Nielsen . . ."

The Chairman: Would you mind a correction to an observation made by Mr. Forrestall a moment ago? In fact we say:

your Committee through the Chairman invited Mr. Nielsen, the hon. member for the Yukon, to appear on April 25. We were told at that time that Mr. Nielsen was not here in Ottawa.

Mr. Hogarth: Yes, I think that can be put in there.

Mr. Laflamme: This has to be left uncorrected in the sense that he was invited to appear on April 25 but he was away. He was not here.

Mr. Hogarth: I do not think that even if Mr. Nielsen himself were here he would care one way or the other, whether he was here or not, because he has made his position very abundantly clear in his correspondence. I think my motion, Mr. Chairman, will clear that up to the satisfaction of everybody. So we can get his position stated equally with the Committee's position before the House of Commons.

Mr. Laflamme: Could you put your motion?

Mr. Hogarth: My motion is this: I move that after the dates April 25 and 27, 1972, we add:

as it appeared to your Committee that the hon. member was the only other person who claimed to have any knowledge of the matters and things coming within the purview of the terms of reference above mentioned, by virtue of his allegations in the House giving rise to the motion of the hon. member from Fraser Valley East.

And I would add to that, in another paragraph:

[Interprétation]

comme ça. Il nous faut donc revenir à lui pour qu'il éclaircisse cette situation.

Pour ce qui est de la protection, je comprends que M. Nielsen s'inquiète de protéger les fonctionnaires. Toutefois, monsieur le président, vous remarquerez qu'il ne s'inquiète pas de sa propre protection, mais de celle des fonctionnaires qui seraient impliqués ou de la bonne source qui l'a renseigné, que ce soit à la Fonction publique, ou non, nous ne le savons pas. A mon avis, s'il devait dire au Comité que c'est M. un tel qui lui a donné ce renseignement, il ne s'agirait toujours que de on-dit, et nous n'aurions pas de preuve que M. un tel le sait vraiment. Il appartient au prochain témoin, le fonctionnaire lui-même, ou la source mentionnée, de comparaître devant le Comité et de dire qu'il n'accepte pas les assurances du Premier ministre. M. Nielsen n'a pas à s'en inquiéter, car il n'a évidemment pas intercepté de messages téléphoniques et il n'est pas non plus dans une position qui lui ferait craindre le Premier ministre d'aucune façon. Mais si la personne qui lui a fourni des renseignements confirme ses allégations, il nous faudra alors examiner la validité des assurances du Premier ministre et étudier de nouveau la question. Je vois que nous allons poursuivre cette question, et personnellement, monsieur le président, je m'excuse d'insister pour la poursuivre, pour ma protection et celle de chaque député du Parlement, mais j'insiste pour qu'on étudie cette situation à fond et pour qu'on en arrive d'une façon ou d'une autre à des suggestions pratiques.

Par conséquent, monsieur le président, je propose qu'après les mots: «votre comité, par l'intermédiaire du président, a invité M. Nielsen . . .»

Le président: Pouvons-nous apporter une correction à une observation faite par M. Forrestall il y a un moment? En fait, nous disons:

votre comité, par l'intermédiaire du président, a invité M. Nielsen, honorable député du Yukon, à comparaître le 25 avril. On nous a dit à ce moment-là que M. Nielsen était absent d'Ottawa.

M. Hogarth: Oui, cela peut se faire.

M. Laflamme: Il faut laisser le texte tel qu'il était, sans correction, dans ce sens que M. Nielsen a été invité à comparaître le 25 avril, mais il était absent.

M. Hogarth: A mon avis, même si M. Nielsen était ici en personne, cela lui serait égal, qu'il ait été ici ou non, car sa position était très claire dans sa correspondance. Ma motion, monsieur le président, devrait préciser ce fait. Nous pourrions alors faire connaître en même temps à la Chambre des communes sa position et celle du comité.

M. Laflamme: Voulez-vous mettre votre motion aux voix?

M. Hogarth: Voici ma motion: je propose qu'après les dates des 25 et 27 avril 1972, nous ajoutions:

car il lui est apparu que l'honorable député était la seule autre personne prétendant avoir connaissance de faits et choses relevant du mandat ci-dessus mentionné, par suite de ses allégations à la Chambre des communes, entraînant le dépôt de la motion de l'honorable député de Fraser Valley-Est.

J'ajouterais un autre paragraphe:

[Text]

Mr. Nielsen corresponded with your Committee and copies of this correspondence are herewith attached.

So that if and when this matter is debated in the House, you do not have to search through the Minutes of the Committee to find out what he said. Everything is before the House, including his position, and if he wishes to comment in the House he can refer to his correspondence and say what he wishes. So at that juncture I would suggest that those two clauses be added.

My friend Mr. McBride has suggested that the pages of *Hansard* be added, but I do not think that is really necessary. So I would suggest that that be inserted at that juncture.

The Chairman: Does anyone want to speak on the motion, or do I put the motion? Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: I want to quote, if I can briefly, from a letter dated April 28, directed to you, Mr. Chairman, and signed by Mr. Nielsen. I quote from it because again with some respect, I take an exception to the word "allegation".

Mr. Hogarth: Assertions.

Mr. Forrestall: Serious matters, but . . .

Mr. Hogarth: All right, remarks.

Mr. Forrestall: Serious remarks. All right.

Mr. Hogarth: You might say in the order of reference "allegations", but "remarks" is fine.

Mr. Forrestall: All right, remarks. Mr. Nielsen says here, and I quote this briefly:

In your letter you again refer to my "allegations" made in the House on March 14. That description of the recorded exchange between the Prime Minister and myself as set forth in *Hansard* for March 14 is not true and having regard to your professional . . .

I do not want to go any further, but he does take exception to the use of the word "allegations".

Mr. Hogarth: Yes but I do think, with respect, Mr. Chairman, if you use the word "allegations" with regard to what he said on March 13 in response to the Prime Minister's remarks, I do not think anybody could in any stretch of the imagination say that they were not allegations. You see, he says:

I do not accept the Prime Minister's assurance that these practices are not being followed . . .

That is an allegation that these practices are being followed. I mean, that is an allegation. But I am quite prepared to substitute the word "allegations" for "remarks", because I am not concerned whether they are allegations or not. I will so do that.

• 2115

The Chairman: I did not give too much attention to this but there is what might be called a difference in the meaning of the word as between French and English. I think the word "allégation" in French means precisely what Mr. Nielsen has suggested, but in English it appears that Mr. Nielsen did not like the word. It was my lack in the difference of meaning in the two languages. The French word "allégation" to my mind was appropriate but in English, it appeared to be . . .

[Interpretation]

M. Nielsen a échangé des lettres avec votre comité, dont vous trouverez des exemplaires en annexe.

Par conséquent, si cette question fait l'objet de débat en Chambre, il ne faudra pas chercher dans les procès-verbaux pour savoir ce qu'il a dit. Tout a été déposé à la Chambre, sa position est connue, et s'il désire en parler à la Chambre, il peut mentionner cette correspondance et dire à quoi il veut en venir. Par conséquent, j'aimerais proposer à ce moment-ci que les deux articles soient ajoutés.

Mon ami, M. McBride, a proposé que les pages du *hansard* soient ajoutées, je ne crois pas que ce soit vraiment nécessaire.

Le président: Quelqu'un a-t-il des commentaires sur la motion? Est-ce que je peux la mettre aux voix? M. Forrestall.

M. Forrestall: J'aimerais citer brièvement une lettre du 28 avril, signée par M. Nielsen et qui vous était adressée monsieur le président. Je cite car, je m'excuse, mais je m'objecte au mot «allégation».

M. Hogarth: Des affirmations.

M. Forrestall: Des questions sérieuses, mais . . .

M. Hogarth: Très bien, des remarques.

M. Forrestall: Des remarques sérieuses, très bien.

M. Hogarth: Dans l'ordre de renvoi vous pouvez employer le mot «allégation» mais le mot «remarque» est très bien.

M. Forrestall: Très bien, disons «remarques». M. Nielsen dit ici et je cite:

Dans votre lettre vous mentionnez de nouveau mes «allégations» faites en Chambre le 14 mars. Cette description des paroles enregistrées qui ont été échangées entre le premier ministre et moi-même et qui ont été publiées dans le *hansard* du 14 mars n'est pas conforme à la vérité, et tenant compte de votre profession . . .

Je ne veux pas aller plus loin, mais il s'objecte à l'utilisation du mot «allégation».

M. Hogarth: Mais je crois, je m'excuse monsieur le président, que si vous utilisez le mot «allégation» pour ce qui a été dit le 13 mars en réponse aux remarques du premier ministre, que personne ne peut prétendre, même avec beaucoup d'imagination, qu'il ne s'agissait pas d'allégations. Vous voyez, M. Nielsen dit:

Je ne crois pas le premier ministre lorsqu'il nous assure que de telles pratiques n'existent pas . . .

C'est une allégation portant que ces pratiques existent. A mon avis, il s'agit d'une allégation. Mais je suis prêt à remplacer le mot «allégation» par «remarque». Je ne me préoccupe pas de savoir s'il s'agit d'allégations ou non. Je veux bien remplacer ce mot.

Le président: Je n'y ai pas prêté beaucoup d'attention. Il y a, ce qu'on pourrait appeler une différence dans la signification du mot «allégation» en français et en anglais. Je crois qu'en français le mot «allégation» représente exactement ce qu'a dit M. Nielsen. Mais en anglais, ce mot ne plaît pas à M. Nielsen. Je ne vois pas la différence entre les deux langues. Dans mon esprit, le mot français «allégation» était approprié, mais en anglais il semble que . . .

[Texte]

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, I belong to a party that had difficulty with the translation of words.

The Chairman: In the first letter written by Mr. Nielsen on March 28, he spent almost three pages explaining to me that these were not allegations but assertions.

Mr. Hogarth: Well, I am not concerned about this. It does not matter. I think *déclarations ou remarques, c'est la même chose*.

The Chairman: Yes.

Mr. Hogarth: So with leave of the Committee I would change my motion to read:

As it appears to your Committee that the hon. member for Yukon was the only other person who claimed to have any knowledge of the matters and things coming within the purview of the terms of reference mentioned above, by virtue of his remarks in the House giving rise to the motion of the hon. member for Fraser Valley East.

I think that is a very fair statement of what actually happened. Then I would add this second paragraph, coupled with this same motion:

Mr. Nielsen corresponded with your Committee and copies of this correspondence are herewith appended.

The Chairman: By way of clarification, when you speak about his correspondence, do you mean the letters sent to him and the answers?

Mr. Hogarth: Yes, exactly. It is all here anyway. Mr. Forrestall's concern is that his position by virtue of this report will not be appropriately and fairly put before the House of Commons.

Mr. Forrestall: That is the part I flatly objected to. I am going to vote against it but I have some responsibility to make sure that in my own opinion . . .

Mr. Hogarth: I am equally concerned that his position, so far as he has made it known to this Committee and so far as I am personally concerned, is appropriately and fairly put before the House of Commons.

The Chairman: Shall I put the question?

An hon. Member: Question.

The Chairman: Yes, Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: For the sake of form, would Mr. Hogarth agree that his second sentence, in terms of the report, might not read better if it was inserted in the second last paragraph: the hon. member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence and has declined to do so on the basis of remarks made in the attendant correspondence.

Mr. Hogarth: But would that not come in more appropriately later on?

The hon. member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence and has declined to do so for reasons stated in the said correspondence.

That is fair enough.

[Interprétation]

M. Forrestall: Monsieur le président, j'appartiens à un parti qui éprouve des difficultés avec la traduction des mots.

Le président: Dans la première lettre qu'a écrite M. Nielsen le 28 mars, il explique pendant presque trois pages ce que ses paroles ne constituaient pas des allégations mais des affirmations.

M. Hogarth: Eh bien, cela ne m'intéresse pas, cela n'a pas d'importance. À mon avis, *statement or remark, it's the same thing*.

Le président: Oui.

M. Hogarth: Avec la permission du Comité, j'aimerais changer ma motion comme suit:

Car il lui est apparu que l'honorable député du Yukon était la seule autre personne prétendant avoir connaissance de faits et choses relevant du mandat ci-dessus mentionné, par suite des remarques qu'il a faites à la Chambre des commerces entraînant le dépôt de la motion de l'honorable député de Fraser Valley East.

Je crois que cela dit très bien ce qui s'est vraiment produit. J'ajouterais un second paragraphe à cette même motion:

M. Nielsen a échangé des lettres avec votre Comité et des copies de cette correspondance sont annexées.

Le président: Pour plus de précision, lorsque vous dites correspondance, voulez-vous parler des lettres qui lui ont été envoyées et des réponses?

M. Hogarth: Oui, exactement. Nous avons tout cela ici. M. Forrestall craint que dans ce rapport sa position ne sera peut-être pas présentée à la Chambre de la façon appropriée.

M. Forrestall: C'est ma principale objection. Ja vais voter contre, mais je dois m'assurer que . . .

M. Hogarth: Je m'intéresse également à sa position, il l'a fait connaître au Comité et, à mon avis, elle est présentée à la Chambre de façon appropriée et juste.

Le président: Dois-je mettre la motion aux voix?

Une voix: Aux voix.

Le président: Oui, monsieur Forrestall.

M. Forrestall: C'est une question de forme seulement mais M. Hogarth accepterait-il d'insérer sa seconde phrase dans le second et dernier paragraphe; l'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le Comité pour apporter son témoignage, mais il a refusé de le faire pour les raisons indiquées dans la correspondance ci-jointe.

M. Hogarth: Ne croyez-vous pas que cette phrase serait mieux placée plus loin?

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le Comité pour apporter son témoignage, mais a décliné de le faire pour les raisons énumérées dans ladite correspondance.

C'est assez raisonnable.

[Text]

The Chairman: Yes. We have to go back to this motion put by Mr. Hogarth.

Mr. Forrestall has raised an objection to some of the wording but I think we should deal with the motion put by Mr. Hogarth first because it is incorporated in the first page and the suggestion made by Mr. Forrestall would appear on the second page. So I think it would be in order for me to put the motion now.

Motion agreed to.

The Chairman: Now we are at the bottom of page 1, where it says:

• 2120

your Committee adopted the following resolution on April 27, 1972:

Then we read the motion:

At the direction of the Chairman, a letter and an attested copy of the said resolution were sent to the Honourable Member for Yukon on April 27 by the Clerk of the Committee.

It is a question of fact:

In a letter addressed to the Chairman dated Friday April 28, 1972, the Honourable Member for Yukon declined to appear and did not appear in the three week period set in the Committee's resolution.

This is, I think, another question of fact:

Therefore the Committee reports as follows:

The Honourable Member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence and . . . Mr. Forrestall, what did you suggest?

Mr. Forrestall: Declined to do so. I think, in essence, this is the most significant part of the report. I am not all that certain, Mr. Chairman, that I fully understand it.

The Honourable Member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence and has refused to do so.

Your Committee consider it their duty to lay this matter now before the House for direction. Of course, it is in these last two sentences of the report that I find the basis of my entire objection to the report.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, with respect, may we consider the words of the report down to the words as you have read them and "has refused to do so". I would like to suggest that in the paragraphs that you read from the top of page 2, the words "a letter addressed to the Chairman" be changed to: In the correspondence addressed to the Chairman, the honourable member for the Yukon declined to appear. I believe he declined to appear in more than the one letter.

The Chairman: It is a question of chronology. We had first passed a resolution. We had sent to him a true copy of it and then what comes . . .

Mr. Hogarth: That is fine. Yes.

[Interpretation]

Le président: Oui. Revenons à cette motion proposée par M. Hogarth.

M. Forrestall s'est opposé à l'utilisation de certains mots, mais je crois qu'il faudrait d'abord mettre aux voix la motion de M. Hogarth car elle fait partie de la première page du rapport. La suggestion de M. Forrestall pourrait s'insérer à la deuxième page. Par conséquent, je mets la motion aux voix.

Motion adoptée.

Le président: Nous en sommes rendus maintenant au bas de la page 1 où il est dit:

votre comité a adopté la résolution suivante le 27 avril 1972:

Puis nous avons lu la motion:

Selon la directive du président, une lettre et une copie conforme de ladite résolution ont été envoyées à l'honorable député du Yukon le 27 avril par le greffier du comité.

C'est un fait:

Dans une lettre adressée au président et datée du vendredi 28 avril 1972, l'honorable député du Yukon a refusé de comparaître et n'a pas comparu au cours de la période de trois semaines fixée dans la résolution du comité.

Ceci est, je crois, également un fait:

Le comité fait donc rapport de la façon suivante:

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le comité afin de témoigner et . . . Monsieur Forrestall, qu'avez-vous proposé?

M. Forrestall: . . . a décliné l'invitation. J'estime que ceci est la partie la plus importante du rapport. Je ne suis pas du tout sûr, monsieur le président, de le bien comprendre.

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le comité pour témoigner et a refusé de le faire.

Votre comité estime de son devoir de soumettre maintenant la question à la Chambre en vue d'obtenir des directives.

C'est aux deux dernières phrases du rapport que je m'oppose.

M. Hogarth: Monsieur le président, pourrions-nous examiner la partie du rapport que vous avez lu jusqu'à «et a refusé de le faire». J'aimerais proposer que dans les paragraphes que vous avez lus en tête de la page 2, les mots «une lettre adressée au président» soient remplacés par: dans la correspondance adressée au président, l'honorable député du Yukon a refusé de comparaître. Il me semble qu'il a refusé dans plus d'une lettre.

Le président: C'est une question de chronologie. Nous avons d'abord adopté une résolution. Nous lui en avons envoyé une copie conforme et ce qui vient . . .

M. Hogarth: C'est très bien. Oui.

[Texte]

The Chairman: So we wrote a letter.

Mr. Hogarth: That is fine. We could leave that as it is but getting down to the last sentence there:

The Honourable Member for Yukon was invited to appear before the Committee to give evidence . . . I would suggest the wording be this, and I think Mr. Forrestall would probably accept this; "before the Committee to give evidence and has declined to do so for reasons stated in the said correspondence."

The Chairman: Has declined to do so?

Mr. Hogarth: Has declined to do so for reasons stated in the said correspondence.

The Chairman: Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: It is agreed so far:

Your Committee consider it their duty to lay this matter now before the House for direction.

Mr. Hogarth: I would move, Mr. Chairman, that there be added to that paragraph, the following so that the paragraph reads as follows: "Your Committee considered it their duty to lay this matter now before the House for direction, as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the honourable member for the Yukon."

Mr. Forrestall: Mr. Chairman and Mr. Hogarth, why can we not just bring it to an end and take that sentence out of there:

The Honourable Member for Yukon was invited to appear . . . because this is, in essence, the report. We are reporting because he, we say, refused or declined to do so. Can we not take your rewording of that last paragraph and just simply go from that: "Your Committee" and as you reworded that last sentence.

Mr. Hogarth: Yes.

Mr. Forrestall: Just strike out that second-last paragraph.

Mr. McBride: Take which one out, Mr. Forrestall? Take the second-last one out?

Mr. Forrestall: Mr. Hogarth's amendment to the lead paragraph is acceptable and eminently fair and I think quite explanatory. Why can we not then just say—you had some wording there.

Mr. Hogarth: I will just repeat it to you. I am reading the last paragraph from the draft report:

Your Committee consider it their duty to lay this matter now before the House for direction.

I suggest that the period there become a comma, and that then we add to that:

. . . as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the Honourable Member for the Yukon.
That is why we are laying it before the House for direction.

[Interprétation]

Le président: Alors, nous avons écrit une lettre.

M. Hogarth: Très bien. Nous pourrions le laisser tel quel mais modifier la dernière phrase:

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître devant le comité pour témoigner . . . Je suggérerais une autre formule et je pense que M. Forrestall la trouvera probablement acceptable: «devant le comité pour témoigner et a refusé de le faire pour des raisons données dans ladite correspondance.»

Le président: A refusé de le faire?

M. Hogarth: A refusé de le faire pour des raisons données dans ladite correspondance.

Le président: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous sommes d'accord jusque-là:

Votre comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre en vue d'obtenir des directives.

M. Hogarth: Je propose, monsieur le président, d'ajouter à ce paragraphe ce qui suit: «votre comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre en vue d'obtenir des directives, car il lui semble futile de vouloir poursuivre en l'absence du témoignage de l'honorable député du Yukon.»

M. Forrestall: Monsieur le président et monsieur Hogarth, pourquoi ne pas simplement en finir en supprimant cette phrase:

L'honorable député du Yukon a été invité à comparaître . . . car c'est cela, le rapport. Nous faisons rapport, disons-nous, parce qu'il a refusé de comparaître ou décliné l'invitation. Ne pourrions-nous simplement nous en tenir à votre énoncé de ce dernier paragraphe et simplement poursuivre: «votre comité» et continuer comme vous avez formulé la dernière phrase.

M. Hogarth: Oui.

M. Forrestall: Supprimer simplement l'avant-dernier paragraphe.

M. McBride: Quel paragraphe, monsieur Forrestall? Supprimer l'avant-dernier paragraphe?

M. Forrestall: L'amendement proposé par M. Hogarth au premier paragraphe est acceptable et éminemment équitable et s'explique de lui-même. Pourquoi ne pas simplement dire:—vous aviez les mots.

M. Hogarth: Je vais vous le redire. Je lis le dernier paragraphe de l'ébauche du rapport:

Votre comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre en vue d'obtenir des directives.
Je propose de changer le point en virgule et d'ajouter:

. . . car il semble futile à votre Comité de procéder sans le témoignage de l'honorable député du Yukon.
C'est pourquoi nous soumettons la question à la Chambre en vue d'obtenir des directives.

[Text]

Mr. Forrestall: I would object to the word "futile".

Mr. Hogarth: But it is futile, as far as I can see.

Mr. Forrestall: I think we can agree on another word there, without too much difficulty. But what about the sentence immediately preceding it?

An hon. Member: "Inutile"?

Mr. Hogarth: I think: "it is impossible to proceed".

The Chairman: Why not simply say: "Your Committee consider it their duty to lay this matter now before the House."

Mr. Hogarth: All right; with the report and the correspondence attached.

Mr. McBride: That makes it a lot softer. That is what probably makes for objectiveness.

Mr. Hogarth: That is all right, then. That is fine.

Mr. Forrestall: I object because I am not really certain, from the ground we are on, whether we have any right to ask the House to summon . . .

Mr. McBride: You are taking the last two words off: "for direction"?

The Chairman: Yes. Is it agreed that we scratch the last two words: "for direction"?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Peters: Mr. Chairman, I just do not see what you are reporting? This is an interim report, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Peters: You have said it is an interim report. Unless you ask the House for additional terms of reference, you really might as well call it the concluding of the report. For instance, if this is accepted by the House, then that is the end of it. Unless we ask for some additional terms of reference, we really have not put in an interim report; we have put in a final report.

The Chairman: But, Mr. Peters, if I may put it to you, even if we say in our report, "for direction", the House has no obligation to answer to us. It is up to any of the members of the House to put a motion before the House according to the report.

Mr. Hogarth: To give us further direction.

The Chairman: To give further direction to the Committee.

Mr. Peters: If the Committee believes that it should be pursued, then I think they should say so. The Committee is really making a termination here rather than indicating that there is a reason why we cannot proceed.

I am not sure what the House can do about it, anyway, but if you put this in, then it is not an interim report but a final report; and unless the Committee itself is going to ask for additional terms of reference or direction, or whatever they wish, then it is really a final report and the matter is terminated.

It seems to me that we should really consider whether that is what we want or whether we want to pursue it.

[Interpretation]

M. Forrestall: Je m'oppose au mot «futile».

M. Hogarth: Mais c'est futile d'après ce que je peux voir.

M. Forrestall: Je pense que nous pouvons nous entendre sur un autre mot, sans trop de difficulté. Mais que pensez-vous de la phrase qui précède immédiatement?

Une voix: «Inutile»?

M. Hogarth: «Il est impossible de procéder», je pense.

Le président: Pourquoi ne pas dire simplement: «Votre Comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre.»

M. Hogarth: Très bien; et annexer le rapport et la correspondance.

M. McBride: C'est beaucoup plus modéré, beaucoup plus objectif.

M. Hogarth: C'est très bien, alors. Très bien.

M. Forrestall: Je m'oppose car je ne suis pas certain si, étant donné notre position, nous avons le droit de demander à la Chambre de sommer . . .

M. McBride: Vous supprimez les derniers mots: «en vue d'obtenir des directives»?

Le président: Oui. Est-ce que tous sont d'accord de supprimer les derniers mots: «en vue d'obtenir des directives»?

Des voix: D'accord.

M. Peters: Monsieur le président, je ne vois tout simplement pas de quoi vous faites rapport. Ceci est un rapport provisoire, monsieur le président.

Le président: Oui.

M. Peters: Vous avez dit que c'était un rapport provisoire. A moins de solliciter de la Chambre un nouveau mandat, il deviendra un rapport final. Par exemple, si le rapport est accepté par la Chambre, c'est la fin. A moins de solliciter un nouveau mandat, ce ne sera pas un rapport provisoire mais un rapport final que nous soumettrons.

Le président: Mais, monsieur Peters, si vous permettez, même si notre rapport retient les mots «en vue d'obtenir des directives», la Chambre n'est d'aucune façon obligée de nous répondre. Il relève de tout député de la Chambre de proposer une motion conformément au rapport.

M. Hogarth: Pour nous donner d'autres directives.

Le président: Pour donner d'autres directives au Comité.

M. Peters: Si le Comité estime devoir poursuivre, je pense que cela devrait être dit. Le Comité met vraiment fin ici à son activité plutôt que d'indiquer qu'une raison l'empêche de poursuivre.

Je ne sais ce que la Chambre peut faire dans les circonstances mais, si vous le mettez dans le rapport, le rapport provisoire devient rapport final; et à moins que le Comité lui-même ne sollicite un autre mandat ou d'autres directives ou toute autre chose, le rapport est vraiment final et la question est réglée.

Il me semble que nous devrions voir si c'est ce que nous voulons ou si nous préférons poursuivre.

[Texte]

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I was inclined to suggest, when we were originally considering this report, that we put in our report a request for a recommendation that the House order that Mr. Nielsen appear; but upon reflection I think that the alternate approach, that this Committee just lay before the House what it has found, is probably the proper course of action. It would then be up to any individual member of the House to make a motion in the House that the further directions that are contemplated and asked for by this report go from the House and not as a recommendation of this Committee.

It would have to be a motion in the House by one member of the Committee or any other person who wanted to make that motion. For us to make that recommendation here would mean that we are prejudging, in a sense, what should be done. It is probably more proper that that should be before the floor of the House so it can be fully debated and then, if Mr. Nielsen so chooses, he can make such observations as he wishes in the House. However, to make a recommendation for an order without him being a member of the Committee, although he can be here if he wishes, I do not think is putting it fairly before the House of Commons.

• 2130

The Chairman: If I may refer to the May 7 edition pursuant to the resolution. It reads:

If a member of the House should refuse upon being sent for to come to give evidence or information as a witness to a committee, the committee ought to acquaint the House therewith and not summon such member to attend the committee.

So, we acquaint the House with this and it is up to the House to decide.

Mr. Peters: As I see it, Mr. Chairman, in this case we are not really doing that. In other committees, when we want additional terms of reference, we ask for them. Agriculture, for instance, has asked for this on a number of occasions. I am of the opinion that we should pursue it to some reasonable termination. I think we should direct the House that that is our opinion.

Mr. McBride: Are you saying that you want the words "for direction" left in, or are you suggesting something else? I am not clear what your conclusion is.

Mr. Peters: The additional words pretty well indicate what I would like to see in it.

Mr. Hogarth: No, I will stick with . . .

Mr. Peters: For directions to do something.

Mr. McBride: Do you want to read that again?

The Chairman: Mr. Aiken.

Mr. Aiken: I just have one comment to make, if I may. It seems to me that at least three-quarters of the report refers to the Committee's efforts to have Mr. Nielsen appear, the reason he gave for not appearing and the correspondence between the Chairman and Mr. Nielsen. That is the whole report. I cannot really follow Mr. Peters' argument that the House will not know what we are talking about unless we add a sentence, referring again to Mr. Nielsen and what the House has to do about it. I think it is clear that the Committee is reporting on what has happened.

[Interprétation]

M. Hogarth: Monsieur le président, dès le début de l'étude de ce rapport, j'ai voulu proposer d'y insérer une demande recommandant que la Chambre ordonne à M. Nielsen de comparaître, mais, réflexion faite, j'ai pensé qu'une autre façon de procéder, soit la présentation des conclusions du comité à la Chambre des communes, serait probablement mieux appropriée. Il faudrait alors qu'un député de la Chambre présente une motion, de façon que toutes nouvelles directives envisagées et sollicitées par ce rapport, soient le résultat d'une motion en Chambre et non d'une recommandation du Comité.

La motion pourrait être présentée en Chambre par un membre du Comité ou par toute autre personne disposée à le faire. Ce serait préjuger de notre part que de faire cette recommandation ici, ce serait anticiper sur les événements. Il serait sans doute mieux approprié que cela soit proposé en Chambre afin de pouvoir être entièrement débattu, et, si M. Nielsen le juge à propos, il pourra faire toutes les observations voulues en Chambre. Toutefois, recommander un règlement sans qu'il soit membre du comité, bien qu'il puisse être présent s'il le désire, ne serait pas la bonne façon de le soumettre à la Chambre des communes.

Le président: Dans le numéro du 7 mai, on lit, conformément à la résolution.

Si un député refuse de témoigner ou de fournir des renseignements comme témoin au comité après y avoir été invité, le comité doit en informer la Chambre immédiatement et non sommer ce député de comparaître devant le comité.

Nous en informons donc la Chambre et il lui appartient d'en décider.

M. Peters: Monsieur le président, selon moi ce n'est pas exactement ce que nous faisons. Dans d'autres comités, lorsqu'un nouvel ordre de renvoi est sollicité, c'est nous qui le demandons. A l'agriculture, par exemple, c'est ainsi que nous avons procédé en diverses occasions. Je suis d'avis que nous devrions poursuivre notre activité jusqu'à son terme logique. Nous devrions faire savoir à la Chambre que c'est là notre opinion.

M. McBride: Voulez-vous que nous retenions l'expression «en vue d'obtenir des directives» dans le rapport ou proposez-vous une autre formule? Je ne comprends pas très bien à quoi vous voulez en venir.

M. Peters: Les mots ajoutés indiquent très bien ce que j'aimerais y voir.

M. Hogarth: Non, je m'en tiendrai à . . .

M. Peters: Pour les directives à suivre.

M. McBride: Voulez-vous relire s'il vous plaît?

Le président: Monsieur Aiken.

M. Aiken: Si vous me permettez une observation, il me semble qu'au moins trois-quarts du rapport portent sur les tentatives du comité à forcer M. Nielsen à comparaître, la raison pour laquelle il a refusé de comparaître et la correspondance échangée entre le président et M. Nielsen. C'est ce en quoi consiste tout le rapport. Je ne puis me prêter à l'argument de M. Peters voulant que la Chambre ignorera ce dont nous parlons à moins que nous y ajoutions une phrase faisant encore allusion à M. Nielsen et à ce que la Chambre doit décider à ce sujet. Il me semble clair que le comité fait rapport de ce qui est arrivé.

[Text]

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, in the light of what Mr. Peters has said, I am going to formally move that the last paragraph read as follows:

That your Committee consider it their duty to lay this matter now before the House for direction, as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the hon. member for the Yukon.

I think that fairly sets forth the position of this Committee and without making any recommendation as to what the House might or might not do.

Mr. Forrestall: I wonder if we could . . .

The Chairman: Mr. Forrestall, the Committee will vote in a minute.

Mr. Forrestall: We are asking the House to tell us what to do. Is that the way you understand it?

Mr. Hogarth: That is right, because it is futile to proceed in the absence of his evidence.

Mr. McBride: Mr. Chairman, it seems to me that if we do adopt this amendment that has now been moved by Mr. Hogarth, and going back to what Mr. Peters said, that we would neither merely be putting in an interim report nor putting in, in our opinion, definitely a final report. We would be leaving the option open, so if no one did anything it would, through the passage of time, become a final report and no one would hear any more about it. I am interested to see that Beauchesne says that we ought to acquaint the House.

The Chairman: It is "may".

Mr. McBride: Oh, "may". I am sorry, I misunderstood that.

The Chairman: Mr. Aiken.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, I was under the impression that there was a motion before the Committee to strike out the words "for direction" and end the report after the word "House".

Mr. Hogarth: I do not think that was moved.

The Chairman: This suggestion was put by myself but I did not make a motion, I was just discussing the wording.

• 2135

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, before you put the question on my motion, could I respectfully suggest that my motion be predicated on, voted on the basis that you will seek the advice of parliamentary counsel with respect to the fact that any member of the House, or any member of this Committee, or yourself, if the occasion should arise, may make a motion to the House to pursue this matter and have a House order that Mr. Nielsen be compelled to attend, if any member wants to pursue the matter in that light. I would not want to close the door on that alternative by virtue of the amendment I made.

Mr. Aiken: I do not think Mr. Chairman, if I may say so, that is within the competence of this Committee at all. I think the Committee can only report.

[Interpretation]

M. Hogarth: Monsieur le président, à la lumière des réflexions de M. Peters je propose officiellement que le dernier paragraphe soit ainsi conçu:

Que votre comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre en vue d'en obtenir des directives, car il semble inutile à votre comité de procéder sans le témoignage de l'honorable député du Yukon.

Cela exprime assez bien, il me semble, l'attitude du comité et, ne fait pas de recommandation concernant la décision que la Chambre devra prendre.

M. Forrestall: Je me demande si nous pourrions . . .

Le président: Monsieur Forrestall, le comité va passer aux voix dans une minute.

M. Forrestall: Nous demandons à la Chambre de nous dire quoi faire, est-ce que c'est bien ce que vous voulez dire?

M. Hogarth: Exactement, car il est inutile de procéder sans son témoignage.

M. McBride: Monsieur le président, il me semble que si nous adoptons cet amendement proposé par M. Hogarth, nous ne présenterions pas, comme l'a dit M. Peters, un rapport provisoire pas plus qu'un rapport définitif. Nous laisserions la porte ouverte, de sorte que si personne ne s'en occupe, le rapport deviendra un rapport final et personne n'en entendra plus parler. Cela m'intéresse de constater que Beauchesne dit que nous devrions en informer la Chambre.

Le président: Il a dit «pourrions».

M. McBride: Oh, «pourrions». Excusez-moi. J'ai mal compris.

Le président: Monsieur Aiken.

M. Aiken: Monsieur le président, j'avais l'impression qu'une motion était présentée au comité en vue de supprimer les mots «en vue d'obtenir des directives» et de terminer le rapport après le mot «Chambre».

M. Hogarth: Je ne crois pas que la motion ait été proposée.

Le président: C'est moi qui l'ai proposé mais je n'ai pas présenté de motion, je discutais simplement l'énoncé.

M. Hogarth: Monsieur le président, avant de mettre ma motion aux voix, pourrais-je respectueusement suggérer qu'en la proposant cela vous poussera à rechercher le conseil d'un juriste parlementaire concernant le fait que tout député de la Chambre, membre du Comité, ou vous-même, selon les circonstances, peut présenter une motion à la Chambre en vue de poursuivre l'étude de la question en cause et obtenir de la Chambre un ordre obligeant M. Nielsen à comparaître s'il est décidé que l'enquête continuera. Je ne voudrais pas fermer cette issue par l'amendement que je propose.

M. Aiken: Je ne crois pas, monsieur le président, si vous me permettez, que ceci soit du ressort du Comité. Je crois que le Comité ne peut que faire rapport.

[Texte]

The Chairman: I do not think so. The way a motion can be put is through the regular rules of the House.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, we are entitled to an interpretation of those rules by parliamentary counsel. I am following the directions you gave us earlier with respect to the proper method to follow in this situation, anticipating and relying upon the suggestion that any member of the House of Commons can move concurrence in this report, or any member of the Committee can move concurrence in this report.

The Chairman: Any member of the House. As soon as the report is tabled in the House it belongs to the House.

Mr. Hogarth: That is right, but I am relying on the assumption that any member can move concurrence in this report and subsequently any member can move such other motions as he deems advisable arising out of the report which would include a motion for an order compelling Mr. Nielsen to attend if the House saw fit to do so.

Mr. Aiken: There again, Mr. Chairman, I do not see how the Committee can make any such assumption. Once the House has the report then we are subject to the rules of the House. What any member, or even parliamentary counsel, might advise might not be correct. It would have to be within the rules as the Speaker determines them. I do not see how we can predetermine what will happen to our report once it is made, that is all I am saying. I do not think it should be made on any understandings.

Mr. Hogarth: Well then we should seek the advice of parliamentary counsel before we move to find out exactly what the effect a report of this nature is.

The Chairman: I do not think we can attach any condition to a report that we are putting before the House.

Mr. Hogarth: No, I do not ask that that be done. Perhaps I did not make myself clear. My point is that before we finalize our report, before the report is filed, we have the advice of parliamentary counsel that the rules of the House are such that the filing of this report and its concurrence by the House would permit a motion by any member of the House of Commons to the effect that I have spoken of.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): We have no doubt about that.

Mr. Aiken: I guess in that case there will be no report tonight.

Mr. Peters: Mr. Chairman, I do not see the two things as being directly related.

Mr. Hogarth: An appropriate interpretation of the rules by parliamentary counsel will say that if this Committee desires to have Mr. Nielsen before it, it should have recommended it in its interim report to the House of Commons. With the greatest of respect to the reading from Beauchesne, which superficially appears to be what it is, I would like to have the advice of parliamentary counsel as to whether or not there is not a Canadian precedent exactly to the contrary. I mean, this has happened.

[Interprétation]

Le président: Je ne le pense pas. Une motion ne peut être présentée que selon le règlement ordinaire de la Chambre.

M. Hogarth: Monsieur le président, nous avons droit à une interprétation de ce règlement par le conseiller juridique parlementaire. Je me conforme aux directives que vous nous avez déjà données concernant la meilleure manière de procéder vu la situation, anticipant et me prêtant à toute proposition d'un député de la Chambre des communes concernant ce rapport ou de tout membre du Comité.

Le président: Tout député en Chambre. Dès que le rapport est déposé à la Chambre, il appartient à la Chambre.

M. Hogarth: En effet, mais je me fonde sur l'hypothèse que tout député peut présenter une motion sur ce rapport et ensuite toute motion estimée désirable et émanant du rapport qui comprendrait une motion d'ordre obligeant M. Nielsen de se présenter si la Chambre le juge à propos.

M. Aiken: Encore une fois, monsieur le président, je ne vois pas comment le Comité peut se fonder sur une telle hypothèse. Dès que la Chambre est en possession du rapport, nous sommes soumis au règlement de la Chambre. Tout ce qu'un membre ou député peut recommander ou même le conseiller juridique parlementaire n'a plus de poids. Le règlement serait celui établi par le président de la Chambre. Je ne vois pas comment nous pouvons décider d'avance de ce qui se produira à ce sujet une fois que notre rapport aura été déposé. Il ne faut pas se fonder sur une entente.

M. Hogarth: Il faudrait alors solliciter l'avis du conseiller juridique parlementaire avant de considérer les effets du rapport.

Le président: Nous ne pouvons fixer de conditions au rapport que nous soumettons à la Chambre.

M. Hogarth: Non, et je ne me le demande pas. Peut-être ne me suis-je pas expliqué clairement. Ce que je veux faire comprendre, c'est qu'avant de faire un rapport définitif, avant de déposer le rapport, nous sollicitons l'avis du conseiller juridique parlementaire afin d'être informé si les règlements de la Chambre sont tels que le fait de déposer ce rapport et son adoption par la Chambre permettrait à un député de présenter une motion à l'effet dont j'ai parlé.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Nous n'avons aucun doute à ce sujet.

M. Aiken: Il n'y aura donc pas de rapport ce soir.

M. Peters: Monsieur le président, je ne vois pas le rapport entre ces deux choses.

M. Hogarth: Une interprétation acceptable des règlements qui nous serait donnée par le Conseiller juridique parlementaire nous éclairera; si ce Comité désire entendre M. Nielsen, il doit l'avoir recommandé dans son rapport provisoire à la Chambre des communes. Compte tenu de la citation rapide de Beauchesne qui semble à première vue dire ce qu'on en saisit, j'aimerais que le conseiller juridique parlementaire nous dise si oui ou non, il existe un précédent inverse au Canada. Je veux dire, ceci est déjà arrivé.

[Text]

Mr. Peters: The point I was making is that as long as this remains an interim report we really have not closed off the terms of reference which we have.

Mr. Hogarth: I will settle for that.

Mr. Peters: If we put in that it was the final report then I think your point might be a good one.

Mr. McBride: As long as you leave the words "for direction in it," which he does, you keep all the doors open.

• 2140

Mr. Forest: We say, "therefore the Committee reports as follows". Why do we not put a sentence before the final conclusion saying "we consider it is the opinion of the Committee that it is futile to proceed further", and then say, "The Committee reports as follows:" stopping just before "direction". We mention that it is the opinion of the Committee that we do not consider it useful to go further unless we have his evidence, but you do not put it in the final two sentences where you make the report. We still say . . .

Mr. Hogarth: The whole matter is to report. Is it not?

Mr. Aiken: Mr. Chairman, I am beginning to get the feeling that there is a witch hunt here after Mr. Nielsen.

Mr. Hogarth: There is a witch hunt after his evidence, if you want to put it that way.

Mr. Aiken: I am beginning to get that feeling in the last five minutes.

Mr. Peters: Mr. Chairman, my support hinges on a bigger problem than Mr. Nielsen. I have no desire to witch hunt, as it is called, but I sincerely believe Mr. Nielsen had this information and there is a reason why he does not give it. I am also fairly convinced that we cannot protect his source, but I am of the opinion that he may in his own judgment deem it in the interests of the House, if instructed, to give that information and do it on the basis of the House taking whatever steps are necessary to then protect the situation.

The other side of the coin would obviously be your belief that Mr. Nielsen did not have any information, and that he did this spuriously or something like that somewhat covered by that charge of public mischief that has been made against me several times.

Mr. Aiken: That is why I find it strange that you are taking the attitude you are.

Mr. Peters: I am sure Mr. Nielsen is trying to protect his witness. I think we should have somewhere available by the Parliamentary committee system some way that we can protect them if it is necessary and for this reason, I believe every effort should be made to get that information.

Mr. Forrestall: Mr. Peters, I must have misunderstood you. How on earth can this Committee give any kind of assurance to Mr. Nielsen that a disclosure of information that he may have at hand would not in fact be used either immediately or at some point in the future against the person who disclosed this information to him and . . .

[Interpretation]

M. Peters: Tant que ce rapport demeure provisoire, nous n'avons pas mis fin à l'ordre de renvoi.

M. Hogarth: Je l'accepte.

M. Peters: S'il s'agissait d'un rapport définitif, votre point serait bien appuyé.

M. McBride: Dès que vous laissez les mots «en vue d'obtenir des directives» vous laissez toutes les portes ouvertes.

M. Forest: Nous disons «le Comité fait donc rapport de la façon suivante». Pourquoi ne pas ajouter une phrase avant la dernière disant que «le Comité estime futile de procéder plus avant», puis ajouter: «Le Comité fait rapport de la façon suivante: «arrétant juste avant «en vue d'obtenir des directives». Nous disons que le Comité estime inutile de poursuivre sans son témoignage, mais nous supprimons les deux dernières phrases et disons . . .

M. Hogarth: La question est précisément de faire rapport, n'est-ce pas?

M. Aiken: Monsieur le président, je commence à avoir l'impression que les chasseurs de sorcières sont aux trousses de M. Nielsen.

M. Hogarth: Les chasseurs sont aux trousses de son témoignage, si vous voulez l'exprimer ainsi.

M. Aiken: Cette impression me tourmente depuis cinq minutes à peu près.

M. Peters: Monsieur le président, cela va beaucoup plus loin. Je n'ai aucune intention de faire une chasse aux sorcières, mais je crois sincèrement que M. Nielsen a obtenu ce renseignement et qu'il a une raison de ne pas vouloir le divulguer. Je suis également persuadé que nous ne pouvons protéger sa source d'information, mais je suis d'avis qu'il pourrait décider lui-même dans l'intérêt de la Chambre, si on le lui commande, le fournir les renseignements et de le faire en songeant que la Chambre prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder la situation.

De l'autre côté de la médaille, il faudrait assumer que M. Nielsen n'a pas de renseignements et qu'il a fait là un geste gratuit dans l'intention de troubler l'imagination du public, ce dont j'ai été moi-même accusé plusieurs fois.

M. Aiken: C'est pourquoi je trouve votre attitude étrange.

M. Peters: Je suis persuadé que M. Nielsen n'a que l'intention de protéger son témoin. Il me semble que nous devrions avoir dans le système du Comité parlementaire quelque moyen de protéger les témoins et, pour cette raison, j'estime que nous devons tout tenter pour obtenir cette information.

M. Forrestall: Monsieur Peters, j'ai dû mal à vous comprendre. Comment ce Comité peut-il assurer M. Nielsen que la divulgation du renseignement qu'il a obtenu ne serait pas en fait immédiatement utilisé, ou utilisé dans un avenir plus ou moins lointain contre la personne qui l'a lui a fournie . . .

[Texte]

The Chairman: Order.

Mr. Peters: Mr. Chairman in all sincerity I am not sure that I know.

The Chairman: I think again it is quite premature to discuss this matter.

An hon. Member: I am not even sure of that.

The Chairman: Order. It is quite premature to discuss these things. Are you prepared to make a report or not?

Mr. McBride: Put the amendment to a vote.

The Chairman: What was the amendment? The amendment is that the last paragraph would read as follows:

That your Committee consider it their duty to lay this matter before the House for direction, as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the honourable member for the Yukon.

Mr. Hogarth: I would like to point out if I may before you call a vote, that I cannot see how it can possibly be alleged that there is any personal involvement of Mr. Nielsen in this matter at all, in the sense that if he were to write a letter to this Committee and say that the persons he referred to in the House of Commons were so and so and so and so, his evidence would be absolutely unnecessary. In what way can that be said to be a personal attack on Mr. Nielsen in any way, shape or form. I do not think, Mr. Aiken, with the greatest respect, that it is fair to raise these allegations consistently because all he has to do is let us know who he was referring to so that we can get to the bottom of it. Even that person can protect himself or be protected by law, as the case may be, when he appears here. He is certainly protected by law.

• 2145

Mr. Aiken: May I reply to this, Mr. Chairman? I wanted to do so before the final question was put. It seems to me that if any public employee or public servant is involved—and I do not know because I am not privy to the information—once he has been identified he is dead. I do not care how else you put it. I can recall two or three very brave civil servants who stuck their neck out over the last few years since I have been here and they were fired very fast. I just mention one gentleman who opposed the Canada Pension Plan; he was out of a job in no time.

I want to come back to something Mr. McBride said with regard to Mr. Nielsen making allegations about the Prime Minister's assurances. I do not think the Prime Minister, for all the authority he has, can assure any public servant that he will not lose his job, be demoted or be otherwise dealt with by the Public Service Commission if he is identified. I do not think the Prime Minister has any such authority because that authority is vested in the Public Service Commission. Finally, last week I attended a lecture by a former member of the Cabinet, the Honourable J. W. Pickersgill, when he gave the Clifford Clark Memorial Lecture in the National Gallery. I think I was the only member of the House that was there. But Mr. Pickersgill gave an opinion—although he is not a member of the government he was a highly respected member of the government—that any person who goes to an opposition member and gives any information deserves to be fired and should be fired immediately. It seemed to me it was a direct reference to this case. It may not have been, but he definitely made that statement. All I am saying is that for all the good intentions we may have, with all honesty I do not see how any person who is once named can ever be

[Interprétation]

Le président: A l'ordre.

M. Peter: Monsieur le président, sincèrement, je ne vois pas comment.

Le président: Je répète qu'il est prématuré de discuter de cette question.

Une voix: Je ne suis même pas certain de cela.

Le président: A l'ordre. Il est très prématuré de discuter ces points. Êtes-vous prêts à faire rapport ou non?

M. McBride: Mettez l'amendement aux voix.

Le président: Quel était cet amendement? L'amendement propose que le dernier paragraphe soit ainsi formulé.

Que votre Comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre en vue d'obtenir des directives, car il lui semble futile de vouloir poursuivre en l'absence du témoignage de l'honorable député du Yukon.

M. Hogarth: Avant de procéder au vote, je tiens à vous signaler que je ne vois pas bien comment on peut alléguer que M. Nielsen soit personnellement engagé dans cette cause, en ce sens que s'il écrivait une lettre au Comité déclarant que des personnes auxquelles il a fait allusion à la Chambre des communes sont une telle et une telle, son témoignage serait absolument inutile. Comment peut-on prétendre qu'il s'agit d'une attaque personnelle contre M. Nielsen de quelque façon que ce soit. Je ne crois pas, monsieur Aiken, et je le dis en tout respect, qu'il soit juste de lancer sans cesse des attaques, car tout ce qu'il a à faire c'est nous dire de qui il s'agit afin que nous puissions vider la question. Cette personne peut assurer sa propre protection, ou se faire protéger par la loi, selon le cas, lorsqu'elle témoignera. Elle est certainement protégée par la loi.

M. Aiken: J'aimerais répondre monsieur le président; je voudrais le faire avant le dernier vote. Il me semble que si un employé de l'administration publique ou un fonctionnaire est en cause, ce que je ne sais pas car je ne suis pas renseigné de source directe, une fois trahi, c'est un homme mort. Vous pouvez interpréter cela comme vous voudrez. Je me souviens de deux ou trois braves fonctionnaires qui ont pris des risques ces dernières années et ont été promptement congédiés. Mentionnons en passant celui que s'est opposé au Régime de pensions du Canada; il a été renvoyé en moins de temps qu'il faut pour le dire.

J'aimerais rappeler ce que M. McBride a dit au sujet des allégations de M. Nielsen sur les assurances que lui aurait données le Premier ministre. Je ne crois pas que le Premier ministre, malgré toute son autorité, puisse assurer à un fonctionnaire qu'il ne perdra pas son emploi ou ses chances de promotion ni qu'il ne lui arrivera rien de la part de la Commission de la Fonction publique, s'il est découvert. Je ne crois pas que le Premier ministre ait ce pouvoir, car ceci relève de la Commission de la Fonction publique. Enfin, j'ai assisté la semaine dernière à une causerie d'un ministre du Cabinet, l'honorable J. W. Pickersgill, à l'occasion de *Clifford Clark Memorial*, à la Galerie Nationale. Je crois avoir été le seul député présent, mais M. Pickersgill a exprimé une opinion, et, quoiqu'il ne soit pas membre du gouvernement, il en a été un membre très respecté; il a dit que toute personne qui fournit des renseignements à un membre de l'opposition mérite de perdre son emploi et d'être immédiatement démis de ses fonctions. Il me semble que l'allusion à ce cas était directe. Peut-être ne l'était-elle pas, mais la déclaration est véridique. Je dis donc que malgré toutes nos bonnes intentions,

[Text]

protected. I think he is finished in the public service. Although I am not a member of the Committee and will not have a vote, I feel that these additions, trying to force Mr. Nielsen to appear before the Committee, are futile because he has stated that he will not give his sources of information, And I am sure that he will not, if he has so stated. This is why I think that to a degree it is a futile exercise. I do not really feel that we can force Mr. Nielsen before the Committee or, if he comes, that we can force him to testify. This is why I keep coming back to this thing about getting Mr. Nielsen here is a waste of effort. I think the Committee had the proper attitude in the first instance when the Chairman had suggested—and I felt that it had been agreed—that the Committee consider it their duty to lay the matter before the House, and I still think that is the fair, reasonable and sensible thing to do. I have no vote and I have only been at two meetings, but this is my feeling.

The Chairman: Thank you, Mr. Aiken.

Mr. McBride: Mr. Chairman, I want to respond only to Mr. Aiken's first of the three points he made. He says "once the individual is identified." This Committee had nothing to do with identifying or making reference to any individual. That decision was made by a member of the House, namely the member for Yukon, Mr. Nielsen, when he stood up, not even in the sort of confined ambit of a committee such as this but in the chamber itself.

Mr. Aiken: What is the difference?

Mr. Hogarth: The difference is that he did not protect him that day.

• 2150

Mr. McBride: And that threw us into this whole question of having to pursue what he in fact raised.

Mr. Aiken: No, it did not. Some other member raised it.

Mr. McBride: Why did he raise it, then?

Mr. Aiken: Some other member threw it into this Committee without any assurance that Mr. Nielsen was prepared to give evidence.

Mr. McBride: Mr. Chairman, should Mr. Aiken—and we perhaps do not want to get into this tonight, but let me raise the question—be correct in his assessment of what is going on it would mean that any member of Parliament can stand up in the House of Commons and make any statement he wishes about any person or persons, or make any accusation, and he has no obligation to appear before any committee to follow it up, even in the Committee on Privileges and Elections, and surely this is utter nonsense.

Mr. Aiken: I think you have stated it correctly—freedom of speech.

The Chairman: With all respect, gentlemen, I think we are getting into the kind of a debate that could not take place in the House even if this ever gets to the House to take place. Since there is no motion in the House we have to report, but I think it is quite premature to discuss all these things. Maybe a motion will not be put in the House.

[Interpretation]

et si honnête que nous soyons, je ne vois pas comment la personne une fois désignée peut jamais être protégée. Elle perd son utilité pour la Fonction publique. Bien que je ne sois pas membre du Comité et que je n'y aie pas droit au vote, j'estime que tout ce que l'on ajoute, afin d'obliger M. Nielsen à comparaître devant le Comité est futile, car il a déclaré qu'il ne divulguerait pas ses sources d'information. Et s'il l'a dit, il ne le fera pas. Nous ne pouvons forcer M. Nielsen à comparaître devant le Comité ou, s'il y consent, nous ne pouvons le forcer à témoigner. Je répète donc que c'est un vain effort que d'essayer d'attirer M. Nielsen ici. L'attitude adoptée d'abord par le Comité était la meilleure, lorsque le président a proposé—que j'avais sous l'impression que l'accord avait été fait—que le Comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre, et je suis toujours persuadé que cette manière de faire est juste et raisonnable. Je n'ai pas droit au vote et je n'ai assisté qu'à deux séances, mais j'exprime un avis.

Le président: Merci, monsieur Aiken.

M. McBride: Monsieur le président, j'aimerais répondre au premier seulement des trois points soulevés par M. Aiken. Il dit «une fois la personne découverte». Le Comité n'est pas chargé d'identifier ou de désigner un particulier. Cette décision a été prise par un député, soit le député du Yukon, M. Nielsen, lorsqu'il s'est levé, non pas au sein d'un Comité restreint comme le nôtre, mais en Chambre.

M. Aiken: Quelle est la différence?

M. Hogarth: La différence c'est qu'il n'a pas protégé son informateur, ce jour-là.

M. McBride: Et cela nous a poussé à poursuivre ce que lui-même avait entrepris.

M. Aiken: Non, pas du tout. Un autre député a soulevé l'affaire.

M. McBride: Pourquoi l'a-t-il soulevée alors?

M. Aiken: Un autre député a renvoyé la balle au Comité, sans savoir si M. Nielsen était disposé à témoigner.

M. McBride: Monsieur le président, est-ce que M. Aiken—sans vouloir, ce soir, nous enfoncer dans des débats—a raison de prétendre que n'importe quel député peut se lever en Chambre et faire n'importe quelle déclaration, concernant qui que ce soit, ou lancer n'importe quelle accusation, sans avoir à le justifier devant un Comité? Même devant le Comité sur les privilèges et élections? Cela ne tient pas debout.

M. Aiken: Vous le dites bien: il s'agit de la liberté de parole.

Le président: Nous nous engageons dans des débats qui ne seraient pas même télévisés à la Chambre. Comme il n'y a pas de motion présentée à la Chambre, nous devons faire rapport, mais il est prématuré d'en discuter quand il n'y aura peut-être même pas de motion présentée à la Chambre.

[Texte]

Mr. McBride: Question on the amendment.

The Chairman: So, if you discuss in advance what is going to take place later on, we have to report on whether we believe that we cannot go any further without the appearance of Mr. Nielsen and then it will be up to the House to decide on what to do with it.

Mr. McBride: Question on the amendment.

Mr. Peters: I would like to agree with Mr. Aiken that this is probably the evidence we would get from Mr. Nielsen and I think that that would be good evidence, that would be the kind of evidence I would be interested in hearing. If that is his opinion, with the knowledge that he has, then that would be something the Committee would have to look at and it is for this reason that I intend to support the motion.

Mr. Aiken: He so stated this in his correspondence, so it will be on record.

Mr. McBride: A question on the amendment.

The Chairman: Will you read it.

The Clerk: The amendment reads:

Your Committee consider it their duty to lay this matter before the House for direction, as it appears to your Committee to be futile to proceed in the absence of the testimony of the Honourable Member for Yukon.

The Chairman: All those in favour? Opposed?
Amendment agreed to: Yeas, 9; nays, 1.

The Chairman: Shall I table the report as amended?

Mr. Forrestall: I want a recorded vote again on the report as amended.

The Chairman: Do you mean on the whole of the report? Is the report as amended carried?

Some hon. Members: Aye.

An hon. Member: Nay.

The Chairman: Do you want a recorded vote?

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, may I request a recorded vote?

The Chairman: Yes. Would you proceed, Mr. Marleau?
Amendment to the report agreed to: Yeas, 9, Nays, 1.

• 2155

The Chairman: Shall I report to the House?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: The Committee is adjourned to the call of the Chair.

[Interprétation]

M. McBride: Un vote sur l'amendement.

Le président: Si vous discutez d'avance ce qui se produira plus tard, nous devons faire un rapport indiquant que nous ne croyons pas pouvoir continuer sans le témoignage de M. Nielsen; c'est la Chambre qui décidera ensuite de quelle manière il faut procéder.

M. McBride: Que l'on passe au vote de l'amendement.

M. Peters: J'aimerais partager l'avis de monsieur Aiken, soit que c'est ce genre de preuves que nous pouvons attendre de M. Nielsen; j'estime cependant que ce serait un témoignage satisfaisant, que j'aimerais entendre. S'il est de cet avis, étant informé comme il l'est, c'est ce que le Comité doit étudier et c'est pour cette raison que j'appuie la motion.

M. Aiken: Il l'a déclaré dans sa correspondance et cela est donc consigné.

M. McBride: Un vote sur l'amendement.

Le président: Voulez-vous le lire.

Le greffier: Voici le texte de l'amendement:

Votre Comité estime de son devoir de soumettre la question à la Chambre, en vue d'obtenir des directives, car il semble à votre Comité qu'il est difficile de vouloir poursuivre en l'absence du témoignage de l'honorable député du Yukon.

Le président: Ceux qui sont pour? Contre?
L'amendement est adopté; Pour: 9; contre: 1.

Le président: Dois-je déposer le rapport modifié?

M. Forrestall: Je tiens à ce que soit consigné mon vote contre le rapport modifié.

Le président: Voulez-vous dire l'ensemble du rapport? Est-ce que le rapport modifié est adopté?

Des voix: Oui.

Une voix: Non.

Le président: Est-ce que vous voulez que le vote soit enregistré?

M. Forrestall: Monsieur le président, me permettez-vous de demander que le vote soit enregistré?

Le président: Oui. Voulez-vous vous en occuper, monsieur Marleau?

L'amendement modifiant le rapport est adopté; oui: 9; non: 1.

Le président: Dois-je faire rapport à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: La séance est levée.

[Text]

The Chairman: The Committee has received a letter from the Honorable Member for the Northern Territory, Mr. ...

Mr. ... will be on record.

Mr. ... A question on the amendment ... The Chairman: Will ...

The Chairman: All those in favor of ... Amendment agreed to.

Mr. ... I want a recorded vote ... as amended.

The Chairman: Do you ... the report as amended.

Some hon. Member: ... as per Member ...

The Chairman: Do you want a recorded vote?

Mr. ... I propose a recorded vote ...

The Chairman: Yes. Would you ... Amendment to the report agreed to.

The Chairman: Shall I report ...

The Chairman: The Committee is ... the Chair.

of ...

of ...

[Text]

The Chairman: The Committee has received a letter from the Honorable Member for the Northern Territory, Mr. ...

Mr. ... will be on record.

Mr. ... A question on the amendment ...

The Chairman: Will ...

The Chairman: All those in favor of ... Amendment agreed to.

Mr. ... I want a recorded vote ... as amended.

The Chairman: Do you ... the report as amended.

Some hon. Member: ... as per Member ...

The Chairman: Do you want a recorded vote?

Mr. ... I propose a recorded vote ...

The Chairman: Yes. Would you ... Amendment to the report agreed to.

The Chairman: Shall I report ...

The Chairman: The Committee is ... the Chair.

of ...

of ...

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 7

Thursday, June 15, 1972

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 7

Le jeudi 15 juin 1972

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Privilèges et élections

RESPECTING:

Bill C-211

An Act to amend the Canada
Elections Act and the Income
Tax Act in respect of election expenses.

CONCERNANT:

Le Bill C-211

Loi modifiant la Loi électorale du
Canada et la Loi de l'impôt sur le
revenu à l'égard des dépenses d'élection.

TÉMOINS:

(See Minutes of Proceedings)

WITNESSES:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman:

and Messrs.

Benjamin
Cyr
Forest
Forrestall
Fortin

Hogarth
Howe
Lessard (*Lac-
Saint-Jean*)
MacInnis (Mrs.)

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président:

et Messieurs

Marceau
McBride
McGrath
Paproski
Peddle

Roy (*Laval*)
Schumacher
Smith (*Saint-Jean*)
Thomas (*Maisonneuve-
Rosemont*)
Yanakis—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)b)

On Thursday, June 15, 1972:

Mrs. MacInnis replaced Mr. Brewin.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 15 juin 1972

M^{me} MacInnis remplace M. Brewin.

ORDER OF REFERENCE

Wednesday, June 7, 1972

Ordered—That Bill C-211, An Act to amend the Canada Elections Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

ATTEST

Le greffier de la Chambre des Communes

Alistair Fraser

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le mercredi 7 juin 1972

Il est ordonné,—Que le Bill C-211, Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

ATTESTÉ

Members present: MM. Benjamin... (The text is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.)

Members present: Messrs. Benjamin... (The text is mirrored and largely illegible due to bleed-through from the reverse side of the page.)

Mr. Martz: Members of the Committee, the basic intent of Bill C-211 is to limit campaign expenditures. We completely agree with the desirability of that objective. However, we ask consideration of our basic question: (a) Is the limitation of candidate advertising expenditures, coupled with the one-hour limitation on party use of broadcast time, sufficient in itself to accomplish the purpose without the necessity of stipulating specific statutory availability of time and other requirements which...

Mr. Martz: Messieurs du comité, le but essentiel du Bill C-211 consiste à limiter les dépenses pendant les campagnes électorales. Nous souscrivons entièrement à cet objectif, mais nous demandons qu'on nous pose une question fondamentale: (a) Est-ce que les dépenses que peuvent encourir les candidats en vertu de la publicité, jointe à la limitation d'une heure pour ce qui est de l'utilisation de la radio et de la télévision, suffisent-elles à réaliser cet objectif sans qu'il y ait des restrictions précises sur la part d'autres médias à utiliser dans le cas où ces restrictions ne sont pas prévues dans la loi?...

The Chairman: It is because I knew him too well. Mr. Martz: Members of the Committee, the basic intent of Bill C-211 is to limit campaign expenditures. We completely agree with the desirability of that objective. However, we ask consideration of our basic question: (a) Is the limitation of candidate advertising expenditures, coupled with the one-hour limitation on party use of broadcast time, sufficient in itself to accomplish the purpose without the necessity of stipulating specific statutory availability of time and other requirements which...

Le président: C'est parce que je le connaissais bien. M. Martz: Messieurs du comité, le but essentiel du Bill C-211 consiste à limiter les dépenses pendant les campagnes électorales. Nous souscrivons entièrement à cet objectif, mais nous demandons qu'on nous pose une question fondamentale: (a) Est-ce que les dépenses que peuvent encourir les candidats en vertu de la publicité, jointe à la limitation d'une heure pour ce qui est de l'utilisation de la radio et de la télévision, suffisent-elles à réaliser cet objectif sans qu'il y ait des restrictions précises sur la part d'autres médias à utiliser dans le cas où ces restrictions ne sont pas prévues dans la loi?...

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, June 15, 1972.
(8)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 3.55 p.m. The Chairman, Mr. Laflamme, presided.

Members present: Messrs. Benjamin, Cyr, Forest, Forrestall, Laflamme, Lessard (*Lac Saint-Jean*), MacInnis (*Mrs.*), Marceau, McBride, Smith (*Saint-Jean*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*) and Yanakis—(12).

Witnesses: From the Canadian Association of Broadcasters: Mr. D. W. G. Martz, Vice-President (Television); Mr. T. J. Allard, Executive Vice-President; Mr. J. R. Smith, General Sales Manager (CFRA);

From the Canadian Cable Television Association: Mr. Robert C. Short, President; Mr. Marcel J. B. Tardif, Secretary General.

The Committee commenced its consideration of Bill C-211, An Act to amend the Canada Elections Act and the Income Tax Act in respect of election expenses (Election Expenses Act).

Mr. Martz from the *Canadian Association of Broadcasters* made an opening statement and then, assisted by his colleagues, answered questions.

The questioning completed, the Chairman invited Mr. Short from the *Canadian Cable Television Association* to make his presentation before answering questions thereon.

At 5.45 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 15 juin 1972
(8)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 15 h 55 sous la présidence de M. Laflamme.

Députés présents: MM. Benjamin, Cyr, Forest, Forrestall, Laflamme, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), MacInnis (*M^{me}*), Marceau, McBride, Smith (*Saint-Jean*), Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*) et Yanakis—(12).

Témoins: De l'Association canadienne des radiodiffuseurs: M. D. W. G. Martz, vice-président (télévision); M. T. J. Allard, vice-président exécutif; M. J. R. Smith, directeur général des ventes (CFRA).

De l'Association canadienne de télévision par câble: M. Robert C. Short, président; M. Marcel J.-B. Tardif, secrétaire général.

Le Comité entreprend l'étude du Bill C-211, Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection. (Loi sur les dépenses d'élection).

M. Martz, de l'*Association canadienne des radiodiffuseurs* fait une déclaration et, avec l'aide de ses collègues, répond aux questions.

Après la période de questions, le président invite M. Short de l'*Association canadienne de la télévision par câble* à faire sa déclaration avant de répondre aux questions.

A 17 h 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier suppléant du Comité

Richard Prigent

Acting Clerk of the Committee.

EVIDENCE

(Recorded by Electronics Apparatus)

Thursday, June 15, 1972

• 1555

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, while we are waiting for a quorum, I might as well introduce to you the gentlemen here as witnesses.

I have beside me to my right Mr. D. W. G. Martz, the Vice-President and General Manager of Broadcast Division of Canadian Marconi, and Vice-President, Television, of the Canadian Association of Broadcasters; to his right is Mr. T. J. Allard, who is the Executive Vice-President of the Canadian Association of Broadcasters; to his right is Mr. Norman McDonald, from The Canadian Association of Broadcasters.

With them are some other gentlemen, and I would like them to stand up when I pronounce their names: Mr. Hugh Batchelor, Director of Planning, CHUM; Mr. Donat Bazinet, Directeur Général CJRC; Mr. Jack Daly, Managing Director CKOY; and Mr. J. R. Smith, General Sales Manager, CFRA.

Also with us—and I will introduce them to you later on—are some representatives of the Canadian Cable Television Association who have a brief to present.

While we are waiting for a quorum I think it would be advisable to start proceedings, and then revert and have a firm motion registered. Is it agreed, without a motion, that we proceed this way?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Our Clerk has already circulated to you copies of the briefs and opinions submitted by the gentlemen with us today, and I would like to ask Mr. Martz to make some comments or present his views.

Mr. D. W. G. Martz (Vice-President and General Manager, Broadcast Division, Canadian Marconi; and Vice-President, Television, Canadian Association of Broadcasters): Thank you very much, Mr. Chairman, and members of the Committee, on behalf of the CAB I would like to thank you for inviting us today to make these comments to assist you in the work of this Committee. I would like to add one person whom I think was omitted in the introduction. He may be familiar to some of you in the Committee. It is Mr. A. R. O'Brien of Gowling and Henderson, and this is the CAB's counsel.

The Chairman: It is because I knew him too well.

Mr. Martz: Members of the Committee, the basic intent of Bill C-211 is to limit campaign expenditures. We completely agree with the desirability of that objective. However, we ask consideration of one basic question:

(a) Is the limitation on candidate advertising expenditures, coupled with the 6½ hour broadcast limitation on party use of broadcast time, sufficient in itself to accomplish the purpose without the necessity of stipulating specific statutory availability of time and other requirements which present administrative awkwardness or difficulty?

Assuming it is found necessary to retain these, we have these additional comments to make:

We recommend elimination of the 6:00 p.m. to midnight restriction, especially in radio. In some areas and for many reasons a party may find it much more advantageous to utilize other times of the day.

Sections 99.1(2) to (5) instruct the CRTC after the writ is issued to undertake the process of allocating time amongst

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 15 juin 1972.

[Interprétation]

Le président: Messieurs, tandis que nous attendons le quorum, je pourrais peut-être vous présenter nos témoins d'aujourd'hui.

A ma droite, se trouve M. D. W. G. Martz, vice-président et directeur général de Broadcast Division of Canadian Marconi, et vice-président, télévision, de l'Association canadienne des radiodiffuseurs; à sa droite se trouve M. T. J. Allard qui est le vice-directeur général de l'Association canadienne des radiodiffuseurs à la droite de ce dernier, se trouve M. Norman McDonald, de l'Association canadienne des radiodiffuseurs.

Ils sont accompagnés d'autres personnes, et j'aimerais que ces dernières se lèvent à l'appel de leur nom. M. Hugh Batchelor, directeur de la planification, CHUM; M. Donat Bazinet directeur général CJRC; M. Jack Daly, président directeur général de CKOY; et M. J. R. Smith, directeur général des ventes, CJRA.

Avec nous se trouve également et je vous l'ai présenté tout à l'heure, des représentants de l'Association canadienne de télévision par câble qui présenteront un mémoire.

Tandis que nous attendons un quorum, je pense qu'il serait judicieux de commencer, ensuite nous ferons enregistrer une motion. Êtes-vous d'accord pour que sans motion nous procédions de cette façon?

Des voix: D'accord.

Le président: Notre greffier a déjà fait circuler des exemplaires du mémoire des suggestions, présentés par ces messieurs aujourd'hui, et j'aimerais demander à M. Martz de faire des observations ou de présenter ses opinions.

M. D. W. G. Martz (vice-président et directeur général, Broadcast Division, Canadian Marconi; et vice-président, television, Association canadienne des radiodiffuseurs): Je vous remercie, monsieur le président, et messieurs du Comité, au nom de l'ACRB j'aimerais vous remercier de nous avoir invités à présenter aujourd'hui nos observations afin de vous aider également dans votre travail au Comité. J'aimerais ajouter une autre personne qui, me semble-t-il, n'a pas été présentée. Elle vous est connue de tous au Comité. Il s'agit de M. A. R. O'Brien de Gowling and Henderson, qui est le conseiller de l'ACRB.

Le président: C'est parce que je le connais trop bien.

M. Martz: Messieurs du comité, le but essentiel du Bill C-211 consiste à limiter les dépenses pendant les campagnes électorales. Nous souscrivons entièrement à cet objectif. Qu'il nous soit cependant permis de poser une question fondamentale:

(a) La limite imposée aux dépenses que peuvent consentir les candidats au titre de la publicité, jointe à la limitation de 6½ heures pour ce qui est de l'utilisation par le parti des ondes, suffit-elle à réaliser cet objectif sans qu'il faille prescrire, d'autre part, des limites précises en ce qui concerne le temps ou autres exigences dans le cas où cela présenterait des difficultés d'ordre administratif?

En supposant que l'on doive conserver ces restrictions, on nous permettra de présenter ces observations supplémentaires:

Nous proposons l'élimination de la restriction visant l'utilisation du temps entre dix-huit heures et minuit spécialement en ce qui concerne la radio. Dans certaines régions et

[Text]

the parties with their agreement if possible; if not, by its own decision; and even of reallocating any time given a party which ceases to be registered during the period.

What happens to time allocated to a party which does not use it? Are the stations free to sell this time on a prorato basis to other parties?

Other than general words such as "forthwith" and "reasonable time" there is no time limit on the allocation process. How long should stations be expected to wait with a time commitment of this nature hanging unsettled and with continuing commercial commitments?

• 1600

We suggest, therefore, a Section 99.1(7) which requires each party to notify networks and stations not later than seven days after the notice contemplated in 99.1(6), of the specific time allocations it intends to use. If the allocation is, in fact, used, billing will be made at the applicable rate. If it is not used, after notification is given, there should be provision for an option time payment of 50 per cent of the applicable rate.

Section 99.1(8). Is it really necessary to create an offence which can be committed only by broadcasting stations? Would it be equally or even more valid to provide that "no person shall pay to a broadcasting transmitting undertaking, or a network, any amount whatever in respect of broadcasting time made available to a registered party, within the period described in subsection (1), that is in excess of the time prescribed?"

Section 99.2 provides for the reimbursement to parties of 50 per cent of the cost of time actually purchased upon certification by the Chief Electoral Officer that the time was in fact used and certification from the CRTC of "the regular standard rate charged by the licensee for such time, according to information available to the commission".

Should this payment be made directly to the station involved, rather than the party, thus insuring that at least 50 per cent of the bill will in fact be paid?

Alternatively, in addition to the two certifications now proposed, should payment to the party be conditional on a third certificate, comprised of a receipt showing that the party has, in fact, paid the station's account?

The phrase "regular standard rate" is open to ambiguity and to possible conflict with Section 99.4. We submit this should read: "licensees published rate for provision of such time".

We submit it should be made clear that Sections 99.1(8) and 99.2 apply only to sale of broadcasting time, which clearly appears to be the intent of the bill, that a station or network is free to change its published applicable rate for production, or special services requested over and above the purchase of time.

Section 99.3(1), (3), and (4) provides for an additional allocation of time to candidates as contra distinct from parties. In all cases reference is made to "officially nominated candidates" and a definition of that phrase may raise difficulties. Nominations are not official in the legal sense until the nomination day, some 21 or 28 days before the election. If we accept that interpretation, how can an allocation be made "in the period beginning on the date of the issue of the writ"? As with the parties, the requirement is only to make time available. Again the question arises of how long stations should be left in the position of not knowing what their scheduling requirements will be?

[Interpretation]

pour bien des raisons un parti peut juger beaucoup plus avantageux d'utiliser d'autres heures du jour.

Les articles 99.1(2) à (5) prescrivent au Conseil canadien de la radio-télévision, après le moment où on a annoncé la date des élections, de répartir le temps entre les divers partis, avec l'accord de ces derniers, dans la mesure du possible. Sinon, le Conseil pourra user de son pouvoir discrétionnaire. Il pourra même donner à un autre parti le temps qu'il avait primitivement accordé à un parti qui, au cours de cette période, cesse d'être reconnu.

Que fait-on du temps accordé à un parti qui ne l'utilise pas? Les stations sont-elles libres de vendre ce temps, au prorata, aux autres partis?

Outre l'utilisation de mots à acception générale comme «immédiatement» et «temps raisonnable», aucune limite de temps n'est imposée à ce processus de répartition. Combien de temps les stations doivent-elles attendre avant que soient définitivement réglées ces questions relatives à l'emploi du temps alors qu'elles ont des engagements d'ordre commercial à satisfaire?

Pour nous donc il y aurait lieu d'inscrire ici un nouvel alinéa 99.1(7) qui exigerait des partis qu'ils fassent savoir aux réseaux et aux stations, pas plus tard que sept jours après l'avis envisagé à 99.1(6) la répartition du temps qu'ils entendent retenir. Si ce temps est effectivement utilisé, les frais normaux seront exigés. Si le temps n'est pas utilisé, après réception de l'avis, on devrait disposer d'un paiement facultatif correspondant à 50% du tarif applicable.

Section 99.1(8)—Est-il vraiment nécessaire d'imaginer un délit que seules peuvent commettre les stations de radio-télévision? Ne serait-il pas également avantageux, voire plus avantageux de disposer que «nul ne paiera à une entreprise de transmission radiophonique ou à un réseau quelque montant que ce soit en ce qui concerne le temps mis à la disposition d'un parti inscrit à l'intérieur de la période dont il est question au sous-alinéa (1), qui dépasse le temps prescrit?»

L'article 99.2 prévoit le remboursement aux partis de 50% du coût du temps effectivement acheté, sur avis conforme du directeur général des élections, celui-ci confirmant que le temps a été effectivement utilisé, le CCRT certifiant en outre que ce temps a été payé «au tarif normal habituel que fait payer le titulaire de la licence pour le temps en question d'après les renseignements dont dispose le Conseil».

Ce paiement doit-il se faire directement à la station en cause plutôt qu'au parti, ce qui assurerait qu'au moins 50% de la facture sera effectivement payée?

D'autre part, outre les deux certificats actuellement envisagés, le paiement au parti devrait-il être conditionné par le dépôt d'un troisième certificat, c'est-à-dire d'un reçu montrant que le parti a en fait payé sa note à la station?

L'expression «tarif normal habituel» est ambiguë et contredit peut-être l'article 99.4. Il faudrait plutôt lire: «Le tarif publié par le titulaire de la licence au titre de l'utilisation du temps en question».

On devrait bien préciser que les articles 99.1(8) et 99.2 ne s'appliquent qu'au temps en ondes (ce qui semble nettement être l'intention), et que la station ou le réseau reste libre d'appliquer ici son tarif normal au titre de la production ou de services spéciaux demandés en sus du temps.

Les articles 99.3(1), (3), (4) prévoient une répartition supplémentaire du temps au bénéfice des candidats, que l'on distingue ici des partis. Dans tous les cas on parle de «candidats officiellement désignés» la définition de cette

[Texte]

In this case, we suggest that there be provision requiring each party to notify the station of its intention to nominate a candidate in each of the constituencies concerned, not less than one week following the issue of the writ, and further to notify stations concerned of the time it proposes to utilize not later than two weeks, following the same date. If the time is actually utilized, the applicable published rate would apply. If the time is not actually used, there should be an option penalty of 10 per cent of the applicable published rate.

Section 99.4 refers to "the lowest rate charged by him for an equal amount of equivalent time on the same facilities made available, to any other person at any time within the period". This is difficult to interpret and to administer. We suggest this should read "licensee's lowest published rate for the time provided" or "licensee's applicable local rate for the time provided." Again, we think it should be made clear in each appropriate instance that references are to time charges only—and that station is free to bill over and above such charges, for production or other services requested, and provided, at the published rate provided for such services.

• 1605

Under the general heading of G(1) there may be difficulty in definition of the phrase "area normally served by the broadcasting undertaking". What happens in those instances where a constituency or part of it is served by several signals located in different cities? To take a specific example, are candidates in Peel South to use the Oakville station or are they entitled to the facilities of a Toronto station or one of the Hamilton stations, and if so, how is the selection to be made?

Such selection may be especially difficult in the case of television since not every riding has a television broadcasting undertaking located within its boundaries. Here, the question of cable extension arises. Are candidates, for instance, in the London ridings entitled to assume that since the Hamilton station is carried on cable systems in that city the area to be considered as normally served by the Hamilton television broadcasting undertaking?

We submit that time made available either to parties or candidates should be statute be considered as non-commercial for purposes of complying with the CRTC's commercial regulations.

G.3 Section 99(1) makes what is known in the broadcasting industry as the "24 hour blackout" applicable for the first time to the print media. Indeed, the terminology appears to cover a broader territory than the prohibition which has applied, in one form or another, to the broadcast media since 1936.

The proposed extension of this prohibition to the printed media opens the way for broadcasters to assert the position that a print prohibition is more logical than it is in the electronic media.

Any periodical made available to the public on the Thursday or Friday preceding polling day may still be available to any member of the public on polling day, or the day preceding it. To the extent it will have any influence on a voter, it could still exert that influence within the prohibited period. It might then make sense to have broadcasting facilities available, at least on the day preceding polling day, to correct anything in the periodical that a party or candidate asserted to be untruthful or misleading.

Indeed, one of the many reasons that broadcasters were always mystified by this prohibition is the fact that correc-

[Interprétation]

expression pouvant susciter des difficultés. Ce genre de désignations n'a absolument rien d'*officiel* au sens juridique du mot avant le jour prescrit, c'est-à-dire environ 21 ou 28 jours avant les élections. Si nous acceptons cette interprétation comment peut-on parler d'accorder du temps, «dans la période commençant le jour de l'émission du bref». Il en est ici comme des partis. Il s'agit seulement de donner du temps. On peut encore se demander combien de temps encore il faudra que les stations restent incertaines quant à l'organisation de leur horaire?

Dans ce cas, une certaine disposition doit exiger de tous ceux qui s'attendent à être candidats de faire savoir aux stations en cause, par moins d'une semaine suivant l'émission du bref de leur intention en ce sens. Il devrait aussi être exigé qu'ils fassent savoir à ces stations du moment où ils entendent profiter du temps mis à sa disposition, pas plus tard que deux semaines postérieurement à la même date. Si le temps est effectivement utilisé, il faudrait appliquer le tarif publié. Si le temps ne l'est pas, on devrait prescrire une pénalité facultative de 10% du tarif publié applicable.

7. L'article 99.4 parle du «tarif le plus bas qu'il fait payer pour une période équivalente du même temps accordé sur

les mêmes installations à toute autre personne et à tout moment pendant cette période». Ceci semble difficile à interpréter et à appliquer. On pourrait mieux parler du «tarif publié le plus bas du titulaire de la licence pour le temps accordé» ou encore du «tarif local applicable du titulaire de la licence pour le temps accordé». Nous pensons que dans chaque cas on doit bien préciser qu'il s'agit simplement du tarif exigé pour le temps et que la station reste libre de faire payer les services supplémentaires qu'elle accorde, notamment en ce qui concerne la production ou les autres suppléments qui lui sont demandés et qu'elle assure, au tarif publié à cet égard.

G.1 On aura peut-être du mal à définir l'expression «la région normalement servie par l'entreprise de radiodiffusion». Que se passe-t-il lorsqu'une circonscription ou une partie de circonscription reçoit divers signaux provenant de diverses villes? Prenons un exemple particulier. Les candidats dans Peel South doivent-ils utiliser la station d'Oakville ou ont-ils droit à celles de Toronto, ou aux services d'une des stations de Hamilton? Dans le cas de l'affirmative, comment doit se faire le choix?

Un choix de ce genre peut être particulièrement difficile dans le cas de la télévision, toutes les circonscriptions ne possédant pas, à l'intérieur de leurs limites, une entreprise de télévision. Ici se pose la question de l'extension par câble. Les candidats, par exemple, des circonscriptions de London ont-ils droit de supposer que puisque les signaux de la station de Hamilton leur sont transmis par câble, on doit considérer leur région comme étant normalement servie par l'entreprise de radiodiffusion de Hamilton?

G.2 Pour nous, le temps mis à la disposition des partis ou des candidats doit être assimilé par la loi à du temps «non commercial» de manière à se conformer à la réglementation du Conseil sur la publicité commerciale.

G.3 L'article 99(1) applique pour la première fois à la presse imprimée ce qu'on appelle «l'interdiction de 24 heures». Il semble s'agir ici de restrictions beaucoup plus étendues que les restrictions appliquées jusqu'ici, sous une forme ou sous une autre, aux stations de radio ou de télévision, depuis 1936.

Appliquer cette interdiction à la presse écrite permet aux radiodiffuseurs de rappeler que cette prescription est

[Text]

tion of statements felt to be untruthful or misleading is much more easily accomplished through the use of broadcasting facilities. A disputed statement made at 10 o'clock can be answered on a radio or television broadcasting station at 10:15; and this high degree of flexibility does not obtain in print.

In spite of that, we now wish to restate the position we have consistently taken since 1936 that we see neither value nor logic in this prohibition.

If of course, it is to apply to any medium, it should by the simplest test of logic or equity apply equally to all.

We are not at all certain that the word "equally" applies to the present proposal.

Revised 99(1) captures not only paid partisan announcements, but also articles of editorials. This broader wording may easily, and we think will in fact, lead to grave difficulties of interpretation.

If the prohibition is to continue, we submit it should be made as clear as possible in section 99(1) of the Canada Elections Act and section 28 of the Broadcasting Act that the prohibition applies only to advertisements or announcements of a partisan political character clearly designed to induce any elector to vote for a specific party or candidate.

Given the admitted difficulties of definition, we submit that the most clear cut solution is to eliminate the prohibition entirely from both statutes.

In this connection we must again raise the question as to the reason for making a violation an offence against the media. If the prohibition is thought essential, should the offence be that of the "person" here used in the legal sense—who causes publication?

The section might then read: Every person who,

(a) on the ordinary polling day at a general election or on the one day immediately preceding the ordinary polling day of such election

(b) or the ordinary polling day at a by-election or on the one day immediately preceding the ordinary polling day at a by-election, authorizes the publication of

• 1610

(c) in a case described in paragraph (a), in any newspaper, or on any broadcasting transmitting or receiving undertaking or

(d) in a case described in paragraph (b), in a newspaper in general circulation in the electoral district in which the by-election is being held, or on a broadcasting transmitting, or receiving undertaking normally serving the area in which the by-election is being held any advertisement or announcement of a partisan political character in relation to the election or by-election, as the case may be, is guilty of an offence against the act.

Mr. Chairman, this concludes our remarks pertaining to Bill C-211 and we will attempt to answer the questions members of the Committee may have for us.

[Interpretation]

plus logique qu'elle ne l'est en ce qui concerne la presse parlée.

Tout périodique mis à la disposition du public le jeudi ou le vendredi avant le vote peut rester à la disposition de n'importe qui le jour des élections ou la veille. Dans la mesure où cela peut avoir sur l'électeur une influence quelconque, cette influence pourrait continuer à s'exercer à l'intérieur de la période d'interdiction. Il serait peut-être raisonnable de supposer alors que les stations de radio-télévision puissent être à la disposition des intéressés, au moins la veille des élections, pour contredire ce qui, selon le parti ou le candidat, dans la presse parlée, serait faux ou propre à induire en erreur.

En vérité, l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les radiodiffuseurs ont toujours été mystifiés par cette introduction, c'est le fait que l'on peut beaucoup plus facilement rectifier des déclarations réputées fausses ou mensongères en utilisant les ondes. Une déclaration faite à 10 heures peut être contredite à la radio ou à la télévision à 10h15. Ce genre de liberté ne peut pas exister dans la presse imprimée.

Malgré tout, nous voulons revenir sur le point de vue que nous avons constamment adopté depuis 1936. Nous répétons que cette interdiction n'est ni utile ni logique.

Si on doit l'appliquer à un média quelconque, elle devrait s'appliquer à tous les médias. La logique autant que l'équité l'exigent.

Or, nous ne sommes pas persuadés que le mot «également» puisse s'appliquer à la présente proposition.

Le nouvel article 99(1) vise non seulement la publicité faite par les partis, et payée, mais aussi les articles et les éditoriaux. L'utilisation de ces termes plus généraux peut susciter—et suscitera certainement—des difficultés graves d'interprétation.

Si on veut conserver cette interdiction, on devrait préciser, avec toute la clarté possible dans l'article 99(1) de la loi électorale du Canada et dans l'article 28 de la Loi sur la radiodiffusion que cette interdiction ne vise que la publicité ou les communications de caractère politique partisan

dont le but incontestable est d'engager un électeur à voter pour tel ou tel parti ou tel ou tel candidat.

Sans doute est-il difficile de trouver ici une définition. La meilleure solution consisterait à éliminer entièrement cette interdiction des deux lois.

A cet égard, nous devons une fois de plus revenir sur l'assimilation à un délit, commis par les médias, d'une violation de cette prescription. Si l'interdiction est jugée essentielle, ce délit doit-il être le fait de la «personne» (dans le sens juridique du mot) qui est à l'origine de la publication?

L'article pourrait désormais se lire ainsi qu'il suit: Quiconque

(a) le jour ordinaire du vote à des élections générales ou la veille même dudit jour pour ladite élection,

(b) ou le jour ordinaire du vote à une élection partielle ou la veille même dudit jour pendant une élection partielle, autorise la publication de

(c) dans le cas décrit au paragraphe (a), dans tout journal, ou par l'entremise de toute entreprise de transmission ou de réception de radio-télévision ou

(d) dans le cas décrit au paragraphe (b), dans un journal généralement diffusé dans le district électoral ou a lieu l'élection partielle, ou à une entreprise de transmission ou de réception de radio-télévision servant normalement la région où a lieu ladite élection partielle toute publicité ou

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. Martz. I already have names of those who want to ask questions. I invite Mr. McBride to ask questions of any of the witnesses present first.

Mr. McBride: Thank you, Mr. Chairman. Many of the questions I had in the early stages of the brief were answered by the time we got to the end of it. I have a few concerns. On page 4 in the middle of G.2 you suggest that the advertising should be noncommercial. I assume, therefore, that hitherto political advertising has been considered to be the same as any other of advertising.

Mr. Martz: That is true; two minutes or less and there is an allocation, I believe. I cannot remember the exact amount of time. If it is a five-minute program there is a commercial allocation which is less than the five minutes, I believe. My colleagues might correct me on that but there is a commercial allocation against that time.

Mr. McBride: So you are suggesting a new change that has not hitherto existed. Is that right?

Mr. Martz: Mr. Allard advises me that at one time they were classified as non-commercial.

Mr. T. J. Allard (Executive Vice-President): Mr. Chairman, if my memory is correct, in 1958 political broadcasts were not considered as commercial. My memory is that the regulation was revised in 1959.

Mr. McBride: So, during a Conservative regime it was changed to be commercial. On a serious note, do you know why this was done? Obviously, there was some concern that somebody was taking advantage of something.

Mr. Martz: I think it is speculation, Mr. McBride, on our part as to why. I believe the broadcasting act and the regulations were under close scrutiny by the BBG, subsequently the CRTC. They have looked at these things very carefully and built all of these into the existing regulations.

Mr. McBride: Are you assuming, therefore, that political broadcasts are a kind of community benefits—I do not know what the right terms are—to the culture and should therefore be reclassified for that reason? What is your thinking behind this suggestion?

Mr. Martz: I do not think there is any question that things of a political nature, the information and the attempt to become elected, have to be classified as a service to the community—in varying degrees, depending on the ability of the candidate, perhaps, but I think it is a service to the community. I think the very backbone of this particular part of the bill is the fact that broadcasters are asked to provide six and one half hours of broadcast time.

[Interprétation]

communication d'un caractère politique partisan ayant trait à l'élection ou à l'élection complémentaire, selon le cas, est coupable d'une contravention à cette loi.

Monsieur le président, ainsi se terminent nos remarques concernant le bill C-211 et nous essaierons de répondre aux questions que les membres du Comité peuvent nous poser.

Le président: Je vous remercie, monsieur Martz. J'ai déjà les noms de ceux qui veulent poser des questions. J'invite M. McBride à poser des questions à n'importe quel des témoins ici présents.

M. McBride: Je vous remercie, monsieur le président. La plupart des questions que j'avais au début de la lecture du mémoire ont reçu une réponse à la fin du mémoire. Voici pourtant quelques points d'intérêt. A la page 4, au milieu de la rubrique G.2, vous dites que la publicité devrait être non commerciale. Par conséquent, je suppose que jusqu'à présent la publicité politique a été jugée identique à toutes autres formes de publicité.

M. Martz: C'est exact; je pense que les attributions de temps d'antennes sont de deux minutes ou moins. Je ne me souviens pas de la durée exacte. S'il s'agit d'un programme de cinq minutes, on diffuse alors de la publicité pendant moins de cinq minutes, je pense. Mes collègues pourront me corriger à ce propos mais on fait une diffusion de publicité commerciale à ce moment.

M. McBride: Ainsi vous proposez un changement qui n'a pas eu lieu jusqu'à présent. Est-ce exact?

M. Martz: M. Allard me fait remarquer qu'à un moment donné on les considérait comme des diffusions non commerciales.

M. T. J. Allard (vice-président directeur): Monsieur le président, si j'ai bonne mémoire, les émissions politiques de 1958 n'étaient pas considérées comme commerciales. Ma mémoire m'indique que les règlements ont été révisés en 1959.

M. McBride: Ainsi, c'est sous un gouvernement conservateur qu'elles ont été considérées comme commerciales. Plus sérieusement maintenant, savez-vous pourquoi? Évidemment, on avait peur que quelqu'un en tire un quelconque avantage.

M. Martz: Je pense qu'il s'agit de spéculations, monsieur McBride, de votre part en ce qui concerne la raison. Je crois que la DBG, et ensuite le CRTC suivaient étroitement la Loi sur la radiodiffusion et les règlements qui en émanent. ELls ont procédé à un examen minutieux et ont créé les règlements existants.

M. McBride: Dites-vous, par conséquent, que les émissions politiques sont une espèce de services rendus à la communauté, je ne sais pas quels sont les termes exacts, à la culture et devraient par conséquent être reclassifiées pour cette raison? Qu'est-ce qui vous amène à penser cela?

M. Martz: Je ne crois pas que l'on puisse douter que les choses de nature politique, les informations, les tentatives pour être élu soient à considérer comme un service rendu à la communauté, à des degrés différents, dépendant des attitudes du candidat, peut-être, mais je pense qu'il s'agit d'un service rendu à la communauté. Je pense que l'ossature même de cette partie du bill est le fait que l'on demande aux radiodiffuseurs d'accorder six heures et demie d'antennes.

[Text]

Mr. McBride: But community service programming is not paid programming, is it?

Mr. Martz: In some instances, yes; very often, such as federated charities. In many broadcast outlets additional free time will be given, but many organizations pay for public service broadcasts as well.

Mr. Allard: There was another reason, Mr. Chairman, for this suggestion. Unless this policy is adopted, we might find ourselves in a statutory conflict. There is a limitation on the number of commercial minutes that can be carried. In the case of radio broadcasting stations, it is 1500 commercial minutes a week, not to exceed 250 in any day.

• 1615

Let us assume that a station has run to 250 commercial minutes in a given day and as the result of a statute, an Act of Parliament, it is required to carry political time in addition. In conforming with the latter statute it would automatically be in violation of CRTC commercial limitation regulations.

Mr. McBride: We are talking about radio only now, are we?

Mr. Allard: For the moment. In television it is 12 commercial minutes a day.

Mr. McBride: Let us talk about radio. Do most radio stations in Canada use all of the time that they can use for commercials now?

Mr. Martz: I imagine that not all stations are sold out 100 per cent of the time, but I think in some areas certainly some stations are very heavily committed and go very close to the line. I think most stations do leave a couple of minutes.

Mr. McBride: The point you are making is that elections tend to be only concentrated short periods, so you come up against a type of full house situation where all the time is already taken and the commercial time—your colleague's point here—is already committed to the commercial interest.

But the other side of the coin could very well be that if you are going to do this as community interest or benefit programming and get paid for it, and you are still going to have your full quota of commercially paid advertising of another general nature, that election period becomes a kind of supergravity train for the broadcaster. You can get paid for some of your regular programming time that you could not at any other time. Is that a justified comment, or not?

Mr. Martz: No, I do not think it is, Mr. McBride. My experience has been that it has been anything but a gravity train. It has been a great problem. It disrupts your normal advertising campaigns. You antagonize advertisers; you have difficulty in making good, or trying to make good, some of the announcements and it generally is a very disturbing situation within a station.

Mr. McBride: Is that because of the intensity and the short time of it? Large volume for a short duration?

[Interpretation]

M. McBride: Mais les programmes au service de la communauté ne sont pas payés, n'est-ce pas?

M. Martz: Dans certains cas, oui; très souvent il s'agit d'actes gratuits. Dans de nombreux postes on attribue du temps supplémentaire gratuit, mais de nombreuses organisations paient également pour les émissions de service public.

M. Allard: Monsieur le président, cette proposition repose sur une autre raison. A moins que l'on adopte cette politique, nous pourrions avoir affaire à un conflit de statuts. On a limité le nombre de minutes à accorder aux émissions publicitaires. Dans le cas des stations de radiodiffusion, il est question de 1,500 minutes de publicité par semaine, ne devant pas excéder 250 minutes par jour.

Supposons qu'une station a diffusé 250 minutes de publicité en un jour donné et qu'à la suite d'un statut, une loi du Parlement, on lui demande de diffuser en plus des émissions politiques. En se conformant à ce statut, on violerait automatiquement les règlements du CRTC relatifs à la limitation des émissions commerciales.

M. McBride: Il n'est question que de radio maintenant, n'est-ce pas?

M. Allard: Pour l'instant. A la télévision, on a affaire à 12 minutes de diffusion commerciale par jour.

M. McBride: Parlons de radio. La plupart des stations de radio canadiennes utilisent-elles à présent tout le temps qu'elles pourraient consacrer à des émissions commerciales?

M. Martz: J'imagine que toutes les stations n'ont pas vendu 100 p. 100 de leur temps, mais je pense que dans certaines régions, il y a certainement des stations qui ont de gros engagements, et qui approchent de cette limite. Je pense que la plupart des stations consacrent quelques minutes.

M. McBride: Vous essayez de montrer que les élections ont tendance à se concentrer sur de brèves périodes de temps, ainsi vous avez affaire à une situation de saturation où tout le temps est déjà pris et celui consacré aux émissions commerciales, comme l'indique votre collègue, est déjà consacré aux intérêts commerciaux.

Mais l'autre aspect pourrait être que si vous consacrez ceci à la programmation destinée aux intérêts de la communauté, et en percevez des bénéfices, ainsi vous conservez le même pourcentage de publicité commerciale payée de caractère général, cette période électorale représente une espèce de bénéfice supplémentaire pour le radiodiffuseur. On vous paie alors pour une partie de votre temps normal de programmation, ce qui ne serait pas le cas autrement. Est-ce là une observation justifiée, ou non?

M. Martz: Non, je ne pense pas, monsieur McBride. Mon expérience m'a montré qu'il s'agissait de tout simplement un bénéfice supplémentaire. Cela a toujours présenté un grave problème, et vient interrompre vos campagnes publicitaires normales. Vous vous mettez à dos les agents de publicité; vous éprouvez des difficultés à rendre bonnes, ou essayez de rendre bonnes, certaines des annonces et cela suscite généralement une situation très décevante au sein d'une station.

M. McBride: Est-ce dû à l'intensité et à la brièveté du temps? Une masse énorme sur une période très courte?

[Texte]

Mr. Martz: Yes, I think those are contributing factors.

Mr. McBride: Have you any suggestions—and I readily recognize that problem—how we as a Committee could alleviate that problem, or do you think you are alleviating it by saying it is noncommercial so you can put it into your other programming?

Mr. Martz: Yes; then we believe that we can accommodate at least some of it. I think we may have a problem of sheer weight in some stations—the larger markets—that have multiple ridings. I think at our station we count 42 ridings in the coverage of our television station. You can imagine the problems we are going to be faced with. It may be that even if we did get relief and this is not classified as commercial content, we would still have to drop some of the commercials because the program just could not carry that much.

Mr. McBride: In other words, the people would turn you off as a station.

Mr. Martz: It would be just so much clutter that the program would be destroyed, so you would lose your audience and nobody gains anything.

The Chairman: I do not want to interrupt, but just to interject an additional question on this question of commercial regulations. Would you propose that we do amend, that just a simple advertisement on the radio, "Vote for Mr. So-and-So" be considered as not commercial?

Mr. Martz: That is what we are asking.

Mr. Forrestall: May I ask a supplementary. When you take it out of the commercial category, does that, in effect, mean that I lose any bargaining or negotiating rights with you with respect to whether I get on first, second, third or last, before or immediately after the news or the weather or something of that type?

Mr. Martz: No, Mr. Forrestall, this would all be predetermined by arrangement with the station.

Mr. Forrestall: It would not impair that?

• 1620

Mr. Martz: You would use the same approach as a client. We determine what times he would get and there would be a mutual agreement on that before he could proceed.

Mr. McBride: Mr. Chairman, to follow this, I am not really sure the witness did address himself to my basic question. He said he did not agree that it would be a kind of bonanza or gravy train for the stations financially because traditionally election periods antagonize your steady advertisers, if I understood you correctly. Your suggestion is an avenue through which you would not have to antagonize them so much. Therefore, would my point not remain that you would continue to get your standard income plus the additional income you would get from the political advertisers?

Mr. Martz: I believe some commercial content would be lost through it but I think it would protect some of it and then there would be some additional revenue.

[Interprétation]

M. Martz: Oui, je pense que ce sont là des facteurs qui contribuent.

M. McBride: Pouvez-vous nous dire, et je reconnais qu'il y a un problème, comment nous, membres du comité, pourrions diminuer ce problème, ou pensez-vous que vous le diminuez en déclarant qu'il s'agit d'une émission non commerciale vous permettant ainsi de l'insérer dans votre programme?

M. Martz: Oui; ainsi nous pensons pouvoir en traiter au moins une partie. Je crois que pour certaines stations, il s'agit d'un simple problème de poids, celui des gros marchés qui ont des circonscriptions multiples. Notre station compte, je pense, 42 circonscriptions couvertes par notre station de télévision. Vous pouvez imaginer les problèmes auxquels nous devrons faire face. Il se peut que, même si le fardeau était moins grand et qu'on ne considérerait pas cela comme commercial, nous ayons à abandonner certaines des émissions commerciales pour la simple raison qu'on ne pourrait pas les inclure dans les programmes.

M. McBride: En d'autres termes, les gens ne rechercheraient plus vos services en tant que station.

M. Martz: Il pourrait y avoir un tel encombrement que les programmes en seraient détruits, le nombre des auditeurs diminuerait et personne ne gagnerait quoi que ce soit.

Le président: Je ne veux pas vous interrompre, mais j'aimerais poser une question supplémentaire concernant celle des règlements commerciaux. Suggérez-vous que nous amendions afin qu'une simple publicité radiophonique du genre: «Votez pour M. un tel» soit considérée comme non commerciale?

M. Martz: C'est ce que nous demandons.

M. Forrestall: Puis-je poser une question supplémentaire? Si vous retirez cela de la catégorie commerciale, cela signifie-t-il que je perds tout droit de négocier avec vous de la question de savoir si je passe le premier, le second, le troisième ou le dernier, avant ou immédiatement après le bulletin d'information ou le bulletin météorologique ou autre émission du genre?

M. Martz: Non, monsieur Forrestall, tout cela serait décidé à l'avance, avec la station.

M. Forrestall: Il n'y aurait donc aucun effet préjudiciable?

M. Martz: Vous auriez la même attitude que celle d'un client. Nous décidons du temps d'antenne à lui allouer, et un accord mutuel doit être signé avant toute chose.

M. McBride: Monsieur le président, pour faire suite à cela, je ne suis pas certain que le témoin ait répondu à ma question fondamentale. Il a déclaré, sauf erreur, ne pas admettre qu'il s'agirait d'une aubaine ou d'un revenu supplémentaire pour les stations car traditionnellement les périodes d'élection sont contraires aux intérêts de vos commanditaires habituels. Vous proposer donc une solution permettant d'atténuer cet antagonisme. Par conséquent, n'est-il donc pas exact de dire que vous continueriez à percevoir vos revenus normaux plus les revenus provenant des publicités de caractère politique?

M. Martz: Il me semble que l'on sacrifierait certains commanditaires commerciaux mais je pense que cela en protégerait également d'autres et il y aurait donc une source de revenus supplémentaires.

[Text]

Mr. McBride: You also said in your statement that maybe you were being facetious and maybe you were being serious. I would like to ask you quite directly if you were being serious. Is it the experience of your organization, the Canadian Association of Broadcasters, that in most instances you do not get paid for the political advertising you do carry?

Mr. Martz: I think we can answer that with several parts. I think most broadcasters do provide a certain amount of free time to candidates. There is some time that is purchased by candidates or parties that somehow or other does not get paid for and then there is purchase time that does get paid for.

Mr. McBride: Okay.

Mr. Martz: I can recall an instance where an agency had come back and requested a partial payment to settle the account.

Mr. McBride: I think part of the genius of this bill would be to overcome maybe in some instances, what I might call honest inability to meet commitments. Could you give us any idea of what portion of—I am talking now not about the free time, I am talking about those that were contracted at the risk of insulting a national group, you might say on which people wshed—what portion? Half?

Mr. Martz: I cannot give you a portion?

Mr. McBride: But roughly, have you any idea?

Mr. Martz: We have an instance where there is still a sum of money that I think has been written off by stations and Mr. Allard I believe has the . . .

Mr. McBride: I do not mean specifics. I mean broadly based.

Mr. Martz: I will not tell you . . .

Mr. Allard: Mr. Chairman, without being specific, I think I can put it this way. The heaviest and the biggest bad debt area in the broadcasting industry is in political broadcasts. Although it varies from place to place and from election to election, we have had our uncollected amounts in election periods run as high as 75 per cent in certain areas. In one provincial election it was 100 per cent.

An hon. Member: All parties? You did not get any money out of anybody?

Mr. Allard: Incidentally, political broadcasting represents something under 1 per cent of our total revenue.

Mr. McBride: Well, listen, following up on that very quickly, and I guess my time is almost up. you said areas, are you talking about geographic areas?

Mr. Allard: Yes, sir.

Mr. McBride: In other words, there are certain geographic areas in Canada in which it is a tradition not to bother paying for your media broadcasting. Is this what you are saying?

Mr. Allard: Fortunately, it has not yet developed into a tradition. This was one specific occasion. If you look at it from the other side there were alleged to be reasons for it, and I dare say there were reasons for it in the sense that the parties were unable to collect certain commitments they thought had been made to them. We hope it will not develop into a tradition. It was just that one occasion in that particular area.

[Interpretation]

M. McBride: Vous avez également déclaré que peut-être vous étiez à la fois facétieux et sérieux. Je voudrais maintenant vous demander franchement si vous étiez sérieux? Arrive-t-il souvent aux membres de l'Association canadienne des radiodiffuseurs de ne pas être payé pour les publicités de caractère politique qui sont faites?

M. Martz: Ma réponse comportera plusieurs parties. La plupart des radiodiffuseurs accorde gratuitement aux candidats un certain temps d'antenne. Les candidats ou les parties achètent un certain temps d'antenne que parfois d'une façon ou d'une autre ils ne paient pas et que parfois ils paient.

M. McBride: Très bien.

M. Martz: Je me souviens d'un exemple où une agence est revenue exigeant un paiement partiel pour équilibrer les comptes.

M. McBride: Il me semble que ce bill devrait permettre d'éviter dans certains cas ce que j'appellerais l'incapacité honnête de remplir ses engagements. Pouvez-vous nous donner une idée de la proportion, et je ne parle plus de périodes allouées gratuitement, mais de celles, au risque d'insulter un groupe national, dont on peut dire que les clients sont partis sans payer? De quelle proportion s'agit-il? La moitié?

M. Martz: Je ne puis vous donner de pourcentage.

M. McBride: Avez-vous une idée générale?

M. Martz: Il existe un exemple où les stations ont dû fermer les yeux sur une somme d'argent et M. Allard a, me semble-t-il, . . .

M. McBride: Je ne demande pas de détails. Je demande une idée générale.

M. Martz: Je ne vous dirai pas . . .

M. Allard: Monsieur le président, sans entrer dans les détails, je pense pouvoir dire ceci. Le domaine où les dettes sont les plus importantes et les plus lourdes, dans l'industrie de la radiodiffusion, est celui des émissions politiques. Bien qu'il y ait des variantes selon les endroits et selon les élections, le pourcentage des sommes non perçues en période d'élection s'est parfois élevé à 75 p. 100. Il a été de 100 p. 100 au cours d'une élection provinciale.

Une voix: Tous les partis? Personne ne vous a versé d'argent?

M. Allard: Incidemment, la diffusion politique représente moins de 1 p. 100 de nos revenus globaux.

M. McBride: Bien. Rapidement, car je crois que mon temps de parole est bientôt terminé, vous avez parlé de régions. S'agit-il de régions géographiques?

M. Allard: Oui, monsieur.

M. McBride: En d'autres termes, il y a au Canada certaines régions géographiques où existe la tradition de ne point payer les stations de radiodiffusion. Est-ce bien ce que vous dites?

M. Allard: Heureusement, il ne s'agit pas encore d'une tradition. Cela ne s'est produit qu'une fois. Les partis en cause vous diront que ce n'était pas délibéré, et je dois avouer qu'ils avaient de bonnes excuses, en ce sens qu'ils n'ont pu percevoir certaines sommes qui pensaient-ils leur revenaient. Nous espérons que cela ne deviendra pas une tradition. Ce cas a été unique dans cette région.

[Texte]

Mr. McBride: Fine.

Mr. Martz: I would say we agree with you, Mr. McBride, that the bill does protect the broadcasters.

Mr. McBride: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, I would like to ask a quick question on the matter of CAB wishing to have these broadcasts considered as noncommercial. Would this then also qualify as being counted as Canadian content?

Mr. Martz: Yes I guess it would be Canadian content. It would not be if it is an announcement. Announcements are not really counted but if it is a program, if in fact a candidate is on for 5 minutes or 10 minutes this would be Canadian content.

• 1625

Mr. Benjamin: On the matter of the blackout starting at midnight Saturday before an election day, in your submission you feel that prohibition should apply to paid advertising only in all the media, including the print media. Have I got that essentially correct?

Mr. Martz: Yes.

Mr. Benjamin: Would you consider it proper or fair—what is to prevent—I know there is nothing to prevent the print media at the moment. But what is to prevent a television or radio station, an announcer, or a commentator or a hot-line operator, from coming in on election day and endorsing a particular candidate, as an editorial comment?

Mr. Martz: Any announcement, whether it is paid or not.

Mr. Benjamin: Well, it is given as an editorial comment.

Mr. Martz: Anything that would have any kind of partisan political tone to it. Newscasts would certainly be outside of that.

Mr. Benjamin: Yes.

Mr. Martz: However, any commentator could go on—this could not be permitted in that period under the blackout regulations. I think you will find that this is the case with broadcasters today. Broadcasters respect that. As a matter of fact, I think that you will find it even in newscasts. They are extremely cautious in the content of the news during that blackout period.

Mr. Benjamin: Yes, I have always appreciated that. Any that I have had experience with have been pretty consistent and careful about news only, and even then it was limited. But if the prohibition was to apply only to paid announcements, then surely there would be nothing to prevent me—say I was the owner of a station and a candidate. What is to prevent me getting on with an editorial without even mentioning my name, but my picture is there and this line under it, and make an editorial comment? It is the opinion of the management and owners of this station that such and such a party deserves the . . .

[Interprétation]

M. McBride: Très bien.

M. Martz: Je dirais que nous sommes d'accord avec vous, monsieur McBride, et que le bill protège le radiodiffuseur.

M. McBride: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Monsieur le président, j'aimerais poser une brève question à propos du désir de l'ACR de considérer ses émissions comme non-commerciales. Pourrait-on alors juger cela comme contenu canadien?

M. Martz: Oui je pense qu'il s'agirait alors d'un contenu canadien. Ce ne serait pas le cas s'il s'agissait d'une annonce. En réalité on ne compte pas les annonces mais s'il s'agit d'un programme, si un candidat parle pendant cinq ou dix minutes, on considère qu'il s'agit d'un contenu canadien.

M. Benjamin: Pour ce qui est de l'interdiction de 24 heures commençant à minuit le samedi avant le jour des élections, dans votre mémoire vous estimez que cette interdiction devrait s'appliquer à la publicité payée dans tous les média d'information y compris dans la presse. Est-ce bien ce que vous avez voulu dire?

M. Martz: Oui.

M. Benjamin: Est-ce que vous estimez que ce serait approprié et juste—je sais qu'à l'heure actuelle il n'y a aucune interdiction qui touche la presse—car qui empêche une station de radio ou de télévision, un annonceur ou un commentateur d'appuyer la candidature d'un candidat en particulier le jour des élections sous forme de commentaire personnel?

M. Martz: Vous voulez dire toute annonce publicitaire qu'elle soit gratuite ou non.

M. Benjamin: Je parle d'un commentaire qui est donné sous forme d'éditorial.

M. Martz: Tout commentaire qui serait teinté de partialité politique. Le bulletin d'informations ne relèverait pas de cette catégorie.

M. Benjamin: Oui.

M. Martz: Toutefois, tout commentateur pourrait exprimer une opinion personnelle mais cela ne serait pas permis durant cette période d'interdiction. Vous pouvez sans doute constater que les radiodiffuseurs à l'heure actuelle sont d'accord pour ce genre de choses et respectent ce règlement. De fait, ce même principe s'applique même lors des bulletins d'information. Durant cette période d'interdiction, les radiodiffuseurs sont extrêmement prudents quant au contenu des nouvelles.

M. Benjamin: Oui, et j'ai toujours apprécié cela. D'après mon expérience la plupart des radiodiffuseurs savent respecter une certaine uniformité et sont prudents dans leurs bulletins d'information et même à ce moment ils s'imposent certaines restrictions. Mais si cette interdiction devait s'appliquer seulement aux annonces payées rien ne pourrait m'empêcher de dire ce que je veux à supposer que je sois à la fois propriétaire d'une station et candidat. Quel moyen a-t-on pour m'empêcher de faire un éditorial sans même mentionner mon nom à la télévision. Je pourrais dire, par exemple, que selon la direction de la station tel ou tel parti mérite le . . .

[Text]

Mr. Martz: This is an announcement of a partisan political character.

Mr. Benjamin: It is an editorial.

Mr. Martz: That is right.

Mr. Benjamin: For example . . .

Mr. Martz: It is not just the paid announcements. It is anything of that nature that we are talking about.

Mr. Benjamin: I see. So that kind of editorial comment you would want prohibited as well. You would agree it should be prohibited.

Mr. Martz: It is under the existing situation. We are saying, let us eliminate it. But if we do not eliminate it, then let us put all media on the same basis.

Mr. Benjamin: I see. So you are not necessarily opting for limiting it to paid advertisements only.

Mr. Martz: Oh, no.

Mr. Benjamin: Good. I am glad to hear that. On the matter of production costs, and this is something of course that we will have to discuss with the government, I do not know if you read the report of the special committee on election expenses. We specifically mentioned time charges and reasonable studio production costs. I think you are all aware that you could have time charges come to \$500 and production charges that came to \$5,000.

This is something that I feel, Mr. Chairman, we should also take up further when we are discussing the bill clause-by-clause. The bill is deficient here, that it should say time and production charges, or else under definitions time charges should mean time and production.

Mr. Martz: Mr. Chairman, I would like to comment on this production area if I may. You are now talking about an aspect of broadcasting, particularly in television, and that is the most expensive area. The radio production is not nearly as expensive as the television production. That is a very competitive business. In your exposure in air time on a station, you are limited to the station with its transmitter in this location. But in production you are not. If in fact you find that a production house in Vancouver will do it for \$5 when it will cost you \$5,000 to do it in Toronto, you are going to get it there and present the Toronto station with a tape and say, here is my announcement. Run it. And there is no production charge. It is a very competitive business and not confined geographically. I think that means that really you have an assurance through competition in the business that you are going to get realistic rates.

Mr. Benjamin: All right. I will not proceed on that one. But it is one that I think we can take up further in the Committee, that this should be covered, particularly in areas of reimbursement and some limitations there as well.

A candidate or a party could easily circumvent limitations by going into production charges and costs. They could do a real glossy network or local program with high production costs, which they do not have to declare or are not limited on, I think it is a hole in the bill.

[Interpretation]

M. Martz: C'est une annonce teintée de partisanerie politique.

M. Benjamin: C'est un éditorial.

M. Martz: C'est exact.

M. Benjamin: Par exemple . . .

M. Martz: Cela ne s'applique pas seulement aux annonces publicitaires payées mais à toute chose de cette nature.

M. Benjamin: Je vois. Par conséquent, vous aimeriez que ce genre de commentaire soit prohibé également. Vous seriez d'accord pour que cela soit prohibé.

M. Martz: Ça l'est à l'heure actuelle. Nous demandons qu'on élimine ces commentaires. Sinon, que tous les média d'information soient sur un pied d'égalité.

M. Benjamin: Je vois. Donc, vous ne vous attachez pas nécessairement à imposer des limites seulement aux annonces payées.

M. Martz: Oh non.

M. Benjamin: Bon. Je suis heureux d'entendre cela. Pour ce qui est du prix de revient, et c'est sans doute quelque chose dont nous devons discuter avec le gouvernement, je ne sais si vous avez lu le rapport du Comité spécial sur les dépenses électorales. Nous avons indiqué avec précision les frais d'antenne et de studio. Vous savez tous sans doute conscient que ces frais d'antenne ont parfois atteint \$500 et ceux de studio \$5,000.

C'est un sujet monsieur le président, que nous devrions étudier davantage lorsque nous discuterons du bill article par article. Le libellé de la loi n'est pas suffisant ici car on devrait indiquer clairement les frais d'antenne et de production ou comprendre antenne et production dans les définitions des frais.

M. Martz: Monsieur le président, j'aimerais faire quelques commentaires à propos de la production. Vous parlez maintenant d'un aspect de la diffusion tout particulier, celui de la télévision qui est le domaine le plus dispendieux. La production pour la radio n'est pas aussi dispendieuse que pour la télévision. Vous avez là une industrie très concurrentielle. Lorsqu'on vous alloue du temps d'antenne vous êtes limité par l'émetteur de la station. Mais lorsqu'on parle de production vous ne l'êtes pas. Si vous découvrez une maison de production à Vancouver qui vous fait une émission pour \$5 alors qu'elle vous coûterait \$5,000 à Toronto, vous vous empressez d'enregistrer à Vancouver puis vous donnez la bande à la station de Toronto en leur disant voici mon annonce, faites la passer. Ainsi vous n'avez pas de frais de production. C'est un assuré, à cause de cette concurrence, de trouver des tarifs intéressants. domaine très concurrentiel et qui n'est pas confiné ou point de vue géographique. Je veux dire par là que vous êtes

M. Benjamin: Très bien. Je n'en tiendrai là. Mais c'est à mon avis une question qu'on devrait étudier davantage en comité et on devrait prévoir des dispositions, particulièrement dans ces domaines du remboursement et des restrictions à imposer.

Un candidat ou un parti pourraient facilement tourner ces restrictions en jouant sur les frais de production. Ils pourraient alors faire des émissions de prestige ou des émissions locales avec des frais de production très élevés qu'ils n'auraient pas à déclarer ou sur lesquels on ne leur

imposerait aucune limite. Je pense qu'il y a, dans le bill, une lacune à cet égard.

[Texte]

Mr. Martz: I do not believe it is an area the CAB can really be involved in because it is not alien in that aspect of broadcasting; it is another business aspect that is tied in with us.

Mr. Benjamin: On the matter of unpaid bills—I was a provincial secretary in my province in my party for seven years—we always paid our bills and sometimes we were slow but we got them paid up. I always resented it being taken out on me because of a deficiency of some other candidate or some other party and I was being faced with cash on the barrelhead in advance when an election was called. Would you see any value in having some provision in the bill where a party or a candidate failed to meet its obligations on evidence provided by a broadcaster or a newspaper? They would then be prohibited from receiving any time in the subsequent election. Would this sort of provision be useful or forceful?

Mr. Martz: It is a penalty we have not really considered, Mr. Chairman. I do not know if that really would be in the interests of serving the people or the Parliament of Canada. I am sure there must be another way, and I think the bill itself does afford some protection. If you follow our recommendation, the third certification perhaps is the protection that would ensure that we get paid; they would require a receipt from the station that it was paid and then collect their money. If our recommendation were followed there, I believe this particular problem would just about vanish completely.

Mr. Benjamin: That is all I have for the moment, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Benjamin. Mrs. MacInnis.

Mrs. MacInnis: I have a couple of questions I would like to ask. I was interested in your question of what happens to time allocated to a party which does not use it. Is that likely to happen?

Mr. Martz: Oh, yes.

Mrs. MacInnis: And on the basis of . . .

Mr. Martz: When an election is called, in the internal workings of a station you sit down and say, all right, we want to try and offer times on some form of equitable basis to all parties. You list the times that would fit in with your programming schedules and then you go to the parties and say, "All right, we are setting aside this time and here is the basis on which we are doing it. Your party has x number of hours and this party has x or y," but on an equitable basis among all the parties. And we say, "Now you have to come back within a certain period of time", some reasonable period we agree to, "and let us know if you want this time." If they do not want these hours then we will either sell them to another party that might want more, but they really had the chance to get it first; or else it may just go to another commercial advertiser. It may not be taken.

Mrs. MacInnis: I cannot imagine any candidate I know not using allocated time they got.

[Interprétation]

M. Martz: Je ne pense pas que cela soit un domaine où l'ACR puisse être réellement impliqué, c'est un autre aspect de l'industrie.

M. Benjamin: Pour ce qui est des factures non payées—j'ai été secrétaire provincial de mon parti politique pendant 7 ans—nous avons toujours payé nos factures et même si parfois il y a eu un peu de retard, elles ont toujours été payées. Il m'a toujours été désagréable d'être rendu responsable des manquements d'un autre candidat ou d'un autre parti, et, de plus, lorsqu'une élection était annoncée, j'avais toujours un trou dans ma caisse. Pensez-vous qu'une disposition du bill prévoyant que lorsqu'un radiodiffuseur ou un journal peut faire la preuve qu'un parti ou un candidat n'a pas rempli ses obligations on lui interdira toute utilisation de ces moyens de propagande lors de l'élection suivante puisse être valable? Ce genre de disposition sera-t-il utile et aurait-il du poids?

M. Martz: Nous n'avons pas vraiment réellement pensé à ce genre de peine. Je ne sais pas si cela serait vraiment dans l'intérêt du peuple ou du Parlement canadien. Je suis certain qu'il doit y avoir un autre moyen et le bill lui-même accorde une certaine protection. Si vous examinez nos recommandations, la troisième accréditation est la protection qui nous assure d'être payée. Il faudrait exiger un reçu de la station à l'effet que l'annonce a été payée puis ensuite percevoir leur argent. Si notre recommandation était suivie, je crois que ce problème en particulier disparaîtrait presque complètement.

M. Benjamin: C'est tout ce que j'avais à dire, pour le moment, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Benjamin. Madame MacInnis.

Mme MacInnis: J'aimerais poser quelques questions. La question de savoir ce qui arrive au temps alloué non-utilisé par un parti m'intéresse. Est-ce que cela arrive souvent?

M. Martz: Oh, certainement.

Mme MacInnis: Et sur la base de . . .

M. Martz: Lorsqu'une élection est annoncée, au niveau de la régie interne d'une station, on réfléchit à la meilleure façon d'offrir du temps sur les ondes de la façon la plus juste et la plus équitable pour tous les partis politiques. On fait une liste des périodes de temps qui pourraient s'insérer dans les grilles d'horaire et ensuite on s'adresse aux partis politiques en leur disant: «Bon, nous avons mis de côté ce temps d'antenne et voici la façon dont nous allons procéder. Votre parti a tel nombre d'heures et tel autre parti tel nombre d'heures;» tout en essayant de maintenir un régime équitable pour tous les partis. On peut poursuivre en disant: «Vous devrez nous donner une réponse avant telle date», il s'agit d'un délai toujours raisonnable, «et nous dire si vous voulez cette période d'antenne.» Si ce parti ne veut pas de ce temps d'antenne, soit que nous le vendions à un autre parti qui en veut plus, soit nous l'allouons à un commanditaire. Ce temps peut n'être pris par personne.

Mme MacInnis: Je ne peux m'imaginer de candidat que je connaisse qui n'utilise pas le temps qu'il lui est alloué.

[Text]

Mr. Martz: I think, Mrs. MacInnis, we are talking about two different things though. We are talking about two different things though. We are talking about paid advertising and free time. Free time is one thing but paid advertising—

Mrs. MacInnis: Well, which kind were you talking about?

Mr. Martz: I was talking about paid advertising.

Mrs. MacInnis: Oh, you were talking about paid advertising.

Mr. Martz: That is right.

Mrs. MacInnis: Have you had experience with free time at all? Or have we had that at all?

Mr. Martz: We have had free advertising. I do not think it has been a real problem, although there had been times when some parties had problems getting the speaker they wanted at a given time.

Mrs. MacInnis: Yes, but what I mean is, if this legislation goes through, do you really think there will be trouble, on the basis of your past experience, with candidates not taking the time that is allocated to them? Is that a real fear?

Mr. Martz: I think so, because I believe you are dealing with a great number of stations across Canada with tremendous duplications, particularly in your large cities. If you were to add those all together, I am sure it would be a substantial sum of money. I think economics are going to be a factor in that and they will not accept all the time available to them on all the stations.

Mr. McBride: On a point of order, Mr. Chairman. Could I, for my clarification and the whole Committee's, is Mrs. MacInnis questioning the witness about paid advertising allocated or free time allocated?

• 1635

Mrs. MacInnis: I was asking about both. I am trying to get it sorted out as to which is which.

Mr. McBride: It seems to me the witness is answering on one and she is asking about another.

Mr. Martz: You are at the wrong page.

Mrs. MacInnis: No, we have it straightened out. You are at the wrong page. Now, I will come to the other time, the free time. Will there be the same trouble on the free time?

Mr. Martz: I do not think so.

An hon. Member: Let us make it all free.

Mr. Allard: There is this difference, the free time is not a statutory provision.

Mrs. MacInnis: No.

Mr. Allard: The six and one-half hours is and that really was the basic nature of our concern. One of the things that could happen, for example, would be a reflection of party strategy. Let us suppose that party "A" has been told by the CRTC that it can have one hour of time and suppose the party decides, for reasons perfectly valid to that particular party, that they can only afford one-half hour as they may wish to spend the money somewhere else and, in their view, quite properly. Then the broadcasters are left with one-half hour and, at the moment, we do not quite know what to do about it.

[Interpretation]

M. Martz: Je pense, madame MacInnis que nous parlons de deux choses différentes. Nous parlons des annonces payées et du temps gratuit qui est alloué sur les ondes. Le temps gratuit est une chose mais les annonces payées . . .

Mme MacInnis: Eh bien! De quelle catégorie parliez-vous?

M. Martz: Je parlais des annonces payées.

Mme MacInnis: Ah! vous parliez des annonces payées.

M. Martz: C'est exact.

Mme MacInnis: Quel a été votre expérience du temps gratuit? Cela a-t-il vraiment existé?

M. Martz: Nous avons eu des annonces gratuites. Je ne crois pas qu'il y ait eu de problème réel sauf qu'en certaines occasions des partis aient eu des problèmes pour que l'orateur approprié soit là au bon moment.

Mme MacInnis: Oui, mais si cette loi est adoptée croyez-vous réellement qu'il y aura des problèmes d'après votre expérience antérieure avec les candidats qui n'utilisent pas le temps qui leur a été alloué. Est-ce vraiment un danger?

M. Martz: Je crois que oui car dans ce cas on traite avec un grand nombre de stations d'un bout à l'autre du Canada où il y aura forcément duplication, particulièrement dans les grandes villes. Je suis certain que si l'on faisait la somme de toutes ces émissions, cela représenterait une dépense considérable. Je crois que le point de vue économique prévaudra et que les partis politiques n'accepteront pas tout le temps alloué qui est disponible sur toutes les stations.

M. McBride: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Est-ce que je peux demander pour ma gouverne et celle du Comité si M^{me} MacInnis pose des questions au témoin au sujet des annonces payées ou du temps gratuit qui est alloué?

Mme MacInnis: Je pensais aux deux. J'essaie de comprendre lequel est lequel.

M. McBride: Il me semble que le témoin répond à une question et que M^{me} MacInnis en pose une autre.

M. Martz: Vous ne consultez pas la bonne page.

Mme MacInnis: Non, tout était dans l'ordre et c'est vous qui avez la mauvaise page. Maintenant je voudrais parler du temps d'antenne gratuit. Rencontrez-vous les mêmes problèmes dans ce cas?

M. Martz: Je ne crois pas.

Une voix: Que tout soit gratuit!

M. Allard: Le temps d'antenne gratuit ne relève pas d'une disposition statutaire.

Mme MacInnis: Non.

M. Allard: Ce qui nous préoccupe vraiment, c'est la limite de 6 h 30. Par exemple, il se pourrait que cela reflète la stratégie d'un parti. Supposons que la CRTC a accordé une heure de temps d'antenne à un parti politique A et supposons que le parti décide pour des raisons personnelles parfaitement valables qu'il ne peut se permettre qu'une demi heure parce qu'il veut dépenser son argent ailleurs plus profitablement. Alors cette demi heure retombe sur les bras des radiodiffuseurs et on ne sait pas trop quoi en faire.

[Texte]

Mrs. MacInnis: Oh, yes, I see where that problem could arise.

Mr. Allard: Yes.

Mrs. MacInnis: Could you explain a little bit further—this is a whole area that I do not know too much about and why I am asking for explanations—the reason for your major question there at the beginning where you ask consideration of the basic question about the six and one-half hour broadcasting limitation on broadcast time. You state:

... sufficient in itself to accomplish the purpose without the necessity of stipulating specific statutory availability of time and other requirements which present administrative awkwardness or difficulty?

Then you go on:

We recommend elimination of the 6.00 p.m. to midnight restriction, especially Radio.

Could I get at your thinking behind that?

Mr. Martz: Especially in radio?

Mrs. MacInnis: Yes.

Mr. Martz: This is in the interest of Parliament really because 6.00 p.m. to midnight is not regarded in radio as being the prime time and also you have greater flexibility in radio spread over many hours. The CRTC has a definition for prime time in television. I do not believe they have one in radio. The draftsmen of the bill have taken basically the TV prime time period and applied it to radio and this just is not so.

Mrs. MacInnis: Oh, I see.

Mr. Martz: Six p.m. to midnight is not the largest audience period for radio. I think it would be much wiser to use the total flexibility of radio and say, 6 a.m. to midnight or something like that because you have audience shifts through the whole period in radio. It is quite different than television.

Mrs. MacInnis: In other words, you are proposing that radio and television be explicitly treated differently in the statute. Thank you, I have that pretty clear now.

Mr. Benjamin: May I have a quick supplementary there? What you are saying is that in the bill, just using the words "prime time" would be sufficient, are you not?

Mr. Martz: Not really, I do not believe. The CRTC has a prime time definition for television, but not for radio.

Mr. Benjamin: However, radio stations know what their prime times are.

Mr. Martz: Not necessarily, it varies from station to station and market to market. Prime time is really your peak period.

Mr. Benjamin: Right.

Mr. Martz: Station "A" might have a peak period of two given hours and Station "B" peak might be during another two other hours. I think you lose flexibility by locking it, in radio particularly.

[Interprétation]

Mme MacInnis: Ah! oui, je vois où le problème pourrait survenir.

M. Allard: Oui.

Mme MacInnis: C'est un domaine que je connais assez mal et c'est pourquoi je demande tant d'explications. Pourriez-vous m'en donner au sujet de la question dont vous traitez au début de votre mémoire à propos de la limite de 6 h. 30 imposée aux radiodiffuseurs. Vous déclarez ce qui suit:

... suffit-elle à réaliser cet objectif sans qu'il faille prescrire, d'autre part, des limites précises en ce qui concerne le temps ou d'autres exigences présentant des difficultés d'ordre administratif?

Vous poursuivez en disant:

Nous proposons l'élimination de la restriction sur l'utilisation du temps entre 18 heures et minuit spécialement en ce qui concerne la radio.

Pourrais-je connaître les motifs de ces déclarations?

M. Martz: Surtout en ce qui concerne la radio?

Mme MacInnis: Oui.

M. Martz: C'est un règlement dans l'intérêt du Parlement car les radiodiffuseurs ne considèrent pas que de 18 heures à minuit soit la période de plus grande écoute et vous avez aussi à la radio beaucoup plus de souplesse, ce qui permet de répartir des émissions sur un grand nombre d'heures. La CRTC a une définition des heures de grande écoute à la télévision mais pas, à ma connaissance, pour la radio. Les auteurs du bill s'en sont tenus aux périodes de grande écoute de la TV et les ont appliquées à la radio alors que ce n'est pas du tout la même chose.

Mme MacInnis: Oh, je vois.

M. Martz: De 18 heures à minuit, ce n'est certainement pas la période où on écoute le plus la radio. Il serait beaucoup plus sage de profiter de la souplesse des émissions radiophoniques et de dire de 6 heures du matin à minuit ou une période de ce genre car l'auditoire varie constamment durant toute cette période. Cela est très différent de la télévision.

Mme MacInnis: Autrement dit, vous proposez que la radio et la télévision soient traitées différemment dans ce bill. Merci, je crois avoir bien compris votre pensée maintenant.

M. Benjamin: Puis-je poser une brève question supplémentaire? Vous voulez dire qu'il suffirait d'utiliser dans le bill les mots «période de grande écoute», n'est-ce pas?

M. Martz: Pas réellement, je ne crois pas. La CRTC a une définition pour la période de grande écoute à la télévision mais pas pour la radio.

M. Benjamin: Toutefois, les stations de radio savent bien quand elles ont le plus d'auditeurs.

M. Martz: Pas nécessairement. Cela varie d'une station à l'autre et d'un marché à l'autre. La période de grande écoute est en fait la période de pointe.

M. Benjamin: En effet.

M. Martz: La station «A» et la station «B» peuvent avoir leur période de pointe à des heures tout à fait différentes. Essayer de les déterminer de façon générale ferait perdre à la radio sa souplesse.

[Text]

Mr. Benjamin: Surely 6 a.m. until noon or 1 p.m. is generally, you know, the prime time for radio, is it not?

Mr. Allard: Not necessarily.

Mr. Martz: No, there are periods in the afternoon when the peak is very high again.

Mr. Allard: Especially in mining districts where you are up against the change of shifts. You see, the candidate, Mr. Chairman, or the party may have his or its view on what is prime time for what he or it is trying to achieve. You may, at certain times, be aiming for a specific audience and then prime time may be 6 a.m. or 3.30 p.m., depending. What we are suggesting here is maximum flexibility for the party and the candidate. Our feeling is, in radio particularly, that they should be free to buy the time at that part of the day they think will best serve the interest of their particular campaign.

Mrs. MacInnis: Mr. Chairman, what about if this conflicts with the interests of other programs, commercials and that sort of thing? Obviously there are certain scheduled times that are prime time for the radio stations and the commercials. Suppose the candidate also wants that time, what is going to happen then?

Mr. Allard: I think, as a matter of fact, this is a particularly important point to bring up. Were we being completely selfish about this, we would not mention the point at all. The way the bill is presently worded is in our financial interest. The suggestion we are putting forward is one that we believe is in the best interests of the parties and the candidates in terms of securing maximum audience.

• 1640

On top of that, the greater the number of hours in which political time may be purchased, the less the danger of dislocation. If you limit it to two or three hours, then obviously you do run a risk of dislocation in that limited time.

Mrs. MacInnis: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Forest.

Mr. Forest: On proposed Section 99.4, we come to the rates to be charged to parties and candidates for advertising or broadcasting. I think everybody knows that usually, during election time, those rates go up quite a bit. The Committee and the law wanted to be sure we would be charged at the lowest rate available. The law says "the lowest rate charged by him for an equal amount of equivalent time on the same facilities made available to any other person at any time within the period".

You mention that this is difficult to interpret and administer. Would it not be more simple with that wording than that which you suggest, with the published rates, so that we would be sure to get the lowest rate available on the station?

An hon. Member: For the time requested.

Mr. Martz: There are two things that I would like to comment on there.

The first part of your statement, the fact that stations increase their rates at election time, I think I would have to argue with you on that point. There may be the odd station that might do it but no station could afford to alter its rate card to take care of election business because it would be

[Interpretation]

M. Benjamin: La période de grande écoute à la radio va sans doute de 6 heures du matin à midi ou 13 heures, n'est-ce pas?

M. Allard: Pas nécessairement.

M. Martz: Non, il y a des périodes durant l'après-midi où il y a à nouveau beaucoup d'auditeurs.

M. Allard: Surtout dans les districts miniers à cause des changements d'équipes. Il se peut, monsieur le président, que le candidat ou le parti ait son propre point de vue sur l'heure la plus adaptée à ce qu'il recherche. Vous pouvez parfois viser un auditoire précis et le meilleur moment pourrait être 6 heures du matin ou 3 h. 30 de l'après-midi. Ce que nous proposons ici, c'est un maximum de souplesse pour le parti et le candidat. Nous estimons que, dans la radio en particulier, ils devraient pouvoir acheter du temps au moment de la journée qu'ils jugent le plus propre à servir l'intérêt de leur campagne électorale.

Mme MacInnis: Monsieur le président, que se passe-t-il si cela entre en conflit avec les intérêts d'autres programmes commerciaux par exemple? Évidemment il y a certains horaires qui constituent des moments privilégiés pour les stations de radio et la publicité. Si le candidat veut avoir aussi ce temps d'écoute, qu'est-ce qu'il adviendra?

M. Allard: C'est là une question particulièrement importante. Si nous étions purement égoïstes, nous n'en parlerions pas du tout. La façon dont le bill est rédigé actuellement nous est financièrement profitable. La proposition que nous avançons en est une qui selon nous permettra aux partis politiques et aux candidats d'obtenir le plus grand nombre d'auditeurs possible.

De plus, plus la grille horaire au cours de laquelle un parti politique peut se faire entendre est vaste, moins on risque un manque d'uniformité. Si on se limite à deux ou trois heures, évidemment on court le risque qu'il y ait manque d'uniformité dans un temps aussi limité.

Mme MacInnis: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Forest.

M. Forest: A l'article 99.4 nous traitons des tarifs imposés aux partis politiques et aux candidats pour des annonces ou des retransmissions. Je crois que tout le monde sait qu'habituellement en temps d'élections ces tarifs augmentent quelque peu. Le Comité et la loi cherchaient à assurer les tarifs les moins élevés possibles. Dans le texte de loi on dit: «Le tarif le plus bas qu'il fait payer pour une période équivalente du même temps accordé sur les mêmes installations à toute autre personne et à tout moment pendant cette période.»

Vous mentionnez qu'il est difficile d'interpréter et d'appliquer cela. Ne serait-il pas plus simple de s'en tenir à ce texte plutôt qu'à celui que vous suggérez pour ce qui est des tarifs publiés de sorte que nous serions assurés d'obtenir d'une station le tarif le plus bas possible.

Une voix: Pour la période requise.

M. Martz: Il y a deux sujets dont je voudrais discuter ici.

Vous déclarez dans la première partie de votre déclaration que les stations augmentent leurs tarifs en période électorale; je ne suis pas du tout d'accord avec vous. Il se peut qu'il y ait par ci par là une station qui essaye de le faire, mais aucune station ne pourrait se permettre de changer ses tarifs uniquement à cause des élections parce

[Texte]

economic suicide. It just would not work that way. I am afraid they would lose out in the end.

I do not know of anybody that has done it that way. They may have tried to charge a premium but then you have a very valid argument with the manager of that station.

Mr. Forest: This applies mostly to the newspapers really, then.

Mr. Martz: Stations do have published rates. They are available, they are published, and we think that this is the easiest way, using the published rates that are there. There cannot be any dispute then.

Mr. Forest: These rates are available through the CRTC, then?

Mr. Martz: The CRTC has copies of the rates of stations, yes.

Mr. Allard: They are public property and anybody has access to a broadcasting station's rate card.

Mr. Forest: Thank you.

The Chairman: Is there any difference between what is suggested in proposed Section 99.4 and what you suggest, the licensee's lowest published rate for the time provided? Is it not just a question of wording?

Mr. Allard: It is a question, basically, Mr. Chairman, of ease of interpretation and administration.

The Chairman: Yes.

Mr. Allard: If we use the phrase "licensee's lowest published rate", that is very clear cut. His rate is published, in fact, if you take a look at the rate card, and this is the lowest published rate for that kind of service. If we use "licensee's applicable local rate", here the reference is to time purchased by candidates, because that is usually local business.

If we deal with the phrase "an equal amount of equivalent time," then obviously we are raising difficulties in interpretation as to what is an equal amount of equivalent time.

Mr. Forest: The production costs—are these fixed or published in the same way?

Mr. Allard: No, in this paragraph we are talking only, Mr. Chairman, about time costs.

Mr. Forest: You mention later, in the same paragraph, that it would not cover production or other services.

Mr. Martz: No, I do not think that you will find those rates published because it depends on the ingredients that go into it.

I can give you briefly the mechanics of doing a production and certainly it is more complex for television. You have to sit down and find out what the person wants in, what are all the ingredients that go in, and then you do a costing on it. So you know what your costs are and then you can quote what it is going to be.

If you, as a candidate, decide that you want some motion pictures of something which require a camera crew on location for one of your announcements, and the other one is in the studio, sitting there talking to constituents, the charges are going to be entirely different because there is the cost of taking the crew out. So each job has to be costed separately. That is why it has to be separate. There is no real published rate for production.

[Interprétation]

que ce serait là un suicide économique. Cela ne fonctionnerait pas du tout de cette façon. Et, à la longue, ces gens-là y perdraient.

Je ne connais personne qui ait agi de cette façon. Il se peut qu'on ait tenté d'imposer un supplément mais cela peut être un argument très valable à opposer au directeur de la station.

M. Forest: Cela s'applique alors surtout aux journaux.

M. Martz: Les stations ont des taux qui sont publiés. Ils sont disponibles; et nous croyons que le plus facile est d'utiliser les taux publiés qui existent. Ainsi, il ne peut plus y avoir de contestation.

M. Forest: Ces tarifs peuvent-ils être communiquées par la CRTC?

M. Martz: La CRTC en a en effet des copies.

M. Allard: Ils sont du domaine public et chacun a accès à la liste des tarifs d'une station.

M. Forest: Merci.

Le président: Y a-t-il quelque différence entre ce qui est proposé dans l'article 99.4 et ce que vous suggérez, c'est-à-dire que les détenteurs de permis offrent le tarif publié le moins élevé pour le temps d'écoute fourni? N'est-ce pas là simplement une question terminologique?

M. Allard: C'est surtout à la base une question de facilité d'interprétation et d'application de la loi.

Le président: Oui.

M. Allard: Si nous utilisons la phrase «le taux publié le moins élevé des détenteurs de permis», cela est clair et précis. Son tarif est publié et si vous jetez un coup d'œil sur sa liste, il s'agit du moins élevé pour ce genre de service. Si nous utilisons l'explication «le tarif local applicable des détenteurs de permis», il s'agit surtout du temps acheté par les candidats car ce sont eux les clients locaux.

Si nous prenons l'expression «un montant égal de temps équivalent», alors évidemment nous aurons des difficultés dans l'interprétation de ce qui représente un montant égal de temps.

M. Forest: Les coûts de production sont-ils fixés ou publiés de la même façon?

M. Allard: Non. Nous ne parlons ici que des coûts pour le temps d'écoute.

M. Forest: Vous mentionnez un peu plus loin dans le même paragraphe que cela ne tien pas compte des coûts de production ou d'autres services.

M. Martz: Non, je ne crois pas que ces coûts soient publiés parce qu'il y a beaucoup d'éléments qui entrent en jeu.

Je peux vous expliquer brièvement les rouages d'une production et certainement cela serait beaucoup plus complexe pour la télévision. Il faut établir ce que le client désire, déterminer les éléments qui entrent en jeu puis établir un devis. On sait clairement quels sont les coûts et on peut les indiquer au client.

Si, en tant que candidat, vous décidez que vous aimeriez avoir certaines prises de vues qui nécessitent le déplacement d'une équipe de tournage pour l'une de vos annonces, alors que une autre se fera en studio s'il s'agit par exemple d'une discussion avec vos électeurs, les frais seront très différents parce que, évidemment, il y a les frais de déplacement de l'équipe. Par conséquent, on doit faire une liste des coûts distincts pour chaque production. Et voilà pourquoi ces coûts doivent être distincts. Il n'y a

[Text]

• 1645

Mr. Benjamin: What about studio charges?

Mr. Martz: I believe most production houses do that, yes.

Mr. Benjamin: What about stations.

Mr. Martz: When I say "production houses", stations that have production facilities do have established rates.

Mr. Forrestall: I wanted to get into the area under "General" on page 4, G.1. May I say at the outset that I am glad somebody has reacted to the way this clause has been drafted, and I appreciate your coming.

Is there no way around this whole business of time allocation in the large metropolitan areas where you have a lot of ridings and theoretically, you are bludgeoned to death? How does one of my colleagues in a major urban centre compete if there are 42, as in your case? Do you have any suggestions that you can make that might assist us in our consideration of the bill?

Mr. Martz: Mr. Forrestall, I think the stations in those areas will have to sit down with the parties and work out some scheme that they all will be satisfied with and that will meet the requirements of the bill. In my particular case, we are an English radio and television station in Montreal and I think part of my problem will go away because our station does not serve certain ridings—people would not view or listen to our station. So I do not think I would be expected to provide time for those candidates or they would not expect to provide time for me. It would not be useful to them. So I think we have to work out a plan with the various parties. I think there has to be some consolidation—and some of it handled through production techniques in the announcements. I think they have to work very closely with the stations.

Mr. Forrestall: But each situation then, in our opinion, will have to be dealt with by the broadcasters and the parties concerned in the area.

Mr. Martz: In the area.

Mr. Forrestall: You have no over-all suggestion to make to us.

Mr. Martz: No. When I think of such cities as Toronto I am happy I am in Montreal, because part of my problem is going to go away. It is going to be very difficult, I think, but they will have to sit down and work out some system. But I cannot tell you how.

Mr. Allard: With the Chairman's permission and after consultation later with my colleagues, it may be that we could work out a suggestion and submit it for the Committee's consideration at a later date in the very near future.

[Interpretation]

réellement pas de taux publiés pour les frais de production.

M. Benjamin: Que dire des frais d'enregistrement en studio?

M. Martz: Je crois que la plupart des maisons de production le font également.

M. Benjamin: Que dire des stations.

M. Martz: Quand je parle des «maisons de production», je veux parler des stations qui ont des installations permettant la production d'émissions et qui, de fait, ont des taux fixes.

M. Forrestall: Je voudrais parler du domaine à la rubrique «générale» à la page 4 G.1. Puis-je dire, dès le début, que je suis heureux de constater que quelqu'un a réagi à l'endroit du libellé de cet article et que je suis heureux que vous l'ayez fait.

N'y a-t-il pas moyen de régler cette question de l'allocation du temps sur les ondes dans les grandes zones métropolitaines qui réunissent bon nombre de circonscriptions et où théoriquement, on n'a aucune chance de se faire entendre. Comment un de mes collègues qui habite un centre urbain très important peut-il faire concurrence à 42 autres candidats comme c'est le cas pour vous, je crois? Pourriez-vous nous proposer quelque chose qui pourrait nous aider dans l'étude de ce bill?

M. Martz: Monsieur Forrestall, je crois que les stations de ces régions devront discuter avec les partis politiques afin d'établir des systèmes qui seront à la satisfaction de tous et qui seront conformes au texte de la loi. Dans mon cas en particulier, nous avons une station de radio et de télévision anglophone à Montréal, et je crois qu'une partie du problème sera éliminée parce que nos stations ne desservent pas les mêmes circonscriptions. Certaines personnes n'écouteront donc pas notre station. Je ne crois pas être tenu d'allouer du temps sur les ondes à ces candidats ni que ceux-ci m'en allouent. Cela ne leur serait pas très utile. Il faut donc établir une certaine façon de procéder avec les divers partis politiques. Je crois que, dans ce domaine, il faut une certaine consolidation, obtenue en partie par des techniques de production qui se reflètent dans les annonces publicitaires. Il faut que ces partis politiques travaillent en étroite collaboration avec les stations.

M. Forrestall: Mais chaque situation, à votre avis, devra alors être discutée en collaboration avec les stations de radio et les partis intéressés dans une région donnée.

M. Martz: Dans une région donnée.

M. Forrestall: Vous n'avez pas de proposition d'ensemble à nous faire?

M. Martz: Non. Lorsque je songe à des villes comme Toronto, je suis heureux d'être à Montréal car une partie de mon problème sera éliminée. Ce sera très difficile, je crois, mais il faudra prendre le temps de réfléchir et de mettre sur pied un système quelconque. Je ne peux pas vous dire comment cela se fera.

M. Allard: Avec la permission du président et lorsque j'aurai consulté certains de mes collègues nous pouvons peut-être vous faire une proposition et la soumettre aux membres du comité un peu plus tard.

[Texte]

Mr. Forrestall: It would have to be in the very near future.

The Chairman: I really doubt if at this point we can usefully put into the law such mechanisms. I am just asking myself this question.

Mr. Martz: Mr. Chairman, in this particular area there are only two really difficult situations and they would be Toronto and Montreal. When you get to Vancouver and some of the more populated areas of southern Ontario it might be a bit of a problem. But it is confined to several geographic areas.

Mr. Forrestall: Let me put the same question then in another context. You are dealing now from the date of the issue of the writ. What position would it put you in if there were a limitation in terms of the campaign itself of, say, 29 or 35 days? Let us take the 29-day situation. Given the number of hours that were available, if everybody wanted them, how would you cope with that, or could you cope with it?

Mr. Martz: The more we try to compress it within a shorter period of time the more difficult it will be to accommodate. We would like as much time as possible to spread it out and I believe it will have a greater impact on the public, instead of this constant campaigning in a very short period of time. I think it would be better for the parties involved.

• 1650

Mr. Forrestall: Do you oppose, then, one of the concepts that we have been attempting to approach in the bill generally—if I may be permitted to take you away from it—and that is the utilization of the shortening of time as one method of cutting down the amount of money. Would you go so far as to say that if the campaign were limited in fact by law that realistically the allocation of time would have to be reviewed? Would you go so far as to say that? I am curious, and we hope that you will be frank and honest with us. We do not want to pursue avenues in the very short time available to us if in fact it is totally impractical in terms of your absolute necessity to survive economically, as well as other factors.

Mr. Martz: I do not think it is as extreme as your last statement, but I believe it may not work to everyone's advantage, primarily the candidate, by having it compressed into such a short period of time. You are not the only candidate that is running in your riding; there are other people; there are other ridings adjacent to you, and there is going to be a lot of campaigning going on on radio and television. The more there is in a short period of time I think the more difficult it will be for the voter to accept it and perhaps absorb it. You may find, if we try to compress it into too short a period, that it will work against the candidates as well. There may be a tuning-out factor in the person's ear or in his perception of what you are saying, and I think you might lose out. What the period is I really do not know.

Mr. Forrestall: If I may, I will make an observation rather than ask questions. I think I will oppose any suggestions there be penalties of 10 per cent or 15 per cent and let it go at that, Mr. Chairman. Thank you for appearing. It has been most useful.

[Interprétation]

M. Forrestall: Il faudrait que ce soit très prochainement.

Le président: Je me demande si nous pouvons réellement insérer de tels mécanismes dans le texte de loi. Je me pose simplement la question.

M. Martz: Monsieur le président, dans ce domaine en particulier, il n'y a que deux villes qui soient dans une situation difficile, ce sont Toronto et Montréal. Lorsque vous allez à Vancouver et dans certaines régions les plus peuplées du sud de l'Ontario, il se peut qu'il y ait aussi un problème à cet égard. Mais celui-ci se limite à certains secteurs géographiques.

M. Forrestall: Permettez-moi de poser la même question dans un contexte différent. Vous traitez maintenant de la question de la date de l'émission du bref d'élection. Quelle serait votre position s'il y avait aussi une limite quant à la durée de la campagne électorale elle-même, disons 29 ou 35 jours? Prenons, par exemple, une situation où la campagne durerait 29 jours. Étant donné le nombre d'heures qui seraient disponibles, comment feriez-vous pour les répartir entre tous ceux qui voudraient les utiliser?

M. Martz: Plus nous essayons de réduire ce temps, plus il sera difficile de satisfaire tout le monde. Nous aimerions avoir le plus de temps possible pour répartir les temps d'écoute sur un grand nombre d'heures, et cela aurait à mon avis, une plus grande influence sur le public que si nous multiplions le nombre d'annonces dans une très courte période de temps. Je crois que cela vaudrait mieux pour le parti politique en cause.

M. Forrestall: Vous opposez vous donc à l'un des principes que nous avons tenté de définir dans le projet de loi—si je peux me permettre de vous en éloigner—qui est d'allouer moins de temps en vue de réduire les dépenses? Iriez-vous jusqu'à dire que si la campagne était limitée par la loi, il faudrait réviser la période de temps allouée? Iriez-vous jusque là? Je suis curieux de le savoir, et nous espérons que vous serez francs et honnêtes avec nous. Étant donné le peu de temps que nous avons, nous ne voulons pas nous engager dans des discussions si cela vous est absolument impossible pour des raisons économiques et autres.

M. Martz: Je ne crois pas que ce soit aussi grave que vous l'avez dit, mais je crois que cela ne serait à l'avantage de personne, encore moins des candidats, de réduire la durée de la campagne. Vous n'êtes pas le seul candidat dans votre circonscription; il y a d'autres gens; il y a d'autres circonscriptions à côté de la vôtre, et il y aura beaucoup de discours électoraux à la radio et à la télévision. Plus il y en aura, pendant une courte période de temps, plus d'électeurs auront de difficultés à les écouter et peut-être à les assimiler. Il se peut que cela tourne au désavantage des candidats eux-mêmes. L'électeur peut cesser de les écouter ou ne pas comprendre ce qu'ils disent, et je crois que les candidats pourraient y perdre. Mais je ne sais vraiment pas quelle est la période de temps allouée.

M. Forrestall: Si vous le permettez, je ne poserai pas de questions, mais je ferai une observation. Je crois que je m'opposerai à toute proposition visant à imposer une amende de dix ou quinze pour cent, et ce sera tout, monsieur le président. Merci de m'avoir permis de témoigner. Cela a été très utile.

[Text]

The Chairman: Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: I am sure it is a matter of time and the shortening of time. In the bill I think the government has tried to accomplish two things at once; the desirability of limiting the cost of election expenses, and the major area of this is obviously broadcasting and advertising, and at the same time accomplish what appeared to us to be a desire amongst the public generally and amongst parties to shorten the campaign. We had the distinct impression that the number of days from the date of the writ to pooling day was not really the problem, it was the continual barrage for seven or eight weeks of newspaper ads, radio and television spots and broadcasts, so we thought that six and a half hours in the aggregate for all parties over a period of 28 days accomplishes the two things; shortening the campaign, the barrage, and placing a severe limit on the amount that can be expended by parties. Do you not think that six and a half hours in 28 days is not unreasonable and is not going to cause any of the congestion that you worry about?

Mr. Martz: I am sorry, in retrospect maybe I misunderstood Mr. Forrestall's question. I think 28 days is all right. I thought we were talking about possibly shortening it even further. The more we try to compress it the more difficult it will be, but I do not think it is a problem in 28 days.

Mr. Benjamin: Fine. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Benjamin.

Mr. Forrestall: Do I understand you correctly that to compress 390 minutes more or less into 28 days would not pose a particular technical problem to you?

Mr. Martz: It also depends on what time of year it happens. If it were to happen in the month of August, or the summer months, this certainly would not be as big a problem for stations as it would be in October.

An hon. Member: Well, a Merry Christmas to you!

Mr. Martz: It depends on the past year, because the commercial weight varies tremendously.

The Chairman: We have some other witnesses, but before I call on them I would like to invite the gentlemen who wished to interject, Mr. Smith, to make some comments, maybe, on some of the questions that were asked.

Mr. Smith (Saint-Jean): The question I had was related to a definition in 99.4 (a). The word "period" appears at the end of that. It is in reference to time on the station, but we could interpret that as to the period of time during the day or the period for the election.

• 1655

Mr. Forest: This refers to the "period" above, not during "this period". He is referring to the beginning on the basis that there is an election and then on Saturday, the second day before . . .

Mr. Smith: Then you do it in "time of the day".

The Chairman: Is it O.K.? Thank you, gentlemen. We will very sincerely consider your recommendations when we review Bill C-211, clause by clause and I believe that for the usefulness of the entries we are grateful to you to have presented these comments to us this afternoon. Thank you so much.

Could the other gentlemen come forward, please? You may stay here if you wish.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Je crois que c'est une question de temps. A mon avis, dans le projet de loi, le gouvernement a essayé d'accomplir deux choses à la fois: il a voulu réduire le coût des élections et cela surtout, bien sûr, dans le secteur de la radiodiffusion et de la publicité, et en même temps, il a manifesté, ce qui semble à la population en général et à tous les partis, un désir de raccourcir la campagne. Nous avons clairement l'impression que le problème ne venait pas du nombre de jours qui séparaient la date du bref d'élection du jour du vote, mais de l'interdiction continue, pendant sept ou huit semaines, d'utiliser les journaux, la radio et la télévision; nous croyons donc qu'accorder six heures et demie en tout pendant une période de 28 jours permet d'atteindre ces deux buts; cela permet de raccourcir la campagne et la période d'interdiction et de limiter étroitement le montant que les partis peuvent dépenser. Ne croyez-vous pas que six heures et demie pendant 28 jours sont suffisantes et ne risquent aucunement de causer l'encombrement que vous craignez?

M. Martz: Je suis désolé, peut-être ai-je mal compris la question de M. Forrestall. Je crois que 28 jours sont tout à fait suffisants. Je croyais que nous parlions d'une période encore plus courte. Plus nous raccourcissons cette période, plus cela est difficile, mais je ne crois pas qu'il y ait de problèmes avec 28 jours.

M. Benjamin: Bien. Merci.

Le président: Merci, monsieur Benjamin.

M. Forrestall: Si je vous ai bien compris, vous ne voyez aucun problème technique particulier au fait de comprimer 390 minutes, plus ou moins, dans l'espace de 28 jours?

M. Martz: Cela dépend aussi de la période de l'année à laquelle cela arrive. Si cela arrivait au moins d'août ou pendant l'été, cela ne poserait certainement pas un problème aussi grand qu'en octobre.

Une voix: Eh bien, Joyeux Noël.

M. Martz: Cela dépend de la période de l'année, parce que le nombre de messages commerciaux varie énormément.

Le président: Nous avons d'autres témoins, mais avant de les appeler, j'aimerais inviter M. Smith, qui voulait parler, à faire quelques observations, peut-être sur certaines des questions posées.

M. Smith (Saint-Jean): Ma question concerne une définition qui se trouve à l'article 99(4) paragraphe (a). Le mot période figure à la fin de ce paragraphe. C'est une allusion au temps alloué dans les stations, mais nous pourrions l'interpréter comme étant la période de la journée ou celle de l'élection.

M. Forest: Cela fait allusion à la «période» ci-dessus, non pas durant «cette période». Il fait allusion au début, dans le cas d'une élection et ensuite, le samedi qui tombe l'avant-veille . . .

M. Smith: Ainsi vous le faites «pendant la journée».

Le président: Ça va? Je vous remercie, messieurs. Nous prendrons en considération vos recommandations lors de l'examen du Bill C-211, article par article, et je crois que l'utilité des efforts qui ont été faits, nous vous sommes reconnaissants de nous avoir présenté ces observations cet après-midi. Je vous remercie.

Les autres témoins veulent-ils s'avancer? Vous pouvez demeurer si vous le désirez.

[Texte]

I wish to introduce to you Mr. Robert C. Short who is the President of the Canadian Cable Television Association and Mr. Marcel J. B. Tardif, General Secretary of the same Association. I think their brief has already been circulated among you, gentlemen, and I would like to invite either Mr. Tardif or Mr. Short to make some comments.

Mr. Robert C. Short (President, Canadian Cable Television Association): Thank you, Mr. Chairman, and members of the Parliamentary Committee on Privileges and Elections.

The members of the Canadian Cable Television Association genuinely appreciate the privilege of submitting comments regarding Bill C-211. Our remarks are not intended to argue with the objectives of Bill C-211, but respectfully to bring to the attention of this Parliamentary Committee, what, in our view appear to be oversights in the drafting of the legislation on the ways and means of implementing the intentions of the bill.

The Canadian Cable Television Association represents 250 companies across Canada who serve 90 per cent of the 5,000,000 Canadian cable viewers. As an industry, our members strongly support the appropriate use of cable as a public information service. Indeed, cable companies engaged in the local origination of programs are not allowed under the CRTC regulations to advertise on the local channel. One might argue that most of the locally originated cable television programs are, therefore, public service offerings inasmuch as there is absolutely no revenue-producing advertising. In other words, Mr. Chairman, the standard rate referred to in the bill is zero for cable companies.

On several occasions, the association has invited each member of Parliament to videotape a message here in Ottawa for replay in a home riding at no charge.

An hon. Member: You have not asked me yet.

Mrs. MacInnis: Me either.

Mr. Short: Well, we do so now, we are happy to do so now and we are really, Mr. Chairman, very earnest about this, and quite disappointed. I do not think we have had six people in the last year take advantage of it.

Mrs. MacInnis: We did not know about it.

Mr. Short: Well, I am glad to have this chance to tell you about it. We did extend this invitation in our last appearance before the parliamentary committee on broadcasting, and we sent this invitation by way of our members to their members here on the Hill, just last March, and may I reiterate it at this point in time.

• 1700

Prior to the drafting of Bill C-211, therefore, the Canadian cable television companies are on record with a voluntary offer to co-operate with the elected representatives of the people and those seeking election in the utilization of the cable distribution systems for public information services.

This legislation to make time available should, in our judgment, be amended in the interests of fairness and equity to all concerned, and we respectfully draw your attention to three specific points which we consider, Mr. Chairman, to be vitally important.

First, of the 360 licensed cable companies in Canada, approximately 100 now have facilities for local origination of programs by the cable company. The other 260 cable

[Interprétation]

Je voudrais vous présenter M. Robert C. Short, président de l'Association canadienne de télévision par câble, et M. Marcel J. B. Tardif, secrétaire général de la même association. Il me semble que l'on vous a distribué des exemplaires de leur mémoire, messieurs, et j'aimerais inviter soit M. Tardif, soit M. Short, à faire des observations.

M. Robert C. Short (président, Association canadienne de télévision par câble): Merci, monsieur le président, et membres du comité parlementaire des privilèges et élections.

Les membres de l'Association canadienne de télévision par câble apprécient sincèrement le privilège de pouvoir présenter des observations concernant le Bill C-211. Nos remarques ne visent pas à remettre en question les objectifs du Bill C-211, mais à présenter respectueusement à l'attention du comité parlementaire ce qui, selon nous, semble être des oublis dans l'énoncé de la mesure à propos des moyens et des façons de mettre en application les intentions du bill.

L'Association canadienne de télévision par câble représente 150 compagnies au Canada au service de 90 pour cent des 5 millions de Canadiens qui reçoivent la câblvision. En tant qu'industrie, nos membres appuient fortement l'usage approprié de la télévision par câble comme service d'information publique. En fait, les compagnies de câblvision mêlées à la production de programmes locaux ne sont pas autorisées en vertu des règlements du CRTC à faire de la publicité sur la scène locale. On pourrait faire remarquer que la plupart des programmes de câblvision produits localement sont par conséquent des offres de service public en ce sens qu'il n'y a pas de publicité suscitant des revenus. En d'autres termes, monsieur le président, le taux courant auquel le bill fait allusion est nul en ce qui concerne les compagnies de câble.

En maintes occasions, l'Association a invité tous les députés à enregistrer un message ici à Ottawa, message qui serait diffusé dans leur circonscription gratuitement.

Une voix: Vous ne m'avez encore rien demandé.

Mme MacInnis: A moi non plus.

M. Short: Eh bien, nous le faisons à présent, nous sommes heureux de le faire et, monsieur le président, notre offre est tout à fait sérieuse, et nous sommes très déçus. Je ne crois pas que l'an dernier plus de six personnes en aient profité.

Mme MacInnis: Nous n'étions pas au courant.

M. Short: Eh bien, je suis heureux de pouvoir vous en parler maintenant. Nous avons renouvelé cette invitation lors de notre dernière apparition au Comité parlementaire sur la radio-diffusion, et nos membres ont fait cette invitation aux députés ici sur la colline, en mars dernier, et je peux la répéter maintenant.

Avant la rédaction du bill C-211, les compagnies canadiennes de câblvision ont cherché volontairement à coopérer avec les représentants élus du peuple et ceux qui cherchaient à être élus en ce qui concerne l'usage des systèmes de câblvision comme services d'information publique.

Selon nous, il faut amender cette législation qui prévoit des périodes de temps mises à la disposition, par souci d'équité et de justice envers les personnes concernées, et très respectueusement nous attirons votre attention sur trois points particuliers qui, monsieur le président, sont à notre sens, très importants.

Tout d'abord, parmi les 360 compagnies de câble canadiennes qui ont un permis, il y en a environ une centaine

[Text]

licensees are relatively small companies which, at present, do not have local cable casting facilities. Their sole function, at the moment, is to improve the quality of the over-the-air television broadcast signals for their subscribers.

Clause 14, proposed section 99.1 of the bill on page 21, Mr. Chairman, presently reads:

(1) In the period beginning on the date of the issue of the writ for a general election and ending on Saturday the second day before polling day, each broadcaster and each licensee of a broadcasting receiving undertaking shall make available to the registered parties an aggregate of six and one-half hours of broadcasting time . . .

We suggest, Mr. Chairman, that this should be amended to read that each broadcaster and each licensee of a broadcasting receiving undertaking with studios transmitting locally originated programs shall make available for the registered parties an aggregate of six and one-half hours of broadcasting time.

Mr. Chairman, we regard the addition of this phrase "with studios transmitting locally originated programs" as an essential amendment for the successful implementation of this bill.

Secondly, may we point out that cable companies with local origination facilities are not allowed to sell any advertising whatsoever under the CRTC regulations.

In addition to offering time to political candidates at no charge on this distribution system, which by the way, Mr. Chairman, costs approximately \$6,000 a mile, the cable licensee remains totally responsible for any illegal statements which are transmitted over the system under present legislation.

We recommend that in order to facilitate the desirable objectives of free access time to cable distribution systems, legislation be included in Bill C-211 and other relevant legislation along the following lines: If, in carrying out the objectives of the Broadcasting Act, a broadcasting receiving undertaking carries a program in which an illegal statement is made and, (a) the broadcasting receiving undertaking did not alter the statement, or (b) the broadcasting receiving undertaking did not have reasonable cause to anticipate that such a statement would be made, then it shall not be responsible nor liable for such statement.

• 1705

A definition of an "illegal statement" would include libel, slander, obscenity, "hate" statements and sedition.

The University of Toronto Law and World Affairs Conference in February, 1971 dealt at length with this situation and the following is an excerpt from one of the papers, if I may quote it:

"With the development of program origination on cable television systems in Canada, the prospect of affording access to minority groups . . ."

and the same applies to any group,

"of society that have so far been denied access to the conventional media has considerably brightened. It is apparent, however, from an examination of the rele-

[Interpretation]

qui disposent à présent de moyens de production de programmes par compagnie de câble. Les 260 autres titulaires de câble sont des compagnies relativement petites qui, à l'heure actuelle, n'ont pas les moyens de diffuser localement par câble. Leur seule fonction, maintenant, est d'améliorer la qualité des ondes radiotélévisées à l'intention de leurs souscripteurs.

L'article 14, proposition d'article 99.1 du bill, à la page 21, monsieur le président, s'énonce ainsi:

(1) Pendant la période commençant le jour de l'émission du bref d'une élection générale et se terminant le samedi de l'avant-veille du jour du scrutin, chaque radiodiffuseur et chaque titulaire d'une entreprise de réception de radiodiffusion doit accorder aux parties enregistrées un total de six heures et demie de temps d'émission . . .

Nous proposons, monsieur le président, d'amender cet énoncé de la façon suivante: chaque radiodiffuseur et chaque titulaire d'une entreprise de réception de radiodiffusion qui possède des studios transmettant des programmes produits localement doit accorder aux parties enregistrées un total de six heures et demie de temps d'antennes.

Monsieur le président, nous pensons que l'addition de cette phrase: «qui possède des studios transmettant des programmes produits localement» représente un amendement essentiel pour une bonne mise en vigueur de ce bill.

Deuxièmement, nous faisons remarquer que les compagnies de câble qui ont des équipements de production locale n'ont pas l'autorisation de vendre de la publicité, quelle qu'elle soit, en vertu des règlements du CRTC.

En plus d'accorder du temps aux candidats politiques gratuitement sur ce système de distribution, qui, en passant, monsieur le président, revient approximativement à \$6,000 le mille, le titulaire du câble reste entièrement responsable de toutes les déclarations illégales qui sont transmises par le système, et ce, en vertu de la législation actuelle.

Afin de permettre les objectifs désirables de libre accès au système de distribution par câble, nous proposons d'inclure la législation dans le bill C-211 et les autres législations qui en découlent, selon les principes suivants: si, en obéissant aux objectifs de la Loi sur la radiodiffusion, une entreprise de réception de radiodiffusion lance un programme dans lequel se trouvent des déclarations illégales et, (a) l'entreprise de réception de radiodiffusion n'a pas changé ces déclarations ou (b) l'entreprise de réception de radiodiffusion ne pouvait raisonnablement

pas prévoir que de telles déclarations seraient faites, alors elle ne devrait pas être tenue responsable ni redevable pour de telles déclarations.

Par "déclaration inégale" on entend diffamation, calomnie, obscénité, déclaration haineuse et séditeuse.

En février 1971, la Conférence de l'université de Toronto sur le droit et le monde des affaires a longuement évoqué cette situation, et ce qui suit est un extrait d'un des documents, si je peux le citer.

"Avec la mise en application, au Canada, de systèmes de production de programmes de télévisions par câble, la perspective de permettre l'accès à des groupes minoritaires . . ."

Et la même chose s'applique à n'importe quel groupe,

"De la société qui n'avait pas jusqu'à présent pu accéder aux moyens d'informations conventionnelles, c'est grandement fait jour. Il apparaît, cependant, à l'exa-

[Texte]

vant texts and statutes that the current state of the law places an almost intolerable burden upon those cablecasters who are courageous enough to provide local programming to their subscribers."

That is the end of the quotation, Mr. Chairman.

In spite of the legal risk, cable companies are providing reasonable citizen access time to these expensive distribution systems. They are providing, at no charge, not only access to an expensive distribution facility, but also the time of program directors and technicians as well as the studio facilities.

Cable companies have demonstrated a willingness to provide free access on a basis which compares very favourably with the other media. We believe, however, there should be relief from the responsibility of illegal statements in these free access situations.

The Chairman: I am sorry, I, for one, do not understand well what you mean by:

We believe, however, there should be relief from the responsibility of illegal statements in these free access situations.

What do you mean? Because you transmit some free access information, you are not reliable?

Mr. Short: No. What we are saying, sir, is that under the present legislation if we provide access to the cable distribution system and an individual makes an illegal statement, the licensee is liable for that situation. There is no 10 second delay on this video programming that there is on some of the radio talk shows. As you know, they put in a 10 second delay to take care of these things. This is just too expensive to provide with a video tape. So it is live, it is immediate and if there is an illegal statement which is libellous or of slander in nature, then the cable licensee can be sued.

The Chairman: You would have a good case in defence by just saying that in law you will not be responsible . . .

Mr. Short: I see what you mean, sir. We hope to always be responsible, but we find it very difficult, particularly in situations where we are not receiving any remuneration, to have this additional legal vulnerability and exposure over which we really have very little control.

The Chairman: All right, carry on.

Mr. Short: That, we think, would be remedied, sir, with this recommendation at the top of page 4.

The third point, Mr. Chairman, speaks to a discrepancy in the equity with which Bill C-211 is applied to the total spectrum of the electronic media. However, sir, in order that these comments not be taken out of context, let us restate the fact that the members of the Canadian Cable Television Association are in favour of the appropriate use of cable television distribution systems for public information services, and in our judgment we have demonstrated a willingness to co-operate in this regard.

• 1710

Clause 14, Section 99.3 of the bill, however, requires the cable television company, under these particular conditions stated in this section, to provide at least 20 minutes of broadcasting time at no charge, in comparison under the

[Interprétation]

men des textes et des statuts qui s'y rapportent, que l'état actuel de la loi met un fardeau presque insupportable sur les épaules des diffuseurs par câble qui ont suffisamment de courage pour accorder des programmes locaux à leurs souscripteurs."

C'est la fin de la citation, monsieur le président.

En dépit du risque légal, les compagnies de câble ont accordé aux citoyens raisonnables un temps d'antenne sur ces systèmes de distribution onéreux. Elles offrent, gratuitement, non seulement l'accès à ces équipements de distribution onéreux, mais également le temps des directeurs de la programmation et des techniciens aussi bien que les équipements du studio.

Les compagnies de câble ont prouvé leur volonté à accorder ce libre accès sur une base très comparable à celles des autres moyens d'informations. Nous pensons, cependant, que l'on devrait les dégager de cette responsabilité des déclarations illégales dans ces situations de libres accès.

Le président: Je suis désolé, quant à moi, je n'ai pas très bien compris ce que vous vouliez dire par:

Nous pensons, cependant, qu'on devrait les dégager de cette responsabilité des déclarations illégales dans les situations de libres accès.

Que voulez-vous dire? Parce que vous transmettez les informations librement accessibles, vous n'êtes pas responsables?

M. Short: Non, ce que nous disons, monsieur, c'est qu'en vertu de l'actuelle législation, si nous donnons liberté d'accès au système de distributions par câble et qu'un individu fait une déclaration illégale, le titulaire est responsable de cette situation. Il n'existe pas dans ces programmes video de délais de 10 secondes comme au cours des émissions parlées radiophoniques. Comme vous le savez, ils s'accordent un délai de 10 secondes pour veiller à ces choses. Il serait trop onéreux de le faire avec une bande video. L'émission étant directe, elle est plus immédiate et s'il se produit des déclarations illégales qui sont diffamantes ou calomnieuses, alors on peut tenter des poursuites contre le titulaire du câble.

Le président: Votre cas serait facilement défendable si vous faisiez remarquer que la loi ne vous tient pas responsable . . .

M. Short: Je vois ce que vous voulez dire, monsieur. Nous espérons être toujours responsables, mais nous pensons qu'il est difficile, particulièrement dans des situations où nous ne sommes pas payés, d'endosser cette vulnérabilité légale sur laquelle nous n'avons pas de contrôle véritable.

Le président: Très bien, poursuivez.

M. Short: On pourrait remédier à cet état de chose, nous pensons, monsieur, par la recommandation citée en haut de la page 4.

Le troisième point, monsieur le président, fait allusion à la différence dans la façon dont le bill C-211 est appliqué à l'ensemble des moyens d'informations électroniques. Toutefois, monsieur, pour que ces commentaires ne soient pas pris hors de contexte il faut réitérer le fait que les membres de l'Association canadienne de la télévision par câble sont en faveur de l'utilisation appropriée des réseaux de distribution de télévision par câble destinée à des services

d'information publique et, à notre avis, nous avons manifesté une volonté réelle de collaborer à cet égard.

A la partie 14 de l'article 99.3 du bill, on exige toutefois qu'une société de télévision par câble, dans une situation

[Text]

same circumstances with at least five minutes of broadcasting time which is paid for in the case of the television broadcasting stations.

We ask, sir, just how this ratio of four to one was arrived at and we wonder if perhaps it is not reversed.

In a similar vein, Clause 14, Section 99.1, prescribes that six and a half hours of broadcasting time be made available, in this case by both the television broadcasters and the cable companies. Here the number of hours is the same, but it should be remembered that at present, the local cablecasting channel is transmitting approximately 40 hours a week, compared with perhaps 140 hours per week in the case of the television broadcasting station. The six and a half hours of time to be made available on a no-charge basis by the cable companies is therefore a considerably higher percentage of the total program schedule than is the case for the television broadcasters, who will be paid for the time they make available.

In urban areas, more than 30 per cent of the population is living in apartments and high-density housing developments. In these centres, many of the apartments and high-density housing developments, including those controlled by the Central Mortgage and Housing Corporation, are connected to master antenna television systems which at present are unlicensed. In equity it does not appear reasonable to apply to licensed broadcasting receiving undertakings regulations that do not apply to the unlicensed systems performing the same function.

We therefore recommend, Mr. Chairman, that this Parliamentary Committee give serious consideration to this question of equality of sacrifice in the interests of public information service, and we offer the resources of our association, modest as they are, for any consultation that the Committee might find useful.

Very earnestly, sir, may I state that we are sincerely anxious to be part of your answers, and not part of your problems. I would like, Mr. Chairman, with your permission, to ask my colleague, le secrétaire général, M. Tardif, to summarize briefly in français the comments.

The Chairman: It is not necessary as we have simultaneous translation. Before my colleagues ask questions, would you like to explain how you proceed? How does the cable organization transmitting system operate? What do you sell, what do you buy, what do you offer, what is your service, precisely—so that we will be in a position to better understand your brief.

Mr. Short: Certainly, sir. Thank you. The cable television began in areas where off-air reception was very, very poor in the remote communities. Trail, British Columbia, is a good example. It is just impossible to get a television signal off air in that mountain valley, and it began in a very unsophisticated way. Several neighbours simply got together and said, "Let us pool some financial resources, and instead of everyone putting up a very high roof-top antenna a few of us will go together and we will buy a sophisticated antenna and mount it in a favourable location on a hilltop or a mountain top, receive the signal and cable it down to those who are part of the group."

• 1715

Unlike the driving of the last spike of the CPR which heralded the fulfilment of ambitious dreams, these people

[Interpretation]

particulière, décrite dans cet article, accorde au moins 20 minutes de temps d'écoute gratuit, alors que dans les conditions normales, il ne s'agit que de 5 minutes au moins de temps d'écoute payé, dans le cas des stations de télévision.

Nous demandons, monsieur, comment on en est arrivé à ce rapport de 4 à 1 et nous demandons aussi si cela ne devrait pas être l'inverse.

De la même façon l'article 99.1 prévoit un temps disponible de 6 h. 30 de radiodiffusion, tant pour les stations de télévision que pour les sociétés par câble. Dans ce cas, le nombre d'heures est le même, mais il faut se rappeler qu'à l'heure actuelle, le réseau de télévision par câble local transmet des émissions environ 40 heures par semaine, en comparaison de 140 heures par semaine dans le cas des stations de télévision. Les 6 h. 30 de temps qui doivent être allouées gratuitement par les sociétés de télévision par câble représentent, par conséquent, un pourcentage beaucoup plus élevé de la totalité des émissions prévues que dans le cas de stations de télévision qui seront payées pour le temps qu'elles alloueront.

Dans les régions urbaines, plus de 30 p. 100 de la population demeure dans des appartements et des condominiums. Dans ces centres, bon nombre d'appartements, y compris ceux sur lesquels la société centrale d'hypothèques et de logement exerce un contrôle, sont reliés à une antenne de télévision principale pour laquelle aucun permis n'est requis actuellement. En toute justice, il ne semble pas raisonnable d'appliquer aux entreprises de radiodiffusion qui détiennent des permis, des règlements qui ne s'appliquent pas aux réseaux qui ne détiennent pas de permis mais qui remplissent la même fonction.

Par conséquent, nous recommandons, monsieur le président, que le présent Comité parlementaire étudie sérieusement cette question pour qu'il y ait égalité de tous les réseaux qui se sacrifient dans l'intérêt de donner un service d'informations publiques et nous offrons les ressources de notre association, si modestes soient-elles, pour toute consultation que le Comité trouvera utile.

Je tiens à dire que nous avons sincèrement hâte de participer à vos réussites et non pas à vos échecs. J'aimerais, avec votre permission, monsieur le président, demander à mon collègue, le secrétaire général, M. Tardif, de résumer brièvement en français mes commentaires.

Le président: Ce n'est pas nécessaire car nous avons un service d'interprétation. Avant que mes collègues posent des questions, pourriez-vous m'expliquer comment vous procédez? Comment exploite-t-on un réseau de télévision par câble? Que vendez-vous, qu'achetez-vous, qu'offrez-vous, quels sont les services que vous offrez précisément de sorte que nous serons dans une meilleure position de comprendre votre mémoire.

M. Short: Certainement, monsieur je vous en remercie. La télévision par câble a commencé dans les régions où la réception des ondes était extrêmement mauvaise, dans des centres éloignés. Le village de Trail, en Colombie-Britannique, en est un bon exemple. Il est tout à fait impossible de capter un signal télévisé dans cette vallée et la mise sur pied d'un système de télévision par câbles s'est faite d'une façon tout à fait modeste au départ. Plusieurs voisins se sont réunis et ont décidé de mettre en commun leurs ressources financières. Ainsi, au lieu de mettre une antenne sur le toit de chaque maison, ils ont décidé que certains d'entre eux achèteraient une antenne plus

moderne et l'installeraient dans un site approprié au-dessus d'une montagne pour qu'on puisse recevoir un signal

[Texte]

who started this cable reception device, had no idea how this technology would expand. It was a very simple technique to improve the off air reception. It was a purely passive device. It was simply an extension of the rabbit-ear antenna on your set, out to a favourable location on a hilltop or somewhere else with a more sophisticated type of antenna. You were then cabled into this more sophisticated device.

So cable began in the remote areas where off air reception was not very good. Then, as the technology developed, it became obvious that this coaxial cable into the home was really an electronic through-way which unlocks the limits of the electromagnetic spectrum. You can only get off air a maximum of 12 channels. Over this coaxial cable, that limit is removed. There are systems in operation today with 60 channels into the home. This then develops a great many other uses for cable than this simple initial function of improving the quality of the off-air broadcast signal. That is where the second functional development took place when cable started, in some cases it was their own local origination. This indeed will be an expanding part of the industry.

The Chairman: Mr. Forest.

Mr. Forest: Your main point at the beginning of paragraph one seems to be that of the 360 licensed cable companies, 260 of these only retransmit signals that are already in the air. Only 100 of them originate programs.

Mr. Short: Right.

Mr. Forest: You seem to have a valid point that these companies should not be obliged to provide free time out of the 6½ hours. I think you have a very good point there. These companies would really transmit something that is already in the air while the others originate programs and sometimes local programs, local publicity and things like that free of charge; but these, you admit, should remain under the 6½ hours.

Mr. Short: Yes, that is right; all we ask for those who are doing local origination is equity. We think it is extremely important and I am very pleased that you agree that for those who are not engaged in this local origination activity, there should be a distinction in the bill that says . . .

Mr. Forest: I agree with you that you have a very valid point there. Now, on the . . .

the Chairman: Mr. Forest, to continue with this, they are not allowed to advertise under the CRTC regulations.

[Interprétation]

électronique qui serait ensuite transmis par câble à chacun des membres du groupe.

Contrairement aux derniers tronçons de chemins de fer du CP qui concrétisaient des rêves ambitieux, ces gens qui, les premiers, ont installé cet appareil pour la réception de télévision par câble n'avaient aucune idée de l'essor que connaîtrait cette technologie. C'était, pour eux, une technique assez simple destinée à améliorer la réception des ondes. Ce n'était qu'un appareil récepteur, et qu'une extension des antennes en oreille de lapin qui sont sur votre appareil de TV, une extension vers un site plus favorable sur une . . . sur le haut d'une colline ou ailleurs, avec une antenne un peu plus moderne et plus compliquée. Puis on se rattachait par câbles à cet appareil plus moderne.

Ainsi donc la télévision par câbles a commencé dans des régions éloignées où la réception n'était pas très bonne. Puis, au fur et à mesure que la technologie se développa, il devint évident que ce câble coaxial qui pénétrait dans les maisons était réellement un dispositif électronique qui pouvait briser les limites du spectre électromagnétique. On peut obtenir au maximum 12 canaux de télévision. A l'aide de ce câble coaxial cette limite est éliminée il y a plusieurs systèmes en opération à l'heure actuelle qui peuvent rattacher 60 canaux au poste récepteur d'une maison. Cette innovation a contribué à développer un grand nombre d'autres usages pour le câble, outre cette fonction initiale d'améliorer la qualité du signal électronique. Voilà d'où vient la deuxième fonction de la télévision par câble car lorsque celui-ci a été installé, dans certains cas c'était là leur réseau local. Cela deviendra évidemment une part sans cesse croissante de cette industrie.

Le président: Monsieur Forest.

M. Forest: Votre point principal, au début du premier paragraphe, semble être que, sur les 300 sociétés de télévision par câble qui détiennent un permis, 260 d'entre elles seulement retransmettent les signaux émis. Et seulement 100 d'entre elles produisent des émissions locales.

M. Short: C'est exact.

M. Forest: Il semble que vous ayez raison de dire alors que ces sociétés ne devraient pas être obligées d'allouer du temps gratuit sur les 6 heures et demie prévues. Je pense que vous avez parfaitement raison. Ces sociétés transmettraient réellement des émissions déjà produites tandis que d'autres produiraient des émissions parfois locales, des émissions publicitaires locales et tout autre genre de choses qui sont gratuites. Mais celles-ci, vous admettez, devraient être prévues dans les limites des 6 heures et demie.

M. Short: Oui, c'est exact. Tout ce que nous demandons pour ceux qui font . . . qui produisent des émissions locales c'est de . . . un peu de justice. Nous croyons qu'il est extrêmement important, et je suis heureux de voir que vous êtes d'accord avec moi, que pour ceux qui ne s'occupent pas de produire des émissions locales, il y ait une distinction dans le libellé de la loi où on dit . . .

M. Forest: Je suis d'accord avec vous car vous avez parfaitement raison à ce sujet. Maintenant pour ce qui est . . .

Le président: Monsieur Forest, je tiens à vous faire remarquer que ces sociétés n'ont pas la permission de faire d'annonces publicitaires en vertu du règlement de la CRTC.

[Text]

Mr. Short: We cannot sell, Mr. Chairman.

Mr. Forest: You cannot sell . . .

The Chairman: We are talking only of the 6½ hours of free time.

Mr. Forest: You want to exempt those who only retransmit a signal compared to those who originate programs.

Mr. Short: That is correct.

Mr. Forest: Yes, I think you have a valid point there. Now, on the 40 hours, the time that you transmit signals or originate programs, is that an average across the board?

• 1720

Mr. Short: It is an approximation, sir, I think the two cable companies in Ottawa here do about five to six hours a day, and for those hundred cable companies that are doing local origination it is between 35 and 40 hours a week. They come on around 3:00 in the afternoon and . . .

Mr. Forest: All of their own volition, it is not a maximum. If they had to provide 6½ hours it would not disadvantage them much. They could just extend the time and then . . .

Mr. Short: That is right.

Mr. Forest: . . . fit it in very easily.

Mr. Short: Yes, the time is there, sir, but there is the expense of the technicians and the program people for which there is no remuneration.

Mr. Forest: That is not part of our reference, whether they should be remunerated or not. That is already a CRTC decision.

Mr. McBride: Mr. Chairman, would Mr. Forest allow me a supplementary on this very point?

The Chairman: Yes, Mr. McBride.

Mr. McBride: Mr. Chairman, through you to the witness, if there is no remuneration, let us ask a cynical question, why do they bother generating any broadcasts at all?

Mr. Short: It is a very good question and I will try to answer it directly.

We are a very diverse association with small companies and large companies as members. As a matter of fact, Mr. Chairman, of the seven largest cable companies in North America, six are in Canada. We are world leaders in this field. A number of cable companies—I would say perhaps six—and a mixture of large and small companies prior to the CRTC assumption of the regulation of cable in 1968—Montreal is a good example—found it built subscribers to have a local channel addressing the local community. It is not the size of the community that is the most important factor, Mr. McBride. We find that where there is a vacuum, where the other media is not speaking to the needs of that local area, whether it is large or small, whether it is Montreal or Elora, Ontario, if the community feels that their needs are not being reflected then there is a great response to the local channel and it actually builds subscribers. That is why a few started it before the CRTC assumed the regulatory authority.

[Interpretation]

M. Short: Nous pouvons vendre, monsieur le président.

M. Forest: Vous ne pouvez vendre . . .

Le président: Nous ne parlons que des 6 heures et demie de temps gratuit.

M. Forest: Vous voulez exempter les sociétés qui ne font que retransmettre un signal comparé à celles qui produisent des émissions locales.

M. Short: C'est exact.

M. Forest: Oui je crois que vous avez parfaitement raison. Est-ce juste de dire qu'en moyenne un peu partout au Canada vous transmettez des signaux ou vous produisez des émissions durant 40 heures?

M. Short: C'est un chiffre approximatif monsieur, je crois que les deux sociétés de câblevision ici, à Ottawa, sont sur les ondes cinq ou six heures par jour, et quant aux centaines d'autres sociétés de câblevision qui font de la retransmission locale, elles font entre 35 et 40 heures par semaine. Elles sont sur les ondes à 3 heures de l'après-midi et . . .

M. Forest: Chacune leur tour, et ce n'est pas un maximum. Ce serait un grand désavantage pour elles s'il fallait qu'elles fournissent un programme de six heures et demie. Il leur faudrait alors étirer le temps . . .

M. Short: C'est exact.

M. Forest: . . . tout concorde facilement.

M. Short: Oui, le temps est un facteur, monsieur, mais il y a les dépenses, le salaire des techniciens, les programmes destinés à la population pour lesquels elles ne reçoivent aucune rémunération.

M. Forest: Ceci ne fait pas partie de nos attributions de savoir si elles sont rémunérées ou non. Cette décision relève du Conseil de la radio et de la télévision canadiennes.

M. McBride: Monsieur le président, M. Forest me permettrait-il une autre question sur ce sujet?

Le président: Oui, monsieur McBride.

M. McBride: Monsieur le président, selon mon témoin, s'il n'y a pas de rémunération, est-ce que je pourrais me permettre de poser une question qui peut paraître assez cynique. Pourquoi s'embarrassent-elles de travailler dans ce domaine?

M. Short: C'est une bonne question et j'essaierai d'y répondre.

La composition de notre association est assez complexe; nous sommes formés de petites et de grandes compagnies. Effectivement, monsieur le président, sur les 7 plus grandes sociétés de câblevision en Amérique du Nord, 6 sont situées au Canada. Nous sommes les premiers au monde dans ce domaine. Avant la demande de réglementation de la câblevision en 1968 par le Conseil canadien de la télévision et de la radio, de nombreuses sociétés de câblevision, grandes ou petites, et Montréal en est un excellent exemple, ont trouvé des signataires afin d'accorder ces services aux petites communautés. Ce n'est pas la grandeur de la communauté qui est le facteur le plus important, monsieur McBride. Nous avons découvert, que lorsqu'il y a un vide à combler, et que les autres media ne répondent pas aux besoins locaux, que les villages soient grands ou petits, que ce soit à Montréal, à Elora, en Ontario, si cette communauté se rend compte qu'on ne répond pas à ses besoins, dès lors on trouve des signataires sur place pour obtenir le

[Texte]

However, in May 1969 the CRTC issued a very strong exhortation to cable companies to get involved in local origination. They felt that this was something cable should do, and if you examine the hearings of the CRTC on licence applications and licence renewals, most of their questioning to the applicants is on their plans for local origination. In all honesty, the CRTC has very definitely exhorted cable companies to do this. We think it is correct that in cable policy of last July this local origination remains voluntary because where it is done with enthusiasm to fit a real need, there is excellence, whereas with legislation on this point there might just be tokenism.

The Chairman: That sounds like an argument against marriage.

Mr. Forest.

Mr. Forest: On proposed Section 99.3 do you consider 20 minutes, in the case of the time available for a candidate, would be too long?

Mr. Short: Sir, we are not arguing with the 20 minutes really. I think, for instance, those members of Parliament here in Ottawa who have made tapes for replay back in the home ridings, have found 20 minutes to be a good time span for the message. Another thing that cable does is unlock this fixed, rigid time schedule of broadcast. All we are saying is that we should not, under proposed Section 99.3, be required to do four times as much as the broadcasters for nothing.

• 1725

Mr. Forest: Not the radio. The radio broadcasting will be stopped within 20 minutes too. It is only television.

Mr. Short: Right. It is just television, but we are analogous to television. It is a video, We think there ought to be equity there, and we are not arguing with the 20 minutes per se.

The Chairman: Do you feel that you are bound within that bill to cable messages that are already transmitted by other organizations in the area? Or is it a parallel service that you want to offer?

Mr. Short: It would be parallel service in our judgment for those cable companies that are at present in that business of local origination. We would not think it is your intention to force a very small cable operator. I think just off hand that our member in Banff has 80 subscribers at five dollars a month. You figure it out. You are asking him to put in a studio for local origination. He will turn in his licence. That is not your intention.

The Chairman: He has no licence for that either.

[Interprétation]

câblevision. Voilà pourquoi quelques-unes d'entre elles ont mis sur pied ce service avant que le CRTC en assume la réglementation.

Cependant, en mai 1969, le CRTC a encouragé fortement les sociétés de câblevision à s'engager dans la diffusion locale. Il pensait que c'était du ressort du câblevision, et si vous étudiez les audiences du CRTC sur la question des demandes de permis ou du renouvellement des permis, la plupart de leurs questions aux candidats s'adressent à la transmission locale. En toute honnêteté, le CRTC a définitivement encouragé les sociétés de câblevision à le faire. Nous croyons qu'il est juste, dans le cas des politiques de câblevision de juillet dernier, que la retransmission des programmes locaux demeure volontaire, du moins, dans les endroits où on le fait avec enthousiasme et où elle réponde à un besoin réel; celle-ci est faite d'une excellente façon dans les régions où la législation n'est pas trop pointilleuse.

Le président: Ceci ressemble à un argument contre le mariage.

Monsieur Forest.

M. Forest: Pour ce qui concerne l'article 99.3, pensez-vous que 20 minutes, dans le cas du temps accordé aux candidats, soit trop long?

M. Short: Monsieur, nous n'avons vraiment pas discuté de la question du 20 minutes. Je crois, par exemple, que les députés, ici, à Ottawa, qui ont enregistré des rubans pour les faire passer dans leurs circonscriptions ont découvert que 20 minutes était un temps suffisamment long pour diffuser leurs messages. Il y a un autre aspect du câblevision qu'il faut considérer: il permet de se soustraire aux horaires rigides. Tout ce que nous préconisons actuellement, c'est qu'on ne doit pas, comme le veut l'article 99.3,

être obligé d'accorder quatre fois plus de temps que les autres télédiffuseurs sans être rémunérés.

M. Forest: Il ne s'agit pas de la radio. La radiodiffusion s'arrêtera au bout de vingt minutes également. Cela ne vaut que pour la télévision.

M. Short: C'est exact. Cela ne vaut que pour la télévision, mais notre cas est très semblable à celui de la télévision. Il s'agit d'un vidéo. Nous pensons qu'il devrait y avoir égalité; nous ne discutons pas les vingt minutes en elles-mêmes.

Le président: Avez-vous l'impression que le projet de loi vous oblige à transmettre par câble des messages qui ont déjà été émis par d'autres organismes dans la région? Ou désirez-vous offrir un service parallèle?

M. Short: Il s'agirait, à notre avis, d'un service parallèle dans le cas des sociétés qui diffusent actuellement par câble dans la région même. Vous n'avez pas l'intention, croyons-nous, de forcer une petite entreprise de diffusion par câble: si je me souviens bien, je crois que notre société membre à Banff a 80 abonnés qui payent chacun \$5. par mois. Essayez de vous imaginer. Vous lui demandez de monter un studio pour diffuser à partir de cette région, elle vous rendra sûrement son permis. Je ne crois pas que ce soit là votre intention.

Le président: Elle n'a pas de permis pour faire cela non plus.

[Text]

Mr. Short: No.

The Chairman: Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: On the same subject, Mr. Chairman, there is nothing to prevent parties or candidates from having a film or a tape made . . .

Mr. Short: No.

Mr. Benjamin: . . . and taking it to a cable company that does not have local origination, and they can comply with the law whatever it reads. Whether it reads 20 minutes or six and a half hours or . . .

Mr. Short: If they do not have local origination facilities, they have no way of getting it on the air. They would have to have a telstar and a local studio transmission setup.

Mr. Benjamin: Then those that do not have local origination pick up their . . .

Mr. Short: It is just a sophisticated antenna, just like your rabbit ears.

Mr. Benjamin: Right. What is to prevent them from at least carrying the . . .

Mr. Short: They have no way of getting it converted from film to the electronic transmission.

Mr. Benjamin: What would have to happen if the cable system did not have local origination—if for example five minutes was going out on the local television station, and there was a cable company that used its stuff, it would have to go on the same cable company at the same time.

Mr. Short: That is right, simultaneously.

Mr. Benjamin: What would be wrong with that?

Mr. Short: Nothing, but it is our interpretation . . .

Mr. Benjamin: Are you going to be able to do five minutes the way the bill reads now, and not twenty?

Mr. Short: Right. In the case of those cable companies with only this passive retransmission function, we do not think the bill should apply to them at all, and at the present time it does. They have no way of giving any time.

Mr. Forest: Yes, you are right.

Mr. Benjamin: I see. The only way it would work then would be if they carried it at exactly the same time as the originating station does.

Mr. Short: If they just retransmit it, fine and dandy.

Mr. Benjamin: Just retransmit it. Yes.

Mr. Short: That is right. There is no way of them giving you any time. They are just a straight receiver.

Mr. Benjamin: Right. Would it be correct to say that in the five minutes that the local station carried a cable company of that kind they would automatically carry it as well?

Mr. Short: That is right.

Mr. Benjamin: So the ones that do not have local origination would be carrying the five minutes as the bill reads now, and that is all that they would be able to carry.

[Interpretation]

M. Short: Non.

Le président: Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Pour continuer sur le même sujet, monsieur le président, il n'y a rien qui empêche les partis ou les candidats de faire faire un film ou une bande . . .

M. Short: Non.

M. Benjamin: Et de l'apporter à une société de diffusion par câble qui n'émet pas d'émissions locales. Ils peuvent ainsi satisfaire la Loi qu'elle prévoit vingt minutes ou six heures et demi ou . . .

M. Short: S'ils n'ont pas de studio pour enregistrer des émissions locales, il n'y a pas moyen de le diffuser. Il leur faudrait un telstart et le transmettre à partir d'un studio de l'endroit.

M. Benjamin: Par conséquent, ceux qui n'ont pas d'émissions locales prennent leur . . .

M. Short: Ce n'est qu'une antenne plus compliquée, comme celle qu'on met sur les appareils de télévision.

M. Benjamin: Vous avez raison. Comment les empêche-t-on de transmettre . . .

M. Short: Ils ne peuvent convertir le film pour le transmettre électroniquement.

M. Benjamin: Qu'advierait-il si le poste diffusion par câble n'avait pas de programme locaux—si, par exemple, on diffusait pendant cinq minutes sur une chaîne de télévision locale, et qu'une société de câble se servait de la même matière, ils devraient diffuser sur la même société de câble en même temps.

M. Short: C'est exact, en même temps.

M. Benjamin: Il n'y a pas de mal à cela?

M. Short: Rien, mais notre interprétation . . .

M. Benjamin: Pourriez-vous diffuser pendant cinq minutes, comme le prévoit le projet de loi actuellement, et non vingt minutes?

M. Short: C'est exact. Nous croyons que le projet de loi ne devrait pas s'appliquer, comme il le fait maintenant, aux sociétés de diffusion par câble qui ne jouent qu'un rôle de retransmission passif. Elles ne disposent pas de temps.

M. Forest: Oui, vous avez raison.

M. Benjamin: Je vois. Cela pourrait fonctionner seulement s'ils le transmettaient exactement au même moment que la chaîne d'où il émane.

M. Short: S'ils ne font que le retransmettre, cela convient.

M. Benjamin: Seulement la retransmission. D'accord.

M. Short: C'est exact. Ils n'ont pas de temps à vous donner. Ils ne font que recevoir les émissions.

M. Benjamin: C'est cela. Serait-il exact de dire que les cinq minutes émises par la chaîne locale seraient automatiquement retransmises à la société de diffusion par câble?

M. Short: C'est exact.

M. Benjamin: Ainsi, les sociétés qui ne diffusent pas d'émissions locales retransmettraient les cinq minutes, comme le prévoit le projet de loi actuellement, et ce serait à leur seule fonction.

[Texte]

Mr. Short: The bill says "must make time available". If the time on the Ottawa CBC transmitter here is maybe picked up by a cable company that has no local origination, that is carried right through. It is just an extension of your aerial. That is all it is. But that little cable company cannot give you an additional six and a half hours. It has no way of getting on their air for even a minute.

Mr. Benjamin: No. But they would carry the same six and a half hours that the other . . .

Mr. Short: Yes.

Mr. Benjamin: So they would then be complying with the provisions in the bill.

Mr. Short: No. As we read it now, they would be in difficulty, because the proposed act as we read it means even those that do not have local origination would in fact get it and put you on for six and a half hours, and we think that ought to be clarified.

Mr. Benjamin: I do not see how you can read that. If they do in fact carry the six and a half hours that is allocated to parties, and they do in fact carry the five minutes allocated to the candidates, then they have complied.

M. Tardif (Secrétaire général): Monsieur le président, puis-je ajouter un mot? Nous avons rencontré des gens du Conseil privé ces derniers temps et le 16 mai on a émis un communiqué de presse, dans lequel, en page 4, on fait la distinction entre ceux qui sont en mesure de produire et ceux qui ne le sont pas, de telle sorte, que, selon que le projet de Loi est présenté actuellement, non seulement les télédistributeurs seraient tenus d'accorder les six heures et demie obligatoires, mais en plus ils devraient, comme l'a mentionné mon collègue, accorder vingt minutes dans un cas et deux minutes dans l'autre, selon que nous couvrons une seule circonscription ou plusieurs circonscriptions. Il s'agit, je pense, de faire la distinction entre les signaux de télévision que nous retransmettons d'une part et d'autre part, la programmation locale que nous sommes ou nous ne sommes pas en mesure de produire. Selon l'article 14.99(1), on lit bien que les distributeurs, au même titre que les radiodiffuseurs, devraient produire six heures de programmation locale alors que dans la plupart des cas, comme on l'a expliqué, les compagnies ne sont pas en mesure de produire quelque programmation que ce soit.

Mr. Benjamin: You are not getting through to me. If you are retransmitting, all the cable companies without originating facilities are doing is retransmitting the broadcast that is going on and they will automatically carry it.

Mr. Short: Correct, right.

Mr. Benjamin: And because they have carried it they then have provided.

Mr. Short: Then our worries are over, if that is the interpretation. As a matter of fact those with local origination stations are anxious to give you the six and a half hours, not only on what they are retransmitting but you get six and a half hours on the local channel as well. Do you see?

[Interprétation]

M. Short: Le projet de loi dit «doit fournir du temps». Si le temps d'émission de l'émetteur de Radio-Canada à Ottawa est enregistré par une société de câble qui n'a pas d'émissions locales, elle passe immédiatement. Ce n'est qu'une extension de votre antenne. Mais cette petite société de diffusion par câble est incapable de vous donner six heures et demie de plus. Il lui est impossible de diffuser, ne serait-ce qu'une minute.

M. Benjamin: Non, mais elle retransmettrait les six heures et demie que l'autre . . .

M. Short: Oui.

M. Benjamin: Elle s'en tiendrait donc aux dispositions du projet de loi.

M. Short: Non. Il y aurait des problèmes, car la loi proposée prévoit que même ceux qui n'ont pas d'émissions locales l'obtiendraient en fait et le diffuseraient pendant six heures et demie; nous croyons que cette question devrait être éclaircie.

M. Benjamin: Je ne vois pas comment vous pouvez en arriver à cette interprétation. Si elles retransmettent en fait les six heures et demie allouées aux partis, et qu'elles transmettent également les cinq minutes allouées aux candidats, elles se sont conformées à la loi.

Mr. Tardif (Secretary General): Mr. Chairman, may I add one word? We have recently met people from the Privy Council and on May 16th we had put forth a press conference in which, on page 4, we make the distinction between those who are able to produce and those who are not. So, according to the present bill, not only would the broadcasters have to give out 6.5 compulsory hours, but also they would, as my colleagues said, have to give out 20 minutes in a case and 2 minutes in another depending on whether we cover only one riding or many ridings. That is, I think to make a distinction between television signals that we retransmit in one case and in another, the local programming that we can or cannot produce. According to Section 14.99 (1) it is said that distributors, just like broadcasters, should be able to put out six hours of local programming whereas in most cases, as we have explained, companies are not able to put out any programming whatsoever.

M. Benjamin: Je ne vous comprends pas très bien. Si vous retransmettez, tout ce que les compagnies qui ne sont pas en mesure de produire pourront faire sera de transmettre la radiodiffusion qui passera et qu'elles reprendront automatiquement.

M. Short: C'est exact.

M. Benjamin: Et parce qu'elles l'ont reprise, elles ont fourni quelque chose.

M. Short: Si c'est là l'interprétation, nous n'avons donc plus aucun souci. En fait, ceux qui possèdent des postes de programmation locale ont hâte de vous donner les six heures et demie, non pas seulement sur ce qu'ils retransmettent mais aussi sur le poste local. C'est cela?

[Text]

Mr. Benjamin: No. I am not a lawyer.

The Chairman: You will not be in as many areas if you are the only transmitter of programs, so you multiply the six and a half hours by two.

Mr. Short: Yes, and that is fine. But those that have local origination facilities are anxious to go along with the six and a half hours; those that do not have local origination facilities do not want to feel obliged to have to put them in for the cable company to give you six and a half hours. Of course the off air signals we transmit without delay and without any change whatsoever. In our view, if you would just add this clause as we have suggested and specify that, "broadcasting and receiving undertakings with studios transmitting locally originating programs shall make available," it would be fine. That means that the Ottawa cablevision company is going to make available six and a half hours and so forth.

Mr. Benjamin: And the one in Banff.

Mr. Short: Banff is not.

Mr. Benjamin: If we insert that in the clause would you then interpret the bill as amended to mean that those 260 companies that do not have local origination would be still complying by just retransmitting what is going on in the original presentation.

Mr. Short: Correct.

Mr. Benjamin: I see. You are not trying to let those 260 off the hook.

Mr. Short: No; they have to carry the off air signals without any change.

Mr. Benjamin: Right.

Mr. Short: They are bound to.

Mr. Forest: They would be bound to.

Mr. Short: Correct. They are now. Well, that is their business. They do not need to be legislated to do that; that is their service.

Mr. Forest: They do that automatically.

Mr. Short: Yes.

The Chairman: Would you request that this apply for your six and a half hours in areas where there are services other than the cable or in areas where you are the only ones?

Mr. Short: I think frankly, Mr. Chairman, that I speak with confidence for all our members who have local origination facilities and are transmitting locally originated programs. They want to be involved in the electoral process, they want to give the six and a half hours, and we think this is the way it should be.

Mr. Benjamin: It costs nothing.

Mr. Short: No, we are not allowed to charge. We just say that we should not be asked for more than those who are getting paid for the same thing. That is all we ask. It is that simple.

[Interpretation]

M. Benjamin: Non. Je ne suis pas homme de loi.

Le président: Vous ne couvrirez pas autant de régions si vous êtes le seul transmetteur d'émissions, et ainsi vous multipliez les six heures et demie par deux.

M. Short: Oui, et cela va. Mais ceux qui possèdent la programmation locale ont hâte de se joindre aux six heures et demie; ceux qui n'ont pas la programmation locale ne veulent pas se sentir obligés d'introduire les six heures et demie afin que les compagnies de cablo-vision les donnent également. Bien entendu, on transmet sans délai et sans changement les signaux qui ne paraissent pas sur les ondes. Selon nous, si vous ajoutiez ces dispositions comme nous l'avons suggéré et que vous spécifiez que «les entreprises de radiodiffusion ainsi que les studios qui transmettent les émissions de programmation locale devront rendre disponibles» cela serait parfait. Cela signifie que la société de cablo-vision d'Ottawa devra rendre disponibles six heures et demie et ainsi de suite.

M. Benjamin: Et celle de Banff?

M. Short: Non, il n'en est pas question.

M. Benjamin: Si vous insérez cela dans la disposition, cela voudrait-il dire que le bill tel qu'amendé signifiera que les 260 sociétés qui ne font pas de production locale ne devront retransmettre que ce qui se trouve dans la présentation originale.

M. Short: C'est cela.

M. Benjamin: Je vois. Vous n'essayez pas de vous débarrasser de ces 260 sociétés.

M. Short: Non; elles doivent continuer de transmettre les signaux qui ne sont pas en ondes, et ce, sans aucun changement.

M. Benjamin: C'est exact.

M. Short: De toute façon elles devront s'en tenir à cela.

M. Forest: Elles devront s'y soumettre.

M. Short: C'est exact. Elles le font actuellement. Eh bien, c'est leur affaire. On n'a pas à leur faire de loi à ce sujet; c'est là leur service.

M. Forest: Elles le font automatiquement.

M. Short: C'est exact.

Le président: Voudriez-vous que ceci s'applique à vos six heures et demie dans la région où il y a des services autres que la cablo-vision ou dans les régions où vous êtes les seuls?

M. Short: Je crois franchement, monsieur le président, que je parle en toute confiance au nom de nos membres qui ont des postes de production locale et qui transmettent les émissions d'origine locale. Ils veulent être compris dans le processus électoral, ils veulent donner les six heures et demie, et nous croyons que c'est la façon dont les choses devraient être faites.

M. Benjamin: Cela ne coûte rien.

M. Short: Non, il ne nous est pas permis de débiter des frais. Nous disons simplement que l'on ne devrait pas nous demander plus qu'à ceux qui sont payés pour la même chose. C'est tout ce que nous demandons. C'est aussi simple que cela.

[Texte]

The Chairman: Are there any questions?

Mrs. MacInnis: Wait a minute, we did not get to the legal part, did we?

The Chairman: The legal part?

Mrs. MacInnis: The legal and the illegal, being responsible for the libel and so on. I would like to hear a little more on that and I do not think we have gone into that, have we?

The Chairman: I do not think we can go very far on this today.

Mrs. MacInnis: It seems to me that we ought to find out a little bit more about the reasons for this.

The Chairman: Yes, it is a really valid point because we transmit. If we are bound to transmit . . .

Mrs. MacInnis: This is right because I remember years ago with the radio you had to have a script ready ahead of time to protect both yourself and the station, I guess mainly the station, and then gradually they did away with that. I suppose in the taping process it was not necessary and they seem to have done away with it now both for live television and live radio. I do not think in radio it is very necessary to have these precautions ahead, but are there cases very often where stations now get into difficulties with libel, either radio or television?

Mr. Short: No, fortunately there have not been a large number of problems in this regard. The radio stations, though—our radio people are not here—still do have a 10-second delay on the talk shows in particular so they can monitor, clip and prevent an illegal statement going out over the air. We found this was just too expensive with video tapes to try to do this.

An hon. Member: Would you not edit the tape before you put it on?

Mr. Short: Yes, if it is prepared ahead of time, but there is a vulnerability here on the live shows.

The Chairman: This is the point. You claim a certain willingness to provide free access, but you do not want to be responsible for illegal statements that are made within your scheme.

Mr. Short: At the present time we are legally liable.

Mrs. MacInnis: This seems rather peculiar. I should think the radio and television people would be rather upset to think they could be liable for all this . . .

Mr. Short: They are.

The Chairman: They are.

Mrs. MacInnis: . . . whereas you people would not be. Is there no other way?

Mr. Short: No, I think it ought to be general. We are arguing that it ought to be applied to broadcasting per se.

[Interprétation]

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

Mme MacInnis: Un instant, nous n'avons pas traité de l'aspect juridique, n'est-ce pas?

Le président: L'aspect juridique?

Mme MacInnis: Les aspects légal et illégal dont relève la diffamation et ainsi de suite. J'aimerais qu'on en traite un peu plus et je ne crois pas que nous ayons abordé ce sujet, n'est-ce pas?

Le président: A mon avis, nous ne sommes pas en mesure d'approfondir ce sujet aujourd'hui.

Mme MacInnis: Il me semble que nous devrions nous efforcer davantage d'en découvrir les raisons.

Le président: Oui, c'est un sujet tout à fait pertinent, car nous transmettons. Si nous devons transmettre . . .

Mme MacInnis: C'est exact. Ainsi, dans le domaine de la radio, je me souviens qu'il fallait préparer le texte d'émission afin de se protéger et de protéger la station radiophonique—surtout cette dernière, je crois—et, peu à peu, on a changé de méthode. Je suppose que cela n'est pas nécessaire pour l'enregistrement, et cette méthode n'a plus cours, tant pour la télévision que pour la radio en direct. Quant à la radio, je ne crois pas qu'il soit bien nécessaire de prendre de telles précautions. Cependant, se présente-t-il souvent des cas de diffamation, soit dans le domaine de la radio ou dans celui de la télévision?

M. Short: Non, heureusement, nous n'avons pas eu à faire face à des problèmes de ce genre. Toutefois, les stations radiophoniques—elles n'ont pas de représentants ici—disposent encore d'un délai de 10 secondes, surtout pour les émissions causeries, de sorte qu'elles sont en mesure de contrôler, de couper et d'empêcher qu'une déclaration illícite ne soit retransmise. Nous nous sommes rendus compte que cela coûtait trop cher de rubans magnétoscopiques pour faire la même chose à la télévision.

Une voix: N'éditez-vous pas le ruban avant de le télédiffuser?

M. Short: Oui, si l'on prend le temps de la préparer, car les émissions en direct sont toujours plus vulnérables.

Le président: Voilà la question. Dans une certaine mesure, vous vous dites prêts à fournir la liberté d'expression, mais vous ne voulez pas vous porter garants des affirmations illicites retransmises dans le cadre de vos émissions.

M. Short: A l'heure actuelle, nous sommes responsables de par la loi.

Mme MacInnis: Cela semble plutôt étrange. Je crois que les employés de la radio et de la télévision seraient passablement troublés de savoir qu'ils sont responsables de par la loi.

M. Short: Ils le sont.

Le président: Ils le sont.

Mme MacInnis: Tandis que vous, vous ne le seriez pas. Y a-t-il une autre solution?

M. Short: Non, je crois que cela devrait être généralisé. Nous estimons que cela devrait toucher essentiellement la radiodiffusion.

[Text]

Mrs. MacInnis: Is there any way in which cablevision can protect itself, such as using the time lag that you say radio has.

Mr. Short: No practical way. We do not get any revenue from advertising. The expense involved in video taping and having an instant replay 10 seconds later is very sizeable.

Mrs. MacInnis: There is no technological way in which that can be . . .

Mr. Short: Yes, you can have an instant replay, but it is expensive, very expensive.

The Chairman: Then you are twice responsible.

Mr. Short: That might be the way to do it if there were revenue on this local channel, but it is prohibitive in practice where it is a free access type of thing. I must add, Mr. Chairman, that we frankly have not had a great many cases of this, but the lawyers tell us we are extremely vulnerable.

The Chairman: I think you must stay vulnerable because you are transmitting messages. If you wish, within your media, to invite people to make statements, then you must take part of the responsibility of these transmissions.

Mrs. MacInnis: Would you not think the . . .

The Chairman: Otherwise anyone could go—you are responsible people—to your studios and say something without your being responsible for it.

Mrs. MacInnis: I wonder, Mr. Chairman, if the vulnerability of candidates would not protect you.

Mr. Short: Yes, probably it would. I think, as a matter of fact, it is a credit to our total society. This free-access time in the larger urban centres is open to anyone and these groups are coming on. We have not been in trouble yet.

The Chairman: To put a fence in a law does not mean that we are reflecting on the population as a whole.

Mr. Benjamin: Would this be helpful, in the case of cable companies, if the law said that where the candidate or party failed to provide an advanced script . . .

Mr. Short: Yes.

Mr. Benjamin: Then the cable company would be relieved of any—But then even with the advance script, what is to stop him from leaving his script for 30 seconds and saying something real mean about his opponent? How are you going to stop him?

The Chairman: I think we will have better arguments than attacking on opponents.

Mr. Benjamin: You and the candidate can go to jail together.

Mr. Short: Well, we just wanted you to be aware.

[Interpretation]

Mme MacInnis: La cablovision est-elle en mesure de se protéger en se servant du laps de temps dont la radio dispose?

M. Short: Il n'y a pas de solution pratique. La publicité ne nous apporte aucun revenu. Les frais d'enregistrement vidéoscopique et de reprise éclair 10 secondes plus tard sont passablement élevés.

Mme MacInnis: Aucun moyen technique ne vous permet de . . .

M. Short: Oui, nous avons les reprises éclair mais ce procédé est coûteux, très coûteux.

Le président: Alors vous êtes doublement responsables.

M. Short: Cela pourrait être la façon de régler la question, si ce canal régional nous apportait quelques revenus. Mais cela est défendu dans la pratique, car c'est un genre de liberté d'accès. Je dois ajouter, monsieur le président, que ces cas ne se présentent vraiment pas souvent, mais nos avocats nous disent que nous sommes très vulnérables.

Le président: Je crois que vous devez le demeurer, car vous transmettez des messages. Si vous voulez vous servir de votre instrument de publicité pour inviter les gens à émettre leur opinion, vous vous devez d'assumer une part de responsabilités pour ces émissions.

Mme MacInnis: Ne croyez-vous pas que . . .

Le président: Sans quoi n'importe qui pourrait se rendre à vos studios et dire n'importe quoi sans que vous soyez responsables. Il va sans dire, que vous êtes des personnes responsables.

Mme MacInnis: Je me demande, monsieur le président, si la vulnérabilité des candidats ne vous protégerait pas.

M. Short: Oui, probablement. Je crois en fait que cela est tout à l'honneur de l'ensemble de notre société. Ce temps gratuit est offert à tout le monde dans les centres urbains et ces groupes commencent à s'en prévaloir. Nous n'avons eu aucun problème jusqu'ici.

Le président: Encadrer des lois ne signifie pas nécessairement qu'on censure toute une population.

M. Benjamin: Est-ce que ce serait utile, dans le cas des sociétés de câblovision, si la loi prévoyait que le candidat ou le parti qui omet de fournir un texte à l'avance . . .

M. Short: Oui.

M. Benjamin: La compagnie serait relevée de tout . . . Mais même dans le cas de texte fourni à l'avance, qui pourrait l'empêcher de laisser tomber pour une trentaine de secondes le texte et d'attaquer personnellement son adversaire? Comment pourrait-on l'arrêter?

Le président: Je crois qu'on peut trouver de meilleurs arguments que d'attaquer personnellement un adversaire.

M. Benjamin: Vous et le candidat, vous pourriez tous deux aller en prison pour cela.

M. Short: Nous voulions seulement que vous soyez mis au courant.

• 1740

Issue No. 8

[Texte]

M. Tardif: Monsieur le président . . .

Le président: Excusez-moi, monsieur Tardif.

M. Tardif: Je pourrais ajouter, monsieur le président, que selon les politiques du CRTC nous sommes également obligés d'accorder en plus du temps prescrit dans le projet de loi, du temps au groupe communautaire; or il se pourrait fort bien également qu'un groupe communautaire, étant donné que nous nous trouvons en période électorale, veuille se servir des ondes pour faire une déclaration quelconque.

Le président: Parlez-vous de la responsabilité ou du temps additionnel?

M. Tardif: En fin de compte, cela couvre les deux mais je parle surtout de la responsabilité.

Le président: S'il s'agit de la responsabilité, enfin . . .

M. Forest: Ouvrez les ondes à des gens, à des groupes responsables.

Le président: Si vous voulez jouer le jeu, entrez dans l'esprit et jouez-le.

M. Tardif: Oui, il faut le jouer à 100 p. 100.

The Chairman: Thank you very much for appearing.

Mr. Short: Thank you for the privilege.

The Chairman: This meeting is adjourned to the call of the Chair.

Fiches No. 2

[Interprétation]

Mr. Tardif: Mr. Chairman . . .

The Chairman: Pardon me, Mr. Tardif.

Mr. Tardif: I might add, Mr. Chairman, that according to CRTC policy we must also give time to community groups besides the time that is allowed in the bill; now what might happen is that a community group in an election period might want to use the airwaves to make some kind of declaration.

The Chairman: Are you talking about responsibility or additional time?

Mr. Tardif: Well, I am talking about both but mainly about responsibility.

The Chairman: Well, if it is responsibility . . .

Mr. Forest: What people take the air, responsible groups.

The Chairman: If you want to play the game, get into the spirit of it and play it.

Mr. Tardif: Yes, you have to play it 100 per cent.

Le président: Merci beaucoup d'être venu parmi nous.

M. Short: Merci de m'avoir accordé ce privilège.

Le président: La séance est remise à la demande du président.

Bill C-211

An Act to amend the Canada
Elections Act and the Income
Tax Act in respect of election expenses

Loi modifiant l'Acte électorale du
Canada et l'Acte de l'impôt sur le
revenu en ce qui concerne les dépenses

APPEARING:

The Hon. Allan J. MacEachen
President of the Privy Council

COMPARAISANT:

L'hon. Allan J. MacEachen
président du Conseil privé

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TEMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 8

Tuesday, June 27, 1972

Chairman: Mr. Yves Forest

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Privileges and Elections

RESPECTING:

Bill C-211

An Act to amend the Canada
Elections Act and the Income
Tax Act in respect of election expenses

APPEARING:

The Hon. Allan J. MacEachen
President of the Privy Council

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 8

Le mardi 27 juin 1972

Président: M. Yves Forest

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Privilèges et élections

CONCERNANT:

Le Bill C-211

Loi modifiant la Loi électorale du
Canada et la Loi de l'impôt sur le
revenu à l'égard des dépenses d'élection

COMPARAÎT:

L'hon. Allan J. MacEachen
président du Conseil privé

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

STANDING COMMITTEE ON
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Yves Forest

Vice-Chairman:

Messrs.

Benjamin	Fortin
Breau	Hogarth
Brewin	Howe
Chappell	Jerome
Forrestall	Marceau

COMITÉ PERMANENT DES
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Yves. Forest

Vice-président:

Messieurs

McBride	Roy (Laval)
McGrath	Schumacher
Paproski	Smith (Saint-Jean)
Peddle	Southam—(20)
Robinson	

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4) (b)

On Tuesday, June 27, 1972:

Mr. Jerome replaced Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*);
Mr. Chappell replaced Mr. Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*);
Mr. Deakon replaced Mr. Cyr;
Mr. Robinson replaced Mr. Yanakis;
Mr. Breau replaced Mr. Laflamme;
Mr. Cyr replaced Mr. Smith (*Saint-Jean*);
Mr. Southam replaced Mr. Schumacher.

Conformément à l'article 65(4) b) du Règlement

Le mardi 27 juin 1972:

M. Jerome remplace M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*);
M. Chappell remplace M. Thomas (*Maisonneuve-Rosemont*);
M. Deakon remplace M. Cyr;
M. Robinson remplace M. Yanakis;
M. Breau remplace M. Laflamme;
M. Cyr remplace M. Smith (*Saint-Jean*);
M. Southam remplace M. Schumacher.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, June 27, 1972.

(9)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this evening at 8:55 p.m.

Members present: Messrs. Benjamin, Breau, Chappell, Forest, Forrestall, Howe, Jerome, Marceau, McBride, Rowland, Southam—(11).

Also present: Messrs. Foster, McKinley.

Appearing: The Honourable Allan J. MacEachen, President of the Privy Council.

Witnesses: From the *Canadian Managing Editor's Conference*: Mr. C. W. E. MacPherson, Second Vice-President and Secretary-Treasurer, Ottawa Citizens and Mr. W. Metcalfe, Managing Editor, Ottawa Journal.

From the *Women's Resource Group of Ottawa*: Renée Pellerin, Pat Lawson, Evelyn Gigantes.

The Clerk presided over the election of a Chairman.

Mr. Chappell, seconded by Mr. Benjamin, moved—That Mr. Yves Forest be elected Chairman of the Committee.

On motion of Mr. McBride,
Resolved,—That nominations be closed.

Thereupon, the Clerk of the Committee declared Mr. Forest duly elected Chairman *nemine contradicente* and invited him to take the Chair.

The Committee resumed consideration of Bill C-211, An Act to amend the Canada Election Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

Clause 1 was allowed to stand.

The Chairman called Clause 2 and invited the Minister to make an opening statement.

During his statement the Minister tabled proposed amendments to Bill C-211, which were distributed to the Members.

The Members questioned the Minister. Later questioning being completed the Minister withdrew.

The Chairman introduced the witnesses from the *Canadian Managing Editor's Conference*. The witnesses made a statement, were questioned, after which they withdrew.

The Chairman introduced the witnesses from the *Women's Resource Group of Ottawa*. The witnesses made a statement and were questioned.

At 11:10 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier suppléant du comité

Richard Prigent

Acting Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 27 juin 1972

(9)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 20 h 55.

Députés présents: MM. Benjamin, Breau, Chappell, Forest, Forrestall, Howe, Jerome, Marceau, McBride, Rowland, Southam—(11).

Aussi présents: MM. Foster, McKinley.

Comparaît: L'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé.

Témoins: De l'*Association canadienne des gérants de rédaction*: MM. C. W. E. MacPherson, deuxième vice-président et secrétaire-trésorier, *Ottawa Citizen*, et W. Metcalfe, gérant de rédaction, *Ottawa Journal*.

De l'*Regroupement des forces féminines d'Ottawa*: Renée Pellerin, Pat Lawson, Evelyn Gigantes.

Le greffier préside à l'élection d'un président.

M. Chappell, appuyé par M. Benjamin, propose—Que M. Yves Forest soit élu président du Comité.

Sur la motion de M. McBride, il est
Résolu,—que les nominations soient closes.

Le greffier du Comité déclare alors M. Forest dûment élu président *nemine contradicente* et l'invite à prendre sa place au fauteuil.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-211, loi modifiant la loi électorale du Canada et la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

L'article 1 est réservé.

Le président met l'article 2 en délibération et invite le ministre à faire une déclaration préliminaire.

Au cours de sa déclaration, le ministre dépose les amendements projetés au Bill C-211, qui sont distribués aux députés.

Les députés interrogent le ministre. Plus tard, la période des questions terminée, le ministre se retire.

Le président présente les témoins de l'*Association canadienne des gérants de rédaction*. Les témoins font une déclaration et répondent aux questions, après quoi ils se retirent.

Le président présente les témoins du *Regroupement des forces féminines d'Ottawa*. Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

A 23 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, June 27, 1972.

• 2053

[Text]

The Clerk of the Committee: I declare this meeting open. I invite nominations for chairman. Mr. Chappell.

Mr. Chappell: I would like to nominate Mr. Yves Forest, who is a member of this Committee and vice-chairman of the special committee.

The Clerk of the Committee: Are there any other nominations for Chairman?

Mr. McBride: I move that nominations cease.

The Clerk of the Committee: It was moved by Mr. Chappell, seconded by Mr. Benjamin, that Mr. Forest be elected chairman. All those in favour.

Some hon. Members: Agreed.

The Clerk of the Committee: I declare Mr. Forest elected Chairman.

The Chairman: Gentlemen, I thank you for this nomination. I will certainly be one of the chairmen who will hold the shortest term as chairman of a committee but I appreciate the honour and I thank you. We are calling Clause 1, and we will stand it.

• 2055

Mr. Benjamin: On a point of order, Mr. Chairman, I was not aware that we were dealing with the bill tonight. We were to hear the witness and the Government House Leader.

The Chairman: It is only a question of procedure that we call the bill and stand the clause. Then we can hear witnesses.

Mr. Benjamin: No, Mr. Chairman, there has been no work done by the Committee to hear the bill. The steering committee has not met. All that shows in the notice of this meeting is that we are hearing a representation of the Managing Editors' Conference. There is nothing about dealing with the bill tonight.

The Chairman: I am informed that this is the usual procedure. The bill has been referred to this Committee and calling Clause 1 is just a formality. Then we can hear our witnesses. That is the way I understand it is to be done in Committee.

Mr. Breau: On a point of order, I do not think we have any other reference than the bill. If we do not have a bill before us we cannot sit.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, how come we heard two witnesses the week before last without standing Clause 1 of the bill.

Mr. Jerome: In any event, Mr. Chairman, if the Committee is agreed that the Minister and the witness might be heard, why waste further time? It is late already.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 27 juin 1972.

[Interpretation]

Le greffier du comité: La séance est ouverte. J'invite les nominations pour le poste de président. Monsieur Chappell.

M. Chappell: Je propose M. Yves Forest qui est membre du Comité et vice-président du Comité spécial.

Le greffier du comité: Y a-t-il d'autres nominations?

M. McBride: Je propose qu'on n'accepte plus de nominations.

Le greffier du comité: Il est proposé par M. Chappell, appuyé de M. Benjamin, que M. Forest soit élu président du Comité. Que ceux qui sont en faveur veulent bien lever la main.

Des voix: D'accord.

Le greffier du comité: Je déclare M. Forest président du Comité.

Le président: Messieurs, je vous remercie de la confiance que vous me témoignez. Je compterai sûrement parmi les présidents de comité qui auront eu le plus court mandat de l'histoire. Je suis sensible cependant à l'honneur que vous me faites. Je mets en délibération l'article 1 qui sera réservé.

M. Benjamin: J'invoque le Règlement. Je ne croyais pas que nous allions aborder le bill lui-même ce soir. J'avais l'impression que nous devions entendre les témoins ainsi que le leader du gouvernement à la Chambre.

Le président: La procédure veut que nous mettions en délibération cet article et que nous le réservions. Nous pouvons ensuite procéder à l'audition des témoins.

M. Benjamin: Rien n'a encore été fait qui nous permette d'aborder l'étude du bill lui-même. Le sous-comité directeur ne s'est pas encore réuni. L'avis de convocation pour la réunion indique que nous devons entendre l'Association canadienne des gérants de rédaction. Rien ne laisse supposer que le bill doit être étudié ce soir.

Le président: On me signale que c'est la procédure habituelle. Le bill est renvoyé au comité, et l'article 1 est mis en délibération. Il ne s'agit que d'une formalité. On passe ensuite à l'audition des témoins. Je crois bien qu'on a toujours procédé ainsi.

M. Breau: J'invoque le Règlement. L'ordre de renvoi ne porte que sur le bill lui-même. Nous n'avons pas d'autre mandat pour siéger.

M. Benjamin: Comment se fait-il que nous ayons déjà entendu des témoins il y a deux semaines, et ce sans que l'article 1 du bill ait été réservé.

M. Jerome: De toute façon, monsieur le président, si le comité est d'accord pour qu'on entende le ministre et les témoins, pourquoi perdre plus de temps? Il est déjà très tard.

[Texte]

The Chairman: If there is agreement in the Committee I do not think there is any problem.

Mr. Forrestall: I think Mr. Jerome has made the point very clearly, and I think Mr. Benjamin's point is well taken. I think we are here to hear witnesses.

I extend to the Committee my apology. I could have been here much earlier. I had no idea that we did not have the facility to meet. I react quite strongly, as Mr. Benjamin has indicated, to keeping the Minister and witnesses waiting for a full quorum, which was not necessary this evening.

The Chairman: Is there agreement to proceed to hear the Minister first and then we can hear the witnesses.

Mr. Forrestall: And deal with the bill later on.

The Chairman: Is that agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: We have the privilege of having with us the President of the Privy Council and I will ask him to come to the table. As you know, at the meeting of the steering committee held 10 or 12 days ago there was some discussion regarding amendments to the bill suggested by members of the steering committee representing the three parties. I think the President of the Privy Council is ready to explain the amendments that the government would be ready to propose to amend the bill and the different clauses that were under discussion at that meeting.

Mr. Forrestall: Will you put my name on the list?

The Chairman: All right. Mr. MacEachen, are you ready to explain the amendments that you would be ready to propose to this Committee for our report to the House.

Hon. A. J. MacEachen (President of the Queen's Privy Council for Canada): Mr. Chairman and members of the Committee, thank you very much for the opportunity to come before the Committee and to carry forward the discussion of this bill by referring to some amendments that are acceptable to the government and that can be moved at a later stage in the Committee proceedings.

I have copies of the amendments which I could table and you then might be able at least to have them in your hand as I am explaining them. I will not attempt to explain the amendments in technical language, but I will explain the substance and then you will be able to examine the amendments at your own leisure. Therefore, if you want to distribute the amendments, I will go on.

• 2100

The Chairman: We will distribute the amendments.

Mr. MacEachen: The first amendment has to do with the difficult question of the broadcasting and press media on the polling day and the day before the polling day. We all know that for a long time there have been provisions in the Broadcasting Act that have applied to the broadcast media on election day, on polling day and on the day preceding the polling day, which in essence prevented political advertising and political comment of a partisan nature. I believe that the special committee was attempting to establish equality of treatment as between the broadcast media and the press media by its recommendation that the provisions of the Broadcasting Act and the Canada Elections Act that applied to the broadcasters be

[Interprétation]

Le président: Si le comité est d'accord, il n'y a pas de problèmes.

M. Forrestall: Les observations de MM. Jerome et Benjamin sont justes. Nous sommes ici pour entendre les témoins.

Je m'excuse auprès de mes collègues du comité. J'aurais pu être présent plus tôt. Je ne croyais pas qu'il y avait empêchement. Comme M. Benjamin, je regrette beaucoup que le ministre et les témoins aient été obligés d'attendre qu'il y ait quorum, ce qui, en principe, ne devait pas être nécessaire ce soir.

Le président: Le comité est-il d'accord pour que nous entendions le ministre d'abord, puis les témoins?

M. Forrestall: Et pour que le bill lui-même soit étudié plus tard.

Le président: Tout le monde est d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous avons l'honneur de compter parmi nous le président du Conseil privé; je lui demanderais de bien vouloir s'approcher. A la réunion du sous-comité de direction, il y a dix ou douze jours, il a été question d'amendements proposés par les membres du sous-comité de direction représentant les trois partis. Je présume que le président du Conseil privé est prêt à nous parler de ceux que le gouvernement est disposé à accepter ainsi que des articles discutés lors de cette réunion.

M. Forrestall: Voulez-vous inscrire mon nom sur la liste de ceux qui désirent poser des questions?

Le président: D'accord. Monsieur MacEachen, voulez-vous s'il vous plaît nous expliquer les amendements au bill que vous êtes prêt à accepter avant que le comité ne fasse rapport à la Chambre.

L'hon. A. J. MacEachen (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada): Monsieur le président, membres du comité, je vous remercie de cette occasion que vous m'offrez de comparaître devant vous, pour poursuivre la discussion sur le bill qui nous occupe. Je suis ici pour vous indiquer certains amendements que le gouvernement est prêt à accepter et qui pourront être présentés à un stade ultérieur.

J'ai des exemplaires de ces amendements. Je puis les faire distribuer de sorte que vous les ayez en main pour les explications que je vais vous donner. Je ne vais pas tenter d'expliquer les amendements en termes techniques. Je vais m'attacher au fond. Il s'agira pour vous de les examiner plus à fond lorsque vous en aurez l'occasion. Si vous

voulez bien distribuer les exemplaires, je vais attendre quelques secondes.

Le président: Nous nous y employons.

M. MacEachen: Le premier amendement a trait à la question délicate des limitations visant les radiodiffuseurs et les journaux la veille du jour du scrutin et le jour du scrutin lui-même. Nous savons tous qu'il y a depuis un certain nombre d'années des dispositions de la Loi sur la radiodiffusion qui s'appliquent aux radiodiffuseurs et qui les empêchent en fait de diffuser des annonces politiques ou des commentaires politiques de caractère partisan la veille du jour du scrutin et le jour du scrutin lui-même. Par ces recommandations visant les dispositions de la Loi sur la radiodiffusion et de la Loi électorale du Canada, le Comité spécial préconisait le même traitement pour les radiodiffuseurs et les journaux. C'est ce à quoi nous nous

[Text]

applied to the print media. That is what we did. We accepted that recommendation, and the section in the bill dealing with that matter was an effort to put into legal language exactly the same provisions that were applicable to the broadcasters. Since that time, there have been concerns expressed about what this means in terms of freedom of expression, and after having listened to the concerns expressed, and really having in mind the necessity of treating both the broadcasters and the print media in the same way, we are proposing a number of amendments hopefully to deal with this problem. The first amendment is a new amendment, a new proposal that would mean Section 28 of the Broadcasting Act to provide that that section no longer applies to federal elections.

What we are doing is proposing to remove the present restrictions that apply to broadcasters in so far as they apply to federal elections. As you will notice by reading that section, it applies also to provincial elections and municipal elections. We do not want to legislate the election regime of any province, but we are providing in the amendment an option where provinces may remove themselves from the operation of Section 28 by simply declaring in their election legislation that Section 28 does not apply to them.

The first amendment also makes some consequential changes to Section 28(2) of the Broadcasting Act.

Mr. Forrestall: On a point of order, before the Minister goes into the second section.

The Chairman: Yes, Mr. Forrestall?

Mr. Forrestall: Might we, Mr. Chairman, if it meets with the wish of the members, deal with them just very briefly as we go through them?

The Chairman: I think the Minister has not finished explaining the first amendment.

• 2105

Mr. MacEachen: I think you have to let me go through all the amendments in order to understand fully what is proposed in this field of print and broadcast media. When I do, I think you will have a better understanding of what I am proposing.

Although amendment number one relates to further amendments, they do not come in the proper order so that I think you will have to let me go through the whole batch as I have them arranged in order to understand fully. But each amendment, as it is presented, does not apply necessarily to this first problem.

The second amendment to the bill is an amendment to Clause 4 that provides a new Section 13(11) for the limitation of spending on election expenses by registered parties of an amount not greater than the amount arrived at by multiplying the number of electors in each electoral district by the sum of 30 cents per elector. The motion also provides for a review by the appropriate standing committee in the House of Commons following the first occasion on which the present bill will be in operation.

We have responded here to the request that we recognize the principle of limitation on the national registered parties as we have recognized the principle of limitation on candidates; therefore, we are prepared to place a limit on the spending on election expenses as defined in the bill.

We are aware because of the lack of public factual information on the expenditures that have been made in

[Interpretation]

en sommes tenus dans le bill. Nous avons accepté la recommandation du Comité spécial et l'article du bill qui a trait à cette question constitue un effort pour faire en sorte que les mêmes dispositions s'appliquent aux radiodiffuseurs et aux journaux. On s'est inquiété depuis sur les conséquences que pourrait avoir cette mesure sur la liberté d'expression et c'est pour répondre à ces inquiétudes, sans pour cela abandonner le principe du traitement égal des radiodiffuseurs et des journaux, que nous proposons aujourd'hui un certain nombre d'amendements, amendements qui, nous l'espérons, pourront régler le problème. Le premier amendement est nouveau; il vise à modifier l'article 28 de la Loi sur la radiodiffusion de façon qu'il ne s'applique plus aux élections fédérales.

Nous abolissons ainsi les restrictions qui visent actuellement les radiodiffuseurs en ce qui concerne les élections fédérales. Si vous lisez bien l'article cependant, vous constaterez qu'il s'appliquait également aux élections provinciales et municipales. Nous ne voulons pas modifier le Régime électoral des provinces, mais l'amendement prévoit la possibilité pour les provinces de se soustraire elles-mêmes à l'application de l'article 28 tout simplement en édictant une loi électorale stipulant que l'article 28 ne vaille plus.

Le premier amendement prévoit également les changements corrélatifs à l'article 28(2) de la Loi sur la radiodiffusion.

M. Forrestall: J'invoque le Règlement avant que le ministre ne passe au deuxième amendement.

Le président: Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Monsieur le président, si les membres du Comité sont d'accord, ne pouvons-nous pas nous arrêter à chacun des amendements au fur et à mesure qu'ils nous sont expliqués?

Le président: Je ne crois pas que le ministre ait fini d'expliquer le premier amendement.

M. MacEachen: Je crois qu'il faudrait me permettre d'expliquer tous les amendements afin que vous puissiez mieux comprendre ce que nous proposons en ce qui concerne la presse et la radiodiffusion. Par la suite, je crois que vous pourrez mieux comprendre ce que je propose.

Le premier amendement se rapporte à d'autres amendements, mais étant donné qu'ils ne sont pas dans l'ordre, je crois que je vais quand même en parler dans l'ordre où ils sont ici, pour que vous puissiez bien comprendre. Cependant chaque amendement, tel qu'il est présenté, ne s'applique pas nécessairement à ce premier problème.

Le deuxième amendement que nous voulons apporter se rapporte à l'article 4 du projet de loi, et prévoit un nouvel article 13 (11) relatif à la limitation des dépenses d'élections faites par les partis enregistrés à un montant ne dépassant pas le produit de la multiplication du nombre des électeurs de chaque district électoral par la somme de 30c. La motion prévoit également une révision que ferait le comité permanent approprié de la Chambre des communes à la suite de la première occasion où le présent projet de loi serait mis en application.

Nous avons ici répondu à la demande de reconnaître le principe d'une restriction pour les partis nationaux enregistrés, comme nous avons reconnu le principe de la restriction pour les candidats; par conséquent, nous sommes prêts à fixer une limite pour les dépenses d'élections telles qu'elles sont définies dans le projet de loi.

[Texte]

the past by registered parties that any figure selected is to some extent a notional figure and to some extent arbitrary. In order to ensure for a review of that limit, at the first possible occasion following the operation of this bill, there is a provision that the report of the Chief Electoral Officer will be sent to the appropriate standing committee which can examine the actual expenditures of national registered parties, available for the first time in our Canadian history, and which can make recommendations on what is an appropriate future limit for party spending.

Amendment number three is also to Clause 4, page 11. This amendment prohibits registered parties from advertising on any broadcasting undertaking or in any periodical publication for partisan purposes prior to the 29th day before polling day and on the day preceding polling day and polling day. This amendment is complementary to the repealed Section 28 of the Broadcasting Act as it imposes an obligation on registered parties not to advertise on polling day or the day preceding polling day.

In Clause 8 on page 14 of the bill, another amendment accomplishes the same restrictions regarding advertising prior to the 29th day before polling day and on polling day and the day preceding it, for candidates. One is for registered parties and the second, for candidates. We are attempting to do two things here. One is to shorten the campaign in the way that was recommended by the special committee, and we shorten it at both ends. Up to the twenty-ninth day, there will be a prohibition on advertising and there will be a prohibition on the polling day and the day before on advertising, a prohibition that will not relate in any way to the broadcasters or to the print media, but it will be an obligation placed upon national parties and candidates. Here we are maintaining a useful regime which has existed in elections that there will be no television and radio advertising on polling day or the day before, and we are applying that also to the print media in order to maintain full equality of treatment. But it is a prohibition on candidates and national parties to refrain from advertising, leaving the media full freedom to comment in any way they wish and to which they have been accustomed, both broadcasting and print.

• 2110

Of course, these amendments also recognize the recommendation that was in the special committee report that the campaign period be shortened, and we have, I think, met the difficulties or the concerns that prevented us from putting that recommendation in the original bill by making it possible to allow mailouts that would be necessary for nominating conventions or for building up workers, but there would not be until the twenty-ninth day liberty to use the range of media outlets for political advertising. So that is what we have done here. These amendments all together would be the way that we would propose for dealing with the question. It is a very difficult one that has been raised in an effort to deal with broadcasters and the print media in the same way.

The next amendment will be well received, I think, by members of the Committee because it removes the present reimbursement formula from the bill and substitutes the formula recommended by the special committee for candidates' expenses.

The formula in the amendment provides 16 cents per elector for the first 25,000 electors and 14 cents for each elector over 25,000. The amendment is not related to the total expenditures of the candidate, it is applicable to all

[Interprétation]

Étant donné le manque de renseignements dont disposait le public jusqu'à maintenant sur les dépenses faites par les partis enregistrés, nous savons que tout chiffre choisi est dans une certaine mesure un chiffre tant spéculatif qu'arbitraire. En vue de permettre la révision de cette limite, le plus tôt possible après la première occasion où le présent projet de loi pourra être appliqué, nous stipulons que le directeur général des élections devra faire parvenir son rapport au comité permanent approprié qui pourra examiner les dépenses faites par les partis nationaux enregistrés, dépenses qui seront connues pour la première fois dans l'histoire du Canada, et par la suite le comité pourra faire des recommandations sur la limite qu'il serait approprié d'établir à l'avenir pour les dépenses d'un parti.

Le troisième amendement se rapporte également à l'article 4 du projet de loi, et figure à la page 11. Cet amendement interdit aux partis enregistrés de faire de la publicité à des fins partisans chez toute entreprise de radiodiffusion ou dans toute publication périodique avant le 29ième jour qui précède le jour du scrutin, tout comme la veille du jour de scrutin et le jour même du scrutin. Cet amendement est complémentaire de l'article 28 abrogé de la Loi sur la radiodiffusion puisqu'il impose aux partis enregistrés l'interdiction de faire de la publicité le jour du scrutin ou la veille de ce jour.

A l'article 8 du projet de loi, à la page 14, un autre amendement apporte des mêmes restrictions en ce qui concerne la publicité avant le 29ième jour qui précède le jour du scrutin, tout comme le jour même du scrutin et la veille de ce jour, en ce qui concerne les candidats. L'une des restrictions concerne donc les partis enregistrés, et la seconde les candidats. Il y a deux choses que nous essayons de faire. Tout d'abord, nous voulons raccourcir la campagne électorale de la façon qu'a recommandée le comité spécial, et nous voulons la raccourcir par les deux bouts. Jusqu'au 29ième jour, il sera interdit de faire de la publicité tout comme le jour de scrutin et le jour précédent et c'est une interdiction qui n'aura rien à voir avec la radio ou la presse écrite, ce sera plutôt une interdiction qui affectera les partis nationaux et les candidats. Nous perpétons ici un régime utile qui existe déjà, c'est-à-dire l'inter-

diction de toute publicité à la télévision et à la radio le jour du scrutin et la veille, et en plus, nous appliquons ce régime également à la presse, afin de maintenir l'égalité complète. Mais il s'agit d'une interdiction pour les candidats et les partis nationaux de faire de la publicité, tout en laissant les moyens de diffusion entièrement libres de faire les commentaires qu'il leur plaît de faire, et qu'ils avaient l'habitude de faire, qu'il s'agisse de la radio ou de la presse écrite.

Bien sûr, ces amendements tiennent compte également de la recommandation, qui figurait dans le rapport du comité spécial, d'une réduction de la période de la campagne. Je crois que nous avons également surmonté les difficultés ou les obstacles qui nous avaient empêchés d'inscrire cette recommandation dans le premier jet du projet de loi, et nous y avons réussi en permettant l'expédition des envois postaux nécessaires pour les congrès de mise en nomination ou pour réunir des collaborateurs, mais il ne serait pas permis avant le 29ième jour de se servir de l'éventail des moyens de diffusion pour faire des annonces politiques. Voici donc ce que nous avons fait ici. Ces amendements représentent la façon dont nous proposerions de régler cette question. C'est un problème très difficile vu

[Text]

reported expenditures, not just to election expenses as defined in the bill, and is receivable under the provision of the bill when the candidate receives 20 per cent of the vote.

The next amendment, page 18, Amendment Number 6 in your package, I hope, is to provide over-all \$250 towards the cost of the auditing fee to all candidates regardless of whether they qualify for reimbursement or not.

We are placing an obligation on all candidates to file a return of their expenditures, and it seems reasonable to give every candidate who files, this assistance towards the cost of the auditor, not just the candidates who have qualified for reimbursement.

The second part of this amendment makes a change in Section 70 of the Canada Elections Act which would require the Chief Electoral Officer to assume responsibility for the enforcement of filing requirements. That is another proposal that was urged upon us. It seems reasonable and we are putting it forward as an amendment that might be considered.

• 2115

In Clause 13, the next amendment's intention is to make clear that amounts spent by registered parties on behalf of candidates must be included in the candidate's expenditures for purposes of determining whether he has complied with the spending limits established in the bill.

It was the intention originally in the present bill that spending by national parties could not be a method of upsetting the limits or piercing the limits of candidates. The language apparently was not sufficiently clear and we are making it absolutely clear that if a registered party spends directly for a candidate then that expenditure must be included in his limits. If anyone spends on a candidate without his knowledge, that person is guilty of an offence.

The next amendment is to Clause 13 and it repeals Section 99.1 of the Canada Elections Act, which is the provision prohibiting broadcasting on polling day and the day immediately preceding polling day. Finally, to Clause 13 this amendment sets out several changes in the broadcasting provisions of the bill to clarify these provisions and to take into account certain concerns and criticisms that were levied to me personally and before the Committee by cable television. We hope these technical amendments have clarified these provisions.

Now that, Mr. Chairman, is the end of my presentation of the amendments I am leaving with you and which I hope will accelerate the acceptance of the bill and which I hope can be moved when clause by clause study of the bill is commenced. If there are any questions on these, I will try to answer them.

[Interpretation]

que nous avons fait tout notre possible pour traiter les radiodiffuseurs de la même manière que la presse écrite.

L'amendement suivant sera bien accepté par les membres du comité, je pense, car il remplace la formule de remboursement qui figure actuellement dans le projet de loi par la formule qu'a recommandée le comité spécial qui s'occupait des dépenses des candidats.

La formule que propose l'amendement prévoit 16c. par électeur, en ce qui concerne les 25,000 premiers électeurs, et 14c. pour tout électeur supplémentaire. L'amendement n'a aucun rapport avec le total des dépenses permises pour le candidat, il s'applique à toutes les dépenses déclarées, et non pas seulement aux dépenses d'élection telles qu'elles sont définies dans le projet de loi, et ce montant est admissible aux termes de la disposition du projet de loi, lorsque le candidat reçoit 20 p. 100 du vote.

L'amendement suivant, à la page 18, c'est-à-dire l'amendement numéro 6, prévoit un montant global de \$250 relatif aux frais de vérification, montant qui serait accordé à

tous les candidats, qu'ils soient admissibles ou non au remboursement.

Nous obligeons tous les candidats à présenter un rapport de leurs dépenses, et il semble raisonnable d'accorder à chaque candidat qui présente un rapport cette contribution aux frais de la vérification, et non pas seulement aux candidats admissibles au remboursement.

La deuxième partie de cet amendement modifie l'article 70 de la Loi électorale du Canada, et rend le directeur général des élections responsable de l'application des exigences concernant le rapport. C'est une autre proposition que l'on nous a formulée avec insistance. Elle semble raisonnable et nous la présentons donc sous la forme d'un amendement que nous vous demandons d'étudier.

Dans l'article 13, l'objectif du prochain amendement est de s'assurer que les montants dépensés par les partis enregistrés au nom des candidats, se trouvent inclus dans les dépenses du candidat lorsque l'on veut établir si ce dernier respecte les limites de dépenses qui sont établies par le bill.

A l'origine, dans le présent bill, on a établi pour objectif que les dépenses effectuées par les partis nationaux ne devaient pas servir à violer les limites établies dans le cas des candidats. Mais, il semble que le libellé n'était pas suffisamment clair et c'est pourquoi nous avons apporté cette modification. Lorsqu'un parti enregistré dépense directement pour un candidat, alors cette dépense doit être incluse dans les limites de dépenses permises dans le cas de ce candidat. Si quelqu'un dépense pour un candidat sans que ce dernier le sache, cette personne est coupable d'un délit.

Le prochain amendement se rapporte à l'article 13 et il abroge l'article 99.1 de la Loi électorale du Canada, soit l'interdiction de se servir des moyens de diffusion le jour du scrutin et le jour précédant immédiatement le scrutin. En fin de compte, cet amendement à l'article 13 établit plusieurs modifications des dispositions sur la diffusion qui sont établies dans le bill afin de les rendre plus claires et de tenir compte d'un certain nombre de critiques qui m'ont été présentées et qui ont été présentées au Comité par les représentants de la télévision par câble. Nous espérons que ces modifications techniques auront clarifié ces dispositions.

J'espère, monsieur le président, que ces amendements que je viens de présenter aideront à adopter plus rapidement le bill et qu'on pourra les proposer lorsque l'on fera

[Texte]

The Chairman: Yes. Mr. Forrestall.

Mr. McBride: Mr. Chairman, on a point of order before Mr. Forrestall begins, I want to suggest to my fellow members of the Committee with all due respect, that either we forego questioning Mr. MacEachen or have a gentlemen's agreement that we make it fairly short because we have two groups of witnesses here that we should really hear tonight out of courtesy. I know the Minister is busy, but I am sure he would be willing to come back so that we could go into lengthy questions at a later date.

the Chairman: Well, I do not know how the Committee feels. Naturally, it is getting late and we have other witnesses, but do you agree that we wait to question the Minister and hear the other witnesses or do you want to proceed to questioning the Minister for a limited period.

Mr. Forrestall: On the same point of order, if I might, Mr. Chairman, I think it is quite fair to say that the Minister has quite truly represented the views of his earlier meeting with us and I, for example, have only one question that I want to ask right now. It can be dealt with in two or three minutes. I think we should deal with these. What the Minister has had to say is most important and I think I can safely say that we are anxious to see these changes brought into being and, if at all possible, in practice prior to the next election. If we can facilitate that in any way, we are prepared to do that this evening. I think rather than bring the Minister back, given the time that remains between now and the proposed adjournment of the House, I think we should deal with these amendments while they are freshly in front of us.

• 2120

The Chairman: Is it agreed that we start questioning the Minister and we will see how it goes. We cannot delay the witnesses too long. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, the third amendment the Minister reviewed for us—and I would remind members of the Committee that there is some mix-up in the relationship between the piece of information in front of us and the bill—has to do with the prohibition of advertising in newspapers during the so-called blackout period.

Would this include as well the traditional service ads that are run by candidates in certain parts of the country? When I refer to service ads, I mean on election day the type of ad that says: for information call . . . and so on. I am sure the Minister is familiar with this type of ad.

Mr. MacEachen: The amendment as written would preclude that.

Mr. Forrestall: Yes, that is fine. My second question falls under another area so I will let it go for now.

[Interprétation]

cette étude article par article du bill. S'il y a des questions, j'essaierai d'y répondre.

Le président: Oui. Monsieur Forrestall.

M. McBride: Monsieur le président, j'invoque le Règlement avant que M. Forrestall ne commence. Je voudrais proposer à mes collègues députés du Comité qu'ou bien nous renoncions à poser des questions à M. MacEachen ou que, nous nous accordions pour que ces questions soient courtes car nous avons deux groupes de témoins ici que nous devrions entendre ce soir. C'est une question de courtoisie. Je sais que le ministre est occupé mais je suis sûr qu'il est prêt à revenir afin que nous puissions poser des questions plus longues à une date ultérieure.

Le président: Que pense le Comité? Il se fait tard et nous avons deux autres témoins. Est-ce que vous êtes d'accord pour que nous remettions à plus tard les questions posées au ministre et que nous entendions les deux témoins ou est-ce que vous voulez, pendant une courte période, que l'on questionne le ministre?

M. Forrestall: J'invoque le règlement, au même sujet, monsieur le président. Je pense qu'il est juste de dire que le ministre nous a bien présenté le point de vue qu'il nous avait indiqué lors d'une précédente rencontre, et j'ai une question à poser qui ne peut attendre. Elle ne prendra que deux ou trois minutes. Ce que le ministre nous a dit revêt la plus grande importance et je puis dire, sans m'engager imprudemment, que nous voudrions voir ces modifications adoptées et si possible appliquées avant la prochaine élection. Si nous pouvons aider cette cause, nous sommes prêts à le faire ce soir. Je crois que, plutôt que de faire revenir le ministre, et vu le peu de temps qu'il nous reste avant l'ajournement de la Chambre, nous devrions traiter de ces amendements pendant qu'ils sont devant nous.

Le président: Êtes-vous d'accord pour qu'on commence à poser des questions au Ministre, cependant n'oublions pas qu'on ne peut pas retarder trop longtemps l'audition des témoins; êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: En ce qui concerne le troisième amendement que le Ministre a étudié devant nous, je rappellerai aux membres du Comité qu'il y a un peu de confusion entre ces documents que nous avons en face de nous et le bill qui se rapporte à l'interdiction de faire de la publicité dans les journaux au courant de cette période de prohibition.

Est-ce que ceci s'applique aussi aux annonces concernant ces événements qui sont traditionnellement faites par les candidats dans certaines parties du pays? Je veux dire le jour de l'élection que cette annonce indique: pour tout renseignement, adressez-vous . . . etc. Je suis sûr que le Ministre connaît ce genre d'annonce.

M. MacEachen: L'amendement tel qu'il est rédigé excluait cela.

M. Forrestall: Très bien. Ma deuxième question a trait à un autre domaine et, par conséquent, j'y renonce pour le moment.

[Text]

The Chairman: All right. Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Further to what Mr. Forrestall just asked, Mr. Chairman, one might have an informational ad the day before and on election day saying: if you want a ride to the poll or if you want information, call such and such a number, Mike Forrestall committee room. That is it; there is no partisan political comment. That is okay.

Mr. MacEachen: No, if it is a political advertisement it would be prohibited as the amendment is proposed.

Mr. Benjamin: He would not be able to do that.

Mr. MacEachen: No.

Mr. Benjamin: All right, what about prior to the 29th day? Could a candidate or a party place an informational ad: Hear Allan MacEachen, Liberal meeting, the date, time and place. Is that precluded?

Mr. MacEachen: Yes, that is precluded. When I first looked at the recommendation of the Committee, which was to shorten the period of a campaign, there was the question raised of people getting nominating conventions and getting workers organized. To make it possible to communicate in some way, we have prohibited advertising on the radio and television and in the newspapers until that day, but we have not prohibited the possibility of communicating to the public by mail.

It is a compromise. It is an effort to take a middle path. You would be able to do quite a bit by the mails, but until the 29th day your advertising would be out, as this is written. I appreciate the difficulties but if you are going to succeed in shortening that period of advertising you have to draw some lines.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, as the Minister may well be before us again when we are dealing with the bill and going through the amendments and the clauses in detail, may I just ask him if he would look at and consider exempting that kind of informational advertising. If the ad said, "Vote Al MacEachen" as well as "come to the meeting" then you have a partisan ad.

Mr. MacEachen: This would be an informational advertisement until the 29th day.

Mr. Benjamin: Informational only: a date, time and place of a meeting: come and hear so and so, some of which will occur prior to that 29th day. This would be in addition to the matter of nominating conventions. And similarly with the kind of ad that Mr. Forrestall is talking about, again, if it said, "Vote Mike Forrestall" as well as phoning his committee room for information, you have a partisan political ad.

Mr. Forrestall: No, it is not at all; there is no question about that.

Mr. MacEachen: If we can draw a line between what is informational and what is . . .

[Interpretation]

Le président: Très bien. Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: A la suite de la question que vient de poser M. Forrestall, on pourrait faire passer une annonce concernant les renseignements la veille ou le jour de l'élection en indiquant: Si vous voulez vous rendre au bureau du scrutin ou si vous voulez des renseignements, appelez à tel numéro, telle pièce du Comité Mike Forrestall par exemple. C'est tout, il ne faut pas qu'il y ait de commentaires à caractère politique. On aurait le droit de procéder ainsi.

M. MacEachen: Non, toute publicité politique serait interdite dans le cadre de l'amendement proposé.

M. Benjamin: Il ne pourrait donc procéder ainsi.

M. MacEachen: Non.

M. Benjamin: Et alors, qu'en est-il pour les jours précédant le 29^e jour? Est-ce qu'un candidat ou un parti pourrait faire passer une annonce rédigée ainsi: Venez écouter M. Allan MacEachen, rallye libéral, date, endroit. Est-ce que cela est interdit?

M. MacEachen: Oui. Lorsque j'ai examiné pour la première fois la recommandation du Comité qui avait pour objectif de réduire la période de campagne, on a soulevé cette question des congrès de nomination et de l'organisation des travailleurs. Pour que l'on permette, de quelque façon, des communications, nous avons interdit la publicité à la radio et à la télévision jusqu'à ce jour, mais nous n'avons pas interdit les communications avec le public par la voie du courrier.

C'est un compromis, un juste milieu. Vous pourriez faire bien du travail par la voie du courrier, mais jusqu'au 29^e jour, vous n'avez pas le droit de faire de publicité, comme c'est indiqué. Je comprends que des difficultés se présentent, mais si vous voulez réduire cette période de publicité il faut établir certaines limites.

M. Benjamin: Il est fort possible que le Ministre revienne lorsque nous étudierons le bill et les amendements en détail, et je voudrais lui demander d'examiner si l'on ne pourrait pas exempter ce genre de publicité concernant les renseignements. Naturellement si l'annonce indique: «Votez pour Al MacEachen» en plus d'indiquer «Venez au rallye», alors il s'agit naturellement d'une annonce à caractère politique.

M. MacEachen: Jusqu'au 29^e jour, il s'agirait là d'une publicité concernant les renseignements.

M. Benjamin: Oui, concernant simplement des renseignements si l'on met la date, l'endroit, etc. certains de ces renseignements étant publiés avant le 29^e jour. Ceci se ferait en plus des congrès concernant la nomination des candidats et à nouveau si l'on indique «Votez pour Mike Forrestall» on aurait une annonce à caractère politique.

M. Forrestall: Non, pas du tout.

M. MacEachen: Si nous pouvions établir une ligne de démarcation entre ce qui est renseignement et ce qui est

[Texte]

Mr. Benjamin: And what is partisan.

Mr. MacEachen: Yes.

Mr. Benjamin: I just throw that out to the Minister, Mr. Chairman, when we get back at it again, if he could consider some change there.

• 2125

I have one other question on clause 12, page 19 of the Bill. I think that amendment is the one prohibiting the parties advertising directly on behalf of candidates in order to circumvent candidates' limitations. I have not gone through it carefully at all, but suppose at the end of a national party network film announcing that party's platform or showing the party's leader, there is a 10 or 15 or 20-second what we call tie-in ad that says, "In Gopher Gulch vote for Joe Zilch", would the cost of the entire program time have to be shown by the candidate or just the cost of that tie-in?

Mr. MacEachen: My own opinion is that it would have to be prorated in some way if it were an over-all ad supporting the party and its policies and the leader. If a candidate were rung in I do not see how you could include the total cost in the candidate. I think you would have to have some method of looking at that and putting a cost on it and probably it would work out in practice in some way.

Mr. Benjamin: Or you would have the situation where there would be a tie-in ad, five candidates names in the broadcast and they got ten seconds each in a five-minute film. Surely each of those candidates would not have to show the cost of the five minutes?

Mr. MacEachen: I do not think so. That is my opinion and the amendment is drawn to reflect that, we hope.

The Chairman: Any other questions? Mr. Forrestall, go ahead.

Mr. Forrestall: Mine has to do with Clause 4 on page 11 and I have not taken the time to check whether that is accurate or not. I am wondering about the position of the political leaders, for example, Mr. Trudeau, Mr. Stanfield, Mr. Davis, Mr. Caouette, and others who might or might not appear where you say that every registered party through any person acting on his behalf between the date of the issue of the writ for an election and Sunday, the 29th day before polling day or on polling day, the one day immediately preceding polling day advertises—that is the key word, etc. etc? What happens to my leader, Mr. Stanfield, as he seeks to lead this country, on the date of the issue of the writ has his campaign advertised, which is bound to happen? What happens to Mr. Trudeau? Does this mean that Mr. Trudeau's campaigning throughout the country cannot be advertised? You say, Mr. Chairman, the proposed amendment would appear to restrict leaders from having their national campaigns advertised throughout the duration of that period between the date of the issue of the writ and the 29th day.

Mr. MacEachen: I think . . .

Mr. Forrestall: Thinking is not good enough, Mr. Chairman.

[Interprétation]

M. Benjamin: Entaché de politique.

M. MacEachen: Oui.

M. Benjamin: J'indique simplement ceci au Ministre, et lorsque nous y reviendrons, si entre-temps le Ministre pouvait songer à apporter certaines modifications ici.

Encore une question sur l'article 12, page 19 du projet de loi. Je crois que cet amendement est celui qui interdit aux partis de faire de la publicité directe en faveur d'un candidat pour circonvenir ainsi les restrictions. Je ne l'ai pas étudié à fond, mais supposons qu'un parti fasse passer, sur le réseau de télévision national, un film publicitaire qui vante son programme ou qui permette à son chef de s'adresser à la population; à la fin de ce film il y a une période de 10, 15 ou 20 secondes pendant laquelle passe ce qu'on appelle une annonce éclair qui dit: «Dans St-Éloigné-d'en-Haut, votez pour Ti-pit Laframboise»; le candidat doit-il déclarer dans son rapport de dépenses le coût de ce programme ou seulement le coût de cette annonce éclair?

M. MacEachen: Je crois bien qu'il faudrait en distribuer le coût d'une façon ou d'une autre s'il s'agissait d'une annonce en faveur du parti, de sa politique et de son chef. Si un candidat faisait passer une annonce en sa faveur, je ne vois pas comment on pourrait lui imputer le coût total du programme. Il faudrait trouver un moyen de distribuer les coûts également.

M. Benjamin: Sinon, vous auriez la situation où il y aurait une annonce éclair, les noms de cinq candidats pendant le programme et ils auraient chacun dix secondes pendant un film de cinq minutes. Je ne crois certainement pas qu'on doive imputer le coût du programme à chacun de ces candidats?

M. MacEachen: Je ne le crois pas. C'est mon opinion et nous espérons que l'amendement rend bien l'idée.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Forrestall, vous avez la parole.

M. Forrestall: Ce qui me préoccupe c'est l'article 4 à la page 11, et je n'ai pas pris le temps de vérifier si cela est juste ou non. Je me demande ce qui adviendra des chefs politiques, par exemple, M. Trudeau, M. Stanfield, M. Davis, M. Caouette et les autres qui peuvent ou non être visés par la disposition qui prévoit que tout parti enregistré par toute personne agissant en son nom entre la date d'émission du bref d'élection et dimanche, le 29^e jour avant le jour du scrutin ou le jour même du scrutin, annonce, et c'est le mot qui nous intéresse, etc, etc? Qu'arrive-t-il donc à mon chef, M. Stanfield, qui veut diriger ce pays et qui, le jour d'émission du bref d'élection, fait annoncer sa campagne électorale, ce qui, forcément doit arriver? Qu'arrive-t-il à M. Trudeau? Cela veut-il dire que la campagne que fait M. Trudeau à travers le pays ne peut faire l'objet d'annonces? Vous dites, monsieur le président, que l'amendement paraît interdire aux chefs de faire annoncer leur campagne nationale pendant toute la période à partir de l'émission du bref et le 29^e jour.

M. MacEachen: Je pense . . .

M. Forrestall: Il faudrait faire plus que penser, monsieur le président.

[Text]

Mr. MacEachen: The purpose is to prohibit advertisements during that period. It would apply to leaders as well as to candidates.

Mr. Benjamin: You would have to rely on news reports.

Mr. Forrestall: You would have to rely on news reports. You could not have an advertisement in the newspaper advertising a rally.

Mr. MacEachen: No.

Mr. Forrestall: And you want this bill to pass? Come on now, surely.

Mr. MacEachen: These are the difficulties that made me hesitant to include this provision in the original bill but it seems . . .

Mr. Forrestall: I was equally as hesitant.

Mr. MacEachen: . . . to me that to prohibit advertising is to prohibit advertising, unless you want to call this informational advertising, you know, that Mr. Stanfield or Mr. Trudeau will be at a rally on a certain date, or Mr. Lewis or somebody else.

Mr. Forrestall: That is fine. You have made your point. We intend to vote against this most vigorously and will oppose it at the proper time vigorously for practical purposes. Can I ask the witness Mr. Chairman, what the position is of national leaders vis-à-vis the over-all restrictions on candidates because after all, in the final analysis, they are candidates for the House of Commons, with respect to advertising and the formula that applies to the amount of money that they are permitted to spend? Is money spent on their national campaigns as national leaders to be construed as money spent on their personal promotion?

Mr. MacEachen: No.

Mr. Forrestall: How would you define the separation of the two?

Mr. MacEachen: For example, if Mr. Stanfield is speaking in Calgary and it is beamed into his riding in Halifax along with all the other ridings in the country, it would be unreasonable in my view to ascribe that cost to Mr. Stanfield's limits. It would be unreasonable.

I think that in that case, the primary purpose of the activity is not for Mr. Stanfield or Mr. Trudeau as candidates in their own ridings but to promote the national party and the national purpose of the party, so I would not include that in their limits; it was not intended to include it in their limits.

Mr. Robinson: A supplementary, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. Robinson.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, one final comment. We are quite prepared to oppose the first part of that and welcome the Minister's explanation of the second part.

Mr. MacEachen: The first part is the informational . . .

Mr. Forrestall: No, it is the denial of access to the public print and electronic media promotion of the national leaders' campaigns. I think there should be some exception to that.

[Interpretation]

M. MacEachen: On veut interdire toute annonce pendant cette période. L'interdiction vaudrait aussi bien pour les chefs que pour les candidats.

M. Benjamin: Il faudrait se fier aux nouvelles et aux journalistes.

M. Forrestall: Effectivement, vous ne pourriez avoir d'annonce dans les journaux pour porter une réunion à la connaissance du public.

M. MacEachen: Non.

M. Forrestall: Et vous êtes en faveur de ce projet de loi? Mais voyons . . .

M. MacEachen: Ce sont ces difficultés qui m'ont fait hésiter, mais il me semble . . .

M. Forrestall: J'ai hésité tout autant que vous.

M. MacEachen: . . . qu'interdire toute annonce, c'est interdire toute annonce à moins que vous ne vouliez appeler cela de l'information, vous savez, que M. Stanfield ou M. Trudeau sera à une réunion à telle date, ou M. Lewis ou quelqu'un d'autre.

M. Forrestall: C'est très bien. Vous avez très bien exprimé votre point de vue. Nous avons l'intention de voter contre et nous nous y opposerons en temps voulu à des fins pratiques. Monsieur le président, puis-je demander au témoin qu'elle est la position des dirigeants nationaux vis-à-vis les restrictions d'ensemble aux candidats à la Chambre des communes, en ce qui concerne la publicité ainsi que la formule quant au montant d'argent qui leur est permis de dépenser? Doit-on considérer l'argent qu'ils dépensent pendant leur campagne de dirigeants nationaux comme une dépense concernant leur propre publicité?

M. MacEachen: Non.

M. Forrestall: Comment définiriez-vous la séparation des deux?

M. MacEachen: Par exemple, si M. Stanfield fait un discours à Calgary et que l'on diffuse ce discours dans sa circonscription d'Halifax ainsi que dans toutes les autres circonscriptions du pays, il ne serait pas raisonnable de lui en attribuer les frais. Cela ne serait pas raisonnable.

Je crois que dans un tel cas, le but principal de M. Stanfield ou de M. Trudeau n'est pas de se faire valoir en tant que candidat, mais de promouvoir le parti national et le but national de leur parti, donc, je n'inclurais pas ces frais dans leur limite. Il n'en était d'ailleurs pas question.

M. Robinson: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur le président.

Le président: Oui, monsieur Robinson.

M. Forrestall: Monsieur le président, j'aimerais faire une dernière observation. Nous sommes prêts à nous opposer à la première partie de cette question, et nous invitons le ministre à nous en expliquer la seconde partie.

M. MacEachen: La première partie explique . . .

M. Forrestall: Non, elle rejète les médias électroniques et les publications publiques comme moyen de promotion des campagnes et des dirigeants nationaux. Je crois qu'il devrait y avoir quelques exceptions.

[Texte]

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, on this same point.

The Chairman: Yes, Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Again I think what we are still on is the matter of informational versus partisan comment, or partisan solicitation of support. Surely a few words could change the Minister's amendments, that there would be nothing wrong with an advertisement in a newspaper or a spot announcement on radio or TV that says the Right Honourable Pierre-Elliott Trudeau will be addressing a rally in the Regina Armouries on such a date and time and that is all it said. If it said "vote Liberal" on the bottom, then that would be breaking the law.

Mr. Forrestall: It is not what it says.

Mr. Benjamin: I know, but I am just suggesting that if . . .

Mr. MacEachen: I agree that that is not what it says. It could say that if we all could agree, if we could draw a proper distinction here.

Mr. Forrestall: Why can we not draw the distinction by exempting from these provisions the national leaders only?

Mr. Benjamin: Would the Chief Electoral Officer be able to have regulations that would prescribe what was allowable and what was not in addition to or subsequent to the bill?

Mr. MacEachen: In a sense he might possibly have regulations; he might if we gave him the authority. As I recollect, the recommendation of the special committee did not exempt in any way the national leaders from the shorter campaign but it is a possibility if it can be worked and it makes sense.

Mr. Benjamin: I was not thinking just about the leaders, but in terms of an informational ad. Call such and such a place if you want information.

Mr. MacEachen: Yes, and I think Mr. Forrestall was of the view that the national leaders should be exempted from the advertising provisions all told, if I understood him properly.

Mr. Benjamin: I think he is worrying about that time prior to the twenty-ninth day.

Mr. MacEachen: Right.

Mr. Benjamin: I think he is worrying about advertising his tour.

Mr. MacEachen: Right.

• 2135

Mr. Benjamin: That he is going to be in such and such a place on successive days. Surely that could be allowed.

Mr. MacEachen: Yes, probably.

The Chairman: I recognize Mr. Robinson for one supplementary.

Mr. Robinson: With reference to what Mr. Forrestall was saying, Mr. Minister, is your interpretation of this part of the bill that you could not advertise a rally or meeting or something like this being held through the news media or on radio or TV, but you could have it on flyers that would be delivered and there would be nothing wrong with that.

[Interprétation]

M. Benjamin: Monsieur le président, j'aurais quelque chose à dire à ce sujet.

Le président: Oui, monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Je crois que nous en sommes encore à la question de l'information contre l'observation ou la demande d'appui partisane. Quelques mots pourraient en fait changer les amendements du ministre, à savoir qu'il n'y aurait rien de mal à annoncer à la radio, à la télévision, ou dans un journal, que l'honorable Pierre Elliott Trudeau prononcera un discours au Manège militaire de Regina tel jour, telle heure, et c'est tout. Si cette annonce comporte «votex libéral», alors la loi serait enfreinte.

M. Forrestall: Ce n'est pas ce qui est dit.

M. Benjamin: Je sais, mais je ne fais que suggérer que si . . .

M. MacEachen: Je suis d'accord que là n'est pas ce qui est dit. Si nous étions tous d'accord, nous pourrions établir une distinction ici.

M. Forrestall: Pourquoi ne pouvons-nous pas établir une distinction en faisant exception seulement des dirigeants nationaux?

M. Benjamin: Le directeur général des élections pourrait-il établir des règlements disant ce qui était permis et ce qui n'a pas été ajouté au bill?

M. MacEachen: En un sens, il peut établir des règlements; il le peut si nous lui en donnons l'autorisation. Si je me souviens bien, la recommandation du comité spécial n'a pas exclu les dirigeants nationaux des plus courtes campagnes et la chose serait possible.

M. Benjamin: Je ne pensais pas seulement aux dirigeants, mais aussi aux annonces servant à renseigner les gens. Téléphonez à tel ou tel endroit si vous désirez des renseignements.

M. MacEachen: Oui, et je crois que selon M. Forrestall, les dirigeants nationaux devraient être exempts des dispositions concernant la publicité.

M. Benjamin: Je crois qu'il s'inquiète de la période antérieure au 29ième jour.

M. MacEachen: C'est exact.

M. Benjamin: Je crois que la publicité de sa campagne le préoccupe.

M. MacEachen: C'est cela.

M. Benjamin: Cela se fera à des endroits prévus à des dates déterminées. C'est permis, n'est-ce pas?

M. MacEachen: Oui, probablement.

Le président: Je vois que M. Robinson a une question supplémentaire.

M. Robinson: Si je me reporte aux propos tenus par M. Forrestall, monsieur le ministre, on ne peut pas annoncer une réunion ou un rallye dans la Presse ou sur les ondes de la radio ou de la télévision, alors qu'on peut le faire aux moyens de tracts, il n'y aurait rien de mal à cela.

[Text]

Mr. MacEachen: That is right.

Mr. Chappell: Mr. Chairman, I am somewhat concerned about Mr. Forrestall's and Mr. Benjamin's concern. We in our own committee were unanimous that the advertising should be limited to the 28 days. Do you not think that the press and the radio would be inclined to give sufficient coverage for national leaders—perhaps not for us individuals but for national leaders? I would not be concerned, frankly, if you could put an ad in for national leaders, but is it necessary? Surely they are of sufficient importance to the nation that the press and the radio would cover them for a rally.

Mr. MacEachen: I gather that the concern is with the pre-rally buildup. Surely the press would cover their presentations at the rally. I gather Mr. Forrestall was concerned about the pre-rally advertising of their presence in a particular place.

Mr. Chappell: Unless they could advertise that pre-rally for two weeks, is not the control gone?

Mr. MacEachen: I think, if you want to make exceptions, you are weakening the purpose, but if you wanted to say you can advertise, just for information, a meeting, of course you are doing some campaigning in that media and you can do it on radio, television, and in the newspaper. In this amendment we left room at least for the candidates to build up their organization, their nominating meetings by the mail-out, the flyer, etc. and we thought that probably the activities of the national leaders were of sufficient moment that they would be covered without advertising.

Mr. Chappell: If I may just make one comment, again for the benefit of Mr. Forrestall, it was our thought that if the national parties could all advertise before the twenty-eighth day all the six or eight phony national parties that are running only for advertising, and there are usually six to eight, could get in and share that six and a half hours that should be devoted to the serious parties. You see, they are cut off registration on the twenty-eighth day, if they do not make it, and that is one of the considerations for national parties not advertising. If they do, the whole 12 or 15 of them will be in there grabbing some of the six and a half free hours.

Mr. Forrestall: Mr. Chairman, my concern is only for the campaigns of the national leaders. It raises many difficulties in my own mind. I appreciate the comments of our distinguished chairman of another committee and the tremendous work that he did on the Act, with the exception of these two sections. But that was never really a serious consideration. The consideration that I think is in front of us right now is the difficulty that it places upon regional groups, for example the metropolitan centres, in promoting the presence in their city of the Prime Minister of this country, or the Leader of the Opposition or the leader of the New Democratic Party, or the leader of the Créditistes. I think, in essence, if we talk this out at another date at another meeting, we can find some compromise which I hope the Minister would accept, that would sort of have the tendency of removing from these limitations the national roles that are expected and anticipated by the people of Canada on the part of the national leaders. I think the people not only have the right to access to their views, but they have a right to know where and when in the communities from one end of this country to the other,

[Interpretation]

M. MacEachen: C'est exact.

M. Chappell: Monsieur le président, je m'inquiète des propos tenus par M. Forrestall et M. Benjamin. Le Comité a convenu, à l'unanimité, que les annonces devraient être limitées à 28 jours. Croyez-vous que la presse et la radio accorderaient suffisamment de temps aux chefs nationaux? Je ne m'inquiérais franchement pas si vous accordiez un temps supplémentaire aux chefs de partis, mais est-ce nécessaire? Ils sont suffisamment importants aux yeux de la nation, pour que la presse et la radio couvrent toutes leurs activités.

M. MacEachen: Je présume qu'il s'agit des activités préélectorales. La presse suivra sûrement la présentation des chefs à une rencontre quelconque. Je présume que M. Forrestall s'inquiétait au sujet de la publicité précédant la présidence du candidat dans un endroit donné.

M. Chappell: A moins qu'il puisse faire de la publicité au sujet de cette réunion deux semaines à l'avance, est-ce qu'il n'y a plus de contrôle?

M. MacEachen: Je crois que si vous tentez de faire des exceptions vous mettez en danger le but de ce projet de loi, mais si vous faites allusion aux droits de la publicité, à titre d'information, si vous faites votre campagne dans la presse alors vous pouvez la faire à la radio ou à la télévision, etc. Dans un amendement nous laissons suffisamment de latitude au candidat pour mettre sur pieds son organisation, pour faire la nomination, pour envoyer le courrier, etc. Nous avons présumé que les activités des chefs nationaux avaient suffisamment d'importance en elles-mêmes pour qu'elles puissent faire les manchettes de la presse sans être commanditées.

M. Chappell: Je voudrais faire une observation au profit de M. Forrestall. Nous avons cru que si les partis politiques pouvaient commanditer les annonces 28 jours avant les élections, tous les partis de pacotille qui se recherchent de la publicité à bon marché, ils sont 7 ou 8 actuellement, pourraient partager les 6 h. 30 consacrées aux partis sérieux. Comme vous pouvez le constater, dans cette période de 28 jours, ils peuvent s'enregistrer s'ils ne l'ont déjà fait, et c'est sous cette optique que nous avons envisagé pour les partis nationaux de ne pas faire de publicité. S'ils le font, les 10 ou 15 autres partis se prévaudront de leurs droits et se partageront ainsi les 6 h. 30.

M. Forrestall: Monsieur le président, je ne m'inquiète vraiment que de la campagne électorale des chefs de partis nationaux. Elle soulève de nombreuses difficultés à mon avis. J'apprécie les commentaires de notre distingué président et le travail immense qu'il a abattu lors de la formation de ce projet de loi, à l'exception de 2 articles qui n'étaient pas vraiment importants. Je crois que le problème qui se pose actuellement, c'est le fait qu'il empêche les groupes régionaux par exemple, le Centre métropolitain, de promouvoir la présence dans leur ville du premier ministre du pays ou du chef de l'opposition ou du chef du nouveau parti démocratique ou bien du chef des créditistes. Je crois que si nous discutons de cette question un autre jour à une autre réunion, nous pourrions trouver un compromis acceptable pour le ministre et qui libérerait en quelque sorte de ces limites les rôles nationaux que la population du Canada attend des chefs de partis. Je crois que la population a non seulement le droit de connaître leurs vues, mais aussi celui de savoir où et quand elle peut les entendre, d'un bout à l'autre du pays. C'est un principe que nous devons prendre garde de ne pas supprimer ou

[Texte]

they can hear them. This is a principle which we must be careful not to abort or try to compress, to the point where the people of Canada are denied the knowledge of their presence. I say this quite sincerely and quite seriously.

• 2140

The people of Canada are entitled to know when and where their Prime Minister is going to be, apart from the moment-to-moment decisions of an editor who has to make up a daily newspaper and put a news item in a newspaper. We all know that a lot of us read only the funny papers and the editorial page because they are compatible. What if the news item appears on other of those two pages, or does not appear on the sports page, or does not appear on the local or provincial news page. What if it happens to wind up on the back page? I am very concerned about that being the only legitimate media for the publication of a visit by one of the national party leaders.

Mr. McBride: Mr. Chairman, if I can go back to the original point of order, I, for one member of this committee, think Mr. Forrestall has a point that no doubt many of us would like to give further thought to. I would urge upon my fellow committee members that we permit the President of The Queen's Privy Council to be released as our witness now, so that we can hear the other groups.

Mr. Forrestall: All right.

The Chairman: Is it agreed that we suspend the testimony of the President of The Queen's Privy Council and we may call him again.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Forrestall: With deep appreciation for the Minister's ability to . . .

Some hon. Members: Hear, hear.

Mr. Forrestall: . . . accede to some of our committee wishes.

Some hon. Members: Hear, hear.

Mr. McBride: Let us hear it for the Minister.

Some hon. Members: Hear, hear.

Mr. Forrestall: He may never be before us again.

Mr. MacEachen: Thank you, very much.

The Chairman: I will call upon Mr. MacPherson and the gentlemen from the Canadian Managing Editors Conference to come forward, please. Mr. MacPherson.

Gentlemen, before we proceed with hearing these witnesses, I just wish to point out that we have also a brief submitted by the Women's Resource Group. I believe they are present and we may hear them shortly, after this, and that is why we still have to press on as fast as we can. Yes, Mr. Forrestall?

Our witness is Mr. C. W. E. MacPherson, Second Vice-President and Secretary-Treasurer of the Canadian Managing Editors Conference. Mr. MacPherson, I would ask you to present your companion, on the right.

Mr. C. W. E. MacPherson (2nd Vice-President and Secretary-Treasurer, Canadian Managing Editors Conference): Thank you, Mr. Chairman. My companion is Mr. William H. Metcalfe, Managing Editor of The Ottawa Journal, who for many years was my predecessor as Secretary-Treasurer of the Canadian Managing Editors Conference.

[Interprétation]

réduire, au point que la population canadienne ne sache pas où sont les chefs de partis. Je dis cela très sincèrement et très sérieusement.

La population a le droit de savoir où sera le premier ministre, et quand, indépendamment de ce que décide un

rédacteur en chef qui doit remplir un quotidien et y placer une nouvelle. Nous savons tous qu'un grand nombre d'entre nous ne lisent que les pages humoristiques et la page éditoriale parce qu'elles ont certaines affinités. Qu'arrive-t-il si la nouvelle ne figure à aucune de ces pages, ou ne figure pas à la page sportive ni à la page des nouvelles régionales ou provinciales. Que se passe-t-il si elles se trouvent à la dernière page? Le fait que seuls les journaux puissent publier la visite d'un des chefs nationaux de partis me préoccupe beaucoup.

M. McBride: Monsieur le président, si je peux revenir en arrière, pour ma part, je crois que la question soulevée par M. Forrestall intéresse sans aucun doute beaucoup d'entre nous. Je suggère à mes collègues de permettre au président du Conseil privé de la Reine de témoigner plus tard, pour que nous puissions entendre les autres groupes.

M. Forrestall: Très bien.

Le président: Sommes-nous d'accord pour suspendre le témoignage du président du Conseil privé de la Reine, quitte à lui demander de revenir plus tard.

Des voix: D'accord.

M. Forrestall: Avec notre reconnaissance au ministre . . .

Des voix: Bravo, bravo.

M. Forrestall: . . . pour avoir accédé à certains souhaits de notre comité.

Des voix: Bravo.

M. McBride: Félicitons le ministre.

Des voix: Bravo.

M. Forrestall: Nous ne le reverrons peut-être jamais.

M. MacEachen: Merci, merci beaucoup.

Le président: J'invite M. MacPherson et les membres de l'Association canadienne des gérants de rédaction. Monsieur MacPherson.

Messieurs, avant d'entendre ces témoins, j'aimerais vous dire que nous avons aussi un mémoire présenté par le Regroupement des forces féminines d'Ottawa. Je crois que nous avons ici des représentantes et que nous pourrions les entendre un peu plus tard, c'est pourquoi nous devons faire le plus vite possible. Oui, monsieur Forrestall?

Le témoin est M. C. W. E. MacPherson, deuxième vice-président et secrétaire trésorier de l'Association canadienne des gérants de rédaction. Monsieur MacPherson, voulez-vous présenter votre compagnon de droite.

M. C. W. E. MacPherson (2e vice-président et secrétaire trésorier de l'Association canadienne des gérants de rédaction): Merci, monsieur le président. Mon compagnon est M. William H. Metcalfe, gérant de rédaction du Ottawa Journal, qui a été pendant plusieurs années secrétaire trésorier de l'Association canadienne des gérants de rédaction.

[Text]

The Chairman: Do you have an opening statement?

Mr. MacPherson: Yes, sir, I have.

The Chairman: Do you have copies?

Mr. MacPherson: I have copies. That is an official copy, if you wish.

The Chairman: Yes. I think it is already in the hands of the committee members, so you can proceed.

Mr. MacPherson: Thank you.

• 2145

The following is a presentation from the Canadian Managing Editors' Conference to the Standing Committee on Privileges and Elections on the subject of Bill C-211, a bill to amend the Canada Elections Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

I might interpolate in this statement, Mr. Chairman and members, that as I read through this I think much of the argument we wish to present to you has been recognized by the Minister who has just given evidence, but I would like to put our views on the record.

I would like to begin by thanking you, Mr. Chairman and members, for your courtesy in giving a hearing to the Canadian Managing Editors' Conference on a subject that is of basic importance to our organization. I should explain that the Canadian Managing Editors' Conference was formed some 25 years ago as an organization to which senior news executives of all Canadian daily newspapers were invited to belong. Since its inception, it has served as a forum for those who manage the newsrooms of the country's newspapers.

At the 1972 annual meeting of the CMEC held last month in Saint John, New Brunswick, the question of Bill C-211 and particularly proposed Section 13 of the bill was raised. As a result, the meeting unanimously approved a resolution to the effect that CMEC:

strongly opposes the section of the federal Election Expenses Bill which would prohibit the publishing of any "article, editorial, advertisement or announcement of a partisan political character" on election day or the day preceding it, and urges that this section of the Bill be deleted.

The resolution went on to say that:

in the opinion of the CMEC this section would have the effect of limiting, in an unprecedented manner, full coverage of election campaigns by newspapers, thus constituting an infringement of the freedom of the press and the public's right to full information, and for these reasons is completely unacceptable.

I am appearing before you because the CMEC was most anxious that the Committee should be informed of the Saint John resolution, and to go into some detail concerning the thinking that went into its formation.

To begin with, on the face of it the CMEC finds it impossible to see the relevance of the aforementioned news prohibition clause to a bill the general purpose of which is to control election campaign expenses.

We assume the proposed prohibition stems from language in the Canada Elections Act dealing with the broadcasting media. We do not intend to go into the question of the merits or otherwise of restraints contemplated for the broadcasting industry; indeed, we understand representa-

[Interpretation]

Le président: Avez-vous d'abord un exposé à présenter?

M. MacPherson: Oui, monsieur.

Le président: En avez-vous des copies?

M. MacPherson: Oui. C'est une copie officielle, si vous voulez.

Le président: Oui. Je crois que les membres du comité l'ont déjà; vous pouvez donc commencer.

M. MacPherson: Merci.

L'exposé qui suit est présenté au Comité permanent des

privileges et élections par l'Association des gérants de rédaction au sujet du Bill C-211 intitulé Loi sur les dépenses d'élection.

J'aimerais ajouter que l'argument que nous présentons a été reconnu par le ministre qui vient de témoigner, mais j'aimerais exprimer notre opinion de façon officielle.

Monsieur le président et membres du Comité, je voudrais commencer par vous remercier de la courtoisie dont vous faites preuve en donnant audience à l'Association canadienne des gérants de rédaction sur un sujet qui est d'importance capitale pour notre association. L'Association canadienne des gérants de rédaction a été fondée il y a 25 ans pour grouper les cadres supérieurs de la rédaction des quotidiens canadiens. Depuis sa fondation, elle permet à ceux qui gèrent la salle des nouvelles des journaux du pays d'échanger leurs idées.

A sa réunion annuelle de 1972, qui a eu lieu le mois dernier à Saint-Jean, N.-B., le bill C-211, et en particulier l'article 13 du bill, sont venus sur le tapis. L'assemblée a approuvé à l'unanimité une résolution portant que l'Association:

«s'oppose fermement à l'article du bill fédéral sur les dépenses d'élection qui interdira la publication de tout «article, éditorial, annonce ou communiqué d'un caractère politique partisan «le jour de l'élection ou la veille, et demande instamment que cet article du bill soit supprimé».

La résolution ajoutait que:

«de l'avis de l'Association, cet article aura pour effet de limiter d'une façon sans précédent l'intégralité du compte rendu que donnent les journaux des campagnes électorales, ce qui constitue une atteinte à la liberté de la presse et au droit du public d'avoir une information complète, et c'est pourquoi cet article est entièrement inacceptable».

Je comparais devant vous parce que l'Association tenait beaucoup à informer le Comité de la résolution de Saint-Jean, et aussi pour vous donner quelques détails sur les raisons qui l'ont motivée.

Pour commencer, à première vue, l'Association ne voit nullement comment l'interdiction ci-dessus mentionnée soit pertinente à un bill dont le but général est de contrôler les dépenses des campagnes électorales.

Nous supposons que l'interdiction proposée découle du libellé de la loi électorale du Canada concernant les organes de radiotélévision. Nous n'entendons pas discuter du bien-fondé ou non des restrictions envisagées pour l'indus-

[Texte]

tions on that subject have already been made to your Committee and perhaps elsewhere.

Whatever the reason, however, the CMEC most strenuously objects to the seemingly gratuitous dragging into the bill of prohibitions against campaign coverage by newspapers. As our Saint John resolution suggests, we believe this is the first time the Government of Canada has attempted to interfere with the full coverage of election campaigns by newspapers. This action is particularly bewildering since the CMEC is not aware of any past abuses that might justify efforts aimed at reform. Thus, the CMEC is totally opposed in principle to any legislative curbs on newspaper coverage of election campaigns.

The actual wording of proposed Section 13 of Bill C-211 is such as to heighten the apprehension of the CMEC at the thought of its becoming law.

• 2150

We are, for example, alarmed at the latitude of interpretation posed by the words "article" and "announcement" of a "partisan political character." As one delegate to the Saint John meeting pointed out, it is possible that this wording could prohibit next-day newspaper coverage of such a vitally important news story as the violence which occurred in Montreal on the very eve of the 1968 federal general election.

Be that as it may, there seems little question that an interpretation of the proposed section could prevent a newspaper from reporting on important campaign developments which occur as much as two days prior to voting day.

Mr. Benjamin: One day.

Mr. MacPherson: The events which might transpire two days, that would be the next day we would be prohibited from publishing. Do you understand?

And whatever interpretation might be placed on the words "article" or "announcement" there can surely be no question as to the intent of proposed Section 13 to prohibit publication of a political "editorial" on election day or the day preceding it.

This prohibition the CMEC believes to be totally wrong. We would argue, and do, that any newspaper should feel free to wait until the very last effective moment to publish its editorial assessment of the parties and the candidates. That would normally be in editions published on election eve, and this proposed Section 13 would prohibit.

One other detail of the proposed section we would like to emphasize to the Committee is that it applies to weekly, as well as daily, newspapers. While the CMEC cannot speak for the weeklies, we feel it is worth pointing out that proposed Section 13 could be particularly onerous on them. Depending on its normal publishing day, it is possible that a weekly's last opportunity for campaign coverage and comment could be eight days before polling day.

In conclusion, it would appear that proposed Section 13 of Bill C-211 is bent on establishing what we would describe as arbitrary deadlines on newspaper treatment of election campaigns. We respectfully submit that such legislative deadlines are not only retrogressive but absolutely unnecessary. If the fear is of a last-minute "ganging-up" of newspaper coverage of partisan issues to which time does not permit a refutation or reply, advancing the election

[Interprétation]

trie de la radiotélévision; effectivement, sauf erreur, des instances sur le sujet ont déjà été présentées à votre Comité et peut-être ailleurs.

Toutefois, quelle que soit la raison invoquée, l'Association s'oppose très vigoureusement à ce que l'on insère dans le bill, d'une façon, semble-t-il, gratuite, des interdictions contre les articles que publient les journaux sur les campagnes électorales. Comme le laisse entendre notre résolution de Saint-Jean, nous croyons que c'est la première fois que le gouvernement du Canada tente d'entraver le compte rendu intégral des campagnes électorales que donnent les journaux. Cette mesure est d'autant plus déroutante que l'association ne connaît aucun abus passé qui puisse justifier des efforts de réforme. Donc l'Association s'oppose entièrement en principe à toute mesure législative propre à restreindre le compte rendu que donnent les journaux des campagnes électorales.

Mais le libellé même de l'article 13 du bill C-211 est de nature à augmenter les craintes de l'Association à la pensée qu'il devienne loi.

Par exemple nous sommes effrayés de la latitude d'interprétation que présentent les mots «article» et «communiqué» d'un «caractère politique partisan». Ainsi que le signalait un participant de la réunion de Saint-Jean, il se peut que ces mots interdisent le compte rendu dans le journal du lendemain d'un événement aussi important que les actes de violence qui se sont produits à Montréal la veille même des élections générales fédérales de 1968.

Quoi qu'il en soit, il ne semble guère douteux qu'une interprétation de l'article proposé pourrait empêcher un journal de rapporter des faits nouveaux et importants survenant durant la campagne jusqu'à deux jours avant le jour de l'élection.

M. Benjamin: Un jour.

M. MacPherson: Les événements qui pourraient se produire au cours des deux jours; c'est-à-dire qu'on ne pourrait faire de reportages le lendemain. Vous comprenez?

Et quelle que soit l'interprétation que l'on donne aux mots «article» ou «communiqué», il est certain que l'article 13 veut empêcher la publication d'un «éditorial» politique le jour de l'élection ou la veille.

L'Association croit que cette interdiction est entièrement mauvaise. Nous soutenons que tout journal doit se sentir libre d'attendre jusqu'au tout dernier moment efficace pour publier en éditorial son évaluation des partis et des candidats. Cela se faisait normalement, dans les numéros qui paraissent la veille de l'élection, et l'article 13 l'interdirait.

Il y a un autre point de l'article sur lequel nous aimerions attirer l'attention du Comité: cet article s'applique aux hebdomadaires tout comme aux quotidiens. L'Association ne peut pas parler aux noms des hebdomadaires, mais il n'est pas inutile de signaler que l'article 13 pourrait leur être particulièrement pénible. Il pourrait arriver que la dernière occasion offerte à un hebdomadaire de donner un compte rendu et des commentaires sur la campagne se présente jusqu'à huit jours avant le jour de l'élection, selon le jour où l'hebdomadaire paraît ordinairement.

En conclusion, il semble que l'article 13 du bill C-211 veuille absolument imposer ce que nous appellerions une date-limite arbitraire aux articles que publient les journaux sur les campagnes électorales. Nous soutenons respectueusement que semblable disposition législative concernant les heures de tombée n'est pas seulement

[Text]

coverage deadlines artificially would not alleviate such a situation. It would simply advance the timing.

Nonetheless, we reiterate that as far as the CMEC knows, there has been no serious problem in this regard in the past. Therefore we would urge the Committee to delete proposed Section 13 in its entirety from Bill C-211, and thus prevent the imposition in law of what the CMEC firmly believes to be an unnecessary infringement of the freedom of the press in Canada and the right of Canadians to full—which must include last-minute—information concerning election issues.

Mr. Chairman, once again I would like to thank you and the members of your Committee for your courtesy in permitting the views of the Canadian Managing Editors' Conference to be heard.

The Chairman: Thank you, Mr. MacPherson. The usual procedure is that members of the Committee ask questions. If you are ready to answer them, I will recognize Mr. Chappell.

Mr. MacPherson: Yes, that is what I understand.

Mr. Chappell: Thank you, Mr. Chairman.

An hon. member: . . . before the witness even started.

The Chairman: Mr. Chappell told me right at the beginning that he intended to ask questions of these people in particular. I received yours after.

Mr. Benjamin: You were not even Chairman yet.

Mr. Chappell: I not only did warn the Chairman but warned the witness of the questions I wished to ask him.

Mr. Forrestall: I knew you were going to.

Mr. Chappell: I am grateful for an opportunity, to question you, Mr. MacPherson, the Second Vice-President and Secretary-Treasurer of the Canadian Managing Editors' Conference, because I think there have been some irresponsible and uninformed comments made about the clause about which you complain. You will see that we have had second thoughts after being informed, but I refer particularly to an article in the Vancouver *Sun* published yesterday. Referring to the Committee, it says:

We could not perceive the difference between radio and TV which is under government regulation and the press which is not.

• 2155

Do you agree that radio and press should be treated the same, with the same rights to disseminate the news, or do you think it should be different for radio and TV than for the press?

Mr. MacPherson: Sir, at our convention the matter of the broadcast news was raised very briefly and the decision was that it should be left to the broadcasting industry to deal with it. I therefore cannot speak on behalf of the Managing Editors' Conference, in answer to your question, but I can give you my personal opinion that there should not be any difference in the restrictions imposed on broadcast or print in news coverage.

[Interpretation]

rétrograde mais absolument inutile. Si l'on craint la venue à la dernière minute d'une avalanche d'articles sur des questions partisans, auxquels il sera impossible de donner une réfutation ou une réponse faute de temps, le fait d'avancer artificiellement l'heure de tombée des articles sur la campagne électorale ne changera cette situation. Cela va simplement avancer le moment de le faire.

Néanmoins, nous répétons que pour autant que nous sachions, il n'y a pas eu de problème grave en ce sens par le passé. Par conséquent, nous demandons instamment au Comité de supprimer entièrement l'article 13 du bill C-211, et d'empêcher ainsi que la loi impose ce que l'Association croit fermement être une atteinte inutile à la liberté de la presse au Canada et une violation du droit qu'ont les Canadiens d'être complètement informés des questions en cause dans une élection, droit qui doit inclure les informations de dernière heure.

Monsieur le président, je voudrais encore une fois vous remercier ainsi que les membres de votre Comité de la courtoisie que vous avez manifestée en permettant à l'Association canadienne des gérants de rédaction de faire entendre ses vues.

Le président: Merci, M. MacPherson. Habituellement, les députés posent des questions. Si vous êtes prêt à y répondre, je vais donner la parole à M. Chappell.

M. MacPherson: Oui, c'est bien.

M. Chappell: Merci, monsieur le président.

Une voix: . . . avant même que le témoin n'ait commencé.

Le président: Monsieur Chappell m'avait dit, dès le début, qu'il avait l'intention de poser des questions à ces gens. J'ai reçu les vôtres plus tard.

Mr. Benjamin: Vous n'étiez même pas encore président.

M. Chappell: Je non seulement avisé le président mais également le témoin des questions que je voulais leur poser.

M. Forrestall: Je savais que vous le feriez.

M. Chappell: Je suis heureux de pouvoir profiter de cette occasion pour vous poser quelques questions, monsieur MacPherson, vous qui êtes le deuxième vice-président et le secrétaire-trésorier de l'Association canadienne des gérants de rédaction, parce que je crois qu'on a, injustement et à la légère, commenté l'article du bill que vous critiquez. Après nous être renseignés, nous y avons songé à nouveau. En disant cela, je pense surtout à un article du Vancouver *Sun* d'hier, concernant le Comité. On peut lire:

Nous ne pouvons saisir la différence entre la radio et la télévision, qui sont réglementées par le gouvernement, et la presse qui ne l'est pas.

Acceptez-vous le principe selon lequel les presses parlées et écrites doivent être traitées de la même façon, avoir le même droit de diffuser les nouvelles, ou croyez-vous qu'il faille faire une différence entre la radio et la télévision d'une part et la presse écrite d'autre part?

M. MacPherson: A notre réunion annuelle, la question de l'application de certaines mesures aux radiodiffuseurs a été soulevée brièvement, mais il a été décidé que c'était à l'industrie de la radiodiffusion de réagir. Je ne puis parler qu'au nom de l'Association canadienne des gérants de rédaction, mais, si vous voulez connaître mon opinion personnelle, je puis vous dire que selon moi il ne devrait pas y avoir de différence entre les presses parlées et écrites dans l'application de ces mesures restrictives qui visent les comptes-rendus d'élections.

[Texte]

Mr. Chappell: So you agree that what comes off the press should come off the radio also.

Mr. MacPherson: Yes, sir.

Mr. Chappell: In the same article it is said that the Committee received briefs from the CRTC and the CBC and the Canadian Association of Broadcasters but did not talk to a single person from the press. Have you any information to the contrary, that the CRTC and the CBC asked to come and came voluntarily but not a single member of the press asked to come before us?

Mr. MacPherson: I have no information to deny your references to the broadcast media. I would point out, sir, though that as soon as we became aware, which, probably due to our lack of keeping a close enough eye on the situation, was at a rather late moment, the Canadian Managing Editors' Conference did in fact ask to appear before the Committee.

Mr. Chappell: Yes, that is a year after the report came out?

Mr. MacPherson: I am terribly sorry. Are you speaking about your original Committee, and is he speaking about it?

Mr. Chappell: Yes, he is speaking of the special committee and he said it heard briefs from the CRTC and the CBC but did not talk to a single person from the press, which infers that the Committee sought out the CRTC and the CBC people but did not wish to hear anybody from the press. Do you have any information that would indicate that is anything but completely false?

Mr. MacPherson: If it is referring to the original committee, yes, sir, I have . . .

Mr. Chappell: You have never heard of anybody from the press who asked to come and was not given an opportunity to come?

Mr. MacPherson: No.

Mr. Chappell: Because we are given a considerable amount of criticism on this clause, do you agree with me that the clause in question, which has caused so much commotion, was recommendation number 25 in the report of the special committee which was tabled in the House in June of 1971?

Mr. MacPherson: I certainly do not deny that at all, sir.

Mr. Chappell: That terrible clause was around for a whole year until the *Toronto Star* picked it up.

Mr. MacPherson: Not to take any credit away from the *Toronto Star*, because perhaps they did, the first time I became aware of it, I must confess, was when it appeared in the bill. This is an obvious admission of neglect on our part in failing to peruse the report of your committee carefully enough, but I might point out that it never occurred to us in a committee that was supposedly dealing with trying to put some limit on election expenses that the question of coverage of election campaigns by newspapers would ever arise, and I can only give that as the reason that we did not look carefully enough into that section.

[Interprétation]

M. Chappell: Vous êtes donc d'accord pour qu'on lève de la même façon les restrictions qui visent la radio.

M. MacPherson: Certainement.

M. Chappell: Le même article laisse entendre que le Comité a reçu des mémoires du Conseil de la radio-télévision canadienne, de la Société Radio-Canada et de l'Association canadienne des radiodiffuseurs, mais qu'aucun représentant de la presse écrite n'a été invité à se présenter. Qu'est-ce qui vous permet de l'affirmer? Qu'est-ce qui vous fait dire que le Conseil de la radio-télévision canadienne et la Société Radio-Canada ont demandé à comparaître et se sont présentés volontairement, sans qu'un seul représentant de la presse écrite n'ait été invité à faire valoir son point de vue?

M. MacPherson: Je ne suis pas au courant de la situation en ce qui concerne les radiodiffuseurs. Je vous signale que pour notre part, dès que nous avons pris connaissance de ce qui se passait, c'est-à-dire relativement tard du fait que nous ne suivions pas la situation d'assez près, nous avons demandé à comparaître devant le Comité; je parle ici de l'Association canadienne des gérants de rédaction.

M. Chappell: Un an après la publication du rapport.

M. MacPherson: Je m'excuse, je croyais que vous parliez du premier comité. L'article ne le mentionne-t-il pas?

M. Chappell: Oui, il est question du comité spécial; on indique que des mémoires ont été reçus du Conseil de la radio-télévision canadienne et de la Société Radio-Canada, mais qu'aucun représentant de la presse écrite n'a été invité à se présenter, ce qui laisse entendre que le Comité a demandé l'avis du Conseil de la radio-télévision canadienne et de la Société Radio-Canada, sans se préoccuper de la presse écrite. Avez-vous des informations qui vous permettraient d'affirmer le contraire, qui vous permettraient de réfuter complètement cette assertion?

M. MacPherson: Si c'est du comité initial qu'il est question, je puis certainement . . .

M. Chappell: Vous n'avez entendu parler d'aucun représentant de la presse écrite ayant demandé à se présenter et qui se soit vu nier l'occasion de le faire, n'est-ce pas?

M. MacPherson: Je n'ai entendu parler de personne.

M. Chappell: On nous attaque au sujet de cet article, mais n'êtes-vous pas prêt à convenir avec moi que cette disposition, qui cause tellement d'émoi, est introduite par suite de la recommandation n° 25 du rapport du comité spécial, déposé à la Chambre des communes en juin 1971?

M. MacPherson: Je ne puis le nier, c'est certain.

M. Chappell: Ces dispositions uniques étaient connues depuis un an avant que le *Toronto Star* ne s'en rende compte.

M. MacPherson: Je ne puis certainement blâmer le *Toronto Star* puisque je n'ai moi-même pris connaissance de cet article, pour la première fois, qu'au moment où je l'ai vu dans le bill. Nous avons certainement fait preuve de négligence en ne parcourant pas de façon suffisamment sérieuse le rapport du comité, mais je vous ferai remarquer que nous étions loin de nous attendre à ce qu'un comité qui était censé s'efforcer de limiter les dépenses électorales en vienne à s'intéresser aux compte-rendus des campagnes électorales dans les journaux. Je suppose que c'est la seule raison pour laquelle nous n'avons pas porté suffisamment attention à cet article.

[Text]

Mr. Chappell: You are aware, of course, that the radio and the CBC people who appeared did not complain about the clause in question when they appeared before the special committee?

Mr. MacPherson: I am not aware of that, sir, no. It is my understanding that the various broadcasting interests—I am not sure that this is relevant but I am speaking particularly of the Radio and Television News Directors Association making representations in various areas against the prohibition.

• 2200

Mr. Chappell: Again, that is just recently, since the bill was introduced in the House.

Mr. MacPherson: I understood that the Canadian Association of Broadcasters made that point just recently.

Mr. Chappell: Yes, just recently.

Mr. MacPherson: I understand the Radio and Television News Directors' Association has been opposing this prohibition over a period of several years.

Mr. Chappell: Here is my last question, and again it concerns this irresponsible article referring to the special committee:

The Liberals have used the opportunity to get a whack at the press that niggles and naggles at them . . . the poor fools.

Do you have any information to the contrary that the committee in question, composed of all four parties, was not completely unanimous on the clause?

Mr. MacPherson: I have no information to the contrary.

Mr. Chappell: Thank you. Those are all my questions.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, in support of some of the comments of Mr. Chappell I sent a copy of the report of the special committee to six editors of daily newspapers and I supplied some reporters, particularly those who cover Saskatchewan, with copies of the report and pointed that one out to them but we heard nothing from them, in our attempt to have the print media treated exactly the same as the broadcast media.

May I add further that for some 30 years the broadcast media has been subject to these restrictions, editorial comment, news comment and advertising in that last 24 hours, and I have yet to hear any managing editor or an editor of any other kind thundering from his ivory tower in defense of the rights of freedom of speech and press on behalf of the radio and television media. But all of a sudden it is a terrible thing in the case of the print media. I would like to hear some rationale for that.

Mr. MacPherson: To begin with, it goes without saying that the newspapers of Canada were woefully neglectful in perusing that committee report. I am surprised. I would have to have a look at your short list of editors that you sent it to, sir, to find out why it should not have come up before a managing editors' conference a year ago, as it certainly would have.

[Interpretation]

M. Chappell: Vous n'ignorez pas que les représentants de la radio et de la télévision n'ont rien eu à redire sur l'article en question lorsqu'ils ont comparu devant le comité spécial.

M. MacPherson: Je l'ignorais. Je croyais que les radiodiffuseurs, par l'entremise, entre autres, de l'Association des directeurs de nouvelles de la radio et de la télévision avaient fait des démarches à plusieurs échelons au sujet de ce genre de restrictions. Je ne sais pas si cela a quelque chose à voir avec la question qui nous occupe, cependant.

M. Chappell: Encore là, c'est très récemment; seulement depuis que le projet de loi a été introduit à la Chambre.

M. MacPherson: Je crois que l'Association des télédiffuseurs canadiens a soulevé ce problème récemment.

M. Chappell: Oui, très récemment.

M. MacPherson: Je crois que l'Association des gérants de radio et de télévision se sont opposés depuis plusieurs années à ce qu'ils croient être une atteinte à la liberté de la presse.

M. Chappell: Voici ma dernière question et elle concerne cet article irresponsable soumis au Comité spécial:

Les libéraux ont sauté sur l'occasion pour flageller la presse qui les faisait tourner en bourriques . . . les pauvres idiots.

Savez-vous si le Comité en question, composé des quatre partis, avait fait l'unanimité au sujet de cet article?

M. MacPherson: Je n'ai pas eu d'information contraire.

M. Chappell: Merci, c'est tout ce que je voulais savoir.

M. Benjamin: Monsieur le président, pour appuyer certaines observations de M. Chappell, j'ai envoyé une copie du rapport du Comité spécial à six éditeurs de quotidiens; j'en ai également remis aux journalistes de la région de la Saskatchewan et j'ai bien souligné l'importance de ce dernier, au sujet de notre tentative de soumettre la presse écrite au même traitement que les autres moyens d'information.

Je me permets de vous faire observer que pendant plus de trente ans la radio a été soumise à ce genre de restrictions, que ce soit dans le domaine des éditoriaux, des nouvelles et de la publicité en ce qui concerne la période des vingt-quatre dernières heures; je n'ai pas encore entendu un éditeur, de sa tour d'ivoire, se porter à la défense des droits de liberté de parole ou de presse au nom de la radio et de la télévision. Voilà que soudain, cette restriction devient une monstruosité en ce qui concerne la presse écrite. J'aimerais qu'on me propose quelque chose de rationnel à ce sujet.

M. MacPherson: En premier lieu, cela va de soi que les journaux du Canada ont fait preuve d'une négligence volontaire en lisant le rapport du Comité. J'en suis surpris. Il leur faudrait voir votre brève liste d'éditeurs auxquels vous avez fait parvenir ce rapport, monsieur, afin de découvrir pourquoi on ne l'a pas fait parvenir à la conférence des éditeurs il y a un an, comme on aurait dû.

[Texte]

Mr. Benjamin: It "aint" news between elections, and that is the point.

Mr. MacPherson: No, it certainly should have come up. It certainly should have been raised by the Canadian Managing Editors' Conference, among other people, and we were remiss in not spotting it in the bill or not perusing the committee report closely enough.

As far as the broadcasters are concerned, my own personal opinion is that I would dispute your suggestion that there has never been any newspaper editorial condemning this broadcast blackout. I have no evidence to back me up on that but I would be surprised if there have not been newspaper editorials complaining about that broadcast blackout.

You infer the newspapers remained quiet while the radio and television was blacked out and it was only when newspapers became involved that we suddenly started complaining. Well, we did not complain as an organization and, after all, I am here representing an organization because we represent newspapers, not broadcasters.

Mr. Benjamin: I meant that in a general way the print media has not really flown to the defense or the rescue of the broadcast media for some 30 years. That is merely my opinion and my evidence is not any better than yours. Let us go a little further. Do you think it is a contribution to a free and fair election if someone who has access to a media, print or broadcast, in the last 48 hours of an election campaign can express an opinion which cannot be replied to as there is not sufficient time, that the intent of which is to influence people to cast a ballot for a certain party or for a certain candidate? Do you feel that an editorial comment or a column by a national columnist is not news?

• 2205

Mr. MacPherson: What is your idea of the deadline?

Mr. Benjamin: You are asking the Committee and Parliament to rely upon the self-discipline of all the editors and news editors of all the broadcast and print media in the last 24 hours to be fair. I doubt very much if your Association or the Association of Broadcasters have control over their membership to that extent.

Mr. MacPherson: Yes, I would agree with that. It does have to be left up to the integrity of, in our case, the newspaper industry. But I would point out that a deadline is going to be imposed and if anyone is going to take unfair advantage, for example, if this proposed Section 13 was passed as drafted, then that unfair advantage could be taken 24 hours earlier than it would have been otherwise and there can still be no right of reply.

Mr. Benjamin: Then logically, we would be better off just to prohibit the print media because if the broadcast media did or said something in my constituency prior to that deadline, whatever it was, I have x hours or x minutes, all I have to do is pick up the telephone and get a tape recording saying that is a bunch of baloney. Some commentator comes on—I beat my wife yesterday and really I beat her the day before—but I have even a matter of minutes to demand and probably get a reply or put a paid ad on. But if something comes up in a print media and it is another 24 hours before that paper comes out, there is no effective or possible way to even out the comment whether it be an editorial—and I am not speaking of news cover-

[Interprétation]

M. Benjamin: Entre chaque élection il n'existe rien; voilà le problème.

M. MacPherson: On en aurait parlé de toute façon. Le problème aurait été soulevé à la Conférence des éditeurs canadiens et nous avons omis de cerner ce problème dans le projet de loi en ne lisant pas avec suffisamment d'attention le rapport du Comité.

En ce qui concerne les télédiffuseurs je conteste votre allégation voulant que les éditoriaux n'aient pas condamné cet interdit. Je n'ai pas de preuve à l'appui de ce que j'avance, mais je serais étonné qu'il n'y ait pas eu de plainte au sujet de cet interdit.

Vous prétendez que les journaux ont gardé le silence alors que la radio et la télévision étaient soumises à un interdit et c'était justement parce que les journaux se sentent visés qu'ils commencent soudainement à se plaindre. Nous ne nous sommes pas plaints en tant qu'organisation et après tout je ne suis ici qu'en tant que représentant d'une organisation parce qu'ici nous représentons les journaux et pas la radio.

M. Benjamin: Je crois qu'en général la presse écrite n'est pas venue à la rescousse de la radio et de la télévision au cours des trente dernières années. C'est ainsi que je crois que mes preuves et mon opinion n'ont pas plus de valeur que les vôtres. Allons plus loin. Croyez-vous que ce soit contribué à faire une élection libre et juste que de permettre à quelqu'un qui a accès au moyen d'information, écrite ou parlée, dans les 48 heures qui précèdent un scrutin, d'exprimer une opinion qui soit de nature à influencer les gens dans le choix d'un parti ou d'un candidat et qui ne soit pas réfutable à cause du manque de temps? Ne croyez-vous pas qu'un éditorial ou un article d'un journaliste de réputation nationale constitue de la nouvelle?

M. MacPherson: Mais qu'est-ce que vous proposez comme heure de tombée?

M. Benjamin: Vous demandez au comité et au Parlement de faire confiance à l'éthique professionnelle des rédacteurs et des presses parlées et écrites pour ce qui est de leur conduite dans les 24 heures qui précèdent un scrutin. Or, je doute fort que votre association ou l'Association des radiodiffuseurs ait un tel contrôle sur leurs membres.

M. MacPherson: Je suis bien d'accord avec vous. Il ne s'agit pas de s'en tenir uniquement à l'intégrité des intéressés, dans notre cas, les rédacteurs de journaux. Je vous signale cependant que si on fixe des heures de tombée et que quelqu'un désire agir comme vous l'avez indiqué, ce serait le cas si l'article 13 est adopté tel qu'il est présentement rédigé, il suffira que de procéder simplement 24 heures plus tôt. Donc, si quelqu'un désire faire un commentaire à la dernière minute, il n'y aura toujours pas possibilité de le réfuter.

M. Benjamin: Logiquement, l'interdiction devrait s'appliquer uniquement aux journaux. Dans ma circonscription, par exemple, si la presse parlait, faisait quelques commentaires tout juste avant l'heure de tombée, disons quelques heures ou quelques minutes avant, j'aurais toujours la possibilité de prendre le téléphone et d'enregistrer une bande disant que tout cela n'est que foutaise. Si un commentateur à la radio prétend que j'ai battu ma femme et la veille ou le jour précédent, je puis en quelques minutes demander et probablement obtenir qu'on m'entende ou faire passer une annonce payée. Dans le cas des journaux, où il faut attendre 24 heures pour qu'un nouveau numéro soit publié, il n'y a aucune possibilité de réplique. Je ne

[Text]

age, I appreciate that area as there is really no way to legislate on that, I do not think—but on the editorial comment and the comments of columnists surely it is proper.

What is to prevent in the later years when the open-line type fellows are on, the broadcast media, from getting on their regularly scheduled broadcast on Sunday or Monday morning, election day, with an editorial comment and the party and the candidate are prohibited from replying. Surely we can have in legislation some kind of standard—that is the best word I can think of at the moment—that would provide the guidelines and the safeguards so that editors could use the maximum of integrity in that last 48 hours.

Mr. MacPherson: What disturbs us particularly is the actual wording that might go into such an effort as you are suggesting. This became apparent to us with the wording of proposed Section 13 which could be very widely interpreted, an article or an announcement in the newspaper that has very wide interpretation. That is one point. The second point is why in the world get involved in writing in new laws where as far as we are concerned there has been no evidence of the requirement for it, where there has been no abuse in the past.

• 2210

Mr. Benjamin: Do you mean there has never been an editorial or there has never been a column in a paper on election morning expressing opinions about who, it seems, is going to win, or, who, it seems, might be the best one to elect? I know of numerous occasions of that.

Mr. MacPherson: The brief covers the editorial side and we argue very strongly that newspapers should have the opportunity of waiting until election eve before doing their final summing up. They are not going to write an editorial to the contrary. If they write it two days before the election, they are not going to turn around and write a contrary editorial the next day.

Mr. Benjamin: How can you justify that? The newspapers had the same length of time as the broadcast media and they have had the same length of time as the parties and the candidates to express those opinions and editorials for the previous 50-some days. How can you justify not having a prohibition of editorial comment in the last 48 hours the same as applies to the broadcast media, the candidates and the parties?

Mr. MacPherson: Because I think you are trying to equalize it in the wrong direction. You are trying to equalize it retrogressively instead of progressively. I have already said that I think if it is equality you are looking for, I personally believe it is wrong that broadcasters should be prohibited particularly from a standpoint of news. I would extend it to editorials for that matter.

Mr. Benjamin: I am excluding news. I agree with you there. I agree with you there. St. Jean Baptiste Day on June 24, 1968 was news and I must say that television and radio broadcasts I heard and watched had objective coverage. There were no attempts to gather sympathy. They got it anyway. Anybody would have in that situation. It would probably encourage the parties to try to have a riot the night before election night, but anyway, that is news. There is no way you can legislate about it. I agree with you there. You exclude the issue of proper news coverage. I

[Interpretation]

parle pas ici des simples comptes rendus; je sais qu'il n'y a aucune façon d'empêcher par législation que quelque chose se glisse à la dernière minute. Cependant, la mesure vaut sûrement dans le cas des éditorialistes et des journalistes connus.

Qu'est-ce qui empêchera dans les années à venir qu'au cours d'une émission de participation du public, le dimanche ou le lundi matin, le jour d'un scrutin, un commentateur de la radio fasse un commentaire visant un parti ou un candidat qui seront dans la totale impossibilité de répliquer. Vous conviendrez sûrement qu'il faut des normes, et c'est le seul mot qui me vienne pour l'instant et qu'il faut des directives et des garanties pour que soit maintenue l'intégrité des rédacteurs dans les 48 heures qui précèdent un scrutin.

M. MacPherson: Ce qui nous préoccupe le plus, c'est le libellé d'une mesure comme celle que vous préconisez. Preuve, l'article 13 proposé dont la portée pourrait être considérable; un article ou une annonce d'un journal comprend beaucoup de choses. Nous nous demandons également pourquoi il faut édicter de nouvelles lois lorsqu'il n'y a pas eu abus de notre part dans le passé. Nous n'en voyons pas le besoin.

M. Benjamin: Vous voulez dire qu'on n'a jamais fait paraître un article de fond, par exemple, le matin de l'élection faisant des prévisions en ce qui concerne celui qui pourrait gagner etc.? J'en connais bien des exemples.

M. MacPherson: Le mémoire traite de cet aspect des éditoriaux et nous prétendons, avec beaucoup d'insistance, que les journaux devraient avoir la possibilité d'attendre jusqu'à la veille des élections avant d'indiquer leurs prévisions définitives. S'ils rédigent cet article deux jours avant les élections, ils ne vont pas rédiger un éditorial en sens contraire le jour suivant.

M. Benjamin: Comment pouvez-vous justifier cette assertion? On a fourni aux journaux la même période de temps qu'aux moyens de diffusion par radio et télévision et ils ont eu le même temps que les partis et les candidats pour indiquer leurs opinions et faire des articles de fond pendant les quelque 50 jours précédents. Comment pouvez-vous prétendre qu'on ne doit pas leur interdire, comme aux autres, de faire des commentaires dans des articles de fond, pendant les dernières 48 heures?

M. MacPherson: Parce que je crois que vous essayez de niveler tout de la mauvaise façon, c'est-à-dire de façon rétrograde. Je vous ai déjà déclaré que si vous recherchez l'égalité, je pense que vous avez tort d'interdire aux radiodiffuseurs de faire passer ces nouvelles. Il en est de même pour les articles de fond.

M. Benjamin: Je n'inclus pas là-dedans les nouvelles. Par exemple, le 24 juin 1968 c'était les nouvelles concernant les jours de la Saint-Jean-Baptiste et je dois dire que la radio et la télévision en ont donné des reportages objectifs. On n'a pas cherché à prendre parti. De toute façon il y a toujours un parti pris dans une telle situation. J'encouragerais probablement les partis à se battre la soirée qui précède la soirée des élections, mais, de toute façon, ceci fait partie des nouvelles, vous ne pouvez pas légiférer à ce sujet. Vous n'interdisez pas les reportages des nouvelles à

[Texte]

have my doubts about it but I do not see how you can legislate on it.

However, surely, editorial comment, the printing of columns that carry opinion, that carry a bias in favour of or in sympathy with a given party or a given candidate, surely the print media as well as the broadcast media should be subject to those limitations. They have the previous 52 or 54 days to put in all the editorials they want.

Mr. William H. Metcalfe (Managing Editor, The Ottawa Journal): Again, it comes back to the point that Mr. MacPherson made. If you instituted a 48-hour rule or a one-week rule, then you would get that editorial at the very last minute, just before the rule came into effect. What difference is it going to make?

Mr. Benjamin: As a candidate or a party that felt aggrieved, and you had to do that 48 hours before, I got 48 hours to get my phoning committee to work all over the damn city. I had some chance to reply.

Mr. Metcalfe: You still have it.

Mr. Benjamin: But if you do an editorial on election morning, early edition, it hits the streets at noon.

Mr. Metcalfe: You still have your election committee to phone around.

Mr. Benjamin: Yes. All my car drivers are out and all my telephoners are out—come on. There is just no way that a candidate or a party can properly respond. Give me a couple or three days to do it and yes, I will take you on.

Mr. MacPherson: This is simply putting a restriction on freedom of the press, I would say in very general terms, that we find unconscionable and totally unacceptable. You are trying to put padlocks on the press and how the press covers an election campaign, and comments on an election campaign. We think it is wrong.

Mr. Chappell: Even though you may kill 10 good members by irresponsible comment?

The Chairman: Order please, the time is running out. Mr. Benjamin, are you through?

Mr. Benjamin: I think I have made my point. I hope so and I am not convinced, but the government is giving you your amendment anyway.

The Chairman: Mr. Forrestall.

Mr. Forrestall: Are you sure?

The Chairman: Yes. It is your turn.

Mr. Forrestall: I want to ask only one simple question. I appreciate the presence of the witnesses here this evening but I suppose, in fact, I cannot help expressing the comment that I wonder how on earth they could have reacted, Mr. Chappell, when we did not go nearly as far as the present bill does. If your complaint is that they were sitting back not wanting to get embroiled in the desperate situation that the broadcasting media finds itself in, I can hardly blame them for that. Mr. Chairman, I cannot find any fault in the Canadian association of editors or daily newspapers or the print media not coming forward, I cannot find any complaint about that at all. Perhaps if they had been worth their salt they might have come forward on behalf of their editorial equals in the broadcast media. But their choosing not to do that is hardly their

[Interprétation]

ce sujet. Et, cependant, on peut douter des résultats; mais je ne vois pas comment on peut légiférer à ce sujet.

Il n'y a pas de doute, cependant, que les commentaires qui passent dans les articles de fond, en faveur d'un parti ou d'un candidat, tant en ce qui concerne la presse que la radiodiffusion, doivent être soumis à ces restrictions. Au cours des 52 ou 54 jours précédents, ces moyens d'information ont toutes possibilités pour faire passer ce genre d'informations.

M. William H. Metcalfe (gérant de rédaction, Le Journal d'Ottawa): On en revient à ce que M. MacPherson a dit: si vous établissez un règlement de 48 heures ou d'une semaine, alors cet éditorial paraîtra à la toute dernière minute, juste avant que le règlement s'applique. Par conséquent il n'y a aucune différence?

M. Benjamin: Si j'étais candidat ou membre d'un parti qui se pensait lésé, et s'il ne fallait s'occuper de cela que pendant les 48 heures antérieures, j'utiliserais ce délai pour que mon comité téléphone dans toute la ville. Il me resterait certaines possibilités.

M. Metcalfe: Vous les avez toujours.

M. Benjamin: Mais si vous rédigez un éditorial le matin de l'élection, pour la première édition, celui-ci sera connu à midi.

M. Metcalfe: Il vous reste toujours votre comité d'élection pour téléphoner.

M. Benjamin: Oui. Alors tous mes chauffeurs sont partis et toutes les personnes qui doivent téléphoner le sont aussi. Comme candidat, comme parti, il est impossible de réagir; mais donnez-moi deux ou trois jours et très certainement je vous prends au mot, je puis y arriver.

M. MacPherson: Ceci revient simplement à aliéner la liberté de la presse. Ce que nous n'admettons aucunement. Vous voulez baillonner la presse ainsi que les reportages concernant une campagne électorale; nous pensons que ceci est injuste.

M. Chappell: Même si vous liquidez 10 bons députés en publiant des commentaires qui ne sont pas dignes de confiance?

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît, le temps passe. Monsieur Benjamin, avez-vous terminé?

M. Benjamin: Je pense que oui, je ne suis pas convaincu par la réponse, mais, de toute façon, le gouvernement vous permet de présenter cet amendement.

Le président: Monsieur Forrestall.

M. Forrestall: Êtes-vous sûr que c'est mon tour?

Le président: Oui.

M. Forrestall: Je voudrais poser une question. Je sais qu'il y a des témoins qui veulent se faire entendre ce soir, mais je ne puis m'empêcher de dire que je m'étonne de cette réaction, monsieur Chappell, alors que nous ne sommes pas allés aussi loin que ce bill. Si vous prétendez que cette association n'a pas voulu se mêler de la situation impossible dans laquelle se trouvent les moyens d'information, on ne peut guère l'en blâmer. Monsieur le président, je ne vois rien à redire au fait que l'Association canadienne des chefs de rédaction, les quotidiens ou la presse, ne viennent pas présenter leur avis. Peut-être qu'il aurait été préférable qu'ils se présentent, au nom de leurs collègues éditorialistes des stations de radio. Mais ce n'est pas leur faute s'ils ont dû choisir de faire autrement, et je me sens obligé de faire cette remarque. Les représentants de l'Association

[Text]

fault, and I feel compelled to make that remark. They came forward when the act, following on the work of Mr. Chappell and his special committee, was presented to the House of Commons, and I think they are to be commended for that. Now that their interests are at stake, it is natural that they should be here.

• 2215

Is the amendment proposed earlier this evening by the Government House Leader, Mr. MacEachen, an acceptable position to yourselves?

Mr. MacPherson: I think I can answer that yes, sir. As far as the Canadian Managing Editors' Conference is concerned, yes, I would say so.

Mr. Forrestall: You understand that you have editorial freedom?

Mr. MacPherson: Yes sir, as I understood his proposed amendment.

Mr. Forrestall: Then the context in which you are finally here at this hour of the evening, given general acceptance of the Minister's proposed amendment, is to argue the merits of the absence of advertising in that particular period and nothing else?

Mr. MacPherson: This is the one distinction I wanted to make, that the Canadian Managing Editors' Conference are not concerned with advertising in any way.

Mr. Forrestall: What are you here for?

Mr. MacPherson: We are here to try and convince this Committee that any infringement on news and comment in the newspapers should not be proceeded with.

Mr. Forrestall: You already have. Thank you very much.

Mr. McBride: Mr. Chairman, the hour is late and there is another group to hear. I think Mr. Benjamin has covered the points I essentially was concerned about.

The top of page 4 is a source of very deep concern to me and I would suspect it ought to be for every responsible Canadian—that there is an elite in our country with access to editorial columns who wish to use their influence at the last minute. I am completely with Mr. Benjamin, that I think this should be barred. Although I sit on the government side of the House, I am not at all enthused about leaving editorial comment open like this, and I just want the record to show that.

I agree with Mr. Benjamin, again, on the news that the news should be open but not the editorial comment.

My own feeling is we should hear the next group as soon as possible.

The Chairman: I have another questioner, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I will be very short because I would like to hear this bevy of beauties on my left as well.

I notice on page 3, about half way down, you say:

[Interpretation]

sont venus lorsque la Loi a été présentée en Chambre, à la suite du travail fait par M. Chappell et son comité spécial, et je crois qu'il faut les en féliciter. Maintenant que leurs intérêts sont en jeu, il est naturel qu'ils se présentent devant nous.

L'amendement proposé plus tôt ce soir par le leader du Gouvernement à la Chambre, M. MacEachen, vous semble-t-il acceptable?

M. MacPherson: Je crois pouvoir répondre par l'affirmative, monsieur. En ce qui concerne l'Association canadienne des gérants de rédaction, je dirais oui.

M. Forrestall: Vous comprenez que vous avez toute liberté éditoriale?

M. MacPherson: Oui monsieur, c'est ce que j'ai compris d'après l'amendement proposé.

M. Forrestall: Alors, si vous êtes ici à une heure si tardive, étant donné que vous acceptez de façon générale l'amendement proposé par le ministre, c'est pour contester les mérites de l'interdiction de faire de la publicité pendant cette période en particulier, et pour rien d'autre?

M. MacPherson: C'est bien la distinction que je voulais faire, c'est-à-dire que l'Association canadienne des gérants de rédaction ne se préoccupe en aucune façon de la publicité.

M. Forrestall: Pourquoi êtes-vous ici?

M. MacPherson: Nous sommes ici pour essayer de convaincre le Comité de ne rien adopter qui pourrait entraver la diffusion des nouvelles et des commentaires dans les journaux.

M. Forrestall: Vous l'avez déjà fait. Merci beaucoup.

M. McBride: Monsieur le président, il est tard et un autre groupe doit comparaître. Je crois que M. Benjamin a abordé les points qui me préoccupaient le plus.

Une chose me préoccupe beaucoup à la page 3, et je suppose qu'elle devrait également préoccuper tous les Canadiens responsables; il s'agit du fait qu'il y a une élite dans notre pays qui a accès aux colonnes éditoriales, et qui veut faire jouer son influence à la dernière minute. Je suis tout à fait d'accord avec M. Benjamin, lorsqu'il dit qu'il faudrait l'interdire. Même, si je siége du côté ministériel à la Chambre, je ne suis pas du tout enthousiasmé à l'idée de laisser les éditoriaux aussi libres et je veux que mon opinion soit consignée.

Je suis d'accord avec M. Benjamin, encore une fois, lorsqu'il dit que les nouvelles devraient être entièrement libres, mais non pas les commentaires des éditorialistes.

Je suis d'avis que nous entendions le prochain groupe le plus tôt possible.

Le président: Il y a un autre député qui veut poser des questions; Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je serai très bref car j'aimerais entendre moi aussi cet essaim de beautés qui se trouvent à ma gauche.

Je remarque vers le milieu de la page 2 de votre mémoire, que vous dites:

[Texte]

... it is possible that this wording could prohibit next-day newspaper coverage of such a vitally important news story as the violence which occurred in Montreal on the very eve of the 1968 federal general election.

This was touched on before. Do you believe that a real news story, whether it has to do with an election or not, is going to be in any way suppressed by this bill?

Mr. MacPherson: Yes, that is our very great fear, completely our great fear. We use that one specific example and I think someone might interpret that . . .

Mr. Robinson: Do you think that story in 1968 would have been withheld from the news?

Mr. MacPherson: We are suggesting that under the proposed wording of Section 13 it might have been construed as an article of a partisan political nature.

Mr. Benjamin: The broadcasters did not think so.

An hon. Member: Only the CBC put it on.

• 2220

Mr. MacPherson: Broadcasters have terrible worries on that score, but I do not know about that. However, if there is a huge election rally on behalf of one of the party leaders two days before the election, and it is an enormous rally and various things might happen, accidents and this sort of thing, is this an article of a political partisan nature? It is a rally called by one of the party leaders. Now I suggest under this wording that that could very well be interpreted as being a political partisan article and therefore we would not be able to report on what we would say would be an absolutely legitimate news event.

Mr. Robinson: Would you be happy with the bill if it was your understanding from the Minister that the kind of news story that broke out in 1968 could still be reported the way it was reported at that time? Would you be satisfied then?

Mr. MacPherson: I am not sure whether you are narrowing me in here. What did you say about the Minister, sir?

Mr. Robinson: If the Minister was to assure you that the kind of story that broke out in 1968, which was reported and reported fully, could be reported fully after the bill, would you be satisfied?

Mr. MacPherson: You would have to take these case by case. You would have to compare every other news story to that particular one and I think it would be impossible to do so. I would repeat that the proposed amendment made by the Minister tonight would, I am sure, satisfy the Managing Editors' Conference.

Mr. Robinson: On page 5 of your brief, the last page, you say that:

the CMEC firmly believes to be an unnecessary infringement of the freedom of the press in Canada and the right of Canadians to full—which must include last-minute—information concerning election issues.

Do you really think that within the last two days there are going to be any new election issues?

[Interprétation]

... Il se peut que ces mots interdisent le compte-rendu dans le journal du lendemain d'un événement aussi important que les actes de violence qui se sont produits à Montréal la veille même des élections générales fédérales de 1968.

On a abordé cette question auparavant. Croyez-vous que le présent projet de loi apportera des restrictions aux véritables reportages de nouvelles, qu'ils se rapportent ou non aux élections?

M. MacPherson: Oui, nous le craignons beaucoup. Nous nous servons de cet exemple en particulier, et je crois que l'on pourrait en déduire que . . .

M. Robinson: Croyez-vous que l'on aurait interdit le reportage de cet événement de 1968 dans les nouvelles?

M. MacPherson: D'après nous, aux termes de l'article 13 proposé, on aurait pu interpréter cela comme étant de nature politique partisane.

M. Benjamin: Ce n'est pas ce que les radiodiffuseurs ont pensé.

Une voix: Il n'y a que Radio-Canada qui a diffusé la nouvelle.

M. MacPherson: Cela inquiète terriblement les radiodiffuseurs, mais je n'en sais guère plus. Cependant, s'il y avait une réunion électorale monstre où apparaissait l'un des chefs de partis 2 jours avant les élections, et pendant ce genre de réunion des accidents arrivent, les nouvelles seraient-elles considérées comme de nature partisane et politique? Il s'agit d'une réunion organisée par un des chefs de partis. Il me semble que la teneur de cet article pourrait fort bien être interprétée de cette façon et que nous ne pourrions donc pas diffuser de nouvelles à propos de cet événement.

M. Robinson: Est-ce que le projet de loi vous plairait davantage si le ministre pouvait vous assurer que le genre d'événement qui s'est produit en 1968 pourrait encore faire l'objet de nouvelles comme à cette époque? Est-ce que ce serait mieux ainsi?

M. MacPherson: Je n'en suis pas sûr, mais j'ai l'impression que vous voulez m'acculer dans un coin. Que disiez-vous donc à propos du ministre?

M. Robinson: Si le ministre vous assurait que le genre d'événement qui a fait l'objet de nouvelles en 1968, et ce de façon détaillée, pourrait encore faire l'objet de ce genre de nouvelles après le passage du projet de loi, cela vous satisferait-il?

M. MacPherson: Il faudrait alors analyser le cas. Il faudrait comparer toutes les nouvelles avec celles-là, et je crois que cela serait impossible. L'amendement proposé par le ministre ce soir satisferait, j'en suis sûr, l'Association des gérants de rédaction.

M. Robinson: A la page 5, de votre mémoire vous dites, et je cite:

que l'Association croit fermement être une atteinte inutile à la liberté de la Presse au Canada et une violation des droits qu'ont les Canadiens d'être complètement informés des questions en cause, dans une élection, droit qui doit inclure les informations de dernière heure.

Croyez-vous vraiment qu'il y ait, pendant les deux dernières journées d'une campagne électorale, des questions qui soient vraiment importantes et nouvelles?

[Text]

Mr. MacPherson: Yes, I certainly think there is every possibility of it. With all respect, sir, yes, I believe there could very well be new issues, completely new issues.

Mr. Robinson: Can you give any examples?

Mr. MacPherson: No, I cannot. It could be anything.

Mr. Robinson: Well, certainly the parties are not going to be coming out with new issues within the last two days.

Mr. Benjamin: It would be a little late then if they did.

Mr. MacPherson: May I return the question. Do you think it has never happened that a party has not tried to bring in a new issue in the very last few days of the election? I think perhaps there have been efforts made at least.

Mr. Robinson: If this is in the bill, it will certainly mean that the parties themselves will not be able to bring out any new issues within the last two days. Why would the news media be so concerned? It is the parties that would be concerned, not the news media.

Mr. MacPherson: Not necessarily, sir. I think there could be external . . .

Mr. Robinson: Unless you are suggesting that the news media are going to create some issues, and this is what I am asking you.

Mr. MacPherson: Not necessarily.

Mr. Robinson: What issues are the news media going to create?

Mr. MacPherson: Do you not agree, for example, that there could be an external development of great seriousness on which the stands of the various parties might be extremely important to the voters?

Mr. Robinson: No, but the parties are all agreeing that there will be no new issues within the last two days, so what concern is it of the news media? What issues are going to be raised by the news media? That is what I would like to get from you.

Mr. MacPherson: I suggest it is not within the power of the parties to prevent new issues from arising in the last few days of the election. It is not the parties necessarily that raise the issues, or the press. The issues can raise themselves. I suggest something from outside the country, for one thing.

Mr. Robinson: I am suggesting to you that from reading the brief, the impression I get is that the news media may create issues. That is what I am concerned about.

Mr. MacPherson: I am sorry that you took that interpretation because it certainly was not intended.

Mr. Robinson: Because the parties are certainly not . . .

• 2225

Mr. MacPherson: We are talking about reporting, we are not talking about creating.

Mr. McBride: At the top of page four it refutes what you just said. Surely your whole point in the editorial confirms what Mr. Robinson is saying.

[Interpretation]

M. MacPherson: Oui, c'est très possible.

M. Robinson: En auriez-vous un exemple?

M. MacPherson: Non, cela pourrait être n'importe quoi.

M. Robinson: Je ne crois tout de même pas que les partis soulèvent de nouvelles questions pendant les deux dernières journées.

M. Benjamin: Cela serait un peu tard.

M. MacPherson: Je puis vous retourner la question. Croyez-vous que cela n'est jamais arrivé lors d'une élection? Je crois qu'on l'a déjà essayé.

M. Robinson: Si le projet de loi n'en fait pas état, cela voudra certainement dire que les partis eux-mêmes ne pourront pas soulever de nouvelles questions pendant les deux dernières journées. Pourquoi cela préoccupe-t-il tant la presse? Ce sont les partis qui devraient s'en préoccuper, pas la presse.

M. MacPherson: Pas nécessairement, monsieur. Je crois qu'il pourrait y avoir . . .

M. Robinson: Voulez-vous donc dire que la presse pourrait soulever de nouvelles questions?

M. MacPherson: Pas nécessairement.

M. Robinson: Quelles questions la presse soulèvera-t-elle?

M. MacPherson: Ne croyez-vous pas, par exemple, qu'il pourrait y avoir, à l'extérieur du pays, des événements assez graves qui pourraient influencer le programme des divers partis et intéresser les électeurs?

M. Robinson: Non, mais les partis s'accordent tous à dire qu'ils ne soulèveront pas de nouvelles questions pendant les 2 dernières journées. Pourquoi donc la presse s'inquiète-t-elle? Quelles questions voudrait-elle soulever? C'est cela que j'aimerais que vous me disiez.

M. MacPherson: Les partis ne peuvent pas contrôler les événements. Ce ne sont pas nécessairement les partis ou la presse qui soulèvent les problèmes. Il y a des problèmes qui se soulèvent d'eux-mêmes. Il se pourrait que quelque chose d'important se produise en dehors de ce pays, par exemple.

M. Robinson: A lire votre mémoire, j'ai l'impression que ce sont la presse et les radiodiffuseurs qui créent les problèmes. C'est cela qui m'inquiète.

M. MacPherson: Je suis désolé que vous pensiez cela parce que telles ne sont pas nos intentions.

M. Robinson: Parce que les partis ne sont sûrement pas . . .

M. MacPherson: Nous parlons de reportage, non pas de création.

M. McBride: Le début de la page 4 contredit ce que vous avez dit. Votre éditorial confirme certainement les paroles de M. Robinson.

[Texte]

Mr. Metcalfe: You are talking editorials; he was talking news.

Mr. MacPherson: Quite so. There is a very, very clear distinction between news coverage and editorials.

Mr. Robinson: I have no further questions.

The Chairman: Gentlemen, I wish to thank the representatives of CMEC for their presentation for being here today. It was very interesting and thank you for coming.

Mr. MacPherson: Thank you, Mr. Chairman and members.

The Chairman: Do Committee members agree that we hear briefly from the Women's Resource Group?

Mr. Robinson: Would they like to come in the morning?

The Chairman: Now that they are here if we want a presentation...

Mr. Robinson: Let us hear them. I move we hear them, Mr. Chairman.

The Chairman: Would the representatives of the group please come forward?

Mr. McBride: Mr. Chairman, this is the second time this organization has appeared before a Parliamentary committee today.

The Chairman: They appeared before what other Committee?

Mr. McBride: Miscellaneous Estimates, this morning.

The Chairman: Miss Pellerin, are you ready to go ahead now? Do you want to read the brief?

Mr. Benjamin: Could you tell us what the group is?

The Chairman: Miss Pellerin, could you explain briefly what and who you represent?

Miss Renée Pellerin (Women's Resource Group): Thank you, Mr. Chairman. I am representing the Women's Resource Group of Ottawa which is a newly formed group of women of many different interests and at the moment we are working on many different things. This is only one of the things we are working on.

Mr. Howe: How many are in your organization?

Miss Pellerin: Approximately 60 women in our organization.

Mr. Howe: All in Ottawa?

Miss Pellerin: Yes.

Mr. Robinson: Are you affiliated with Women's Lib?

Miss Pellerin: We are not affiliated with anything, Mr. Robinson. We are one group.

[Interprétation]

M. Metcalfe: Vous parlez d'éditoriaux; il parlait de nouvelles.

M. MacPherson: En effet. Il y a une distinction très très nette entre les nouvelles et les éditoriaux.

M. Robinson: Je n'ai plus de question.

Le président: Messieurs, je remercie les représentants de l'Association canadienne des gérants de rédaction de leur présence ici aujourd'hui. Votre exposé a été très intéressant et nous vous remercions d'être venus.

M. MacPherson: Merci, monsieur le président et messieurs les députés.

Le président: Les membres du comité sont-ils d'accord pour que nous entendions le regroupement des forces féminines d'Ottawa?

M. Robinson: Pourraient-elles venir le matin?

Le président: Maintenant qu'elles sont ici si nous voulons écouter leur exposé...

M. Robinson: Écoutons-les. Je propose que nous les écoutions, monsieur le président.

Le président: La représentante du regroupement pourrait-elle s'avancer?

M. McBride: Monsieur le président, c'est la seconde fois que ce groupe témoigne devant un comité parlementaire aujourd'hui.

Le président: Devant quel autre comité a-t-il témoigné?

M. McBride: Celui des prévisions budgétaires en général, ce matin.

Le président: Mademoiselle Pellerin, êtes-vous prête à commencer? Voulez-vous lire le mémoire?

M. Benjamin: Pourriez-vous nous dire ce qu'est ce regroupement?

Le président: Mademoiselle Pellerin, pourriez-vous nous expliquer brièvement ce que vous représentez?

Mademoiselle Renée Pellerin (Regroupement des forces féminines): Merci, monsieur le président. Je représente le regroupement des forces féminines d'Ottawa, qui est un groupe récemment formé de femmes ayant des intérêts différents et nous nous occupons maintenant des différents problèmes. Ceci seulement est l'un des problèmes que nous étudions.

M. Howe: Combien votre organisme compte-t-il de membres?

Mlle Pellerin: Il y a environ 60 femmes dans notre organisme.

M. Howe: Toutes d'Ottawa?

Mlle Pellerin: Oui.

M. Robinson: Êtes-vous affiliées au Women's Lib?

Mlle Pellerin: Nous ne sommes affiliées avec aucun groupe, monsieur Robinson. Nous ne sommes qu'un groupe.

[Text]

The Chairman: You are an independent group.

Miss Pellerin: Right.

The Chairman: Will you go ahead?

Miss Pellerin: Thank you, Mr. Chairman.

Female participation in Canadian federal politics is seriously lacking. Since 1921 there have been 15 federal elections. Out of a total of 12,262 candidates for House of Commons seats only 300 were women, only 2.4 per cent. In the 1968 election there were 967 candidates of whom only 34, or 3.5 per cent were women.

One of the barriers to federal politics for women has been lack of funds. Women in Canada are a low-income group. In 1967 women received less than 20 per cent of the total reported income, 37 per cent of gross dividends from stocks, 36 per cent of rental income and 31 per cent of interest on mortgages. Less than 1 per cent of top corporate positions were held by women. In 1969 only 2.3 per cent of all women workers were in management positions. In the nineteen sixties the percentage of women in top paying professions was minimal; for example, physicians, 7 per cent; lawyers, 3 per cent; dentists, 4 per cent; and engineers, less than 1 per cent. Women in Canada earn less than men and have far less access to corporate funding, the major source of money for election campaigning amongst the two major political parties.

We appreciate the efforts of the Barbeau Committee, the special committee on election expenses and finally the Liberal government in drafting Bill C-211, in attempting to ensure some equality in election spending.

However it is our opinion that Bill C-211 is inadequate. It achieves only partly the objective that no serious candidates should be financially inhibited in running for federal office. Bill C-211 is only a token response to the needs of women, or indeed members of any other low-income group, seeking federal office.

Under the terms the ceiling on expenditures by individual candidates is too high. For example, a candidate in a riding with 30,000 electors would be entitled to spend \$21,250. And this ceiling applies to a narrow definition of election expenses, that is, those incurred:

• 2230

"(a) in acquiring the right to the use of time on the facilities of any broadcasting undertaking as defined in Section 2 of the Broadcasting Act, (b) in procuring the right to the publication of an advertisement in any periodical publication, (c) in printing, acquiring, manufacturing, publishing or distributing any advertising material or device."

This does not account for any additional expenditures of committee rooms and other administrative expenditures.

Few women, most of whom are low income and new to federal politics, would be willing or able to spend \$21,250 in order to compete with more experienced or wealthier candidates.

The requirements for eligibility to reimbursement are again discriminatory to those candidates of low income.

[Interpretation]

Le président: vous êtes un groupe indépendant.

Mlle Pellerin: C'est exact.

Le président: Voulez-vous commencer?

Mlle Pellerin: Merci, monsieur le président.

La participation des femmes dans la politique fédérale canadienne présente des lacunes graves. Depuis 1921, il y a eu 15 élections fédérales. Sur un total de 12,262 candidats, à la députation fédérale, 300 seulement étaient des femmes, c'est-à-dire seulement 2.4 p. 100. A l'élection de 1968, seulement 34 des 967 candidats c'est-à-dire 3.5 p. 100, étaient des femmes.

L'un des obstacles à la participation féminine dans la politique fédérale est qu'elles manquent de fonds. Les femmes forment au Canada un groupe à revenu faible. En 1967, les femmes ont reçu moins de 20 p. 100 du revenu total, 37 p. 100 des dividendes bruts d'actions, 36 p. 100 des revenus de locations et 31 p. 100 des intérêts sur hypothèques. Moins d'un p. 100 de postes clés dans les compagnies étaient occupés par des femmes. En 1969, seulement 2.3 p. 100 de toutes les travailleuses féminines occupaient des postes de direction. Dans les années 1950, le pourcentage de femmes exerçant des professions à revenu élevé était très faible; par exemple, 7 p. 100 des médecins; 3 p. 100 des avocats; 4 p. 100 des dentistes et moins d'un p. 100 des ingénieurs. Au Canada, les femmes gagnent moins que les hommes et ont beaucoup moins accès aux fonds des compagnies, constitue la principale source de fonds des campagnes électorales des deux partis politiques les plus importants.

Nous apprécions les efforts du comité Barbeau, du comité spécial des dépenses électorales et finalement du gouvernement libéral qui a présenté le projet de loi C-211, en vue d'assurer une certaine égalité dans les dépenses électorales.

Cependant, nous croyons que le bill C-211 est inadéquat. Il n'atteint que partiellement son objectif, c'est-à-dire qu'aucun candidat sérieux ne soit empêché pour des raisons financières de se présenter à la députation fédérale. Le bill C-211 n'est qu'une réponse partielle aux besoins des femmes, ou même des membres de tout groupe à faible revenu, qui cherchent à se faire élire députés.

Le plafond de dépenses fixé par le projet de loi pour les candidats individuels est économique. Par exemple, un candidat se présentant dans une circonscription de 30,000 électeurs aura le droit de dépenser \$21,250. Et ce plafond s'applique à une définition étroite des dépenses électorales c'est-à-dire:

a) pour l'acquisition du droit d'utiliser du temps d'émission d'une entreprise de radiodiffusion selon la définition qu'en donne l'article 2 de la Loi sur la radiodiffusion, b) pour l'obtention du droit de publier une annonce dans une publication périodique, ou c) pour l'impression, l'acquisition, la fabrication, la publication ou la diffusion de tout document ou matériel de publicité.

Ceci ne tient pas compte des dépenses supplémentaires concernant les salles de réunion et autres dépenses administratives.

La plupart des femmes gagnent un faible revenu et en sont à leurs premières armes en politique fédérale, alors très peu d'entre elles voudraient ou pourraient dépenser \$21,250 en vue de faire la lutte à des candidats plus expérimentés ou plus riches.

[Texte]

The bill provides that the eligible candidate must obtain at least 20 per cent of the number of valid votes cast in the electoral district in which he or she is a candidate. The Barbeau Commission recommended that candidates be eligible for reimbursement if they obtained 15 per cent of the votes cast. But even with this percentage, it has been estimated that only three out of four candidates would qualify. Therefore, there is an inhibitive financial risk involved for inexperienced candidates whose chances of winning their first election are small.

Furthermore, the reimbursements are inadequate. Bill C-211 would provide a maximum of \$5,562.50 to an eligible candidate in a riding of 30,000 electors, plus an additional amount up to \$3,000 for transportation costs in designated ridings, plus the cost of one mailing to constituents.

I might add here, gentlemen, that according to Mr. MacEachen's estimates, some quick figuring reveals to me that in a riding of 30,000 electors, a candidate would be eligible for less than that \$5,562.50; he would be eligible for \$2,300.

The large gap between the ceiling on expenditures and the reimbursements is inhibitive. Also, providing reimbursement as a percentage of total expenditure favours those candidate with the most money to spend. The changes that Mr. MacEachen has proposed also agree with my statement in this brief.

We feel that women must be encouraged to enter federal politics in order to gain political experience. To lessen the financial barriers to women, we recommend: (1) that all eligible candidates be given a minimum of \$6,000 reimbursement.

Until such a time as women are truly represented in federal politics, reimbursement for election expenses of female candidates should be provided regardless of the number of votes obtained. Reimbursement for a female candidate's \$200 deposit should also be granted without regard to the number of votes obtained.

We recommend that the ceiling on election expenditures by candidates be lowered. We recommend that the candidate be allowed to spend 50 cents per elector on the first 15,000 electors in his or her federal district, and 20 cents per elector beyond the first 15,000. This would limit expenses in a riding of 30,000 electors to \$10,500, and that is about half of my estimate according to the bill.

Aside from the financial barriers to women entering federal politics, there is a barrier imposed by the party system itself. Traditionally, women have not been endorsed by the major political parties. The difficulties in obtaining a nomination are such that a serious female candidate may be forced to run as an independent or as a member of a minor party and forego the advantages of a large national party fund.

In 1968, for example, seven of the 34 women candidates ran as independents or were affiliated with minor parties; 21 were affiliated with the NDP. The Liberal Party endorsed only one female candidate, and I believe that candidate ran against John Diefenbaker, while the Progressive Conservatives fielded five.

Bill C-211 is discriminatory to those candidates not endorsed by a major party. The recommendations we have made with reference to expenditure ceilings and reimbursements to candidates would encourage women to gain

[Interprétation]

Les exigences d'admissibilité au remboursement sont également discriminatoires vis-à-vis les candidats à faible revenu. Le projet de loi stipule que le candidat admissible doit obtenir au moins 20 p. 100 du nombre des votes valides enregistrés dans le district électoral dans lequel il ou elle est candidat (1). La Commission Barbeau recommandait que les candidats soient admissibles au remboursement s'ils obtenaient 15 p. 100 des votes enregistrés. Mais même avec ce pourcentage, on a estimé que seulement trois candidats sur quatre seraient admissibles. Par conséquent, il y a un risque financier qui peut effaroucher les candidats inexpérimentés dont les chances de gagner leurs premières élections sont réduites.

De plus, les remboursements sont insuffisants. Le Bill C-211 prévoirait un maximum de \$5,562.50 pour un candidat admissible dans une circonscription de 30,000 électeurs, en plus d'un montant supplémentaire de \$3,000 pour des frais de transport dans des circonscriptions désignées, qu'il faut ajouter au coût d'un envoi postal par électeur.

Je pourrais ajouter ici, messieurs, que d'après les estimations de M. MacEachen, des calculs rapides me révèlent que dans une circonscription de 30,000 électeurs, un candidat serait admissible à un montant moindre que \$5,562.50; il serait admissible à \$2,300.

L'écart formidable qui existe entre le plafonnement des dépenses et le remboursement constitue un obstacle. En outre, le fait d'établir le remboursement d'après un pourcentage des dépenses totales favorise les candidats qui ont le plus d'argent à dépenser. Les changements qu'a proposés M. MacEachen confirment également ce que je déclare dans le mémoire.

Nous sommes d'avis qu'il faut encourager les femmes à faire de la politique fédérale afin qu'elles puissent acquérir de l'expérience politique. Pour diminuer les barrières financières auxquelles se heurtent les femmes, nous recommandons tout d'abord que tous les candidats admissibles reçoivent un remboursement minimal de \$6,000.

Jusqu'à ce que les femmes soient véritablement représentées dans la politique fédérale, le remboursement des dépenses d'élections devrait être accordé aux candidates quel que soit le nombre des votes obtenus. Il faudrait également accorder le remboursement du dépôt de \$200 à chaque candidate quel que soit le nombre des votes obtenus.

Nous recommandons que le plafonnement des dépenses d'élections par candidat soit baissé. Nous recommandons que le candidat ait le droit de dépenser 50c. par électeur pour les 15,000 premiers électeurs dans sa circonscription fédérale, et 20c. par électeur au-delà des premiers 15,000. Cela limiterait les dépenses dans une circonscription de 30,000 électeurs à \$10,500, c'est-à-dire à peu près la moitié du montant que j'obtiens en me fondant sur le projet de loi.

En plus d'avoir à faire face à des barrières financières, les femmes qui veulent entrer dans la politique fédérale se heurtent également à une barrière imposée par le système même des partis. Par tradition, les femmes n'ont pas été appuyées par les principaux partis politiques. Les difficultés auxquelles il faut faire face pour obtenir d'être mise en nomination sont telles qu'une candidate sérieuse peut être obligée de se présenter à titre d'indépendante ou comme membre d'un parti moins important, renonçant ainsi aux

[Text]

needed experience by running at least their first election campaign as independents. This experience would facilitate their incorporation later into the party system.

Proposed Section 99.3(3) of the bill is blatantly discriminatory to independent candidates. It stipulates that:

Where the area normally served by the broadcasting undertaking of a broadcaster or licensee . . .

Perhaps I should not even bother reading that. You can refer to that section of the bill. What it seems to me to mean is that if there is more than one candidate in a riding not endorsed by a registered party, each of those candidates would be limited to less broadcast time and not allocated to candidates endorsed by registered parties.

• 2235

The same problem arises in proposed Section 99.3(4). We recommended equal time be allocated to all candidates.

The Chairman: Thank you Miss Pellerin. Any questions? Mr. McBride.

Mr. McBride: Mr. Chairman, I looked through this brief earlier and followed it through with much interest as Miss Pellerin read it and I assume she did most of the work on it and obviously spent a good deal of time researching it and she is to be commended as is the group for appearing here.

I am impressed with the argument the brief makes on page 1 and follows through on to page 2 along the lines that the main prohibitive factor is the poverty of women financially, if I might put it that way. I am also impressed, as I tried to reflect on this brief, that there does not seem to be more wealthy women running than the poorer women, financially, to whom you refer. In other words, as women move up in the economic strata they do not especially rush into political life and so I wonder if you do not feel there are other basic reasons why women do not run as well as the financial reason. That would be my first question and then I have others.

Miss Pellerin: Okay. I just make a correction first of all. You said that I claimed that the financial problem was a major barrier. I did not. I said it is one of the barriers and it is one of the barriers that this bill can particularly help to eliminate, at least if the recommendations that we are proposing are put through. In further answer to that ques-

[Interpretation]

avantages que représente le fonds d'un parti national important.

En 1968, par exemple, sept des 34 candidates se sont présentées comme indépendantes ou étaient affiliées à des partis peu importants; 21 étaient affiliées au NPD. Le parti libéral n'a appuyé qu'une candidate, et je crois que cette candidate se présentait contre M. John Diefenbaker, tandis que les progressistes conservateurs en ont appuyé cinq.

Le Bill C-211 exerce une discrimination vis-à-vis des candidats qui ne sont pas appuyés par un parti important. Les recommandations que nous avons faites en ce qui concerne le plafonnement des dépenses et les remboursements accordés aux candidats encourageraient les femmes à acquérir l'expérience nécessaire en se présentant comme indépendantes du moins à leur première campagne électorale. Cette expérience les aiderait à se faire incorporer plus tard dans le système de partis.

L'article 99.3 (3) du projet de loi exerce de façon flagrante une discrimination vis-à-vis des candidats indépendants. Il stipule que:

Lorsque la zone que dessert habituellement l'entreprise de radiodiffusion d'un radiodiffuseur ou du titulaire . . .

Je ne devrais peut-être pas prendre la peine de vous le lire. Vous pouvez vous référer à cet article du projet de loi. D'après moi, il signifie que s'il y a plus d'un candidat dans une circonscription qui n'est pas appuyée par un parti enregistré, chacun d'entre eux devra se limiter à une

période de radiodiffusion moins longue, qui serait la période non attribuée aux candidats appuyés par des partis enregistrés.

Le même problème survient à l'article 99.3(4) du projet de loi, et nous avons recommandé qu'un temps égal soit attribué à tous les candidats.

Le président: Merci, mademoiselle Pellerin. Est-ce qu'il y a des questions? Monsieur McBride.

M. McBride: Monsieur le président, j'ai jeté un coup d'œil sur le mémoire un peu plus tôt, et j'ai suivi avec intérêt la lecture qu'en a faite M^{lle} Pellerin; je suppose que c'est elle qui l'a préparé en grande partie, y passant beaucoup de temps pour faire des recherches, alors je l'en félicite, tout comme je félicite le groupe qu'elle représente.

J'ai été impressionné par l'argument avancé aux pages, 1 et 2 du mémoire, où il est dit que le principal facteur qui empêche les femmes de se présenter est la pauvreté, si je puis m'exprimer ainsi. J'ai également été impressionné du fait qu'il ne semble pas y avoir plus de femmes riches qui se présentent aux élections que de femmes pauvres, du point de vue financier, puisque c'est d'elles que vous parlez. En d'autres termes, à mesure que les femmes gravissent l'échelle économique, elles ne semblent pas avoir tendance à se lancer dans la vie politique et je me demande si vous ne croyez pas qu'il y a d'autres raisons fondamentales, à l'exception des raisons financières, qui expliqueraient pourquoi les femmes ne se présentent pas aux élections. C'est là ma première question, mais j'en aurais d'autres à poser.

Mlle Pellerin: Très bien. Je voudrais d'abord faire une rectification. Vous avez dit que je prétendais que le problème financier était un obstacle majeur. C'est faux. J'ai dit que c'était l'un des obstacles et que c'en était un que le présent projet de loi pourrait aider à éliminer, du moins si les recommandations que nous proposons étaient suivies.

[Texte]

tion, I think the other barrier I have stated quite clearly in the latter part of the brief, that women simply do not get nominated by the major parties.

Mr. McBride: All right. Before we go into that, if I could go back to the first point on the finances, this brief, Mr. Chairman, has the assumption that the source of financial support for a candidate is essentially corporate donations and the candidate's private resources, both of which, I can only speak for myself, are quite untrue. I neither had support from any corporations nor did I spend money of my own. It came from a large number of individuals who were willing to put a few dollars into a campaign and raise money to get me elected and I think many other members in this House would say the same thing. I wonder if maybe you are not working from a wrong assumption there.

Miss Pellerin: I suspect that you are quite lucky, Mr. McBride, that you had to spend no funds of your own to be elected.

Miss Evelyn Gigantes (Member, Women's Resource Group): The other thing, Mr. McBride, is that the Minister proposed an amendment which would limit or include within the limits of each candidate allowable expenses. That part which the national party donated or gave to him for his personal campaign, the funding that would come from a national party in the case of the two major parties would tend to have corporate roots. Is that not true?

Mr. McBride: I do not know. You are telling me.

Miss Gigantes: You may not have been a recipient of that money but I think major political parties do raise money from corporations for their national campaigns.

Mr. McBride: All right, but the vast majority of money that any candidates I know of—Miss Pellerin is quite right in that I know individual candidates who suffered grievous losses personally. That is the price you pay for public life in our system and it is a very tough one. I happen to be able to project the image of being poor and so other people got out and raised money for me. As an aside, Mr. Chairman, I am warned by people in my riding that being an M.P. I am now considered to be very wealthy and I should not expect people to raise money for me another time which also introduces a rather sobering aspect to the whole electoral process at the personal level. Be that as it may, I will move on quickly to the second point that Miss Pellerin correctly pointed out that I had not given enough attention to and that is her page 4; the point that it is very difficult for women, she assumes, at least, to gain nominations of the major political parties. Therefore, if we are going to have a larger proportion of female representation in the House of Commons, they must come in through the avenue of independent candidacy. I again would refute the conclusions here. Serious women candidates have the same opportunity as any other serious candidate to get the nomination.

• 2240

At the great Ottawa Centre experience, I think, in the Liberal party, I was appalled to hear commentators saying—Anne Booth and June Pimm, I guess, were the two individuals, that this was somehow an antifemale strategy that there were two women and both got knocked out in

[Interprétation]

Pour compléter ma réponse, je crois avoir défini bien clairement l'autre obstacle dans la dernière partie du mémoire; il s'agit du fait que les femmes ne réussissent tout simplement pas à se faire appuyer par les principaux partis.

M. McBride: Très bien; avant de poursuivre ce sujet, j'aimerais revenir au premier point, soit celui des finances; le mémoire, monsieur le président, semble supposer que la source d'appui financier d'un candidat est essentiellement constituée par les dons faits par les corporations aussi par les ressources personnelles du candidat, mais je puis vous dire que, dans mon cas du moins, c'est tout à fait faux. Je n'ai reçu l'appui d'aucune corporation, et je n'ai pas du tout dépensé mon argent personnel. Mes fonds provenaient d'un grand nombre de particuliers qui étaient prêts à investir quelques dollars dans une campagne et à collecter de l'argent pour me faire élire; je crois que plusieurs autres députés diraient la même chose. Je me demande si vous ne partez pas d'une supposition erronée.

Mlle Pellerin: Je suppose que vous êtes très chanceux, monsieur McBride, de n'avoir pas eu à dépenser vos fonds personnels pour vous faire élire.

Mlle Evelyn Gigantes (membre du Regroupement des forces féminines d'Ottawa): Il y a également, monsieur McBride, le fait que le ministre a proposé un amendement qui limiterait, ou inclurait dans les limites permises à chaque candidat pour ses dépenses, la portion que le parti national lui donnerait pour sa campagne personnelle; le financement qui proviendrait d'un parti national, dans le cas des deux principaux partis, tendrait à provenir au départ des corporations. N'est-ce pas vrai?

M. McBride: Je l'ignore. C'est vous qui le dites.

Mlle Gigantes: Vous n'avez peut-être pas reçu de tels fonds mais je crois que les principaux partis politiques en reçoivent des corporations pour financer leurs campagnes nationales.

M. McBride: Très bien, mais la plus grande partie des fonds que les candidats que je connais... M^{lle} Pellerin a tout à fait raison, dans ce sens que je connais certains candidats qui ont subi des pertes assez graves. C'est le prix qu'il faut payer pour participer à la vie publique dans notre système, et c'est très dur. Il se trouve que je réussis à présenter l'image d'un homme pauvre, alors d'autres personnes s'occupent de réunir des fonds pour moi. Je dis en passant, monsieur le président, que j'apprends de certains de mes électeurs qu'étant maintenant député, on me considère très riche; je ne devrais donc pas m'attendre à ce que d'autres s'occupent de réunir des fonds pour moi encore une fois, ce qui amène encore un autre aspect assez désenchanté pour les particuliers vis-à-vis tout le système électoral. Quoi qu'il en soit, je vais procéder rapidement et le deuxième point qu'a indiqué M^{lle} Pellerin et auquel je n'ai pas suffisamment prêté attention, se trouve à la page 4; c'est qu'il est difficile aux femmes, du moins c'est ce qu'elles pensent, d'obtenir des nominations dans les partis politiques importants. Par conséquent, si nous voulons une représentation féminine plus importante à la Chambre des communes, il faudra que les femmes se portent candidates indépendantes. Ici, à nouveau, je ne suis pas d'accord. Les

femmes qui se présentent comme candidates valables, ont les mêmes possibilités que tous les autres candidats d'être nommés.

A Ottawa, je crois que c'était dans le parti libéral, j'ai été horrifié d'entendre des commentateurs dire que Anne

[Text]

the early ballots. Well, as I looked at this, one of these people. Miss Booth in her speech, essentially said, I am in the position where I must win this nomination, because I have been released from my job. I have never, ever heard of electors in Canada or any other country, who want an MP or anybody representing them who needs their help. They want somebody there to help them. So she was dead the minute she said that unless they were right out to lunch.

In the case of Mrs. Pimm, whom I understand is a brilliant individual, apparently, she entered the electoral race two or three or four weeks before the contest, competing with some individuals who had worked very diligently and hard for decades, who happened to be men. You give me a woman of the calibre of June Pimm who is prepared to work in a tough convention like that, if she had been in working how can she expect to win?

Now, if I say that being a woman had nothing to do with it, there are obvious reasons why they got knocked out, the same as lots of men got knocked out in the same convention, they say, well, you are a male, chauvinist pig and all the rest of it, but you also have to face the concrete facts. The highest jobs in the world, the prime ministerships of Israel and India, perhaps the two toughest jobs, are both held by women. So I think while there is no willingness to take the chance, there is an opening and I get rather fed up with this sort of thing from within the party I belong to and other parties as well that the good old political parties do not pamper the women.

I also think there are aspects of your brief that suggest that women should be babied along and I think it is insulting to females that we should baby them along and give them extra incentives and so on. That is going exactly opposite to the very goals that I would like to see achieved and about which I become very enthused; namely, that there can be a society in which people are persons and it does not matter whether you are male or female. If we start to create more artificial things for one sex, we are destroying the very impetus we are trying to create, although I realize that is not asking a good question, but it is my opinion.

Miss Pat Lawson (Member of Women's Resource Group): At present, women do not have the same chance as men, for a great variety of reasons. One of them is that most women spend most of their time in the home. They are not out in public life. They need to be encouraged. We need deliberate legislation on the part of government to give women a fighting chance. A woman standing as a candidate today has to work three times as hard as a man just to get to first base. You ask any woman who has been successful in politics. Judy LaMarsh says that the very toughest political battle she ever fought was at her nominating convention in Niagara Falls. The only reason she won was because she split the vote between four men. It is really almost impossible for women to get nominated today serious women candidates.

Mr. McBride: Yes, but it is almost impossible for men to get nominated as serious candidates too, that is what must be remembered.

Miss Pellerin: There is also the additional barrier, Mr. McBride, men do not have, which is a social barrier. I am talking about a very substantive kind of barrier, if you will, that neither men nor women have really yet accepted

[Interpretation]

Booth et June Pimm étaient les seules candidates et qu'elles avaient été battues dès le premier tour de scrutin et qu'il y avait eu campagne anti-féministe. Hors, à mon avis, M^{me} Booth dans son discours a dit qu'elle voulait être nommée parce qu'elle avait été congédiée de son emploi. Or, à ma connaissance, aucun député n'a jamais pu prétendre, dans sa campagne, qu'on devait l'aider et ceci à mon avis lui a ôté toute chance.

Dans le cas de Mme Pimm qui, paraît-il est exceptionnelle, elle s'est lancée dans la course électorale deux ou trois semaines avant, est entrée en compétition avec des personnes qui travaillaient depuis des dizaines d'années et il se trouvait que ces personnes étaient des hommes. Par conséquent, il ne faut pas s'étonner, comment pouvaient-elles s'attendre à gagner?

Je prétends que le fait qu'il s'agissait de femmes, n'a rien à voir avec le fait quelles ont été battues. Il y a des quantités d'hommes qui ont été battus au cours de ce même congrès, il faut reconnaître les faits. Probablement les postes les plus difficiles au monde sont-ils actuellement occupés par deux femmes, ceux de premier ministre d'Israël et de l'Inde. Je prétends qu'il y a des possibilités qui sont ouvertes aux femmes, mais qu'elles ne veulent pas s'en prévaloir et je suis fatigué d'entendre dire que les vieux partis ne favorisent pas les femmes.

Je prétends aussi, à certains endroits de votre mémoire, vous laissez entendre qu'on devrait favoriser les femmes; et je pense que ceci va à l'encontre même du but que vous poursuivez et que j'aimerais voir se réaliser, soit une société où l'on considère les personnes à titre de personne et non pas en qualité d'homme ou de femme. Si nous voulons établir des conditions artificielles au bénéfice soit des hommes, soit des femmes, je crois que nous allons à l'encontre de cet objectif.

Mlle Pat Lawson (Membre du Regroupement des forces féminines d'Ottawa): A l'heure actuelle, les femmes n'ont pas les mêmes possibilités que les hommes et ceci pour de nombreuses raisons. D'abord elles passent la plupart du temps à la maison et non dans la vie publique; par conséquent, il faut les encourager, il faut que le gouvernement établisse délibérément des lois pour leur permettre de lutter à armes égales. Une femme qui se présente comme candidate actuellement doit travailler trois fois plus qu'un homme simplement pour démarrer; demandez à n'importe quelle femme qui a réussi dans la politique; Judy LaMarsh vous dira que sa bataille la plus dure a été celle qu'elle a menée lors du congrès pour les nominations à *Niagara Falls*. Elle n'a gagné que parce que les autres étaient disséminés entre quatre hommes. Il est presque impossible, à l'heure actuelle, pour une femme qui est candidate valable, de se faire nommer.

M. McBride: Mais c'est la même situation pour les hommes, il ne faut pas l'oublier.

Mlle Pellerin: Il y a cet obstacle supplémentaire, monsieur McBride, que les hommes ne rencontrent pas, c'est cette barrière sociale, c'est quelque chose de très subjectif, soit qu'inconsciemment ni les hommes ni les femmes n'ont

[Texte]

that women should be members of Parliament. We are all working on the premise that that should be accepted, and I am sure you gentlemen are interested in getting qualified people in the House of Commons whether or not they be men or women.

• 2245

Mr. McBride: Right. I would say that over-all.

Miss Pellerin: All right. Supposing that there are many women who are qualified and who would sit well in the House of Commons.

Mr. McBride: Like Mrs. MacInnis.

Miss Pellerin: All right, like Mrs. MacInnis. There could be women like this who are up against the social barrier, who cannot get nominated by the party and will not be voted for even by the women in that riding. There has to be some way for them to get into politics a little more easily than it is now, so that they can prove that they are qualified and begin to change the attitudes or social barriers.

Mr. Robinson: And we can do this by discriminating against the men in favour of the women. Is that it?

Mr. McBride: I will pass to Mr. Robinson.

The Chairman: Mr. Robinson, do you have a question?

Mr. Robinson: I can use that as a question. Is this what you are suggesting, that we should discriminate against the men in favour of the women to get more of them elected to the House of Commons?

Miss Pellerin: I think Pat has an answer for that one.

Miss Lawson: Look at the facts now. You have one woman sitting in the federal House.

Mr. Robinson: I do not see the relevance of that statement. How is that relevant at all? There are more women in this country than there are men who are voters. All you have to do is to vote for women and every member of the House of Commons will be a women.

Miss Gigantes: Besides your very accurate description of the psychological barrier that women put up themselves, there are also some very strong institutional factors which hold women back from seeking federal seats. One of them at this stage in time in Canada is certainly the organized party, and I think that one of the ways that women can convince organized parties that they can run good campaigns, that they are tough campaigners and that they are worth considering as political representatives is to run their own. It is to say, all right, I cannot get nominated, these parties will not take me seriously, so I am going to run independently. It is not a bad way in an extreme situation we have on our hands now, where women are really, truly under-represented. Besides the factors that you point out, there are insitutional and monetary factors holding them back. We know that Parliament cannot make rules about the behaviour of political parties. We think that Parliament whould make rules which will encourage and help women to get around that particular barrier, to enable them to run as independents if they have the gump-tion to do that.

[Interprétation]

réellement accepté jusqu'ici ce fait que les femmes devraient devenir députés au Parlement. Malgré ce fait, je suis sûr, messieurs, que vous voulez avoir des gens compétents à la Chambre qu'il s'agisse de femmes ou d'hommes?

M. McBride: C'est exact dans l'ensemble.

Mlle Pellerin: Donc, supposons qu'il y ait beaucoup de femmes qui aient la compétence et qui veuillent siéger à la Chambre des communes.

M. McBride: Comme M^{me} MacInnis.

Mlle Pellerin: C'est exact, dans ce cas, si nous partons de cette affirmation, je dirais qu'il y a beaucoup de femmes qui se heurtent à cet obstacle social, qui ne peuvent être nommées par le parti pour lequel les femmes de cette circonscription ne voteront même pas. Il faut permettre à ces femmes d'entrer dans la carrière politique, leur faciliter un peu plus cet accès qu'à l'heure actuelle afin de leur permettre de faire leurs preuves et, petit à petit, d'abattre cette barrière sociale.

M. Robinson: Et il faudrait alors faire de la discrimination à l'encontre des hommes?

M. McBride: Je cède la parole à M. Robinson.

Le président: Monsieur Robinson, voulez-vous poser une question?

M. Robinson: Oui, je me servirais de cette proposition pour dire que nous devrions donc favoriser les femmes afin qu'il y en ait de plus nombreuses qui soient élues à la Chambre des communes?

Mlle Pellerin: Je crois que Pat va pouvoir vous répondre.

Mlle Lawson: Examinez la situation à l'heure actuelle: il n'y a qu'une femme qui siège au Parlement.

M. Robinson: Je ne vois pas en quoi cette déclaration est pertinente. Il y a plus d'électrices que d'électeurs dans ce pays; tout ce que vous avez à faire c'est de voter pour les femmes et tous les députés seront des femmes.

Mlle Gigantes: Outre cette description très exacte des obstacles psychologiques que les femmes établissent elles-mêmes, il faut tenir compte de facteurs institutionnels qui empêchent les femmes de briguer des sièges au Parlement. Je parlerai par exemple tout d'abord du parti organisé, tel qu'il existe au Canada, et je crois que la seule façon dont les femmes pourront convaincre ces partis organisés qu'elles sont de bonnes candidates capables de mener une campagne électorale ce sera de mener cette campagne à titre indépendant. Cependant c'est là une situation extrême, vous devez l'admettre. Les femmes sont réellement sous-représentées. Outre ces facteurs que vous indiquez, il y a des facteurs institutionnels et monétaires; nous savons que le Parlement ne peut réglementer la conduite des partis politiques, mais nous croyons que le Parlement devrait établir des règlements qui encourageraient les femmes à surmonter cet obstacle particulier pour leur permettre de faire campagne à titre indépendant.

[Text]

The Chairman: Mr. McBride.

Mr. McBride: Miss Gigantes, you used the words that the parties do not take women seriously or they cannot become serious candidates. This is just simply not the fact, or not true, because the very best qualified women simply will not run. There are many outstanding women in all of our constituencies who could easily be top contenders for any convention but they will not run. They choose not to participate.

Miss Gigantes: Mr. McBride . . .

Mr. McBride: Just let me make this point. They leave it to people who are far less qualified or serious candidates, and I took the liberty or the freedom of the Parliamentary committee to name two in the Ottawa Centre situation. It does not mean that there are not outstanding women even in that riding that would have been better candidates than those two. There is the problem.

The Chairman: Mr. Robinson, had you finished?

Mr. Robinson: No, not yet.

Mr. McBride: I would like to hear her respond to that.

The Chairman: Do you have any comments?

Miss Gigantes: Mr. McBride, you are stating a point of view. You are stating the point of view that women could get nominated if they just put a little effort into it. Against that, I will put my point of view, which is that there is a psychological and institutional barrier to that. It is not only from women; it is also from organized political parties. I will add statistics that show women do not get nominated. What proof have you got in statistics to show that they could if they wanted it. I suggest to you that there are a lot of women who rule it out, who rule out a useless battle. You do not go into a political battle you have not a hope of winning. That would be foolish. If you have talent you use it where you are going to get the most pay off for it and if you are not going to get it within a political party you say "I cannot play that game."

• 2250

Mr. Robinson: But does not the same thing apply in everything you do in life whether it is a political party, your job, or school or anything else.

Miss Gigantes: Yes, but right now you are concerned with election expenses which we feel have an influence over whether or not women have to rule out the political game.

Mr. Robinson: You must admit that there is nothing in our constitution that precludes women from running for political office.

Miss Gigantes: No.

Mr. Robinson: Many women do run for political office.

Miss Gigantes: Not many. There were 34 in 1968.

Mr. Robinson: If you look at the municipal field and the provincial field, there are quite a few who run. They may not all get elected but there are quite a few who run.

[Interpretation]

Le président: Monsieur McBride.

M. McBride: Mademoiselle Gigantes, vous prétendez que les partis ne prennent pas au sérieux les candidats ou que celles-ci ne peuvent pas devenir des candidates valables au sein des partis. Ceci n'est pas exact; en fait les femmes ne veulent pas se présenter. Il y a bien des femmes exceptionnelles dans toutes nos circonscriptions électorales qui pourraient se présenter à n'importe quel congrès, mais elles ne le veulent pas.

Mlle Gigantes: Monsieur McBride . . .

M. McBride: Permettez-moi de vous dire que ces femmes laissent des gens moins compétents ou des candidats moins valables se présenter à leur place et je me suis permis de citer les noms de deux personnes d'Ottawa. Tout le problème est là. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas de femmes exceptionnelles dans cette circonscription qui feraient de meilleures candidates.

Le président: Monsieur Robinson, avez-vous terminé?

M. Robinson: Non, pas encore.

M. McBride: J'aimerais entendre sa réponse.

Le président: Avez-vous des remarques à apporter?

Mlle Gigantes: Monsieur McBride, vous indiquez votre point de vue, soit que les femmes pourraient être nommées si elles faisaient un peu plus d'effort à ce sujet. Moi je vous dirai, que nous avons dans ce cas des obstacles psychologiques et institutionnels qui ne viennent pas seulement de la part des femmes elles-mêmes, mais aussi des partis politiques organisés. Je vous donnerai des statistiques qui démontrent que les femmes ne sont pas mises en candidature. Quelles statistiques avez-vous pour prouver qu'elles pourraient l'être si elles le voulaient? Il y a bien des femmes qui préfèrent ne pas entamer une bataille inutile. On ne se lance pas dans la bagarre politique quand on n'a aucune chance de gagner. Ce serait idiot. Si vous avez du talent, vous vous en servez pour ce qui paie le plus et si un parti politique n'en vaut pas la peine, vous dites tout simplement «je ne peux pas jouer ce jeu».

M. Robinson: Mais n'en est-il pas ainsi pour tout: un parti politique, votre emploi, l'école ou quoi que ce soit.

Mlle Gigantes: Oui, mais maintenant vous discutez de dépenses électorales et nous croyons que cela peut influencer sur la décision d'une femme qui voudrait jouer le jeu politique.

M. Robinson: Il n'y a rien, cependant, qui interdise aux femmes de chercher à se faire élire.

Mlle Gigantes: Non.

M. Robinson: Il y a bien des femmes qui briguent les suffrages.

Mlle Gigantes: Pas tellement. Il y en avait 34 en 1968.

M. Robinson: Pourtant, en politique municipale et provinciale, il y en a plusieurs qui cherchent à se faire élire. Peut-être ne se font-elles pas toutes élire, mais il y en a plusieurs qui briguent les suffrages.

[Texte]

Miss Gigantes: It is a shockingly low number.

Mr. Robinson: Women have the same right to belong to a political party and to be financed by the political party as men do. Is that not correct?

Miss Gigantes: They do have that right. It is rarely given by the groups they meet up with.

Mr. Robinson: I would venture to say also that there are probably more women workers in elections than there are men workers. Would you agree with that?

Miss Gigantes: That is true and it is one of the indications of the fact that women are not taken seriously. There is such reluctance to consider them as candidates.

Mr. Robinson: I would suggest further to you that there are probably more women who are members of political parties than there are male members of political parties. Would you agree with that?

Miss Gigantes: No, I doubt that is true.

Mr. Robinson: I would say that in my own riding association, there are probably twice as many women members as there are men.

Miss Gigantes: But you are such a charmer. If you are going to call me beautiful I can call you a charmer.

Mr. Robinson: You just destroyed my argument.

The Chairman: Mr. Breau, please.

Mr. Robinson: No, I am not finished yet.

The Chairman: Have you got another question?

Mr. McBride: She just made him panic for a moment.

The Chairman: All right.

Mr. Robinson: I will end with this one. On page three of your brief, the second last paragraph you say:

Until such a time as women are truly represented in federal politics reimbursement for election expenses of female candidates be provided regardless of the number of votes obtained.

I suggest to you there is no reason why any of these people who run in politics should have this special treatment or be considered as a special group. They are as able to pay their expenses as anybody else in politics.

Miss Gigantes: Yes, but we feel there should be more of them in politics and we feel that it would increase the number of these very qualified women as candidates.

Mr. Robinson: You feel we should discriminate against men and for women?

Miss Gigantes: Correct, but we are just asking that you give women a fighting chance by giving them some special consideration because at present they are not on an equal footing.

[Interprétation]

Mlle Gigantes: Mais le nombre en est extrêmement réduit.

M. Robinson: Les femmes ont les mêmes droits que les hommes en ce qui concerne les partis politiques et peuvent aussi se faire financer par ces derniers. N'est-ce pas vrai?

Mlle Gigantes: Elles ont ce droit. Cependant, en pratique, ce droit leur est rarement accordé.

M. Robinson: Je dirais même qu'il y a plus de femmes qui travaillent aux élections que d'hommes. Êtes-vous d'accord?

Mlle Gigantes: C'est vrai, mais le fait qu'on les considère si rarement comme candidates tend à prouver qu'on les prend rarement au sérieux.

M. Robinson: Il y a même, probablement, plus de femmes que d'hommes qui sont membres de partis politiques. Êtes-vous d'accord?

Mlle Gigantes: Non, je ne crois pas que cela soit vrai.

M. Robinson: C'est pourtant vrai dans ma circonscription.

Mlle Gigantes: Mais vous êtes tellement charmant. Si vous me dites que je suis belle, je puis vous dire que vous êtes charmant.

M. Robinson: Vous venez de faire flamber mon raisonnement.

Le président: Monsieur Breau, s'il vous plaît.

M. Robinson: Non, je n'ai pas encore fini.

Le président: Avez-vous une autre question à poser?

M. McBride: Elle lui a fait perdre la tête, mais ce n'était que momentané.

Le président: Très bien.

M. Robinson: Ce sera ma dernière question. A la page 3 de votre mémoire, à l'avant-dernier paragraphe, vous dites:

Jusqu'à ce que les femmes soient vraiment représentées dans la politique fédérale, il faudrait défrayer les candidates sans égard au nombre de voix obtenues. Il n'y a pas de raison pour que les personnes qui font de la politique bénéficient d'un traitement spécial ou privilégié. Elles peuvent payer leurs dépenses comme tous ceux qui font de la politique.

Mlle Gigantes: Oui, mais il devrait y en avoir plus en politique et nous croyons que cela ferait augmenter leur nombre.

M. Robinson: Vous croyez que nous devrions faire de la discrimination en faveur des femmes et aux dépens des hommes?

Mlle Gigantes: Exactement, mais tout ce que nous vous demandons c'est de donner une meilleure chance aux femmes en leur accordant quelque considération parce que, actuellement, elles ont un statut inférieur.

[Text]

Mr. Robinson: I think women have a lot of special chances already.

The Chairman: Order. Mr. Breau.

Mr. Breau: I would like to say, Mr. Chairman, that I have the same concern about the part of the brief which suggests segregation. I thought we were in a world where we are going more for integration at all levels, certainly not segregation. To suggest that there should be a special treatment for women is not consistent with our modern social order. I think it is a very old concept. The question of giving money outright to all candidates without any minimum number of votes might have some value. You are going to give \$6,000 to all eligible candidates. The percentage of votes the candidate gets does not matter.

Miss Pellerin: That is right.

Mr. Breau: In other words, if I was an insurance salesman or in some kind of a business where the only thing of importance is to put my name in the paper, I could just run as a candidate and get \$6,000 while not campaigning or doing anything else.

Miss Gigantes: I would suggest that instead of having deposits and obtaining a necessary number of votes, both of which have financial restrictions for reimbursement candidates who are not endorsed by parties, you ensure that a candidate is a qualified candidate, a serious candidate, by insisting on a certain number of nominees.

Mr. Breau: How are you going to measure that?

Mr. Robinson: More discrimination.

• 2255

Mr. Breau: What we have here, the 20 per cent, is exactly what you said, is just another formula.

Miss Gigantes: No, because I think a serious candidate is probably a candidate in a federal riding who can get out 100 persons.

Mr. Breau: Any idea you have that you want to put into legislation has to be capable of administering and, therefore, manageable. How are you going to manage legislation like that?

Mr. McBride: She said 100.

Mr. Breau: Was it 100 votes?

Miss Gigantes: No, 100 nominees.

Mr. Breau: But anybody can get 100 nominees, for God's sakes, in a riding of 30,000 or 100,000 voters. You could wind up with 1,000 candidates.

Miss Gigantes: If they put down their names for nomination then that candidate would be entitled to reimbursement because he became a candidate based on their nomination, and I think they would think very seriously about putting a frivolous signature to a nomination paper.

Mr. Breau: You talked about different points of view. I have a different point of view this time. I am telling you that you are going to have 1,000 people wanting to put their names on the paper and you will get 100 names. I can get you 1,000 names tomorrow out of my riding for almost anything.

[Interpretation]

M. Robinson: Je crois que nous accordons déjà beaucoup d'égards aux femmes.

Le président: A l'ordre. Monsieur Breau.

M. Breau: Ce qui me préoccupe, monsieur le président, c'est la partie du mémoire qui parle de ségrégation. Je croyais que le monde actuel cherchait l'intégration à tous les niveaux, non pas la ségrégation. Accorder un statut spécial aux femmes n'est pas dans l'esprit de notre société moderne. Je crois que c'est un concept très vieux. Il serait en effet possible de donner un certain montant à tous les candidats, sans égard à un minimum de voix obtenues. Vous voudriez donner \$6,000 à tous les candidats éligibles, sans égard au pourcentage de voix qu'ils ont obtenues?

Mlle Pellerin: C'est cela.

M. Breau: En d'autres mots, si j'étais un agent d'assurances ou un homme d'affaires et que tout ce que j'avais à faire était de signer un morceau de papier, je pourrais me présenter comme candidat, obtenir \$6,000 et cela sans mener de campagne électorale ou quoi que ce soit.

Mlle Gigantes: Au lieu d'avoir le système de dépôt et d'être obligé de recueillir un certain nombre de voix, ce qui peut être assez onéreux pour les candidats qui ne sont pas présentés par un parti, vous vous assurez qu'un candidat est qualifié, sérieux, en spécifiant un certain nombre de candidats.

M. Breau: Comment faisons-nous pour nous en assurer?

M. Robinson: Encore de la discrimination.

M. Breau: Le chiffre de 20 p. 100 que nous avons ici n'est qu'une autre formule.

Mlle Gigantes: Non, parce que je crois qu'un candidat sérieux est probablement celui qui dans une circonscription fédérale pourra avoir la signature de 100 personnes.

M. Breau: Toute idée que vous voulez introduire dans une loi doit être d'administrable et applicable. Comment pensez-vous pouvoir administrer une telle loi?

M. McBride: Elle a dit 100.

M. Breau: S'agissait-il de 100 voix?

Mlle Gigantes: Non, 100 signatures.

M. Breau: Mais n'importe qui peut obtenir 100 signatures dans une circonscription de 30,000 ou de 100,000 électeurs. Vous pourriez vous retrouver avec 1,000 candidats.

Mlle Gigantes: S'ils signent le candidat aura droit au remboursement puisqu'il est devenu candidat à partir de leurs signatures, et je pense, qu'ils y penseront à deux fois avant de signer la feuille.

M. Breau: Vous avez parlé de différents points de vue. J'en ai un cette fois-ci. Je suis certain que 1,000 personnes voudront signer leur nom sur cette feuille et que vous aurez finalement 100 noms. Je peux obtenir 1,000 noms avant demain matin.

[Texte]

Mr. Robinson: And then pick up \$6,000.

Mr. Breau: And pick up \$6,000. Would that be considered good management?

Miss Gigantes: You do not pick up anything you do not spend, Mr. Breau. It is not their money.

Mr. Breau: All right, but I can put an advertisement in the papers under my name because I am an insurance salesman and I want people to know me. Are you going to call that election expenses? Or I could own a radio station and want to sell advertising.

Miss Gigantes: How does an independent candidate get to be a candidate now?

Mr. Breau: The same way as I became a candidate.

Miss Gigantes: He has to put down \$250.

Mr. Breau: But he does not get \$6,000 immediately.

Miss Pellerin: May I answer your question, Mr. Breau? I said in the brief that the Barbeau Commission recommended 15 per cent and they felt that only 75 per cent of those candidates would gain that 15 per cent vote. That means that one out of every four people who runs is not going to be entitled to reimbursement. The most likely people to be in that 25 per cent category are people who have not run before, such as women.

Mr. Breau: Not necessarily. I can name you thousands of men who have tried to enter politics and have been blocked, not just women.

An hon. Member: Just a lot more try.

Mr. Breau: Do not have that hang-up.

Miss Gigantes: But you have 264 members and you are already quite well represented.

Mr. Breau: Do you have the statistics on how many men tried to run at nominations in the last election and how many women tried?

Miss Pellerin: There were 967 candidates in the 1968 . . .

Mr. Breau: How many tried, Miss Pellerin? How many men tried? There were eight men running in my nomination and not one woman. Do not compare those statistics because it is a distortion.

Miss Gigantes: You now have an independent woman candidate running against you, you told me earlier this evening.

Mr. Breau: Yes.

Miss Gigantes: And you also told me that she would not have gotten the Conservative nomination.

Mr. Breau: That is not for me to say. I could not care less if she has it or not.

Miss Gigantes: You told me that. I suspect you were guessing properly.

Mr. Breau: I do not think you should quote me on the record on things I told you outside the Committee.

[Interprétation]

M. Robinson: Et ensuite ramasser \$6,000.

M. Breau: Oui et ensuite ramasser \$6,000. N'est-ce pas une bonne gestion?

Mlle Gigantes: Vous n'obtenez rien si vous ne dépensez rien, monsieur Breau. Ce n'est pas leur argent.

M. Breau: Très bien, mais je peux faire paraître une annonce dans un journal sous mon nom parce que je suis agent d'assurance et que je veux que les gens me connaissent. Est-ce une dépense électorale? Je pourrais aussi être propriétaire d'un poste de radio et vouloir vendre des annonces publicitaires.

M. Gigantes: Comment un candidat indépendant devient-il candidat?

M. Breau: De la même façon que j'ai fait pour le devenir.

Mlle Gigantes: Il doit faire un dépôt de \$250.

M. Breau: Mais il n'obtient pas \$6,000 immédiatement.

Mlle Pellerin: Puis-je répondre à votre question, monsieur Breau? Dans le mémoire, j'ai dit que la Commission Barbeau recommandait 15 p. 100 et que selon elle seulement 75 p. 100 de tous les candidats obtiendraient 15 p. 100 des voix. Cela signifie qu'une personne sur 4 qui se présente n'aura pas droit au remboursement. La plupart des gens qui formeront ces 25 p. 100 seront des gens qui ne seront jamais présentés, par exemple les femmes.

M. Breau: Pas nécessairement. Je peux vous montrer les noms de milliers d'hommes qui ont essayé d'entrer dans la politique mais qui n'ont pas atteint leur but. Il n'y a pas que des femmes.

Une voix: Elles essaient un peu plus.

M. Breau: Ne soyez pas partial.

Mlle Gigantes: Mais vous avez 264 membres et vous êtes très bien représentés.

M. Breau: Pouvez-vous nous dire combien d'hommes et combien de femmes ont essayé de se présenter à l'investiture aux dernières élections?

Mlle Pellerin: Il y avait 967 candidats en 1968.

M. Breau: Combien ont essayé, mademoiselle Pellerin? Combien d'hommes ont essayé? Lorsque je me suis présenté, il y avait huit hommes et pas une femme. Ne comparez pas ces données, car elles déforment la vérité.

Mlle Gigantes: Il y a actuellement un candidat féminin indépendant qui se présente contre vous, c'est ce que vous m'avez dit plus tôt ce soir.

M. Breau: C'est exact.

Mlle Gigantes: Et vous m'avez aussi laissé entendre qu'elle n'aurait pas l'investiture du parti conservateur.

M. Breau: Ce n'est pas à moi de vous le dire. Je me moque qu'elle l'ait ou non.

Mlle Gigantes: Vous me l'avez pourtant dit. Vous devinez sans doute.

M. Breau: Je ne crois pas que vous devriez me citer au procès-verbal sur des choses que j'ai dites en dehors de ce comité.

[Text]

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Order, please. Let us stick to questions.

Mr. Robinson: The witness is being unfair.

Miss Lawson: Could I make one more point?

Mr. Breau: I think this is very relevant, that there was a recommendation in the brief that \$6,000 be given to anybody who could put 100 names on a list.

Miss Lawson: But you did not read the first phrase in that.

Mr. Breau: Oh yes, I read all of it twice.

Miss Lawson: Could I suggest to you that we state:

Until such a time as women are truly represented in federal politics . . .

At present we have an unequal situation. We are all agreed that women have something of value to give to the political field, that we have one woman in the federal house, and we suggest, in order to encourage women and perhaps get a few more candidates, that we have this special consideration only until such time as they are truly represented.

Mr. Robinson: I think they are truly represented now. I think that is an unfair statement to make. The women of this country are truly represented today.

• 2300

The Chairman: Order, please. Mr. Breau.

Mr. Breau: Yes, just one more comment or question. Miss Gigantes, you said that there were social barriers and psychological barriers to women entering politics. Those barriers exist in all other facets of society, not only in politics and I am very concerned about this and I wish it were different but I would like to know how you are going to change that with this recommendation or with this bill? Do you think women are going to run for politics because you are going to do this?

Miss Gigantes: We think more serious candidates will have a better chance of getting into the federal Parliament with some special help.

Mr. Breau: You are assuming that the better candidates will be women.

Miss Gigantes: What I am saying is that we are talking about serious candidates, you know . . .

Mr. Robinson: Women candidates.

Miss Gigantes: Serious women candidates, yes.

Mr. Breau: Well what about the other . . .

Miss Gigantes: I do not think there is going to be a flood of women entering politics because they can spend \$6,000 and get it back from the government.

[Interpretation]

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le règlement.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Tenons-nous-en à des questions.

M. Robinson: Le témoin n'est pas juste.

Mlle Lawson: Pourrais-je souligner un autre point?

M. Breau: Je crois qu'il est très pertinent qu'une recommandation du mémoire suggère que l'on accorde \$6,000 à quiconque peut réunir 100 noms.

Mlle Lawson: Mais vous n'avez pas lu la première expression.

M. Breau: Oh oui, je l'ai tout lu deux fois.

Mlle Lawson: Puis-je vous faire remarquer que nous disons:

Jusqu'à ce que les femmes soient représentées de façon équitable dans la politique fédérale . . .

Actuellement, la situation n'est pas égale. Nous sommes d'accord sur le fait que les femmes ont quelque chose à apporter dans le domaine politique, que nous avons une femme à la Chambre, et afin d'encourager les femmes nous suggérons d'avoir cette considération spéciale jusqu'à ce qu'elles soient représentées de façon équitable.

M. Robinson: Je crois qu'elles sont représentées de façon équitable actuellement. Je pense que c'est là un commentaire injuste. Les femmes de ce pays sont très bien représentées.

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Monsieur Breau.

M. Breau: Oui, j'ai seulement une observation à faire. Mademoiselle Gigantes, vous avez dit qu'il existait des barrières sociales et psychologiques contre les femmes qui se destinaient à la politique. Ces barrières existent dans tous les autres domaines de la société, pas seulement en politique, et je m'intéresse beaucoup à ce problème. Je voudrais qu'il en soit autrement mais j'aimerais savoir comment vous allez faire pour changer cette situation. Quelle recommandation avez-vous à faire à propos de ce projet de loi? Croyez-vous que les femmes vont se lancer dans la politique seulement parce que vous allez faire cela?

Mlle Gigantes: Nous croyons que des candidats plus sérieux auraient une meilleure chance d'être élus au Parlement fédéral s'ils pouvaient bénéficier d'une aide spéciale.

M. Breau: Vous prétendez qu'une femme est un meilleur candidat qu'un homme?

Mlle Gigantes: J'essaie de vous expliquer qu'il y a des candidates sérieuses, vous savez . . .

M. Robinson: Des femmes quoi.

Mlle Gigantes: Des femmes, des candidates sérieuses oui.

M. Breau: Et les autres.

Mlle Gigantes: Je ne crois pas qu'une foule de femmes vont se lancer dans la politique seulement parce qu'elles peuvent dépenser \$6,000 et être remboursées par le gouvernement.

[Texte]

Mr. Breau: You do not think so?

Miss Gigantes: I do not think so, no.

Mr. Breau: Well, I wish your hopes or your desires could be managed in legislation but I do not think they can be.

Miss Gigantes: I think legislation can help and I think it your business to think about how this legislation can help.

Mr. Breau: Yes, and I do not think your brief will give me too many ideas of how we can make it manageable or workable. I wish it would, you know. I wish your brief or this bill could relieve all the social barriers and psychological barriers, or even one little bit. First of all, I do not agree with any type of segregation especially in this legislation. I do not believe in it in any legislation at all or in any administration so I am not going to agree with it in election expenses.

Miss Pellerin: Mr. Breau, if we want to get to the bottom of a barrel of apples we have to eat our way through. We have to start at the top with one. Let us begin knocking down some of these social barriers by making it easier for women to get into federal politics. We are concerned with this one particular barrier at this moment in dealing with this bill. We will weigh our other social barriers as they come up.

Mr. Breau: I think there is a contradiction in your brief, in your presentation . . .

The Chairman: Order, we are getting into a debate. I would like you to ask questions if possible. We are getting into a debate.

Mr. Breau: Well I will put my comment in a question.

The Chairman: Good.

Mr. Breau: I believe there is a contradiction in your brief because on the one hand you want women to be equal participants in society and on the other hand you segregate them.

Mr. Robinson: That is right.

Mr. Breau: So I do not think you are going to achieve that by continuously segregating them. They have to be integrated. They have to become active members of political parties and they just have to run like I had to run.

Miss Pellerin: That word integrate is a very interesting word because that is exactly what we are asking for.

Mr. Breau: No, you are asking for segregation.

Miss Pellerin: No, we are asking for women to be given some opportunity to be integrated.

Mr. Breau: They are given the opportunity.

Mr. McBride: You are assuming an inferiority of women. They need help.

Miss Gigantes: Mr. Breau, can I ask you . . .

Mr. Breau: There are many, many women who have just as much money as I have. Why they do not run in politics I do not know. I wish they would.

[Interprétation]

M. Breau: Vous ne croyez pas?

Mlle Gigantes: Je n'en crois rien, non.

M. Breau: Eh bien, je voudrais bien qu'on puisse incorporer vos désirs et vos espérances dans un projet de loi mais je ne crois pas que ce serait possible.

Mlle Gigantes: Je crois que la loi peut être d'une aide très précieuse et c'est votre devoir de veiller à ce qu'elle l'apporte.

M. Breau: Je le sais, mais je ne crois pas que votre mémoire puisse faciliter d'une quelconque manière à la mise en pratique de tout ceci. Je voudrais bien qu'il en soit ainsi, vous savez. J'aimerais que votre mémoire ou que ce projet de loi supprime toutes les barrières, sociales ou psychologiques, même en partie. En premier lieu, je m'oppose à toute forme de ségrégation surtout dans ce projet de loi. Je suis du même avis en ce qui concerne la loi ou l'administration et je ne vais pas changer d'idée en ce qui concerne les dépenses électorales.

Mlle Pellerin: Monsieur Breau, pour atteindre le fond du baril de pommes, il faut en manger. Il y a un début à tout. Commençons par abattre ces barrières sociales en rendant plus facile pour les femmes l'accès à la politique fédérale. Il y a une barrière qui nous concerne plus particulièrement en ce moment et qui est comprise dans ce projet de loi. Nous lèverons les autres tabous à mesure qu'ils se présenteront.

M. Breau: Je crois qu'il existe une contradiction dans votre mémoire.

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Ceci tourne à la polémique. Je voudrais que vous posiez des questions.

M. Breau: Je vais faire une question de mes observations.

Le président: Bien!

M. Breau: Je crois qu'il y a une contradiction dans votre mémoire parce que, d'une part, vous voulez que les femmes soient des participants à part égale dans notre société et d'autre part, vous en faites un groupe séparé.

M. Robinson: C'est exact.

M. Breau: Je ne crois pas que vous atteindrez votre but en pratiquant ce genre de ségrégation. Les femmes doivent être intégrées. Elles n'ont qu'à devenir membres actifs d'un parti politique et poser leur candidature comme j'ai dû le faire.

Mlle Pellerin: Ce mot «intégré» est très intéressant parce que c'est exactement ce que nous voulons.

M. Breau: Non, vous demandez une forme de ségrégation.

Mlle Pellerin: Non, nous voulons simplement que les femmes aient la chance de s'intégrer.

M. Breau: On leur accorde cette chance.

M. McBride: Vous supposez en ce moment que les femmes sont inférieures. Elles ont besoin d'aide.

Mlle Gigantes: Monsieur Breau, puis-je . . .

M. Breau: Il y a nombre de femmes qui possèdent autant d'argent que moi. Pourquoi ne se lancent-elles pas dans la politique, je n'en sais rien. J'aimerais bien qu'elles le fassent.

[Text]

Miss Gigantes: If you have in your constituency, an area which is economically deprived, and you know from statistics, the children in that area because of their poor background are not getting the benefits of the education that the normal school system offers to them, would you consider it segregation if you enriched their class, if you put them in a special class and said you are specially deprived children, you need special help?

Mr. Breau: Yes, I would.

Miss Gigantes: And you would vote against that?

Mr. Breau: Yes, because our school system, at least in my province, has never been classed by economic standards and the day it will I will leave the province. I will burn it, because I just do not believe in that type of society, in that type of system. I think people have to be equal.

The Chairman: All right, Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, just to clarify the point, I am wondering if the ladies would agree that on page 3 of their brief in recommendations do they not mean qualifying candidates or candidates who qualify rather than eligible, be given a minimum of \$6,000?

Miss Pellerin: Yes.

Mr. Benjamin: I think this is what has caused some of the arguments. A candidate who qualifies would mean in your submission that a man who gets 15 per cent of the eligible votes cast, would be eligible for the \$6,000, a woman candidate would get the \$6,000 regardless.

Miss Lawson: Regardless, right.

Mr. Benjamin: Okay.

Miss Lawson: How do you feel, Mr. Breau, about our suggestion of lowering the ceiling?

Mr. Breau: From 20 per cent to 15 per cent?

Miss Lawson: Yes.

Mr. Breau: I have no particular reservations about that, but the way I read it the \$6,000 . . .

Miss Lawson: No, I mean limiting the amount of money that a candidate can spend.

Mr. Breau: To \$10,500?

Miss Pellerin: That is for a riding of 30,000.

• 2305

Mr. Breau: Generally, I agree with the restriction on spending, but again the question is how you are going to regulate it. How are you going to manage that?

Mr. Benjamin: I thought I had the floor, Mr. Chairman.

Mr. McBride: Mr. Breau is being questioned on your time.

Mr. Breau: She asked me a question. I am not going to answer it quickly.

[Interpretation]

Mlle Gigantes: Si vous aviez dans votre circonscription un secteur économiquement défavorisé, et que vous sachiez que les enfants de ce secteur, à cause de leur milieu, ne peuvent pas profiter au maximum du système d'éducation, croyez-vous que ce serait de la ségrégation si vous releviez leur niveau de vie, si vous les mettiez dans une classe à part et leur offriez une aide spéciale?

M. Breau: Oui.

Mlle Gigantes: Et vous voteriez contre ces mesures?

M. Breau: Oui, parce que notre système scolaire, du moins dans ma province, n'a jamais été fondé sur les différences économiques et le jour où il le sera, je plierai bagage et je m'en irai ailleurs. Je le ferai sauter, parce que je ne crois tout simplement pas à ce genre de société, à ce genre de système. Je crois que les gens doivent être égaux.

Le président: Très bien. Monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Monsieur le président, à titre d'éclaircissement, à la page 3 de leur mémoire, ces dames veulent-elles qu'un minimum de \$6,000 soit accordé au candidat qui répond aux normes plutôt qu'au candidat admissible?

Mlle Pellerin: Oui.

M. Benjamin: Je crois que voilà l'origine de toute cette querelle. Dans votre rapport, un candidat qui répond aux normes, c'est-à-dire qui recevrait 15 p. 100 des voix, aurait droit à un remboursement de \$6,000; une femme, elle, obtiendrait automatiquement ces \$6,000.

Mlle Lawson: En effet.

M. Benjamin: Très bien.

Mlle Lawson: Que pensez-vous de notre suggestion d'abaisser le plafond, monsieur Breau?

M. Breau: De 20 p. 100 à 15 p. 100?

Mlle Lawson: Oui.

M. Breau: Je n'ai aucune réserve particulière à apporter mais d'après ce que je peux voir, les \$6,000 . . .

Mlle Lawson: Non, je parle de limiter le montant qu'un candidat peut dépenser.

M. Breau: Le limiter à \$10,500?

Mlle Pellerin: Dans une circonscription de 30,000 électeurs.

M. Breau: En général, je suis d'accord avec les restrictions sur les dépenses, mais la question est de savoir comment on va procéder. Comment allez-vous pouvoir y arriver?

M. Benjamin: Je croyais que c'était moi qui avais la parole, monsieur le président.

M. McBride: On prend de votre temps pour interroger M. Breau.

M. Breau: Elle m'a posé une question. Je ne veux pas y répondre trop rapidement.

[Texte]

The Chairman: We will come back to Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: May I ask the ladies if the feeling is that the limitation on the candidate is too high? In a large number of ridings where there is a large number of people—I will use my own case as an example—even with only two full-time paid people, three part-time paid people, making our own signs—we did not buy any television—we spent \$17,100 in 1968. We raised \$9,500 and we spent the next four years cleaning off the \$8,000 debt.

I would like to suggest to you that with maximum free contributions of workers and what not, I do not think we are too generous in that limitation.

Miss Pellerin: How many electors are there in your riding?

Mr. Benjamin: There are 50-some thousand.

Miss Pellerin: Our figures are based on a riding of 30,000 electors, so we would have to figure it out. In your riding you would probably be able to spend \$17,000, according to our calculations.

Mr. Benjamin: This time, just on the increased costs of the things we had to buy before, we have a budget of \$20,000. And doing no more than what we did in 1968, I hope that is enough to get me re-elected.

If you made an examination or an investigation amongst candidates of all parties who had that kind of campaign, with a participation of several hundred people . . .

Miss Gigantes: How is a woman going to beat you?

Mr. Benjamin: That is my next question. Starting out in the NDP as a poll captain, a canvasser, a zone manager and a constituency executive member and all the way through over a period of about 10 years, but particularly when I held offices in the party, and then when I was an employee of the party—and I particularly recall the 1962, 1963, and 1965 federal elections, the 1964 and 1967 provincial elections—as a party employee who went into a number of constituencies at the request of the local riding organizations to help them persuade people to stand for nomination, I pleaded with dozens of women to stand for nomination, gathered up some of their friends and their husbands but they would not run.

Surely this is an area where groups such as yours should do a great deal more work. I will say nothing at all about the other parties. They can answer for their sins.

Miss Gigantes: Were you out looking for a woman when the riding was winnable?

Mr. Benjamin: Oh, yes. We were the government of the province, woman. We had one woman MLA at one time whose husband not only did the housework but also ran the farm. He used to get mail addressed to Mr. Beatrice Trew.

But really, this is one of the problems. I am quite sincere about it. All of us males around here can run around making the most genuine effort in the world to persuade women to run. And any of us who have done it get a little heartsick about it. And some extremely capable people.

[Interprétation]

Le président: Nous allons revenir à M. Benjamin.

M. Benjamin: Mesdames, avez-vous l'impression que la limite imposée au candidat est trop élevée? Je peux vous donner mon cas personnel comme exemple, d'un grand nombre de circonscriptions comprenant beaucoup d'habitants; nous avons dépensé \$17,000 en 1968, et cela avec seulement deux employés rémunérés à temps plein, trois employés à temps partiel; en plus nous fabriquions nos propres affiches et nous n'avons pas acheté de temps à la télévision. Nous avons recueilli \$9,500 et nous avons mis quatre ans à rembourser les \$8,000 restant.

Il me semble qu'avec les libres contributions maximales des travailleurs etc., la limite n'est pas trop généreuse.

Mlle Pellerin: Combien y a-t-il d'électeurs dans votre circonscription?

M. Benjamin: Il y en a environ 50,000.

Mlle Pellerin: Nos chiffres se fondent sur une circonscription de 30,000 électeurs. Selon nos calculs, on vous autoriserait sans doute à dépenser \$17,000 dans votre circonscription.

M. Benjamin: Cette fois, vue l'augmentation des prix des objets que nous avons dû acheter la dernière fois, nous avons un budget de \$20,000. Et sans faire plus qu'en 1968, j'espère que cela suffira à me faire rééire.

Si vous faisiez une étude ou une enquête parmi les candidats de tous les partis qui ont mené ce genre de campagne, avec la participation de plusieurs centaines de personnes . . .

Mlle Gigantes: Comment une femme pourra-t-elle vous battre?

M. Benjamin: C'est là ma prochaine question. Tout au long de ma collaboration avec le NPD, en tant que courtier électoral, gérant de district, etc., pendant environ 10 ans, puis lorsque j'ai été employé du Parti, au cours des élections fédérales de 1962, 1963 et 1965, des élections provinciales de 1964 et 1967, j'ai visité un grand nombre de circonscriptions à la demande des organisations locales, afin de les aider à persuader les gens de se présenter aux élections. J'ai ainsi insisté auprès de dizaines de femmes, j'ai réuni certains de leurs amis, ainsi que leurs maris, mais elles ont toujours refusé.

C'est sûrement un domaine dans lequel des groupements comme le vôtre pourraient être plus actifs. Je ne parlerai pas des autres partis. Ils peuvent raconter eux-mêmes leur histoire.

Mlle Gigantes: Cherchiez-vous une femme lorsqu'il y avait possibilité de victoire dans la circonscription?

M. Benjamin: Oh, oui. Madame, c'est nous qui formions le gouvernement de la province. Nous avons déjà eu une femme député au provincial, et c'est son mari qui s'occupait de la maison et de la ferme. Son courrier était même parfois adressé à M. Béatrice Trew.

Mais c'est vraiment un problème. Je l'avoue bien sincèrement. Nous pouvons faire les plus grands efforts afin de persuader les femmes de se présenter aux élections. Nous sommes plusieurs à l'avoir fait, et cela nous brise un peu le cœur, car certaines de ces femmes étaient très compétentes.

[Text]

Mr. McBride: Especially people who are familiar enough with politics see what happens to the men in politics.

Mr. Benjamin: The other reality is that the fact is that in Canada we have a party system, for all its faults, and if you want to win a nomination, you get into the party. I know many men who have spent years working like dogs and donating money and driving the wheels off their cars, and it took them three or four elections before they could even win a nomination, let alone get elected.

That applies to women too. Yet many women that I have tried to persuade to run, who have worked at every angle and level and job you could think of, from licking envelopes to carrying public rallies and writing policy resolutions have said, oh, I could not do that.

• 2311

Miss Pellerin: We agree with that basically, Mr. Benjamin. That is something that we all have to work for.

Mr. Benjamin: God bless you. I liked your brief.

The Chairman: In the name of the members of the Committee I wish to thank the representatives of the Women's Resource Group for their presentation. We may not agree with all your submission but we agree with your general objective of seeing more women entering politics.

Miss Pellerin: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I think they should run as independents in the next election and ask for \$6,000 each!

Miss Gigantes: Thank you very much.

[Interpretation]

M. McBride: Surtout celles qui sont assez familières avec la politique, elles peuvent voir ce qui arrive aux hommes qui en font.

M. Benjamin: En fait, c'est qu'au Canada nous avons un système de partis. Si on veut obtenir une mise en candidature, il faut d'abord s'affilier à un parti. Je connais beaucoup d'hommes qui ont passé des années à travailler comme des chiens, à donner de l'argent, et ils ont dû attendre trois ou quatre élections avant même d'être mis en candidature.

La même chose est vraie pour les femmes. Et pourtant, beaucoup, de femmes que j'ai essayé de persuader, et qui ont participé à tous les travaux possibles et imaginables, que ce soit lécher des enveloppes, organiser des réunions publiques, ou rédiger des résolutions politiques, ont toutes répondu qu'elles ne pourraient pas faire cela.

Mlle Pellerin: De façon générale, nous sommes d'accord, monsieur Benjamin. C'est ce à quoi nous devons tendre.

M. Benjamin: Vous avez toute ma sympathie. Votre mémoire m'a plu.

Le président: Au nom des membres du Comité, je remercie les représentantes du *Women's Resource Group* pour leur mémoire. Nous ne sommes peut-être pas d'accord avec tout ce que vous proposez, mais nous partageons certainement votre objectif qui est de voir plus de femmes entrer dans l'arène politique.

Mlle Pellerin: Merci, monsieur le président.

M. Robinson: Elles devraient se présenter comme indépendantes à la prochaine élection et réclamer \$6,000 chacune!

Mlle Gigantes: Je vous remercie.

HOUSE OF COMMONS

Fourth Session

Twenty-eighth Parliament, 1972

CHAMBRE DES COMMUNES

Quatrième session de la

vingt-huitième législature, 1972

Standing Committee on

Comité permanent des

Privileges and Elections

Privilèges et élections

Index

OF
PROCEEDINGS

DES
DÉLIBÉRATIONS

Issues Nos.

1 to 8

Fascicules n^{os}

1 à 8

Organization meeting:
Tuesday, March 7, 1972

Séance d'organisation:
Le mardi 7 mars 1972

Last meeting:
Tuesday, June 27, 1972

Dernière réunion:
Le mardi 27 juin 1972

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

Quatrième session de la

Fourth Session

vingt-huitième législature, 1973

Twenty-eighth Parliament, 1973

Comité permanent des

Standing Committee on

Privilèges
et
élections

Privileges
and
Elections

Index

DES

DÉLIBÉRATIONS

OF

PROCEEDINGS

Parliamentary

1973

House of Commons

1973

1973

1973

Issue No.

1973

Organization and

1973

1973

1973

INDEX

Contents

Chief Electoral Officer of Canada, Estimates (1972/73)— Issue 1

Allegations concerning wiretapping and opening of mail of Members of this House— Issues 2-6

Bill C-211—Canada Elections Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, An Act to amend the— Issues 7-8

Table

Directeur général des élections du Canada, Budget des dépenses 1972-1973— Fasc. 1

Allégations concernant l'interception de messages et l'ouverture du courrier de députés de cette Chambre— Fasc. 2-6

Bill C-211—Loi modifiant la loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élections— Fasc. 7-8

CHIEF ELECTORAL OFFICER OF CANADA ESTIMATES 1972/73

BUDGET DES DÉPENSES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1972-1973, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Chief Electoral Officer of Canada

Estimates (1972/73) 1:7-17

Information program, pamphlet

Cost 1:17

Distribution 1:13

Recommendation, purpose 1:7-8

Office equipment, expenditure 1:16-17

Returning officers

Polling divisions revision 1:9-10

Salary, situation 1:10, 1:11

Salary 1:15

Staff, permanent, temporary, problems 1:15-16

Elections

Cost 1:7, 1:8-9

Enumeration, methods 1.8

Polling divisions

Category revision, procedure 1:11-13

Number 1:11

Revision 1:9-10

Voters

Authorization, exceptions 1:15

List of electors 1:14

Number 1:8-9

Directeur général des Élections

Budget des dépenses 1972-1973 1:7-17

Crédit 10—Dépenses du programme 1:8-17

Dépenses statutaires 1:7, 1:16

Effectif permanent, temporaire 1:15-16

Programme d'information, changements loi électorale, brochure, distribution 1:7-8, 1:13-14, 1:17

Salaires 1:15

Hamel, J. M., Chief Electoral Officer of Canada

Statement 1:7-8

Élection générale

Coût dernière, prochaine 1:7, 1:8-9

Liste électorale, distribution 1:14

Nombre

Agents réviseurs, rémunération 1:11

Bureaux de vote 1:9, 1:11

Bureaux spéciaux, scrutin anticipé 1:9, 1-11

Districts de révision 1:11

Énumérateurs, rémunération 1:9

Voteurs, 18 à 21 ans 1:9

Scrutateurs, directives, rémunération 1:9-11

Section rurale, urbaine, procédures changements 1:11-13

Reports to the House

First 1:4

Hamel, M. J.-M., Directeur général des élections du Canada

Exposé 1:7-8

ALLEGATIONS CONCERNING WIRETAPPING AND OPENING OF MAIL OF MEMBERS OF THIS HOUSE

Rapport à la Chambre

Premier 1:4

ALLÉGATIONS CONCERNANT L'INTERCEPTION DE MESSAGES ET L'OUVERTURE DU COURRIER DE DÉPUTÉS DE CETTE CHAMBRE

Bell Canada

Electronic eavesdropping, procedure 5:8-14

Government telephone system 5:14-15, 5:17-18

Long distance monitoring, systems 5:15-17

Wiretapping

Allegations, investigation 2:18-19, 3:14-15, 5:20

Detection 5:19-20

Bell Canada

Surveillance électronique

Aspects techniques 5:8-20

Plaintes, nombre, enquêtes 5:19-20

Système gouvernemental 5:14-15, 5:17-18

Appels interurbains 5:15-17

Vérification lignes téléphoniques 2:11, 2:18, 4:4-5, 4:7

Cabinet

Confidential information, publication 2:12-13, 2:21

Cabinet

Fuites, enquête 2:12-13, 2:21

Fahey, J. D., Director of Engineering Design, Bell Canada

Statement 5:8-14

Chambre des communes

Allégations

Interception messages téléphoniques 2:11-22, 3:4-19, 4:4-18, 5:4, 6:4, 6:5

Hales, A. D., M.P. (Wellington)

Statement 3:5-6

Korchinski, S. J., M.P. (Mackenzie)

Statement 3:12-14

Mail

Interference allegations, inquiry 3:5-12

Nielsen, Erik, M.P. (Yukon)

Correspondence with Committee 3:5, 5:4-5, 6:4-12

Pringle, Jerry, M.P. (Fraser Valley East)

Letter to Committee 3:4-5

Privileges and Elections Standing Committee

Agenda and Procedure Subcommittee, reports

First 2:4, 2:6-9

Second 3:3

Correspondence

Letters sent to Messrs. Hales, Korchinski,

Nielsen, Pringle 3:4

Nielsen, Erik, M.P. (Yukon) 3:5, 5:4-5, 6:4-12

Pringle, Jerry, M.P. (Fraser Valley East) 3:4-5

Motion to invite Erik Nielsen M.P. (Yukon) 4:17-18, 5:4

Procedure

Draft report 5:20-27, 6:16-37

Terms of reference 2:15-18, 2:20-22, 4:4-18, 5:6-8

Reports to the House

Second 6:3-12

Royal Canadian Mounted Police

Wiretapping allegations, investigation 2:10, 2:13, 2:18

Solicitor General's Office

Security Planning and Research Group, responsibility 2:12

Wiretapping allegations, investigation 2:14, 2:18

Speaker of the House

Wiretapping allegations, investigation 2:19, 3:14-15

Wiretapping

Allegations 3:12-19

Investigation

Bell Canada 2:18-19, 3:14-15, 5:20

Royal Canadian Mounted Police 2:10, 2:13, 2:18

Solicitor General's Office 2:14, 2:18

Speaker of the House 2:19, 3:14-15

Detection 5:18-20

Legality 2:19-20

Technology, procedure 2:11-12, 5:8-14

Use 5:17

BILL C-211

ELECTION EXPENSES ACT

Advertising

Broadcasting

Blackout 7:7-8, 7:13-14, 8:5-6, 8:8, 8:18-21, 8:25

Cable television

Illegal statement, problem 7:24-25, 7:33-35

Role, background 7:23-24, 7:26-27

Non-commercial nature, recommendation 7:7, 7:9-10,

7:13

Nielsen, Erik, député, lettres 2:8, 2:21, 3:4, 3:12,

3:16-18, 4:5-15, 5:4, 5:22-24, 6:4

Ouverture courrier de députés 3:4-12, 5:4, 6:4, 6:5

Orateur, décision vérification tables d'écoute 2:10, 2:18,

2:19

Fahey, M. J. D., Directeur service de génie, Bell Canada

Exposé, surveillance électronique 5:8-14

Gendarmerie royale du Canada

Enquête, surveillance téléphonique 2:13-22

Tables d'écoute, délits 2:12, 2:18, 2:19-20

Hales, M. A. D., député (Wellington)

Lettre ouverte 3:5-12

Korchinski, M. S. J., député (Mackenzie)

Interceptions appels téléphoniques 3:12-18

Nielsen, M. Erik, député (Yukon)

Correspondance avec Comité 3:5, 5:4-5, 6:4-12

Pringle, M. E. (Jerry) député (Fraser Valley East)

Lettre au Comité 3:4-5

Privilèges et Élections, Comité permanent des

Comité directeur, décision, rapport 4:10

Lettre à MM. Hales, Korchinski, Nielsen, Pringle, députés 2:8, 3:4, 4:4, 4:18

Mandat 2:6-8, 2:11, 2:15, 2:17, 2:18, 3:14, 4:4, 5:6-7, 6:23-24

Nielsen, M. Erik, député

Comparution, motion, résolution 2:7, 2:9, 2:21-22, 3:5, 4:4, 4:7-18, 5:4-8, 5:23, 5:26, 6:3, 6:8, 6:18, 6:22, 6:28, 6:31-37

Correspondance avec 6:4-12, 6:23, 6:27, 6:29

Programme et Élections, Sous-comité

Lettre aux députés re allégations interception messages téléphoniques, ouverture courrier 2:7, 6:4

Premier rapport 2:4, 2:6, 2:9

Deuxième rapport 3:3, 3:4

Rapport à la Chambre, témoignage M. E. Nielsen, député, rédaction, amendement 4:4, 5:20-27, 6:3-37

Rapport à la Chambre

Deuxième, appendices 6:3-12

Solliciteur général, ministère du

Enquêtes, surveillance téléphone, courrier députés 2:14, 2:18

Groupe chargé de sécurité et recherche, responsabilités 2:12, 2:14, 6:24

BILL C-211

LOI SUR LES DÉPENSES D'ÉLECTIONS

Association canadienne de télévision par câble

Compagnies

Nombre ayant permis 7:23-24

Nombre représenté par 7:23

Composition 7:28-29

Déclarations illicites, aspect juridique 7:33-34

Élections, temps gratuit 7:26-27, 7:34

Association canadienne des gérants de rédaction

Exposé 8:16-18

Opposition à Art. 13, Bill C-211 8:16-27

Payment 7:12-13
 Production costs 7:14-15, 7:19-20
 Rate 7:6, 7:18-19
 Time allocation
 Cable television 7:24, 7:25-32
 Candidates 7:6-7
 Metropolitan areas 7:20-21
 Paid, free time 7:15-16
 Parties 7:5-6
 Radio, problems 7:10-11, 7:17-18
 Sale 7:6
 Publications, blackout 7:7-8, 8:5-6, 8:9-10, 8:16-27
See also
 Election expenses

Bill C-211

Amendments proposed by Minister
 Broadcasting Act, Section 28, effect 8:5-6
 Clause 4
 Section 13.1(11)—Payment within six months 8:6-7
 Section 13.5—8:7
 Clause 8
 Section 6.1(1)—Limitation of election expenses 8:7
 Section 61.1(2)—Determination of amount 8:7-8
 Clause 11
 Canada Elections Act, Section 70, effect 8:8
 Section 63.1(2)—Reimbursement of candidates 8:8
 Clause 12 8:11
 Clause 13 (Section 99)—Political Publications and
 Broadcasts 8:8
 Discussion 8:9-15, 8:24
 Discussion
 Clause 13 (Section 99)—Political Publications and
 Broadcasts 8:16-27
 Clause 14
 Section 99.1(2-8)—Broadcasting time 7:5-8, 7:26,
 7:31
 Section 99.2—Payment out of Consolidated Revenue
 Fund etc. 7:6
 Section 99.3(1,3,4)—Broadcasting time to be pro-
 vided to candidates 7:6-7, 7:25-26, 7:29, 8:30
 Section 99.4—Rates to be charged to parties and
 candidates etc. 7:6, 7:7, 7:18-19, 7:22

Canadian Association of Broadcasters

Discussion 7:5-22

Canadian Cable Television Association

Background, organization 7:23
 Discussion 7:23-35

Canadian Managing Editors' Conference

Brief 8:16-18
 Discussion 8:18-27

Election expenses

Campaign period, shortening 7:21-22, 8:7
 Candidates
 Auditing fee 8:8
 Limitation, advertising 7:5, 8:7, 8:11
 National leaders 8:11-15
 Reimbursement, formula 8:7-8
 Women, financial support 8:28-31, 8:35-41
 Parties
 Limitation, advertising 8:6-7
 Reimbursement 7:6

Association canadienne des radiodiffuseurs

Élections, temps d'antenne
 Alloué, non utilisé 7:15-16
 Campagne électorale, durée 7:21-22
 Émissions publicitaires, catégorie commerciale 7:9-12,
 7:22
 Non payé, dettes 7:12
 Périodes gratuites, payées 7:12-13, 7:16
 Répartition entre partis 7:6-9

Bill C-211—Loi sur les dépenses d'élections

Amendements proposés par Ministre
 Art. 4—Limitation dépenses partis—publicité fins
 partisanes 8:6-7, 8:9, 8:11-12
 Art. 8—Limitation dépenses d'élections—publicité 8:7
 Art. 11 (Nouveau) Remboursements dépenses candi-
 dats 8:8
 Art. 12—Dépenses d'élections—annonces 8:11
 Art. 13—Publications et émissions politiques 8:8
 Loi sur Radiodiffusion, Art. 28, effets 8:5-6
 Discussions
 Art. 13—Publications et émissions politiques 8:16-27
 Loi sur la radiodiffusion
 Art. 99.1(2 à 8)—Temps accordé aux partis enre-
 gistrés 7:6-9, 7:24, 7:26
 Art. 99.2—Paieement sur le F.R.C. etc. 7:6
 Art. 99.3(1, 3, 4)—Allocation temps d'émission 7:6-7,
 7:25-26, 7:29, 8:30
 Art. 99.4—Tarifs imposés 7:6-7, 7:18, 7:19, 7:22
 Accès des femmes à vie politique, barrières 8:28-42
 Différence entre presses parlée et écrite, restrictions
 8:18-20

Conférence sur le droit et le monde des affaires, Université de Toronto (fév. 1971)

Citation, diffusion par câble 7:24-25

Dépenses d'élections

Campagne électorale, réduction durée 7:21-22, 8:7
 Candidats
 Dirigeants nationaux 8:11-15
 Femmes, aide financière 8:28-31, 8:35-41
 Frais de vérification 8:8
 Publicité, limite 7:5, 8:7, 8:11
 Remboursement, formule 8:7-8
 Partis
 Limitation, publicité 8:6-7
 Remboursement 7:6

MacEachen, hon. A. J., Président, Conseil privé

Exposé, amendement, Bill C-211 8:5-9

MacPherson, M. C. W. E., 2^e Vice-président et secrétaire-trésorier, Association canadienne des gérants de rédaction

Exposé, mémoire sur Bill C-211 8:16-18

Martz, M. D. W. G., Vice-président (Télévision),**Association canadienne des radiodiffuseurs**

Exposé, Bill C-211 7:5-9

Pellerin, Mlle Renée, Regroupement des forces féminines d'Ottawa

Mémoire, Bill C-211 8:28-30

Publicité

Voir
 Dépenses d'élections

See also
Advertising

Law and World Affairs Conference, University of Toronto (Feb. 1971)

Free access, illegal statement situation 7:24-25

MacEachen, Hon. A. J., President of the Queen's Privy Council

Statement 8:5-8

MacPherson, C. W. E., 2nd Vice-President, Secretary-Treasurer, Canadian Managing Editors' Conference

Presentation 8:16-18

Martz, D. W. G., Vice-President, Television Canadian Association of Broadcasters

Statement 7:5-8

Pellerin, Miss Renée, Women's Resource Group of Ottawa

Presentation 8:28-30

Short, R. C., President, Canadian Cable Television Association

Statement 7:23-26

Women

Election participation 8:27-42

Women's Resource Group of Ottawa

Brief 8:28-30

Discussion 8:30-42

Witnesses

- Allard, T. J., Executive Vice-President, Canadian Association of Broadcasters 7:9-10, 7:12, 7:16-20
- Côté, E. A., Deputy Solicitor General 2:10, 2:12-14, 2:16-18
- Fahey, J. D., Director of Engineering Design, Bell Canada 5:8-20
- Gigantes, Miss Evelyn, Women's Resource Group of Ottawa 8:31, 8:33-42
- Hales, A. D. M.P., (Wellington) 3:5-12
- Hamel, J. M., Chief Electoral Officer of Canada 1:7-17
- Hignett, W. L., Commissioner, Royal Canadian Mounted Police 2:10-14, 2:18-20, 2:22
- Korchinski, S. J., M.P. (Mackenzie) 3:12-18
- Lawson, Miss Pat, Women's Resource Group of Ottawa 8:32-33, 8:38, 8:40
- MacEachen, Hon. A. J., President of the Queen's Privy Council 8:5-15
- MacPherson, C. W. E., 2nd Vice-President Secretary-Treasurer, Canadian Managing Editors' Conference 8:15-27
- Martz, D. W. G., Vice-President, Television, Canadian Association of Broadcasters 7:5-22
- Metcalf, W., Canadian Managing Editors' Conference 8:23, 8:27
- Pellerin, Miss Renée, Women's Resource Group of Ottawa 8:27-33, 8:36-37, 8:39-42
- Rochon, Michel, Project Manager, Information Program, Bureau of Management Consulting 1:17
- Short, R. C., President, Canadian Cable Television Association 7:23-35
- Tardif, M. J. B., Secretary General, Canadian Cable Television Association 7:31, 7:35

Regroupement des forces féminines d'Ottawa

Discussion 8:30-42

Mémoire, Bill C-211 8:28-30

Short, M. Robert C., Président, Association canadienne de télévision par câble

Exposé, Bill C-211 7:23-26

Historique, télévision par câble 7:26-27

Women's Resource Group of Ottawa

Voir

Regroupement des forces féminines d'Ottawa

Témoins

- Allard, M. T. J., Vice-président exécutif, Association canadienne des radiodiffuseurs 7:9-12, 7:16-20
- Côté, M. E. A., Solliciteur général adjoint, 2:10, 2:12-14, 2:16-18
- Fahey, M. J. D., Directeur service du génie, Bell Canada 5:8-20
- Gigantes, Mlle Evelyn, Membre, Regroupement des forces féminines d'Ottawa 8:31-42
- Hales, M. A. D., député (Wellington) 3:5-12
- Hamel, M. Jean-Marc, Directeur général des élections du Canada 1:7-17
- Higgitt, Commissaire W. L., Gendarmerie royale du Canada 2:10-18, 2:22
- Korchinski, M. J. J., député (Mackenzie) 3:12-18
- Lawson, Mlle Pat, Membre, Regroupement des forces féminines d'Ottawa 8:32-40
- MacEachen, hon. A. J., Président, Conseil privé 8:5-15
- MacPherson, M. C. W. E., 2^e Vice-président et secrétaire-trésorier, Association canadienne des gérants de rédaction 8:15-27
- Martz, M. D. W. G., Vice-président directeur général, Broadcast Division, Canadian Marconi; vice-président, télévision, Association canadienne des radiodiffuseurs 7:5-22
- Metcalf, M. William H., Gérant de rédaction, The Ottawa Journal 8:23, 8:27
- Pellerin, Mlle Renée, Regroupement des forces féminines 8:27-42
- Rochon, M. Michel, Directeur des projets (information), Bureau des conseillers en gestion 1:17
- Short, M. Robert C., Président, Association canadienne de Télévision par câble 7:23-35
- Tardif, M. Marcel, Secrétaire général, Association canadienne de Télévision par câble 7:31, 7:35

Committee Members

Chairman:

—Lafamme, Ovide (Montmorency) 1:7-8, 15-18; 2:6-9, 11, 13, 15-17, 19, 22; 3:4, 7-9, 12, 14-15, 18-19; 4:4-5, 8, 10-11, 13-14, 16-18; 5:4, 6, 8, 20-21, 23-24, 27; 6:16, 21, 23-33, 35-37; 7:5, 9, 21-23, 25-29, 32-35; 8:4-6, 9, 15-16, 18, 23-24, 27, 42

Vice-Chairman:

—McBride, Murray A. (Lanark-Renfrew-Carleton) 2:9, 18-19; 3:4, 7-8, 10, 17
 —Benjamin, L. G. (Les) (Regina-Lake Centre) 1:11-17; 2:9-10, 20; 5:15-17, 19-21, 23; 7:13-15, 17-18, 20, 30-32, 34; 8:4, 11-13, 20-23, 41-42
 —Breau, Herbert (Gloucester) 8:4, 36-40
 —Chappel, H. G. (Peel South) 8:4, 14, 18-20
 —Cyr, Alexandre (Gaspé) 3:8-9, 18; 4:9
 —Deakon, Walter (High Park) 5:6, 23
 —Forest, Yves (Brome Missisquoi) 3:11, 18; 5:7-8; 6:23; 7:19, 22, 27-29, 35
 —Forrestall, J. Michael (Dartmouth-Halifax East) 2:15-18, 21; 4:4, 7, 11, 14-18; 6:17-19, 27-30, 34, 37; 7:11, 20-22; 8:5-6, 9-15, 23-24
 —Hogarth, Douglas A. (New Westminster) 2:6-8, 10-12, 15-16, 21-22; 3:9-10, 14-16; 4:5, 8-9, 12, 14-17; 5:6-7, 21-26; 6:17-18, 23-24, 35-36
 —Howe, Wm. Marvin (Wellington - Grey - Dufferin-Waterloo) 8:27
 —Jerome, J. A. (Sudbury) 2:7-9, 20; 5:7, 18-19, 23, 25-27
 —Lessard, Marcel (Lac-Saint-Jean) 1:9
 —Loiselle, Gérard (St. Henri) 3:6-7
 —McBride, Murray A. (Lanark-Renfrew-Carleton) 5:6; 6:16, 20-21, 29-32, 35-37; 7:9-13, 16, 28; 8:4, 9, 15, 26-27, 30-34, 39-40, 42
 —McGrath, James A. (St. John's East) 2:8-14, 19-20; 3:10-11
 —MacInnis, Mrs. Grace (Vancouver-Kingsway) 7:15-18, 23, 33-34
 —Marceau, Gilles (Lapointe) 4:18; 5:8
 —Paproski, Steven E. (Edmonton Centre) 3:11
 —Peters, Arnold (Timiskaming) 5:12-16; 6:22-23, 30-31, 34-35, 37
 —Portelance, Arthur (Gamelin) 1:14; 3:12
 —Pringle (Jerry) M. E. (Fraser Valley East) 5:7, 24-25
 —Robinson, William K. (Toronto-Lakeshore) 8:13, 24-27, 33-39, 42
 —Schumacher, Stan (Palliser) 1:9-10
 —Smith, Walter (Saint-Jean) 7:22
 —Thomas J. Antonio (Maisonneuve-Rosemont) 1:8, 15

Also present:

—Aiken, Gordon Harvey (Parry Sound-Muskoka) 6:33-37

Membres du Comité

Président:

Vice-président:

Aussi présent:

Privileges of Elections

Members of Council

- President: [Name]
- Vice-President: [Name]
- Secretary: [Name]
- Treasurer: [Name]
- Members: [List of names and dates]

Committee Members

- Chairman: [Name]
- Vice-Chairman: [Name]
- Members: [List of names and dates]

Also present:

- [List of names]





